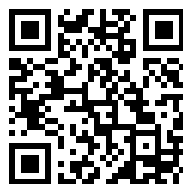

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

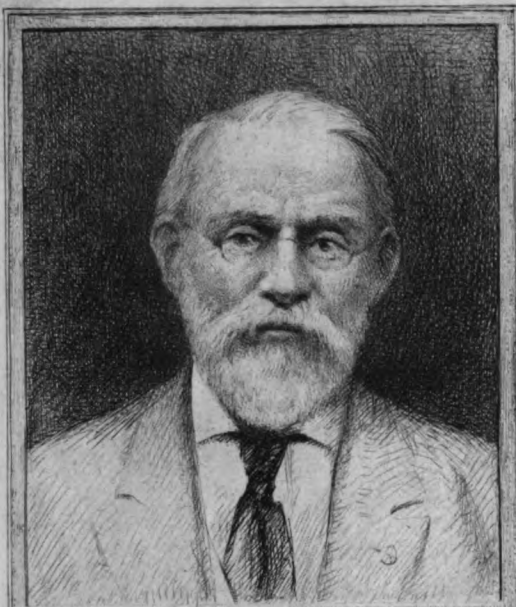
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 476281



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1106 March 1930

DC
611
.074
A3

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DE L'ORNE

Fondée en 1882

Reconnue comme Établissement d'utilité publique par Décret du 2 Décembre 1914

Siège de la Société: MAISON D'OZÉ, Place de Lamagdelaine, ALENÇON

TOME XLV

PREMIER BULLETIN



ALENÇON

IMPRIMERIE ALENÇONNAISE, 11, Rue des Marcheries

Janvier 1926

LISTE DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE & ARCHÉOLOGIQUE

DE L'ORNE

Membres du Bureau ¹

Président : M. Henri TOURNOUER (1929)

MM.

Vice-Présidents.....	{	le Vicomte DU MOTÉY (1927)
		Paul HAREL (1929)
		Paul ROMET (1929)
		le Chanoine GUESDON (1929)

Secrétaire général : M. Le Baron Jules DES ROTOURS (1927)

Secrétaire : M. l'Abbé GERMAIN-BEAUPRÉ (1929)

Secrétaire-adjoint : M. Henri BESNARD (1927)

Trésorier : M. Emile BROUARD (1927)

Trésorier-adjoint : M. Jean COLLIÈRE (1927)

Bibliothécaire : M. JOUSSELIN DE SAINT-HILAIRE (1928)

Bibliothécaire-adjoint : M. Charles BEAUGÉ (1929)

Archiviste : M. René JOUANNE (1929)

Comité de Publication

M^{me} la baronne DE STE-PREUVE (1929)

MM. Paul ROMET (1929)

J. LEBOUCHER (1929)

René GOBILLOT (1928)

L'abbé TABOURIER (1928)

Pierre DE CÉNILVAL (1928)

Commission du Musée.

MM. Paul ROMET, président (1928)

Félix BESNARD (1928)

Ch. GATECLOU-MAREST (1928)

Henri BESNARD (1929)

Auguste FONTAINE (1929)

Albert MEZEN (1927)

L. BARILLET (1927)

Commission des Conférences

MM. Paul ROMET, président (1929)

LE JEMTEL (M^{me}) (1929)

Jean COLLIÈRE, trésorier (1929)

Jean LEBOUCHER (1929)

Henri BESNARD (1929)

René JOUANNE (1929)

Raymond GUILLEMAIN D'ECHON (1929)

(1) La date qui suit chaque nom indique l'année d'expiration du mandat des Membres du Bureau et du Comité de publication.

Membres Titulaires ¹**MM.**

- ABADIE** (Pierre), conseiller général de l'Orne, au Theil. — (1923).
- ABOVILLE** (le commandant baron Louis d'), *, 10, Cloître de la Cathédrale, Orléans, et château de Saint-Hilaire-des-Noyers, par Colonard (Orne). — 1909.
- ADIGARD DES GAUTRIES** (M^{me}), 33, rue du Cours, Alençon. — 1924.
- ADIGARD DES GAUTRIES** (Jean), licencié ès lettres, lecteur de langue française à l'Université de Copenhague. — 1918.
- ADIGARD** (M^{me} Pierre), 52, rue de Messei, à Flers, et à La Ferrière-aux-Etangs (Orne). — 1913.
- AILLIÈRES** (Louis Caillard d'), conseiller général de la Sarthe, château d'Aillières, par Mamers (Sarthe), et à Paris, 105, avenue Henri-Martin (xvi^e). — 1924.
- ANDLAU** (le Comte d'), château de Voré, par Regmalard, et 41, rue de l'Université, Paris (viii^e). — 1900.
- ANGÉLY-SÉRILLAC** (M^{me} la comtesse d'), château de Sérillac, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe). — 1907.
- ANTERROCHES** (le vicomte d'), château des Yveteaux (Orne), et 174, rue de la Pompe, Paris (xvi^e). — 1902.
- APPERT** (Charles), contrôleur des Contributions directes, à Domfront. — 1923.
- ARROU** (M^{me} Joseph), 9, rue Bayard, Paris (viii^e), et château de la Gatine, par Villiers-sous-Mortagne (Orne). — 1902.
- AUDIFFRET-PASQUIER** (le duc d'), *, député de l'Orne, membre du Conseil général de l'Orne, château de Sassy, par Mortrée (Orne), et à Paris, 27, rue Vernet (viii^e). — 1906.
- AUDIFFRET-PASQUIER** (le comte d'), château de Sarceaux, en Valframbert (Orne), et 65, avenue d'Iéna, Paris (xvi^e). — 1925.
- AUDIFFRET-PASQUIER** (la comtesse d'), château de Sarceaux, en Valframbert (Orne), et 65, avenue d'Iéna, Paris (xvi^e). — 1925.
- AVELINE** (César-Prosper), *, avoué, à Alençon, rue du Jeudi, 33. — 1884.
- BAGNEUX** (M^{me} la vicomtesse Guy de), château du Repas, par Putanges (Orne), et 7, rue Monsieur, Paris (viii^e). — 1921.
- BAILLEUL**, docteur en médecine, 69, rue Cazault, Alençon. — 1924.
- BAILLIÈRE** (Armand), château d'O, par Mortrée (Orne). — 1924.
- BANVILLE** (Gérard de), à Aube-sur-Rille (Orne). — 1925.
- BANVILLE** (le vicomte Henri de), *, membre du Conseil général de l'Orne, château du Rosel, par Montsecret (Orne), et à Paris, 2, rue de Commaillès (vii^e). — 1921.
- BANVILLE** (M^{me} la vicomtesse Robert de), château du Rosel, par Montsecret (Orne), et 217, faubourg Saint-Honoré, Paris (viii^e). — 1921.
- BARATTE** (le chanoine Auguste), curé de Saint-Léonard d'Alençon. — 1918.
- BARBAY** (Louis), *, contrôleur principal des postes et télégraphes, Le Mans. — 1918.
- BARBÉ** (l'abbé Alfred), Le Fay, par La Ferté-Macé (Orne). — 1914.
- BARBEDIENNE** (l'abbé), curé-doyen de Bellême. — 1920.
- BARILLET** (Louis), artiste-peintre, 62, rue de l'Union, à Clamart (Seine). — 1903.
- BARON** (Auguste), ancien instituteur, à La Ferrière-au-Doyen. — 1904.
- BARTH** (René), ingénieur à la compagnie des chemins de fer de l'Est ; château de Pouvray, par Igé (Orne), et 6, rue Constant-Coquelin, Paris (vii^e). — 1909.
- BAUDOUIN** (l'abbé), curé de Vaunoise, par Le Gué-de-la-Chaine (Orne). — 1912.

(1) La date qui figure à la suite de chaque nom est celle de l'année d'admission des Membres de la Société.

MM.

- BAZEILLE**, instituteur, à Bures, par Sainte-Scolasse-sur-Sarthe (Orne). — 1921.
- BEAU** (Ferdinand), *, ancien officier de cavalerie, château de Tubœuf, par Chandai (Orne), et à Paris, 10, avenue Georges V (viii^e). — 1900.
- BEAUCHESNE** (le marquis ADELSTAN DE), vice-président de la *Société Historique et Archéologique du Maine*, château de la Roche-Talbot, par Sablé (Sarthe), château de Lassay (Mayenne), et à Paris, 8, avenue Marceau (viii^e). — 1883.
- BEAUDOUIN** (le docteur Frédéric), *, 35, rue du Château, à Alençon. — 1905.
- BEAUFILS** (l'abbé), curé de Lignerolles (Orne). — 1917.
- BEAUFRET** (DU), *, I. , O. , , , Med. d'hon., Ingénieur des Arts et Manufactures, directeur-adjoint de la Compagnie des Chemins de Fer de Bône-Guelma et prolongements, 12, rue de Hollande, à Tunis (Tunisie). — 1910.
- BEAUGÉ** (l'abbé), curé de Saint-Laurent-de-Sées (Orne). — 1901.
- BEAUGÉ** (Charles), *, I. , O. , C. , C. , Ingénieur en Chef des Chemins de fer de l'Etat Egyptien en retraite, ingénieur-expert, Les Coursières, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1922.
- BEAUGÉ** (M^{me} Charles), Les Coursières, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1923.
- BEAUGÉ** (M^{lle} Alice), Les Coursières, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1923.
- BEAUREGARD** (Roger SAVARY DE), château d'Aché, par Alençon, et 15, avenue Bosquet, Paris (vii^e). — 1903.
- BECCI** (le comte), château de Saint-Germain-de-Marolles, par Courtonne-la-Meurdrac (Calvados), et 86, rue de Varenne, Paris (viii^e). — 1910.
- BELLESSERT** (M^{lle} Marguerite), 27, boulevard Lenoir-Dufresne, Alençon. — 1923.
- BELLEVILLE** (Guy DE LAJAMME DE), château de Malétable, par Longny (Orne). — 1924.
- BENARD** (M^{lle}), Grande-Rue, Mortagne (Orne). — 1904.
- BERTHOUT** (l'abbé), directeur de l'Ecole Fôch, à Laigle, curé de Beaufai, par Aube (Orne). — 1919.
- BERTRAND** (René), maire de La Ferrière-aux-Etangs (Orne). — 1921.
- BESNARD** (Félix), architecte du département de l'Orne, diplômé par le Gouvernement, 50, rue de Bretagne, Alençon. — 1907.
- BESNARD** (M^{me} Félix), 50, rue de Bretagne, Alençon. — 1922.
- BESNARD** (Henri), 13, rue du Collège, à Alençon. — 1916.
- BESNARD** (Joseph), A. , 3, boulevard de Belleville, Paris (xi^e). — 1912.
- BIDARD** (le chanoine), supérieur de l'Ecole Saint-François de Sales, 34, rue La Billardière, Alençon. — 1919.
- BIGEARD** (Raoul), 52, boulevard Lenoir-Dufresne, Alençon. — 1922.
- BIGNON** (l'abbé), missionnaire diocésain, Passais-la-Conception (Orne). — 1922.
- BIBLIOTHÈQUE CANEL**, à Pont-Audemer (Eure). — M. Robert Duquesne, conservateur. — 1925.
- BLAIZOT** (P.), juge au Tribunal Civil, 117, rue du Val-de-Saire, à Cherbourg. — 1900.
- BOBOT-DESCOUTURES** (Gérard), rue de la Barre, La Ferté-Macé (Orne). — 1922.
- BOCAGE** (le chanoine), curé-archiprêtre d'Alençon, 17, rue du Bercail. — 1919.
- BOISLANDRY-DUBERN** (le Comte Eugène), membre du Service économique de la Banque de France, 25, rue Saint-Dominique, Paris (vii^e). — 1921.
- BOISSEY** (le chanoine), curé de Beauchêne (Orne). — 1889.
- BOLLÉE** (M^{me} Léon), 104, avenue Léon-Bollée, Le Mans (Sarthe). — 1924.
- BONNEVAL** (le vicomte Bernard DE), château de Vimer, par Vimoutiers (Orne), et 27, avenue Mozart, Paris (xvi^e). — 1905.
- BONY** (M^{me}), 31, rue de la Barre, Alençon. — 1924.

MM.

- BOSCHET (Léon), Avocat à la Cour, 78, rue Lafayette, Paris (x^e). — 1925.
 BOUDON (l'abbé Paul), missionnaire diocésain, 27, rue Conté, à Séez. — 1921.
 BOUILLÉ (Commandant, comte DE), O. ✱, château de Coulonges, par
 Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1924.
 BOULARD (Félix), Villa de l'Ermitage, à Bourg-le-Roi (Sarthe). — 1912.
 BOUILLON (Emile), Les Monceaux, par Vimoutiers (Orne). — 1925.
 BOURDON (Maurice), château de Brocottes, par Beuvron-en-Auge (Calvados),
 et 52, rue de Bretagne, Alençon. — 1920.
 BOURDON (M^{me} Maurice), mêmes adresses. — 1920.
 BOURNISSEN (Jean), C. ✱, La Grandmaison, Bellême (Orne). — 1900.
 BOUTEILLIER (le Docteur), 18, rue des Bouchers, Bayeux. — 1912.
 BOUTON (André), ancien notaire, 10, rue Hémon, Le Mans. — 1923.
 BOUVET (l'abbé), curé-doyen de La Ferté-Fresnel (Orne). — 1913.
 BOYER (M^{lle} Rachel), ✱, de la Comédie Française, présidente-fondatrice de
L'Union des Arts, 27, boulevard d'Inkermann, Neuilly-sur-Seine. — 1922.
 BOZO (Georges), 32, rue du Cours, Alençon. — 1921.
 BOZO (M^{me} Pierre), 1, rue Valazé, Alençon. — 1925.
 BRARD (F.), avocat, à Alençon, 15, rue d'Avesgo. — 1893.
 BRÉBISSEN (M^{lle} DE), château des Forges, par Longny. — 1919.
 BRICON (le chanoine P.), vicaire général honoraire, supérieur de l'Etablis-
 sement supérieur d'Enseignement libre de Séez. — 1900.
 BRIDREY (Emile), docteur en droit, professeur à la Faculté de Droit, 4, rue
 des Carmélites, Caen.
 BROC (M^{me} la marquise DE), château des Feugerets, par Bellême (Orne),
 et à Paris, 15, rue Las-Cases (vii^e). — 1882.
 BROGLIE (le prince Georges DE), château de Cui, par Argentan, et 159,
 boulevard de la Reine, Versailles. — 1906.
 BROSSARD (le comte DE), château des Iles-Bardels, par Pont-d'Ouilly (Cal-
 vados), et 15, rue Saint-Didier, Paris (xvi^e). — 1918.
 BROSSARD (M^{me} la comtesse DE), mêmes adresses. — 1923.
 BROUARD (Emile), comptable, 12, rue de la Sénatorerie, à Alençon. — 1912.
 BRUNET, 18, rue de l'Adoration, Alençon. — 1921.
 BUFFET (M^{me} Paul), 32, rue de Bretagne, Alençon. — 1921.
 BUNEL (l'abbé), curé de Ticheville (Orne). — 1921.
 BUNOUST (le chanoine), curé-doyen de Flers (Orne). — 1918.
 BUREAU (Albert), avocat à la Cour d'Appel de Paris, château de la Cou-
 vière, par Morfrée (Orne), et à Paris, 24, boulevard des Capucins, ix^e.
 — 1925
 CAIX DE CHAULIEU (M^{me} la baronne Gérard DE), château du Hameau-
 Fleury, par Bazoches-en-Houlme (Orne), et à Paris, 6, rue Montalivet
 (viii^e). — 1903.
 CAHOUE (le capitaine DE), 29, avenue du Mail-d'Onges, Rennes (Ille-et-
 Vilaine), et château de Monceaux, par Coutances (Manche). — 1924.
 CALENDINI (l'abbé Paul), directeur des Annales Fléchoises, curé-doyen
 de Ballon (Sarthe). — 1908.
 CASIMIR (M^{me}), 12 bis, rue du Puits-Verrier, Alençon. — 1925.
 CÉNIVAL (Pierre HELLOUIN DE), archiviste-paléographe, ancien membre
 de l'Ecole Française de Rome, conservateur de la Bibliothèque et des
 Archives du protectorat français du Maroc, à Rabat, école arabo-cerbère
 (Maroc), château de Lamarre, par Ecouché. — 1908.
 CÉNIVAL (Adrien HELLOUIN DE), château de Lamarre, par Ecouché (Orne),
 et à Paris, 13, rue de Bourgogne (vii^e). — 1919.
 CHABERT (M^{me} A.), 49, rue des Belles-Feuilles, Paris (xvi^e). — 1922.
 CHABERT (M^{me} C.), 4, square de Lamartine, Paris (xvi^e). — 1923.
 CHALLEMEL (M^{me} Wilfrid), rue Hautevie, à La Ferté-Macé (Orne). — 1916.
 CHAMPION (Edouard), British Museum — 5, quai Malaquais, Paris (vi^e). — 1922.
 CHAPIREAU (M^{me}), 18, rue Marguerite-de-Navarre, Alençon. — 1923.
 CHAPPEE (Julien), au Cognier, route de Rouillon, Le Mans. — 1918.

MM.

- CHARPENTIER (Paul), château des Requêtes, Valframbert, par Alençon. — 1921.
- CHARTIER (Henry), ✱, avocat, à Mortagne. — 1885.
- CHAUVEAU (M^{me}), 4, rue Jullien, Alençon. — 1923.
- CHENNEVIÈRES-POINTEL (le marquis DE), conservateur honoraire du Musée du Louvre, à Paris, 8, rue Anatole-de-la-Forge, Paris (xvii^e). — 1882.
- CHESNEL (Louis), avocat, 55, rue de Bretagne, Alençon. — 1912.
- CHESNES (M^{me} Henri DES), château du Mesnil, par Nonant-le-Pin. — 1893.
- CHEVALIER (M^{me}), château de Villiers, Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne), et à Paris, 42, avenue Mozart (xvi^e). — 1917.
- CHEVREUIL (Maurice), clerc de notaire, rue Sadi-Carnot, Vimoutiers (Orne). — 1922.
- CHOISNARD (Maurice), ✱, à la Roussetière, Verrières (Orne). — 1910.
- CHOISNE (G.), à Neuville-sur-Touques, par le Sap (Orne). — 1910.
- COCHIN (Henri), industriel, boulevard Jules-Janin, Evreux. — 1908.
- COLLIÈRE (Jean), ✱, directeur de la Société Normande de banque et dépôts, 69, rue de Bretagne, Alençon. — 1920.
- COLLIÈRE (M^{me} Jean), 69, rue de Bretagne, Alençon. — 1921.
- COMMEAUCHE (l'abbé Paul), licencié ès lettres, professeur à l'Ecole des Roches, Verneuil (Eure). — 1903.
- CONTADES (le marquis DE), château de Montgeoffroy, par Mazé (Maine-et-Loire). — 1900.
- COORNAERT, ✱, professeur agrégé au Lycée d'Alençon. — 1923.
- COQUERET (André), ✱, ✱, directeur général de la Caennaise, château du Bois-de-la-Pierre, par Crulai (Orne), et à Caen, 29, rue Jean-Romain. — 1922.
- CORBIÈRE (Henri), ✱, ✱, membre du Conseil supérieur de l'Agriculture, vice-président de la Société départementale d'agriculture de l'Orne, château de Nonant-le-Pin (Orne). — 1901.
- CORCELLE (M^{me} DE), château de Beaufossé, Essai (Orne), et 118, faubourg Saint-Honoré, Paris (viii^e). — 1922.
- CORDIER (Louis), à Domfront. — 1923.
- CORDOUÉ (Guy DE), château du Mesnil, par Nonant-le-Pin (Orne). — 1913.
- CORNEVILLE (M^{me}), 16, rue des Marcheries, Alençon. — 1922.
- COTREUIL (Paul), à Mortagne, et château de Bellavilliers (Orne). — 1913.
- COUESPEL DE BOISGENCY (M^{me} DE), château de La Ferrière-Bochard, par Saint-Denis-sur-Sarthon. — 1920.
- COURONNE (l'abbé), curé-doyen de Nocé (Orne). — 1921.
- COURS (Mlle Marie DE), château du Percher, par Saint-Martin-du-Bois (Maine-et-Loire). — 1926.
- COURS (Mlle Brigitte DE), château du Percher, par Saint-Martin-du-Bois (Maine-et-Loire). — 1926.
- COURTILLOLES (M^{me} DE), château de Courtillolles, par Champfleur (Sarthe). — 1920.
- COURTIVRON (le vicomte Paul DE), ✱, château des Lettiers, par Gacé (Orne), et 11, rue de Lubeck, Paris (xvi^e). — 1919.
- COUSIN (A.), à Domfront, Grande-Rue. — 1903.
- COUSIN (Robert), 27, rue Marbeuf, à Paris (viii^e), et au Gué-aux-Biches, par Tessé-la-Madeleine (Orne). — 1925.
- CRESTE (Georges), docteur en droit, trésorier de la Société *Percheronne d'Histoire et d'Archéologie*, à Paris, 35, rue de Bellechasse (vii^e), et à Mortagne. — 1902.
- CROYER (M^{me} DE), 25, boulevard Lenoir-Dufresne, Alençon. — 1924.
- CURIAL (M^{me} la comtesse), château de Chauvigny, à Saint-Germain-du-Corbéis, par Alençon, et 20, rue La Boétie, Paris (viii^e). — 1913.
- CURIAL (le vicomte), ✱, château de Chauvigny, à Saint-Germain-du-Corbéis, par Alençon. — 1913.
- DALIBERT (Maurice), juge de paix, Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1924.

MM.

- DANLOUX (M^{me}), château des Tourelles, par Radon (Orne), et 40, boulevard de la République, Versailles. — 1916.
- DAREL (le chanoine), professeur à l'Ecole Saint-François de Sales, 34, rue La Billardière, Alençon. — 1900.
- DARPENTIGNY (René), greffier de la Justice de Paix, à Putanges, Pont-Ecrepin (Orne). — 1911.
- DAUGER (le vicomte Guy), secrétaire de la *Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie*, château du Jardin, par Putanges (Orne). — 1903.
- DAUGER (la vicomtesse), château du Jardin, par Putanges (Orne). — 1925.
- DAUPELEY (Paul), éditeur, 33, rue Gouverneur, Nogent-le-Rotrou (E.-et-L.) — 1906.
- DAVID (M^{me} Paul), Crèvecœur-en-Auge (Calvados). — 1923.
- DAVID (Henri), agent voyer subdivisionnaire à Vimoutiers. — 1924.
- DAVY (l'abbé Georges), curé à Saint-André-de-Messei. — 1920.
- DELAHAYE (Paul), avoué, 47, rue du Jeudi, Alençon. — 1924.
- DELAHAYE (M^{me} Paul), même adresse. — 1924.
- DELOBEL (Jean), élève de l'Ecole des Sciences politiques, à Chêne-Galon, près Bellême (Orne) et 82, boulevard de Grenelle, Paris (xv^e). — 1924.
- DEMANTKÉ (Dr) 14 rue de Châteaudun Dreux, (Eure-et-Loir). — 1925.
- DENTU (le docteur), *, conseiller général de l'Orne, Vimoutiers (Orne). — 1922.
- DESBODARD (P.-E.), notaire honoraire, 10, rue Octave-Feuillet, Paris (xv^e) — 1925.
- DESCHAMPS (Albert), 37, rue Saint-Blaise, Alençon. — 1922.
- DESCHAMPS (M^{me} Albert) même adresse — 1924.
- DESCHAMPS (Henri),  adjoint au maire d'Alençon conseiller d'arrondissement, 22, rue du Cours, Alençon. — 1920.
- DESCHAMPS (René), 201, route de Dieppe, Deville-les-Rouen (Seine-Inférieure). — 1920.
- DESCOUTURES (Ernult), notaire à Bellême (Orne). — 1925.
- DESCOUTURES (M^{me} Reynold), à Alençon, 29 bis, rue de l'Ecusson. — 1913.
- DESHAYES (Louis), notaire honoraire, 5, place des Vieilles-Halles, Argentan (Orne). — 1908.
- DESHAYES (Bernard), manoir de Bray, par Glos-sur-Lisieux (Calvados). — 1920.
- DOIN (Paul), château de Luctières, par Longny (Orne), et 8, cité Vaneau, Paris (vii^e). — 1911.
- DUBOURG, agent voyer, à Moulins-la-Marche (Orne). — 1922.
- DU BUISSON (Emile), Longny. — 1904.
- DUÈME (G.), trésorier payeur général à Besançon. — 1920.
- DUHAZÉ (l'abbé), pro-secrétaire de l'Evêché, Sées. — 1920.
- DUHAZE (M^{re}), 20, rue Jullien, Alençon. — 1923.
- DULONG DE ROSNAY (Joseph), château de Frazé (Eure-et-Loir), et 29, rue Daru, Paris (viii). — 1921.
- DUMONT (l'abbé), vicaire à La Ferté-Macé (Orne). — 1923.
- DUPONT (l'abbé Joseph), chanoine honoraire, 34, rue La Billardière, Alençon. — 1886.
- DUPONT (l'abbé Alexandre), curé de Montsecret (Orne). — 1899.
- DUPRAY DELA MAHERIE (Lucien), vice-président de la *Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie*, à la Courtinière, par Le Pin-la-Garenne (Orne). — 1899.
- DURAND (Auguste), maire de Magny-le-Désert, par La Ferté-Macé (Orne). — 1896.
- DURAND (Georges), agent général du *Soleil*, 16, avenue du Président-Wilson, Alençon. — 1924.
- DURAND DE SAINT-FRONT, château de Clairefontaine, par Fougerolles-du-Plessis (Mayenne). — 1924.

MM.

- DUVAL** (l'abbé Eugène), aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres, Alençon. — 1907.
- DUVAL** (l'abbé Adrien), curé de Crouttes, par Vimoutiers (Orne). — 1912.
- ECUYER DE VILLERS (L')** (Abel), La Maison, Saint-Cénery-le-Gérei (Orne). — 1924.
- ECUYER DE VILLERS (L')**, docteur, Manoir d'Escole-Corbin, Sougé-le-Ganelon (Sarthe). — 1924.
- ELTRICH** (docteur), à Alençon, 59, rue de Bretagne. — 1923.
- EON** (Francis), , , A., Conseiller de Préfecture, 4, rue Desjardins, Angers. — 1921.
- EON** (M^{me} Francis), 4, rue Desjardins, Angers. — 1921.
- ERNULT** (Charles), , , notaire, maire de Bayeux, 12, rue Général-de-Dais, Bayeux (Calvados). — 1912.
- ESNAULT** (Arthur), O. I. , conseiller général de l'Orne, maire d'Alençon, 19, rue Saint-Blaise. — 1920.
- FALANDRE** (le comte Jacques DE), château de Glatigny, par Damigny (Orne). — 1912.
- FAURE-LACAUSSE** (M^{me}), 39, rue du Cours, Alençon. — 1925.
- FAUVEL** (l'abbé), vicaire à Notre-Dame d'Alençon, 17, rue du Bercaill, Alençon. — 1919.
- FAVIER** (M^{me} Henry), château de Montigny, par La Fresnaye-sur-Chédouet (Sarthe), et 99, boulevard Haussmann, Paris (VIII^e). — 1924.
- FELDTRAUER** (Emile), ingénieur des Ponts et Chaussées, 7, rue de l'Eusson Alençon. — 1922.
- FÉREY** (François), ingénieur, 19, rue du Mans, Alençon. — 1923.
- FÉRON** (Jacques), place Saint-Jean, Flers (Orne). — 1921.
- FÉUTRY** (l'abbé), curé de la Chapelle Souët (Orne). — 1926.
- FLERS** (le marquis Robert DE), de l'Académie Française, 70, Bd de Courcelles Paris (XVII^e). — 1925.
- FLEURY** (Gabriel), I. , lauréat de l'Institut, correspondant du ministère, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts 28, place de la République, Mamers (Sarthe) — 1891.
- FOCCART** (Guillaume), château du Tertre, par Ambrières (Mayenne). — 1923.
- FOCCART** (M^{me}), château du Tertre, par Ambrières (Mayenne). — 1923.
- FOCET** (R.), avoué, président du Syndicat d'initiative, 13, rue du Jeudi, Alençon. — 1920.
- FONTAINE** (Auguste), industriel, 28, rue du Cours, Alençon. — 1911.
- FONTAINE** (l'abbé), aumônier de l'Asile départemental, 11, rue Jullien, Alençon. — 1920.
- FONTAINE** (DE), 40, rue de Bretagne, Alençon. — 1921.
- FOUCAULT** (Albert), avocat à la Cour d'Appel, château du Tertre, par Bellême (Orne), et à Paris, 21, rue de Madrid (VIII^e). — 1905.
- FOUCAULT** (M.), 15, rue Michel-Ange, Paris (XVI^e), et à Agon (Manche). — 1925.
- FOUCAULT** (M^{me}), 15, rue Michel-Ange, Paris (XVI^e), et à Agon (Manche). — 1925.
- FOULD** (M^{me} Achille), château de Vervaine, Condé-sur-Sarthe, par Alençon, et 96, avenue d'Iéna, Paris (XVI^e), — 1921.
- FOULON** (Eugène), architecte, à Laigle (Orne). — 1892.
- FOURIER** (M^{me}), institutrice, à La Motte Fouquet, par La Ferté-Macé (Orne). — 1925.
- FRANCE DE TERSANT** (André DE), à Paris, 4, rue Saint-Philippe-du-Roule (VIII^e), et à Sannois (Seine-et-Oise). — 1898.
- FRESSONNET** (Henri), chef de service aux usines de la Fonte, rédacteur au *Nouvelliste de l'Orne*, à Saint-Sulpice-sur-Rille, par Laigle (Orne). — 1921.
- FRILEUZE** (DE), 11, rue des Promenades, Alençon. — 1922.
- FROMONT DE BOUAILLE** (M^{lle} DE), 5, boulevard Lenoir-Dufresne, Alençon. — 1920.

MM.

- FRONDEVILLE (le marquis DE), 25, faubourg Saint-Honoré, Paris (VIII^e).
 FROT (Ernest), entrepreneur de travaux publics, 4, rue Demées, Alençon. — 1921.
 FROTTÉ (le marquis DE), château de Couterne (Orne), et à Paris, 52, avenue de Tokio (XVI^e). — 1901.
 GALLIOT (docteur), 45, rue Saint-Blaise, Alençon. — 1925.
 GALLOT, avocat, maire de Domfront (Orne). — 1923.
 GARIN (Paul), château d'Avoise, Radon, par Alençon. — 1903.
 GASTÉ (Maurice DE), château de la Genevraye, par LeMerlerault (Orne), et 199, rue de Grenelle, Paris (VII^e). — 1900.
 GATECLOU-MAREST (Charles), 15, rue de Mamers, Alençon. — 1910.
 GAUQUELIN (l'abbé Louis), Le Lys Blanc, Jeufosse, par Bonnières (Seine-et-Oise). — 1924.
 GAUTIER (l'abbé), vicaire à Laigle. — 1920.
 GERMAIN-BEAUPRÉ (l'abbé P.), curé-doyen de Trun (Orne). — 1912.
 GERMINY (le comte Maxime DE), archiviste paléographe, château de Saint-Maurice-du-Désert (Orne). — 1921.
 GIBERT (DE), à Echauffour (Orne). — 1925.
 GIBORY (le docteur), *, †, à Villers-en-Ouche (Orne) — 1913.
 GICQUEL DES TOUCHES (la comtesse), château de la Pouprière, Semallé, par Alençon, et 8, rue du Boccador, Paris (VIII^e). — 1922.
 GICQUEL DES TOUCHES (le comte), *, château de la Pouprière, Semallé, par Alençon, et 8, rue du Boccador, Paris (VIII^e). — 1920.
 GILBERT (M^{me} Suzanne), Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1923.
 GILLET (Charles), Perrou, par Juvigny-sous-Audaine (Orne). — 1903.
 GIRARDIN (Justin), château de Chenay, par Alençon — 1920.
 GOBILLON (M^{me}), La Perrière (Orne). — 1923.
 GOBILLOT (René), *, †, secrétaire de la *Revue normande*, 3, rue Le Verrier, Paris (VI^e). — 1904.
 GOBLET (l'abbé F.), curé de Saint-Jean-de-la-Forêt, par Nocé (Orne). — 1900.
 GODDE (M^{me}), 27, rue de Lancrel, Alençon. — 1923.
 GODET (l'abbé), curé du Pas-Saint-Lhômer, par Moutiers-au-Perche (Orne). — 1882.
 GODOT (Jules), à Bocquencé, par La Ferté-Fresnel (Orne). — 1912.
 GOUGEON (l'abbé Daniel), chanoine honoraire, curé des Tourailles, par la Carneille (Orne). — 1903.
 GRENTE (S. G. Monseigneur), C. †, évêque du Mans. — 1903.
 GRIMAL (M^{me}), concierge, Maison d'Ozé, Alençon.
 GRIMBERT, membre du Conseil d'arrondissement, notaire à La Ferté-Fresnel (Orne). — 1910.
 GUERCHAIS (l'abbé Léon), curé d'Echauffour (Orne). — 1903.
 GUÉRIN (l'abbé R.), chanoine prébendé, ancien aumônier du Monastère de Sainte-Claire, à Alençon, 5, rue de la Demi-Lune. — 1886.
 GUÉRIN-SÉQUIER (Albert), *, †, membre du conseil de la *Société Archéologique de France*, Le Clos de Bretosse, à Aubigny, par Falaise, et 28, rue des Sablons, Paris (XVI^e). — 1920.
 GUESDON (l'abbé), chanoine titulaire, supérieur des Sœurs gardes-malades de Sainte-Marie de Gacé, à Séez. — 1911.
 GUESNERIE (Henri), 107, rue Cazault, Alençon. — 1921.
 GUILLAIS (Eugène), négociant, 23, boulevard de la République, Alençon. — 1925.
 GUILLAUME (Joseph), archiviste-paléographe, ancien archiviste aux Archives Nationales, conservateur de la Bibliothèque et des Archives de la ville de Caen, à la Folie, près Caen (Calvados), et 54, avenue de Breteuil, Paris (VIII^e). — 1908.
 GUILLEMAIN D'ECHON (M^{me}), 44, rue du Cours, Alençon. — 1923.

MM.

- GUILLEMMAIN D'ECHON** (Raymond), *, , directeur de la Banque Régionale de l'Ouest, 44, rue du Cours, Alençon. — 1920.
GUILLEMARD (l'abbé), doyen honoraire, 1, rue Croix-de-Son, Mortagne. — 1917.
GUILLET (M^{me}), 3, rue Charles-Aveline, Alençon. — 1925.
GUILLET (le chanoine A.), à La Chapelle-Montligeon. — 1904.
GUILLOCHIM (Victor), *,  A., membre du Conseil général de l'Orne, avoué près le Tribunal civil, 5, rue de l'Orne, Argentan. — 1901.
GUYOT (l'abbé), secrétaire général de l'évêché de Sées, 23, rue Conté, Sées. — 1919.
HAMARD (Eugène), membre du Conseil général de l'Orne, maire de Rânes (Orne). — 1921.
HAMON, château de Belle-Fontaine, par Passais (Orne). — 1925.
HARCOURT (la comtesse Amédée d'), château de Beaufossé, par Essai (Orne), et 118, faubourg Saint-Honoré, Paris (viii^e). — 1924.
HARCOURT (le comte Amédée d'), *, , château de Beaufossé, par Essai (Orne), et 118, faubourg Saint-Honoré, Paris (viii^e). — 1924.
HAREL (Paul), à Echauffour (Orne). — 1883.
HAREL (M^{me} Paul), à Echauffour (Orne). — 1904.
HAUSSARD, proviseur du Lycée d'Alençon, 9, rue Charles-Aveline. — 1926.
HAYOT (l'abbé), curé de Condé-sur-Sarthe, par Alençon. — 1919.
HÉBERT (l'abbé Jean), au Séminaire de Saint-Sulpice, Issy (Seine), 59 bis, rue Ernest-Renan. — 1924.
HÉBERT (M^{me}), 24, rue du Jeudi, Alençon. — 1922.
HÉNAULT-MOREL, rue du Pont-Neuf, Alençon. — 1925.
HERBRON (Maurice), savonnerie d'Alençon, rue de l'Ecole Normale, Alençon. — 1921.
HERMIGNY DE BRUCE (D'), 70, rue de Tocqueville, Paris (xvii^e). — 1924.
HEURTAUMONT (le vicomte DE), membre du Conseil général de l'Orne, château de la Gohyère, par Saint-Mard-de-Réno (Orne). — 1907.
HOMMEY (le docteur Joseph), *, A. , membre du Conseil général de l'Orne, médecin de l'hôpital de Séez. — 1897.
HUBERT (Gabriel), docteur en pharmacie, 59, Grande-Rue, Mayenne. — 1908.
HUBERT (J.), pharmacien à l'Hôpital Percy, Clamart (Seine), et à Domfront (Orne). — 1921.
HUBERT DES VILETTES (Guy), à Lonlay-l'Abbaye. — 1924.
HÜE (François), 19, rue Théophile-Gautier, Paris (xvi^e). — 1921.
HUET-DESAUNAY (M^{me}), 28, rue Stephenson, Paris (xviii^e), et 12, boulevard Carnot, Argentan. — 1921.
HUGON (Pierre), 5, rue Henri-Amiard, Saint-Lô (Manche).
HULOT (Paul), architecte, diplômé par le Gouvernement, 27, rue Singer Paris (xvi^e), et au Buissonnet, Mortagne (Orne). — 1905.
HUNGER (Victor), secrétaire général de la Société d'encouragement pour l'amélioration du cheval français de demi-sang, 13, rue des Saussaies, Paris (viii^e).
IMPRIMERIE ALENÇONNAISE, 9-13, rue des Marcheries, Alençon. — 1912.
JAMET, instituteur honoraire, O., 33, rue du Champ-de-Foire, Flers (Orne). — 1921.
JAMET (l'abbé A.), curé de Sainte-Honorine-la-Chardonne, par Athis. — 1899.
JAULME (André), archiviste-paléographe, ancien élève de l'Ecole pratique des Hautes-Etudes, 161, rue Saint-Jacques, Paris (v^e), et 2, rue du Buat, Laigle. — 1925.
JOIN-LAMBERT (Octave), archiviste-paléographe, château de Monceaux, par Couterne (Orne), et 1, avenue Alphonse XIII, Paris (xvi^e). — 1923.
JOLY (docteur), villa « Les Lotus », à Bagnoles-de-l'Orne (Orne), et à Paris, 39, boulevard Raspail (vii^e). — 1922.

MM.

- JOUANNE (René), **J**, **U**, archiviste départemental de l'Orne, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, conservateur des antiquités et objets d'art du département, 6, rue de Bretagne, Alençon. — 1914.
- JOUBERT (Ferdinand-Paul), négociant, 19, rue du Puits-au-Verrier, Alençon. — 1921.
- JOUSSELIN DE SAINT-HILAIRE (Henri), 10, rue de Bretagne, Alençon, et 1, rue Delambre, Paris (xiv^e). — 1917.
- JOUSSELIN DE SAINT-HILAIRE (M^{me}), 10, rue de Bretagne, Alençon. — 1921.
- JOUVIN (Henri), notaire à Villiers-le-Bel (Seine-et-Oise). — 1902.
- KERCHNER (Edouard), 7, rue Clauzel, Paris (ix^e), et château de Beauvais, Héloup, par Alençon (Orne). — 1909.
- LA BRETÈCHE (M^{me} DE), à Argentan, 17, rue des Vieilles-Halles. — 1883.
- LA BROUSSE (Léon DE), magistrat à Neufchâtel (Seine-Inférieure). — 1915.
- LABUTTE (Paul), 15, rue Porte-Rabel, Laigle. — 1921.
- LACROIX (Fernand), ingénieur des Arts et Manufactures, 47, rue du Ranelagh, Paris (xvi^e). — 1904.
- LAFFILLEY (M^{me} E.), à Crulai. — 1918.
- LA FONT DE SAVINES (comte DE), château de Beauvais, Hesloup (Orne). — 1925.
- LAGARENNE (M^{me} la Générale DE), 40, boulevard de la République, Versailles, et château des Tourelles, par Radon (Orne). — 1916.
- LAIGNEAU, directeur de la Société Générale, 8, boulevard Levasseur, Le Mans (Sarthe). — 1924.
- LANDE (l'abbé), aumônier de l'Hospice d'Alençon, 22, rue de Fresnay. — 1896.
- LANDE (Félicien), à Autheuil, par Tourouvre (Orne). — 1924.
- LANGLOIS (Emile), imprimeur, 6, rue du Collège, Argentan (Orne). — 1910.
- LAPORTE (T.), ancien sous-préfet, à Alençon, rue de Bretagne, 20, et château de La Touche, Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne). — 1883.
- LA SERRE (l'abbé BARBIER DE), préfet des études à l'Ecole Sainte-Croix de Neuilly-sur-Seine, 30, avenue du Roule, et château du Houssay, par Moulins-la-Marche (Orne). — 1904.
- LA SERRE (Etienne BARBIER DE), *****, inspecteur des finances, 11, cité Vaneau, Paris (vii^e), et château du Houssay, par Moulins-la-Marche (Orne). — 1919.
- LASSEUR (Georges), *****, **J**, agent-voyer, principal chef du bureau des Ponts-et-Chaussées, 13, place du Cours, Alençon. — 1918.
- LAURENT-BARRAULT, *****, 120, rue de Lyon, Paris (xii^e). — 1913.
- LAUTOUR (l'abbé), aumônier de l'Hospice de Sées. — 1918.
- LAUSANNE (lieutenant DE), 18, rue Candie, Alençon. — 1921.
- LA VAISSIÈRE DE LAVERGNE (Mlle DE), château de Vaulx, par Gesné-le-Gandelin (Sarthe). — 1926.
- LAVERERIE (M^{me} DE), 24, rue de Bretagne, Alençon. — 1923.
- LAVERNE (Jacques), avoué près le Tribunal de la Seine, 66, faubourg Saint-Honoré, Paris (viii^e). — 1922.
- LAVIGERIE (M^{me} DE), 10, rue de Copenhague, Paris, et 5, place des Vieilles-Halles, Argentan (Orne). — 1925.
- LEBOUCHER (Jean), **S**, ancien pharmacien, vice-président de la Société d'Horticulture de l'Orne, 118, rue du Mans, Alençon. — 1901.
- LEBOULANGER (le chanoine), aumônier des Dames Bénédictines, 51, rue de l'Orne, Argentan. — 1920.
- LEBOURDAIS (Frantz), notaire, au Pin-la-Garenne (Orne). — 1908.
- LEBOURDAIS (M^{me} Frantz), au Pin-la-Garenne (Orne). — 1911.
- LEBRETON, employé de banque, Courteille, Alençon. — 1924.
- LE CARBONNIER DE LA MORSANGLIÈRE (Fernand), 31, rue des Carmélites, Caen. — 1925.
- LECHEVREL (Joseph), licencié ès lettres, maire de Saint-Paul, professeur au collège Sainte-Marie, 24, rue de l'Oratoire, Caen (Calvados). — 1904.

MM.

- LE CHEVREL (M^{lle} Madeleine), 129, rue du Ranelagh, Paris (xvi^e). — 1918.
 LECLERC (M^{me}), 1, rue de l'Orne, Argentan. — 1922.
 LE CLERC (Georges), ingénieur, 8, rue d'Angeviller, Versailles (S.-et-O.), et château de Courtitout, par Falaise (Calvados). — 1926.
 LECOINTRE (Georges), château de l'Isle, par Alençon. — 1890.
 LECORNEY (P. Edouard), 71, via Boncompagni, Rome, 25, Italie. — 1889.
 LEFÈVRE (Robert), avocat, 4, rue du Collège, Alençon. — 1921.
 LE FOYER, 1, rue Manissier, Caen. — 1923.
 LEFRANÇOIS (Guillaume), avocat, agent de la Société Normande de Banque et Dépôts, Vimoutiers, Le Sap (Orne). — 1921.
 LEGENDRE (M.), chirurgien-dentiste, de la Faculté de Médecine de Paris, 25, rue La Condamine, Paris (xvii^e). — 1925.
 LÉGER (Louis), 44, avenue de la Bourdonnais, Paris (vii^e). — 1899,
 LEGROS (l'abbé), curé d'Arçonnay (Sarthe), par Champfleür. — 1909.
 LE GUAY (le baron Robert), château de Montgoubert, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne), et 11, rue de Courcelles, Paris (viii^e). — 1921.
 LE JEMTEL (le docteur), 8, rue des Marcheries, Alençon. — 1910.
 LE JEMTEL (M^{me}), 8, rue des Marcheries, Alençon. — 1922.
 LELEU (M^{lle}), 22, rue du Pont-Neuf, Paris (i^{re}). — 1925.
 LEMAITRE (l'abbé Paul), chanoine titulaire, 17, rue d'Argentré, Sées. — 1886.
 LE MAROIS (le comte), château de Lonray, par Alençon. — 1924.
 LE MAROIS (M^{me} la comtesse), château de Lonray, par Alençon, et à Paris, • 51, rue de l'Université (viii^e). — 1893.
 LEMARQUANT (Henri), O. *, O. I. , O. . M. O. de la Mutualité, directeur honoraire au Ministère de l'Intérieur, Paris, 11, rue des Feuillantines (v^e) et à Ecouché (Orne). — 1883.
 LEMATRE (Arsène), maître de verrerie, Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois — 1919.
 LEMÉE (Mgr), protonotaire apostolique, directeur général de l'Œuvre expiatoire, La Chapelle-Montligeon (Orne). — 1909.
 LE MONNIER (Romain), publiciste, Le Plain, Mantilly (Orne). — 1903.
 LENOIR, I. , professeur honoraire du Lycée, 11, rue Fromentin, Alençon. — 1924.
 LERMIER (Georges), avocat à la Cour d'Appel, 5, rue Edmond-Valentin, Paris (vii^e), et château de Saint-Gervais, par Vingt-Hanaps (Orne). — 1920.
 LE ROULLÉ (Jules), 41, rue du Château, Alençon. — 1907.
 LEROUX (Maurice), Longny (Orne). — 1924.
 LEROY (Henry), notaire à Laigle. — 1908.
 LEROY (Paul), château du Hamel-Saint-Etienne, La Carneille (Orne). — 1904.
 LEROY (le docteur), 136 bis, avenue de Neuilly, Neuilly-sur-Seine (Seine) et à La Carneille. — 1921.
 LE ROY-WHITE (M^{me}), château de Rabodanges, par Putanges (Orne), et 1, quai Voltaire, Paris (vii^e). — 1923.
 LESAGE (Maurice), villa des Houx, par Villerville (Calvados). — 1924.
 LE SASSIER-BOISAUNÉ (Etienne), au Buat, par Rabodanges (Orne). — 1921.
 LESELLIER (l'abbé Joseph), procureur de l'Œuvre expiatoire, Saint-Louis-des-Français, 197, via Babuino, Rome. — 1914.
 LESSART (Henry), maire de Saint-Siméon, (Orne), à Alençon, 9, rue de Fresnay. — 1892.
 LETURC (M^{me} Eugène), 56, rue de Bretagne, Alençon. — 1925.
 LE TURC (Joseph), 4, rue de la Demi-Lune, Alençon. — 1925.
 LEVASSORT (le docteur), , A. , vice-président de la Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie, rue de la Sous-Préfecture, Mortagne (Orne). — 1907.
 LE VAVASSEUR (M^{me} Gustave), château de la Lande-de-Lougé, par les Yveteaux (Orne). — 1896.

MM.

- LEVEILLÉ (M^{me}), 3, rue de Bretagne, Alençon. — 1914.
- LÉVÊQUE (l'abbé), curé de Touquette, par Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois (Orne). — 1920.
- LÉVESQUE (le docteur), conseiller général de l'Orne, Domfront. — 1923.
- LEVIER (Maurice), au Grand-Brolles, Condeau, par Condé-sur-Huisne (Orne)
- LÉVIS-MIREPOIX (le comte DE), château de Chêreperrine (Orne), par Mamers (Sarthe), et à Paris, 121, rue de Lille (vii^e). — 1889.
- LOISEAU (l'abbé), aumônier de l'Hôtel-Dieu, Mortagne (Orne). — 1921.
- LONGIN (le colonel), *, 14^e Régiment de Spahis, Sfax (Tunisie).
- LONGUEMARE (Paul DE), *, membre du Conseil général du Calvados, directeur de l'*Association Normande*, château de Vendes, par Noyers-Bocage (Calvados), et à Caen, 23, place de la République. — 1920.
- LORILLEUX (Pierre), château de L'Aunay, par Saint-Georges-du-Viévre (Eure), et 35, rue de Verneuil, Paris (vii^e). — 1919.
- LOUPIE (docteur), à Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe). — 1925.
- LOUVARD (S. G. Mgr), évêque de Coutances et Avranches (Manche). — 1904.
- LOUVEL (Marcel), *, O. I. , ancien chef d'Institution, maire de Regmaldard (Orne). — 1894.
- LOUVEL (Dr Georges), La Ferté-Macé (Orne). — 1924.
- LOYSEL DE LA BILLARDIÈRE, juge, à Pontoise (Seine-et-Oise), 9, et avenue Daniel-Lesueur, Paris (vii^e), et château de la Monnerie, Saint-Germain du-Corbéis, par Alençon. — 1908.
- LOYSEL DE LA BILLARDIÈRE (M^{me}), mêmes adresses. — 1920.
- LUCAS, directeur de l'Usine d'Ozé, président de la Chambre des Métiers, 55 bis, rue de Mamers, Alençon. — 1920.
- LUDRE-FROLOIS (le marquis DE), *, député, membre du Conseil général de l'Orne, maire de Longny, château de Longny, et à Paris, 4, square du Bois-de-Boulogne (xvi^e). — 1906.
- MACAIRE (Paul), avoué à la Cour d'Appel, 2, place Saint-Martin, Caen. — 1920.
- MALEZIEUX (DE), maire de Mandilly (Orne). — 1924.
- MALLET, vice-président de la Commission de la Bibliothèque municipale, à Domfront (Orne). — 1922.
- MALEISSYÉ-MELUN (commandant DE), château de la Beuvrière, par Berd'huis (Orne), et 26, rue Barbet-de-Jouy, Paris (vii^e). — 1925.
- MALLEVOIE (M^{me} Fernand DE), 5, boulevard Central, Le Chesnay (Seine-et-Oise). — 1896.
- MARAI (Henri), ancien banquier, ancien président du Tribunal de Commerce, Laigle (Orne), — 1907.
- MARCÈRE (Edouard DES HAYES DE), 7, rue Sédillot, Paris (vii^e). — 1918.
- MARCHAND (le capitaine), 18^e B. T. S., Aïm-Maatouf, Maroc. — 1919.
- MARÉCHAL (Emile), 30, rue des Grandes-Poteries, Alençon. — 1921.
- MARESCOT (la marquise DE), château des Noës, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne), et 51, rue de l'Université, Paris (viii^e). — 1920.
- MARESCOT (le marquis DE), château des Noës, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne), et 32, rue de la Boétie, Paris (viii^e). — 1926.
- MARGARITIS (M^{me} Raoul), à Versailles, 2, avenue de Villonève-l'Etang, et château de la Gâtine, par Villiers-sous-Mortagne. — 1899.
- MARGARITIS (M^{me} Jacques), 5, rue de Lisbonne, Paris (viii^e). — 1924.
- MARSAT, directeur du *Publicateur de l'Orne*, à Domfront (Orne). — 1921.
- MARTIN (Emilien), notaire, 213, boulevard de la Plage, Arcachon (Gironde). — 1912.
- MARTIN DU GARD (Roger), archiviste paléographe, 9, rue du Cherche-Midi, Paris (vi^e). et château du Tertre, par Bellême. — 1905.
- MAUGARS (l'abbé), aumônier de l'Immaculée-Conception, Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).
- MAUGER, directeur du pensionnat à Rânes (Orne). — 1921.
- MAUVIEL (l'abbé), curé de Courcerault, par Colonard (Orne). — 1923.

MM.

- MAZIS** (M^{lle} DES), Les Doves, à Savigné-l'Évêque (Sarthe). — 1925.
MAZIS (Pierre DES), Les Doves, Savigné-l'Évêque (Sarthe). — 1925.
MAZURE, maire de Beaufai (Orne). — 1921.
MÉLIN (J.), château du Tertre, La Ferrière-au-Doyen, et 3, cité d'Hauteville, Paris (x^e). — 1921.
MERCIER (le chanoine), archiprêtre de Notre-Dame-de-Mortagne, Mortagne (Orne). — 1921.
MERCIER (l'abbé), professeur à l'Ecole de l'Immaculée-Conception, à Flers (Orne). — 1921.
MESNIL DU BUISSON (le comte Robert DU), château de Champaubert, par Exmes (Orne), et à Paris, 63, rue de Varenne (vii^e). — 1913.
MEUNIER DU HOUSSAY (Mlle Yvonne), château de Vaulx, par Gesne-le-Gandelin (Sarthe). — 1926.
MEUNIER DU HOUSSAY (Mlle Thérèse), château de Vaulx, par Gesne-le-Gandelin (Sarthe). — 1926.
MÉZEN (Albert), architecte, diplômé par le Gouvernement, à Alençon, 29, boulevard Lenoir-Dufresne. — 1900.
MICHEL (Emile), doct. en droit, président du Trib. civil, Alençon. — 1912.
MIQUET (le docteur), 1, Le Castel, à Sainte-Gauburge (Orne). — 1923.
MOIDREY (le vicomte René DE), château de Sévigny, par Argentan. — 1921.
MOIDREY (le lieutenant DE), 1^{er} chasseurs, Alençon. — 1921.
MOIDREY (M^{lle} DE), château de Sévigny, par Argentan. — 1925.
MOLORÉ DE SAINT-PAUL (DE), 3, rue du Parc, Alençon. — 1925.
MONICAULT (Jacques DE), château de Croisy, par Menilles (Eure). — 1925.
MONNIER (l'abbé), maître de chapelle à l'église Notre-Dame, 17, rue du Bercaill, Alençon. — 1920.
MONS (Camille DE), château de Rapilly, par Pont-d'Ouilly (Calvados). — 1923.
MONTÉBAULT, chef de bureau principal au Contentieux des Chemins de fer de P. L. M., 36, rue des Sablons, Paris (xvi^e). — 1922.
MONTLAUR (capitaine VILLARDY DE), 9, rue Albert-1^{er}, Alençon. — 1925.
MORAND (Hubert), rédacteur au *Journal des Débats*, 17, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris (i^{er}). — 1923.
MOREL (Joseph), professeur à l'Institut catholique d'Angers (Maine-et-Loire). — 1924.
MORRIÈRE (l'abbé), professeur à l'Ecole Saint-François de Sales, 34, rue Labillardière, Alençon. — 1926.
MOTEL (l'abbé), curé de Beuvron-en-Auge (Calvados). — 1925.
MOTÉY (le vicomte RENAULT DU), C. ✕, G. O. ✕, avocat, docteur en droit, lauréat de l'Institut, lauréat de l'Académie de Rouen, membre de la Société Académique d'Agen, à Alençon, 43, rue Cazault. — 1884.
MOUCHEL (J.-O.), ✕, manoir de Boisthorel, par Rai (Orne) et 5, rue Molitor, Paris (xvi^e). — 1911.
MOUCHEL (M^{lle}), manoir de Boisthorel, par Rai (Orne). — 1921.
MOULINET (Louis), docteur en droit, avocat, 17, rue Traversière, Argentan. (Orne). — 1902.
MOULINET (Jean), notaire, à Argentan. — 1844.
MUZELLEC (René), de la *Société des Gens de Lettres*, sous-inspecteur de l'Assistance publique, 11, rue Pluvial, Niort (Deux-Sèvres). — 1922.
NANTEUIL (la baronne Amaury DE LA BARRE DE), château de la Chevalerie, Hautéclair, Arçonnay, par Champfleur (Sarthe). — 1897.
NANTEUIL (le baron Xavier DE LA BARRE DE), château de la Chevalerie, Hautéclair, Arçonnay, par Champfleur (Sarthe). — 1921.
NANTEUIL (le vicomte Emmanuel DE LA BARRE DE), château de Moire, par Fresnay (Sarthe), et rue de l'Asile, 1, Alençon. — 1899.
NANTEUIL (le baron Gérard DE LA BARRE DE), château de la Chevalerie, Hautéclair, Arçonnay, par Champfleur (Sarthe). — 1926.
NAZELLE (le comte René DU CAUZÉ DE), château de Livet, par Aube (Orne), et 12, rue Cassette, Paris (vi^e). — 1924.

MM.

- NOBIS (Charles), au Val-Saint-Bômer (Orne) avoué près la Cour d'Appel de Caen, 27, place Saint-Sauveur, Caen. — 1904.
- NONNEVILLE (la vicomtesse DE), château des Noyers, par Vingt-Hanaps (Orne). — 1924.
- NUGUES (l'abbé), curé de Geneslay, par La Chapelle-Moche (Orne). — 1920.
- ONFRAY (le docteur René), 6, avenue de la Motte-Piquet, Paris (vii^e). — 1910.
- ORGLANDES (le comte FOULQUES D'), château de Lonné, par Igé (Orne), et 142 bis, rue de Grenelle, Paris (viii^e). — 1920.
- ORGLANDES (le vicomte Henri D'), mêmes adresses. — 1920.
- PAIXHANS (Louis), château de la Bijude, par Bretteville-sur-Laize (Calvados), et 52, rue de Ponthieu, Paris (viii^e). — 1907.
- PAQUET, secrétaire-adjoint de la mairie de Sées. — 1923.
- PARMENTIER (A.), *, anc. s.-préfet, 52, rue Saint-Blaise, Alençon. — 1920.
- PASQUET (l'abbé), curé de Ménéil-Erreux (Orne). — 1923.
- PASQUIER (Maurice), rue de Vimoutiers, Trun. — 1923.
- PATRIE (Léon), chef de gare, à Château-Gontier (Mayenne). — 1908.
- PELCHAT (H.), O. I., inspecteur de l'enseignement primaire, 2, boulevard Lenoir-Dufresne, Alençon (Orne). — 1921.
- PELLETIER (Victor), maire de Condé-sur-Huisne. — 1900.
- PELLIER-CHALLEMEL (Georges), ingénieur E. P. P., 15, rue des Buttes, Mayenne. — 1922.
- PELONI (Jean), à Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois (Orne). — 1924.
- PELTEREAU (M^{lle}), château de Blanchelande, par Mortrée (Orne), et 23, rue Galilée, Paris (xvi^e). — 1918.
- PESCHE (M^{me}), 4, place de la Halle-au-Blé, Alençon. — 1925.
- PESNEL (le docteur), Bagnoles-de-l'Orne (Orne). — 1921.
- PÉTRON (l'abbé), à Fresnes, par Montsecret (Orne). — 1923.
- PEYERIMHOFF DE FONTENELLE (H. DE), château de Médavy par Almenèches (Orne), et 16, rue Séguier, Paris (vi^e). — 1922.
- PICARD, libraire-éditeur, 82, rue Bonaparte, Paris (vi^e). — 1909.
- PICHON (Louis), rue Haute, Trôo (Loir-et-Cher). — 1908.
- PICOT (M^{me} Emilé), château du Mesnil, par Laigle (Orne), et à Paris, avenue de Wagram, 135 (xvii^e). — 1909.
- PIERREY (M^{me} M.), château de la Guyardièrre, en La Haute-Chapelle (Orne), et 30, rue Copernic, Paris (xvi^e). — 1903.
- PIERREY (Jacques), Le Petit-Fief, Surimeau, par Sainte-Pezenne (Deux-Sèvres), et 16 bis, rue Dufrenoy, Paris (xvi^e). — 1913.
- PIOUFFLE (M^{lle} Berthe), propriétaire des hôtels du Grand-Cerf et de France, rue Saint-Baise, Alençon. — 1926.
- POLLET, *, château de la Pommeraye, par Pont-d'Ouilly (Calvados). — 1921.
- PONTHAULT (André), 7, rue de l'Hôtel-de-Ville, Mayenne. — 1923.
- PORCHER (Jacques), 1, rue du Regard, Paris (vi^e). — 1901.
- PORCHER (Jean), *, archiviste-paléographe, attaché à la Bibliothèque Nationale, 6, rue de Commailles, Paris (vii^e). — 1913.
- PORCHET (Georges), professeur au Lycée de Caen, 50, rue Ecuyère, et à La Carneille (Orne). — 1925.
- PORÉE (le chanoine), *, correspondant de l'Institut, curé de Bournainville par Thiberville (Eure). — 1912.
- POTEAU (M^{me} Marcel), 60, rue Cazault, Alençon. — 1925.
- POTTIER (l'abbé), curé de Bocquencé, par La Ferté-Fresnel. — 1923.
- POUPET (capitaine Benoît), *, docteur en Droit, 68, rue du Chevalier-Français, Lille (Nord). — 1912.
- POUPET (M^{me} Eugène), 32 bis, rue de Bretagne, Alençon. — 1925.
- PRIMOIS (Georges) industriel, 41, rue des Rosiers, Caen — 1911.
- PRIMOIS fils (Georges), industriel, au Pont-Cœuvre, par Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois (Orne). — 1924.
- PRODHOMME (le docteur), maire de Putanges. — 1903.
- PRUNELÉ (le comte Henri DE) à Sées (Orne), et 35, rue du Sud, Versailles (Seine-et-Oise). — 1914.

MM.

- RABINEL (l'abbé), missionnaire diocésain, 14, rue du Cours, Alençon. — 1921.
 RATTIER (le chanoine), archiprêtre d'Argentan (Orne). — 1924.
 RÉMON-BEAUVAIS (M^{me}), rue d'Alençon, Domfront. — 1923.
 RENAULT (Paul), notaire, 49, place du Cours, Alençon. — 1923.
 RENOUF (Manrice), administrateur-fondateur de la *Revue de Bagnoles-de l'Orne*, avenue de la Gare, à Bagnoles-de l'Orne. — 1925.
 REVERT (Eugène), agrégé de l'Université, chargé de Cours à l'Université de Helsingfors (Finlande), professeur au lycée de Roanne. — 1919.
 RHEINART (M^{me}), à la Hamardière, près Domfront (Orne). — 1922.
 RIBLIER (Noé), notaire à Regmalard (Orne). — 1924.
 RIBOUX (l'abbé A.), curé de Bonsmoulins (Orne). — 1904.
 RICHARD (Louis), I. , directeur d'Ecole honoraire, 36, rue de la Fuie, Le Mans. — 1925.
 RIGOLAY (Alphonse), , A. O. I. , chef de division à la Préfecture de l'Orne, 26, rue du Château, Alençon. — 1921.
 RIPAUT (l'abbé), professeur à l'Ecole de l'Immaculée-Conception, Flers-de-l'Orne. — 1919.
 RIVIÈRE (Albert), , ancien magistrat, château de la Gatine, par Villiers-sous-Mortagne (Orne), et à Paris, 52, rue d'Amsterdam (ix^e). — 1900.
 ROCHEFORT (la comtesse DE), château de Bois-Roussel, par Essai (Orne), et 5, rue Freycinet, Paris (xvi). — 1920.
 RØDERER (le comte), , membre du Conseil général de l'Orne, château de Bois-Roussel, par Essai et 5, rue Freycinet, Paris (xvi^e). — 1903.
 ROGER, ancien notaire, 118, rue Cazault, Alençon. — 1923.
 ROMANET (vicomte Olivier DE), , archiviste-paléographe, fondateur des *Documents sur la Province du Perche*, président de la *Société Percheronne d'Histoire et d'Archéologie*, château des Guillels, par Courgeoust, (Orne). — 1882.
 ROMANET (vicomte Pierre DE), , château des Feugerets, par La Chapelle-Soué. — 1920.
 ROMET (Pierre), 79, rue Jouffroy, Paris (xvii^e). — 1918.
 ROMET (Paul), membre du Conseil général de l'Orne, vice-président du
 ROMET (M^{me} Paul), 54, rue du Mans, Alençon. — 1907.
 Tribunal de Commerce, vice-président de la *Société d'Horticulture de l'Orne*, Alençon, 54, rue du Mans, et château de Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne). — 1887.
 ROMET (M^{me} Charles), 34, rue du Jeudi, Alençon. — 1903.
 ROMET (Charles), négociant, Alençon, 34, rue du Jeudi. — 1893.
 ROMET (M^{me} André), rue de l'Ecusson, Alençon. — 1920.
 ROMET (M^{me} René), 32, rue du Jeudi, Alençon. — 1920.
 ROMET (Philippe), 19, boulevard Lenoir-Dufresne, Alençon. — 1924.
 RONCIN (l'abbé), curé de Soligni-la-Trappe (Orne). — 1912.
 ROTOURS (baron Jules ANGOT DES), A. , vice-président de la *Société d'Economie sociale*, membre de la *Commission diocésaine d'Archéologie et d'Archéologie*, maire des Rotours, château des Rotours, par Putanges (Orne), et à Paris, 35, rue Washington (viii^e). — 1886.
 ROTOURS (Jean ANGOT DES), château des Rotours, par Putanges (Orne), et à Paris, 35, rue Washington (viii^e). — 1926.
 ROULLEAUX-DUGAGE (le baron Henry), député, membre du Conseil général de l'Orne, château de Livonnière, Rouellé, par Domfront, et à Paris, 15, rue Le Sueur (xvi^e). — 1897.
 ROULLEAUX-DUGAGE (le baron Georges), château de la Bérardière, Saint-Bomer-les-Forges (Orne), et 23, rue de Lisbonne, Paris (viii). — 1924.
 ROUSSEAU (Xavier), commis des postes et des télégraphes, 16, place Saint-Germain, Argentan. — 1919.
 ROUSSEAU (Pierre), docteur en droit, directeur honoraire des Contributions directes et du cadastre, 9, place à l'Avoine, Alençon. — 1922.

MM.

- RUAAULT DU PLESSIS-VAIDIÈRE, 21, place de l'Hôtel-de-Ville, Le Havre (Seine-Inférieure). — 1924.
- RUFFRAY (M^{me}), 4, rue Jullien, Alençon. — 1923.
- SABINE, maire de Flers, 25, rue de la Banque, Flers (Orne). — 1921.
- SAINTÉ-PREUVE (le baron Freddy DE), 5, rue de l'Air-Haut, Alençon. — 1924.
- SAINTÉ-PREUVE (la baronne DE), 3, rue de Bretagne, Alençon. — 1890.
- SAINT-PIERRE (le marquis de Grosourdy DE), château de Saint-Pierre, Saint-Pierre-du-Val, par Beuzeville (Eure). — 1924.
- SALLANTIN (M^{me}), rue de Bretagne, Alençon. — 1922.
- SALZE (Edmond), 3, avenue de l'Eglise, Le Chesnay-Versailles (Seine-et-Oise). — 1885.
- SAUVAGE (René), I. O. archiviste du Calvados, correspondant du Ministère de l'instruction publique, 15, rue des Carrières-Saint-Julien, Caen — 1918.
- SAVARY (l'abbé Alphonse), , directeur du Grand Séminaire, Sées (Orne). — 1912.
- SÉDILLE (l'abbé), chapelain de l'Immaculée-Conception, Sées. — 1909.
- SEMALLÉ (comte Robert DE), *, 29, rue de Bretagne, Alençon, et 16 bis, avenue Bosquet, Paris (VII^e). — 1905.
- SEMALLÉ (M^{lle} DE), château de Semallé (Orne). — 1919.
- SERCEY (la comtesse Laurent DE), château de Vaugois, par Neuilly-le-Vendin (Mayenne). — 1923.
- SEVRAY (le chanoine), à Sées (Orne). — 1882.
- SORXIN (l'abbé), curé de Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois. — 1919.
- SOUANCÉ (le comte DE), château de Montdoucet, par Souancé (Eure-et-Loir). — 1887.
- SURVILLE (Auguste), O, bibliothécaire de la ville de Flers, La Chapelle-Biche (Orne). — 1886.
- TABOURIER (l'abbé L.), curé de St-Léger-sur-Sarthe, par Le Mesle-sur-Sarthe (Orne). — 1902.
- TAUNAY (Victor-Auguste), *, président de l'Association de la Presse judiciaire de Paris, ancien rédacteur à la *Gazette de France*, à Paris, 93, rue du Bic, et « La Solitude », Plessis-Robinson (Seine). — 1912.
- TESSNIÈRE (Jean), juge d'instruction, 14, rue Cazault, Alençon. — 1925.
- TESSIER (le chanoine), curé de Saint-Pierre de Montsort, 25, rue du Mans, Alençon. — 1919.
- THÉNON (l'abbé), curé de Roullée, par La Fresnaye-sur-Chédouet (Sarthe). — 1912.
- THIBAUT (lieutenant), 5, rue Camille-Violand, Alençon. — 1922.
- THIERY (G.), instituteur à Mortagne (Orne). — 1921.
- THOMAS-LACOURIÈRE, caissier de la Banque de France, 1, rue du Docteur-Becquembois, Alençon. — 1922.
- THOUREAU (Paul), château des Chaises, par Bellême (Orne), et à Paris, 47, avenue Henri-Martin (XVI^e). — 1906.
- THÉCAULT (l'abbé), directeur de l'Archiconfrérie de Saint-Christophe-le-Jaiolet, par Vriigny (Orne). — 1921.
- TIERCELIN (M^{me} Charles, née D'INFREVILLE), à Argentan, 29, rue de la Poterie. — 1910.
- TOMERET (Jean), 6, rue Lentonnet, Paris (IX^e). — 1919.
- TORCY (la marquise DE), château de Bois-Claireau, par Ballon (Sarthe), et 8, rue du Cirque, Paris (VIII^e). — 1920.
- TOUCHARD (l'abbé), chanoine prébendé, à Sées. — 1922.
- TOURNOIER (Henri). A. O. O. , archiviste-paléographe, secrétaire d'ambassade honoraire, membre du Conseil général de l'Orne, vice-président de la Commission diocésaine d'Architecture et d'Archéologie, château de Saint-Hilaire-des-Noyers, par Colonnard (Orne), et à Paris, 5, boulevard Raspail (VI^e). — 1888.

MM.

- TOURNOUER (M^{me} Henri), château de Saint-Hilaire-des-Noyers, par Colonard (Orne), et à Paris, 5, boulevard Raspail (viii^e). — 1888.
- TRAMBLAY (M^{me}), 29, rue du Cours, Alençon. — 1920.
- TRÉBUCIEN (M^{me}), à Magny-le-Freule, par Mézidon (Calvados), et 185, rue de la Pompe, Paris (xvi^e). — 1913.
- TREMBLIN (le docteur), maire de Carrouges (Orne). — 1925.
- TRIGER (Robert), A. , C. , docteur en droit, ancien conseiller d'arrondissement, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, président de la *Société Historique et Archéologique du Maine*, aux Talvasières, près Le Mans, et au Mans, 5, rue l'Ancien-Evêché. — 1882.
- TRUPIED (l'abbé F.), curé de La Lande-Patry, près Flers (Orne). — 1900.
- TRUFFAUT (l'abbé), curé de Fresnes (Orne). — 1920.
- TURGEON (Charles), , O. , C. , membre correspondant de l'Institut, professeur d'Histoire des doctrines économiques et doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Rennes, 25, boul. Sévigné, Rennes. — 1883.
- UBALD D'ALENÇON (le R. P.), 46, rue de la République, Bry-sur-Marne, (Seine). — 1903.
- VADÉ (Paul-Emile), conseiller municipal, 11, rue Cazault, Alençon. — 1920.
- VANNIER (l'abbé), 11, rue Grande-Sarthe, Alençon. — 1924.
- VANNIER (Henri), entrepreneur de transports, rue de la Gare, Alençon. — 1925.
- VAUCELLES (comte Jules DE), , membre du Conseil général de l'Orne, château de Lignou, par Briouze (Orne), et à Paris, 18, rue de Marignan (viii^e). — 1892.
- VAUGEOIS (l'abbé), vicaire à Saint-Jean de Laigle. — 1909.
- VAUDRON (l'abbé), vicaire à Condé-sur-Huisne (Orne). — 1921.
- VAUGUION (M^{me} DE), 52, avenue Léon-Bollée, Le Mans. — 1925.
- VENDEL (Henri), bibliothécaire de la ville de Châlons-sur-Marne et à Almenèches (Orne). — 1909.
- VERDUN (Henri), substitut du procureur de la République, rue des Grandes-Poteries, Alençon. — 1925.
- VÉREL (M^{me} Charles), à Nonant-le-Pin (Orne). — 1888.
- VERGER (Marcel), inspecteur à la Caennaise, 98, boulevard des Alliés, Caen — 1923.
- VEZARD (René), avocat, arbitre expert près le Tribunal de Commerce de la Seine, 179, boulevard Péreire, Paris (xvii^e). — 1921.
- VIALLET (Paul), sous-directeur de la Banque Régionale, Alençon, 40, rue Jullien. — 1924.
- VIEILLOT (M^{lle} Madeleine), à Montabard, par Nécy (Orne). — 1926.
- VIGAN (Victor DE), capitaine honoraire, à Bellême (Orne). — 1900.
- VIGNERAL (comte DE), château de Ri, par Habloville (Orne). — 1906.
- VIMARD (Achille), château des Tourailles, par La Carneille (Orne), et 12, place Rougemare, Rouen (Seine-Inférieure). — 1904.
- VINCENT, château de La Ferté-Frênel (Orne), et 50, avenue Bugeaud, Paris (xvi^e). — 1921.
- VOISIN (Etienne), château de la Gâtine, par Villiers-sous-Mortagne, et à Paris, 67, rue d'Amsterdam (viii^e). — 1900.
- YVETOT, château du Hamel, à Planches (Orne). — 1924.
- WICKERSHEIMER (Em.), président au tribunal de première instance, à Argentan (Orne). — 1911.
- ZAPPA (M^{me} E.), boulevard des Alliés, Caen. — 1922.
- ZAGRODZKA (M^{me}), 40, rue de Flandre, Paris, et à Maison-Maugis (Orne). — 1925.
- BIBLIOTHÈQUE DE FLERS. — 1911.
- BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE DOMFRONT. — 1922.
- BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE NOGENT-LE-ROTRON (Eure-et-Loir). — 1911.

Sociétés Savantes et Etablissements Publics

Auxquels la *Société Historique et Archéologique de l'Orne* adresse ses Publications et ses Correspondances.

- Abbeville. — Société d'Emulation d'Abbeville.
 Aix. — Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres d'Aix.
 Aix. — Bibliothèque de l'Université d'Aix. — Facultés des Lettres et de Droit.
 Alençon. — Archives départementales de l'Orne.
 Alençon. — Bibliothèque publique de la ville.
 Angers. — Revue de l'Anjou ; M. le Directeur, 40, rue du Cornet.
 Angers. — Société Nationale d'Agriculture, Sciences et Arts (ancienne Académie d'Angers).
 Angoulême. — Société Archéologique et Historique de la Charente.
 Argentan. — Bibliothèque publique ; M. PORCHER, 105, rue de Paris.
 Arles. — Société des Amis du Vieil Arles. — Poste.
 Auxerre. — Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 43, rue Joubert.
 Avranches. — Société d'Archéologie littéraire, Sciences et Arts, des arrondissements d'Avranches et Mortain.
 Bayeux. — Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bayeux.
 Blois. — Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher. — M. LESUEUR, président, rue du Palais, à Blois.
 Bourges. — Société des Antiquaires du Centre.
 Caen. — Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen.
 Caen. — Société des Beaux-Arts.
 Caen. — Société des Antiquaires de Normandie.
 Caen. — Comité des Assises de Caumont, 28, rue de Geôle. — Poste.
 Caen. — Bibliothèque municipale. — M. GUILLAUME, conservateur.
 Chartres. — Société Archéologique d'Eure-et-Loir.
 Châteaudun (Eure-et-Loir). — Société Dunoise (Archéologie, Histoire, Sciences et Arts).
 Chinon. — La Société des Amis du Vieux-Chinon (Indre-et-Loire).
 Cholet. — Société des Sciences et Beaux-Arts.
 Evreux. — Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Eure, 12, rue de la Banque.
 Flers. — Le Pays Bas-Normand.
 Granville. — Société d'Etudes historiques et économiques « Le Pays de Granville ».
 Grenoble. — Bulletin de l'Académie Delphinale.
 Guéret. — Société des Sciences Naturelles et Archéologiques de la Creuse.
 La Flèche. — Les Annales Fléchoises. — Poste.
 Laval. — Commission Historique et Archéologique de la Mayenne.
 Le Havre. — Les Amis du Vieux Havre.
 Le Havre. — Société havraise d'études diverses.
 Le Mans. — Société Historique et Archéologique du Maine.
 Le Mans. — La Province du Maine (M. l'abbé Gérault, secrétaire, 103, rue de Flore).
 Le Mans. — Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe ; M. GENTIL, 86, rue de Flore.
 Ligugé (Vienne). — M. le Directeur de la Revue, Mabillon, abbaye Saint-Martin, Ligugé (Vienne). — 1921.
 Lille. — Commission historique du département du Nord, place de l'Université. — (M. DE SAINT-LÉGER, président.)
 Limoges. — Bulletin de la Société Archéologique et Historique du Limousin
 Lisieux. — Société Historique.
 Lyon. — Société Gerson d'histoire et d'archéologie du diocèse de Lyon.

- Marseille. — Société Archéologique de Provence, 63, boulevard Longchamp
— M. MAGNAN, président.
- Montpellier. — Société d'Archéologie.
- Mortagne. — Société percheronne d'Histoire et d'Archéologie. — M. l'abbé
MOULIN, aumônier de l'hospice.
- Moulleron-en-Pareds (Vendée). — Revue du Bas-Poitou. — M. René
VALLETTE, Logis de Beauregard.
- Moulins. — Société d'Emulation du Bourbonnais (Lettres, Sciences et Arts).
- Nantes. — Société Archéologique de Nantes et du département de la Loire-
Inférieure.
- Orléans. — Société Archéologique et Historique de l'Orléanais. — M. le
Président, 37, boulevard Alexandre-Martin.
- Paris. — Ministère de l'Instruction publique (Direction de l'Enseignement
supérieur, 5^e Bureau). — (6 exemplaires).
- Paris. — L'Ame Normande; M. Jacques HEBERTOT, Directeur, 5, quai
Voltaire (viii^e).
- Paris. — Bibliothèque Nationale, 58, rue de Richelieu (ii^e).
- Paris. — Bibliothèque de la Sorbonne, rue Saint Jacques (v^e).
- Paris. — Bibliothèque de l'Institut. — M. le Secrétaire perpétuel de l'Acadé-
mie des inscriptions et belles-lettres, 23, quai de Conti, Paris (vi^e).
- Paris. — Bibliothèque d'Art et d'Archéologie, 11, rue Berryer, Paris (viii^e).
- Paris. — Bibliothèque de l'Institut catholique, 74, rue de Vaugirard. —
M. l'abbé LANGLOIS (vi^e).
- Paris. — Le Polybiblion, 5, rue Saint-Simon. — M. CHAPUIS (vii^e).
- Paris. — Comité des travaux historiques et des Sociétés savantes, rue
Richelieu. Bibliothèque Nationale.
- Paris. — Touring-Club de France, 65, av. de la Grande-Armée, Paris (xvi^e).
— (M. le Secrétaire-administratif du Comité des fêtes et monuments.)
- Paris. — Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, 19, rue de la Sorbonne (v^e).
- Paris. — Les Guides Bleus, librairie Hachette, 79, bd. St-Germain Paris (vii^e).
- Paris. — Revue des Questions Historiques, 5, rue Saint-Simon. — Poste (vii^e).
- Paris. — Association amicale de l'Orne, 14, rue Fontaine, Paris (ix^e).
- Paris. — La Pomme; M. LATOUCHE, secrétaire général, 65, rue Caulaincourt,
Paris (xviii^e).
- Paris. — Société Française d'Archéologie; M. Marcel AUBERT, 8, cité
Vaneau (vii^e).
- Paris. — Bulletin héraldique de France; M. DELAPORTE, 5, rue Mornay (iv^e).
- Paris. — Revue Normande; M. Pierre PRÊTEUX, 32, rue Madame, Paris (vi^e).
- Paris. — Société de Saint-Jean pour l'encouragement de l'Art Chrétien,
13, rue de l'Abbaye (vi^e).
- Poitiers. — Société des Antiquaires de l'Ouest.
- Quimper. — Diocèse de Quimper et de Léon (Finistère). — Bulletin diocé-
sain d'Histoire et d'Archéologie. — Poste.
- Rennes. — Société Archéologique d'Ille-et-Vilaine.
- Rochechouart. — Société les Amis des Sciences et Arts de Rochechouart
(Haute-Vienne).
- Rouen. — Société de l'Histoire de Normandie.
- Rouen. — Bibliothèque de la Ville de Rouen.
- Rouen. — Société Normande de Géographie.
- Rouen. — Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure.
- Rouen. — Société Normande de gravure, hôtel des Sociétés Savantes.
- Saint-Dié. — Société Philomatique Vosgienne.
- Saint-Lô. — Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire Naturelle
de la Manche, 23, rue des Images.
- Saint-Malo. — Société Historique et Archéologique de l'arrondissement
de Saint-Malo.
- Saumur. — Société des Lettres, Sciences et Arts du Saumurois.
- Toulouse. — Société Archéologique du Midi de la France.
- Tours. — Société Archéologique de Touraine.

- Trévières. — Société Historique de Trévières (Calvados) ; M. le chanoine GUÉRIN, doyen.
 Valence. — Société d'Histoire Ecclésiastique et d'Archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers.
 Valognes. — Société Archéologique, Artistique, Littéraire et Scientifique de l'arrondissement de Valognes.
 Vannes. — Société Polymathique du Morbihan.
 Vendôme. — Société Archéologique, Littéraire et Scientifique du Vendômois.

Sociétés étrangères

- Aarhus (Danemark). — Aarhus Stifts Aarbøger, M. Haugsted, directeur St-Paulskirkepleds, Aarhus (Danmark).
 Albany. — Université de l'Etat de New-York.
 Barcelona. — Analecta Montserratensia. Bibliotheca de Montserrat.
 Bergen (Norvège). — Bibliothèque de la ville (M. SMITH, bibliothécaire).
 Bruxelles. — Analecta Bollandiana, 24, boulevard Saint-Michel.
 Cambridge (Etats-Unis). — Harvard University of Cambridge (Correspondant : M. PICARD, libraire, 82, rue Bonaparte, Paris (v^e)).
 Copenhague. — Bibliothèque royale (M. LANGE, bibliothécaire en chef).
 Costa-Rica (Amérique Centrale). — Museo Nacional ; M. A. ALFARO, Director, San-José.
 Davenport. — Academy of Sciences.
 Genève (Suisse). — Bibliothèque publique et universitaire.
 Helsingfors (Finlande). — Bibliothèque de l'Université. — 1923.
 Jersey. — M. NICOLLE, secrétaire honoraire. — Société Jersiaise, 9, Pier Road, Saint-Hélier. — 1924.
 Londres. — Anglo-French society, scala house, Charlotte Street, w. 1.
 Mexico. — Museo Nacional.
 Monaco. — Annales du Palais de Monaco.
 Montevideo (Uruguay). — Museo de Historia Natural.
 Neuchâtel (Suisse). — Société Neuchâteloise de Géographie.
 Oslo. — Bibliothèque de l'Université. M. W. MUNTHE, bibliothécaire.
 Rio-de-Janeiro (Brésil). — Museo Nacional.
 Stockholm (Suède). — Académie Royale des Belles-Lettres, de l'Histoire et des Antiquités.
 Turin. — Societa piemontese di archeologia et Belle Arti, vi Napione, n° 2 (Correspondant : M. le docteur GINO BOROMEZIO).
 Washington. — Smithsonian Institution.

Membre nouveau

- QUENTIN (Paul), ingénieur, 6, rue des Marcheries, Alençon — 1926.

[illegible]

Henry D.

928
S. 0. 1205

maxt

(Collection de M. Tournoüer.)

EXCURSION

de la Société Historique et Archéologique

dans le Bas-Cotentin

(24-27 Août 1925)

A Saint-Lô est bonne compagnie

Nous aurons dans quelques jours le plaisir de constater plus à loisir que ce vers d'un vieux vau-de-vire est resté d'actualité dans son sens le plus distingué, car le reste du poème nous montre que son auteur entendait par là des buveurs et de gais lurons.

En cette soirée du dimanche 23 août les Ornaïs, arrivant, qui par le rail, qui par la route, se réunissent à l'Hôtel de l'Univers qui va nous servir de point d'attache en nous permettant de rayonner dans le centre de la Manche. Situé entre la gare et la Vire, il nous offrira pendant trois jours dans ses chambres un repos salubre et dans ses deux salles à manger des repas qui seront très appréciés.

Vers 8 heures du soir, nous sommes déjà réunis en nombre imposant et c'est à un auditoire respectable que notre Président exprime sa joie de voir réunie autour de lui la grande famille des excursionnistes et son espoir d'une réussite pleine et entière de l'excursion ; vœu auquel nous nous associons tous cordialement, heureux d'être guidés comme nous allons l'être dans ce Bas-Cotentin que tant de liens communs rattachent à la partie occidentale de l'Orne.

Nous allons alors prendre possession de nos chambres et passer notre première nuit dans la cité que le roi d'Angle-

terre Edouard III déclarait en 1346 : « Plus grande que Nicole » ; il voulait dire Lincoln. Ce qui permet de vérifier une fois de plus que ce souverain connaissait mal son royaume et même l'orthographe de ses principales villes.

Ces souvenirs et les nouvelles impressions recueillies au cours de la soirée ne nous empêchent pas de prendre dans un sommeil bienfaisant une réserve de forces pour le lendemain.

PREMIÈRE JOURNÉE

Lundi 24 août

En s'éveillant les excursionnistes trouvent la ville de Saint-Lô souriante dans l'air matinal ; le marché met de l'animation dans les rues et malgré le ciel gris nous gardons l'espoir d'une belle journée tandis que la file des voitures sort lentement de la ville pour prendre la route de Vire.

Nous laissons à notre gauche le champ de courses et, après avoir traversé plusieurs petites vallées, nous entrons dans la petite ville de Torigny et mettons pied à terre devant le château.

TORIGNY

La ville actuelle s'élève sur l'emplacement d'une bourgade romaine appelée Taurinus ou Torinus : des fouilles entreprises à la fin du XVIII^e siècle ont permis de découvrir des caves voûtées, des sarcophages, des armes et des monnaies, traces indiscutables de l'époque romaine.

Le premier baron de Torigny dont l'histoire fasse mention est Haymon-as-Dents : Guillaume le Conquérant à son lit de mort le citait comme un de ses plus terribles ennemis (1). Après sa mort, à la bataille des Dunes, en 1047, sa baronnie fut confisquée puis remise à son fils Robert Hay-

(1) Orderic VITAL.

mon. Celui-ci, d'abord compagnon d'armes de Guillaume le Conquérant, ne tarda pas à prendre le parti de Henri I^{er} d'Angleterre ; il l'accompagna dans sa lutte contre Robert Courte-Heuse et périt en 1105, au siège de Falaise.

Il laissait un fils, Robert, baron de Creully et de Torigny qui devint comte de Glocester par son mariage avec l'héritière de ce fief. C'est Robert de Glocester qui a creusé autour de la motte de Torigny les fossés dont parle Guillaume de Jumièges et qui accrut considérablement la valeur stratégique de la forteresse ; de légères modifications suffiront au xvi^e siècle pour transformer les fossés en ces étangs dont nous allons voir dans quelques instants les restes défigurés.

Lorsque Jean sans Terre perdit la Normandie, Torigny entra dans le domaine du roi de France. Philippe le Bel l'échangea avec Pierre de Chambli.

L'amiral Jean de Vienne, qui possédait la baronnie sous Charles V, la vendit en 1370 à Messire Olivier de Mauny, seigneur de Hambye, cousin germain de Duguesclin. Celui-ci combattit à Auray et à Navarette, et se distingua au siège de Rennes par un combat singulier avec l'Anglais Jean Bolleton (1).

Son fils Olivier II, défenseur du Mont Saint-Michel et gouverneur de Falaise, vit Torigny tomber en 1418 aux mains des Anglais. Lorsqu'il dut rendre Falaise à Henri V, celui-ci le jeta en prison et donna sa baronnie au chevalier Topham. Olivier II, remis en liberté, ne renonça pas au métier des armes et commanda en chef les archers à la bataille de Formigny.

Il rentra en 1449 en possession de Torigny et maria l'année suivante sa fille unique Marguerite à Jean Goyon de Matignon, grand écuyer de France. Depuis cette date jusqu'au début du xix^e siècle, Torigny va partager les gloires et les revers de cette illustre maison.

Les Goyon ou Guyon (2) étaient une ancienne famille de

(1) *Chroniques de Froissart* : Edition Siméon Luce, t. 5 (1356-1360). Variantes, p. 305 et 306.

(2) Gaëtan Guillet : *Les portraits des Matignon, Grimaldi et le château de Torigny-sur-Vire*, Saint-Lô, 1905.


 on s' d. Matignon Chl. de mon.
 ordre Capp. de Cist. homme d'armes
 de une ordonnance, Con. n. mon.
 on s' p. une commande et mon
 l'archevêque de la Bass. Normande

7251
 7252
 7253
 7254
 7255
 7256
 7257
 7258
 7259
 7260
 7261
 7262
 7263
 7264
 7265
 7266
 7267
 7268
 7269
 7270
 7271
 7272
 7273
 7274
 7275
 7276
 7277
 7278
 7279
 7280
 7281
 7282
 7283
 7284
 7285
 7286
 7287
 7288
 7289
 7290
 7291
 7292
 7293
 7294
 7295
 7296
 7297
 7298
 7299
 7300

Suscription de la lettre de Henri III à Jacques II de Matignon,
5 octobre 1576.

Bretagne, et sans attacher trop d'importance à une tradition qui les fait remonter au iv^e siècle, nous en trouvons des traces au ix^e siècle.

Un Goyon qui avait suivi en Angleterre son suzerain, le duc Alain Barbe-Torte, revint en Armorique en 936, reprit aux Normands le fief de Matignon et construisit, afin de le défendre, à l'entrée de la baie de la Fresnaye, le fort de la Latte que nous retrouverons tout à l'heure parmi les possessions des Matignon reproduites dans la grande galerie du château. Etienne Goyon de Matignon suivit le duc de Bretagne Alain Fergent à la conquête de l'Angleterre ainsi qu'à la première croisade (1096). Son petit-fils Bertrand (1), mort en 1325, eut un fils Etienne qui épousa Alix Paisnel, fille de Guillaume Paisnel, seigneur de Hambye.

Alain de Matignon, grand bailli de Caen, mourut en 1336, laissant un fils Bertrand : celui-ci épousa Jeanne de Dinant. Leur fils Bertrand portait à Cocherel l'étendard de Duguesclin ; la mère de ce dernier aurait été une Goyon si l'on en croit certains historiens. C'est Jean, fils de Bertrand et de Marie de Rochefort qui épousa Marguerite de Mauny.

(1) Moreri

Son fils Jacques I^{er}, chevalier de l'Ordre du Roi et colonel général des Suisses, prit part à la bataille de Pavie. D'après Mézeray, il avait tenté, de concert avec le seigneur d'Argouges, de maintenir le connétable de Bourbon dans son devoir. Ayant échoué, il avertit François I^{er} qui l'en récompensa en lui donnant la seigneurie de La Roche-Tesson.

D'Anne de Silly, héritière de la seigneurie de Lonray, il eut le 26 septembre 1525 un fils, Jacques II, qui devait être un des grands guerriers de ce temps, un soutien du royaume et « illustrer à jamais le nom de Matignon ».

Il prit part, nous dit Caillières, aux sièges de Metz, d'Hesdin et de Saint-Quentin où il fut fait prisonnier. A peine avait-il épousé Françoise de Daillon du Lude qu'il fut appelé à la Cour, en 1559, par Catherine de Médicis et nommé lieutenant général de Basse-Normandie. C'est à ce moment que l'armée huguenote, commandée par Montgomery, mit à sac les abbayes de Cerisy et de Savigny et pilla Coutances et Saint-Lô. Matignon leva aux frais du clergé un corps d'arquebusiers à cheval et, se joignant au duc d'Etampes, gouverneur de Bretagne, reprit la ville de Vire et se glissa entre l'armée ennemie et les côtes du Cotentin. L'armée royale ayant repris Rouen, Charles IX parcourut la Normandie avec son lieutenant général qu'il nomma maréchal de camp. Attaché à la personne du duc d'Anjou, le futur Henri III, il prit part aux batailles de Jarnac et de Moncontour où il fut blessé. Lorsqu'après la paix d'Amboise, les hostilités reprirent de plus belle, Jacques de Matignon courut à Alençon où sa fermeté prévint le massacre des Huguenots : il agit de même à Saint-Lô puis à Caen.

Montgomery et son lieutenant Colombières s'étant emparés de Carentan et de Saint-Lô, Matignon investit cette dernière ville et poursuivit jusqu'à Domfront Montgomery qui s'était réfugié dans le nid d'aigles des Talvas. Après huit jours de lutte et deux assauts, celui-ci capitula ; Matignon lui promit la vie sauve à la condition que Colombières rendit la ville de Saint-Lô.

Malgré les supplications de Montgomery, Colombières tint bon et périt sur la brèche dans l'assaut donné par

Matignon le jour du Saint-Sacrement de l'année 1577 : Catherine de Médicis livra Montgomery au bourreau.

Avec l'autorisation du Roi, Matignon échangea avec Arthur de Cossé, évêque de Coutances, la baronnie de Saint-Lô contre une terre située à Saint-Ebrémont et construisit une citadelle à Saint-Lô.

Après avoir assisté au Sacre de Henri III, Matignon revint éteindre la guerre civile renaissante ; fait maréchal de France en 1578, chevalier de l'Ordre du Saint-Esprit en 1579, il fut nommé lieutenant général de Guyenne et combattit le roi de Navarre. Après la défaite de Joyeuse à Coutras, il rentra à Bordeaux et n'en sortit que pour gagner la bataille de Nérac. Tout en maintenant l'ordre à Bordeaux, il prépara l'abjuration de Henri IV et amena sa reconnaissance par le Parlement de Bordeaux. Il assista le 23 juillet 1592 à cette abjuration dont il était un des principaux agents et tint au sacre l'épée du connétable.

Henri IV signa lui-même le contrat de mariage de Charles de Matignon avec Eléonore d'Orléans, fille de François d'Orléans et de Marie de Bourbon. Jacques II de Matignon mourut le 27 juillet 1597 dans son château de Lesparre en Guyenne d'où ses restes furent rapportés à l'église Saint-Laurent de Torigny dont il avait dès 1585 transformé le château en résidence seigneuriale.

De ses trois fils, l'aîné, Odet, se distingua à la bataille d'Ivry, où il couvrit de son corps la personne du Roi. Il s'empara de Dreux en 1593, de Laon en 1594 ; mais, envoyé en Bourgogne comme maréchal de camp, il fut blessé à la prise d'Autun et mourut le 25 août 1595 à l'âge de 37 ans sans laisser d'enfants de sa femme Louise de Maure.

Charles, le second fils de Jacques II, reçut, en 1595, le titre de lieutenant général de Normandie et vint habiter Torigny ; il partagea sa vie entre la surveillance des côtes du Cotentin et la transformation de son château. Lorsqu'il mourut en 1648, à l'âge de 84 ans, il laissait trois fils.

Jacques, l'aîné, prit part à la guerre de Savoie et fut tué en duel. Léonor, le second, fut évêque de Coutances et de Lisieux. Le dernier, François, né en 1607, épousa Anne de Malon, dont il eut douze enfants. Citons parmi ceux-ci :

May 22 1871
 Dear Mother
 I have been thinking of you very much lately
 and wondering how you are getting on
 I hope you are well and happy
 I am your affectionate son
 John

208 612

Lettre originale de François de Matignon, Lieutenant général au gouvernement de Normandie, au cardinal Mazarin, après la mort de son père Charles de Matignon, datée de Thionny, le 22 août 1648.

Cachet aux armes, sur la suscription : « A son Eminence ».

119.

Matignon

(Collection de M. Tournesier.)



JACQUE SIRE DE MATIGNON COMTE
de Thorigny, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général
pour sa Majesté en Normandie, & Gouverneur des Villes de
Cherbourg, Saint-Lo, Grandville, Isles de Chauzé, &c.

NOUS certifions à tous qu'il appartiendra, que le Sieur
de la Roche-Bourdon Servant pour le *fr de Bayeux*
Gentil-homme du Bailliage de *Caen*
a fait le Service de l'Arrière-Ban cette année sur les Côtes de
Basse Normandie, en foy de quoy nous avons signé le present
de nôtre main, fait contre-signé par nôtre Secrétaire, & y
avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Le *quint*
jour de *novembre* mil six cens-quatre-vingt *neuf*

Matignon



Par Monseigneur.

de Bellou

Certificat délivré le 15 octobre 1691 par Jacques III de Matignon, lieutenant général
au gouvernement de Normandie, avec signature autographe et cachet à ses armes.

(Collection de M. Tournouer.)

Henri, l'ainé, Charles-Auguste, maréchal de France, qui
commanda l'expédition d'Ecosse contre Guillaume d'Orange
devenu roi d'Angleterre, et Jacques, évêque de Condom.

Henri de Matignon eut de Marie-Françoise de la Lutu-
mière neuf enfants qui moururent sans postérité sauf deux
filles : Catherine-Thérèse et Charlotte. La première épousa
le marquis de Seignelay, fils de Colbert, et la seconde son
oncle Jean de Matignon. Le fils de ce dernier, Jacques-
François-Léonor, épousa le 5 septembre 1715, après des

négociations longues et compliquées, Louise-Hippolyte Grimaldi, l'une des trois filles (1) d'Antoine I^{er} Grimaldi, duc et pair de Valentinois, prince régnant de Monaco et de Marie de Lorraine. Grâce à l'habileté que déploya dans ces démarches le maréchal de Villeroy, l'abbé de Monaco se désista de ses droits et Louis XIV érigea en duché-pairie le Valentinois en faveur de Jacques III de Matignon. Celui-ci dut prendre le nom et les armes des Grimaldi.

Il eut trois enfants dont une fille Charlotte qui se fit religieuse Visitandine.

A la mort du prince Antoine, Jacques III, devenu prince de Monaco, ne put lutter contre les intrigues et les mauvaises volontés qui foisonnaient autour de sa femme à Monaco et se retira à Paris.

Louise-Hippolyte étant morte en 1731, son mari fut reconnu prince souverain, mais devant l'insistance d'intrigants soutenus par le ministre Fleury, il dut abdiquer en novembre 1733 en faveur de son fils aîné Honoré III. Redevenu duc de Valentinois, Jacques-François-Léonor s'installa luxueusement dans les deux hôtels qu'il habita successivement à Paris ainsi qu'à Torigny. Il mourut en 1751.

Honoré III n'avait en 1733 que treize ans et, tandis que le chevalier de Grimaldi, fils naturel d'Antoine I^{er}, administrait la principauté, il passa toute sa jeunesse à la cour. Colonel du régiment de Monaco, il se distingua sur les champs de bataille de Fontenoy, de Lawfeldt et de Raucoux : à vingt ans il était maréchal de camp.

Malgré cette auréole de gloire ou plutôt à cause d'elle et de sa jeunesse d'enfant gâté, il avait un caractère difficile, une volonté tyrannique et un besoin perpétuel de changement. Une première tentative de mariage avec la fille de la duchesse du Maine échoua, Louis XV ayant refusé de confirmer les honneurs accordés autrefois aux Grimaldi. Une autre négociation avec Henriette-Louise de la Tour d'Auvergne, fille du duc de Bouillon, fut rompue par Honoré que son père fit enfermer dans la citadelle d'Arras ; de 1740

(1) Les deux autres étaient la princesse d'Isenghien et M^{lle} d. Chabeuil.

à 1755 il se refusa à s'occuper du mariage. Ayant eu une liaison avec la marquise de Brignole-Sale, il s'éprit de sa fille Marie-Catherine et obtint d'elle une promesse écrite de mariage. Il la lui renvoya aussitôt et demanda la main de la fille du duc de La Vallière, s'efforçant cette fois encore d'obtenir les honneurs auxquels il prétendait.

La coalition des ducs et pairs empêcha ce mariage et la marquise de Brignole, ayant pitié d'Honoré reprit le projet de mariage avec sa fille. Elle surmonta le refus initial du marquis de Brignole et le mariage fut célébré par procuration : une flottille gènoise amena ensuite Marie-Catherine à Monaco où un incident de cérémonial faillit tout compromettre.

De cette heureuse et tardive union Honoré III eut deux fils : Honoré-Charles-Maurice-Anne, né le 11 mai 1758, et Joseph-Marie-Jérôme-Honoré, né en 1760.

S'occupant alors de l'élevage des chevaux anglais, il installa un haras à Torigny. « Seul avec ses palefreniers (1) », nous dit une lettre de Marie-Catherine qu'il avait laissée à Monaco avec ses enfants, « il passe toutes ses journées dans les cours du château, en tenue négligée sans bas et sans culotte, en petite robe légère, à faire trotter ses poulains ». Sa liaison intime avec le prince de Condé, autre amateur du cheval anglais, fut la ruine de son foyer ; la princesse de Monaco, qui résista longtemps aux avances du fastueux propriétaire de Chantilly, fut victime des abandons inexplicables et, par la suite, des sévérités de son mari.

Un procès en séparation de corps commença par une enquête défavorable au mari et se poursuivit jusqu'en 1770 où le Parlement suspendit toute tenue d'audiences. Le prince de Condé, qui avait pris le parti du Parlement contre le ministère, fit entendre aux magistrats qu'il obtiendrait du Roi un adoucissement à ses premières injonctions à la condition que l'administration de la justice reprit immédiatement son cours. Les magistrats le crurent et la sentence rendue ordonna la séparation de corps et la restitution

(1) Article de Pierre de SÉOUR : *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} déc. 1903.

intégrale de la dot. Quelques jours après, Condé était désavoué par la Cour et le Parlement reprenait la lutte. Marie-Catherine, qui se retira à Betz près de Chantilly, ne quitta plus désormais le prince de Condé et sa conscience inquiète ne fut tranquillisée qu'en 1798 par un mariage qui régularisa sa liaison. La Révolution la priva de tous ses biens : Betz fut vendu et les dépenses de Condé pour l'armée des émigrés engloutirent jusqu'à ses bijoux. Elle mourut en 1813. Quant à Honoré-Gabriel, malgré ses idées libérales et les interventions de la Société populaire de Torigny, il fut incarcéré en 1793. Rendu à la liberté peu après le 9 Thermidor, mais éprouvé par la perte de sa belle-fille et par les atteintes portées à sa fortune, il mourut le 12 mai 1795 dans son hôtel de la rue de Varenne.

L'aîné de ses fils, en faveur duquel il s'était démis de son duché de Valentinois, s'allia en 1776 à la fille du duc d'Aumont, héritière des duchés de Mazarin, de Mayenne et de la principauté de Château-Porcien.

Le second, Joseph, épousa en 1782 la fille du comte de Choiseul-Stainville : jetée en prison, celle-ci subit héroïquement le dernier supplice dans la matinée du 9 thermidor. Son mari échappa à la mort ainsi que le duc et la duchesse de Valentinois.

La majeure partie de la fortune d'Honoré III était frappée de séquestre et la principauté de Monaco annexée au territoire français. Le duc de Valentinois, tout en se défendant contre sa femme dont il était séparé, parvint, après sept années de démarches, à reprendre possession de Torigny ; le prince Joseph put rentrer en France et fut, grâce à Talleyrand, rayé de la liste des émigrés. Mais leurs biens avaient souffert de l'administration révolutionnaire et ils avaient dû contracter de tels emprunts qu'ils se virent obligés de vendre Torigny qui couvrait alors 600 hectares dont 90 à l'intérieur des murailles du parc.

Une bande noire devint propriétaire : le morcellement des terres et la destruction des bâtiments allaient réduire à néant la splendeur de Torigny.

Le prince Joseph prit du service à l'armée et à la cour de Napoléon. Capitaine des gendarmes d'élite de la garde

impériale, il rapporta à Joséphine la nouvelle de la paix de Tilsitt et reçut le titre de chambellan de l'Impératrice ; il laissa deux filles, les marquises de la Tour du Pin et de Louvois.

Le duc de Valentinois se retira dans son château de Valmont, dernier reste du duché d'Estouteville qu'avait apporté en mariage Eléonore d'Orléans. Il eut deux fils : l'aîné Honoré Gabriel, après avoir brillamment pris part aux guerres de l'empire, fut nommé pair de France par Louis XVIII et, lorsque Talleyrand fit rendre Monaco au duc de Valentinois, celui-ci abdiqua en faveur de son fils. Ce dernier, qui avait conservé en Normandie la Forêt-l'Evêque et Brimbois, fit l'acquisition du château de Monbosq où il s'adonna à la sociologie et à l'élevage et mourut en 1841. Son frère Florestan lui succéda au gouvernement de Monaco et vendit les terres que possédait Honoré en Normandie ; à partir de cette date l'histoire des princes de Monaco n'intéresse plus Torigny.

Après ce préambule un peu long mais qui, outre son intérêt, va nous être utile tout à l'heure, voyons maintenant ce que fut la résidence des Matignon.

Du donjon féodal d'Haymon le Dentu agrandi par Robert de Gloucester, il ne nous reste aucun bâtiment, mais ce qui subsiste des étangs rappelle les fossés dont il entoura sa forteresse. Une des peintures qu'a laissée vers 1653 un élève de Claude Vignon sur la plinthe des lambris de la grande galerie, et qui nous montre une tour carrée sans ouvertures, couverte en pyramide, constitue le seul souvenir qui en soit demeuré jusqu'à nous. La construction primitive se présentait sous la forme d'un quadrilatère avec tours aux angles : la façade principale, orientée vers l'est, regardait l'étang arrondir sa courbe harmonieuse. L'orientation de l'étang par rapport aux bâtiments est exactement la même qu'à Canisy, demeure d'Hervé de Carbonnel, gendre du Maréchal.

Dans un marché passé en 1588 entre ce seigneur et François Gabriel, marché conservé au château de Canisy, François Gabriel y est appelé « architecte de M. le Maréchal de Matignon ». Ce François Gabriel est-il le premier de cette

lignée d'architectes au dernier desquels, Jacques-Ange, nous devons l'Ecole Militaire et les deux hôtels de la place Louis XV ? Ce qui semblerait le confirmer c'est que Jacques I^{er} Gabriel, trisaïeul de Jacques-Ange, était originaire d'Argentan et travaillait en 1619 à l'église de cette ville non loin de Lonray, résidence du Maréchal. La relation de patron à client entre les Matignon et les Gabriel semble avoir été durable et Jacques I^{er} serait donc le fils de François-Gabriel et probablement le filleul du Maréchal dont il porte le nom.

Dans le château des xvi^e et xvii^e siècles dont nous avons les restes sous les yeux, l'architecte a traduit la pensée de l'homme de guerre et de l'administrateur prudent que fut Jacques II de Matignon. La régularité un peu froide de son œuvre est compensée par le parti qu'il a su tirer de la polychromie ; celle-ci est obtenue par le mélange de deux pierres de taille, l'une blanche et l'autre violacée, provenant des carrières de Trégoz dans la vallée de la Vire.

Le corps central de la façade orientale est la partie la plus ancienne. La muraille en moellon de schiste est recouverte d'un enduit imitant un appareil régulier ; sur ce fond s'enlèvent en bossage de robustes bandeaux sans moulures, des corbeaux et des entourages de fenêtres en pierre violâtre. Le soubassement en talus se compose de pierres analogues en grand appareil. La façade sud de l'aile encore existante fut construite en 1588, sauf le pavillon sud-est qui date de 1650.

La partie la plus remarquable de la construction, qui s'élevait immédiatement à l'ouest de la route actuelle de Vire à Saint-Lô et parallèlement à celle-ci, renfermait les plus beaux appartements, entre autres la chambre dorée qu'habita Jacques II d'Angleterre. Une aile plus courte et moins somptueuse s'étendait au nord vis-à-vis de l'aile qui subsiste aujourd'hui ; le pavillon nord-ouest était couronné d'un toit élevé et de cheminées ornementales.

Les façades et les frontons furent l'objet d'une reprise où apparaît le style Louis XIV et où se fait sentir l'influence de Mansard.

Représentons-nous cet ensemble majestueux dont les

intérieurs étaient garnis de lambris de bois sculptés et peints, ornés de peintures et de tapisseries, donnant d'un côté sur la cour d'honneur, de l'autre sur le parc où les étangs bordés de tilleuls mettaient leurs taches claires, tandis que des avenues conduisaient à la maison du veneur ou à des pavillons champêtres tels que le château de l'Aurore et la maison du Perroquet. Une grande cascade tombait à flanc de coteau ; un parc à la française s'étendait au nord et à l'ouest. Les anciens fossés avaient été transformés en boulingrins et une orangerie construite sur ceux du nord. A l'extrémité sud de l'éminence la cour aux canons, vaste terrasse, renfermait les canons gagnés dans les batailles par le Maréchal et son petit-fils. Ce luxueux domaine survécut à la Révolution grâce à la popularité de Honoré III. Le district de Saint-Lô fit effacer des peintures « les signes du fanatisme et de la royauté » mais avec précaution ; respectueux des monuments et des arts, il adressa à la Convention un rapport où l'on trouve ces mots : « Ne nous faites pas l'injure de penser, citoyens, que nous soyons des Barbares et des Wendales (*sic*) ». Lorsque l'armée vendéenne menaça Granville, la colonne commandée par Sepher pillait l'église Saint-Laurent ; en 1793 les canons furent fondus pour la défense nationale.

Antoine-Joseph Santerre, pour 1.600.000 francs, se rendit adjudicataire du domaine de Torigny (1), suivant jugement du tribunal civil de la Seine du 22 Vendémiaire an XIII sur licitation poursuivie contre les deux héritiers de Honoré Grimaldi de Monaco ; le domaine fut revendu sur folle enchère poursuivie contre Santerre suivant jugement du tribunal civil de la Seine du 26 avril 1806 et adjugé à un sieur Lecoq. Celui-ci morcela le domaine, dépouilla le parc et les terrasses, abattit l'aile nord et s'apprêtait à poursuivre ses démolitions lorsque les habitants de Torigny qui voulaient faire acquérir le château par la ville se groupèrent et entreprirent, sous la conduite de M^{me} de la Varinière, femme du maire, de sauver ce qui restait. La route de Vire à Saint-Lô avait coupé en deux le boulingrin et comblé une

(1) Voir *Histoire de Torigny* par le Docteur DESCHAMPS.

des pièces d'eau ; l'orangerie et les divers bâtiments de plaisance étaient démolis et une usine s'élevait sur l'emplacement des cascades.

La municipalité de Torigny parvint, après vingt ans de démarches, à fermer la plaie restée béante au flanc nord du château et à reconstruire le pavillon nord-est sur les plans de M. Doisnard, architecte départemental.

Quant à la chambre dorée, les deux tapisseries des Gobelins qui constituaient son principal ornement et représentaient l'une l'enlèvement d'Europe d'après un carton de Pierre et l'autre les Forges de Vulcain d'après Boucher, furent achetées par un châtelain du voisinage ; les lambris sculptés qui les encadraient entourèrent pendant un demi-siècle le chœur de l'église de Saint-Amand et toute trace en est maintenant perdue.

Des tableaux il ne reste que ceux que nous verrons au cours de notre visite ; ajoutons cependant que les marquises de Louvois et de la Tour du Pin, filles du prince Joseph et de M^{lle} de Choiseul-Stainville, offrirent au musée de Saint-Lô un certain nombre de portraits de famille que nous y verrons après-demain.

Nous entrons dans le vestibule où se trouve un monument commémoratif de la bataille de Formigny dû au sculpteur A. Le Duc. Traversant ensuite rapidement la salle d'entrée de la mairie nous faisons halte un instant sur la terrasse que laisse l'avancée des deux pavillons : autrefois ornée d'un garde-corps en fer forgé, elle est actuellement garnie de balustres posés en 1847 et provenant de parties démolies du château.

Revenant dans la salle d'entrée nous y trouvons au-dessus de la cheminée le portrait — attribué à Largillière mais plus vraisemblablement de Mignard qui fréquentait chez les Colbert — de Catherine-Thérèse de Matignon, veuve du marquis de Seignelay et épouse en secondes noces de Charles de Lorraine. A droite une fête flamande et à gauche un dessus de porte, copie, par Dufresnoy, du Moyse sauvé des eaux de Nicolas Poussin.

Entrant dans le secrétariat de la mairie, nous y trouvons les portraits de Jacques III de Matignon et de Henriette

de la Guiche sa femme ; ce dernier tableau est de van Dyck. Après avoir jeté un coup d'œil à deux tapisseries des Gobelins retraçant des sujets tirés de l'Enéide, nous remarquons au-dessus de la porte par laquelle nous venons d'entrer le portrait de Françoise de Daillon du Lude, l'épouse du Maréchal, par van Dyck. Au-dessus de la porte opposée se trouve un tableau attribué par les uns à Philippe de Champagne et par d'autres à Van der Meulen : il représente un introducteur des ambassadeurs au début du règne de Louis XIV.

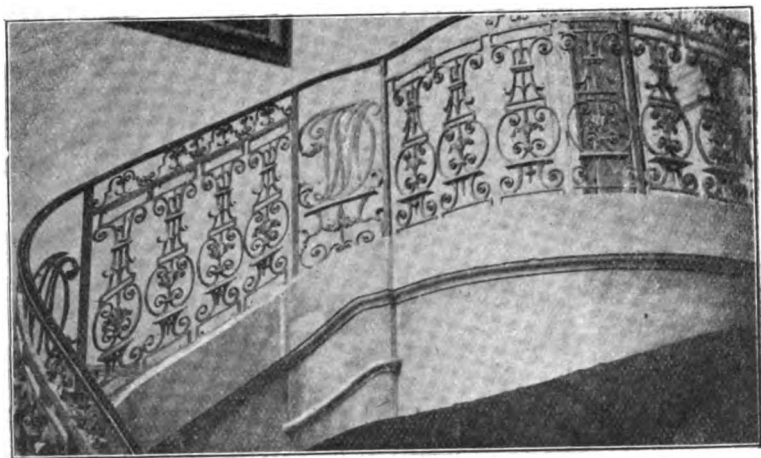
Nous voici maintenant dans la salle des délibérations. Au-dessus de la porte que nous venons de franchir un portrait de femme dont la grâce mélancolique attire notre attention malgré la raideur du vertugadin et l'abondance des dentelles : c'est Eléonore d'Orléans, épouse de Charles de Matignon, morte le 10 juin 1639. Nous trouvons d'ailleurs non loin de là, le portrait de son mari décédé en 1648. La cheminée toute proche est ornée du groupe du Guide représentant l'enlèvement de Déjanire, répétition de l'original par l'auteur.

Sur le mur du fond nous voyons les portraits du Maréchal Jacques II en grand costume de chevalier du Saint-Esprit et des beaux-parents de Charles de Matignon : Léonor d'Orléans, duc de Longueville et Marie de Bourbon.

En face de la cheminée, un triomphe de Trajan attribué à Jules Romain nuit au bas-relief placé au-dessous ; celui-ci, don de l'Etat, représente le poète Tyrtée chantant les Messéniennes par Péenne.

Nous retournons alors sur nos pas et nous montons au premier étage. L'escalier que nous utilisons est le dernier qui subsiste des nombreux escaliers que possédait le château ; il dut être un des plus modestes malgré sa courbe élégante et sa rampe de fer forgé portant de place en place les initiales M. J. D. enlacées.

Dans la salle d'entrée du premier étage nous remarquons à droite de la porte le portrait de François de Matignon, mort le 19 janvier 1675 et à gauche celui d'Odet de Matignon. Sur le mur situé vis-à-vis se trouve le portrait d'Allain de



TORIGNY-SUR-VIRE : Rampe de l'escalier du château.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

Matignon en costume du temps de Louis XI portant l'inscription :

Allain Goyon, seigneur de Villiers, dernier fils de Jean de Matignon et de Marguerite de Mauny. Se retira en Flandre auprès de Louis XI encore dauphin, revint avec lui et commanda à son entrée dans Paris une des deux compagnies de gentilshommes entretenus pour sa garde, fut bailly du Costentin en 1463, se jeta dans Caen avec sa compagnie de lances, se défendit contre le seigneur Lescun en 1465, fut fait grand écuyer de France en 1465, désappointé en 1468, rétabli en 1474, grand bailly de Caen en 1483 : il mourut à Caen et y fut enterré en 1490.

Nous passons ensuite dans la salle de la Justice de Paix où se trouvent une tapisserie des Gobelins et un portrait d'Odet de Matignon. La pièce dans laquelle nous pénétrons maintenant est une des mieux conservées : c'est l'ancienne chapelle dont l'autel est surmonté d'un tableau de Blanchard, l'Adoration des bergers. La porte d'entrée, que domine une Assomption de Lebrun est encadrée par les portraits d'Odet de Matignon en costume d'amiral et de Léonor de Matignon, évêque de Lisieux, ce dernier par Beaubrun. La porte qui donne dans la grande galerie est surmontée d'une heureuse copie de la Résurrection de

Lazare de Rubens. Mais un gracieux tableau, à tonalités claires, d'un garçonnet de sept ans, attire notre regard : ce jeune malicieux, conscient de son élégance mais prêt à s'amuser avec l'insouciance de son âge, n'est autre que Jean de Matignon, « enfans d'honneur de M. le Dauphin à son baptême le 20 mars 1663 ». Ce tableau, dû à Largillière, a pour pendant le portrait de Charles-Auguste de Matignon, maréchal de France, comte de Gacé, bardé de fer et dans une attitude de commandement, qui forme contraste avec la grâce légère de son neveu.

Nous sommes maintenant dans la grande galerie que prolonge une chambre en coupole. Cette longue salle est ornée de onze grands tableaux peints de 1651 à 1653 par Claude Vignon, élève de Rubens, dont l'intérêt historique est plus considérable que la valeur artistique ; nous allons les passer rapidement en revue :

Matignon et Normandie. Matignon et Cornouaille. — Estienne Goyon s'embarque pour la Terre Sainte avec Allain Fergent, duc de Bretagne, et Godefroy de Bouillon (1096). Au-dessus de la scène de l'embarquement des allégories avec les armes, la bannière des Matignon et un écriteau volant :

Ancienneté, vaillance et la dévotion
Illustrent à jamais le nom de Matignon.

Matignon et Guingant. Matignon et Vendôme. — Estienne Goyon, présenté par son père Denis, est fait premier chambellan par le Duc de Bretagne, aux Etats de 1183.

Matignon et Harcourt. Matignon et Dinant. — Combat de Bretons et Tures en Terre Sainte (1239).

Matignon et la Hunaudaye. Matignon et Bretagne. — Mariage de Bertrand Goyon avec dame Jeanne de Bretagne, béni par l'évêque de Rennes (1245).

Matignon et Derieux. Matignon et Pesnel. — Prise du comte de Montfort à Nantes (1342).

Matignon et Châteaubriant. Guesclin Matignon. — Bataille de Cocherel où Bertrand Goyon portait la bannière de Duguesclin (1364).

Matignon et Rochefort. Matignon et Mauny. — Siège de Saint-Malo (1393) où Bertrand Goyon et son fils Jean commandaient l'armée navale.

Matignon-Duperré-Quintin. Matignon et de Jancourt. — Au siège de Caen, le roi Charles VII fait Bertrand Goyon chambellan et son frère Allain grand écuyer de France (1450).

Matignon et Laval. Matignon et Silly. — Jacques de Matignon, colonel général des Suisses défile à la tête de ses troupes devant François I^{er} (1527).

Matignon et Bourbon. Matignon et Daillon. — Jacques de Matignon, maréchal de France, après de nombreuses victoires, vient de prendre d'assaut La Fère en Picardie ; il paraît à cheval devant Henri III qui le nomme gouverneur de la Basse-Normandie.

Matignon et Orléans. Matignon et Bourbon. — Mariage de Charles de Matignon et d'Eléonore d'Orléans auquel assiste Henri IV (1597). A droite, au bas de ce tableau, un papier présenté par le peintre Vignon déclare « les onze grands tableaux originaux faits de sa main à Paris en l'espace de deux années de temps, finis au mois d'avril de l'an mil six cent cinquante trois ».

Notre attention ne tarde pas à être attirée par les petits tableaux situés sur les soubassements du lambris et représentant divers châteaux, bourgs et villes ayant appartenu aux Matignon.

Ce sont, en suivant, l'ordre des tableaux précédents :

Le château de Matignon ;

Le château de la Latte qui, nous l'avons vu, défendait l'entrée de la baie de la Fresnaye ;

La ville de Granville où l'on distingue les ailes de plusieurs moulins à vent ;

Les Iles de Chausey ;

La ville de Cherbourg ;

Le bourg de Tessy ;

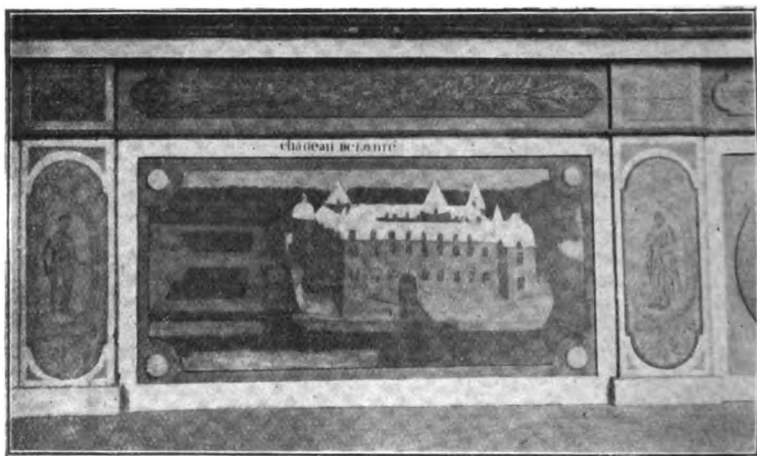
La ville de Saint-Lô ;

Le château de Torigny ;

Le château de Lonray, résidence du Maréchal, non loin d'Alençon ;

Le château de Gacé où l'on reconnaît les grosses tours qui subsistent encore aujourd'hui.

Les deux derniers sont particulièrement intéressants pour les Ornaïs et constituent par la fidélité de leur reproduction, des documents précieux pour notre histoire locale.



TORIGNY-SUR-VIRE : Vue du château de Lonrai (dans la galerie du château).

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

La chambre en coupole est ornée de trois belles tapisseries représentant des sujets tirés de l'Enéide : elle a reçu dernièrement un plâtre d'Arthur Le Duc, la Mort de Roland à Roncevaux. Notons enfin, près de la porte par laquelle nous sortons de la galerie, une autre œuvre de Le Duc, la Harde de Cerfs, dont le bronze est au Jardin du Luxembourg.

La visite du château est terminée, mais avant de partir nous descendons de la place sur la route de Vire pour aller admirer un instant les restes des étangs dont parle Guillaume de Jumièges. Une longue allée plantée d'arbres séculaires et bordée d'un mur (1) de douze mètres de haut

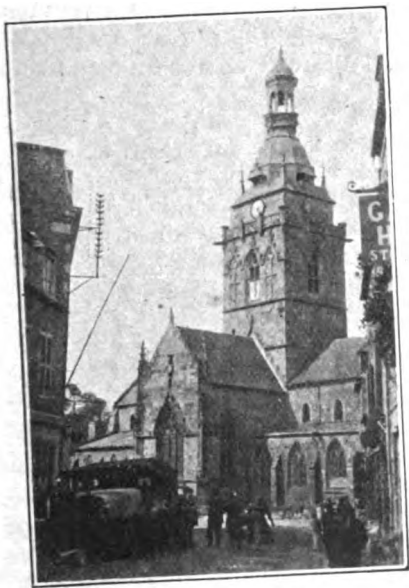
(1) Elevé par Jacques III pour protéger des vents du Nord la frileuse princesse de Monaco.

longe le grand étang ; un enfoncement semi-circulaire du mur ménage un petit rond-point orné d'une table de pierre. Mais l'heure avance et nous devons regagner les voitures pour nous diriger vers Villedieu.

Nous quittons Torigny par la route de Tessy en jetant au passage un rapide coup d'œil sur les arcatures de plein cintre et le tympan sculpté de l'église Notre-Dame du Grand-Vivier.

Par de fraîches vallées, dont les pans de rochers rappellent parfois la vallée de Brouains, nous gagnons Domjean puis Tessy-sur-Vire ; le temps s'éclaircit un peu lorsque nous quittons à Pontfarcy la vallée de la Vire et nous permet de jouir d'une vue étendue avant d'entrer à Villedieu que le marché remplit d'animation. Nos voitures se frayent lentement un passage jusqu'à l'Hôtel du Louvre où nous déjeunerons tout à l'heure.

VILLEDIEU



VILLEDIEU-LES-POÊLES : Eglise.
(Cliché du marquis de Frondeville.)

Au début du ^{xiii}^e siècle, Henri I^{er} d'Angleterre (1) donna des terres dans l'Avranchin aux religieux hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem qui y bâtirent un bourg.

Hugues, évêque de Lisieux, et Guillaume le Conquérant firent aux religieux de l'abbaye de Saint-Denis de Lisieux plusieurs donations, dont la terre de Saultchevreuil près de Villedieu. Philippe VI, roi de France, leur accorda la moitié des coutumes de Villedieu en commun avec

les Hospitaliers, d'où une suite de procès.

(1) Guillaume de Jumièges.

D'après Lechaudey d'Anisy, il n'aurait existé en Basse-Normandie que quatre commanderies :

Bangy, au bailliage de Caen ;
Bretheville-le-Rabel, dans la vicomté de Falaise ;
Villedieu-les-Poëles, à quatre lieues d'Avranches ;
Valcanville dans l'élection de Valognes.

Il suppose à tort que Villedieu-les-Bailleul n'aurait été qu'un simple membre de la commanderie de Villedieu-les-Poëles. Des documents des Archives Nationales nous montrent au contraire que Villedieu-les-Bailleul l'emportait de beaucoup sur l'autre Villedieu (1).

Celui-ci est célèbre par l'industrie de la poëlerie ; les premiers statuts des poëliers que nous possédions remontent au ^{xiv}^e siècle, mais le début de cette industrie date du ^{xiii}^e siècle où les poëliers, quittant la Lande d'Airou dévastée par un cyclone, vinrent s'établir à Villedieu, à l'instigation des commandeurs. Ceux-ci favorisèrent également l'établissement des parcheminiers et tanneurs.

De Carentan, l'intendant Chamillard adressait le 24 octobre 1666 les lignes suivantes à Colbert :

Ce commerce consiste en la manufacture de poësles et chaudrons et il n'y a en France que ce lieu où on travaille à cette sorte de marchandise. La matière dont on se sert s'appelle mitraille c'est-à-dire les vieilles poësles et chaudrons qui ne peuvent plus servir, lesquels estant brisez et quasi réduits en poudre, sont fondus et, à force d'estre battus sur l'enclume, sont faits tout de nouveau. Cette sorte de mitraille vient de toutes les villes du Roiaume mais particulièrement de Paris, Amiens, Rouen et de Bretagne et s'achapte de 55 à 60 livres le cent... Il y a dans le bourg plus de 600 personnes employées à la fabrique... Le principal débit se fait en Bretagne, dans l'Anjou et le Poitou... La meilleure mitraille diminue au feu de 10 livres sur 100, la moindre de 12 et se vend de 80 à 85 livres le cent manufacturé.

L'industrie n'avait pas perdu de son activité lorsque Jean de la Roque (2) passa par Villedieu en 1727, bien au contraire :

(1) *La commanderie de Villedieu-les-Bailleul (Orne). Ordre de Saint-Jean de Jérusalem*, par L. DUVAL. Paris, 1902.

(2) Jean de LA ROQUE : *Voyage en Basse-Normandie*. Mém. Ant. Norm. 1921, p. 423.

Tous les habitants, sans excepter le maire, sont fondeurs, chaudronniers et gens à marteau... Le bourg est tristement situé et dans un enfoncement ce qui oblige à descendre un assez longtemps de quelque côté qu'on y vienne : et quand on est arrivé rien ne dédommage de cette situation : au contraire une confuse et détestable harmonie de coups de marteau de toute espèce vous déchire les oreilles et vous fend la tête. Enfin il faut être né dans ce lieu ou être dans la ferveur de l'antiquariat (1) pour pouvoir y résister.

Il ajoute plus loin :

Je ne trouve plus à Villedieu l'un de mes meilleurs amis, décédé depuis peu, le savant Jean Foubert, docteur en théologie de la Faculté de Paris et curé de cette commanderie, bon critique, grand grec et normand des plus déliés... Avant de monter à cheval j'allai me reposer à la maison du commandeur : c'est aujourd'hui le chevalier de Trans, de Villeneuve, capitaine d'une des galères du Roy... Il me dit bien des choses sur la simplicité des gens de Villedieu. Il m'assura surtout que l'amour qu'ils ont pour leur patrie est excessif, souvent ridicule. Il me fit là-dessus une petite histoire qui ne sera pas ici hors de propos, du moins elle pourra vous divertir...

Malheureusement le reste manque et cette regrettable lacune nous empêche de juger les gens de Villedieu ; c'est peut-être un bien car tant d'habitants ignorent et même dénigrent leur petite patrie qu'il est réconfortant pour nous d'en trouver d'un sentiment tout opposé.

L'industrie de la poëlerie est restée active jusqu'à nos jours mais les fondeurs ayant diminué, les chaudronniers sont contraints de faire venir les feuilles de cuivre de maisons importantes spécialisées dans la fonderie et le laminage des planches de cuivre et de laiton. A la production des cannes à lait et des vases et récipients divers il faut ajouter la fonte des cloches dont nous aurons tout à l'heure chez M. Cornil un rapide aperçu. *

Parmi les hommes remarquables de cette petite ville, citons :

Alexandre de Villedieu, théologien consommé, auteur d'un *Doctrinal*.

(1) On découvrait en effet à Villedieu des monnaies romaines.

Raoul de Villedieu qui, succédant à **Thomas des Chambres** en 1225 fut abbé du Mont Saint-Michel jusqu'en 1286 : il vit achever le cloître en 1228.

Raoul Roussel, archevêque de Rouen au **xv^e siècle**.

Guillaume le Cervoisiér, cordelier, martyrisé par les protestants dans le couvent de Valognes.

De la vieille ville il ne reste que peu de chose : des vestiges de remparts, quelques bâtiments de la commanderie et la chapelle Saint-Hilaire mutilée. Le principal monument digne d'attention est l'église vers laquelle nous nous dirigeons et que nous allons visiter sous la conduite d'un vicaire remplaçant M. le Doyen absent.

L'existence d'une église romane est attestée par les contreforts de la façade occidentale et par un pilier carré de la nef. La construction que nous avons sous les yeux appartient dans son ensemble à la fin du **xv^e** et au début du **xvi^e** siècle : construite en granit gris, elle présente de belles sculptures.

Le transept et le chœur sont du **xv^e** siècle. La tour, située au carré du transept, est ornée de douze fenêtres dont quatre ouvertes laissent passer le son des cloches ; au-dessus se trouve une terrasse ornée sur son pourtour d'un balcon à jour et de quatre colonnes à gargouilles. Le sommet de la tour est postérieur à l'incendie de 1634 et contemporain de la porte à accolades construite en 1638. Les piliers de la nef sont aussi de cette époque.

La chaire en bois sculpté date de 1683. Le maître-autel et les chapelles de Saint-Jean-Baptiste et de Sainte-Anne étaient ornés de retables de la fin du **xvii^e** siècle qui ont disparu.

L'autel de sainte Anne est comme autrefois l'autel des pèleriers ; quant à celui de saint Jean-Baptiste, il conserve le souvenir de saint Jean de Jérusalem. Sainte Barbe, patronne des fondeurs, saint Hubert, saint Charles Borromée et saint Eloi ont également leur chapelle.

Le maître-autel est consacré au Saint Sacrement et une procession appelée « le Grand Sacre », dont l'origine est

très ancienne, a lieu le dimanche après l'octave de la Fête-Dieu (1).

Nous remarquons un beau lutrin du ^{xvii}^e, les stalles, de la fin du ^{xviii}^e siècle et une copie du Christ en croix de Proudhon.

M. le chanoine David a fait placer récemment 32 vitraux dont plusieurs rappellent des faits marquants de l'histoire locale ou conservent le souvenir des personnages notables de Villedieu. Notons en terminant que saint Jean Eudes vint y prêcher une mission en l'an 1659 et que le bienheureux de Montfort, venu d'Avranches, y prêcha le 15 août 1714 avec un succès considérable.

Nous sortons de l'église, en remerciant notre guide de son amabilité et en le priant d'exprimer nos regrets à M. le Doyen, et gagnons la fonderie de cloches toute proche ; M. Cornil, qui a succédé à Marquet et Havard nous reçoit et nous montre avec une grande complaisance des moules en cours de finissage et des cloches finies en nous expliquant leur fabrication dont voici un bref résumé.

On construit d'abord sur une aire plane ce qu'on appelle le noyau qui a la forme de l'intérieur de la cloche, on lui ajoute une fausse pièce et par-dessus le tout la chape qui porte en creux à sa surface interne les ornements que l'on désire obtenir en relief sur la cloche. On soulève ensuite la chape de manière à retirer la fausse pièce et on remet la chape en place. Il reste alors à faire les moules des têtes : on coule dans le moule ainsi préparé un alliage de bronze contenant de 76 à 80 % de cuivre. M. Cornil nous déclare utiliser toujours le même alliage ; les différences dans les tons et les sonorités sont obtenues en faisant varier la forme de la cloche, l'épaisseur de sa paroi et le rapport du diamètre à la hauteur.

Les cloches sont presque toutes ornées d'inscriptions et de dessins en relief pour lesquels il faut exécuter des moules, ce qui peut se faire suivant deux méthodes.

Dans le procédé dit à cire perdue, on modèle la cire, on

(1) *Villedieu-les-Poêles, sa commanderie, sa bourgeoisie, ses métiers*, par J. GRENTE et O. HAVARD. Champion, 1899.

la revêt d'argile, et en chauffant, on fait fondre la cire, ce qui laisse un moule creux. Ce procédé donne des pièces très artistiques, mais chaque moulage de cire ne permet d'obtenir qu'une pièce.

Le procédé au sable donne de pièces moins artistiques. On dispose également des formes creuses en buis, dont M. Cornil nous montre des échantillons (1) qui permettent d'obtenir rapidement les modèles de cire les plus courants.

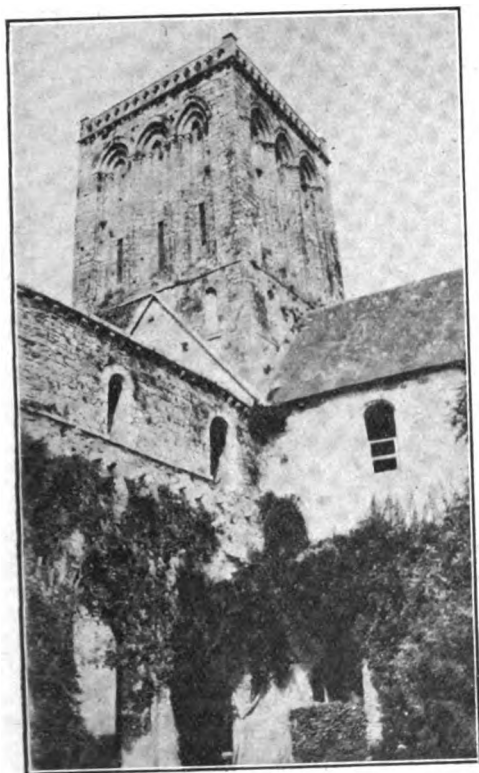
Notre aimable guide nous conduit alors à travers les rues animées de la ville jusqu'à la fabrique de M. Lecellier. Un porche bas donne accès dans une cour à droite de laquelle sont situés deux ateliers étroits et contigus. Nous y pénétrons par petits groupes et assistons au martelage d'un vase en cuivre. L'ouvrier tourne lentement d'une main son vase dans l'intervalle des coups qu'il assène d'une façon égale et régulière de l'autre main, ce qui produit une surface régulièrement bosselée où se joue la lumière. Les becs et anses sont placés à la fin du travail. Malgré l'heure du déjeuner, nombreux sont ceux qui, en sortant, font l'emplette, en guise de souvenir, d'un petit broc à cidre ou d'une canne à lait, reproduction en miniature des grandes cannes encore utilisées ; bientôt nous nous trouvons tous réunis dans la longue salle du grand hôtel du Louvre où nous faisons honneur à l'excellent repas qui nous est servi.

Après cette halte dans la pittoresque petite ville, nous repartons vers deux heures par un clair soleil qui sera souvent caché au cours de l'après-midi ; aussi les photographes devront-ils tirer profit des plus fugitives éclaircies.

Nous franchissons les collines qui entourent Villedieu et nous nous engageons dans une série de petites routes sinueuses et accidentées, bordées de haies et d'arbres ; nous voici à l'abbaye de la Lucerne, tout près de la grand'route de Granville à Avranches, et séparés de la mer par quelques kilomètres.

(1) Dont certains portent des caractères chinois, destinés aux cloches pour les missions en Chine.

LA LUCERNE



LA LUCERNE : Tour de l'Eglise abbatiale.
(Cliché de M. G. de Banville.)

A l'extrémité d'une ellipse de coteaux élevés et boisés, baignés par deux rivières murmurantes, le Thar et le Tharnet, au milieu de riantes prairies, repose dans une attitude calme et méditative, *l'abbaye de la Lucerne*. La grâce de la nature, la beauté de l'art, la solennité de l'histoire s'unissent pour produire une impression profonde, en évoquant des souvenirs de science, de prière, de poésie (1).

C'est en l'an 1143 qu'un archidiacre d'Avranches, Heiron, fit venir de l'abbaye d'Ardennes, seule maison de Prémontrés en Basse-Normandie, deux moines Tankrède et Etienne, auxquels Hasculphe de Subligny donna une cha-

pelle située au bois de Courbefosse, qui fut consacrée à la Sainte-Trinité.

Tescelin, successeur de Tankrède, fut élu le 20 janvier 1144 et reçut l'année suivante une bulle confirmative du Pape Eugène III ; il transporta la communauté dans une vallée, près du Thar, et mourut en février 1157 (2).

Ansgot, deuxième abbé, fut élu en mai 1157. Sous sa longue administration les fondements de l'église abbatiale

(1) LE HÉRICHER : *L'Avranchin monumental*.

(2) Certains disent en 1156.

furent jetés en 1164; ce fut Achard, évêque d'Avranches qui posa la première pierre et qui céda aux religieux le revenu des prébendes vacantes de l'église d'Avranches.

Dans les premières années du XIII^e siècle, des moines de la Lucerne furent envoyés à Sainte-Marie de Belle-Etoile près de Cerisy, monastère fondé grâce à la libéralité d'Henry de Beaufou et d'Edicie, sa femme (1).

Ansgot résigna de lui-même ses fonctions en 1206, et de cette date à 1235 se succédèrent quatre abbés. Radulfe II de Dragaville, cinquième abbé, signa en 1225 un accord avec le chapitre de Coutances (2).

Après Nicolas Bonteroye et Pierre de Tourville, Jean I^{er} de Bouterie fut élu neuvième abbé en 1275 et mourut en 1289 (3).

Robert-Jean, son successeur, éleva l'abbatiale et fit construire sur la tour de l'église un clocher plus élevé. A sa mort, en décembre 1326, il fut inhumé dans la chapelle dédiée aux saints Michel et Gatien.

Après Thomas II Barbou, Radulphe III Le Clerc fut élu douzième abbé. Il venait de la Lande-d'Airon, aussi les manuscrits l'appellent-ils souvent Radulphe de la Lande. Sous son administration l'abbaye fut pillée et aux trois-quarts détruite au cours des guerres franco-anglaises.

Après Thomas III Tacon et Jean II de Tallevende (4), Jean III du Rocher, quinzième abbé, fit réparer la tour et le porche de l'église abbatiale.

Philippe Badin qui lui succéda en 1407 poursuivit les réparations de l'abbaye. Il reçut en 1425 le serment de Robert le Caretier, élu et confirmé abbé de l'abbaye d'Ardenne et accompagna celui-ci en 1447 à l'élection de l'abbé de l'abbaye de Blanchelande. Il posa en 1440 la première pierre de Granville que construisaient les Anglais. Il fut en 1452 inhumé sous une lame de marbre dans la partie

(1) ABBÉ DUMAINE : *Tinchebray et sa région*. Paris, 1883. T. I, p. 106.

(2) *Livre Noir de Coutances*.

(3) *Cartulaire de la Manche*. Abbaye de la Lucerne, avril 1878. Saint-Lô (par M. Dubosc, archiviste). *Gallia Christiana*. N° 3098 de la bibl. des A. et D. de Normandie, § V.

(4) D'après D. DE GAIGNIÈRES il y aurait eu en 1385 et 1386 un abbé Robert que ne cite pas la *Gallia Christ.*

gauche des nouvelles chapelles qu'il avait fait construire.

Son successeur Geoffroy Le Court fit exécuter les stalles du chœur. Richard I^{er} de Laval, dix-huitième abbé, était en même temps abbé du monastère d'Ardennes et administra la Lucerne de 1463 à 1496. Son neveu Richard II de Laval hérita des deux bénéfices, et s'étant démis de

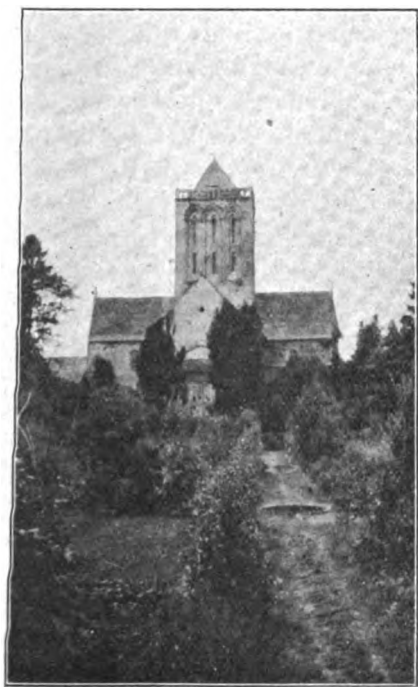
l'abbaye de la Lucerne en 1504, se retira en celle d'Ardennes où il mourut en 1507.

François I^{er} Caignon, chanoine de Belle-Etoile, fut envoyé par l'abbé Thomas à l'abbaye de la Lucerne. Jacques Caquetier, qui avait brigué la charge d'abbé, se retira le 7 juin 1508, à la condition qu'il soit servi une rente annuelle de 160 livres à deux moines de son ordre. L'abbé François fit construire la nouvelle abbatale. Le roi François I^{er} lui accorda une charte confirmative des privilèges du monastère.

A sa mort, à l'abbaye d'Ardennes en 1528, le cardinal Gabriel de

Grammont, évêque de Tarbes, fut nommé abbé commendataire de la Lucerne ; il s'en démit deux ans plus tard en faveur de son neveu François de la Guiche qui mourut en 1548. Après Odet de Châtillon, vingt-troisième abbé, l'Anglais André de Guidotti prit possession de la commende le 26 août 1551. Le 15 novembre de la même année, le roi dispensa le monastère des dîmes.

Jean IV de Grimouville lui succéda en 1571 ; prieur



LA LUCERNE : L'église abbatiale.

(Cliché de M. des Mazis.)

du Mont Saint-Michel, il y mourut trois ans plus tard.

René Jourdain, vingt-sixième abbé, administra l'abbaye avec sollicitude et une ère de prospérité allait s'ouvrir pour le monastère. Mais les protestants venus de Pontorson pillèrent l'abbaye le 22 janvier 1594 et emmenèrent les religieux, même les malades en prison. L'abbé René gagna La Rochelle où il mourut le 19 décembre 1594. Jean V de la Bellière, nommé abbé par Henri IV, employa les trente-huit ans de son abbatiat à réformer les abus qui s'étaient introduits et à réparer les bâtiments abbatiaux. Après François III de la Bellière, la commende fut donnée par le roi à N. Leprevost, de Paris, qui, ne pouvant obtenir la confirmation par le pape, dut se retirer en faveur de Denys le Corsonnois, de Falaise, abbé du Val-Dieu. Le monastère suivit alors la réforme de son ordre et les religieux furent rappelés à une stricte observance de leur règle.

Après lui Valentin de Bigorre, trente et unième abbé, prit possession le 19 mars 1672 et résida toujours à Paris où il mourut le 30 octobre 1697.

Un certain de Barrière avait été choisi par le roi pour lui succéder, mais, ne pouvant obtenir confirmation, il remit sa démission au roi auquel il plut de n'en point nommer d'autre avant la mort de l'abbé de Barrière en l'an 1700.

Jean VI Ethcart reçut à l'abbaye d'Ardenne la bénédiction de François de Nesmond, évêque de Bayeux, le dimanche 10 octobre 1700. Il dirigea l'exécution de nombreux travaux à l'abbaye et mourut en 1712.

François-Hyacinthe-Jean des Noires-Terres, son successeur, fut nommé par bref royal du 24 décembre 1712 et reçut une bulle confirmative le 28 février 1713 ; il eut une grande réputation comme prédicateur et poète. Jean Pelvé de Falaise, trente-cinquième abbé, rebâtit l'abbatiale, dota l'abbaye de nouvelles constructions et reprit possession de trois fiefs qui avaient été enlevés au monastère ; en février 1748, il fut inhumé dans le nouveau cimetière béni par lui.

Pierre-René de Cuvigny termina les constructions de son prédécesseur et dota l'abbaye de boiseries et d'ameublement. Claude Dutot, trente-septième et avant-dernier abbé,

consacra une grande partie de son activité à l'irrigation des prairies à l'entour de l'abbaye. A sa mort, en 1786, Gautier de Lespagnerie administra l'abbaye jusqu'à la Révolution qui expulsa les cinq ou six religieux de la Lucerne.

Le monastère fut alors vendu à M. Léonor Claude de Carbonnel de Canisy qui le céda le 26 mars 1799 à M. Louis-Julien Gallien. M^{lle} Bunel, petite-fille de celui-ci, épousa M. Paul Dubufe, fils du peintre Claude-Marie.

M. Paul Dubufe releva le toit de l'abbatiale et ajouta aux extrémités les deux pavillons carrés que nous y voyons aujourd'hui.

M. Emile Decauville, gendre de M. Paul Dubufe, a continué à assurer la conservation de ces précieuses ruines. M. et M^{me} Decauville (1) nous accueillent à notre arrivée et nous conduisent, par les allées du parc, à ce qui reste de l'église abbatiale.

Celle-ci date de la fin du XII^e siècle et comportait une nef à deux collatéraux, terminés à la naissance du chœur par deux chapelles rectangulaires : un pignon droit formait également le chevet du chœur.

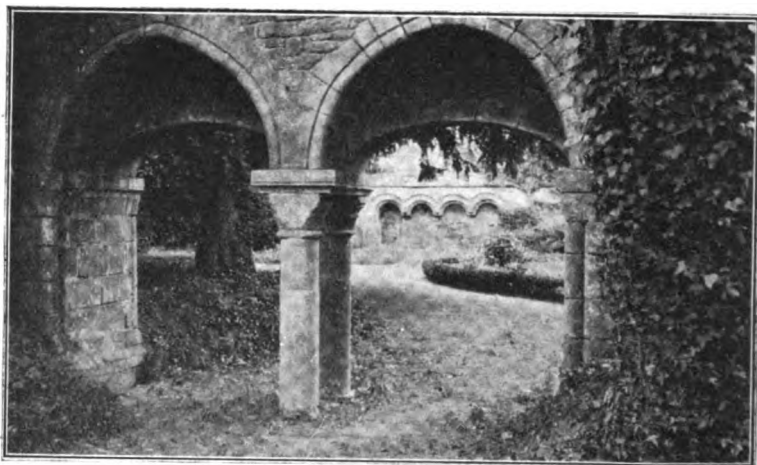
Tout en se conformant au plan caractéristique des églises cisterciennes, l'église abbatiale de la Lucerne (2) présente de nombreuses analogies avec celle de Bonport.

La grande fenêtre du pignon occidental et certaines parties de la tour sont du XIV^e siècle. Les voûtes s'écroulèrent au XIV^e siècle et avec elles le cloître et une partie de l'église. Le transept droit communiquait avec le dortoir aujourd'hui détruit. Il ne subsiste du couvent que la partie autrefois occupée par la bibliothèque et l'infirmerie ; du réfectoire, des cuisines et des caves, il ne reste que les fondations ; du chapitre et des cellules qu'un pan de mur.

Des boiseries et de l'ameublement de l'église abbatiale

(1) Depuis cette visite qui nous a laissé un si agréable souvenir tant par la beauté du site et des ruines que par l'accueil de ses habitants, nous avons eu la douloureuse nouvelle de la mort de M. Decauville. Que M^{me} Decauville reçoive ici l'expression de notre respectueuse sympathie.

(2) Pour la description détaillée de l'église et en particulier de la tour, on lira avec profit les excellentes notes de M. L. Régnier parues dans l'*Annuaire de l'Association Normande*, année 1911.



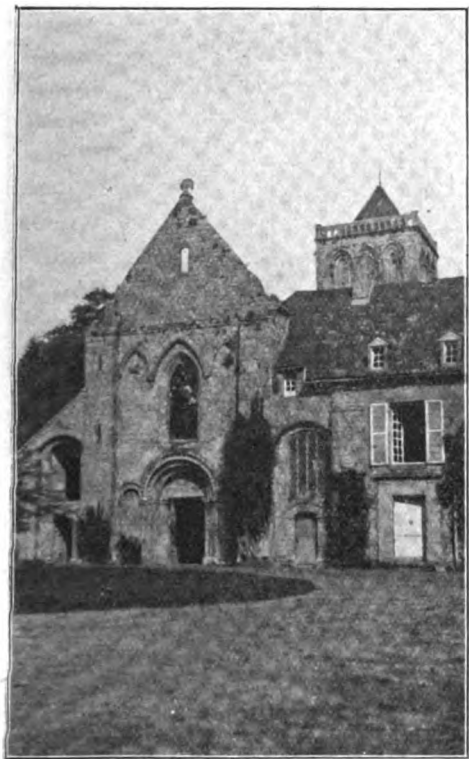
LA LUCERNE : Restes romans de l'Abbaye.
Au fond les restes du lavabo des moines.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

le seul vestige qui soit parvenu jusqu'à nous est la chaire, actuellement située dans l'église Saint-Pierre de Coutances, où nous la retrouverons demain.

Conduits par M. Decauville nous passons devant le lavabo des moines, constitué par quatre arcatures romanes à billettes, et traversons l'emplacement de l'ancien cloître. Construit primitivement en bois puis en pierre il ne présente plus que quelques arcades ; ces vestiges du passé sont entourés de fleurs et de verdure et si bien enlacés par les allées du parc que ce spectacle, loin d'être mélancolique, est empreint d'une douceur sereine et même souriante. Nous longeons le mur de l'aqueduc des moines, bordé de rosiers et parvenons à la fontaine Saint-Norbert ; consacrée au saint fondateur des Prémontrés elle donne régulièrement une eau claire à température constante.

Gravissant, à la suite de nos hôtes, un élégant perron Louis XV à double évolution, orné d'une niche en son milieu et surmonté d'une grille, nous parvenons au moulin des moines. Un peu plus loin nous apercevons sous les arbres qui la bordent, la dérivation du Thar à laquelle



LA LUCERNE : Eglise abbatiale.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

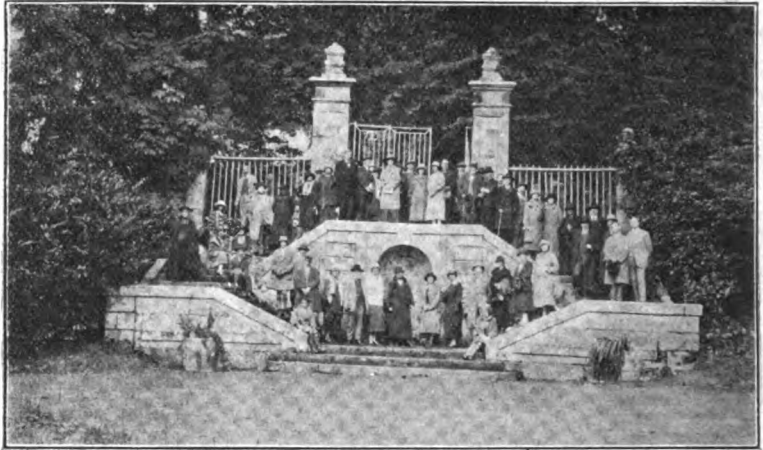
travaillèrent en 1811 les hommes d'un régiment de Granville. Ce canal, d'environ deux kilomètres, actionnait les métiers de la filature de coton installée dans le couvent par M. Gallien ; il passe près des carrières d'où fut tiré le granit de la colonnade du cloître du Mont Saint-Michel. Quittant ce coin pittoresque nous revenons sur le perron où le nouvel abbé était jadis reçu et mitré en grande pompe à son arrivée. Les photographes mettent à profit ce cadre à la fois monumental et pittoresque ; après cet arrêt nous faisons par le parc un détour qui

nous permet de voir au bord de l'allée deux pierres sculptées intéressantes.

L'une est un fronton provenant de l'ancienne maison abbatiale ; l'autre est la pierre tombale de l'avant-dernier abbé et porte l'inscription :

Hic jacet Dominum Claudio Duthot, hujusce domus emeritus abbas, obiit... decembris anno 1786 R. I. P.

Repassant devant le logis principal dont nous avons fait le tour, nous jetons avant de repartir un coup d'œil au petit bâtiment, datant en majeure partie du x^ve siècle, qui conserve des boiseries et un escalier dignes d'intérêt.



LA LUCERNE : Les excursionnistes groupés sur le grand escalier.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

Notre Président se fait notre interprète à tous en remerciant M. et M^{me} Decauville de nous avoir laissé accéder aux nombreux coins pittoresques de la Lucerne dont nous garderons un excellent souvenir.

Notre caravane s'ébranle mais les routes sinueuses et fort étroites modèrent son allure, nous permettant de jouir davantage des paysages riants de cette contrée accidentée. Après Gavray, nous jouissons d'un panorama ensoleillé et traversons la vallée de la Sienne ; c'est dans cette rivière que se jette au village de la Basse-Vente le ruisseau la Hambyotte, aux bords de laquelle nous faisons halte un quart d'heure plus tard pour nous diriger à pied vers les ruines de l'abbaye de Hambye.

HAMBYE (1)

L'Abbaye bénédictine de Hambye, dédiée à la Vierge Marie, fut fondée en 1145 par Guillaume Paynel (2) en présence

(1) Abbaye de Hambye : mêmes armoiries que les Paynel.

(2) Paynel : d'or à deux fasces d'azur accompagnées de 9 merlettes de gueules, 4, 2 et 3 rangées en ordre.

de ses fils Hugues, Jean, Fouques et Thomas et d'Algare, évêque de Coutances ; le couvent fut confié aux religieux de l'ordre des Serviteurs de Dieu du monastère de Tiron, abbaye de la Beauce qui dépendait des Paynel. L'acte de fondation était ainsi rédigé :

Qu'il soit connu de tous présents ou futurs que moi Guillaume Paisnel, de l'avis et du consentement de mes fils Hugues, Fouques, Thomas et Jean, j'ai fondé une abbaye dans mon héritage de Hambye pour pourvoir au salut de mon âme et des âmes de mon père, de ma mère et de mes ancêtres. Pour la construction de cette abbaye et l'entretien des frères qui y serviront le Seigneur, j'ai donné à perpétuité l'église de Hambye et ses dépendances, deux charruées de terre dans le même lieu, la dîme des revenus de toutes les terres que je possède dans le diocèse de Coutances, la moitié de la laine de mes moutons, trois livres de cire au Mont Saint-Michel, tout mon sel de Verdun, le pasnage des porcs de la même abbaye, tous les hommes de l'abbaye exempts de toute coutume séculaire, le terrain de l'abbaye et ses dépendances, le moulin qui s'y trouve avec les eaux qui l'alimentent en amont et en aval, l'île, une partie délimitée de la forêt, les landes de Mêlée, une chapelle située dans le bois aux Moutiers-Hubert et ses dépendances, une partie de bois monstratis divisés : deux charruées de terre, deux acres de foin, un jardin et toutes les dîmes des revenus du château des Moutiers-Hubert.

L'abbaye avait le patronage d'un grand nombre d'églises dans le Cotentin et le Lieuvin ; elle comptait parmi ses nombreux bienfaiteurs les Subligny, les Chanteloup, les La Haye, les Thieuville, les Tresgoz, les Carbonnel, les Montaigu, les Brucourt, etc...

L'abbaye de Longues en 1168 et l'abbaye de Valmont en 1169 lui durent leurs premiers moines ; leurs abbés assistèrent aux chapitres généraux de la maison-mère. Celle-ci reçut l'approbation des papes Alexandre III (1181) et Clément III (1187) et la confirmation du roi Henri II d'Angleterre. Eudes Rigaud, archevêque de Rouen, y trouva 17 religieux en 1256 et 21 en 1266. Dès le début de la guerre de Cent Ans la forteresse de Hambye fut prise par les Navarrais ; Gavray, la Roche-Tesson et Hambye furent un centre de luttes continuelles. Duguesclin et Philippe de Navarre guerroyaient près de Gavray en avril

1363 ; les hostilités de 1377 et 1378 amenèrent le démantèlement d'Avranches, Mortain et Gavray (1).

L'abbaye répara ses dommages sous l'administration de Guillaume III Bovelin ; en 1418, à l'arrivée des Anglais, la baronnie de Hambye et celle de Bricquebec furent données à Guillaume de la Poole, comte de Suffolk. Un des procureurs de l'abbaye, plus tard abbé sous le nom de Geoffroy II, ayant prêté serment à Henri V en 1419, les envahisseurs se montrèrent favorables aux religieux.

Jeanne Paynel, femme de Louis d'Estouteville et digne compagne de ce grand capitaine, lui avait apporté en mariage les terres de Moyon et de Mesnil-Céron, les fiefs d'Appilly, de Chanteloup et de Créances et, par succession, les châteaux de Bricquebec et de Hambye. Louis d'Estouteville défendit héroïquement le Mont Saint-Michel en 1418, et Charles VII lui rendit Hambye ; il fit sinon reconstruire entièrement, du moins modifier considérablement le chœur de l'église abbatiale où sa femme fut ensevelie en 1456. Quoique jusqu'alors les d'Estouteville aient été inhumés à l'abbaye de Valmont, son mari, qui mourut le 21 août 1464, fut selon son désir enseveli près d'elle. Leur monument, qui subsista jusqu'à la Révolution, se composait d'une large dalle gravée d'une épitaphe marginale en français et portant au centre une plaque de cuivre ornée des portraits des bienfaiteurs (2).

Le domaine de Hambye passa par alliances dans les maisons de Bourbon-Vendôme et d'Orléans-Longueville, puis dans celles de Matignon et de Grimaldi-Monaco. La fermeté du maréchal de Matignon ayant maintenu le calme dans la contrée, l'abbaye ne souffrit pas longtemps des agitations des protestants.

La série des abbés commendataires commença par François de Lautrec. Jean Ravallet, qui devait prendre le nom de Tourlaville, fut nommé abbé en 1561, à l'âge de douze ans ; vicaire général de M. de Cossé et grand chantre de la cathédrale de Coutances, il mourut en 1601. A sa mort

(1) J. GRENTÉ : *Villedieu-les-Poêles*.

(2) SIMÉON LUCE : *Correspondant* du 25 septembre 1890.

un de ses neveux entra en compétition pour l'abbaye avec Charles de Bourbon, archevêque de Rouen. Ils se retirèrent en faveur de Thomas Morant auquel succéda l'année suivante le nouveau grand chantre Jacques de Franquetot.

Celui-ci vit détruire le réfectoire de l'abbaye par ordonnance de l'évêque de Coutances du 17 février 1604 ; à sa mort, survenue en 1626, le cardinal Alphonse-Louis du Plessis de Richelieu, archevêque de Lyon, frère du cardinal ministre, fut nommé abbé de Hambye.

Le 31 octobre 1650 Jean Passeleigue, évêque de Belley, ancien moine de Cluny, alors abbé, proposa à ses religieux d'accepter parmi eux des Bénédictins de la Réforme de Saint-Maur. Cette tentative échoua, ainsi que devait échouer celle de l'abbé de La Houssaye le 20 octobre 1731. Un visiteur de 1750 (1) n'y trouva que deux religieux et décrit l'église, le cloître, le logement des religieux qui subsiste encore, le bâtiment en aile qui rejoignait le précédent et le logis abbatial prolongé par un pavillon ; un lac s'étendait devant une terrasse.

La cour d'entrée renfermait les communs : pressoir, écurie à six chevaux et logement de fermier ; plus loin le moulin sur la rivière.

L'Edit Royal d'août 1749 ayant défendu à la communauté d'admettre de nouveaux membres, celle-ci commença à décliner tandis que survenaient des prêtres résidents pour l'acquit des fondations. L'abbé de La Prune-Montbrun fut le quarantième et dernier abbé du monastère ; celui-ci fut vendu en 1791. L'église abbatiale, érigée en annexe par un décret du 25 germinal an XIII, fut adjugée le 27 janvier 1810. Érigée le 19 septembre 1854 en annexe, l'église abbatiale fut érigée deux ans plus tard en succursale. Le 7 avril 1861 l'office divin y fut célébré pour la dernière fois. Depuis, le monument est resté exposé aux injures du temps malgré son classement parmi les monuments historiques survenu en août 1902.

Nous franchissons une porte ornée d'un cordon de petites moulures en têtes de clou, surmontée d'un écusson, sculpté

(1) Arch. Manche H. 4320.

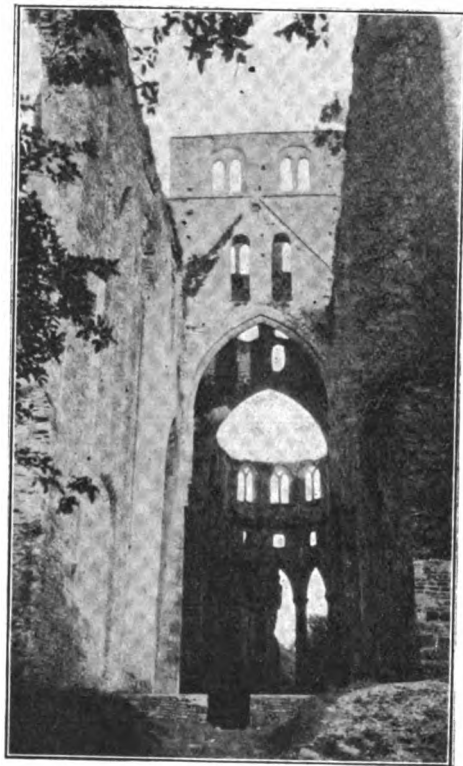
sur une pierre blanche, portant les armoiries de l'abbaye ; et pénétrons dans un clos ombragé et verdoyant que domine à gauche l'église.

La nef, dont il ne reste que les murs, fut bâtie à une époque de transition ; commencée vers le milieu du XII^e siècle,

elle fut achevée dans les premières années du XIII^e. Elle est flanquée de bas-côtés qui, en se prolongeant, forment autour du chœur un déambulatoire à cinq chapelles rayonnantes.

Le chœur doit être attribué à la fin du XIII^e ou au début du XIV^e siècle ; les importants travaux de Louis d'Estouteville au XV^e siècle semblent avoir consisté en consolidations et en revêtements comme on en voit à Cerisy-la-Forêt (1).

Les chapelles rayonnantes présentent des ouvertures cintrées et leurs murs de séparation des ogives géminées ; non loin de là on remarque des co-



HAMBYE : L'Eglise abbatiale.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

lonnettes présentant des bagues (2) en guise de piédestal. Enfin les styles se pénètrent à loisir sur le pourtour du chœur ; ornés de fleurs, d'animaux et de volutes, les chapiteaux diffèrent souvent de date avec les fûts qui les supportent.

(1) J. GREUTE : *Hambye*. Avranches, 1903.

(2) Comme il en existe à la cathédrale de Dol.

Rappelons brièvement que c'est ici, dans les entre-colonnements du chœur et des chapelles que se trouvaient les tombeaux des fondateurs et bienfaiteurs de l'abbaye : de Gerville en vit les restes en 1821. Nous visitons ensuite ce qui reste des bâtiments abbaticaux. Le chapitre bâti par Jeanne Paynel est divisé en deux par un rang de colonnes supportant une voûte en pierre dont les arceaux sont formés de tores et de cannelures. Les murs sont ornés de quinze arcades aveugles.

La curieuse salle des morts avec un pilier central, retient un instant notre attention. Au premier étage la chambre de l'abbé est ornée d'une cheminée dont le trumeau représente des anges jouant parmi des fruits ; deux colonnes supportent des lions.

Enfin les bâtiments ruraux, devant lesquels nous passons sont anciens mais ne présentent rien de remarquable.

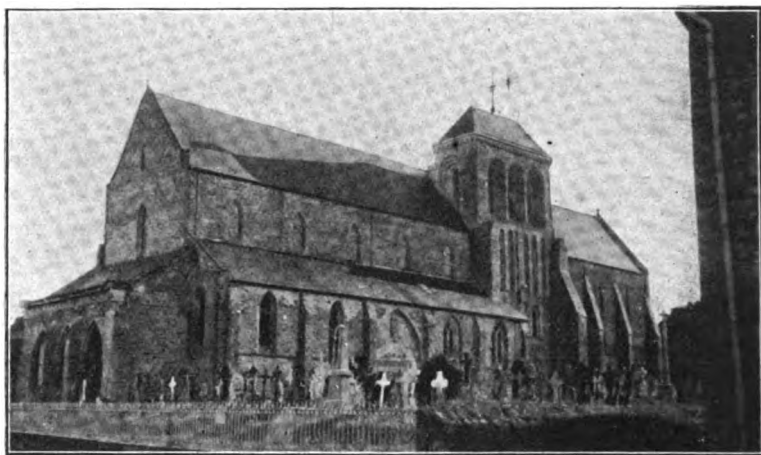
Ressortant du clos nous regagnons la route, et après un dernier regard à la vallée de la Hambyotte que le soir assombrit, montons en voiture pour rentrer à Saint-Lô par Le Mesnil-Herman et Saint-Samson de Bon-Fossé.

DEUXIÈME JOURNÉE

Mardi 25 août

Malgré les fatigues de la veille, tous sont exacts au départ, et c'est par un clair soleil que nous quittons Saint-Lô, nous dirigeant vers Coutances. Après un quart d'heure de route, nous faisons halte au bourg de Saint-Gilles pour visiter rapidement l'église.

Celle-ci groupe autour d'un clocher carré du XII^e siècle les restes, en majeure partie du XIII^e siècle, d'une abbaye transformée en collégiale par Louis XI. Endommagée par un incendie en 1562, elle fut aussitôt réparée. Après de nombreuses vicissitudes, elle subit à la fin du siècle dernier des restaurations importantes et plus ou moins heureuses. Conduits par le curé de la paroisse, nous parcourons l'inté-



Eglise de Saint-Gilles.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

rieur où subsiste un côté de l'ancien cloître. Nous remarquons le Christ de l'abbaye fâcheusement repeint, un beau lutrin Louis XV et une statue de saint Gilles, tenant d'une main sa crosse, et de l'autre protégeant un animal moitié biche, moitié lévrier réfugié auprès de lui.

Aussitôt sortis, nous faisons le tour de l'église par le côté sud en traversant le cimetière, ce qui nous permet de voir le clocher roman, objet de travaux récents. Plus loin c'est une vierge couronnée du XIII^e siècle. Nous passons ensuite devant l'entrée principale dont les trois arcades du porche ont été mutilées vers 1865, et remontons en voiture.

Une demi-heure plus tard nous pénétrons dans Coutances par la paroisse Saint-Nicolas.

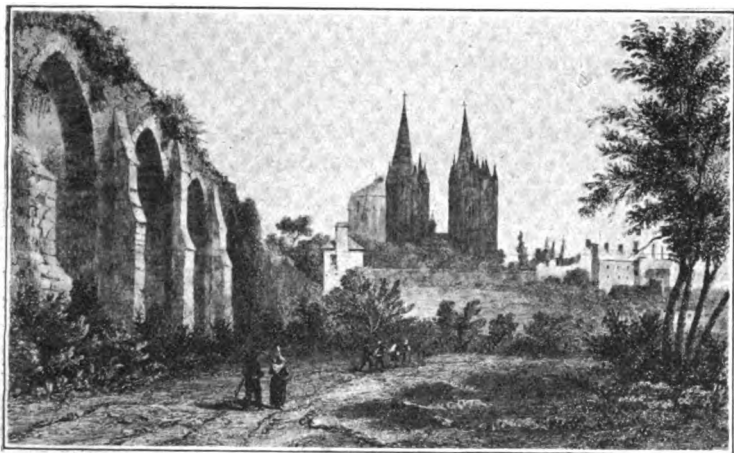
COUTANCES

Cosedia. — Constantia. — Constances. — Coustances

Jadis une des principales cités de la tribu des Unelles, Cosedia tomba, après la défaite de Viridovix, sous la domination romaine.

Comprise d'abord dans la Province Lyonnaise, puis dans la deuxième Lyonnaise, elle reçut le nom de Constantia Castra, d'après Constance Chlore, qui la fit fortifier en 296. Le christianisme y fut apporté vers 430 par saint Ereptiole, premier évêque de la ville. Les Normands vinrent tout ravager en 866 ; après le rétablissement de la paix par Rollon, les Normands se mirent, au début du ^x^e siècle, à couvrir le pays d'églises (1).

La paroisse d'Hauteville-la-Guichard, proche de Coutances, donna le jour aux Tancrède ; les conquérants de la Sicile et de la Calabre firent de riches présents aux évêques de leur pays. Ils furent imités en ceci par Guillaume le



Aqueducs à COUTANCES et Abside de la Cathédrale.

(Gaucherel del.)

Conquérant auquel Coutances a fourni de nombreux compagnons d'armes ; citons parmi eux les d'Argouges, Cussy, Pierrepont, d'Angerville, Pesnel et Taillefer.

En 1117, Coutances fut prise par Foulques d'Anjou, puis reprise par Henri I^{er} d'Angleterre ; enlevée par Geoffroy Plantagenet, comte d'Anjou, elle passa en 1203 sous la domination de Philippe-Auguste et devint le siège du bailliage du Cotentin.

(1) *Congrès de 1865 de l'Association Normande*, p. 420.

Après un siècle et demi de calme et de prospérité, Godefroy d'Harcourt, commandant les troupes navarraises et anglaises, vint assiéger Coutances, défendue par Robert de Clermont. L'arrivée d'une armée de secours força d'Harcourt à la retraite ; il fut rejoint et tué au Vignet (1).

Le 6 mars 1417, Coutances se rendit aux Anglais : elle fut reprise le 12 septembre 1449 par François, duc de Bretagne et le connétable de Richemont. En punition de la trahison du duc de Bretagne lors de la Ligue du Bien Public, Louis XI fit raser en 1468 les murailles de la ville. Charles VIII commença leur reconstruction, mais celle-ci n'était pas terminée lorsque les protestants vinrent exercer leurs ravages de 1561 à 1566. Préservée par Matignon de la Saint-Barthélemy, Coutances vécut alors une ère de prospérité commerciale et industrielle qu'interrompit la Révolution : la journée de Coutances est restée tristement célèbre.

M. le chanoine Lelièvre a bien voulu nous servir de guide et c'est en écoutant ses explications que nous nous dirigeons vers Saint-Nicolas.

La paroisse de *Saint-Nicolas*, succédant à la chapelle de ce nom, située à la cathédrale, fut fondée en 1238, mais il fallut vaincre la mauvaise volonté des habitants qui refusaient de venir dans l'église neuve que leur avait fait bâtir le chapitre (2).

De la première église, il ne nous reste rien.

En 1363, Jean d'Aussey, curé, constatant les dommages causés par les guerres à son église, se rendit en Avignon et sollicita d'Urbain V une indulgence.

Le chœur, la partie haute des cinq travées de la nef et une partie du transept sont du ^{xiv}^e siècle. Les voûtes, la charpente et la toiture furent refaites vers 1413 et le clocher-porche construit en 1416. Après le siège de 1418, il fallut refaire la couverture du chœur. Les bas-côtés et la chapelle de la Vierge sont des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.

Le dôme central et la lourde tour carrée qui domine la

(1) FROISSART, t. III, p. 262.

(2) *Le livre de comptes de Thomas du Marest*, curé de Saint-Nicolas-de-Coutances, publié par la Société des Ant. de Normandie, 1905.

porte occidentale sont du XVIII^e siècle. Nous entrons dans un des bas-côtés dont la retombée des nervures porte l'empreinte du style flamboyant (1). Parvenus au transept nous remarquons un crucifix attribué à un élève de Murillo, et nous regardons l'ensemble gracieux que forment le chœur avec ses treize arcades surmontées d'une corniche supportant des colonnades groupées et le déambulatoire que nous allons parcourir.

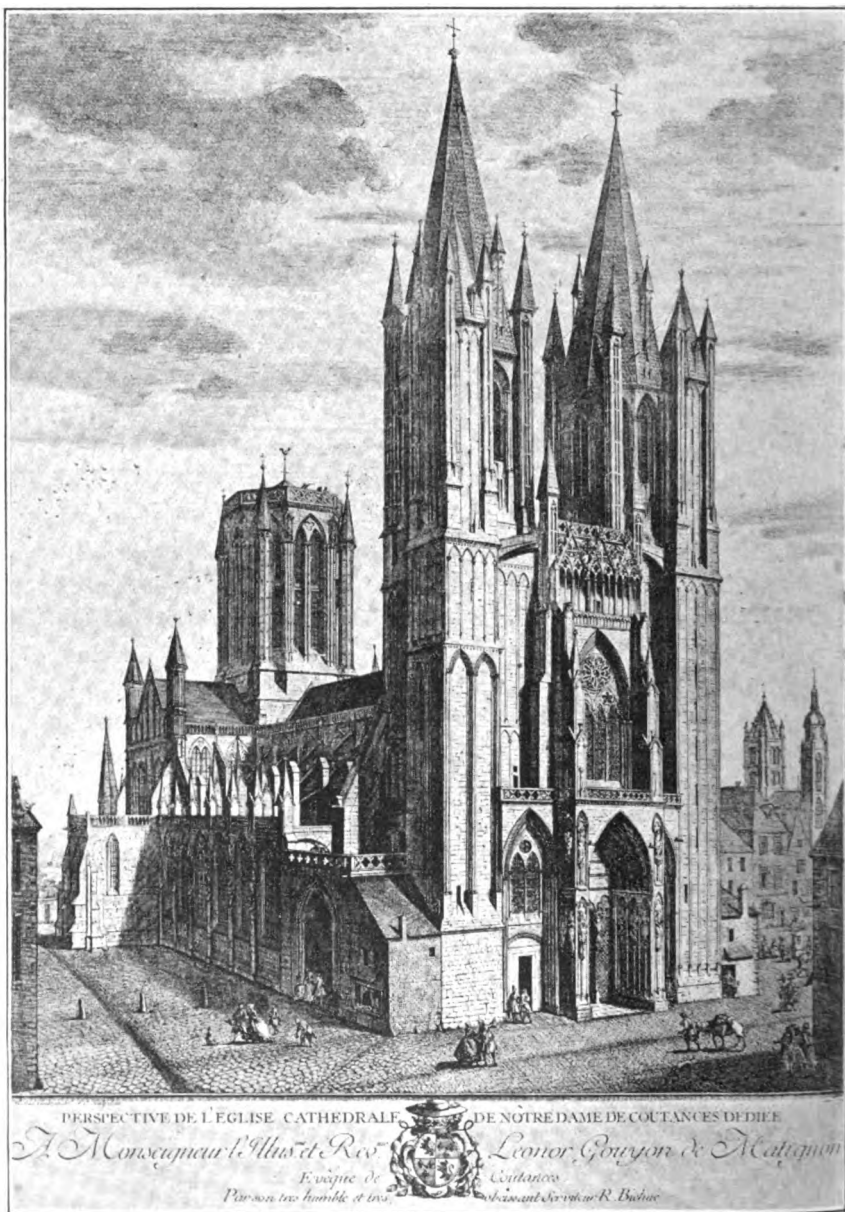
Les voûtes de celui-ci ont été refaites de 1620 à 1622 par Jacques le Baron, maître-maçon : elles sont séparées par des doubleaux du XIV^e siècle en tiers point garnis de trois tores et soutenus par des demi-colonnes. Cette partie de l'église, une des plus dignes d'intérêt, sert de vestibule à la chapelle qui garde précieusement une statue de la Vierge, que l'on nommait jadis Notre-Dame de la Cerclée. Placée autrefois à la cathédrale, cette gracieuse statue d'albâtre du XIV^e siècle, vendue à la Révolution pour six francs douze sous, a été rendue par son acquéreur, M. Le Bouteillier, à l'église Saint-Nicolas, qui n'a pas voulu s'en dessaisir. La chaire, de forme romaine, attire notre attention, ainsi qu'un tableau du début du XVII^e, dû à Bichue et représentant saint Sébastien.

A la sortie, notre cortège gagne le *Grand Séminaire* où nous accueille Sa Grandeur Monseigneur Louvard, auquel notre Président présente les excursionnistes.

Situé sur l'emplacement d'une ancienne chapelle de Dominicains, le Grand Séminaire, édifié sous l'Empire, est loin d'offrir au visiteur un ensemble complet ; certaines de ses parties ont néanmoins une grandeur majestueuse qu'accentue la nudité des murs et la régularité des façades.

Sa Grandeur nous fait traverser les bâtiments et les jardins et nous conduit à une salle de cours dont nous garnissons les premiers bancs afin d'écouter la causerie de notre confrère, M. l'abbé Tabourier, sur les évêques sagiens de Coutances, que nos lecteurs auront le plaisir de retrouver plus loin.

(1) LEFÈVRE-PONTALIS : *La cathédrale de Coutances*. Caen, 1910.



(Collection de M. Tournouër.)

Prenant ensuite la parole, Sa Grandeur nous dit combien Elle est heureuse de nous accueillir à Coutances et rappelle les nombreux liens qui l'unissent à Alençon et à Sées ; puis nous invite à nous rendre dans un réfectoire aux murs ornés des blasons des villes et collèges du diocèse où Sa Grandeur a la délicate attention d'offrir à ses visiteurs une coupe de champagne.

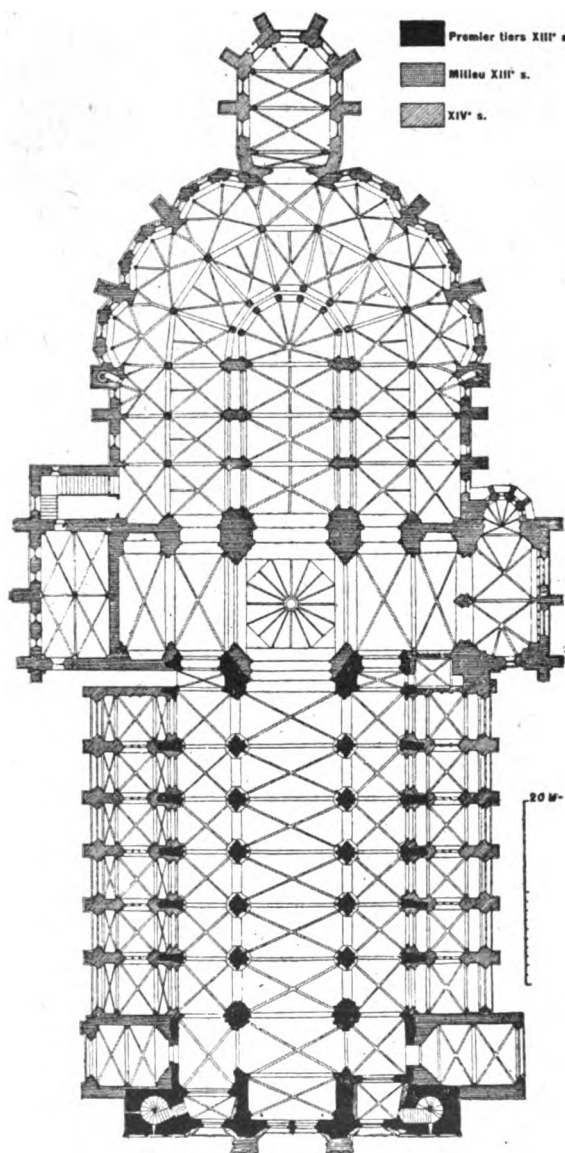
Avant de quitter notre hôte, nous nous inclinons pour recevoir sa bénédiction.

Sous l'impression de cet aimable accueil, nous avons oublié toute fatigue et c'est avec entrain que nous suivons M. le chanoine Lelièvre vers *la cathédrale*.

D'après le Livre Noir, rédigé en 1251, et dont l'original a été perdu au ^{xix}^e siècle, Robert, évêque de Saint-Lô, commença vers 1030 à construire la nef de la cathédrale romane, et mourut en 1048. Son successeur Geoffroy de Montbray, termina son œuvre, éleva le transept avec sa tour centrale et la façade flanquée de deux tours octogones. D'après Lefèvre-Pontalis, le plan de cette cathédrale primitive devait présenter de grandes analogies avec le plan de l'église de Lessay ou de Saint-Nicolas de Caen. Geoffroy de Montbray combla le chapitre de bienfaits, répara la tour-lanterne romane qu'avait abîmé la foudre le 5 décembre 1091 et fut à sa mort, le 4 février 1093, inhumé dans la cathédrale.

Malgré l'avis de certains archéologues, dont de Gerville, L. Quenault et E. Didier, qui voulaient voir dans la cathédrale actuelle celle de Geoffroy de Montbray, il a été démontré par Vitet, de Caumont et Viollet-Le-Duc, qu'au début du ^{xiii}^e siècle, sous l'épiscopat d'Hugues de Morville, la cathédrale romane fut rhabillée et transformée par des architectes habiles qui utilisèrent, en les masquant, les murs du ^{xi}^e siècle : les tours octogones romanes formèrent la cage des clochers gothiques et les tribunes furent rhabillées vers 1230, mais ces travaux s'arrêtèrent au transept pour ne pas interrompre la célébration du culte.

Le milieu du ^{xiii}^e siècle vit élever le transept et sa tour-lanterne, et le chœur avec son double déambulatoire, puis les flèches des deux clochers de la façade.



Plan de la cathédrale de COUTANCES.

(E. Chauliat del.)

(D'après un cliché de la Société française d'Archéologie.)

L'évêque Jean d'Essey fonda quatre chapelles (1), qui ne furent bâties qu'au xiv^e siècle, et mourut en 1274. Ses successeurs Robert d'Harcourt et Guillaume de Thiéville ajoutèrent d'autres chapelles.

Considérablement endommagée par le siège de 1356, la cathédrale reçut en 1357, d'Innocent VI, à la demande de l'évêque Louis d'Erquery, des indulgences pour les bienfaiteurs qui contribueraient aux réparations.

L'évêque Silvestre de La Cervelle fit effectuer les répa-

(1) Ce que rappelle l'inscription en caractères gothiques de la seconde chapelle :

*Hanc capella dotavit ioh de
ceio epc est i honore barth apli.*

rations et relia les deux clochers par une élégante galerie à jour : la chapelle centrale du déambulatoire fut approfondie.

Le 10 août 1562, la cathédrale fut pillée par les Huguenots qui traînèrent l'évêque Arthur de Cossé à travers les rues de la ville ; celui-ci fit réparer leurs dégâts, en particulier les autels et les vitraux.

Au milieu du XVIII^e siècle, Antoine Duparc et son fils Raphaël sculptèrent un nouveau maître-autel. A la Révolution la cathédrale fut dépouillée de son mobilier, de ses cloches et de sa couverture en plomb ; les voûtes de deux travées de la nef, s'étant écroulées, furent refaites en 1800.

Au XIX^e siècle, Lonzier et de la Roque firent d'importantes restaurations.

De la place sur laquelle nous débouchons, nous avons une vue d'ensemble de la façade : les deux tours hautes de 77 mètres, entourées de leurs petits clochetons carrés, les trois portails, la grande verrière, la grande fenêtre en lancette et l'élégante galerie où abondent les trèfles et les quatre-feuilles ajourés. Devant le portail de gauche, Saint Lô, nous dit la tradition, aurait guéri une femme aveugle ; c'est par cette porte que passe le nouvel évêque de Coutances lorsqu'il prend possession du siège épiscopal : il y repasse le jour de ses obsèques.

Nous entrons et sommes aussitôt surpris par les dimensions du vaisseau et la clarté qui y règne : en effet, longue de 95 mètres et large de 34, non compris les chapelles, la cathédrale laisse pénétrer par ses hautes baies une lumière douce qui tombe sur des pierres blanches, légèrement blondes, par suite d'un nettoyage assez récent.

Suivant un des bas côtés, nous admirons la légèreté et la variété des fenestrages à trois et quatre meneaux qui séparent les chapelles ; sur un chapiteau, M. le chanoine Lelièvre nous fait remarquer les têtes de Richard I^{er} et de sa femme Gonnor, bienfaiteurs de Geoffroy de Montbray.

Avant d'atteindre le transept, nous nous arrêtons à la sixième chapelle qui renferme des bas-reliefs du XIV^e siècle, représentant l'Annonciation aux Bergers, la Nativité, l'Adoration des Mages, les Mages devant Hérode, la Présen-

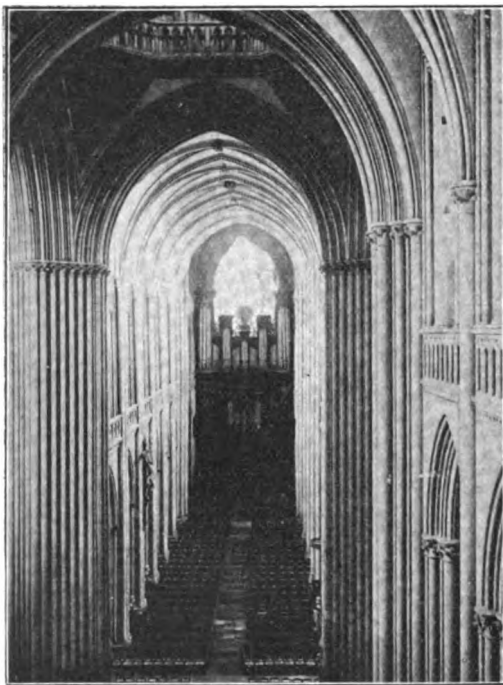
tation au Temple, le Massacre des Innocents, la Fuite en Egypte, la Crucifixion, l'Assomption et le Couronnement de la Vierge.

Au croisillon sud, nous trouvons la chapelle de l'Immaculée-Conception et la chapelle Saint-Jean ; le puits, datant

de 1066, a été rouvert et restauré par Mgr Guérard.

Dans le collatéral secondaire qui règne autour du chœur est un tombeau monumental placé sous un autel et représentant un évêque couché, un serpent ailé à ses pieds ; ce doit être Algare, évêque de Coutances de 1132 à 1150.

Nous passons devant les chapelles rayonnantes dont nous admirons les vitraux (xv^e et xvi^e) retraçant des scènes de la vie de saint Lô et de



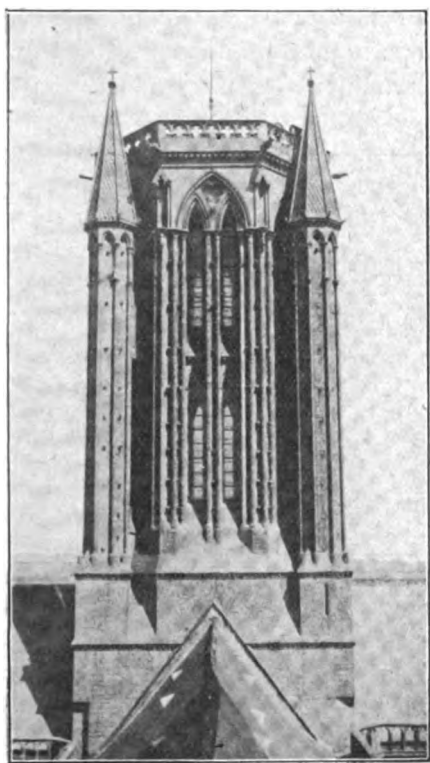
COUTANCES :
Intérieur de la Cathédrale pris du chœur
(Cliché de M. F. Mouchel.)

saint Marcou : après un coup d'œil à la chapelle de la Vierge où se trouve une copie de la statue de Notre-Dame de la Cerclée, nous nous trouvons au croisillon nord, avançant vers la croisée nous voyons dans son ensemble le chœur avec ses trois travées droites et ses sept travées constituant les pans coupés de l'abside. Sa ressemblance avec le chœur de la cathédrale du Mans (1) nous laisse supposer

(1) *Revue Historique et Archéologique du Maine*, 1909, t. LXV, p. 265.

que Thomas Toustain en serait l'auteur ; quoi qu'il en soit, nous admirons la légèreté de sa claire-voie où les trèfles des écoinçons laissent passer un peu de lumière en haut des profondes voussures et où des vitraux anciens jettent leurs ombres bleues et rouges.

Nous retournant alors nous voyons entre les colonnes



COUTANCES : Tour centrale de la Cathédrale.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

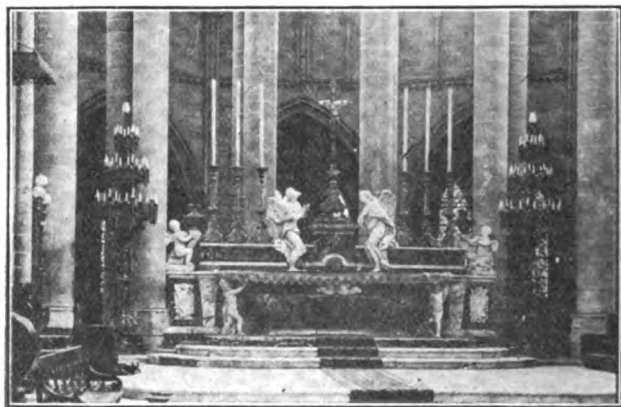
blanches de la nef la masse sombre des orgues construites en 1724 et provenant de l'abbaye de Savigny. La nef a 20 m. 90 sous clef, alors que le chœur a 22 m. 15, et nous la verrons plus à loisir tout à l'heure en redescendant par l'allée centrale. Mais à peine nos yeux ont-ils quitté les orgues pour se poser plus près que les nombreuses colonnes élancées qui flanquent les piles de l'entrée du chœur nous forcent à lever la tête. Le regard dépasse les pendentifs, puis les balustrades et les arcatures des deux étages octogones et vient se perdre, à 57 m. 45 de hauteur, à la clef à laquelle aboutissent les seize nervures de la

voûte. C'est la plus belle lanterne octogone de France, prototype de celle de Saint-Sever et dont les sœurs aînées se trouvent en Espagne, à Salamanque, Toro et Zamora. Quatre escaliers permettent d'en atteindre le sommet d'où le visiteur jouit, par temps clair, d'une vue étendue sur la ville, la campagne environnante et la mer. Aussi plusieurs

d'entre nous n'hésitent-ils pas à faire cette ascension dont ils sont récompensés par un panorama que le ciel gris veut bien ne pas trop restreindre.

M. le chanoine Lelièvre nous montre alors la salle du chapitre, actuellement utilisée comme vestiaire des enfants de chœur. Nous y voyons un dallage digne d'intérêt ; de cette salle, un escalier conduit au chartrier, maintenant désaffecté.

Revenant dans le transept nous admirons le vitrail du Jugement Dernier ; nous examinons l'autel orné des deux



COUTANCES : Maitre-autel de la Cathédrale.

(Cliché de M. Félix Mouchel.)

anges de Rafaël Duparc et d'une garniture qu'aurait rapportée d'Espagne le maréchal Dupont.

Nous prenons alors l'allée principale pour regagner le parvis.

La nef est divisée en sept travées : les supports cantonnés de douze colonnettes portent des chapiteaux garnis de feuillages variés. Au-dessus une frise de feuillage et les quatre-lobes de la balustrade. Les arcades géminées des baies des tribunes ont été ultérieurement bouchées par un mur percé de quatre petites baies aveuglées par des carreaux de plâtre.

Au milieu de chaque écoinçon se trouve une rosace de

feuillage sculptée ; on remarque avec curiosité qu'il n'y en a pas deux pareilles et certaines sont d'une finesse et d'une légèreté merveilleuses. M. le chanoine Pigeon (1) a signalé entre la nef et les tours de la façade, deux baies des tribunes romanes. Les tribunes du nord (2) sont d'ailleurs d'un grand intérêt : leur mur de fond a gardé des arcatures en plein cintre dont les claveaux de granit sans moulures retombent sur des corbeaux en quart de rond.

A l'extérieur, le long du bas côté nord, des niches à dais rayonnants renfermaient des statues des Tancrède datant du xiv^e siècle ; reproduites dans l'ouvrage de Toustain de Billy, ces sept statues furent détruites à la Révolution. Celles qu'on voit maintenant à cette place sont un hommage moderne à cette illustre race d'aventuriers normands. Signalons en terminant que le clocher sud a gardé ses deux anciens bourdons (3), portant le premier l'inscription :

Deo optimo Hugo Marvilleus episcopus Constantiensis fundator domus Dei beneficentissimus erga capitulum et diocesim obiit anno 1238. Carolus Franciscus de Loménie de Brienne episcopus Constantiensis reparavit anno 1711. Léonorus Gouyon de Malignon episcopus Constantiensis reparavit anno 1754. B. Bollée, F. Quentin et J. Guillot Lotharingi fusoris me fecerunt.

et le second :

Christe hominum salvator Angelus Franciscus de Talarce de Chalmazel episcopus Constantiensis reparavit anno 1775.

Les Dubosc, de Quibou

Une fois sortis nous longeons le bas côté sud de la cathédrale et pénétrons quelques instants dans l'ancien palais épiscopal ; élevé en 1757 par Jacques Lefèvre-Duquesnoy, évêque de Coutances ; il fut, pendant la Révolution, le siège du Directoire de la Manche et du tribunal criminel. Ce dernier y jugea le chevalier des Touches dont Barbey d'Aurevilly a fait le personnage principal d'un de ses plus

(1) *Normandie Monumentale*, t. I, p. 93.

(2) LEFÈVRE-PONTALIS : *La cathédrale de Coutances*. Caen, 1910.

(3) Le Docteur BILLON : *Annuaire Normand*. 1886, p. 69.

célèbres romans. Le conventionnel Le Carpentier, qui envoya à Paris la fournée de Coutances, y fut jugé à son tour, en 1817.

Nous jouissons du perron d'une vue d'ensemble sur l'abside de la cathédrale et, sortant du palais épiscopal désert depuis le départ de Mgr Guérard, nous nous dirigeons vers *l'église Saint-Pierre*.

La première église de ce nom, citée dans une charte de 1058, et reconstruite au XIII^e siècle, fut ruinée pendant la guerre de Cent Ans.

Un obituaire de l'église, rédigé vers 1660, nous apprend que

L'an 1494, le jour de la Saint Georges fut réédifiée ceste église après la démolition d'icelle moiennant l'aide et singulière affection de R. P. en Dieu Mess^{re} Geoffroy Herbert, évêque de Coutances. R I P Amen.

Il subsiste néanmoins de nombreux vestiges du XIII^e siècle : chapiteaux à crochets, arcatures en tiers-point et des bandeaux formés de petits quatre-feuilles en creux. La tourelle d'escalier du transept nord est également de cette époque.

L'église (1) comprend une nef de cinq travées, deux collatéraux, un transept surmonté d'une tour-lanterne centrale et un chœur à cinq pans entouré d'un déambulatoire qui communique avec trois chapelles rayonnantes.

On trouve la date de 1550 sur la tour qui domine la porte occidentale mais cette date ne s'applique qu'aux parties hautes : au dernier étage octogone et au dôme à huit pans surmonté d'un gracieux lanternon. Toute la partie inférieure, avec ses arcatures gothiques et son bandeau orné de quatre-feuilles et de crochets, est du XIII^e siècle. La lanterne octogone de la Renaissance, imitation de celle de la cathédrale, fut commencée en 1550 et terminée en 1581. A l'intérieur, on remarque au premier étage seize colonnes dont les chapiteaux reçoivent des arcatures en plein cintre et un second rang de seize colonnes servant de point d'appui

(1) LEFÈVRE-PONTALIS : *Compte rendu du LXXV^e Congrès Arch. de France*, tenu à Caen en 1908.



COUTANCES : Tour Lanterne de l'église Saint-Pierre.

(Cliché de la Société française d'Archéologie.)

aux ogives. A l'extérieur, les pans orientés sont ajourés par deux étages de baies jumelles et les autres sont masqués par des tourelles d'escalier amorties par un lanternon. La base de chacune des tourelles porte l'inscription « *Sancte Petre, ora pro nobis* » en lettres gothiques. Une courte flèche octogone à écailles, entourée à sa base d'une galerie de circulation à petites arcades, couronne le tout.

Les croisillons et le chœur conservent des verrières du ^{xvi}e siècle dernier, données par des corporations de la ville : celles qui repré-

sentent les apôtres furent offertes en 1505 et 1506 par les forgerons et les bouchers. Un vitrail de la chapelle de la Vierge porte l'inscription : « du don des serruriers de cette ville » ; d'autres sont consacrés à saint Louis, saint Paul et saint Eloi. La chaire, du ^{xvii}e siècle, provient de l'abbaye de la Lucerne ; on y lit :

Aegi Robert la + me fecit 1737 cura R. P. Juliani Masier Guadiarni.

Le chœur, décoré d'une grille en fonte, renferme des stalles du ^{xiii}e.

Lorsque nous sortons de Saint-Pierre, nous nous dirigeons vers l'*Hôtel de Ville* devant lequel se dresse la statue

de Tourville, due à l'artiste coutançais Hulin, tombé au champ d'honneur ; Cotentin de Tourville, maréchal et amiral de France, mourut en 1701, couvert d'une gloire que n'avait pu ternir sa défaite de la Hougue.

La façade de l'Hôtel de Ville, qui donne sur la place du Parvis, est toute moderne, mais sa partie ancienne fut, de 1713 à 1820, l'habitation de la famille de Cussy (1). Louis de Cussy, seigneur de Belval, et son épouse Marie-Anne de Faoucq, sœur du marquis de Jucoville, y eurent six enfants. Le second, François Léonor, fut capitaine et chevalier de Saint-Louis ; le dernier grand vicaire de Coutances. L'ainé Jacques-Louis, lieutenant au régiment Royal-Infanterie, épousa Elisabeth de la Bazonnrière, dont il eut trois fils : Louis-François, Marie-Louis et Gabriel. Celui-ci était colonel aux gardes françaises en 1789 et mourut conseiller municipal de Coutances le 18 décembre 1807. Le second, Marie-Louis, chanoine, grand vicaire (2) de Mgr Talaru de Chalmazel, devint maire de Coutances. Malgré sa popularité, il fut arrêté le 18 septembre 1793 comme noble et oncle d'émigrés. Le caveau et plusieurs appartements de sa résidence furent dévalisés et les meubles restants vendus le 26 thermidor quelques jours après l'exécution de leur propriétaire décapité le 21 juillet 1794 avec son neveu Louis-Léonor, troisième fils du marquis Louis-François. Celui-ci mourut en 1802 en laissant trois fils : l'ainé Ambroise commanda la Garde Nationale de la Manche en 1808, fut baron de l'Empire et chambellan de l'impératrice Marie-Louise qu'il suivit en exil. En 1816 il reprit son titre de marquis et laissa à ses frères les biens patrimoniaux de la Cambe, Grandcamp et Mondeville, la maison familiale de Coutances étant achetée par cette ville qui en fit sa mairie.

M. Lecomte, maire de Coutances, nous reçoit et nous conduit à la bibliothèque.

(1) Communication de M. le chanoine Guérin, Directeur de la Société Historique de Trévières.

(2) Qu'il me soit permis d'évoquer ici le souvenir d'un autre chanoine et grand vicaire de Coutances à cette époque troublée, M. le chanoine de Cheux, mon arrière-grand-oncle, qui fut, à la Restauration, nommé évêque de Séez, mais mourut des suites d'un accident de cheval le 2 septembre 1816, peu de temps avant le jour fixé pour son sacre.

Il s'y trouve fort peu de manuscrits anciens (1) ; signalons parmi les plus intéressants celui de Toustain de Billy, *Le précis historique de la ville et évêché de Coutances* par l'abbé de Mons, et *La nouvelle histoire universelle et chronologique du grand bailliage du Cotentin* par l'abbé Lefranc. Mais la bibliothèque possède un certain nombre d'éditions de 1480 à 1500. Signalons un livre d'heures enluminé, un manuscrit lettres de saint Jérôme du ^{xiii}^e siècle, la *Gallica historia* de Robert Cénalis (1557), *Les Mémoires de d'Artaignan* (1701) et *L'Inventaire général des Archives du Marquisat de Marigny* du ^{xviii}^e siècle.

Nous examinons avec curiosité un Térencia, incunable de 1492, dont il n'y a que deux exemplaires connus, l'autre étant en Allemagne, et dont fait mention Anatole France dans *Le Crime de Sylvestre Bonnard*.

Nous redescendons et suivons M. Lecomte au *jardin public*. Celui-ci faisait autrefois partie de la demeure des Poupinel de Quettreville dont l'hôtel a été aménagé en musée. Légé à la ville par Quesnel de la Morinière en 1858, ce jardin est la parure de la ville. Ses étages successifs mettent en valeur des arbres d'essences choisies et des parterres de fleurs heureusement tracés. Passant au pied de l'obélisque de granit qui rappelle le souvenir du donateur, nous débouchons sur une longue terrasse d'où l'on jouit d'échappées sur la vallée du Bulsard et le bois des Vignettes. Après un passage au labyrinthe dont nos longues files animent les étroites allées, il nous faut partir afin d'achever de remplir le programme de notre matinée.

L'heure tardive et les fatigues de nos premières étapes incitent plusieurs d'entre nous à gagner en flânant l'hôtel du Bon Laboureur où nous les retrouverons tout à l'heure. Sortis du jardin, nous passons derrière le chevet de l'église Saint-Pierre et, descendant au fond de la vallée voisine de la gare, nous parvenons à l'*Hôtel-Dieu*.

Hugues de Morville, évêque de Coutances, le fonda en 1209. L'évêque Léonor de Matignon remplaça le 26 mai 1643 (2) les religieux par une communauté de religieuses

(1) *Association Normande*, 1845, p. 422.

(2) *Mém. sur les hospices de Coutances*. Dussaussey. *Assoc. Normande*, 1845.

Augustines avec Charlotte Dugast de Lucé comme première supérieure : ce que vinrent confirmer des lettres-patentes accordées le 18 juin 1644 par le Roi.

A côté de l'Hôtel-Dieu fut créé en 1662 un hôpital général pour les pauvres valides ; un troisième établissement, ajouté en 1769 et destiné aux enfants trouvés, fut confié aux sœurs de Saint-Vincent de Paul. Ces trois hôpitaux furent réunis en 1798 en un seul, sous le nom d'hospice civil, desservi d'abord par les sœurs de l'ancien hôpital général, puis par les Dames de la Sagesse de 1811 à 1817, date à laquelle revinrent les Dames Augustines qui y sont encore actuellement.

Près de la porte d'entrée se dresse une tour du ^{xv}^e siècle de forme carrée. Elle porte les armes de l'évêque Geoffroy Herbert ainsi que la devise : « *Morville me fecit* » ; une pyramide octogone la surmonte. L'Hôtel-Dieu possède des caves du ^{xiii}^e siècle, modifiées au ^{xv}^e.

Le directeur de l'hospice nous reçoit sur le seuil et nous le suivons à la pharmacie ; dans cette salle d'une propreté méticuleuse sont rangés sur des étagères des pots en vieux Rouen de diverses dimensions, certains munis de becs, au nombre d'une centaine environ. Nous remarquons quatre dessus de portes anciens représentant des vues du pays. Après un coup d'œil rapide aux boiseries du réfectoire, nous faisons une courte halte à l'un des dortoirs où l'on nous montre des vieux étains : une cafetière et plusieurs petits plats à oreilles portant la marque : « *Canil à Coutances. N.-D. de la Victoire 1782* » dans un ovale.

Nous terminons notre visite par un passage à la chapelle qui contient une statue en bois de N.-D. de la Roquette.

Remerciant le directeur de l'hospice de son accueil, nous sortons et, sous la conduite de M. Lecomte, remontons vers la place Duhamel. Chemin faisant nous passons près du monument élevé par la ville de Coutances à ses enfants tombés au champ d'honneur et situé sur un tertre triangulaire. Traversant la place Duhamel que borde une double rangée d'arbres, nous laissons à notre droite le champ de foire : il s'y tient chaque année deux foires importantes, le premier lundi de Carême et le jour de Saint-Michel.

Nous atteignons la place Lebrun où nous devons nous séparer de M. Lecomte ; notre Président lui exprime en quelques mots le plaisir que nous avons eu à parcourir avec lui la ville de Coutances.

Parvenus à la rue de Tourville nous adressons à M. le chanoine Lelièvre, qui connaît si bien ses églises et en qui nous avons trouvé le plus aimable des guides, un remerciement que confirmera tout à l'heure notre Président à la fin du repas.

Tandis que dans les deux salles du Bon Laboureur nous réparons nos forces mises à rude épreuve par les pavés coutançais, certains d'entre nous regrettent que nous n'ayons pas le temps de voir les restes de l'aqueduc construit par Constance Chlore, réédifié par Foulques Pesnel au ^{xiii}^e siècle et réparé en 1595. Haut de treize mètres, il s'étendait sur une longueur de 220 mètres environ et comprenait seize arches dont il n'en subsiste que cinq. Au dessert, notre Président nous lit une page célèbre où Barbey d'Aurevilly, celui que François Coppée appelait avec sa malicieuse bonhomie « le preux de Valognes », décrit la lande de Lessay (1) que nous allons traverser :

C'était cette double poésie de l'inculture du sol et de l'ignorance de ceux qui la hantaient, qu'on retrouvait encore, il y a quelques années, dans la sauvage et fameuse lande de Lessay. Placé entre La Haye-du-Puits et Coutances, ce désert normand où on ne rencontrait ni arbres, ni maisons, ni haies, ni traces d'homme ou de bêtes que celles du passant ou du troupeau du matin dans la poussière, s'il faisait sec ou dans l'argile détrempée du sentier, s'il avait plu, déployait une grandeur de solitude et de tristesse désolée qu'il n'était pas facile d'oublier. La lande, disait-on, avait sept lieues de tour. Ce qui est certain, c'est que, pour la traverser, en droite ligne, il fallait à un homme à cheval et bien monté, plus d'une couple d'heures. Dans l'opinion de tout le pays c'était un passage redoutable. Quand de Saint-Sauveur-le-Vicomte, cette bourgade jolie comme un village d'Ecosse et qui a vu Duguesclin défendre son donjon contre les Anglais, ou du littoral de la presqu'île, on avait affaire à Coutances et que, pour arriver plus vite, on voulait prendre la traverse, car la route départementale et les voitures publiques n'étaient pas de ce côté, on s'associait plusieurs pour passer la terrible lande ;

(1) *L'Ensorcelée*. Lemerre, 1858.

et c'était si bien un usage qu'on citait longtemps comme des téméraires, dans les paroisses, les hommes, en très petit nombre il est vrai, qui avaient passé seuls à Lessay de nuit ou de jour.

Nous quittons Coutances et par de petites routes tortueuses nous parvenons à Gratot.

GRATOT

Un seigneur de ce nom prit part à la conquête de l'Angleterre et un Clérembaut de Gratot souscrivit en 1126 une charte de l'abbaye de Lessay. Sous Philippe-Auguste, Gratot appartenait à Richard de Creully qui fut dépossédé de son fief.

Vers 1250, Jeanne de Gratot épousa Guillaume d'Ar-

*Le marquis de Gratot fr du Roy en
 ses Conseils et son lieutenant en normandie
 pour le Bailliage de Caen
 nous Certifie que le fr de vinca de verdin est
 un des Gentils hommes que nous avons pour l'absence
 du m^r le marquis de l'aigle des arches pour l'année
 cette année sur la Côte et nous luy en avons délivré
 le present Certificat signé de nostre main et scellé
 du dachon de nos ar mes donné a argentan le 5 may
 1703 Jargouges de Gratot*

Certificat délivré le 5 mai 1703 par Messire Georges d'Argouges, marquis de Gratot, lieutenant général au bailliage de Caen.

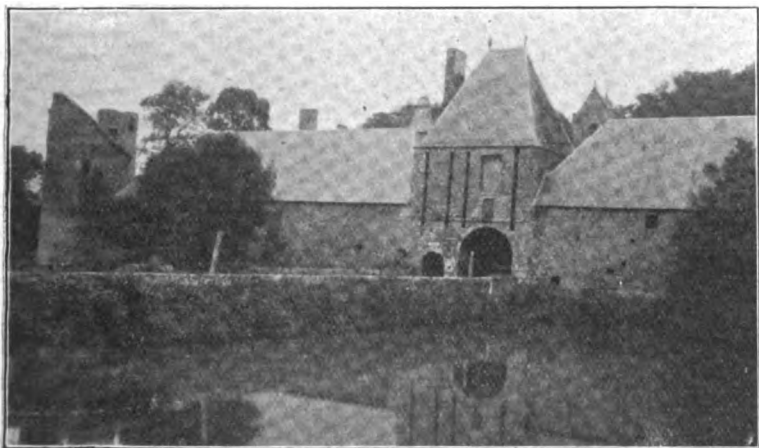
(Collection de M. Tournouer.)

gouges (1) : Gratot devait rester pendant cinq siècles dans cette famille sauf pendant une partie du ^{xiv}^e siècle où les du Saussey (2) en furent seigneurs.

Parmi les d'Argouges citons : Philippe, qui épousa le 25 janvier 1402 Marguerite de la Champagne ; Jean, son fils, défenseur du Mont Saint-Michel, qui épousa Charlotte de Carbonnel (3), dame de Cérences ; Jacques, petit-fils de Jean, qui reçut la châtellenie de Gavray, et Olivier dont le mariage avec Catherine de Chanteloup eut lieu le 15 juin et 1744.

Au ^{xv}^e siècle un d'Argouges, seigneur de Gratot, céda pour un chapel de roses vermeilles le roc de Lhiou à Granville, dont il était seigneur, au roi d'Angleterre qui voulait y établir une base d'opérations contre le Mont Saint-Michel. Il est fort probable que le nom poétique de chapel de roses vermeilles (ou vermeil) désigne simplement un chapeau rempli de doubles à la rose sonnants et trébuchants.

On accède à une porte carrée, percée de deux profondes



GRATOT : Entrée du Manoir.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

(1) D'Argouges de Gratot : *Ecartelé d'or et d'azur, chargé de 3 quintefeuilles de gueules, 2 et 1; celle en pointe brochant sur les deux quartiers. Cimier orné d'une femme (jusqu'à la ceinture) et devise « A la fé » (à la foi).*

(2) Du Saussey : *D'argent semé d'hermines au sautoir de gueules.*

(3) De Carbonnel : *D'azur au chef de gueules à trois tourteaux d'argent.*

poternes, autrefois munie d'un pont-levis : le remblai qui a remplacé celui-ci a coupé les douves mais celles-ci font encore actuellement le tour du château. Nous pénétrons dans la cour d'honneur. *Le manoir*, reconstruit à la fin du xv^e siècle, accuse par endroits le xvi^e siècle ; il se compose de logis en équerre, construits en blocage maintenu par des chaînages en pierre de taille.

Le corps principal, qui a subi l'influence de la Renaissance, est flanqué à gauche d'une tour ronde à toit conique et à droite d'une haute tour octogone. Celle-ci soutient sur quatre trompes un étage carré, orné d'une fenêtre à ébrasements de pierre et surmonté de frontons à crochets. Tous ceux d'entre nous qui ont vu le château d'Argouges en 1922, sont frappés de la ressemblance existant entre celui-ci et Gratot : même disposition de la tour ronde et de la tour octogone, même étage carré avec ses frontons. En outre, on trouve également à Gratot, sur l'appui d'une fenêtre de la tour octogone, l'empreinte du pied de la fée d'Argouges.

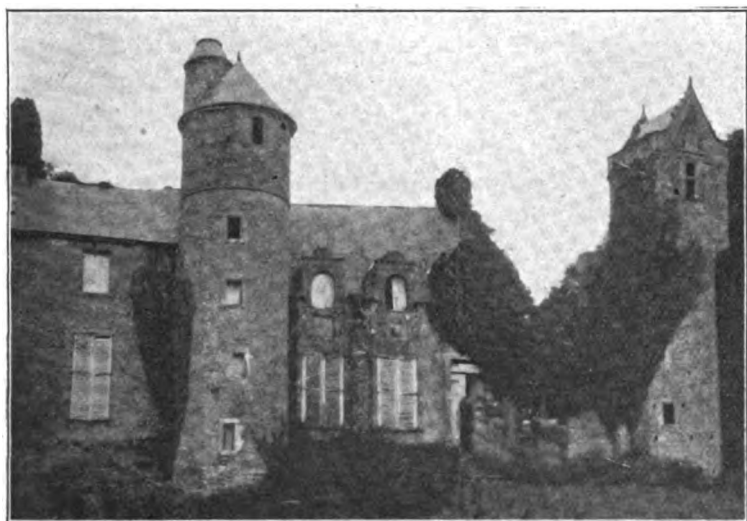
Cette trace et cette légende se retrouvent encore à Rânes que nous avons visité en 1903 ; nous les trouvons encore au château de la Champagne (1), passé comme nous l'avons vu aux d'Argouges en 1402 et actuellement habité par M. Descoqs, parent de notre aimable guide du vieux Saint-Lô.

Voici la légende d'après Contades :

Un seigneur de Rânes était, dit-on, l'époux d'une aimable et charmante fée. C'était le ménage le plus heureux du monde. Le châtelain ne rêvait que de sa fée, et la fée, de son côté, s'était prise de goût pour les choses de la terre, les beaux châteaux, les soyeuses étoffes et surtout son chevalier qui terrassait les géants. Cette félicité ne devait point avoir de terme à moins que le nom de la mort, qui met fin aux plus douces choses, ne fût prononcé devant la dame de Rasnes. Or, un jour que, toute à sa coquetterie nouvelle, elle s'attardait à sa toilette comme une simple femme, le chevalier qu'elle faisait attendre, se prit à jurer (2) par la mort. Aussitôt, laissant là mari, manoir et parure, la pauvre fée, regrettant et regrettée, s'envola vers les pays où

(1) Près d'Avranches.

(2) D'après une autre version il se serait écrié : « Dame, seriez bonne à aller quérir la mort car estes lente en vos besoins. »



GRATOT : Le Manoir.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

l'on ne parle pas de trépas. Elle laissa seulement sur un créneau de pierre l'empreinte du plus petit pied que l'on eût jamais vu. Le seigneur de Rasnes, jusqu'à la fin de ses jours, alla fidèlement contempler cette trace suprême. Il ne cessa jamais de rappeler par ses larmes celle dont son impatience avait provoqué la fuite. L'on prétend cependant que, guidée par l'incurable regret d'un bonheur trop tôt passé, la fée revient parfois errer sur le donjon de Rasnes et murmure plaintivement le mot déplorable de mort qui à jamais a rempli de deuil son existence immortelle.

A Gratot, on rattachait à cette légende trois empreintes rappelant une main qui semblent être les restes de l'écusson des sires de la Champagne, renfermant trois mains sénestres. Le château de Gratot, passé par plusieurs mains depuis le milieu du XVIII^e siècle est inhabité. Si les façades ont encore bon air, les toitures menacent ruine. L'intérieur est nu mais on y remarque des carreaux anciens et, dans l'étage carré de la tour, une cheminée sculptée.

Nous sortons de la cour d'honneur et nous dirigeons vers *l'église* toute proche.

Le clocher date de la fin du XIII^e et l'église du début

du xvi^e : celle-ci s'ouvre par un porche orné de quatre-feuilles et surmonté d'une statue de sainte Barbe.

Au bas de la nef, de curieux fonts baptismaux sont constitués par une cuve polygonale portée par cinq pilastres chapités. Les huit faces offrent des rectangles encadrant des ogives trilobées ; quatre présentent alternativement deux écussons suspendus aux trilobes par des lanières en sautoir.

L'église renferme plusieurs pierres tumulaires des d'Argouges.

La plus ancienne est encastrée dans la muraille du sanctuaire, côté de l'Évangile : l'encadrement comporte une ogive dont la pointe s'épanouit en fleur crucifère et deux pilastres surmontés de clochetons : au milieu une Vierge debout entre une dame et un chevalier à genoux.

On lit au-dessus du seigneur :

*Cy devant gist noble et puissant homme Phe... (Philippe)
Seigneur de..., du Moulay (1), Linverville et de...
patron de Granville qui trépassa l'an MCCCCXVIII*

au-dessus de la dame :

*Cy devant gist damoiselle Marguerite de la Champagne
dame de... et dame dudit Seigneur qui trépassa l'an MCCCL*

C'est la dame d'Argouges dont la légende a poétisé l'histoire.

Dans la nef, au nord, se trouve une autre pierre plus simple et portant l'inscription :

*Cy devant gist damoiselle Charlotte de Carbonnel et de Cérences,
veuve de noble et puissant homme Jean d'Argouges (2)..., de Molay,
baron seigneur de Gratot et de la Champagne, laquelle trépassa le
cinquième jour de fevrier l'an MCCCCLXVIII. Dieu en ait l'âme.
Amen.*

Dans le milieu du chœur nous admirons une grande lame sépulcrale que partagent deux ogives reposant sur trois

(1) Les seigneurs du Molay protégeaient la corporation des potiers établis dans les cinq paroisses dépendant de cette seigneurie.

(2) Fils des précédents.

pilastres. Elle est ornée de nombreux écussons : à gauche celui des d'Argouges puis un parti des d'Argouges et des Aux Epaules (1) ; à droite les armes des Aux Epaules et un autre parti des Aux Epaules et d'un chevronné. On lit sur le pourtour :

Cy gist noble homme Pierre d'Argouges, seigneur de Gratot, de Ronthon, de Granville et de Cocqueville qui trépassa le un^e jour de septembre l'an MCCCCIIII^{xx} et XVI et damoiselle Marie Aus... dame du lieu des Epaules la... port en Carquebu qui trépassa le... l'an mil... Dieu lui pradoit.

LESSAY

Nous reprenons les voitures pour nous diriger vers Lessay par la grande route de Coutances à La Haye-du-Puits. Voici *la lande de Lessay* dont la plate immensité s'étend sous le ciel gris ; parmi les bruyères et les ajoncs de petites mares y mettent leurs taches claires et reflètent l'image des sapins disséminés çà et là, ployés et tordus par le vent de la mer... « qui ne sait le charme des landes »...

Mais nous arrivons à Lessay, avec son hâvre sur l'ay, ses salines et ses tanguières autrefois réputées. Sa foire de la Sainte-Anne (2) est une des plus anciennes de la Manche. Là nous attendent M. le Doyen et M. Fauvel, conseiller général de la Manche, maire de Lessay, qui fut le beau-frère de notre ancien vice-président, M. le chanoine Dumaine.

Cette foire est mentionnée dans une charte de la fin du XII^e siècle. En 1671, à Saint-Germain-en-Laye, Louis XIV signa un édit, conservé à la mairie de Lessay, prolongeant de quatre jours la durée de la foire, « attendu, y lit-on, qu'il y vient très grande quantité de gens et marchands de la Normandie, de la Bretagne et des pays voisins ». Elle garda son importance jusqu'au début du XIX^e siècle ; divisé en rues (3) et en quartiers, le champ de foire accueillait

(1) Aux Epaules : d'or à la fleur de lys de gueules.

(2) Léopold DELISLE : *Notes sur les anciennes foires de la Manche. Annuaire de la Manche*. 1850.

(3) Celle des rôtisseurs avait 300 mètres de longueur.

outre les cultivateurs, des débitants, merciers et même des jongleurs et charlatans (1).

Nous descendons de voiture et parvenons à pied à l'église *abbatiale*.

C'est au milieu du ^x^e siècle (on admet communément 1056) qu'en la paroisse de Sainte-Opportune, Richard surnommé Turstin Hadulph, Anne son épouse et Eudes, au Capel leur fils, avec le consentement de Guillaume, duc de Normandie, et par le conseil de Geoffroy de Montbray, évêque de Coutances, fondèrent l'abbaye de Lessay et en construisirent l'église en l'honneur de la Sainte-Trinité et de la sainte Vierge Marie. Sa juridiction s'étendait au diocèse de Bayeux, aux Iles et même jusqu'en Angleterre où de riches manoirs et le patronage d'importantes églises lui avaient été donnés par Robert de la Haye. Tous ces biens finirent par constituer quatre baronnies : celle de Lessay, comprenant en particulier les fiefs nobles de Feugères, Créances, Pirou, celle de Cavilly, celle d'Avarreville et enfin celle d'Ozeville. Le premier abbé (2), Robert I^{er}, était religieux à l'abbaye du Bec. D'après les manuscrits de cette abbaye, il assista le vénérable Helluin à son lit de mort ; il mourut en 1094 ou en 1095, quelques années avant Eudes au Capel. Celui-ci (3) devait son surnom au chaperon qu'il portait sur sa tête pendant les offices ; jusqu'au moment de la suppression de l'abbaye on vit un laïque, vassal de la maison représenter Eudes au Capel à l'office, le jour de la Trinité. Revêtu d'une chape et couronné de fleurs il portait à la main droite un bâton de chantré surmonté d'un bouquet et tenait de la main gauche une clochette : il figurait ainsi costumé pendant tout l'office patronal depuis les premières vêpres jusqu'à la fin des vêpres de la fête à la place du principal chantré. L'abbaye lui concédait en échange une terre dans la paroisse de Lessay. De l'abbaye du Bec vinrent également les deux abbés suivants : Geoffroy I^{er} et Guérin I^{er}. A partir de Robert I^{er},

(1) *Annuaire de la Manche*, 1833.

(2) D'après Robert DU MONT, Orderic VITAL et la *Gallia Christiana*.

(3) P. LE CACHEUX : *Introduction à l'inventaire des archives de l'abbaye de Lessay*.

quatrième abbé, c'est l'abbaye de Saint-Etienne de Caen qui fournit des abbés à Lessay.

Sous l'administration de Pierre I^{er}, septième abbé, eut lieu la dédicace solennelle de l'église de l'abbaye, au mois de septembre 1178. Rotrou, archevêque de Rouen, présida à cette cérémonie, assisté de Richard de Bohon, évêque de Coutances ; à cette occasion il octroya à Pierre une charte confirmative de toutes les concessions précédemment faites à l'abbaye.

Thomas I^{er}, successeur de Pierre, assistait en février 1185 à la dédicace de l'abbaye de Blanchelande, fondée par Richard de la Haye, baron de La Haye-du-Puits, petit-fils d'Eudes au Capel. Une contestation s'étant élevée en 1192, entre ces deux abbayes au sujet de leurs droits sur l'église de Cambridge, Guillaume de Tournebu, évêque de Coutances, adjugea l'église à l'abbaye de Blanchelande ; celle-ci dut céder à l'abbaye de Lessay le patronage de l'église de Beuzéville en Bauplois.

Guillaume I^{er}, dixième abbé, composa en 1221 le cartulaire de l'abbaye aujourd'hui perdu. Il reçut l'année suivante d'Hugues de Morville, pour lui et ses successeurs, une charte leur concédant à perpétuité le titre de chanoines de l'église cathédrale, avec droit de stalle au chœur et voix au chapitre, pour les affaires de l'église seulement, mais sans le droit d'élection.

Robert II Pasturel, douzième abbé, vit s'élever à quelques centaines de mètres du monastère la chapelle de Notre-Dame de la Lande dont Hugues de Morville fit la dédicace en 1228 et qui fut entièrement détruite à la Révolution.

Son successeur, Nicolas I^{er}, reçut en 1250 la visite de Eudes Rigaud, archevêque de Rouen, qui trouva à l'abbaye trente-six moines auxquels il interdit l'usage de la viande et enjoignit d'observer plus rigoureusement les jeûnes de leur règle.

Pierre II de Créances, quinzième abbé, sollicita et obtint du Roi en 1776 un arrêt dispensant le monastère de l'« ay de d'Ost » c'est-à-dire des subsides levés pour les armées du Roi.

Jean II de Courcy, dix-huitième abbé, obtint en 1837

de l'évêque Guillaume de Thieuville la permission de bâtir une chapelle auxiliaire afin d'éloigner de son église abbatiale les habitants du bourg de Lessay ; cette chapelle conserva jusqu'à la Révolution les privilèges d'une église paroissiale.

A sa mort, en 1352, Guillaume II Axe lui succéda : il vit en 1356 l'abbaye ravagée et incendiée par les Anglo-Navarrais commandés par Philippe de Navarre, frère de Charles le Mauvais. Ce prince le reconnaît lui-même dans une charte du 25 janvier 1368, datée de Briquebec, par laquelle il donne aux moines une somme de mille réaux dont le revenu devra être affecté à la fondation d'une chapelle. Les travaux de réparation entrepris à cette date devaient durer jusqu'en 1440.

Pierre III Le Roy, nommé vingt et unième abbé en 1385, quitta bientôt Lessay pour le Mont Saint-Michel. Sous l'administration de Jean III le Roux, vingt-troisième abbé, le roi d'Angleterre, devenu maître de la Normandie en 1418, ordonna que tous les biens confisqués sur l'abbaye de Lessay lui fussent rendus et qu'on célébrât les offices comme de coutume ; deux ans plus tard il confirma les religieux de Lessay dans tous leurs droits et toutes leurs franchises.

Son successeur Guillaume IV de Guéhébert, appartenait à l'ancienne famille de Thieuville qui avait déjà donné deux abbesses à Caen, un évêque à Coutances, un autre à Avranches ; cette famille possédait alors les seigneuries de Montchaton, Mesnil-Garnier et Guéhébert. Sous son administration, les réparations de l'église abbatiale furent enfin terminées ; il résigna ses fonctions en 1445 et fut inhumé en avril 1447 près de la chapelle Saint-Pierre.

Eustache de Ver, nommé abbé par bulle du pape Eugène IV, en avril 1445, prêta serment à Charles VII en 1450 et le renouvela à Louis XI le 9 décembre 1461.

Lorsqu'il mourut le 14 juillet 1478, les moines élurent pour le remplacer leur dernier supérieur, Raoul (1), prieur claustral, mais cette élection ne fut point admise : malgré

(1) Que la *Gallia* appelle Raoul Piroust.

une courte résistance des religieux, la volonté royale prévalut et Jean Valin, protonotaire du Saint-Siège apostolique, devint le premier abbé commendataire de l'abbaye de Lessay. Guérin II Laure, prieur de Saint-Germain-sur-Ay (1), obtint de Louis XII l'abbaye de Lessay et celle du Mont Saint-Michel ; il n'a laissé, nous dit dom Hiusme que quelques velleitez de zèle.

Nicolas II Jéroesme, vingt-neuvième abbé, vit en 1540 la Cour des Grands Jours de Bayeux régler les aumônes que devait faire le monastère. Arthur de Cossé, de la maison de Brissac, qui lui succéda en 1559, fut nommé peu après par Charles IX évêque de Coutances et abbé du Mont Saint-Michel. Lors des guerres de religion, les religieux s'enfuirent abandonnant leur monastère à la fureur des protestants : l'abbaye servit en 1574 de quartier général (2) au capitaine Pré-d'Auge, un des lieutenants de Montgommery ; celui-ci, débarqué le 11 mars 1574 à Linverville, près de Coutances, traversa Lessay pour gagner Carentan. Arthur de Cossé qui avait subi dans sa ville épiscopale les outrages des protestants (3) s'efforça de réparer les dégâts commis et mourut le 7 octobre 1587.

Il eut pour successeur Lancelot de Matignon (4), seigneur de Lonray et abbé de Cherbourg nommé par Henri III ; mais la mort le surprit le 1^{er} janvier 1588 et le monastère devait rester plus de trente ans sans abbé. Pendant cette période les religieux furent rappelés à l'observance des règles de leur ordre : dom Louis Houel, abbé de Longues, et Pierre Dufour, prieur de Beaumont-en-Auge, visitèrent l'abbaye du 24 au 27 juin 1598 et assistèrent à l'élection d'un prieur claustral.

Après la courte administration de Jean V Rombault, Léonor I^{er} de Matignon fut nommé en 1662 trente-troisième abbé de Lessay ; connu dans le monde sous le nom de baron de Saint-Lô et cousin germain d'Henri IV, il n'avait

(1) Prieuré dépendant de l'abbaye du Mont Saint-Michel.

(2) P. LE CACHEUX.

(3) Qui le traînèrent à travers les rues de la ville, monté à rebours sur un âne.

(4) Fils de Jacques II.

pas encore vingt et un ans. Promu en juillet 1625 à l'évêché de Coutances il assista au baptême du futur Louis XIV. à Saint-Germain-en-Laye.

Son palais épiscopal tombant en ruines, il fit de l'abbaye de Lessay restaurée sa demeure ordinaire ; transféré en 1646 de l'évêché de Coutances à celui de Lisieux, il mourut le 14 février 1680 à Paris. Son neveu Léonor II de Matignon lui succéda. Trouvant l'abbaye de Lessay en pleine décadence, il fit venir des religieux de Cormeilles, ce qui ne fit qu'empirer la situation. Il s'adressa alors aux bénédictins de la congrégation de Saint-Maur ; Jean Biré, sous-prieur de Saint-Etienne de Caen, vint à Lessay en 1706 amenant plusieurs religieux. Mais les religieux de Cormeilles avaient passé un traité en bonne et due forme avec M. de Matignon auquel celui-ci aurait dû les faire renoncer ; les bénédictins durent se retirer. Un arrêt du Grand Conseil du 26 février 1707 ordonna leur introduction et M. de Mons (1), lieutenant général au bailliage et siège présidial du Cotentin, fut nommé le 26 mars suivant commissaire pour l'exécution dudit arrêt.

Les religieux de Cormeilles signèrent le 4 mai 1707 un concordat avec les bénédictins de Saint-Maur ; ces derniers se virent attribuer l'église, le cloître et autres lieux réguliers et durent verser aux anciens moines une pension de 500 livres par tête.

Léonor III de Matignon, prieur du Plessis-Grimoult, succéda en 1714 à son oncle ; les aumônes de l'abbaye furent encore réglementées en 1718 et l'abbatiale fut construite en 1754, à la suite d'un emprunt de 12.000 livres contracté par les religieux. Léonor III, qui était évêque de Coutances depuis 1721, mourut le 20 mars 1757.

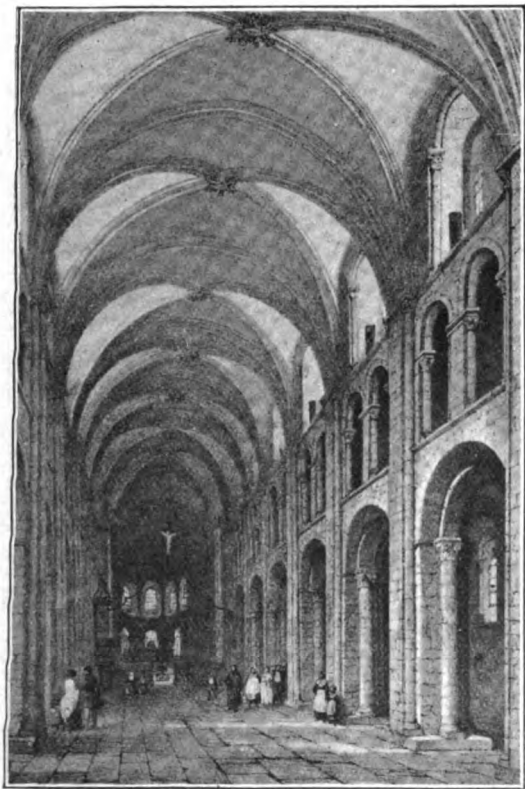
Le trente-sixième et avant-dernier abbé de Lessay fut Jean Ignace de la Ville, illustre diplomate et membre de l'Académie Française, évêque in partibus de Tricomie et abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Quentin-les-Beauvais.

(1) Jean de Mons, chevalier, seigneur de Varreville, Boismont, Bourlande, etc..., né en 1653, avait épousé Madeleine de Francini. C'est l'aïeul au huitième degré de M. Camille de Mons, notre confrère auquel j'exprime ici toute ma gratitude pour l'aide apportée par lui à mes recherches.

Le dernier abbé, Raymond de Durfort Léobard, archevêque de Besançon, fut nommé en 1774 ; il ne restait que quatre religieux lorsque la tourmente révolutionnaire emporta l'abbaye et leur disparition ne semble pas avoir excité

beaucoup de regrets (1).

L'église abbatiale (2), dont le plan est identique à celui de l'abbatiale de Cerisy-la-Forêt, présente un excellent type du tracé ordinaire des églises romanes de l'école normande : elle comprend une nef à sept travées, deux bas-côtés, un transept et un chœur assez court avec une abside circulaire. Les croisillons renfermaient une absidiole et une longue chapelle rectangulaire (3); l'absidiole du



LESSAY : Eglise abbatiale.

(F. Benoit del.) (D'après « La Normandie illustrée ».)

croisillon nord a disparu sans doute au ^{xiii}e siècle lorsqu'on voulut ajouter un second bas-côté dont il ne reste actuellement qu'une colonne engagée, visible à l'extérieur et destinée

(1) Abbé HULMEL : *Recherches parues dans la Semaine Religieuse de Coutances* (année 1916). Docteur CHANOLT : *Coutances et ses environs*. Bibl. municip. de Caen. Brochures Normandes. Manche 15.

(2) LEFÈVRE-PONTALIS : *Congrès archéologique de France*, Caen, 1908.

(3) Que M. Ruprich-Robert a rétablies sur son plan.

à un doubleau. La chapelle en hémicycle du croisillon nord a été remplacée par une sacristie rectangulaire qu'éclairent deux fenêtres du ^{xiv}^e à meneau central.

On peut faire remonter à la fin du ^x^e siècle l'abside, le transept, la souche de la tour centrale et les trois dernières travées de la nef. Les quatre premières travées, la façade et l'étage supérieur doivent être attribués au second quart du ^{xii}^e siècle. Vers la même époque, toutes les croisées d'ogive de l'église furent établies après coup sans formerets en deux campagnes dont le raccord est visible après la quatrième pile.

Parmi les piles de la nef, celles des trois premières travées seules sont cantonnées sur leurs quatre faces de demi-colonnes cylindriques dont les bases à tores sont garnies de griffes. Au-dessus des arcades, une galerie à trois arcatures dont la médiane est aveuglée ; le passage à cette hauteur n'existe que dans le transept et le pourtour du chœur. Ce triforium est analogue à ceux de Saint-Georges de Boscherville et de l'abbaye de Montebourg. Au-dessus une haute fenêtre au pied de laquelle passe une galerie de circulation qui fait le tour de l'édifice (1).

Le carré du transept, encadré par quatre arcs en plein cintre dont les trois boudins sont logés dans les ressauts, fut voûté après coup d'ogives à tore unique.

Les piles d'angle sont entourées de onze colonnettes ; les bases présentent le profil d'un glaciis mais plusieurs sont cerclées de chevrons et de torsades.

Chaque croisillon est recouvert de deux voûtes d'ogive du ^{xii}^e ; une tribune fut projetée contre le mur du fond, comme à Saint-Etienne de Caen et à Cerisy-la-Forêt car l'on voit encore les colonnes jumelles et la pile centrale qui devaient recevoir la retombée des arcades. En avant du chœur, deux croisées d'ogives à gros boudins précèdent la voûte en cul-de-four restaurée de l'hémicycle. Nous remarquons les boiseries des stalles qui proviennent de l'abbaye de Blanchelande et une statue en bois de sainte Opportune. A noter dans le bas du transept nord une

(1) R. DE LASTEYRIE : *L'architecture religieuse en France à l'époque romane* A. Picard, 1912.

série de cinq arcatures trilobées ornées de statuettes dans le style du ^{xv}^e siècle : d'après de Caumont, ce seraient les restes d'un tombeau détruit.

L'entrée principale, aujourd'hui murée était constituée par un portail en plein cintre flanqué de six colonnettes ; on remarque sur l'archivolte un boudin, un curieux rinceau de palmettes détaché de la pierre, trois tores accouplés et un cordon d'étoiles saillantes. Plus haut deux petites baies cintrées précèdent une grande fenêtre placée dans l'axe de la nef. Vu de l'extérieur le clocher central, dont le soubassement est décoré d'arcatures en plein cintre du ^{xiii}^e, présente quatre baies sur chacune de ses faces ; destiné à porter une flèche haute, il a été couronné au ^{xvii}^e siècle d'un dôme surmonté d'une lanterne. Nous faisons une rapide visite à la demeure abbatiale, construite en 1754, actuellement habitée par M. Jeanson, gendre de notre confrère M. Join-Lambert. Après nous avoir fait faire le tour des bâtiments il nous accueille dans la cour intérieure située sur l'emplacement de l'ancien cloître : les traces du bord supérieur du toit du cloître sont encore visibles sur le mur extérieur de l'église abbatiale.

Nous quittons M. et M^{me} Jeanson, en les remerciant de leur gracieux accueil et repartons pour atteindre, par Créances, le *château-fort de Pirou*, sous la conduite aimable de M. Fauvel (1) et de M. Jeanson.

PIROU

On trouve des seigneurs de ce nom parmi les bienfaiteurs de l'abbaye de Lessay et en Angleterre. Une charte confirmative de l'abbaye de Lessay (2), datée de 1216, renferme le passage suivant :

Ex dono Willelmi et Richardi de Pirou (3) et ex concessione et confirmatione heredum eorumdem Radulfi de Pirou et fratrum ipsius, Gaufridi, Rogeri et Stephani ecclesiam de Pirou.

(1) Nous avons eu depuis cette journée à déplorer la mort de M. Fauvel dont la disparition est si sensible au département de la Manche et dont nous garderons un fidèle souvenir.

(2) *Gallia Christiana*, XI, col. 917, *Neustria Pia*, p. 620.

(3) De Pirou : de sinople à la bande d'argent.

La branche aînée (1) posséda longtemps ce fief et des branches cadettes existaient à Sainte-Mère-Eglise et à Montpinçon ; cette famille possédait des biens dans les comtés de Somerset et de Devon où leur résidence a gardé jusqu'à nos jours le nom de Stoke-Pirou.

A la fin du ^{xiv}^e siècle, Pirou passa dans la famille des du Boys (2) par le mariage de Catherine de la Lucerne, fille de Guillaume de Pirou et de Jeanne de Lahaye avec Jean du Boys, dit le Gascoin qui prit le titre de baron de Pirou.



PIROU : Le Château.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

Les Anglais confisquèrent le château et le domaine ; ils y soutinrent un siège en 1449. Par lettres patentes du duc de Bretagne données le 24 janvier 1450 il est mandé au bailli de Cotentin, ou à son lieutenant, de remettre Thomas du Boys en possession et jouissance de son château de Pirou. De ce Thomas, dont le nom se trouve dans la recherche de Monfauq en 1463 sortirent les branches de Pirou et de l'Epinay qui se réunirent plus tard en une seule par le mariage de Louise du Boys, marquise de Pirou, avec son

(1) DE GERVILLE : *Recherches sur les anciens châteaux du département de la Manche*. Sec. Mém^{re}.

(2) Du Boys : *d'or à l'aigle de sable, becquée et membrée de gueules*.

cousin Charles du Boys, seigneur de l'Épinay, fils de Pierre du Boys et d'Anne-Jeanne de Carbonnel de Canisy. Ils n'eurent que deux filles : Claude, femme de Gabriel de Vassy (1), marquis de Brécey, et Marie, épouse de Philippe, comte de Créances.

Les du Boys édifièrent au ^{xvii}^e siècle deux corps de logis plus habitables que le réduit primitif. Le dernier possesseur de ce nom, Charles, fut inhumé dans l'église de Pirou dans laquelle se voit encore son tombeau.

A la fin du ^{xvii}^e siècle, Pirou passa aux mains des de Vassy, marquis de Brécey, seigneurs de la Forêt-Auvray, qui possédaient le Bourg-Saint-Léonard. Le comte Alexandre de Vassy, seigneur de Pirou et d'Anneville, fut député aux États-Généraux de 89. Les Vassy vendirent, sous la Restauration, Pirou à M. Huguet de Sémonville, grand référendaire à la chambre des Pairs ; le fils adoptif de celui-ci, M. de Montholon, vendit à son tour Pirou à M. Quesnel de la Morinière dont la fille était propriétaire en 1899.

Jadis entouré de profondes forêts, le château-fort de Pirou est maintenant isolé dans une plaine rase que balaye le vent de la mer. Il possédait autrefois trois enceintes de murailles : des deux extérieures il ne reste qu'une porte et des pans de murs. Au centre de la dernière enceinte entourée de fossés pleins d'eau, se dresse un réduit fortifié que domine une tour de guetteur.

Le temps déjà sombre s'est gâté pendant notre visite et c'est sous une pluie fine que nous prenons le chemin de Canisy.

Quelques intrépides font le crochet de *Marchézieux* pour y visiter une église du ^{xiii}^e à chevet rectangulaire sans déambulatoire ; les clefs de voûte portent des médaillons circulaires, autrefois peints, ornés d'armoiries ou retraçant des scènes de l'histoire religieuse.

CANISY

Il est près de sept heures et le soir commence à tomber lorsque nous franchissons l'entrée du parc de Canisy ;

(1) De Vassy : d'argent à trois tourteaux de sable.

nous mettons pied à terre et nous dirigeons vers l'entrée du château, confus d'avoir, par notre retard, augmenté le dérangement que nous occasionnons à nos hôtes le C^{te} et la C^{tesse} de Kergorlay.

Le fief de Canisy donna son nom à une vieille famille normande ; on en retrouve les traces au XI^e siècle ; au XII^e siècle, la dernière héritière de ce nom épousa Hugues de Carbonnel (1), seigneur de Nacqueville.

L'on trouve un Carbonnel à la conquête de l'Angleterre ; un Herbert de Carbonnel, chanoine de Coutances, fonda une foire à Nacqueville en l'honneur de saint Clair. Au XV^e siècle Guillaume de Carbonnel défendit Saint-Lô contre les Anglais ; il perdit ses biens qui lui furent restitués en 1449 (2).

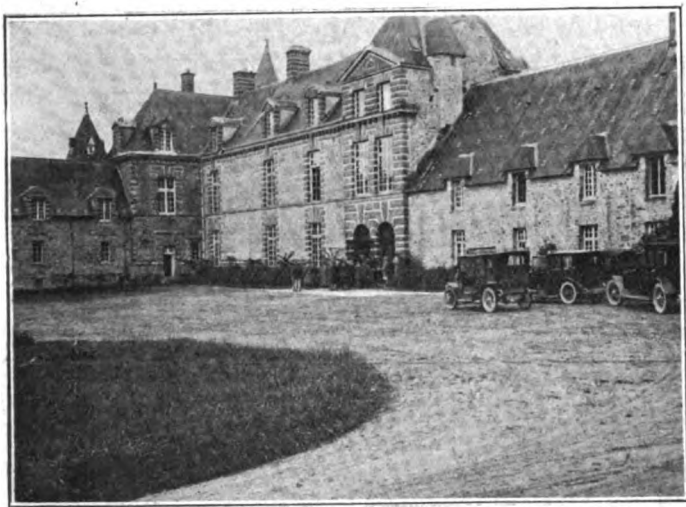
Hervé de Carbonnel, lieutenant-général pour le Roi en Basse-Normandie et gouverneur d'Avranches, prend part aux batailles d'Arques et d'Ivry : il accompagne dans ses campagnes le maréchal de Matignon dont il devint le gendre ainsi que nous l'avons vu en parlant de Torigny. Ses beaux-parents faisaient alors édifier leur château par François Gabriel et celui-ci fut tout naturellement choisi comme architecte de Canisy : ne nous étonnons donc pas si les deux demeures présentent de nombreuses analogies. Hervé de Carbonnel mourut en 1604 et son fils René, qui vit ériger Canisy en marquisat en sa faveur, en 1619, épousa Claude Pellet, fille du gouverneur de Caen. Claude Gaspard de Carbonnel, fils unique de François et petit-fils de René, épousa en 1676 Charlotte de la Paluelle.

Sept ans plus tard naissait au château de Sérillac Antoine-Jacques-Pierre de Faudoas, futur conseiller du Roi en ses conseils, C^{te} de Sérillac qui devait épouser en 1707 Jeanne du Prat et le 26 août 1709 à Canisy Marie Hervée de Carbonnel, fille de René (3), et petite-fille de Claude Gaspard. De ce second mariage il eut trois enfants : Renée, née en 1710, mariée à Jean-Antoine d'Argouges, fils du marquis de

(1) De Carbonnel : *coupé de gueules et d'azur, chargé de 3 besants d'hermine*.

(2) G. GUILLOT : *Norm. Mon.*

(3) Et de Catherine-Madeleine de Sillans. Voir abbé A. LEDRU : *La Maison de Faudras*. 1908, t. I, p. 228.



Château de CANISY.

(Cliché de M. Félix Mouchel.)

Gratot ; Catherine, dite M^{lle} du Hommet, née en 1712, et Marie-Charles-Antoine, né en 1718.

M^{lle} de Canisy, tante de Marie-Charles-Antoine, promit de lui conserver le château et le marquisat de Canisy à la condition que lui, ses enfants et ses descendants s'cartèleraient les armes des Carbonnel de Canisy avec les leurs et prendraient le nom de Faudoas-Canisy.

Charles-Antoine, marquis de Canisy, eut six enfants dont Augustin-Hervé, né en 1736, qui épousa Isabelle-Jeanne de Bernières. Dénoncé comme suspect il fut arrêté à Canisy le 15 juin 1794 avec sa fille cadette Eléonore et M^{me} de Beaurepaire sa sœur ; tous trois furent condamnés à mort le 13 juillet suivant et subirent le lendemain avec courage le dernier supplice. Sa veuve se remaria à Jean-Bertrand de Canisy ; sa seconde fille, Marie-Elisabeth de Faudoas, née en 1771, épousa à seize ans Gabriel-Louis-Marie, comte de Kergorlay (1) et lui apporta en dot Canisy. Le domaine, sauvé par un ami de la confiscation fut rendu à son possesseur de retour de l'émigration ; celui-ci fut

(1) DE KERGORLAY : *Vairé d'or et de gueules.*

député de la Manche en 1820 et pair de France en 1827. Il fit abattre les avenues de Le Nôtre et tracer un parc anglais ; il mourut en 1880. Son fils Louis-Jean-Octave épousa Marie-Brigitte de la Rochefoucauld d'Estissac ; conseiller général et député de Saint-Lô il consacra sa vie à l'agriculture. C'est le comte Thibaut de Kergorlay, leur fils, qui nous reçoit aujourd'hui et nous fait, aidé de M^{me} de Kergorlay, les honneurs de Canisy.

Le château représentait au xvi^e siècle un quadrilatère flanqué à chaque angle d'une tour ronde. Des fossés entouraient l'enceinte et un étang, au levant, maintenait l'eau des doutes au niveau convenable.

Les bâtiments qui entouraient la vaste cour d'honneur étaient dus à François Gabriel, l'architecte de Torigny, ainsi que l'atteste un marché conservé au château et daté de 1588 ; à ce moment Hervé de Carbonnel s'occupait de convertir la cuisine d'alors en escalier monumental. Un incendie survenu en 1740 détruisit la moitié de cet ensemble majestueux. Dans ce qui subsiste encore l'on remarque deux pavillons hauts et assez étroits. L'un à bossages est surmonté d'un fronton arrondi ; l'autre, qui repose sur deux puissantes arcades en appareil rustique, est orné d'un fronton triangulaire à lucarne et coiffé d'un immense toit à clocheton. Le reste date de Henri IV et a subi quelques remaniements.

Conduits par nos hôtes nous montons l'escalier dont il a été question plus haut : c'est un escalier à volées droites et à paliers. Les marches sont dressées sur trois faces, celle du dessus formant plafond. La grande galerie du premier étage a été transformée en chambres après l'incendie de 1740.

Le rez-de-chaussée, que nous parcourons, n'a guère été modifié depuis le xvii^e siècle. Nous traversons la salle à manger et arrivons au salon où M. de Kergorlay nous montre le portrait d'Eléonore de Faudoas, dont la fin tragique jette une ombre sur la charmante image. Revenant sur nos pas vers le bas de l'escalier, nous sortons et faisons, malgré l'heure tardive, le tour extérieur du château ; ce qui ravive en nous le souvenir encore tout récent de Torigny. Passant devant l'étang nous longeons la façade du levant

dont plusieurs tours ont malheureusement été revêtues d'un enduit au début du XVIII^e siècle.

Plus loin nous contournons une grosse tour et revenons par cet angle dans la cour d'honneur que nous apercevons de là dans son ensemble.

Notre Président exprime alors à M. et M^{me} de Kergorlay notre gratitude pour leur aimable accueil et nos regrets d'être arrivés à Canisy à une heure si avancée. Nous disons adieu à nos hôtes et la file des voitures longe le grand étang pour déboucher dans la route qui va nous ramener à Saint-Lô.

Nous avons au dîner le plaisir d'entendre notre secrétaire général, M. des Rotours nous conter les burlesques aventures de l'abbé de Saint-Martin et la cérémonie fort plaisante que l'on peut rapprocher de la turquerie du *Bourgeois gentil-homme*.

TROISIÈME JOURNÉE

Mercredi 26 août

La dure journée de la veille, tout en nous apportant de nombreuses satisfactions et nous enrichissant de souvenirs précieux, n'en a pas moins exigé de tous son tribut de fatigue. Nous savons par ailleurs que la visite de Saint-Lô ne sera pas longue et l'après-midi peu chargée ; aussi le départ de l'hôtel ressemble-t-il bien peu à celui des jours précédents. Il évoquerait plutôt — et c'est tout à l'honneur de notre confortable gîte — le départ d'Ulysse de certaine île enchantée.

Au fait... c'est après le déjeuner que nous devons quitter la cité Saint-Loise et ces retards pourraient plutôt être attribués à la nécessité de boucler les valises.

Mais laissons cette explication aux esprits chagrins et dirigeons-nous vers la place de l'Hôtel-de-Ville où nous attendent M. Esnault, maire de Saint-Lô, M. Léopold Delisle qui porte un nom vénéré et se dévoue avec tant de

cœur à la Fédération des Sociétés Savantes de Normandie, et M. le docteur Le Clerc, président de la Société d'Archéologie de la Manche.

SAINT-LO (1) }

Brivavera. — Briovère. — Saint-Lô

A l'époque celtique, une piste unissait Bayeux, capitale des Bajocasses et Coutances, capitale des Unelles ; cette piste traversait la Vire à l'emplacement de la ville actuelle de Saint-Lô, ce qui explique l'origine celte de Briovère (2), de Briva, pont et Vera, rivière.

La domination romaine, qui dura plus de quatre cents ans, a laissé de nombreuses traces dans la région. Des voies romaines, dont des restes ont été mis à jour en de multiples endroits (3), reliaient la ville à Bayeux, Coutances, Carentan, Couvains, Torigny et Tessy. Les trois principaux quartiers étaient le Castrum, le Novus Burgus et la Villa Sancti Laudi, ce dernier faubourg champêtre.

Transformée par les Romains, la cité prospéra rapidement et eut sa monnaie que devait supprimer Guillaume le Conquérant en 1080. Le IX^e siècle vit construire l'ancienne église de Sainte-Croix ; Charlemagne restaura et compléta ses fortifications. Elle prend alors le nom de Saint-Lô qu'elle gardera jusqu'à nos jours.

Prise en 889 par les Normands elle traversa une période tragique dont elle sortit appauvrie. Développée en 1050 par l'évêque Geffroi, fortifiée en 1090 par Henri, fils du Conquérant, la ville qui tenait pour Etienne de Blois, fut prise en 1141 par Geoffroy Plantagenet. Elle était alors divisée en deux paroisses : Saint-Lô, qui devint à la fin du XIII^e siècle Sainte-Croix de Saint-Lô, paroisse principale et Notre-Dame du Château. Une troisième paroisse fut érigée en 1174 ; l'église, dédiée à Thomas Becket, assassiné

(1) *De gueules à la licorne furieuse d'argent onglée et accornée d'or, au chef d'azur à trois fleurs de lys d'or.*

(2) Rapporté dans les actes du 5^e concile d'Orléans.

(3) En particulier place de la Préfecture en 1880 ; et au Poirier et à la Trapinière.

en 1171, devait être détruite exactement quatre siècles plus tard.

En 1203 (1), le château de Saint-Lô se rendit sans résistance à Philippe-Auguste sous le règne duquel les fortifications furent réparées, l'hôpital fondé, la Maison-Dieu richement dotée par Philippe d'Agneaux ; l'industrie des frocs, serges et droguets, patronnée et réglementée par l'évêque Hugues de Morville, fut une source de prospérité pour la ville.

L'église Notre-Dame, remplaçant l'ancienne église terminée en 1202 (2), fut édifiée au cours des XIII^e et XIV^e siècles.

Le roi Edouard III d'Angleterre, ayant débarqué à Cherbourg, s'empara en 1346 de Saint-Lô qui fut mise à sac : « Nul homme vivant ne peut penser ni croire, dit Froissard, le grand avoir qui fut là gagné, et la grande foison de draps qu'ils y trouvaient. » Les seigneurs normands Percy, Bacon et Tesson avaient été décapités sur l'ordre du roi de France pour connivences avec les Anglais et leurs têtes exposées sur la porte de Carentan ; Edouard fit enterrer avec honneur, près de l'autel de l'église Sainte-Croix, ces restes qui furent retrouvés en 1746 par suite de réparations effectuées au pavage de l'église.

Le monnayage rétabli au milieu du XIII^e siècle fut régularisé en 1361 et exerça son activité jusqu'en 1693 où il fut transféré à Caen.

En 1397, Saint-Lô que commandait le sire Bureau de la Rivière, chambellan de Charles V, fut un centre d'opérations contre le Navarrais.

Jean Tesson et Guillaume de Carbonnel de Canisy, capitaines de la ville durent rendre le château le 28 mars 1417 aux Anglais commandés par le duc de Gloucester, qui gardèrent la ville jusqu'en 1449 ; Henri V d'Angleterre fit frapper monnaie en introduisant, à partir de 1419, le léopard anglais dans l'écu.

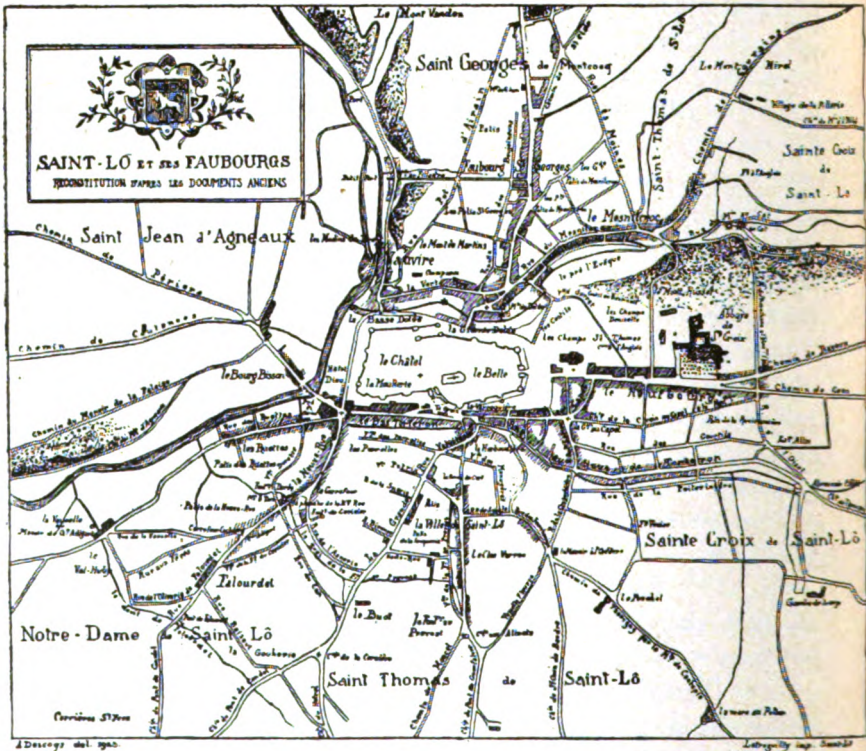
Le connétable de Richemond réunit à Saint-Lô les troupes qui devaient gagner la bataille de Formigny. Louis XI vint

(1) LABBRASSERIE : *Notice sur la ville de Saint-Lô*, Saint-Lô, 1866.

(2) Dédicace par Vivier, évêque de Coutances, et Guillaume, évêque d'Avranches. *Hist. écl. de Normandie*, p. 613.

à Saint-Lô lors de son pèlerinage au Mont Saint-Michel : sous son règne le duc de Clarence et le comte de Warwick furent internés à Saint-Lô.

Saint-Lô comprenait alors, outre le château, trois grands faubourgs : le Neufbourg, le Torteron et la Dollée, ces deux derniers dans les vallées profondes situées l'une au sud, l'autre au nord du château.



Plan ancien de SAINT-LÔ.

(Extrait de l' « Etude sur la topographie du Vieux-Saint-Lô » par M. André Descoqs, 1923.)

La ville ou château (1), quadrilatère enclos de murailles, possédait trois portes : celle de Dollée au nord, celle du Neufbourg au levant, et celle de Torteron au sud.

(1) A. Descoqs : *Etude sur la topographie du vieux Saint-Lô (des temps anciens à la fin du xv^e siècle)*.

Le Calvinisme (1) fit de rapides progrès au milieu du xvi^e s. et ouvrit pour Saint-Lô une période de pillages et de guerres ; prise en 1562 par les protestants puis par les Bretons conduits par le comte d'Etampes, Saint-Lô fut prise par Montgomery et après l'édit de 1570 par les troupes royales.

La ville reçut la visite de Charles IX qui fut logé à la Vaucelle ; prise en 1574 par Montgomery, elle fut reprise par Matignon malgré l'héroïque défense de Colombières que Montgomery, déjà prisonnier de Matignon, suppliait de se rendre.

Arthur de Cossé, évêque de Coutances, échangea le 22 mai 1576 la baronnie de Saint-Lô avec le maréchal de Matignon (2). Celui-ci répara les fortifications mais devant les progrès de l'artillerie vendit les tours et les remparts aux bourgeois à la fin du xvi^e siècle.

C'est alors que Jean du Bois comble Saint-Lô de libéralités : écoles, hôpital, église, agriculture et industrie ; partout on trouve la trace de la générosité de ce bourgeois intelligent et charitable qui acclimata le sarrasin dans le pays.

La construction de la citadelle ayant fait abattre l'ancienne église Saint-Thomas en 1574, Eléonore d'Orléans, épouse de Charles de Matignon, baron de Saint-Lô, posa la première pierre du nouvel édifice en 1624. L'évêque Léonor de Matignon réclama en 1679 à la ville de Tulle les reliques de Saint-Lô qui lui avaient été confiées pour les soustraire aux envahisseurs.

Le xviii^e siècle vit s'opérer de grandes transformations : lotissement du château en 1751, percement de la rue de la Pompe et construction des routes. Voici ce que disait en 1752 l'*Etat de la France* à propos de Saint-Lô :

Le plus considérable commerce de Saint-Lô et des environs est la manufacture des serges qui se débitent à Caen, Rouen, Paris... Elles sont fabriquées de laine de Cotentin, où le ver se met rarement. Le nombre des ouvriers employés à la fabrique des serges est au moins de 2.000. Les cuirs de Saint-Lô sont aussi d'un grand débit, leur principal usage est de servir au dessus

(1) « Il n'y a quasi bonne ville ni bon bourg, où il n'y eut église dressée à l'exemple de Rouen, comme entre autres lieux à Dieppe, Luneray, Caen, Vire, Saint-Lô, Evreux. » Th. DE BÈZE, t. I, f. 220. Edition de 1580.

(2) Le 10 juin de la même année.

des souliers et c'est pour cela que le nom propre de ces cuirs, qui sont de vache, est celui d'empeigne. Les beurres, les bestiaux engraisés, les chapons, les poules grasses y sont une dernière espèce de commerce qui est plus à la portée du peuple et lui sert à payer les impôts dont il est chargé.

L'élection comprend cent paroisses, bourgs ou villages.

Il y a deux bailliages et deux vicomtés, une justice de traites foraines et trois hautes-justices, dont Thorigny est la plus considérable. Il y a trois abbayes, Cerisy (Bénédictins), Saint-Lô (Chanoines réguliers) et Thorigny (Bernardins); trois prieurés Reyne (Ordre de la Mercy), Saint-Fromont et Thorigny (prieuré de filles).

Le nombre des prêtres est assez petit, n'y ayant ordinairement qu'un vicaire en chaque église. Il y en a 30 dans la ville de Saint-Lô.

Il n'y a que deux maisons distinguées dans cette élection. Celle de Matignon à laquelle appartient le comté de Thorigny, et celle de Canisy-Carbonnel qui a une antiquité de 600 ans (1).

En 1781, Louis XVI passa par Saint-Lô en se rendant à Cherbourg.

A la Révolution la ville prit le nom de Rocher de la Liberté et traversa cette période sous l'administration prudente de M. Vieillard-Bois-Martin, maire.

Déclaré chef-lieu de préfecture en 1800, doté en 1808 d'un dépôt d'étalons, Saint-Lô vit se développer son industrie et son commerce. Napoléon I^{er} et l'Impératrice Marie-Louise furent reçus en grande pompe en 1811 à leur retour de Cherbourg.

Dès lors Saint-Lô va perdre complètement son ancienne physionomie. La citadelle est démolie en 1812, la place de la Préfecture (2) aménagée. Entre 1840 et 1850 disparaissent les maisons du Parvis Notre-Dame et de la place aux Herbes ainsi que les vieilles boucheries et le couvent des Nouvelles Catholiques.

La démolition de l'ancienne abbaye et l'aménagement du Champ-de-Mars transforment tout ce côté de la ville; enfin le percement des rues actuelles et l'établissement des rampes du Beauregard et des Halles donnent à Saint-Lô l'aspect sous lequel la ville s'offre aux visiteurs d'aujourd'hui.

(1) *Etat de la France*, 1752, p. 90.

(2) Qui s'appela d'abord place Berry en souvenir du séjour du duc de Berry en 1814.

Parmi les visiteurs du XVIII^e siècle citons brièvement : le duc d'Angoulême en 1817, Charles X le 10 août 1830 prenant le chemin de l'exil, le roi Louis-Philippe en 1832 ; en 1839 Honoré IV de Monaco qui préconisa un système pour assurer l'extinction de la mendicité. Le port de Saint-Lô, les fours à chaux de la Meauffe et les chemins de fer vinrent permettre au commerce de Saint-Lô de jeter un suprême éclat avant le déclin de ses outils que les filatures de Flers ont précipité : la ville est néanmoins restée un centre d'élevage important et son haras est un des plus réputés de Normandie.

L'Hôtel de Ville, dans lequel nous entrons peu nombreux mais où nous rejoignent bientôt les retardataires est l'œuvre de M. Doisnard, ancien architecte départemental ; il comprend au rez-de-chaussée divers bureaux qui donnent sur une longue galerie, au premier étage une salle des fêtes et une salle de délibérations.

À l'entrée nous remarquons le buste de Le Verrier par Pradier qui fut commandé par le roi Louis-Philippe lors de la découverte de Neptune par l'illustre astronome. Devant la fenêtre qui termine l'extrémité droite de la galerie se trouve le célèbre marbre de Vieux, vestige intéressant de l'époque romaine qui fut découvert en 1580 (1) au village de Vieux près Caen (l'ancienne Aragenus Viducassium). L'orientaliste Antoine Galland, appelé à Caen par l'intendant de la généralité, Nicolas Foucault, qui désirait lui faire classer sa bibliothèque et son médaillier écrivait le 16 septembre 1698 à Huet, évêque d'Avranches :

L'on ne peut douter que cette base n'ait été transportée de Vieux à Thorigny... Bien que l'on ne sache pas bien le temps de son transport, néanmoins bien des gens sont persuadés qu'il se fit sous François I^{er} par les soins de Joachim de Matignon qui aimait les lettres et les livres, et qui était d'ailleurs fort curieux de ces sortes de choses... Cette base demeura un long espace de temps près de la porte des écuries du château, dans un état si négligé qu'elle en a souffert un grand dommage en ce que, ayant servi à accommoder de l'ardoise, les coups de marteau ont effacé

(1) Il fut signalé un siècle plus tard au M^{re} de Sainte-Preuve depuis M^{re} de Roussi (*Mém. Soc. des Ant. de Norm.* 1914, p. 411).

près de la moitié de l'inscription la plus considérable, puisque c'est par elle que l'on connaît à quel usage elle avait été faite. Ce fut seulement il y a environ trente ans (1668) que quelques personnes qui travaillaient à déchiffrer les inscriptions, ayant fait entendre qu'elle méritait que l'on en fit quelque estime, elle fut transportée sous une galerie près de l'orangerie où elle sert d'ornement depuis ce temps-là.

En 1733, l'abbé de Longuerin publia les trois inscriptions dans le *Mercure de France* ; le marbre de Vieux fut également étudié par le M^{ls} Scipion-Maffei, le Dcoteur Martin Bouquet, et l'abbé Le Beuf en 1746.

L'orangerie de Torigny (1) ayant été détruite par un incendie en 1712, le marbre resta exposé aux intempéries jusqu'en 1726 où le duc de Valentinois le fit placer dans le vestibule du château. M. Le Cocq, propriétaire du château, le donna en 1814 à M. Clément, secrétaire général de la Manche; celui-ci devenu maire de Saint-Lô, l'y transporta et le légua à la ville à la condition qu'il soit déposé à l'Hôtel de Ville.

Voici la traduction des seuls passages que l'on ait pu déchiffrer avec certitude :

A Titus Semnius Solemnis, fils de Solemninus, nous désirons lui accorder l'honneur d'une statue de marbre (2) et faire connaître à la postérité que non seulement il était grand prêtre de Mercure, de Mars et de Diane, que pendant quatre jours de suite il prit soin de donner des spectacles et des fêtes en l'honneur de Diane, au moyen de 25.000 sesterces qu'il avait reçus, mais encore qu'il était recommandable par sa gravité religieuse, par l'honnêteté de ses mœurs et par sa rare prudence.

Ce premier pontife Solemnis fut le sincère ami de Claudius Paulinus, lieutenant de l'Empereur, propréteur de la province lyonnaise et devint ensuite son client lorsque celui-ci, lieutenant de l'Empereur auprès de la 6^e légion, lui fit donner, en or, le salaire de la milice et d'autres présents d'un bien plus grand prix : il fut le très honnête client d'Aedinius Julianus, lieutenant de l'Empereur dans la province lyonnaise, qui devint ensuite préfet du prétoire, ainsi que la lettre transcrite ci-contre le fait connaître ;

(1) *Mémoire* par M. Edouard LAMBERT, *Mém. de la Soc. des Ant. de Norm.* années 1831-32-33, p. 319).

(2) Que devait supporter le piédestal.

il fut aussi collègue, dans la province lyonnaise, de Marcus Valerius Florus, tribun militaire de la troisième légion augustale, juge de la caisse des armuriers :

Les trois provinces des Gaules

lui ont décerné par un vœu unanime un monument dans sa cité. L'ordre des municipaux de la cité des Viducassiens a libéralement donné un emplacement de 19 pieds sous le Consulat d'Annus-Pius et de Proculus.

Atteignant le premier étage nous débouchons sur le palier qu'occupe une armoire normande très ornementée et jetons un rapide coup d'œil à la salle des fêtes et à la salle des délibérations. Nous notons au passage une vue du port de Grancamp par Ravanne et une aquarelle de E. Le Bourgeois, rue de Saint-Lô.

Redescendus, nous pénétrons dans le cabinet du maire qui renferme un bureau Louis XIV et une petite commode Louis XV ; aux murs des portraits rappellent le souvenir d'Octave Feuillet et de M^{me} Feuillet ainsi que de quelques maires de la ville.

Né à Saint-Lô en 1821 (1), Octave Feuillet débuta par un roman *Le Grand Vieillard* et donna en 1846 *Le Bourgeois de Rome* à l'Odéon. De sa collaboration avec Paul Bocage, le neveu du comédien, sortirent trois pièces. La *Revue des deux Mondes* publia ses *Proverbes* qui firent sa renommée. Bibliothécaire des résidences impériales et hôte assidu des Tuileries, il resta fidèle après la chute de l'empire à ses amitiés et mourut le 30 décembre 1890 à Paris après avoir écrit plusieurs romans dont *La Morte*, *M. de Camors* et *Honneur d'artiste*.

Spectateur chagrin des transformations sociales de la fin du XIX^e siècle, il cachait sous sa distinction et la qualité de son style une philosophie superficielle et sa prédilection pour des situations conventionnelles devait empêcher son nom de rester aujourd'hui aussi connu qu'il y a cinquante ans.

Avant de sortir nous nous arrêtons quelques instants

(1) Article de Paul GINISTY dans *Le Siècle* du mercredi 31 décembre 1890.

devant un marbre de Victoire d'une gracieuse envolée, donné par l'Italie à M. Havin, directeur du Siècle.

Nous commençons alors notre promenade à travers le vieux Saint-Lô, guidés par M. A. Descoqs dont la science à la fois alerte et profonde fait palpiter pour nous les venelles et les vieux logis de leur vie d'autrefois.

Voici *la rue de la Poterie*, dont nous trouvons trace en 1408 dans les Archives de l'Hôtel-Dieu, et tout près *les restes du château* (1). Situé au nord du chevet de l'église, le château de l'évêque, successeur de Saint-Lô et baron du lieu, occupait l'emplacement probable du Castrum romain. Il comprenait en 1446 : le grand et le petit palais, la chapelle, deux étables, des greniers, la maison de la Sénéchaussée, des jardins, une vigne et un puits.

L'aménagement du bas-côté nord de l'église en 1490 nécessita le transfert des écuries étables et greniers ; de l'angle sud-ouest de la Court l'Evêque ils furent transférés au nord. Ce transfert fait partie des modifications apportées par Geoffroy Herbert, soixante-sixième évêque de Coutances dont les armes (2) se voient encore sur le linteau extérieur d'une porte de l'église.

Un plan daté de 1750 montre un grand corps de logis, dernier vestige du palais des premiers évêques orienté perpendiculairement à la chapelle du Rosaire. L'on remarque encore aujourd'hui la tourelle renfermant l'escalier qui conduisait à la chapelle de l'évêque.

Le Belle ou Baelle situé à l'est de l'église était au x^e siècle peuplé de bourgeois qui y avaient hôtels et jardins ; rasé à la fin du xvi^e siècle, il fut remplacé par un pré que vendit en 1752 le comte de Valentinois. Il est occupé de nos jours par l'Hôtel de Ville, la Préfecture et la place Alfred-Dussaux. Sous une pluie fine qui va durer toute la matinée, nous passons devant les archives, puis devant la porte de l'ancien château située entre le corps de garde et le logis du sénéchal.

Un peu avant d'atteindre la *porte de Dolée*, les fenêtres d'un manoir attirent notre attention : c'est le *manoir Boulenc*,

(1) A. DESCOQS : *Etude sur la topographie du vieux Saint-Lô des temps anciens à la fin du x^e siècle.*

(2) D'azur au sautoir d'or, cantonné de quatre étoiles de même.

qui occupe l'angle de la rue des Images et de la rue de la Chancellerie, jadis rue du Puits-Boulenc.

Son premier propriétaire fut Maître Jehan Boulenc, garde du scel des obligations de la Vicomté de Carentan qui vivait en 1807. Les Boulenc avaient encore des représentants au ^{xv}^e siècle. Le manoir appartenait en 1694 à Jacques Mauger, premier échevin de Saint-Lô et en 1754 à Nicolas Mauger, seigneur de Varennes, chevalier de Saint Louis ; il fut affecté plus tard au commerce par une famille Gruchy-Le Marinel.

Logis en pierre à deux étages, on y remarque un escalier à vis en pierre et une poivrière qui permet de l'attribuer à la fin du ^{xv}^e siècle.

La Porte de Dolée comprenait deux ouvrages distants de soixante mètres, possédant chacun tours, porte et pont-levis ; elle desservait les faubourgs de Saint-Georges et du Mesnil-Crec. Un jeu de Paume occupait l'emplacement des maisons qui nous entourent. La rue au Rouxlet, appelée vers 1405 rue au Baron, nous conduit à l'*Hôtel Leroy-La Barrière* ; ancien hôtel du gouverneur Luc du Chemin cette demeure qui date de la fin du ^{xvi}^e siècle abrita Jacques II d'Angleterre.

Nous admirons la rampe en fer forgé de l'escalier et traversons une petite salle de comédie au plafond à ciel peint et moulures de staff. Une salle Empire renferme un musée de la guerre 1914-1918.

Le vieux Saint-Lô possédait un grand nombre d'*hôtelleries* : le Paon, la Licorne, les Trois Rois, le petit Notre-Dame, le Dauphin, la Pomme d'Or, etc. Aucune ne subsiste de nos jours dans son ensemble et leurs vestiges épars sont enfouis sous des constructions plus récentes : aussi est-ce avec un vif intérêt que nous suivons notre guide aux écuries de l'hostellerie de la Croix-d'Or qui remontent aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Basses de plafond et peu éclairées, elles n'offrent à notre curiosité que des colonnes auxquelles étaient jadis attachés, entre deux voyages, les fameux « bidets du Cotentin » des marchands de passage.

Nous voici maintenant à l'angle de la *rue de la Paille*, que l'on appelait indifféremment vers 1400 rue à la Paille

ou rue de la Monnoie, et de la rue des Images, autrefois rue de la Porte-Dolée. Un acte de Thomas Le Pegny (1), daté de 1396, nous apprend qu'ici étaient situés : « la mestrise, les forges et la fondeuse de la monnoye de Saint-Lô ». Cet immeuble appartenait à l'évêque et avait servi auparavant à la Halle au Fillé (2), d'où le nom de Maison au Fillé (ou Filley) lui était resté. Il fut remplacé au xvi^e siècle par la « Maison Sainte-Barbe ». Tout à côté était la demeure de Guillaume de la Motte, dit Mathenot. Vis-à-vis de celle-ci était un hôtel qui a appartenu à M. de Montenay, baron du Hommet-La Rivière puis à Jourdan de Conteville et à Jehan Le Jolivet, père de l'abbé du Mont Saint-Michel. Portant aujourd'hui le n° 9 de la rue de la Paille, il offre au visiteur une cour intérieure où l'on peut voir des meneaux du xv^e siècle.



SAINT-LÔ : Tour du Beauregard au Jardin public.

(Cliché du Comte Becci.)

Nous atteignons *la tour du Beauregard*, un des derniers vestiges de la ceinture de tours qui dominait la vallée (3). De son sommet nous jouissons d'une vue que la pluie et le

(1) *Cartulaire Lépigny*, copie de M. Lépigard.

(2) On y vendait la laine filée.

(3) C'est contre la courtine reliant les deux tours de Beauregard et de la Rose et contre la muraille entre cette dernière et la porte de Dolée que Matignon fit donner en 1574 les trois assauts qui aboutirent le 10 juin à la prise de la ville.

brouillard diminuent ; à nos pieds s'étend l'Hôtel-Dieu que de nombreuses donations faites en 1217 (1) permirent à Hugues de Morville de construire vers 1225. La Vire déploie de la Vaucelle à gauche jusqu'aux moulins jadis fameux de Vauvire à droite, sa vallée riante que traverse le pont situé à peu près à l'emplacement de celui de la voie romaine de Bayeux à Coutances.

Descendus de la tour nous traversons *le jardin* que domine une statue de Le Duc : vieille femme des environs d'Isigny, qui porte d'un geste las une canne à lait.

La rue des Prés où nous entrons s'appelait au xiv^e siècle rue du Prey et de nombreux hôtels la bordaient : *le Grant-Manoir* où habitait en 1428 le tanneur Pierre Louvet (2) ; *les hôtels* de Thomas Quesnay, Colas le Roy, Jean de la

Hazardière et Pierre de la Haye. Après un court arrêt à la *maison du xve siècle* où habita Jean Dubois, le bienfaiteur de Saint-Lô dont il a été question plus haut, nous entrons dans une autre demeure de la même époque dont les fenêtres sur la cour sont ornées de potences avec fleurs de lys en fer forgé. Devant l'église Notre-Dame étaient *les anciennes halles* disparues vers 1850 ; le bâtiment septentrional servait à la boucherie et au change, l'autre aux merciers.

Place Gambetta, la rue des Cuisiniers de jadis vit construire à la fin du xv^e s. deux beaux *logis* : l'un ap-



SAINT-LO : La Maison-Dieu.

(Cliché du comte Becci.)

partenant à Guillaume Le Jolis, écuier, garde et capitaine

(1) En particulier le don de la « Falaise » par Philippe d'Agneaux.

(2) *Cartulaire N.-Dame*, copie Lepingard. (Notice de la Société d'A. de Saint-Lô.)

de la ville, formait le coin de la rue des Cuisiniers et de la rue des Cohues-à-l'évêque.

L'autre, construit par les frères de l'Hôtel-Dieu, fut loué par eux aux agents du Poids Public jusqu'à la Révolution : ce qui explique ces deux noms successifs de Maison-Dieu et de Maison du Poids-Le-Roy. Elle comprend deux logis à trois étages et greniers ; l'élégance des parties rentrantes et la sculpture vigoureuse et variée de ses corbeaux (1) nous arrêtent un moment. Traversant l'emplacement de l'ancienne Halle à la laine, nous sortons de la vieille ville par ce qui était jadis la porte du Neubourg et dépassons le Palais de Justice, construit à cheval sur l'endroit des anciennes fortifications.

Voici le champ de foire, jadis *champs Saint-Thomas*, où se trouvait sur la droite l'église Saint-Thomas, et au fond l'abbaye de Sainte-Croix, desservie par des Génovifains venus de Sainte-Barbe-en-Auge au ix^e siècle et dont les bâtiments romans furent fortement remaniés au xv^e siècle.

L'église de style gothique attenante à l'église *Sainte-Croix* fut détruite vers 1815 et sa voisine était dans un tel état qu'il fallut en reconstruire la majeure partie.

Seules les quatre premières travées de la nef et surtout le grand portail du xii^e siècle devant lequel nous nous arrêtons offrent quelque intérêt ; celui-ci présente un cintre roman, une voûture avec frette crénelée et l'archivolte est garnie de zigzags dont le vide extérieur renferme une feuille trilobée.

Au sommet, l'ourse est restée telle que nous la montre le dessin de Toustain de Billy : la tête emportée, les chaînes raidies tenues par des gardiens en longue tunique ; deux chiens aboient après le monstre et l'on voit au-dessous du groupe les serpents aux queues enlacées, au corps deux fois noué sur lui-même, dont la tête, abaissée presque au niveau de l'entablement, engloutit un animal, peut-être un agneau.

Un bas-relief postérieur représente saint Lô rendant la vue à une femme aveugle.

(1) A noter les sept péchés capitaux, sainte Véronique, la tête de saint Jean ; les anges, animaux et feuillages.

A l'intérieur, des chapiteaux à personnages retracent au troisième pilier côté nord, le pèsement des âmes, plus loin l'enfer, saint Eloi, le Christ en croix et la chasse de saint Hubert. D'autres chapiteaux présentent les bande-

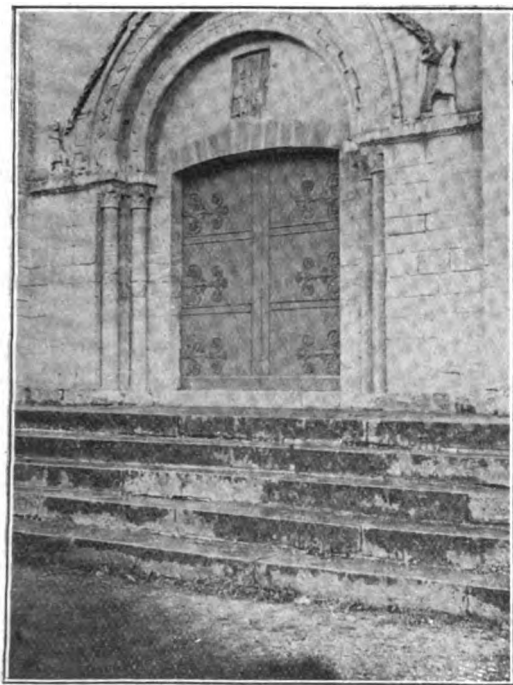
lettes et ornements courants du roman primitif.

Notons dans le chœur deux crédenches Louis XV à dessus de marbre.

Une rapide visite au jardin du presbytère nous permet d'y examiner la curieuse cheminée (1) à colonnettes et toit pyramidal (XIII^e s.) que l'on a longtemps prise pour une lanterne des morts et qui n'est que le dernier vestige de la maison de l'abbé, qui donnait sur les champs Saint-Thomas.

Nous prenons alors les voitures

pour gagner le *Haras* tout proche : à peine entrés nous admirons la cour spacieuse qu'environnent des bâtiments sans monotonie et où des parterres de fleurs mettent des taches éclatantes. En l'absence du directeur, M. de Saint-Palais, nous sommes reçus par M. de Laurens, surveillant, qui nous fait les honneurs des écuries. Le *Haras* de Saint-Lô eut la fortune de voir s'y succéder des directeurs de premier ordre tels que MM. de la Roque, Dupont et du Taya;



SAINT-LÔ : Portail de l'église Sainte-Croix.

(Cliché de M. Félix Mouchel.)

(1) Identique à celle de Bayeux

aussi est-il très apprécié dans le Cotentin et le Calvados.

Au moment de notre visite il renferme 810 chevaux. Nous parcourons les écuries des percherons, gris pommelés et noirs où les connaisseurs examinent à loisir des bêtes dont ils détaillent les mérites, puis les écuries des demi-sang où abondent les jolis chevaux bons à la fois à la selle et au trait. Nous voici parvenus devant la sellerie où M. de Laurens profite de ce que notre Président a remis la visite de l'église Notre-Dame au début de l'après-midi pour nous faire présenter une dizaine des plus beaux pensionnaires du Haras : Thomas, Lassigny, Pomard, etc.

Mais la matinée s'avance et il nous faut encore parcourir *le Musée* avant de rentrer prendre à notre hôtel un dernier repas ; aussi remercions-nous M. de Laurens de son aimable accueil en le priant de transmettre à M. de Saint-Palais l'expression de notre gratitude. Quelques minutes plus tard nous arrivons au Musée ; nous remarquons à l'entrée une belle gravure de la cathédrale de Coutances et un vieux plan de Saint-Lô.

Au premier étage une salle renferme la suite des huit panneaux de tapisserie retraçant les Amours de Gombaut et de Macée (1). Hauts de 3 m. 40 et d'une largeur variant entre 2 m. 55 et 3 m., ils retracent les scènes suivantes : chasse aux papillons, jeu de boules, danse, repas, répété deux fois, fiançailles, noces et enfin le loup. Une seule a conservé ses bordures intactes ; elles représentent des trophées d'instruments agricoles, des guirlandes et des bucranes modelés en bleu et blanc aux angles inférieurs. Quant à leurs cartons, l'examen de divers documents (2) semble permettre de conclure que la série de Saint-Lô, si elle n'a pas été la première exécutée sur les cartons de Laurent Guyot (vers 1600), a du moins été tissée à l'imitation de ceux-ci.

La qualité de la laine, la finesse du point et la beauté des couleurs rattachent ces tentures à un atelier parisien de la fin du xvi^e siècle. Le dernier sujet offert par M. Fenaille

(1) Société de Saint-Lô : 22^e et 27^e volumes.

(2) Dessins gravés par Jean LECLERC à l'Etoile d'or. Dessins de la Bibl. Nat. et du cabinet de Croze.

a été exécuté dans une manufacture de la Marche (Aubusson et Felletin) à une époque de décadence.

Les tapisseries de Saint-Lô, qui constituent la série la plus complète connue, proviennent du château de Laulne près de Périers autrefois dans la famille de Bricqueville-Colombières ; ce château fut acquis par Turgot, ministre de Louis XV peu avant 1770, puis après le 18 Brumaire par Lebrun, duc de Plaisance, architresorier de l'Empire dont le petit-fils, le comte Jules de Plaisance entra en relations avec M. Paul Guillot, secrétaire de la Société de Saint-Lô et lui accorda en 1840 l'autorisation d'en prendre possession pour le Musée. Notons enfin l'allusion qui est faite à une vieille tapisserie de Gombaut et Macée dans une des scènes de *L'Avare* de Molière.

Une salle voisine renferme les portraits des Matignon-Grimaldi dont une partie provient de Torigny et le reste des libéralités des marquises de la Tour du Pin et de Louvois dont nous avons parlé à propos de Torigny. Citons les portraits de :

Jacques, évêque de Condom ;

Jacques III Marie-Charles-Auguste Grimaldi, par M^{me} Loire (sans cadre) ;

Louise-Hippolyte Grimaldi, duchesse de Valentinois, princesse de Monaco : copie d'après Van Loo ;

Elisabeth de Matignon, comtesse de Gacé ;

Jacques I^{er}, prince de Monaco, par Gobert ;

Le marquis des Baux, âgé de trois ans ;

Charlotte de Matignon ;

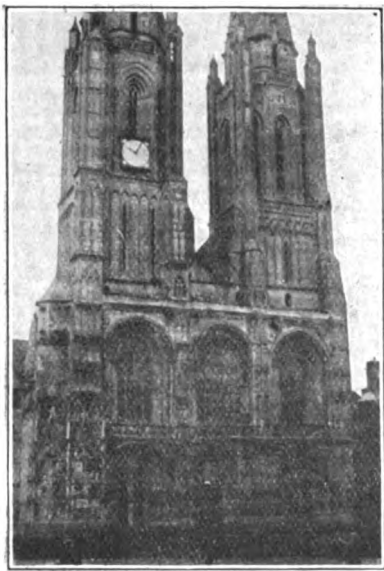
Antoine I^{er}, groupe par Van Loo ;

Marie de Lorraine, duchesse de Valentinois, par Foucher.

Dans la salle suivante nous remarquons des faïences de Strasbourg, Moustiers, Nevers, Marseille et Rouen. A noter une crédence Louis XIII et des meubles recouverts de vieux droguet. La grande salle à droite de l'escalier renferme plusieurs collections : une collection de coquillages, une collection de monnaies parmi lesquelles quinze pièces frappées à Saint-Lô, une série de miniatures de Daniel Saint, deintre du cabinet du Roi, né à Saint-Lô.

Il est impossible de noter ici toutes les œuvres ou curiosités dignes de remarque dont abonde le Musée et notre courte visite ne nous permet pas de les apprécier à loisir ; signalons-en néanmoins quelques-unes : Homère et les Bergers de Corot (1), sept aquarelles de Gratot par Sébire, 1882, des émaux, un dessin de la citadelle, un tableau de Gros qui lui mérita à 17 ans le prix de Rome.

La salle Giffard-Duhamel renferme un cabinet, des tapisseries, assiettes et plats anciens, etc... Il nous faut nous arracher à tout ceci pour regagner notre gîte et y



SAINT-LÔ : L'église Notre-Dame.

(Cliché du comte Becci.)

prendre notre dernier repas auquel M. Enault, maire, M. le docteur Leclerc, M. Delisle et M. Descoqs nous font l'honneur de prendre part.

Notre Président exprime à nos hôtes notre reconnaissance pour l'accueil si cordial que nous avons trouvé à Saint-Lô et les assure que nous conserverons de la souriante cité un souvenir qui restera vivace malgré les années.

M. le Maire le remercie en quelques aimables paroles ; il se déclare enchanté de notre passage à Saint-Lô et souhaite que la Fédération des Sociétés normandes

y tienne une de ses prochaines assises (2). Sous la conduite du docteur Le Clerc (3) nous quittons l'hôtel de l'Univers pour remonter une dernière fois dans le haut de la ville et visiter sous sa conduite *l'église Notre-Dame*.

(1) Signalons à ce propos qu'il vient d'entrer au Musée du Louvre (3 mai 1926) une vue de Saint-Lô par Corot.

(2) Vœu qui va être très prochainement réalisé (23-27 juin 1926).[¶]

(3) Qu'il me soit permis de lui exprimer ici toute ma reconnaissance pour l'obligeance avec laquelle il m'a communiqué ses notes sur l'église Notre-Dame.

La chapelle du château, Sainte Marie du Chastel, chapelle particulière de l'évêque-baron du lieu, comprise dans l'enceinte de la forteresse, s'élevait jadis sur l'emplacement du chœur de l'église actuelle. Elle fut érigée en église paroissiale et mise sous l'invocation de Notre-Dame par Robert I^{er}, trente-cinquième évêque de Coutances ; il ne reste de cet édifice qu'un bas-relief représentant l'Adoration des Mages, encastré au n° 13 de la rue de la Préfecture.

L'église qui subsiste aujourd'hui est le résultat de huit constructions successives :

Nef et bas-côtés, édifiés de 1830 à 1845 ;

Porte centrale et tour nord, 1860 à 1870 ;

Pourtour du chœur côté sud, vers 1428 ;

Portail et tour du sud, vers 1464 ainsi qu'en témoigne l'inscription :

En l'honneur de Dieu et de la Vierge et de saint Jean, vierge, cette tour et ce portail ont esté faits des deniers du trésor par Jean de Baubigny, Jean le Rossignol et Jean de Caumont, trésoriers l'an 1464.



SAINT-LÔ : La chaire extérieure de l'église Notre-Dame.

(Cliché de M. Vezard.)

La porte s'appelle porte Saint-Jean ; celle du milieu porte Notre-Dame ; celle du nord porte Sainte-Anne. La fin du x^ve siècle voit construire le deuxième bas-côté nord concédé par Geoffroy Herbert aux dépens de sa cour. La chaire extérieure est de la même époque ; sœur de celles de Vitré, du cloître Saint-Dié et d'Aviotte dans la Meuse, ainsi que des chaires bretonnes de Guerno, Guimiliau, Saint-Aubin-de-Guérande et de la cathédrale de Nantes, la chaire de Saint-Lô a suscité de longues discussions. Les pièces

d'un procès élevé vers 1750 entre les trésoriers de l'église et le sieur Symon dè la Rommerie montrent nettement que la chaire (1) servait à la prédication et non uniquement à la lecture des sentences ecclésiastiques et des actes et contrats de la sénéchaussée ; nous y apprenons que lors des missions on y prêchait aux paroissiens des paroisses voisines et que Mgr de Loménie de Brienne, évêque de Coutances, y prêcha à diverses reprises.

La sixième construction fut celle de la chapelle du Rosaire et les deux dernières constructions furent celles de la flèche du sud, due à Jean Dubois en 1630, et celle de la flèche du nord en 1684. Après avoir examiné à loisir la façade, très mutilée lors des guerres de religion, nous pénétrons à l'intérieur aussi simple que l'extérieur est orné et qui n'a malheureusement pas moins souffert.

Du bas de la nef on remarque l'absence d'axe entre les parties principales : le chœur ne s'aligne pas sur la nef mais se trouve en retrait de plus de deux mètres du côté nord. Cette bizarrerie s'explique par les acquisitions faites petit à petit, les augmentations partielles et les constructions successives qui s'échelonnèrent du début du xiv^e siècle aux dernières années du xv^e. Le Trésor de Notre-Dame ne reçut jamais de don important ; ses marguilliers achetèrent tantôt une maison, tantôt une petite place, fondant pour s'acquitter des rentes sur la maison de Dieu.

En suivant le bas-côté gauche nous passons devant la chapelle du Calvaire et faisons une courte halte à la chapelle Saint-Honoré qui renferme les fonts baptismaux : elle présente deux vitraux. Dans l'un, assis et armé d'une plume, un docteur, sans autre attribut, qui est peut être Saint Charles Borromée. Dans l'autre Saint Louis porte le sceptre et la main de justice ; deux panneaux offrent l'un, une belle tête de Christ avec deux saints nimbés, l'autre trois donateurs dans l'attitude de la prière.

La chapelle Saint-Pierre et Saint-Paul possède un vitrail représentant Charlemagne bénissant de la main droite et tenant de l'autre un globe. Le panneau de gauche renferme

(1) E. LEPINGARD : *La chaire extérieure de Notre-Dame de Saint-Lô. Mém de la S^{te} H. de Saint-Lô*, 1893.

deux personnages dont les nimbes portent les inscriptions Saint Pierre et « S. Apostolorum ». A droite Saint Paul portant une épée.

Après la chapelle Saint-Jean-Baptiste, voici la chapelle Saint-Laurent. Le vitrail de gauche représente un roi de France portant un étendard à la croix cantonnée de quatre fleurs de lys et tenant un oiseau de la main gauche. Sur un autre panneau on lit : « *Ecce vir oriens nomen ejus* ».

La chapelle Saint-Sébastien renferme quatre vitraux consacrés :

Le premier à gauche à Sainte Agathe avec l'inscription : *Sancta Agatha, tu cui deliciae carcer erat et cujus torta mamilla castumque corpus jussum fuit exaudi nos hodie.* » Dans le bas, scène représentant le jugement de la Sainte.

Le deuxième à Saint Yves avec dans le bas le jugement de Salomon, offert par M^{re} Guérin, prêtre de N.-D. (1515).

Le troisième à Saint Sébastien avec l'inscription : « *Sebastianae, quae tunico alligatus ab iniquo imperatore sagittari jussus est, martyr dulcis et invicta, ora pro nobis* » ; dans la partie inférieure, scène du jugement du Saint.

Le dernier vitrail est consacré à Sainte Barbe, originaire de Toscane ; elle est invoquée contre le tonnerre par suite de la mort de son père foudroyé au retour du supplice de la Sainte.

La partie supérieure du vitrail représente la scène du Jugement dernier.

Entre la chapelle de la Madeleine et la chapelle Saint Michel, se trouve la chapelle Saint Jacques dont le vitrail a disparu. Une partie avait été donnée par Jean le Bas ainsi que l'atteste l'inscription :

Maître Jehan Le Bas, monnoyer de ceste ville de damoiselle de Caumont, sorti à l'honneur de Dieu a donné ceste vitre icy.

Nous sommes maintenant parvenus, au chevet de l'église, à la chapelle de Notre-Dame de Grâce ou du Rosaire (1497) : les membres de l'association du Rosaire, établie au XVII^e siècle, accompagnaient au nombre de deux le prêtre qui portait la sainte communion aux malades.

En continuant à contourner le chœur, voici la chapelle de la Trinité, dite aussi de Saint Lô ou des Reliques. Son vitrail montre les trois personnes de la sainte Trinité, entourées d'un cercle bicolore, azur et or, composé d'anges et de chérubins ; elles sont assises, vêtues de chapes riches et ornées. Le Père porte la tiare, les deux autres sont tête nue. Le Saint-Esprit est à la gauche du Père et se reconnaît au pigeon nimbé placé sur sa poitrine ; le Père bénit de la main droite et tient le globe crucifère sur son genou gauche. Au-dessous la Sainte Vierge est debout sous une ogive d'or et d'azur composée d'anges et de chérubins comme le cercle décrit plus haut.

Cette chapelle avait été fiéffée aux Bouchers de la Ville comme l'indique au bas du vitrail l'inscription :

*A l'honneur de la Trinité
Les Maistres Bouchiers de la Ville
Ont restabli par unité
Cest vitre belle et utile. 1582.*

A côté se trouvent les armes de la corporation : à gauche un écusson portant huit moutons posés 3, 2 et 3 et à droite un écusson portant deux bœufs accolés.

De chaque côté de la Vierge Saint Côme et Saint Damien (1).

Après la chapelle attribuée à Saint Honoré selon les uns, Saint Charles selon les autres, vient la chapelle dédiée par les tanneurs et cordonniers à leurs saints patrons Crespin et Crespinien. On remarque dans le vitrail deux petites paires de souliers, et le jugement de Saint Jean Népomucène par le roi de Bohême Wincelas ; on peut y lire encore des versets de l'hymne des deux saints tiré du Missel de Soissons.

Dans la chapelle de Saint-Jean-l'Evangéliste, le vitrail de droite nous montre en haut le saint agenouillé dans l'île de Pathmos et dessous un groupe d'artisans au travail.

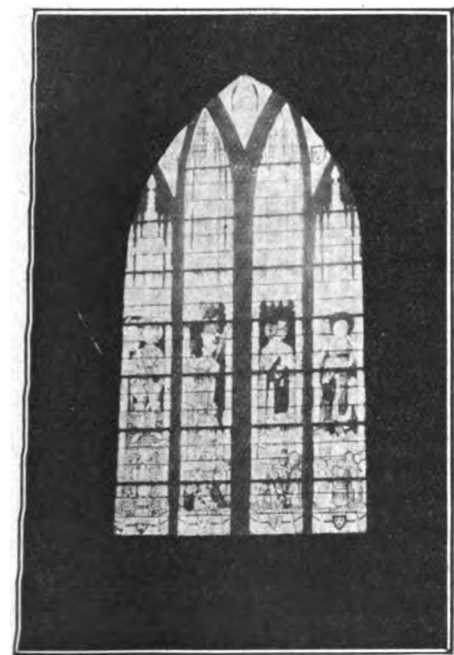
(1) Nés à Oegès en Cilicie, anciens étudiants de l'école d'Antioche et médecins ambulants ils furent appelés anargyres à cause de leur refus de toute rémunération ; ils furent avec leurs frères Anthime, Léonce et Euprepis, martyrs sous Dioclétien.

Après la chapelle Saint-Georges où se trouve un autel dédié à Saint-Thomas (1), nous passons devant la chapelle Sainte-Catherine, fleffée aux drapiers, et la chapelle des Saints-Simon et Jude où se trouve un vitrail très endommagé qui représentait la vie de la Vierge, on ne distingue plus que l'inscription : « *Ecce ancilla Domini.* »

La chapelle suivante dédiée à Sainte-Anne ne présente pas d'intérêt particulier ; au contraire sa voisine, la chapelle

Saint-Julien, possède un vitrail communément appelé vitrail royal. Saint Louis, Saint Rémy, Saint Denis et Sainte Geneviève y figurent ; au-dessous, une rangée d'écussons qui a été refaite comprend les armes de Saint-Lô, de France, du Dauphin et du duc de Berry. Parmi les trois petits écussons du haut (armes de France, du Dauphin et du duc de Berry) seuls les deux derniers sont anciens.

La série des chapelles au bas-côté sud se termine par celles de Saint-François et de Saint-Blaise ; celle-ci était vraisemblablement celle des sergiers.



SAINT-LÔ :

Vitrail royal de l'église Notre-Dame (xv^e s.)

(Cliché de M. Félix Mouchel.)

La dévotion des Saint-Lois leur a fait ériger en outre quatre chapelles dans la nef : celles de Saint-Clair et de Saint-Martin par devers le chœur, et celles de Saint-Joseph et de Notre-Dame-du-Pilier à l'autre extrémité de la nef. Notre-Dame du Pilier

(1) Et un vitrail où on peut lire : « *Jehan le Roux et Perrelle sa femme.* »

était la « bonne N.-D. de Saint-Lô » du roi Louis XI ; des panneaux situés aux pieds des saints du vitrail royal (1) rappelaient son culte qui s'est gardé fervent jusqu'à nos jours.

La plus célèbre des cloches est l'Horloge coulée en 1430 ; cassée par l'imprudence des sonneurs et refondue en 1732, elle eut pour parrain Mgr Jacques-François-Léonor Grimaldi, prince souverain de Monaco, comte de Torigny, baron de Saint-Lô, assisté de M^{lle} de Monaco sa fille.

Le mobilier de l'église n'offre rien de remarquable en dehors d'un lutrin Louis XV et d'un chandelier pascal de la même époque.

Du bas de la nef nous embrassons dans son ensemble



SAINT-LÔ : Portail de l'église Notre-Dame.

(Cliché de M. F. Mouchel.)

l'intérieur de l'édifice ; long de 74 mètres, large de 40 et haut de 18, il nous laisse un dernier souvenir de recueillement et d'art par lequel va se clôturer notre visite à Saint-Lô.

Après un coup d'œil à la voûte du x^{ve} située près de la porte Saint-Jean, nous débouchons sur le parvis où nous devons nous séparer de M. le Docteur Le Clerc qui fut pour nous un guide aussi complaisant qu'érudit.

(1) Outre le roi et les princes du sang on y voyait les Adigard et les Boucard, vieilles familles Saint-Loises.

La file des voitures où les bagages mettent une note nouvelle, à la fois de tristesse du départ et de gaieté du voyage, s'ébranle lentement et sort de la petite cité que beaucoup d'entre nous regretteront et dont tous garderont un excellent souvenir.

Voici la vallée de la Soule et Cérences, puis un lacs de petites routes sinueuses où nous nous égarons et où les demi-tours forcés font subitement des retardataires les premiers de notre caravane.

Nous parvenons à l'entrée de l'avenue de Chanteloup que beaucoup d'entre nous parcourent à pied et quelques-uns en voiture ; quelques minutes plus tard nous sommes tous groupés à l'entrée du château.

CHANTELOUP

La présence d'un Cantelou à la conquête de l'Angleterre est affirmée par plusieurs auteurs (1) et niée par d'autres (2) : quoiqu'il en soit Guillaume de Chanteloup (3) se croisa en 1096 avec le duc Robert, fils du Conquérant (4). Thomas de Chanteloup, d'abord chancelier de l'Université d'Oxford, puis évêque de Hereford, mourut en 1282 (5).

Venue des comtés de Hereford et de Worcester dans celui de Warwick, cette famille possédait des biens dans le comté de Dorset, entre autres Stokewood : elle donna son nom à la paroisse d'Aston-Cantilupe (6). C'est au prieuré de Studely, richement doté par eux, que furent inhumés la plupart des Chanteloup d'Angleterre.

Dans l'Extinct Baronage de Bank on trouve de nombreux détails sur cette famille qui semble avoir cessé de figurer parmi les barons d'Angleterre au début du ^{xiv}^e siècle. En France, la première trace que nous ayons de ce nom se

(1) Brompton, Duchesne, Hollingshed.

(2) MASSEVILLE : *Hist. de Normandie*, tome I, p. 248.

(3) De Chanteloup : *losangé d'or et de sable*.

(4) ROUAULT : *Vie de Saint-Thomas de Chanteloup*, p. 28.

(5) DE GERVILLE : *Recherches sur les anciens châteaux du département de la Manche*.

(6) HUTCHINS : *Dorset*, tome II, p. 465. *Dugdale Warwickshire*, t. II, p. 833

trouve dans une charte souscrite en 1022 au profit des moines du Mont Saint-Michel.

Guillaume de Chanteloup quitta le parti du prince Louis, fils de Philippe-Auguste, pour suivre la fortune de Jean Sans Terre ; la seigneurie de Chanteloup resta néanmoins dans sa lignée et n'en sortit qu'en 1286 par le mariage d'Agnès de Chanteloup avec Foulques III Paynel. Leur fils Nicole épousa Marie de la Champagne ; ils eurent une fille qui épousa Louis d'Estouteville lui apportant les terres de Moyon et du Mesnil-Ceron, les fiefs de Chanteloup, d'Appilly et de Créances, et par succession les châteaux de Briquebec et de Hambye.

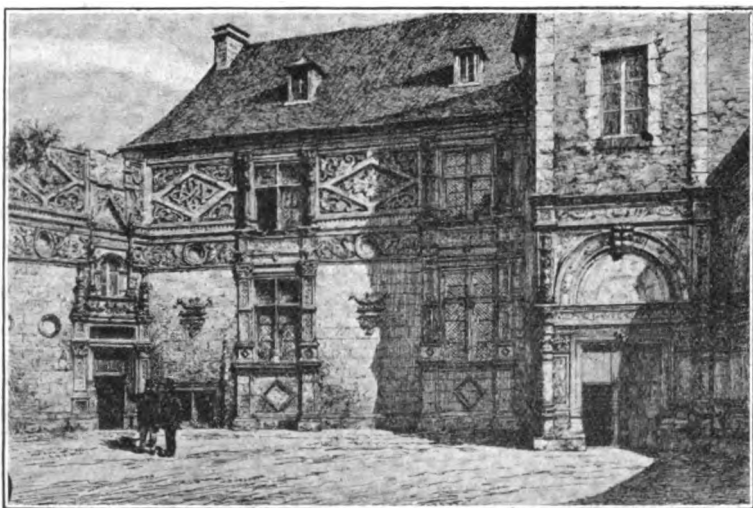
Pris par les troupes d'Henri V et attribué en 1418 à Jean Hardepint, le château de Chanteloup fut repris aux Anglais par le connétable de Richemont en 1449 (1). Louis d'Estouteville qui avait héroïquement défendu le Mont Saint-Michel put rentrer en possession de son château après Formigny.

Jacqueline, fille d'Antoine d'Estouteville et d'Isabeau de Carbonnel épousa en 1550 un de Bouillé et lui apporta en dot la seigneurie de Chanteloup. Pendant les guerres de religion, en l'absence de René de Bouillé qui servait dans les armées du Roi, Nicolas Fortin, gouverneur du château, soutint vaillamment contre La Moricière un siège de sept mois et fut anobli en 1592.

Henri de Daillon, comte du Lude, ayant épousé Eléonore de Bouillé en 1644, vendit Chanteloup à Jean de Montmorency. Un siècle plus tard M^{me} de Thiboutot, héritière des Montmorency, vendit Chanteloup à Pierre Duprey, ancien lieutenant civil et criminel au bailliage de Coutances.

A la Révolution, M^{me} Duprey fut contrainte de raser le donjon jusqu'au deuxième étage, d'enlever le pont-levis, que remplace depuis lors un pont de pierre, et de détruire les écussons qui existaient soit à l'intérieur soit à l'extérieur. Pour satisfaire aux exigences des autorités locales, M^{me} Duprey fit appel à un architecte Charette au courage et à l'habileté duquel nous devons de pouvoir contempler ce qui reste du manoir des d'Estouteville.

(1) GRUEL : *Vie du connétable*.



CHANTELOUP : Le Manoir.

(Eau-forte de E. Sadoux.)

(D'après « La Renaissance en France »
de Léon Palustre.)

A la mort de M^{me} Duprey (1), M. Abaquesné de Parfouru hérita de Chanteloup ; le château fut ensuite possédé par M. de la Valeinerie.

Notre hôte, M. de Lancesseur, le tient de son beau-frère, M. de la Valeinerie.

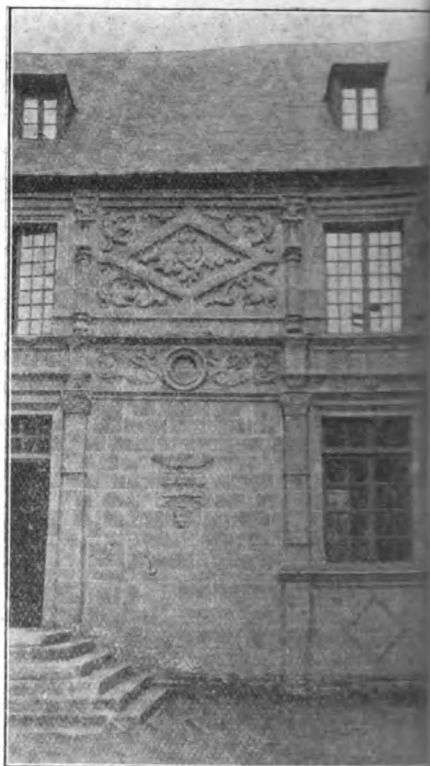
Les diverses constructions du château enserrant une cour intérieure ; à l'extérieur le polygone ainsi formé est complètement entouré d'eau. Un pont de pierre à deux arches aboutit à un porche carré autrefois muni de hermes et d'un pont-levis. Deux grosses tours, privées de leurs mâchicoulis et coiffées de toits coniques, flanquent le porche recouvert d'une toiture en bâtière.

Tout près de là se dresse le donjon dont il ne subsiste que deux étages : cette massive construction comprenait autrefois une salle voûtée au rez-de-chaussée, surmontée de quatre grandes chambres superposées éclairées par des fenêtres à meneaux. Deux de ces dernières subsistent : celle du premier étage porte encore les traces d'un écusson disparu. De l'autre côté de la cour, un manoir Renaissance

(1) DE FOVILLE et LE SOURD : *Les Châteaux de France*.



CHANTELOUP : Porte de la Chapelle.
(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)



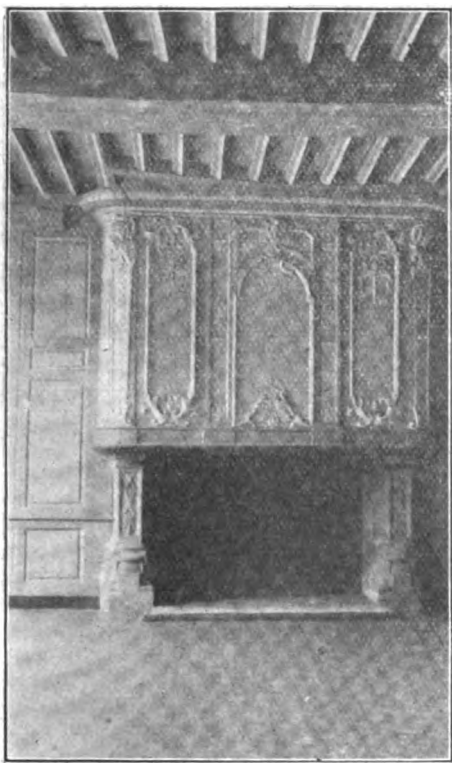
CHANTELOUP : Détails de la façade.
(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

étend sa façade sculptée dans un granit verdâtre. A gauche une chapelle dont la voûte est écroulée et l'intérieur nu mais dont la façade sur la cour est remarquable par le luxe de son ornementation, en particulier la petite porte sur laquelle sont sculptés les dauphins que voulait détruire le comité révolutionnaire. Au-dessus une frise à médaillons et de grands panneaux à losanges : cette décoration se continue sur le logis principal.

Celui-ci comporte au rez-de-chaussée deux fenêtres de l'ancien manoir, dont l'une a été transformée en porte : la fenêtre de gauche a été percée à une époque plus récente. A la hauteur des fenêtres du premier étage, entre leurs épis cannelés et fuselés, de grands panneaux sculptés déploient

leurs détails charmants. Un des grands losanges renferme au milieu de lacs d'amour les initiales A et I qui sont celles des prénoms d'Antoine d'Estouteville et d'Isabeau de Carbonnel, possesseurs de 1513 à 1536.

Entre les deux rangées d'ouvertures court une frise renfermant des médaillons et des cartouches ; au-dessus de la porte on lit « *Alma Mater* ». Non loin de là se trouve la devise Spero qui n'a pas été expliquée.



CHANTELOUP :
Cheminée de la Salle des Gardes.
(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

Enfin, à droite du corps principal, un logis carré à étage et une aile basse terminent le manoir. Cette dernière partie présente deux larges portes à plein cintre dont les montants et les linteaux sont chargés de sculptures d'une grande finesse.

Ces constructions Renaissance, aux ornements si délicats et si frais sculptés dans le granit vert du Cotentin ont été souvent rapprochées des édifices de la même époque élevés près de Caen et en particulier du château de Lasson avec lequel le manoir de Chanteloup présente de nombreuses analogies. Il ne faut

donc pas s'étonner que Chanteloup ait été attribué à Hector Sohier, architecte de Caen (1) ; constatons sim-

(1) DE BEAUREPAIRE : *Norm. Monum.* LÉON PALUSTRE : *La Renaissance en France*, p. 234.

plement (1) que le maître d'œuvre de Chanteloup fut mêlé au mouvement artistique de la Renaissance Caennaise mais sans l'identifier avec Hector Sohier.

On a, d'autre part, rapproché Chanteloup du château de Mésangers dans la Mayenne ; notons à ce propos qu'Antoine d'Estonteville et François de Bouillé, propriétaires et constructeurs des deux châteaux, furent intimement liés et resserrèrent, comme nous l'avons vu, ces liens par le mariage du fils de l'un avec la fille de l'autre en 1550.

M. et M^{me} de Lancesseur, qui ont tenu à nous faire eux-mêmes les honneurs de Chanteloup, nous souhaitent aimablement la bienvenue. Nous faisant entrer par la porte de droite, nos hôtes nous montrent la cuisine aux dimensions monumentales, qui a gardé sa vaste cheminée et son plafond aux poutres apparentes.

Ressortant, nous pénétrons par la porte du logis principal dans la salle des gardes où nous remarquons à gauche une porte peinte Louis XVI représentant une scène de chasse au faucon et à droite une cheminée basse. A côté une tour ronde présente à mi-hauteur un étroit palier circulaire porté sur des consoles et sur lequel s'ouvrent trois portes. Eclairée par quatre orifices étagés deux par deux, cette petite pièce, où se tiennent habituellement nos hôtes, est ornée d'une statue de la Vierge du xiv^e siècle, autrefois placée dans le jardin et d'un tableau ancien dans le fond duquel on aperçoit le château d'Equilly, voisin de Chanteloup. Après un coup d'œil à la belle cheminée en granit sculpté du premier étage, nous voici redescendus à la salle à manger où M. de Lancesseur nous montre une peinture représentant deux femmes drapées (2) et un bahu digne d'intérêt dont le panneau central représente l'Asie sous la forme d'une femme étendue sur un char.

Sous la conduite de nos hôtes nous sortons et franchissons le porche pour faire le tour du château par l'extérieur des douves. Passant près des communs bâtis des débris du colombier d'Equilly, nous voyons se détacher sur les murs

(1) Avec M. L. Régner et le *Bulletin Monumental*, 1911, p. 549.

(2) Que d'Estouteville aurait déplacée.

du château opposés à la façade des vestiges de l'ancien chemin de ronde, en particulier des tourelles d'angle et des restes de mâchicoulis. Revenant vers le porche, nous jouissons un instant du charme des douves où se mirent à la fois de frais ombrages et les vieilles murailles.

Notre Président exprime alors à M. et M^{me} de Lancesseur notre gratitude pour leur aimable accueil et la complaisance avec laquelle ils nous ont guidé à travers Chanteloup ; qui à pied, qui en voiture, nous parcourons l'avenue pour prendre par Bréhal la route de Granville. Un peu après Bréhal nous apercevons tout à coup la mer sur notre droite et le temps clair nous permet de jouir d'une vue agréable jusqu'à notre entrée à Granville. Les voitures descendent lentement jusqu'au centre de la ville où elles doivent se frayer un passage parmi les baigneurs encore nombreux malgré l'approche de la fin d'août. Nous voici à quelques pas du port, à l'hôtel du Nord que nous aurons comme pied à terre pendant deux jours. Au dîner, M. Taunay, en une charmante causerie, nous donne quelques détails sur les îles Chausey où nous irons demain. Ce voyage, si voyage il y a, disons plutôt cette promenade, ardemment souhaitée par les uns, secrètement redoutée par les autres, est alors le sujet de toutes les préoccupations.

QUATRIÈME JOURNÉE

Jeudi 27 août

A notre réveil nous avons le plaisir de voir qu'une splendide journée se prépare, et cette perspective décide quelques hésitants à affronter avec nous les deux traversées. L'air de la mer et la douceur du matin rendent plus vif le plaisir de descendre jusqu'au port où les partants affluent en grand nombre. A 9 heures et demie nous sommes tous, cinquante environ, à bord du « Dreane », capitaine Touquerant, qui lève l'ancre et voici Granville qui recule peu à peu.

La mer est assez belle et notre traversée se passe fort agréablement ; nous voyons surgir et grandir les silhouettes

des îles mais voici que le bateau stoppe et après un court trajet en canot nous mettons le pied sur la grande île. Un fort moderne désaffecté domine l'hôtel où nous allons prendre notre repas. Notre aimable confrère M. Durand de Saint-Front nous attend au débarcadère.



ILES CHAUSEY.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

ILES CHAUSEY

Quelques monuments mégalithiques y attestent l'ancienneté de la présence des hommes. C'est en 1089 que Bernard d'Abbeville, fondateur de l'abbaye de Tiron, se retira en son prieuré de Chausey qui était alors au bord du continent ; à la suite d'un violent raz-de-marée Chausey fut détaché de la terre et l'érosion marine, multiplia les îles. Philippe, roi de France, permit au Mont Saint-Michel d'y fonder un couvent de Cordeliers en 1343. La congrégation se développa et comprit au ^{xv}^e siècle un nombre considérable de religieux ; mais les richesses de l'abbaye tentèrent les pirates anglais qui la pillèrent à deux reprises. Les Cordeliers durent se retirer en 1548 et venir s'établir aux environs de Granville.

A la fin des guerres de la Ligue, Chausey devint un poste militaire avec un château qui fit plus tard partie des domaines

des Matignon : aussi une vue des îles Chausey figure-t-elle dans la grande galerie de Torigny.

Quelques solitaires se retirèrent au ^{xvii}e siècle dans la grande île pour s'y donner à la contemplation. Fortifiée hâtivement par les Français en 1756 la grande île, et avec elle tout l'archipel, tombèrent aux mains des Anglais.

Voici ce qu'en disait l'abbé d'Expilly en 1764 :



Les excursionnistes à CHAUSEY.

(Cliché de M. des Mazis.)

Les îles de Chausey sont toutes inhabitées sauf la grande qui l'est en été seulement par des tireurs de pierre de Granville, lesquels y logent dans des cabanes. Ils tirent du carreau de grès (1) fort beau qu'on transporte à Saint-Malo, à Granville et autres lieux pour bâtir les fortifications et les maisons. Les Anglais y vont prendre aussi pour fortifier Jersey et Guernesey. Il y a une petite chapelle et un chapelain pour les ouvriers et à leurs gages. Ces ouvriers tirent de Granville leurs aliments et autres choses nécessaires.

Louis XV vendit l'île à un particulier dans la descendance duquel elle resta jusqu'à ces dernières années.

Un décret du 11 octobre 1793 rattacha Chausey à la commune de Granville.

L'extraction du granit, la pêche et l'incinération des varechs, telles sont les principales industries des îles où règnent en maîtres le vent et la pluie, mais surtout le vent. Des tornades dévastent les îles ; la dernière, en octobre 1924,

(1) L'auteur a voulu dire du granit.

a été d'une violence particulière. L'archipel compte à marée haute 58 îles, mais à marée basse, tout en découvrant de nouveaux îlots qui portent le nombre des îles à 800, il laisse voir les fonds qui rattachent les divers pitons ; l'archipel est alors réduit à deux grandes îles que sépare une sorte de canal, portant l'appellation scandinave de Sund.

Citons parmi les îles principales : la Grande-Ile, l'Ile-Longue et les Trois-Huguenants. La Grande-Ile est habitée par 70 habitants l'hiver et par une centaine environ l'été. Un cinquième environ de la superficie de l'île appartient à l'Etat : on y voit le phare et le sémaphore, l'hôtel et le fort.

Le reste de l'île, qui appartenait aux demoiselles Héloin, est maintenant propriété indivise en quatre propriétaires :



ILES CHAUSEY : Le Château Renault.

(Cliché de M. J. de Mons.)

M. Durand de Saint-Front, dont le fils a aimablement guidé notre visite sur ce sol qui lui est familier, M. Louis Renault, le constructeur bien connu qui a restauré le château-fort, M. Fortin et M. le commandant Crosnier.

Mgr Caron, ancien supérieur du Petit-Séminaire de Versailles, y a également sa demeure.

Une ferme florissante d'une quinzaine d'hectares et

quelques maisons de pêcheurs abritent le reste de la population.

L'église à laquelle nous faisons une courte visite est neuve mais renferme un autel en chêne sculpté Louis XIV avec aux angles des têtes d'anges. A noter également un Christ au tombeau, donné par Granville, que M. Renault a fait restaurer.

Ancien missionnaire au Congo, M. V. Mauduit, Père du Saint-Esprit, est depuis quatorze ans pasteur de Chausey où il cumule les fonctions d'instituteur, de médecin et de pharmacien avec un dévouement de tous les instants : il nous fait l'honneur de venir, accompagné de sa sœur, partager notre repas.

Les quelques heures qui nous restent à passer en ce lieu que M. de la Sicotière déclarait « enchanteur » s'écoulent



ILES CHAUSEY.

(Cliché de M. Dulong de Rosnay.)

vite et vers trois heures et demie les barques nous remportent vers le « Dreane » que la « Mouette » va accompagner.

Les îles s'effacent peu à peu à nos yeux et, après une traversée agréable, Granville nous accueille, Granville que nous avons délaissé ce matin sans lui accorder l'attention que

méritait son passé glorieux. Pour réparer cette omission... forcée, notre Président décide, afin de clore l'excursion de cette année, de nous réunir encore une fois pour visiter la petite cité.

GRANVILLE (1)

Granville, grand vilain :
Une église et un moulin,
On voit Granville tout à plein.

Un petit château fort et une chapelle construits vers 950 par un chef normand, tels furent les débuts de Grandisvilla. L'ancienne famille des seigneurs de Granville est mal connue ; elle a souvent été confondue avec la famille de Magneville (Magnavilla dans le cartulaire de Montebourg) et d'autre part rattachée sans raison sérieuse aux Grenville d'Angleterre. Ce dernier rapprochement donnerait comme étymologie de Granville les deux mots anglais Green field, champ vert, hypothèse qui n'est plus soutenue de nos jours. Quoiqu'il en soit nous trouvons des traces de cette famille au ^x^e et au ^{xiii}^e siècles (2) : Rainald de Grandevilla en 1054, puis Guillaume de Grandevilla, enfin Roger de Grandivilla qui fut d'abord sous la tutelle de Thomas de Saint Jean (3), puis rendit aveu à l'abbé du Mont Saint-Michel dont il était chevalier vers 1180.

Thomas de Granville, chevalier, était en 1252, seigneur de l'emplacement de la future forteresse. Mais par le mariage de sa fille Jeanne avec Raoul d'Argouges, fils de Guillaume d'Argouges et de Jeanne de Gratot, le fief de Lihon passa dans cette famille où il devait demeurer pendant deux siècles.

Granville forma d'abord une paroisse : un d'Argouges en fut curé au ^{xiii}^e siècle et un autre en 1310. Sous Saint

(1) Ville de Granville : d'argent, au bras armé d'argent sortant d'un nauge accolé de 3 étoiles d'or, 2 et 1.

(2) *Cartulaire du Mont Saint-Michel* (n° 80 des manuscrits du M. St-M.). Actes XXVII et XXVIII et page XXXIII.

(3) De la puissante famille des Saint-Jean originaire de Saint-Jean-le-Thomas, près de Genêts.

Louis il y eut deux portions dont une à la nomination d'une fille de Thomas de Granville (1).

Ainsi que nous l'avons vu à propos de Gratot, un contrat daté de 1439 nous apprend que Messire Jean d'Argouges, seigneur de Gratot et de Granville en partie, céda tous ses droits sur « la roque et montagne de Granville » pour un chapel de roses vermeilles à Thomas, sire d'Escalles, chevalier anglais, qui prend la qualité de Vidame de Chartres, capitaine général des Basses-Marches et sénéchal de Normandie (2). Les Anglais occupaient alors la Normandie depuis plus de vingt ans mais à l'exception du Mont Saint-Michel ; c'est afin de faire de Granville une base d'opérations contre cette place qu'ils détruisirent l'ancienne ville située à la Pointe-Gautier pour fonder la cité actuelle dans une situation plus facile à défendre.

Philippe Badin de Saint-Pierre Langer, abbé de la Lucerne, posa la première pierre de la nouvelle ville en 1440 ; malgré la hâte avec laquelle les Anglais la fortifièrent, Louis d'Estouteville, à la tête de la garnison du Mont Saint-Michel, s'empara en 1441 et les Anglais, malgré leurs efforts, ne parvinrent pas à la reprendre.

Charles VII la fit fortifier d'une double muraille, avec bastions et fossés, et y mit une forte garnison commandée par Jean de Lorraine. Granville fut alors considérée comme une des plus fortes places de ce temps et une clef de la Normandie.

Malgré cette réputation et malgré le projet de reconstitution qu'avait établi Vauban, Louis XIV fit démolir les fortifications en 1689 et charger les munitions sur un vaisseau à destination du Havre de Grâce mais le voilier périt en y allant.

Incendiée par les Anglais en 1695 (3), la ville releva en 1720 ses murailles qui furent complétées en 1744.

La ville comprenait au milieu du XVIII^e siècle deux faubourgs séparés par une petite rivière le Bosc ou Parquet :

(1) Registre des cures sous Guillaume d'Essey.

(2) L. du Bois : *Archives de la Normandie*, 1824, p. 35.

(3) Une redoute élevée à cette époque à l'extrémité ouest du rocher renfermait six pièces de canon et deux mortiers à bombes : un petit fortin en fer à cheval la protégeait au sud.

le grand s'étendait au sud, le long de la côte jusqu'à la tranchée taillée dans le roc qui portait alors le nom bizarre de Gueule d'Ane. L'autre, appelé faubourg Donville s'étendait sur la paroisse de ce nom.

L'enceinte n'avait que deux portes. La grande, au milieu de l'enceinte au sud, servait de logement au fermier du gouverneur ; on l'appelait le logis du Roi. La Porte des Morts, qui subsiste encore, était une poterne située autrefois dans un cimetière aujourd'hui disparu. Elle conduisait au port et permettait de communiquer avec le Roc.

La maison de Matignon en possédait le gouvernement héréditaire et nous avons remarqué la vue du bourg de « Grand'ville » avec ses moulins dans la galerie de Torigny. La ville était le siège d'une vicomté, d'une amirauté ainsi que de polices, traites et moyenne justice. On y remarquait deux églises, dont la principale, placée sous l'invocation de Notre-Dame, était située sur le roc de Lihou, l'autre, Saint-Nicolas, étant à trois quarts de lieue. Un hôpital général avait été fondé dans le petit faubourg en 1683 par le S^r de Beaubriau, bourgeois de la ville. La ville opposa en 1793 une courageuse résistance aux Vendéens commandés par La Rochejaquelein qui durent se retirer sur Pontorson après un siège que rappelle un tableau placé à la mairie.

Les Anglais bombardèrent Granville en 1803 ; un arrêté des consuls décerna au maire une écharpe d'honneur pour sa belle conduite à cette occasion.

Patrie de hardis marins et de négociants actifs, Granville s'est développée grâce à son port et à ses navires qui pêchaient la morue ; le port situé au sud de la ville pouvait contenir vers 1820 une trentaine de navires mais les armateurs granvillais en possédaient environ 80. Depuis une trentaine d'années, Granville est une station balnéaire très fréquentée. Si l'hôtel Normandy, témoin de cette évolution, contraste avec l'aspect général plutôt grave de la petite cité presque bretonne, du moins l'activité estivale de la plage, qui n'est pas encore éteinte lors de notre passage, est-elle profitable à son commerce.

L'église de Notre-Dame-de-Lihou, vers laquelle nous nous dirigeons, déjà moins nombreux, semble s'être tassée vers

le sol pour offrir moins de prise au vent du large. Les bas-côtés et une partie de la tour datent du xvi^e siècle, la nef et le chœur du début du xvii^e. Les transepts et la sacristie sont de la fin du xvii^e.

Cette petite église où le style flamboyant domine, offre la particularité d'avoir un chœur plus large que la nef ; celle-ci se rétrécit d'ailleurs vers le chœur et les bas-côtés ne sont pas parallèles entre eux.

Deux colonnes monolithes soutiennent les orgues, faites par Ingou de Paris ; l'abbé d'Expilly déclarait en 1764 qu' « on les prétend les plus belles de France ».

Notons enfin plusieurs pierres tombales et de nombreux ex-votos de marins.

Après une courte promenade dans les rues où de vieilles maisons de granit mettent une note triste presque bretonne, le moment de nous séparer est venu. C'est sans contredit le seul mauvais moment d'une excursion qui laissera à tous ceux qui l'ont faite un excellent souvenir et même le désir de la compléter par une visite du Nord de la Manche à Valognes et Saint-Sauveur-le-Vicomte que nous verrons peut-être bientôt s'il plaît à notre Président de nous y conduire.

Par l'intérêt des monuments visités, le charme des paysages entrevus et l'accueil qui nous a été ménagé partout, l'excursion de 1925 se place bien près de celle de l'année précédente : ce sont là deux belles perles au collier de la toujours jeune Société historique et archéologique de l'Orne.

G. DE BANVILLE.

Communication de M. Victor Taunay sur les Iles Chausey

faite à Granville, le 27 Août 1925

Il ne s'agit point ici de communication comportant recherches historiques, descriptions littéraires, aussi bien pensées que fouillées, harmonieusement dispensées comme savent si bien le faire et notre Président, M. Tournouer et notre Secrétaire général, M. le Baron des Rotours, de même encore M. l'abbé Tabourier, mais d'une simple note, d'un très succinct avis relatif aux Iles Chausey, véritable archipel normand.

Quand on quitte Granville, délaissant son port, c'est véritable enchantement, pour l'œil, que de fixer l'extrême pointe du pittoresque cap Lihou, que de porter vue sur le rocher de Granville surmonté par son antique et très noble église, que d'arrêter sa pensée sur ses murailles, ses avancées fortifiées, si vigilement, si héroïquement gardées, toujours, face à l'Anglais, si victorieusement défendues, souvent, par les vaillants hommes d'armes de la cité, soldats ou habitants, dont, à bon droit, et à jamais, s'honorera notre France.

Mais en plaçant très haut, pour Chausey, les Matignon, dont notre éloquent Président nous a si complètement détaillé toutes prouesses, nous emparant seulement du fait de notre incursion, nous n'avons, aujourd'hui, qu'à envisager visuellement, topographiquement, les lieux : c'est là l'essentiel.

En effet, si les ouvrages scientifiques et géographiques donnant description du petit archipel normand, sont importants et nombreux, il en a été, tout différemment jusqu'ici, des manuels de tourisme et des guides de toutes nuances, le plus souvent incomplets, qui, pour des excursionnistes comme nous, sont beaucoup trop brefs.

Je me dois donc, de vous donner ce soir, avant de nous mettre en route, indications élémentaires et de la configuration réelle des petites îles normandes et de leur habitat, car, en fait, elles possèdent une population qui, pour n'être point dense, ne manque pas d'intérêt.

Celui, qui comme moi, il n'y a pas bien longtemps encore, s'embarquait de Granville pour découvrir Chausey, suivant pittoresque expression courante, n'ayant pu en Granville, mettre

main sur le moindre petit morceau de livre ou de libretteau, se trouvait en dépourvu, quand la terre était en vue.

On ignorait tout, en effet, de ce qu'il fallait voir et apprécier pour en tirer sentiment utile, souvenir durable.

Qu'il soit dit, ici, tout d'abord, sans autre préambule, que la physionomie des Iles Chausey se modifie du tout au tout, chaque jour, de 12 en 12 heures, de par les marées.

A marée haute, apparaissant en très pittoresque éclat, l'archipel semble constitué par une multitude d'îles de plus ou moins grande étendue.

A marée basse, il en est, par contre, tout autrement.

En se retirant, la mer découvre, en effet, les racines communes des nombreux pitons entrevus, de prime abord, comme flots distincts, soudés, qu'ils deviennent les uns aux autres en même base de terre, réduisant l'archipel, à quelques rochers près, à deux grandes îles très nettement séparées, par un long canal de large envergure. C'est alors qu'ayant déjà mis le pied sur l'île de gauche, dénommée grande île, on trouve l'hôtel du Fort, celui-là même où nous descendons, pittoresquement établi au pied des glacis de la forteresse moderne, construite à la Vauban, de belle structure, mais désaffectée aujourd'hui, de par l'entente dite cordiale.

Pour y accéder, le vaisseau de plus ou moins grande dimension, doit être délaissé et le réembarquement, pour toucher terre, se fait en menues, en délicates barquettes, réutilisées au départ pour rejoindre le bateau.

En somme, la durée moyenne de la traversée est d'une heure et demie. L'hôtel du Fort, existant seul maintenant, par suppression définitive de l'hôtel des Iles, se doit, tout naturellement, selon ses habitudes, d'être agréablement pavoisé ; il en est de même, ordinairement, de quelques jolies habitations, édifiées à proximité de l'hôtel sur les contrebass du fort, ou en prolongement du rivage, soit, en toute première ligne, le presbytère du curé, qu'occupe depuis de longues années déjà M. l'abbé Mauduit, missionnaire d'Afrique, l'homme essentiel de l'île, de par ses fonctions sacerdotales, civiles et humanitaires. Il y est tout, en effet, ministre de Dieu comme prêtre, médecin, pharmacien, infirmier, maître d'école, conseiller moral et matériel de la petite population de pêcheurs, à laquelle il consacre tout son temps, toute sa vaillance.

S'il soigne les malades dans l'île, il porte en terre les morts, mais en continent français : on n'inhume point en Chausey ; la terre, elle-même, ne s'y acquiert plus, du moins pour un certain temps, rien n'étant immuable en ce monde.

Ce dernier fait provient de la répartition unitaire du sol.

Pour le décrire il faudrait entrer dans l'Histoire, ce dont nous nous abstenons, M. Tournouër, avec sa haute compétence historique, nous ayant déjà précisé, lors de la visite du château de

Torigni, l'action des Matignon, possesseurs, jadis, en Chausey, d'un grand château fort et de ses annexes, abbaye, église, d'autres biens encore, dénotant, en temps reculé, nombreuse population autochtone.

Très postérieurement à eux, les îles ayant été données par Louis XIV en récompense de très valeureuses actions de guerre à un héros éminent, appartenrent, jusqu'en ces derniers temps, à ses ultimes descendantes, les demoiselles Héloin, sauf une faible partie avoisinant le fort, restée entre les mains de l'Etat.

Par suite de vente, toute récente, la presque totalité du sol appartient aujourd'hui à M. Renault, le grand fabricant d'automobiles, associé à deux ou trois personnes de même profession, rétives, actuellement, elles aussi, à toute cession.

Quelles sont donc leurs vues !

En archéologues fervents que nous sommes, nous devons hautement féliciter M. Renault d'avoir relevé les ruines du très antique château fort des Matignon.

Que n'en a-t-il, cependant, pleinement rendu les lignes !

La visite intégrale de la grande île à laquelle on doit se livrer pour en goûter tout le pittoresque, est fort imposante. Ses blocs de granit, aux apparences saillantes et multiformes, ses grottes, ses criques, ses petits villages, ses minuscules plages, valent, assurément, la peine d'être vus.

Pour opérer l'excursion, assez peu fatigante dans son ensemble, hautes falaises sont, cependant, à franchir, estuaires humides à traverser, alors que découverts par délaissements de marées.

Mais revenons au Fort, et, ce faisant, rendons hommage à Dieu, en la modeste petite église du pieux curateur qu'est M. le curé de Chausey, et envions, sans les jalouser, les hommes qui, comme le commandant Cordier et quelques autres, ont pu, sur le terrain d'Etat, édifier leurs pimpantes demeures.

Je me laisserais bien aller, quant à mon dernier voyage en Chausey, à citations d'anecdotes, mais le temps presse, et c'est seulement au retour que narration sera faite s'il reste suffisante liberté.

Les Evêques Sagiens du Siècle Épiscopal de Coutances

Derrière l'ample paravent d'Ecouves, dont les souples châssis teintés de toutes les nuances du vert, encerclent quinze communes, se blottissent Radon et Lonray. A son ombre encore, mais plus distancée, s'abrite l'antique cité d'Essay. Aussi, pour se garer des ardeurs du soleil, a-t-elle pris soin de tendre en bordure immédiate le devant foyer soyeux des futaies de Bourse et du Mesnil-Broût. Toutes trois reflètent aujourd'hui cette couleur violette des phosphorescences que le savant abbé Gatry avait remarquée le soir sur la flore variée qui tapisse le relief tourmenté de cette forêt.

« Sous le dôme des arbres, dit-il, tout est illuminé d'une lueur blanche et vacillante qui ondule mollement sous les objets qui l'émettent, les branches sèches qui pendent aux arbres sont lumineuses, les troncs morts des bouleaux brillent sur toute leur hauteur comme des cierges transparents, les bois qui jonchent le sol ont le plus vif éclat, les moindres brindilles qui pourrissent suspendues aux bruyères et aux myrtilles sont d'un blanc argenté et diaphane. »

C'est bien, Monseigneur, le chatoiement des améthystes pastorales, les tulles légers et blancs des aubes étroches sortis d'Essay, de Lonray, de Radon qui ont pour les Sagiens un rayonnement précieux serti de fierté locale. N'est-ce point aussi la lueur à la fois douce et puissante, de la lumière divine, tenue jadis bien haut, dans le ciel de Coutances par les évêques Jean d'Essay, les de Matignon, aujourd'hui par vous, Monseigneur ! *Resplenduerunt sicut lampades*

ignis (1) ! Comme les *cierges transparents* d'Ecouvès réverbèrent les éclats solaires, chacun et ceux du passé, et celui du présent, sont les vrais successeurs des apôtres à qui Jésus dit : « *Vos estis lux mundi !* — Vous êtes la lumière du monde. »

Du carrefour de la Verrerie, en Ecouvès, dit à son tour le regretté abbé Mesnil, « la vue s'étend des plaines du Calvados à celles de la Mayenne et de la Sarthe puis vers l'est jusqu'au delà des collines du Perche (2). »

Voulez-vous, Monseigneur, Mesdames, Messieurs, nous permettre d'élargir l'horizon jusqu'aux coteaux verdoyants de la Manche et de le fixer, non point d'un rayon visuel à la très passagère image, mais avec le regard pénétrant et très affectueusement tenace du souvenir.

I

JEAN D'ESSAY

(1251-1274)

La pittoresque bourgade d'Essay, jadis cité de renom, coquettement assise au creux et sur les pentes d'un vallon, a pour décor des coteaux parés de riches cultures, de gras herbages ou plantés de futaies protectrices. La teinte mordorée des tuiles l'y emporte encore sur le bleu ardoise aux toits et tourelles de vieilles demeures dont les fenêtres sont géminées. Les restes du château, de l'abbaye, les flèches, le portail roman, le chapitral de l'église, son retable et la belle grille qui ferme le chancel : tout cela lui donne un cachet de vieillot séduisant.

Dans le château d'Essay que firent construire au ^x^e siècle les seigneurs de Bellême, devait naître le 9 mai 1385, Jean d'Alençon, comte du Perche. Il fut précédé par une noble famille qui donna à l'Eglise un fils dont les mérites, la

(1) S. Ma'hieu, V, 13.

(2) *Bulletin de la Société Historique*, janvier 1914, p. 21.

science et la piété le firent juger digne de l'épiscopat et du siège de Coutances (1).

Dès l'an 1086, nous dit l'*Orne archéologique* (2), il est fait mention d'un Mathelin ou Matheselin d'Essai, bienfaiteur de l'abbaye de Saint-Martin de Séez. Plus tard Hubert, son fils, prend avec sa femme l'engagement de se faire enterrer par les moines et de leur donner tous leurs biens mobiliers. Cette famille compte du XI^e au XIII^e siècle d'illustres représentants. Le plus célèbre est Jean d'Essay, élu évêque de Coutances en 1250.

Il succéda au cordelier Gille ou Gislain de Caen qui ne gouverna l'Eglise de Coutances que deux ans, de 1246 à 1248. Jean d'Essay qui déjà était archidiacre depuis 1238, fut, d'après le désir unanime du chapitre, désigné comme évêque. Cependant il ne fut sacré qu'en 1250, après deux ans de vacances, par Eudes Rigaud, archevêque de Rouen. Pendant l'absence du roi Saint-Louis, alors en Terre Sainte, Jean d'Essay fut présenté au placet royal de Blanche de Castille, à qui les lettres de Régence donnaient tous droits d'élection, comme : « Un fidèle sujet, ardent zéléateur de la gloire et de la prospérité du royaume. — *Regni fidelis, Honoris Regii et augmenti precipuus zelator* (3). »

Son pontificat s'est illustré tout d'abord par la *Rédaction du Livre Noir*. Cette statistique du diocèse donnait le détail des bénéfices, patronages, cures, avec leurs revenus et droits. C'est un document de grand mérite pour l'époque, de réelle valeur, et d'une précieuse utilité pour les chercheurs d'aujourd'hui.

Jean d'Essay se signala encore par « l'Information sur la vie et les miracles du bienheureux Thomas Elie, prêtre de Biville, curé de Saint-Maurice, chapelain de Saint-Louis ». Cette enquête dura 10 ans, de 1261 à 1271. Raoul des Jardins, gardien des Jacobins de Coutances, la fit avec l'évêque lui-même. Un vice de forme l'empêcha d'être acceptée à Rome.

Un fait intéressant à noter surtout pour des Ornaïs, puisque l'évêque de Séez y fut mêlé, c'est une contestation

(1) *Bulletin de la Société Historique*, 1908-09 10.

(2) *Orne archéologique*, p. 160.

(3) Abbé ROUAULT, *La vie des évêques de Coutances*, p. 224.

qui s'éleva entre l'archevêque de Rouen, Eudes de Rigault, et ses suffragants. Il s'agissait des appels qu'il recevait des archidiaques. Jean d'Essay et Thomas d'Aunou (et non Robert de Cornegrue, qui ne sera évêque de Séez qu'en 1454), furent députés par les autres prélats normands pour soutenir leur cause commune. Le pape la jugea en faveur des évêques. Une transaction fut conclue avec le Métropolitain dans un concile tenu à Pont-Audemer, en 1256. L'évêque de Coutances, aussitôt après, assembla son synode qui en approuva les clauses dans un acte daté du mercredi avant la fête Saint-Denis. Pour ménager les susceptibilités de ces messieurs du chapitre, il avait eu grand soin de leur soumettre tout d'abord la teneur des conflits à régler. Ainsi délicatement prévenus, les souples chanoines firent la révérence d'approbation le jeudi dans l'octave de l'Assomption (1).

L'Eglise de Séez doit beaucoup à Eudes Rigault. Il ne fit pas moins de trois visites en notre ville épiscopale sous Geoffroy de Mayet pour rappeler à l'observance des règlements notre chapitre alors fort peu édifiant. « Des chanoines, constate-t-il, se confessaient rarement, d'autres ne communiaient qu'une fois par an, et cette carence de vie spirituelle entraînait au penchant à la boisson, à l'incontinence, aux injures publiques, à l'absence totale du silence. » Après la troisième visite l'archevêque notifia un amendement complet, et plus de pondération chez les turbulents d'hier. Eudes de Rigault régla aussi avec Thomas d'Aunou un différend élevé entre le prieur du chapitre de Séez et les archidiaques. Le 1^{er} mars 1266 le procès est terminé par pleine satisfaction donnée au sénat épiscopal.

Revenons à Jean d'Essay. Bien que « très amateur de la paix, selon le témoignage d'un des plus anciens historiens des évêques de Coutances, il eut à soutenir, avec son chapitre lui aussi, une lutte pleine d'animosité. Toutefois ne nous scandalisons point avec Boileau qui clamait : *« Tant de fiel entre-t-il dans l'âme des dévots. »*

Autres temps, autres mœurs, si ces querelles étaient

(1) Abbé LEGANU, *Histoire des évêques de Coutances*, chap. XII, p. 186 et suivantes.

fréquentes et retentissantes, elles avaient leurs circonstances atténuantes. Ce chassé-croisé de lettres de cachets, sentences, décrets entre abbés, prieurs, curés, chanoines, évêques était le pendant des escarmouches, guerillas, et on pouvait dire tournois, qui se livraient à toute heure entre seigneurs riverains, hobereaux et villageois. On était plus pointilleux qu'aujourd'hui sur les questions de préséances, droits, prérogatives de toutes sortes. S'il y avait exagération, on était le plus souvent mu par le désir très noble de soutenir son rang, sa dignité personnelle ou celle du corps constitué auquel on était fier d'appartenir. La démocratie, l'insolente niveleuse, a certes beaucoup rabattu de ces prétentions d'autre âge, mais l'excès en tout ne vaut rien et ceux qui à notre époque affichent une cavalière désinvolture, et un dédain gouailleur de toute autorité et dignité sont certes plus répréhensibles. Si quelques rivalités d'antan eurent fin et conséquences tragiques, la plupart du temps elles étaient héroï-comiques, pleines de surprises, d'une saveur pour nous très amusante. Après les invectives de ton aigre-doux on finissait en galant chevalier par un geste d'exquise courtoisie. Tel le combat de Jean d'Essay et de l'insigne chapitre de Coutances.

On ne comptait pas moins de trente-deux chefs de discussion ou points de litige. Voilà qui est bien normand, n'est-ce pas ? Sans entrer dans le détail de chaque grief, notons que le chapitre fit une année jeter la censure sur la cathédrale les huit jours qui précédèrent la fête de Noël. On interdisait à l'évêque d'y célébrer pontificalement sous prétexte qu'il se dispensait parfois de célébrer aux grandes fêtes de l'année.

Jean d'Essay, nullement intimidé, brava sans scrupules les décrets de MM. les chanoines. Il fit ouvrir les portes, sonner les cloches et convoqua le peuple, puis célébra très solennellement les saints mystères. L'ire capitulaire fut au paroxysme. Le chapitre cassa, non pas les cordes, mais le traitement des audacieux sonneurs ; le pauvre bedeau, les officiers qui avaient aidé à la pompe des cérémonies présidées par le prélat téméraire, furent impitoyablement châtiés, dépourvus de leur charge ou fonction.

Si noir que fût le forfait il fallut l'éclaircir par le choix d'arbitres qui obtinrent des concessions réciproques. Le chapitre eut un blâme solennel pour son entêtement et sa sévérité irrévérencieuse ; l'évêque fut condamné à payer huit livres tournois chaque fois qu'il manquerait à l'office aux jours de Noël, Pâques, Pentecôte, Assomption et de la Saint-Laut (1).

Cette clause laisse supposer que le prélat résidait peu à Coutances. Notons à sa décharge qu'à cette époque beaucoup de cités épiscopales n'avaient point de demeures à offrir au pontife qui se réfugiait souvent dans les abbayes voisines.

Jean d'Essay qui était homme de haute vertu, d'intelligence vive et de grand cœur, ne tint nulle rigueur à ses chanoines tapageurs. En retour des froncements de sourcils, des ladreries méticuleuses, il eut le sourire indulgent et le geste généreux. Peu avant de mourir il fonda deux chapelles à la cathédrale et en ajouta une troisième par les codicilles de son testament. Au moindre différend il interposait son autorité avec mesure et douceur comme le prouve un grand nombre d'actes d'accommodements qui portent sa signature. Tels le partage des dîmes entre les moines d'Hambie et le curé de Chamloup, en 1262, entre les mêmes religieux et le curé de Bréal en 1023 ; tel encore le partage des offrandes entre les chanoines réguliers de Cherbourg et le curé de Naqueville, en novembre 1264, etc...

Il reste de cet épiscopat fécond et éclairé, un *Rituel* composé de 1259 à 1260, sous la forme d'ordo.

Notre illustre compatriote mourut en 1274 au deuxième jour d'octobre, selon tous les obituaires. Celui de la Perrine, cependant, porte son décès aux calendes de mars. Jean d'Essay fut inhumé dans le chœur de la cathédrale. A la messe le célébrant asperge son tombeau après celui de Geoffroy Hébert et l'inscription de Saint-Laut. Ses armes étaient « *d'argent à la fasce losangée de gueules* ».

(1) Archives de l'Orne, série H.

II

LÉONOR I^{er} DE MATIGNON

(1688-1645)

Ce n'est point à des historiens et archéologues de la Manche et de l'Orne, qu'il faut apprendre ce que fut pour la Normandie l'illustre famille des Matignon. Tous savent comment, par l'alliance de Jean Goyon de Matignon avec Marguerite de Mauni, fille du baron de Thorigny, cette race de Bretons devint selon le mot de Brantôme, une lignée de « *fins et trincats normands* ».

Je me contenterai donc de signaler les heureux rapprochements qui s'imposent entre le passé et le présent. Voici par exemple Jacques, II du nom, comte de Thorigny, né à Lonrai, le 16 septembre 1625 ; c'est le grand-père de notre évêque, le célèbre maréchal de France, lieutenant général de Normandie dont les hauts faits d'armes, la douce et fine diplomatie lors de la Saint-Barthélemy, sont restés légendaires.

Ses éclatants succès militaires et les hautes fonctions dont il était investi, ne l'empêchèrent point de songer à l'éducation de ses fils Odet et Charles. Son choix s'arrêta sur Jean Bertaut, le futur évêque de Séez. Le portrait séduisant de ce poète subtil et gracieux, de ce prédicateur renommé, de ce prélat de saine doctrine, a été brossé de main de maître, par la plume autant affinée qu'érudite de Monseigneur Grente, dont le diocèse de Coutances est légitimement fier. Mais à quoi bon louer devant vous, Monseigneur, et son talent de fin lettré et d'apôtre zélé ? Une amitié très chère fait vibrer vos âmes de même résonance au contact de tout ce qui est élevé de concept, de belle et pure diction française, imprégnée de la charité du Christ. Lui et vous, comme Bertaut le fit pour les Matignon, vous avez donné au pays des générations de jeunes, imbibés de

votre idéal, formés au bien-dire, et plus encore au bien-faire en toute loyauté au service de Dieu et du pays !

Oui, Jean Bertaut pouvait être fier de ses élèves. A l'âge de dix-sept ans, le 1^{er} janvier 1575, Odet de Matignon prononça devant les princes du sang, une oraison ou dissertation latine qui eut grand retentissement. Elle ouvrit au précepteur émérite les portes de la cour. On le chargea de l'instruction du comte d'Angoulême.

Hélas ! un tel fils si plein d'espoirs, fut tôt ravi à l'affection paternelle. Le père désespéré faillit, sous le coup, « mourir de regrets », selon l'expression de Brantôme. Sa douleur toutefois fut atténuée par la joie qu'il ressentit en voyant son jeune fils, Charles, épouser Eleonor de Longueville, fille de François d'Orléans et de Marie de Bourbon, princesse de sang royal, cousine germaine d'Henri IV.

Lui aussi fut comblé d'honneurs, lieutenant général de Normandie, gouverneur de Granville, Cherbourg, Saint-Lô, etc., etc., maréchal de France ; il fit ériger Lonray en marquisat, vers 1614.

Léonor 1^{er} de Matignon, baron de Saint-Laut, fils de Charles et de Eleonor de Longueville, né le 31 mai 1614, au château de Thorigny, ne fut à vrai dire que le second de sa lignée qui obtint l'évêché de Coutances. Lancelot de Matignon, troisième fils de Jacques, fut nommé d'abord par Henri III à l'abbaye du Vœu, à Cherbourg, en 1583. Il en confia la gestion à Maître Nicolas de Briroy, chanoine, futur évêque de Coutances. A la mort de Arthur de Cossé-Brissac, 7 octobre 1507, le roi donna l'évêché de Coutances et l'abbaye de Lessay à Lancelot de Matignon. En allant à Rome rendre ses hommages au pape et obtenir ses bulles, l'élu mourut en chemin le 1^{er} janvier 1588. Ce fut une perte, disent les historiens des de Matignon qui vantent l'esprit judicieux, le talent, la science et la grande piété de cet élu (1).

N'était-ce pas coutume à cet âge de foi chevaleresque, pour faire pendant à l'aîné qui serait « *d'épée* », de choisir le cadet pour être « *d'Eglise* » ? Comme il serait souhaitable,

(1) Chanoine LEROSÉ, « Les évêques et abbés de la famille Goyon de Matignon », *Revue Catholique de Normandie*, septembre 1915.

à l'heure où les vocations sont clairsemées dans les zones distinguées de notre vieille France, que soient rejetés les calculs égoïstes, et que soit imité — sans pression toutefois — le beau geste de déférence et de générosité pour les honneurs et charges du sacerdoce des nobles familles d'antan.

Selon l'usage, Eléonor I^{er} fut pourvu de bonne heure de riches patrimoines ecclésiastiques. On le nomma à l'abbaye de Lessay en 1622 (et non en 1618), abbé de Thorigny, puis aumônier du roi et doyen de l'église de Lisieux.

Tout autre que lui eût avec empressement juvénile accepté la charge inhérente à l'honneur. Léonor, plein de sainte sagesse, différa la date de son sacre. Il eût pu cependant bénéficier de l'exemption faite en faveur des personnes de sang-royal, au règlement de Léon X qui statue expressément « qu'un sujet ne peut être nommé titulaire d'un évêché s'il n'a au moins commencé sa vingt-septième année ».

Il évinça tout passe-droit flatteur ; huit années durant il paracheva la préparation spirituelle et intellectuelle qui le rendra digne des onctions et grâces de la plénitude du sacerdoce. Il ne se fit sacrer qu'à vingt-neuf ans. Ses études théologiques à Paris, les œuvres de piété les plus variées, un pèlerinage au tombeau des apôtres, remplirent ce prudent noviciat. En 1631 il assista à l'assemblée générale du Clergé de France.

Enfin, le 9 octobre 1633, il reçut le sacre à Notre-Dame d'Alençon, église la plus proche de Lonray où l'on pouvait dérouler si imposante cérémonie.

Quel heureux rapprochement, Monseigneur. A Séez, sans doute, vous reçutes la consécration épiscopale des mains d'un père vénéré, Mgr Bardel, mais n'est-ce point à Alençon que fut consacrée votre mission d'apôtre par le dévouement inlassable que de longues années vous avez prodigué à une jeunesse d'élite, fière de vous regarder comme un père très affectionné ?

Les plus notables du royaume et les plus humbles frères des corporations et frairies qui pullulaient alors en la capitale du duché s'y coudoyèrent en cette liesse dans le riche sanctuaire de la vieille cité. Écoutons Marin Prouvère, dominicain d'Argentan, en faire le récit :

« Le 9^e jour d'octobre 1633, Léonor de Matignon fut sacré évêque de Coutances en la ville d'Alençon, église Notre-Dame, par M. François Peniard, évêque d'Avranches, député commissaire en cette action en laquelle il fut assisté par Guillaume de Pericard, son frère, évêque d'Evreux, et de leur neveu Henri de Boivin, titré évesque de Tasse, coadjuteur du dit évêque d'Avranches. D'autant que cette ville est dans le diocèse de Séez, le sieur évêque du lieu donna la permission de faire la consécration, mais ne put y assister. » M. de Pontecarré souffrant dut rester au château de Lonray où il recevait en la demeure familiale de l'élu une hospitalité princière. Ce ne fut donc pas par mauvaise grâce ou tout autre sentiment mesquin, comme semblerait l'insinuer le malicieux chroniqueur.

« La cérémonie s'accomplissait dans toute l'ampleur de ses rites majestueux, quand soudain, une des tribunes dressées pour permettre plus grande assistance, s'écroula. Huit personnes furent écrasées et un grand nombre d'autres grièvement blessées. La joie se changea en deuil et larmes. Léonor de Matignon partit navré et profondément impressionné. Des superstitieux y virent mauvais présage, les événements démentirent cette stupide crédulité.

« Le sieur évêque du Bellay, continue le chroniqueur, prescha, exaltant les évesques comme les soleils du monde et les princes de l'Eglise. Il voulut dire néanmoins qu'ils étaient crucifiés, que le pape leur mettait la couronne d'épines sur la tête, que les rois leur étaient un clou, et que les mauvais prêtres étaient l'autre clou qui les attachait à la croix ! (1) »

Le nouvel évêque fit son entrée solennelle à Coutances le 15 septembre 1633. Nicolas Hubin, sieur de Bosbie, la célébra dans un éloge pompeux qui fut imprimé. L'évêque institua pour son vicaire général et officiel, dans la juridiction de Saint-Lô, de Rouen, Pierre de Boisvion, conseiller au parlement. La province ecclésiastique le députa en 1635 à l'assemblée du Clergé avec Jacques Camus, de Séez, l'abbé de Saint-Vandrilie et autres personnages de marque.

(1) Archives de l'Orne, Série H.

Dans un synode qu'il tint le 21 avril 1637, il publia des statuts. Il souscrivit à Paris le 28 mai 1640 à la condamnation d'un ouvrage de l'historien Hersant. Le 4 mai de la même année il concourait à la consécration de Pierre de Broc, évêque d'Auxerre, dans l'église des religieux de Citeaux à Paris. En 1642 il se désista charitablement de ses droits en faveur des habitants de Lessay taxés de douze cents livres par un jugement de la cour souveraine exigeant le recouvrement des droits d'amortissement du 4 janvier 1642.

L'évêque de Coutances assista, le 21 avril 1643, dans la chapelle du vieux château de Saint-Germain-en-Laye, au baptême du Dauphin, devenu Louis XIV. Cette même année il appela à Coutances les religieuses hospitalières de l'ordre de Saint-Augustin et se trouva l'année suivante à l'assemblée du clergé. Tous les printemps il avait soin de procurer aux fidèles de Lessay, dans l'église abbatiale, des prédications de Carême. On a retrouvé la liste des orateurs de 1648 à 1679.

Le palais épiscopal étant en ruines, Léonor I^{er} résidait le plus souvent à l'abbaye de Lessay ou en son château de Thorigny. Il songeait à une reconstruction de la demeure épiscopale, quand il fut transféré à Lisieux au mois d'août 1648. Il prit possession de ce siège par procureur le 28 septembre, et en personne le 30 décembre de la même année. Ce fut M. de Pontcarré, de Séez, qui reçut sa profession de foi.

Les regrets furent si profonds à Coutances qu'ils prirent les teintes et allures d'un deuil public. Les armes de la cité furent enlevées des monuments, enveloppées de crêpe et portées solennellement à la maison de la ville.

A Lisieux ce fut contraste et l'on se réjouit grandement.

Il se mit aussitôt à l'œuvre, tint un synode diocésain en 1649, fit construire le couvent des Bénédictines à Livarot, et celui des Augustines à Honfleur, en 1650. Trois ans après il fait bâtir un grand séminaire et appela les Eudistes. Le 16 mai 1655, il obtint des lettres patentes pour la restitution des biens de l'évêché. On le vit en 1660 porter ses lumières doctrinales au concile provincial de Pontoise.

Sa réputation toujours grandissante le fit nommer par le roi *commandeur de l'ordre du Saint-Esprit*, 31 décembre 1661. En 1671 il permit aux Ursulines d'établir un couvent à Pont-Audemer, et le 18 juin 1673 il consacra l'autel de l'église abbatiale de Préaux.

Voulant laisser à des mains plus jeunes le gouvernement de son diocèse, il démissionna en faveur de son neveu, Léonor II de Matignon, et en 1677 se retira à Paris. Quelques années encore il l'aïda de ses conseils, et mourut pieusement le 14 février 1680, âgé de soixante-seize ans. On l'inhuma le 19 mars suivant dans la délicieuse chapelle de la Vierge, en la cathédrale de Lisieux (1). Plus tard, le corps du vénéré défunt fut transféré dans le caveau de la famille, en l'église de Saint-Laurent de Thorigny. Une simple citation va nous dévoiler toute cette belle âme sacerdotale. On lui présenta un jour un roman de Balzac : « *Cela est beau*, dit le prélat, *mais pas assez pour la peine que cela a du lui coûter. Si j'étais à sa place je choisirais quelque autre emploi pour le service de mon prochain. Je ne croirais pas que Dieu exigeât de moi celui-là !* » Tout y est, sûreté de vue, prudence de jugement qui évite de blâmer sec comme de louer à l'excès, piété avérée, goût littéraire très sûr.

Une réputation de sainteté auréole d'ailleurs sa mémoire. Il y avait plus de cent ans que ses restes reposaient à Thorigny, lorsque les vandales de 1794 vinrent fouiller les tombeaux à Saint-Laurent, sous prétexte d'en retirer le plomb. Le corps du pieux évêque apparut plein de fraîcheur, les linceuls et ornements étaient intacts, une suave odeur embaumait l'église. On cria au miracle, on voulut se partager les habillements. Un profanateur appliqua un furieux coup de pied sur la poitrine de l'évêque en disant : « *Si tu as du pouvoir, fais-le voir !* » Le malheureux ne put retirer sa jambe soudain paralysée.

Le cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale

(1) Acte de décès : « Le 15^{me} février 1680 a été fait le convoi de Mgr Ill^{me} et R^{me} Léonor de Matignon, ancien évêque et comte de Lisieux, Commandeur des Ordres du Roi, âgé de 77 ans, décédé le 14^{me} des dits mois et an, rue de Tournon, à l'Hôtel d'Antragues, et ont assisté au dit convoi messire Christophe Leneveu, pr^{Dr} en Sorbonne, chanoine et archidiacre de Lisieux, messire François de Guérault, comte de Montmartin, ami du dit sieur défunt. »

possède plusieurs portraits de Léonor de Matignon, tous en buste en des bordures ovales et gravés par Gautrel, J. Dieu, Nanteuil, Rousselet, ce dernier d'après Guignard.

On a de lui des « Statuts et Règlements » du synode de Coutances en 1687. (Pierre Benin, 1674, in-8°.)

La censure d'un livre intitulé *Apologie pour les Casuites*, faite par Mgr l'Evêque et comte de Lisieux, 10 mars 1659. (Cf. Friquet : *La France pontificale*, diocèse de Lisieux.)

Le prélat avait pour armoiries : *Ecartelé au 1 et 4 d'argent au lion couronné de gueules qui est Goyon ; au 2 et 3 d'azur à trois fleurs de lis d'or au bâton raccourci de gueules pris en bande avec un lambel de trois pendants d'argent qui est d'Orléans.*

LÉONOR III DE MATIGNON

(1722-1757)

Il était fils de Charles-Auguste Goyon de Matignon, maréchal de France, comte de Gacé, et de Elisabeth Berthelot. Comme son oncle, abbé de Lessay, dont il était le troisième commendataire, il était en outre prieur du Plessis-Grimoult et son trente-septième abbé lorsqu'il fut nommé le 8 janvier 1721 à l'évêché de Coutances. Il fut sacré à Paris dans l'église des Carmes par le cardinal de Fleury, assisté des évêques de Séez et d'Avranches nos seigneurs Barnabé Turgot et César Le Blanc, le 11 janvier 1722. Il prit possession le 1^{er} octobre suivant. Le grand chantre, Pierre Leroux, reçut ses serments. Il n'arriva à Coutances que le 11 octobre et fut intronisé sans aucune cérémonie. Fixé dans son orthodoxie, il fit une guerre vigoureuse aux Jansénistes qui se vengèrent en le discréditant.

Petit de taille, mal favorisé en l'esthétique du visage, on le ridiculisa d'avance, lui faisant réputation de « *minus habens!* ». Son grand vicaire, M. de Houllé, qui fut son précepteur, porta une partie de l'odieux qui s'attache à son administration sévère, évinçant impitoyablement tout

curé au-dessous du vulgaire et les reléguant dans les monastères. Après M. de Houllé il eut pour vicaire général le chanoine Gondouin, paresseux et fantasque, mais qui sut s'entourer de gens habiles et sages. L'évêque eut raison des résistances et se relâcha de sa rigueur première, tant et si bien que le curé de Saint-Pair, Rouault, s'écrie : « C'est assez pour bénir le ciel de nous avoir donné un si digne pasteur (1) ! »

En prenant la charge d'abbé, Léonor III eut la précaution de renoncer à la régie de sa mense abbatiale. Comme la distribution des aumônes donnait lieu à l'abbaye à de graves abus, il obtint le 16 août 1718 un arrêt du parlement de Rouen, portant commutation de ces aumônes générales en distributions particulières. Il entreprit la refonte complète des livres d'église, fit un tout du bréviaire de Paris et du rituel de Rouen et des usages propres au diocèse. Cette opération toujours délicate arracha aux « *patients* » ou plutôt aux « *impatients* » et aux « *routiniers* » des protestations plus bruyantes que sincères.

S'il tournait élégamment une lettre, son humeur capricieuse, son luxe habilement exploité par ses ennemis, l'eussent rendu impopulaire. Mais si, comme l'exigeait son titre et le permettait sa fortune, Léonor III eut train de vie princier et équipages magnifiques, il sut décerner de très abondantes aumônes. Il fit beaucoup bâtir et beaucoup détruire. Le bois du parc fut enclos d'une haute muraille sur une longueur de plus d'une lieue. Le palais épiscopal s'enrichit d'annexes. Par contre il commanda la démolition du château de la Mothe, maison de campagne des évêques. Il entreprit de grandes restaurations à la cathédrale, hélas, fort peu heureuses. Les gargouilles historiées et symboliques qui entouraient le splendide édifice furent détruites. Disparurent aussi les statues des Tancrède de Hauteville.

Il mourut le 29 mars 1757 à l'âge de 74 ans et fut inhumé dans le chœur de la cathédrale. Il portait les mêmes armoiries que ses oncles de Lisieux et Gondoin.

(1) *Histoire des évêques de Coutances.*

Monseigneur, Mesdames, Messieurs, nous avons commencé cette modeste méditation du passé, tout embaumée des senteurs d'Ecouvès, éclairée de ses lueurs vespérales mi-mauves, mi-violettes, terminons-la sous ses dômes de verdure pour y cueillir le bouquet spirituel.

Alphonse de Chateaubriand, dans un roman délicieux, nous dépeint *Monsieur des Lourdines* pénétrant en la forêt, comme dans un sanctuaire.

« Il y regardait... il écoutait. Sous cette voûte, au sein du silence, il commençait par se sentir tout petit, puis peu à peu l'envahissait en face de ces arbres le sentiment d'une mystérieuse solidarité. Dans sa chair circulait la sève des châtaigniers et des hêtres ; son esprit détaché de sa propre pensée libre, immense, épousait toutes les formes, tous les murmures de la forêt. Ah ! disait-il, les arbres restent debout ! (1) »

Monseigneur, Montalemberts'écriait : « *Les chènes et les moines sont éternels !* » Les évêques le sont aussi. Sans doute chacun façonné d'argile humaine passe, mais ses œuvres demeurent. Les évêques morts restent debout, nous l'avons constaté. Notre bouquet spirituel sera donc tôt ramassé. C'est un double vœu sous la vieille formule consacrée « *Ad multos annos !* » — *Ad Multos annos* pour un épiscopat fécond et heureux en ce grand et riche diocèse ; *Ad multos annos* pour la pérennité des œuvres de sanctification que la Providence fera par vous éclore et durer à jamais !

Voilà le double souhait que vos frères visiteurs vous apportent, fiers de vous compter pour l'un des membres de la vieille famille ornaise. « *Ad multos annos !* »

L. TABOURIER.

(1) *M. des Lourdines*, chap. I.

Ont pris part à tout ou partie de l'excursion :

Sociétaires :

Mmes	CAHOUËT (le capitaine DE)
BANVILLE (la vicomtesse DE).	COLLIÈRE (Jean).
BOURDON (Maurice).	DALIBERT.
BROSSARD (la comtesse DE).	DAUGER (le vicomte).
CAIX (la baronne DE).	DELOBEL (Jean).
CHABERT.	DESCHAMPS (Henri).
COURTILLOLES (DE).	DESHAYES (Louis).
DAUGER (la vicomtesse).	DULONG DE ROSNAY.
DESCOUTURES (Reynold).	DURAND DE SAINT-FRONT.
LAVIGERIE (DE).	FÉRON (Jacques).
LEBOURDAIS (Frantz).	FRONDEVILLE (le marquis DE).
MARESCOT (la marquise DE).	GUILLAUME (Joseph).
PIERREY.	LA SERRE (Etienne DE).
ROMET (Paul).	LAVERNE (Jacques).
ROMET (René).	LEBOURDAIS (Frantz).
TOURNOUËR (Henri).	LENOIR.
TRÉBUCIEN.	LOUVARD (S. G. Mgr).
	MARESCOT (le marquis DE).
Mlles :	MAZIS (Pierre DES).
BELLESSERT (Marguerite).	MONICAULT (Jacques DE).
LELEU.	MONS (Camille DE).
MAZIS (Françoise DES).	NAZELLE (le comte DE).
MOUCHEL (Jeanne).	PIERREY (Jacques).
	PORCHET (Georges).
MM. :	ROTOURS (le baron DES).
BANVILLE (Gérard DE).	TABOURIER (l'abbé).
BECCI (le Comte).	TAUNAY (Victor).
BOBOT-DESCOUTURES.	TOURNOUËR (Henri).
BOURDON (Maurice).	VÉZARD (René).

Etrangers :

Mmes :	DESHAYES (Louis).
BECCI (la comtesse).	FRONDEVILLE (la marquise DE).
BOISBAUDRY (la baronne DU).	GIRARDOT.
CAHOUËT (DE).	GUILLAUME (Joseph).
CAHOUËT (Léon DE).	LAMOTTE (Jean DE).

LAVERNE (Jacques).
NAZELLE (la comtesse DE).
PAILLARDY (André).
PIERREY (Jacques).
ROMET (Philippe).
VERDUN (la marquise DE).
VÉZARD (René).

Mlles :

BANVILLE (Antoinette DE).
CAHOUËT (DE).
CAHOUËT (Denise DE).
CHABERT.
COURTILLOLES (Elisabeth DE).
DAUGER (Léontine).
IDEVILLE (D').
LAMOTTE (Marguerite DE).
MARESCOT (Yolande DE).
MARESCOT (Régine DE).
MONS (Yvonne DE).
NAZELLE (Marguerite DE).
NAZELLE (Anne-Marie DE).
PELLET.
PIERREY (Françoise).
PORCHET (Madeleine).
ROMET (Marie).

MM. :

ABOVILLE (Henri D').

ABOVILLE (Gérard D').
BECCI (Emmanuel).
BECCI (Antoine).
BOISBAUDRY (le baron DU).
BROSSARD (François DE).
COCHIN (Augustin).
DAUGER (Hubert).
DELISLE (Léopold), conseiller
général de la Manche.
DESCOQS (André).
ESNAULT, maire de Saint-Lô.
FAUVEL, conseiller général de
la Manche.
GIRARDOT.
GUÉRIN (le chanoine L.).
JEANSON.
LE CLERC (le docteur), président
de la Société d'archéologie de
la Manche.
LELIÈVRE (le chanoine).
MONS (DE).
MOUCHEL (Félix).
NAZELLE (Bernard DE).
PAILLARD. (André).
PICHARD, conservateur du mu-
sée de Saint-Lô.
ROMET (Pierre).
ROMET (Jean).
VERDUN (Roland DE).

COMPTE RENDU MORAL

Pendant l'année 1925, la Société historique et archéologique de l'Orne a tenu à son siège social de la MAISON D'OZÉ, à Alençon, huit séances ordinaires ; une autre eut lieu à Paris, chez le Président, M. TOURNOÛER, spécialement pour les membres de la Société résidant à la capitale.

A l'Assemblée générale de janvier, le bureau a été renouvelé partiellement suivant les statuts, les membres sortants ont été réélus à l'unanimité.

Les Bulletins parus contiennent notamment outre les procès-verbaux des séances par M. l'abbé Germain-Beaupré, secrétaire, le compte rendu de l'excursion dans *le Lieuvin, le Roumois, la plaine du Neubourg et le Pays de Caux*, par le Comte Becci ; *les Origines et la Formation normande de Frédéric Le Play*, par le Baron des Rotours ; *à propos de trois noms de communes : Coulmer, Omméel, Ommoy*, par M. Adigard des Gautries ; *étude sur Jacques David*, par le Dr Onfray ; *le manoir des Landes*, par M. du Mesnil du Buisson ; *Essai sur la paroisse de Mortrée*, par M. le chanoine Sevray ; *Biographie de M. l'abbé Olivier*, par M. l'abbé Letacq.

Sous les auspices de la Société s'est tenu, fin juin, à Alençon, le congrès de la Fédération des Sociétés savantes de Normandie, pour favoriser le développement du régionalisme. Les séances en furent suivies par un public très distingué et il y fut fait des communications très intéressantes.

La Société a fait son excursion habituelle dans le Cotentin rayonnant autour de Saint-Lô ; elle s'est terminée par la visite des îles Chausey.

Le Congrès fut accompagné d'une exposition des Beaux-Arts et inauguré par un délégué du Ministère.

Au cours de l'année 1925, le nombre de membres de la Société n'a cessé de croître passant de 521 à 580 environ.

Enfin la Société a continué l'œuvre de ses conférences publiques à la Salle Loutreuil. Le succès en fut aussi complet que les années précédentes.

Le Secrétaire,
P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Situation Financière du 31 Décembre 1925

RECETTES

Solde créditeur au 31 décembre 1924.	370 20	
Intérêts de Banque et arrérages.....	111 50	
Cotisations.....	7.906 »	
Vente de Bulletins....	1.129 50	
Subvention du Conseil général	150 »	
Frais de recouvrements remboursés.	295 15	9.962 35

DÉPENSES

Impression de bulletins.....	5.890 70	
Clichés.....	664 25	
Envoi de bulletins.....	396 10	
Lettres pour convocations et frais d'envoi	775 75	
Frais de recouvrements.....	378 95	
Bulletins excursion et convocations..	333 60	
Prélèvement du 10 ^e des cotisations pour fonds de réserve... ..	790 60	
Location de salles.....	250 50	
Divers	456 40	9.936 85
Solde créditeur.....		25 50

Fonds de Réserve au 31 Décembre 1925

Solde créditeur au 31 décembre 1924.	5.924 20
Dixième des cotisations (année 1925).....	790 60
Solde créditeur.....	6.714 80

Le gérant : F. GRISARD.

Alençon. — Imprimerie Alençonnaise, 11-13, rue des Marcheries.

PROCÈS-VERBAUX

Assemblée Générale du 26 Janvier 1926

Sous la présidence de M. TOURNOÛER, président.

Le mardi 26 janvier, à 14 h. $\frac{1}{2}$, eut lieu l'assemblée générale de la Société historique et archéologique de l'Orne, en la Maison d'Ozé, à Alençon.

Présents : MM^{mes} F. BESNARD, BOURDON, CHAUVÉAU, DE CROYER, DE COUESPEL, DESCOUTURES, FAURE-LACAUSADE, DE LAVERERIE, la comtesse LE MAROIS, POUPET, Paul ROMET, RUFFRAY, TOURNOÛER et M^{lle} BELLESSORT.

MM. le D^r BEAUDOUIN, Henri et Félix BESNARD, le chanoine BOCAGE, Maurice BOURDON, BROUARD, le chanoine DAREL, DE FRILEUZE, D'HENNEVILLE, l'abbé GERMAIN-BEAUPRÉ, le chanoine GUESDON, GUILLEMAIN D'ECHON, JOUANNE, LE JEMTEL, LENOIR, DE MOLORÉ DE SAINT-PAUL, le comte et le vicomte D'ORGLANDES, l'abbé RABINEL, RENAULT, Paul ROMET, l'abbé TABOURIER, TOURNOUËR.

Excusés : MM^{mes} la vicomtesse DE BANVILLE, CHEVALIER, DAVID, DE LAVIGERIE, LEVEILLÉ, LETURC, DE MALLEVOUE.

MM. le baron D'ABOVILLE, le duc D'AUDIFFRET-PASQUIER, GÉRARD DE BANVILLE, l'abbé BARBÉDIENNE, BARILLET, Ferdinand BEAU, Ch. BEAUGÉ, BOBOT-DESCOUTURES, le chanoine BOISSEY, le D^r BOUTEILLIER, DE CAHOUE, CHEVREUIL, COQUERET, CORBIÈRE, COUSIN, CRESTE, DAVID, DESBOUDARD, Henri DESCHAMPS, Louis DESHAYES, DOIN, DURAND, l'abbé DUVAL, GUÉRIN-SÉGUIER, GUILLAUME, HUBERT, JOUSSELIN DE SAINT-HILAIRE, LOISEL DE LABILLARDIÈRE, Et. DE LA SERRE, LEBOURDAIS, le baron LE GUAY, le comte LE MAROIS, LE MONNIER, le D^r LEROY, le comte

DE LEVIS-MIREPOIX, LOUVEL, DE MARCÈRE, le chanoine MERCIER, le vicomte DU MOTÉY, Jacques PORCHER, RICHARD, RIGOULAY, le comte RÆDERER, le baron DES ROTOURS, ROULLEAUX-DUGAGE, le chanoine TESSIER, VERGER.

Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Henri Besnard, est approuvé.

Après avoir annoncé la mort de M. Decauville, à La Luzerne, et de M. Fauvel, conseiller général de la Manche, maire de Lessay, et beau-frère de M. le vicaire général Dumaine, un de nos regrettés vice-présidents, M. le Président exprime nos condoléances à M^{me} Huet-Desaunay, pour la mort de son mari, avocat à la Cour d'appel de Paris, décédé le 27 décembre, à Carrouges, ainsi qu'à M. Ernult-Descoutures, qui vient de perdre sa femme, et à M. l'abbé Guerchais dont la mère est décédée à Alençon, le 16 décembre, dans sa 86^e année.

Puis, en quelques mots sortis du cœur, il dit combien nous avons été douloureusement affectés par la mort prématurée du baron André des Rotours, qui s'est usé, on peut le dire, au service du pays. Il prie notre dévoué secrétaire général et sa famille d'agréer nos respectueuses et très vives sympathies.

M. le Président, pour réparer une omission faite en 1924, et qu'il a grandement regrettée, tient à évoquer aujourd'hui la mémoire d'un de nos membres défunts les plus distingués : M. de Mallevoue, qui fut un homme de cœur doublé d'un savant. Il a publié notamment :

Les actes de Sully, passés au nom du Roi de 1600 à 1610 par devant M^e Simon Fournier, notaire au Châtelet de Paris, dont les minutes sont conservées en l'étude de M^e Henri Motel, notaire à Paris. Recueillis, publiés et annotés par M. F. de Mallevoue. Paris, Imp. Nat., 1911, 516 p., in-4 (publ. par les soins du Ministre de l'Instruction publique).

La baronnie d'Echauffour et la châtellenie de Montreuil en 1491. — Al. 1914 (publ. dans le bull. de la Société).

Les devises de Sully, Paris et Nogent-le-Rotrou, 1914, 18 p., in-8^o (publ. dans le bull. de la Soc. de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, t. XI, 1913).

* *Une journée révolutionnaire au Sap et à Saint-Germain-d'Aulnay*, 1913 (Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne).

M. le Président nous rappelle aussi le deuil de nos voisins les Virois, qui ont vu leur Hôtel de Ville en partie détruit par un terrible incendie. C'est une grande perte pour l'histoire normande car la bibliothèque renfermait une très remarquable collection d'ouvrages relatifs au Bocage et le musée était riche d'œuvres de premier ordre : un Van der Neer, un Le Sueur, un Poussin, un Van der Meulen, un Chardin, des Théodore Rousseau, des Corot, des Troyon, des Daubigny, etc.

Nous passons maintenant aux bonnes nouvelles. M. le Président fait d'abord les présentations suivantes :

M^{lle} de Moidrey, au château de Sévigny, par Argentan, par le vicomte de Moidrey et le lieutenant de Moidrey.

M. Jean des Rotours, 85, rue Washington, et château des Rotours, par Putanges, par le baron des Rotours et M. Tournouër.

M^{me} Raoul Margaritis, 2, avenue Villeneuve-l'Etang, Versailles, par M^{me} de Lagarenne et M^{me} Tournouër.

M. le Président est heureux d'applaudir avec nous à la nomination, comme chevalier de la Légion d'honneur, de M. le chanoine Porée. Il félicite M. Taunay, promu officier, que l'on a royalement fêté, ces jours derniers, à Paris, dans un grand banquet organisé en son honneur. Félicitations aussi à notre confrère M. Dalibert pour son mariage.

M. le Président annonce la publication prochaine d'un important ouvrage de M. de Gasté (65 fr. en souscription) sur les chasses et l'équipage du marquis de Chambray.

Nous sommes invités au cinquantenaire de la Société de Borda, qui aura lieu à Dax, du 26 au 30 juillet, en coïncidence avec le 9^e Congrès de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest.

M. le Président rappelle que le Congrès bourguignon des Sociétés Savantes se tiendra aussi cette année à Dijon et sera présidé par M. Estaunié, de l'Académie Française.

M. Jules Appert écrit pour offrir aux amateurs d'histoire locale des renseignements sur les Le Cilleux ou Le Silleux,

sieurs du Val en La Chapelle-Moche. M. Duquesne, de Pont-Audemer, lui, en demande sur nos conférences et leur organisation.

M. le Curé de Chausey, qui fit dans son ile un accueil si empressé à notre Société, écrit à M. le Président un mot fort aimable pour tous. Reçu aussi de Mgr Louvard une carte très délicate.

M. le Président résume un article de Henri Bordeaux (*Echo de Paris*, 28 décembre 1925) sur un personnage qui tient de près à Alençon, l'abbé Roussel, fondateur de l'Orphelinat d'Auteuil.

Né le 5 décembre 1825 à Saint-Paterne (Sarthe), d'une famille paysanne.

Oncle, curé de Champfleur.

L'abbé Desgenettes, curé de Notre-Dame-des-Victoires, le plaça chez le graveur Letaille. Tombé malade, il résolut d'entrer au séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Prêtre, il est attiré vers les ouvriers dont il entreprend l'apostolat et recueille les enfants. Il crée l'œuvre des Orphelins-Apprentis d'Auteuil qui commença avec six garçons ; de 1866 à 1925, elle a recueilli 13.000 enfants.

L'abbé Roussel mourut en 1897 après avoir fondé à Billancourt une maison pour les orphelines.

Cérémonie à l'occasion de son centenaire le 29 décembre 1925, à Saint-Eustache, avec panégyrique par Mgr Tillées, et concert.

Autre article du Dr L. Boulard dans le *Bulletin du Bibliophile et du Bibliothécaire*, 1^{er} janvier 1926, p. 39, sur *La Marque de François d'Argouges, évêque de Vannes, 1687 à 1716*.

Cette marque se trouve imprimée en or au milieu d'un semis de quintefeuilles sur les plats d'un livre intitulé : *Nouvelle relation de la Chine*, par le R. P. Gabriel de Mazillaux, Paris, 1688. C'est le blason de François d'Argouges, évêque de Vannes (1687 à 1716), fils de François, s^r de Villevant, surintendant de la maison de la feue reine-mère, premier président au Parlement de Bretagne... et de Anne de Hodic.

Ce blason se décrit :

Ecartelé d'or et d'azur à trois quintefeuilles de gueules posées 2 et 1, la dernière brochante sur la partition.

M. le Président signale encore d'autres publications intéressantes pour nous :

Hugh de Grentemesnil (restaurateur de Saint-Evrout) *and his family*, par Henry James Francis, Leicester, 1925. — (Extrait de la Revue de la Société archéologique de Leicester.) Avec gravures du village de Grandemesnil, de Saint-Evrout et portrait de Hugues de Grentemesnil d'après un cliché prêté par notre Société.

Le bois d'illustration au XIX^e siècle. Recherches sur ses origines. Mémoire sur Godard d'Alençon, par Louis Dimer. Paris, Rapilly, 1925.

Le Mémoire sur Godard parut dans le bulletin de la Société de l'histoire de l'Art Français en 1921.

Les Apothicaires de Bellême, par M. Bouvet (La Pharmacie française, novembre 1925).

La petite école de M. le Vicaire, 28 p., de M. Romain Le Monnier (étude sur la Révolution).

Dans les *Mémoires des Antiquaires de Normandie*, une documentation fort intéressante sur la paroisse *Saint-Pierre de Lisieux*, par M. Huard, bien connu de nous tous.

Et enfin le livre si attachant de M. Herriot sur *La Forêt Normande* qui, comme le dit, M. A. Albert Petit dans le *Journal des Débats*, « fait regretter que d'autres soucis aient éloigné de la littérature le délicat historien de M^{me} Récamier ».

M. Primois envoie une importante étude sur la grosse Forge de Ponthève, le fourneau de Saint-Evrout et la Tréfilerie de Pont-Cœuvre, 97 p., grand in-8°, travail de documentation minutieuse et de haute compétence, mais malheureusement bien long pour notre Bulletin. La commission examinera si nous pouvons le publier soit par tranches, soit en demandant à l'auteur de le résumer.

M. le Président annonce une nouvelle Revue *Nova Francia*, qui centralise tout ce qui a trait aux relations de la France et du Canada. Le duc de Lévis-Mirepoix dirige la fondation et il est convenu que nous échangerons nos publications. C'est à ce propos que M. le Président nous dit que l'église de Mortagne doit s'enrichir d'un troisième vitrail de Barillet pour évoquer le souvenir de Boucher, de Boucherville, canadien célèbre, originaire de Mortagne.

Pour terminer, M. Jouanne signale à l'attention des

membres de la Société, le travail très remarquable de M. Prentout sur *Les Etats provinciaux de Normandie*.

Maintenant la parole est à M. Brouard qui lit le compte rendu financier. Après l'avoir entendu, M. le Président le remercie pour les services qu'il veut bien rendre avec un dévouement si éclairé à la Société. Puis, il proclame les résultats du renouvellement triennal des membres du bureau. Ceux-ci sont réélus à l'unanimité.

Enfin, avant de clôre la séance, M. le Président dit un mot de notre sérieux et important projet d'acquisition de l'Hôtel Libert. Il semble en bonne voie. Mais comme un certain nombre de nos membres n'ont pu à temps être touchés par la communication faite à ce sujet et que d'autres n'ont pas eu le délai indispensable pour répondre, un nouvel appel sera adressé avant la prochaine séance.

Celle-ci est levée à 16 h. 1/2.

Le Secrétaire,

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Séance du 16 Février 1926

Sous la présidence de M. TOURNOÛER, président.

Le mardi 16 février 1926, à 14 h. 1/2, la Société historique et archéologique de l'Orne a tenu séance ordinaire en la Maison d'Ozé, à Alençon.

Présents : MM^{mes} CHAUMEAU, RUFFRAY et M^{lle} BELLESORT.

MM. le Dr BEAUDOUIN, Ch. BEAUGÉ, Félix et Henri BESNARD, Maurice BOURDON, le capitaine DE FONTAINE, l'abbé GERMAIN-BEAUPRÉ, GILLET, l'abbé GUERCHAIS, GUILLEMAIN D'ECHON, le comte DE LA FONT DE SAVINES, MÉZEN, RENAULT, Paul ROMET, TOURNOÛER et l'abbé VANNIER.

Excusés : MM^{mes} la vicomtesse DE BANVILLE, Félix BESNARD, DE COUESPEL, DAVID, la baronne DE SAINTE-PREUVE, Paul ROMET.

MM. le prince DE BROGLIE, DELOBEL, DESBOUDARD, ERNULT, maire de Bayeux ; GUÉRIN-SÉGUIER, le chanoine GUESDON, Paul HAREL, LOUVEL, le marquis DE MARESCOT, le D^r ONFRAY, le baron DES ROTOURS, le comte DE SOUANCÉ et TAUNAY.

M. Dulot, de Domfront, a envoyé sa démission qui est compensée par deux nouvelles présentations :

M. Gérard de Nanteuil, château de la Chevalerie, Arçonnay, par Champfleur (Sarthe), par MM. de Beauregard et Tournouier.

M. l'abbé Dumont, vicaire à La Ferté-Macé, par MM. les abbés Dupont et Jamet.

M. le Président adresse nos condoléances à M. le D^r Joly, maire de Tessé-la-Madeleine, pour la mort si prématurée de sa sœur.

Il nous rappelle que le Ministère des Beaux-Arts a sollicité notre collaboration pour assurer le classement et la conservation des bâtiments, objets ou sites remarquables tant au point de vue artistique qu'historique, en les faisant figurer sur l'inventaire supplémentaire. Des fiches de signalement sont à la disposition de nos membres.

Nous publierons prochainement une note sur un important ouvrage du commandant Quenedey : *L'Habitation rouennaise, étude d'histoire, de géographie et d'archéologie urbaine* (en souscription : 70 fr.).

M. le Président dit un mot du salon des Artistes normands dont une des œuvres maîtresses est le portrait de Paul Harel par H. Besnard, et il signale aussi l'Exposition concernant M^{me} de Sévigné, dont une parente, M^{me} des Courtils, est alençonnaise.

Pour réaliser l'idée intéressante des « *exhibitions* » qui se pratique dans certaines sociétés savantes et dont parlait, voilà quelque temps, M. le Président, M. le D^r Beaudouin fait passer sous nos yeux deux jolies gravures représentant

Honoré d'Urfay et l'Astrée, ainsi qu'un sol à l'N avec à l'avvers une H et le millésime 1812. C'est donc un sol de Jérôme Napoléon.

M. le Président remercie le D^r Beaudouin et nous annonce de lui, pour le 9 mars, une causerie sur le chirurgien Caillard, qui servit à Henri IV la fameuse dinde.

M. H. Besnard signale dans *L'Anthologie des écrivains normands morts à la guerre*, un article intéressant sur Camille Violand.

M. Paul Romet dit que le *Journal des Débats* vient de publier une adresse de protestation motivée et courageuse des professeurs du Lycée d'Alençon au ministre de l'Instruction publique au sujet des inspecteurs d'Académie et de l'école unique.

En terminant, M. le Président remercie M. le capitaine de Fontaine qui fait hommage à la Société d'un important ouvrage de son beau-père, M. Reynault de Beaucaron : *Mémorial généalogique, Champagne, Bourgogne, Orléanais* (2 vol. in-8°, Duguet, Blois, 1924).

M. le Président aborde maintenant la question importante de l'achat de l'Hôtel Libert. Il donne la parole à M. Félix Besnard, qui fait un exposé très clair et très compétent de la question. On décide de poursuivre la souscription et de négocier l'achat. M. le Président se propose aussi de tenter une démarche auprès de M. le duc de Trévise qui, comme il a été dit, se trouve en Amérique, et de le prier de nous faire aider, s'il le peut, par quelques Mécènes du Nouveau-Monde.

La séance est levée à 16 h. ½.

Le Secrétaire,

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Séance du 9 Mars 1926

Sous la présidence de M. TOURNOÏER, président.

Le mardi 9 mars 1926, à 14 h. ½, la Société historique et archéologique de l'Orne s'est réunie en la Maison d'Ozé, à Alençon, sous la présidence de M. Tournoïer, président.

Présents : MM^{mes} BESNARD, BOURDON, DE COUESPEL, DE CROYER, DESCOUTURES, DE LAVERERIE, POUPET, la baronne DE SAINTE-PREUVE, MM^{el.es} BELLESSORT et DE SEMALLÉ.

MM. le Dr BEAUDOUIN, DE BEAUREGARD, BOURDON, H. BESNARD, COLLIÈRE, le chanoine DAREL, DE FRILEUZE, l'abbé GERMAIN-BEAUPRÉ, GUILLEMAIN D'ÉCHON, JOUANNE, JOUBERT, le comte LA FONT DE SAVINES, l'abbé RABINEL, RENAULT, Paul ROMET et TOURNOÏER.

Excusés : MM^{mes} la comtesse D'ANGELY, Albert DESCHAMPS, FAVIER, LEVEILLÉ, Paul ROMET et TOURNOÏER.

MM. BEAU, Ch. BEAUGÉ, Albert et Henri DESCHAMPS, l'abbé GUERCHAIS, GRISARD, le vicomte DU MOTÉY et l'abbé SORNIN.

M. le Président annonce les présentations de :

M. le marquis de Marescôt, au château des Noës, par Le Mesle-sur-Sarthe, par MM. Tournoïer et l'abbé Tabourier.

M^{me} Duhazé, à Alençon, par M^{me} Pesche et le Dr Beaudouin.

M^{lle} Madeleine Vieillot, à Montabard, par Nécé (Orne), par MM. Paul Romet et l'abbé Germain-Beaupré.

M. le Président, en quelques mots sortis du cœur, fait un éloge discret et délicat de Mgr Bardel, dont la mort met en deuil le diocèse de Sées.

Puis il nous expose les doléances de M. le Curé de Saint-Evroult au sujet des ruines de l'Abbaye pour lesquelles on n'a pas assez d'égards. M. Tournoïer verra s'il y a quelque chose à tenter du côté du Ministère des Beaux-Arts.]

M. le Président, après avoir lu la chanson canadienne connue sur l'héroïne alençonnaise « *Marianson, dame jolie...* », nous parle du prochain Congrès des Sociétés savantes de Saint-Lô. On y doit célébrer le huitième centenaire de la chanson de Roland et le centenaire d'Henri de Bornier. La deuxième journée sera canadienne et illustrée par une conférence de M. Louis Gillet ; la troisième sera uniquement consacrée à la Normandie, avec le patoisant Louis Beuve et ses chansons, *Le Village* d'Octave Feuillet, et *L'Ensorcelée* de Barbey d'Aurevilly ; le dimanche, foire normande, puis excursion à Cerisy-la-Forêt et au Mont-Saint-Michel.

M. le Président dit que nous pourrons y participer, comme d'ailleurs au congrès de la Société Française d'Archéologie qui aura lieu à Rouen, à partir du 16 juin.

M. le Président nous invite aussi à nous associer aux membres de la Société du Maine pour fêter le vingt-cinquième anniversaire de la présidence de notre aimé confrère M. Robert Triger et le Cinquantenaire de la Société elle-même. La cérémonie, qui aura lieu le 1^{er} juillet sera présidée par M. Marcel Aubert, directeur de la Société Française d'Archéologie.

M. le Président rappelle les dates des conférences de M. Guillemain d'Echon, le 20 avril, et de M. le Jemtel, le 10 mai.

Il nous dit que l'économiste, M. Georges Blondel, vient d'en donner une du plus haut intérêt à Rennes sur *L'Europe centrale*.

Après nous avoir exposé où en est la question de l'achat de l'Hôtel Libert et avoir félicité M. Prêteux de la prospérité de sa *Revue Normande*, il donne la parole au D^r Beaudouin.

La séance est levée à 16 h. 1/2.

Le Secrétaire,

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Séance du Lundi 22 Mars 1926

tenue à Paris, 5, boulevard Raspail.

Sous la présidence de M. Henri Tournouër, président ;
le comte BECCI, secrétaire.

Présents : M^{mes} ARROU, la vicomtesse DE BAGNEUX, la vicomtesse DE BANVILLE, la marquise DE BROC, la comtesse DE BROSSARD, CHEVALIER, DE CORCELLE, DANLOUX, GOBILLOT, DE LAVIGERIE, la marquise DE MARESCOT, Raoul MARGARITIS, Jacques MARGARITIS, la vicomtesse d'ORGLANDES, la comtesse DE PALYS, Albert RIVIÈRE, la baronne DES ROTOURS, DE SAINT-DIDIER, Tournouër, TRÉBUTIEN, ZAGRODZKA ; M^{lles} Angèle et Marguerite BENARD, LELEU, MOUCHEL ; MM. Pierre ARROU, BEAU, le marquis DE BEAUCHESNE, le comte BECCI, Joseph BESNARD, le comte DE BROSSARD, CRESTE, DOIN, DULONG DE LOSNAY, KAAR FOSS, DE FRANCE, GOBILLOT, GUÉRIN-SÉGUIER, HULOT, JAULME, le docteur JOLY, l'abbé DE LA SERRE, Etienne DE LA SERRE, DE LAVIGERIE, LÉGER, le baron LE GUAY, LEMARQUANT, le comte DE NAZELLE, Albert RIVIÈRE, le baron DES ROTOURS, TAUNAY, Tournouër, le R. P. UBALD.

Excusés : M^{mes} BONY, la baronne DE CAIX, la comtesse LE MAROIS, DE MALLEVOUE, PIERREY, la marquise DE VERDUN ; MM. FOUCAULT, l'abbé HÉBERT, HUNGER, le comte LE MAROIS, le commandant DE MALEISSYE-MELUN, DE MARCÈRE, Paul ROMET.

Il n'est pas donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui a paru dans le Bulletin de la Société de 1925, page 18.

M. le Président adresse quelques mots de bienvenue aux très nombreux membres de la Société, présents à Paris, qui ont bien voulu répondre à son appel. Ces réunions parisiennes sont particulièrement goûtées par ceux d'entre nous qui ne peuvent pas suivre les réunions d'Alençon, et que cependant les travaux de la Société sont loin de laisser indifférents.

Avant de donner la parole à M. René Gobillot, qui va nous entretenir de la comtesse de Ségur, et de ce qui, dans ses œuvres, offre un attrait plus particulier pour les Ornaï, il tient, non pas à présenter le conférencier, que tous les sociétaires connaissent depuis longtemps, mais à lui souhaiter la bienvenue. Il veut lui dire tout le plaisir que nous allons avoir à l'entendre parler de cette grand'mère si bonne qu'elle a charmé et même souvent ému par ses récits, non seulement ses petits-enfants, mais les enfants de toutes les générations qui se sont succédées dans la lecture de ses ouvrages.

Il veut aussi, en quelques mots, indiquer quelles ont été les manifestations de la Société en 1925, et ce qu'elles seront en 1926 ; nous faire en un mot un abrégé de sa vie.

C'est, tout naturellement, à Alençon, qu'elle se développe surtout, et de la façon la plus régulière, en dehors des excursions annuelles, qui sont fort appréciées et ont toujours un très grand succès.

Le nombre des sociétaires qui, l'an dernier, atteignait 500, dépasse aujourd'hui 550, c'est beaucoup pour une Société comme la nôtre ; il faut souhaiter cependant que nous arrivions à être plus nombreux encore : plus nous serons et plus nous pourrons faire de choses utiles et intéressantes !

Les séances mensuelles se sont tenues à Alençon, avec une grande régularité. Depuis deux ans, elles sont suivies d'une *causerie* qui, en même temps qu'elle charme les auditeurs, a l'avantage de dégager le président du souci de trouver chaque mois un ordre du jour nouveau. Il regrette cependant que les communications individuelles soient aussi rares sur des sujets locaux, permettant de donner à chaque réunion une animation qui serait très désirable.

Le président donne rapidement la liste des conférences faites cet hiver par des orateurs excellents, et notamment cite celle de M. Hubert Morand sur le peintre David, à l'occasion du centenaire de celui-ci ; celle de M. Fernand Laudet sur la chapelle de Dormans, celle de M. Guillemain d'Echon sur la louteterie, celle de l'abbé Tabourier sur la peinture religieuse dans l'Orne, celle du docteur Le Jemtel

sur l'esprit conquérant des Normands, celle du comte Le Marois sur les Normands dans les deux Siciles ; à chacune de ces réunions assistent 250 à 800 personnes ; elles sont fréquemment accompagnées de projections ou de musique et sont de plus en plus suivies.

Cette année, s'est tenu à Alençon le Congrès de la Fédération des Sociétés normandes ; soixante-huit sociétés avaient envoyé des délégués et les séances en ont été extrêmement intéressantes, animées par des concerts, des conférences et rendues plus attirantes encore par la présence de deux Norvégiens, MM. Magrus Olsen et Kaare Foss. Ce dernier a tenu à être aujourd'hui des nôtres, et M. le Président est heureux, au nom de tous, de lui renouveler l'assurance de toute notre sympathie.

M. Kaare Foss a écrit en norvégien le récit de ses impressions sur le Congrès d'Alençon, et ce travail sera reproduit en français dans le Bulletin consacré à cette grande manifestation régionale.

Le Congrès de la Fédération doit se tenir cette année à Saint-Lô, du 23 au 28 juin ; la Norvège y sera représentée, et cette réunion donnera certainement lieu à de très belles journées.

L'excursion dans le Cotentin a laissé les meilleurs souvenirs à ceux qui ont pu y prendre part. Les fidèles de ces excursions s'y retrouvent chaque année et c'est pour eux une excellente occasion de se revoir. Saint-Lô, Coutances, la lande de Lessay ont successivement été l'objet de notre visite et nous gardons un souvenir particulièrement agréable de notre voyage aux Iles Chausey, favorisé par un temps splendide. Nous avons reçu notamment du vénérable curé de cette île, véritable rocher à demi sauvage, sans cesse battu par les vents et les flots, un accueil qui nous a touchés. La vie de cet homme de bien, entièrement consacrée au soulagement des misères de ses frères, tant morales que matérielles, tour à tour pasteur, médecin, marin, charpentier

ou maçon selon les besoins du moment, est un vivant exemple de ce que peut faire la foi quand elle est soutenue par un grand cœur et une grande énergie. Elle peut, dit-on, soulever des montagnes ; nous avons pu constater qu'elle permettait à de pauvres populations de ne pas se sentir abandonnées sur un rocher désolé.

Cette année, nos pas se dirigeront vers la Mayenne ; nous nous installerons à Lante-Suzanne pour trois ou quatre jours, probablement du 30 août au 5 septembre ; de là, nous rayonnerons vers Foulletorte, Mézangers, Montécler aux beaux châteaux, Mayenne, Laval aux belles églises, et nous terminerons par la visite de l'abbaye de Solesmes.

Au cours d'une récente réunion à Honfleur, des dispositions ont été prises pour le Congrès de Saint-Lô. On doit y commémorer le huitième centenaire de la *Chanson de Roland*, dont l'auteur était un avranchin ; on jouera la *Fille de Roland* ; cette partie du programme tiendra la première journée.

La seconde journée sera consacrée au Canada, sous la présidence de l'honorable Philippe Roy, commissaire général.

La troisième journée sera toute normande ; Louis Beuve se fera entendre dans ses chansons en patois normand, puis on jouera *Le Village*, d'Octave Feuillet, et *L'Ensorcelée*, de Barbey d'Aurevilly.

Le dimanche, se tiendra une foire-assemblée, avec tréteaux.

Le Congrès se terminera par une excursion à Cerisy-la-Forêt et au Mont-Saint-Michel, qui sera visité en détail et d'une façon particulièrement intéressante. L'affluence des touristes au moment de l'excursion annuelle rend cette visite très difficile, aussi le président croit-il être agréable à ceux de nos confrères qui seraient libres de leur temps à cette date en leur demandant de prendre part à cette journée. Des convocations seront d'ailleurs envoyées en temps utile.

La Société française d'archéologie tiendra cette année son congrès à Rouen, le 7 juin ; ce sera une occasion de voir en détail cette magnifique ville.

En juin, la Société d'archéologie du Maine fête son cinquantenaire en même temps que les noces d'argent de son président, et M. Tournouër tient à porter à notre voisine les sympathies de la Société ornaise.

Enfin le Congrès de l'Association normande aura lieu cette année à Lisieux.

Les manifestations des Sociétés savantes normandes seront donc cette année particulièrement nombreuses, et nous ne pouvons que nous en réjouir ; notre belle Normandie est assez riche en monuments et en souvenirs pour alimenter toutes les activités, et mieux elle sera connue, plus elle sera aimée.

Une autre grave question nous préoccupe : c'est celle de l'acquisition, à Alençon, de l'hôtel Libert.

Les communications qui vous ont été adressées vous ont déjà mis au courant de ce projet. Il s'agit de l'hôtel Louis XIV encore occupé par la famille Jousselin de Saint-Hilaire ; la plupart d'entre vous le connaissent : il est bâti en granit, donne sur deux rues, possède un jardin et de vastes dépendances. Il nous fut proposé, il y a dix-huit mois, par les héritiers, pour le prix de soixante-quinze mille francs auquel doivent s'ajouter les frais d'acte et le montant des réparations et transformations nécessaires. La dernière circulaire vous a donné les chiffres exacts.

Une souscription a été ouverte parmi les membres de la Société ; la semaine dernière, elle atteignait quatre-vingt-dix mille francs, soit environ le prix d'acquisition avec les frais (une douzaine de mille francs).

Il fallait se décider ; vous savez que l'augmentation constante de nos collections et l'accroissement de notre bibliothèque ont rendu trop étroite la maison d'Ozé où nous sommes actuellement logés. D'autre part, nous ne sommes pas chez nous et diverses circonstances peuvent se présenter, qui pourraient nous obliger à abandonner notre demeure actuelle. Une occasion se présente d'installer notre Société de façon définitive, dans un cadre qui soit digne

d'elle. D'autre part, le parti que l'on peut tirer de l'hôtel Libert, par des locations, notamment, déchargerait la Société d'une très notable partie des charges dont cette acquisition viendrait grever son budget. Nous avons une proposition ferme de location de tout le premier étage pour le prix de sept mille francs.

Si nous attendons, le prix des réparations peut être encore majoré ; l'opinion publique nous pousse, il faut en finir : c'est ainsi qu'un acquéreur s'est retiré devant la Société historique. Le président a donc écrit à M. Paul Romet de convoquer le bureau pour prendre une décision provisoire ; celui-ci a conclu à l'achat, sauf ratification par l'assemblée générale en avril.

Depuis cette décision, le président a reçu un pli contenant une somme de dix mille francs, ce qui porte le total des souscriptions exactement à cent trois mille francs. Il suffit maintenant de parfaire la somme prévue de cent soixante mille francs, en remarquant que celle-ci sera très probablement dépassée. Le paiement s'effectuerait en deux fois, moitié cette année, moitié l'année prochaine.

Le président s'excuse de ces explications longues, mais nécessaires avant de demander à la réunion d'émettre un vote sur la question.

Malgré les charges lourdes que cet achat impose à la Société, il faut voir les côtés avantageux qu'il représente. Nous aurons tout le rez-de-chaussée qui comprend un salon immense que nous pourrions louer pour des réunions ou des conférences ; à côté cinq ou six autres salons, un escalier très beau, réservé à notre usage exclusif ; enfin nous serons chez nous. Pendant le temps des travaux, nous resterons à la maison d'Ozé et nous la quitterons avec regret, mais notre Société sera dorénavant dans un cadre qui ne peut qu'accroître son prestige. En même temps ses membres auront un lieu de réunion, une sorte de cercle où ils se retrouveront avec plaisir.

Après avoir longtemps hésité, par prudence, le président est maintenant convaincu, et il « marche ». Il espère que de nombreux souscripteurs « marcheront » à sa suite ; en plus d'une œuvre intéressante, ils feront une bonne affaire

en tirant de leurs fonds, bien garantis par la valeur de l'immeuble, un revenu appréciable.

Pour conclure, il demande à la réunion de se prononcer.

A mains levées, celle-ci vote le principe de l'acquisition de l'hôtel Libert dans les conditions qui viennent d'être exposées.

M. Taunay propose de voter des félicitations et des remerciements aux instigateurs de cette heureuse initiative.

Cette proposition est saluée par de nombreux applaudissements.

M. le Président remercie M. Taunay de ses aimables paroles ; il convie d'ores et déjà tous les membres de la Société à venir pendre la crémillère dans leur nouvelle installation, lorsqu'elle sera prête : ils seront avertis en temps opportun.

Personne ne désirant plus prendre la parole sur cette question, le Révérend Père Ubald d'Alençon donne aux sociétaires quelques indications brèves sur l'ouvrage qu'il leur a dédié, et dans lequel il s'est attaché surtout à étudier la vie de M^{me} Martin, mère de la petite sainte normande, sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et de la Sainte-Face.

Cet ouvrage paraîtra d'ailleurs incessamment en librairie.

Après un échange de vues entre le R. P. Ubald et le baron des Rotours, le président remercie l'auteur de l'hommage qu'il a bien voulu faire de son travail à la Société et de sa communication, puis il donne la parole à M. René Gobillot qui va nous entretenir de la comtesse de Ségur.

(La conférence de M. René Gobillot a été publiée dans le Bulletin de la Société, numéro d'octobre 1924.)

Le Secrétaire,

Le Président,

Comte BECCI.

H. TOURNOUER.

Séance du 9 Avril 1926

Sous la présidence de M. **TOURNOÛER**, président.

Le vendredi 9 avril 1926, en la Maison d'Ozé, à Alençon, à 14 h. $\frac{1}{2}$, la Société historique et archéologique de l'Orne a tenu séance sous la présidence de M. Tournouër.

Présents : **MM^{mes} DESCOUTURES, POUPET**, la baronne DE **SAINTÉ-PREUVE, RUFFRAY**, **MM^{ies} BELLESSERT et FOURRIER**.

MM. Maurice BOURDON, COLLIÈRE, CRESTE, le capitaine DE **FONTAINE, JOUBERT**, les abbés **GERMAIN-BEAUPRÉ** et **GUERCHAIS, GUILLEMAIN D'ECHON**, le vicomte DU **MOTÉY**, l'abbé **RABINEL**, le comte **RÖDERER**, **Paul ROMET**, l'abbé **TABOURIER**, **TOURNOÛER** et l'abbé **VANNIER**.

Excusés : **MM^{mes} DAVY, Paul ROMET et TOURNOÛER**.

MM. Auguste FONTAINE, DE LA MAHÉRIE, Benoît POUPET, PRIMOIS et le baron **DES ROTOURS**.

M. le Président annonce la mort de notre confrère, M. Choïsne, conseiller municipal de Neuville-sur-Touques, et envoie à sa veuve nos sympathiques condoléances, puis il salue :

M^{lle} Fourier, institutrice à la Motte-Fouquet, par La Ferté-Macé, présentée par le comte de Germiny et M. Brouard.

Sont également admis :

M. Georges Le Clerc, ingénieur, 8, rue d'Angiviller, à Versailles, et au château de Comtittout, par Falaise, présenté par MM. Etienne de la Serre et Paul Romet.

Et M. l'abbé Feutry, curé de La Chapelle-Souëf, présenté par MM. l'abbé Godet et Tournouër.

M. le Président dit que nos deux Bulletins en retard vont probablement être imprimés fin mai.

Il ajoute qu'il a reçu de M. Kaare Foss, ce jeune Norvégien si assidu aux séances de notre Congrès, une demande d'échange d'hospitalité pour deux ou trois mois, de préférence avec une famille normande.

M. le Président nous annonce la fondation d'une Société d'entr'aide pour les étudiants et étudiantes normands dont le président dans l'Orne est M. Yves André, du Mesle-sur-Sarthe, étudiant en pharmacie. Cette association a aussi pour but d'entretenir ou de développer chez ses membres l'amour de la petite patrie.

C'est de tout cœur, déclare M. le Président, que nous nous associons à l'hommage rendu par la Société libre d'agriculture de l'Eure au Président de la Section des lettres, M. le chanoine Porée, qui est nommé chevalier de la Légion d'honneur. Nous nous souvenons avec reconnaissance de son aimable empressement à nous guider et à nous documenter dans la visite de Bernay.

M. Le Cacheux, archiviste de la Seine-Inférieure, avertit M. le Président de la célébration prochaine du centenaire de Léopold Delisle ; une souscription est ouverte pour la pose d'une plaque commémorative ou l'érection de son buste à Valognes. M. Tournouër représentera notre Société dont le fondateur, M. de la Sicotière, était lié d'amitié avec Léopold Delisle.

M. le Président signale la publication d'un grand ouvrage édité à 360 fr., en souscription, sur *Les vitraux de la cathédrale de Chartres*, par l'abbé de la Porte, archiviste diocésain, et d'un volume à 75 fr. sur *La châsse de Saint-Taurin d'Evreux*, qui paraît chez Bonnenfant.

A ce propos, M. Paul Romet nous dit que l'on réimprime l'ouvrage, introuvable actuellement, sur *Les costumes normands*. Le prix en est de 500 fr.

On a prié M. Jouanne de rechercher s'il y a des descendants de Desgenettes dont le centenaire tombe cette année. M^{me} de Sainte-Preuve affirme qu'il n'en existe pas. N'y aurait-il pas moyen, demande M. Tournouër, de faire pour Desgenettes une exposition rétrospective. Nous avons de lui un bon portrait qui se trouve au Musée de la ville.

M. Tournouër nous dit que le Touring-Club de France organise pour le mois d'août une fête populaire à Honfleur avec conférence de M. Le Clerc.

Puis il nous donne les grandes lignes de l'Excursion de 1926 : 30 août, Evron, visite de l'abbaye et du château de

Foulletorte ; 31 août : visite de Mayenne et retour par Jublains ; 1^{er} septembre : Sainte-Suzanne et Sauges ; 2 septembre : visite de Laval ; 3 septembre : Solesmes avec assistance à la messe de 9 heures.

Enfin la grave question de l'achat de l'Hôtel Libert vient sur le tapis. M. le Président nous annonce que la réunion de Paris a confirmé la décision d'achat prise par le bureau ; M. Roch, directeur des contributions indirectes, a fait des propositions fermes de loyer et il offre en plus un intérêt de 6 % pour l'argent qui sera employé à l'aménagement de ses bureaux. Le devis des réparations atteint une cinquantaine de mille francs. Des statuts de société immobilière ont été étudiés très sérieusement et rédigés par M^e Renault. Il faut maintenant se prononcer définitivement pour ou contre l'achat. *Tous les membres présents votent pour.* La question est donc réglée. En terminant, M. le Président recommande à nouveau l'ouvrage de M. du Motey et signale une étude du D^r Cabrol sur l'abbé Lafosse, fondateur du *Cœur-Bléu* d'Echauffour.

La séance est levée à 16 h. 1/2.

Le Secrétaire,

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Seance du 8 Juin 1926

Sous la Présidence de M. TOURNOÛER, président.

La Société historique et archéologique de l'Orne a tenu une séance ordinaire le mardi 8 juin 1926, en la Maison d'Ozé, à Alençon, sous la présidence de M. Tournouër, président.

Y assistaient : M^{mes} BOURDON, DE COUESPEL, la comtesse DE COURTILLOLES, la baronne DE SAINTE-PREUVE, TOURNOÛER et M^{lle} BELLESSORT ; MM. DE BANVILLE, Félix et Henri BESNARD, le capitaine DE FONTAINE, DE FRILEUXE, l'abbé GERMAIN-BEAUPRÉ, GUILLEMAIN D'ECHON, HUBERT,

JOUANNE, le chanoine RATTIER, l'abbé TABOURIER et Tournouër.

Excusés : M^{mes} la comtesse d'ANGELY, BEAUGÉ, Félix BESNARD, Paul DAVID, DESCOUTURES, Achille FOULD et LEVEILLÉ ; M^{lles} FOURNIER et MEUNIER DU HOUSSAY ; MM. BEAUGÉ, Maurice BOURDON, les abbés GAUQUELAIN et GUERCHAI, GUÉRIN-SÉGUIER, LEMARQUANT, DE LA MAHÉRIE, le vicomte DE ROMANET, Paul ROMET, le baron DES ROTOURS et Robert TRIGER.

M. le Président annonce les présentations de M^{lles} Yvonne et Thérèse Meunier du Houssoy, au château de Vaulx, par Gesnes-le-Gandelain, par MM. Tournouër et Paul Romet.

De M^{lle} de la Vaissière de Lavergue (même adresse), par les mêmes.

Et de M. André Timothée, par MM. Auguste Fontaine et Georges Bozo.

Nous avons malheureusement perdu deux membres très marquants dont M. le Président fait en quelques mots choisis un délicat et très juste éloge : M. Chartier, ancien maire de Mortagne, pendant de longues années et avocat réputé, et M. Parmentier, ancien sous-préfet de Mortagne et de Domfront, amateur d'art très averti.

Il adresse nos condoléances à MM. Brard, de Moloré et Grisard qui viennent d'éprouver des deuils cruels.

En revanche, il se félicite d'avoir à nous faire part des fiançailles de M. Porchet avec M^{lle} Gasnier.

M. le Président nous dit que M. Lemarquand lui a signalé la mention au *Journal Officiel* d'un rapport de notre confrère, M. Bazeille, au Congrès des Sociétés savantes de Poitiers sur les prêtres réfractaires, la chute de Charles X, etc.

M. le Président analyse la brochure dont M. le docteur Leroy a fait hommage.

M. le docteur René Leroy a fait paraître le tirage à part de son *Etude généalogique sur la Maison Poret de Boisandré* qui avait déjà paru dans *Le Pays Bas-Normand* (Flers, Follippe, 1925, in-8°, 130 p. avec illustr.).

Travail excellent qui renseigne sur une famille du pays bas, peu connue encore et cependant fort ancienne et qui tient une place assez importante dans la région.

Les Poret se divisent en :

Poret de Taillebois,
Poret de Bois-André,
Poret de Berjou.

Le manoir de Bois-André existe toujours. Il appartient au baron Henri de Villefosse dont la famille ne l'acquiert qu'en 1918 de M. Poulin, architecte. Celui-ci l'avait acheté en 1898 des Le Couturier, etc...

M. Dufourcq a écrit à M. le Président pour prier qu'on veuille bien lui signaler les vieux buffets d'orgue remarquables, en dehors de celui de Saint-Germain d'Argentan.

M^{lle} Fereau, de Montpellier, envoie un échantillon de vieilles dentelles d'Alençon et en propose la vente.

M. le Président annonce la « Semaine du droit normand », tenue à Caen du 21 au 26 juin et l'édition des *Contes du pays normand, Dans le Cinglais*, par Louis Goujet avec dessins de Léandre (35 ou 45 fr. franco).

M. Triger communique le programme de la fête du cinquantenaire de la Société du Maine qui aura lieu le 1^{er} juillet et qui comprendra une messe le matin ; séance à 14 heures et à 17 heures, maison de la Reine Bérengère ; goûter, 5, rue de l'Ancien-Evêché. Tous ceux qui ne pourront participer effectivement à la réunion seront de cœur avec M. Triger pour lui redire, comme à Paul Harel, naguère fêté, lui aussi, au Petit Séminaire de Flers : « Ad multos annos ! »

Un comité, dont notre président fait partie, c'est constitué pour célébrer à Valognes le centenaire de Léopold Delisle en octobre prochain ; un autre pour commémorer par la pose d'un vitrail en son honneur dans l'église de Mortagne le nom de Boucher de Boucherville, le grand Canadien originaire de cette ville. L'artiste choisi pour exécuter le travail est notre distingué confrère, Louis Barillet, au sujet

duquel le R. P. Ubald envoie la note suivante qui veut plutôt être un conseil d'ami qu'une critique d'art :

« Le Père Ubald regrette que, dans le vitrail de la Sœur Thérèse, notre confrère, M. Barillet, ait donné une entorse à l'histoire en représentant sous les traits d'un homme de quarante ans le parrain de Thérèse Martin. Cette représentation pourra prêter à erreur et confusion pour ceux qui feront l'histoire après nous. »

M. le Président nous dit que notre Société fut représentée par une trentaine de ses membres au Congrès de la « Fédération des Sociétés savantes » de Saint-Lô. Puis il donne quelques précisions sur le programme de notre prochaine excursion. Celle-ci, entre autres : Sainte-Suzanne est définitivement choisie comme centre à la place d'Evron où il eût été impossible de caser tout le monde pour la nuit.

M. le Président déclare que le contrat provisoire d'achat de l'hôtel Libert a été passé avec la famille Jousselin de Saint-Hilaire qui fait bénéficier notre Société d'une généreuse préférence. Les souscriptions dépassent 100.000 fr. L'assemblée générale des actionnaires pour la constitution définitive d'une société immobilière se fera le 16 juillet. La forme anonyme avec actions nominatives semble la plus avantageuse.

M. le Président a reçu en hommage pour la Bibliothèque : *Un Français*, pièce en vers, remarquable, de notre confrère M. Emile Langlois ; — *La Vie économique et les classes sociales en Vivarais*, par Jean Régné, archiviste de l'Ardèche ; — *Marques de fabrique de la Tréfilerie de Fontœuvre*, par M. Primois, et *l'Histoire de l'Ecole de droit*, par M. Paul Collinet, au sujet de laquelle notre confrère, M. le comte du Mesnil du Buisson, envoie la note suivante :

Communication à la Séance du 16 Février 1926

J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Société historique et archéologique de l'Orne, un ouvrage nouveau de M. Paul Collinet, professeur à la Faculté de Droit de Paris, intitulé « *Histoire de l'Ecole de Droit de Beyrouth* », formant le tome deuxième des « *Etudes historiques sur le Droit de Justinien* », publiées par le savant auteur à la Société du Recueil Sirey, 22, rue Soufflot, à Paris.

Cet ouvrage jette une lumière nouvelle sur l'élaboration du Droit romain en faisant mieux apercevoir l'influence considérable des Maîtres de l'Orient, non seulement dans le développement de la doctrine, mais même dans la confection et dans la codification des lois. Des trois écoles de Droit officielles de l'Empire, celle de Beyrouth nous apparaît au Bas Empire comme la plus célèbre avant même celles de Rome et de Constantinople, tant par le nombre des professeurs que par leur supériorité ; on les qualifiait d'« œcuméniques ».

Mais ce qui rend particulièrement attrayante la lecture de ce livre d'Histoire, c'est le tableau qu'on y trouve de la vie d'une école d'enseignement public, j'allais dire d'une Faculté, du IV^e au VI^e siècle de notre ère, époque de fermentation d'où sont sorties tant de nos institutions.

Le tableau a pour décor un grand port cosmopolite, ville d'affaires et de plaisirs, colonie romaine réfractaire à l'influence byzantine. Les *auditoria* sont dans les bâtiments de l'évêché à l'ombre de la nouvelle cathédrale où quelques étudiants ont organisé une sorte de petite confrérie.

Les étudiants, M. Collinet en cite cinquante-quatre appartenant à vingt pays différents, y vivent, y circulent, y travaillent. On les voit vraiment allant au cours leurs rouleaux manuscrits sous le bras et se désignant par des sobriquets suivant l'année à laquelle ils appartiennent ; ils formaient, semble-t-il, une Association générale ayant à sa tête un président qui jouissait d'une certaine influence. Les anciens brimaient les jeunes, mais aussi les initiaient, leur faisaient

visiter la ville ; nous les voyons se grouper suivant leurs aspirations morales ou leur nationalité.

La vie des professeurs a aussi ses détails pittoresques ; ils doivent suivre le *programme*, mais cela ne les empêche pas d'avoir leur méthode et leur personnalité. Ils avaient un privilège et un traitement officiel auquel s'ajoutaient des honoraires, mais avec cela les professeurs ne devaient, malgré leur mérite, pas plus qu'aujourd'hui faire fortune. Il y avait aussi, comme de nos jours, les recommandations. Il fallait bien obtenir sa licence pour devenir avocat ou fonctionnaire ! Plusieurs élèves de Beyrouth sont devenus moines, parfois évêques (le plus célèbre est Sévère d'Antioche), et quelques-uns ont eu la gloire du martyre.

Au point de vue érudition, l'ouvrage de M. Collinet est un merveilleux instrument de travail à cause de la sûreté des affirmations étayées par d'innombrables références et aussi à cause de ses tables qui sont très développées.

J'ai donné à la fin de cet ouvrage un plan de la Beryte du *v^{re}* siècle qui contribuera, je l'espère, à éclairer le sujet.

COMTE DU MESNIL DU BUISSON.

En terminant, au nom de la Société M. le Président déclare qu'il se fait un devoir très agréable d'offrir à Monseigneur Pasquet, évêque élu de Séez, l'hommage de notre respectueuse déférence.

La séance est levée à 16 h. 1/2.

Le Secrétaire,

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Notes

SUR LA

GROSSE FORGE DU PONT-ŒUVRE

ET SUR LE

FOURNEAU DE SAINT-ÉVROULT

Des notices concernant la Grosse Forge du Pont-Œuvre, ont été précédemment publiées, l'une en 1898, par M. l'abbé Dupont, alors curé de la Trinité-des-Lettiers, dans son « Histoire de Notre-Dame de Touquette », l'autre en 1914 par M. le docteur Bouteillier, conseiller général de l'Orne, dans son « Essai d'histoire locale sur le canton de la Ferté-Fresnel ».

Quoique contenant des renseignements précieux et intéressants, il était impossible à ces auteurs de s'étendre, en quelques pages, sur l'historique de cette forge, qui pendant plusieurs siècles, joua un rôle dans l'activité sidérurgique de la région et dont la vie fut intimement liée à celle de la forge et du fourneau de Saint-Evrault, dont elle était pour ainsi dire, la filiale.

Cet opuscule a pour but de faire connaître son origine, ses moyens, sa fabrication et les chefs qui la dirigèrent.

LE PONT-ŒUVRE

De prime abord, il paraît séduisant de chercher l'étymologie dans le sens même du nom : « le Pont de l'œuvre, » le pont du travail. Cette définition s'adapte fort bien à une forge, et c'est pourquoi, fort probablement, elle lui fut attribuée par évolution successive au commencement du **xvii^e** siècle. Mais cette étymologie n'est pas la vraie.

- En se basant sur le nom latin inscrit dans une charte de mars 1294 : « in parrochia beate Marie de Bosco, (1) excepta portione sua prati de *Pont-Eve*, etc..... » (2), soit en français : «..... dans la paroisse de Notre-Dame-du-Bois, à l'exception d'une partie du pré du *Pont-Eve*..... » (La traduction de cette charte est donnée plus loin en son entier, page 171. Voici de quelle façon on est arrivé progressivement au nom actuel de Pont-Œuvre, définitivement consacré par l'usage.

Jadis, dans le vieux langage français : Eve ou Aive, étaient synonymes d'Eau. Eva ou Aqua (2) *Pont-Eve*, Pont-eau, Pont sur l'eau.

En 1294 on écrivait : Pont-Eve (3)	liasse	H.579	A. de l'Orne
1532 — Ponthève	—	H.567	A. de l'Orne
1586 — Pontève	—	H.886	A. de l'Orne
1653 — Pontheuve	—	H.889	A. de l'Orne
1717 — Pontœuvre	—	H.603	A. de l'Orne

Ces transformations successives démontrent d'une façon indubitable l'évolution morphologique de ce nom. (4)

Situation et Origine

A deux kilomètres de Saint-Evroult, sur le bord du chemin conduisant de ce bourg à celui du Sap, dans le fond d'une vallée étroite que sillonne le Noireau, (noire eau) au XIV^e siè-

(1) Ne pas confondre le vocable de Notre-Dame de Bosco (du Bois) avec celui de Notre-Dame de Touquette en 1294. «..... in parrochia beate Marie de Touquetta..... » (H. 742. Arch. de l'Orne).

(2) Références : Eau, aqua du sanscrit, ya, eva, aller, qui se meut ; les autres formes en vieux français : aive, ewe, yauve, ont la même signification (dictionnaire étymologique de Toubin).

Aigue, aighe, aige, ege, iauge, eve, esve, cive, hawe, iau we, ive, iau, iaul, etc., etc., pour eau. Eve ou aive, eva, aqua (Pouillé du diocèse de Senlis).

Beaucoup de noms de lieux et de rivières, ont la terminaison en aigue ou eve. Ex.: Entraygues, Longueève, ruisseau qui tombe dans l'Huisne ; Bellève, rivière qui se jette dans la Sarthe.

Tant va pot à « iave » qu'il brise (Buchon). Echaudé « eave » chaude craint (Buchon). Extrait du dictionnaire de l'ancienne langue française par F. Godefroy.

(3) Dans la traduction de la charte de 1294, par l'ancien archiviste, M. Duval, il a été écrit à tort : « Pont Eue », au lieu de Pont Evé. Cette erreur, facile à commettre, provient de ce que la lettre « V » est semblable à la lettre « U » dans les vieilles écritures françaises.

(4) Ces renseignements sont dus à l'obligeance de M. Jouanne, archiviste de l'Orne. Qu'il en soit remercié.

cle, les moines de l'Abbaye avaient élevé une digue, qui, formant un réservoir d'eau de plus de 8 hectares, donnait une chute de 5 à 6 mètres de hauteur, elle servait à faire tourner la roue hydraulique de leur grosse forge du Pont-Eve, en la paroisse de Notre-Dame de Touquette, diocèse de Lisieux.

C'était un lieu sauvage et pittoresque, entouré de bois et de sapins, que peut-être avaient éclairé jadis, les lueurs des petits fourneaux primitifs dans lesquels on fondait le minerai, et qu'on appelait : « Forges à bras ».

Nous n'ignorons pas que nos ancêtres les Gaulois, connaissaient l'art de fabriquer le fer, particulièrement dans cette région de la Normandie, où le minerai était abondant. Ils commençaient par creuser une petite excavation cylindrique ou carrée, de préférence dans le flanc d'une colline et la garnissaient d'argile blanche plus réfractaire que l'argile jaune. Ces creusets n'avaient guère que 0,30 à 0,40 centimètres de profondeur dans le sol. A la base, était pratiquée une ouverture pour le passage de l'air, elle servait aussi de regard pour surveiller la fusion, on avait soin de la placer du côté de la partie en pente du coteau, afin d'en rendre l'accès plus facile ; c'était d'ailleurs, pour ce motif, que ces petits fourneaux étaient creusés dans le flanc de la colline, quoique quelques-uns le furent en plaine. Le fond du creuset était garni d'argile ou de sable et soutenu, par-devant, avec un mur en pierres sèches.

Pour fondre, on réchauffait d'abord le fourneau au moyen de charbons incandescents, ensuite, on y jetait du minerai lavé et cassé en petits morceaux, en ajoutant un peu de marne pour faciliter la fusion. Lorsqu'elle était à point, avec une barre de fer, on perçait le fourneau un peu au-dessus de sa base, le métal liquide se répandait sur le sol préalablement recouvert d'un peu de sable ou de fraïsil. Les crasses et scories restaient dans le fond, d'où on les retirait après refroidissement.

Plus tard, on perfectionna ces petits fourneaux en leur donnant plus de hauteur au-dessus du sol, ce qui en augmenta la capacité ; on utilisa aussi des soufflets, sorte d'outres faites de peaux et qu'on pressait à la main pour en chasser l'air et activer la combustion du charbon.

Pendant la fusion, le métal était brassé avec des perches en bois vert ou des barres de fer, afin de l'affiner.

La coulée de fonte, appelée « gueuse », (1) était divisée en morceaux qui passaient ensuite dans un autre fourneau, où ils étaient chauffés à blanc, on les saisissait avec des pinces pour les marteler sur l'enclume, afin d'en chasser les impuretés et de resserrer les molécules du fer. Cette opération était appelée « le cinglage ».

Pendant de longues années, des siècles même, le fer fut traité par ces moyens primitifs, qui ne subirent que de légers perfectionnements, ce n'est guère qu'au ^{xiv}^e siècle que l'on commença à construire les premières forges possédant des bas fourneaux munis de soufflets actionnés par des roues hydrauliques. Ce sont les religieux des monastères qui développèrent ces moyens mécaniques, d'abord pour les moulins et ensuite, pour leurs forges

On sait qu'une grande partie du territoire d'Ouche appartenait à l'Abbaye de Saint-Evroult, que le sol renfermait du minerai de fer, notamment, dans la forêt environnant le monastère. Les moines ingénieux, délaissant les vieux procédés par trop rudimentaires, surent tirer parti de ces richesses : bois et minerai, en installant des fourneaux et des forges dans les endroits où ils savaient pouvoir utiliser une force motrice naturelle. C'est ainsi que furent créés sur des chutes d'eau, les fourneaux et les forges de la région.

La charte ci-dessous de 1294, quoique mentionnant le nom de Pont-Eve, est muette au sujet de la Forge ; ce silence ne peut autoriser à conclure qu'elle n'existait pas, attendu que cette donation ne la concerne nullement.

..... « Prise en fief par Colin Lemeignen et par Clémence, sa femme, fille d'Etienne Herlequin, des héritages à eux baillés par les religieux, provenant de la donation de Fouque Borel et de Jeanne, sa femme, et situés à la Hellequinerie, à l'exception d'une portion du pré de *Pont-Eve*, que retiennent les religieux, lequel est situé entre le chemin du Sap et le champ de Richard, dit le petit Herlequin, d'une part, et la rivière de Touquette et le champ de Colin Neveu,

(1) De l'allemand « guss », fonte.

d'autre part, moyennant 25 sols de rente. Ils donnent en garantie du paiement une maison et hébergement située à la Basse Herlequinerie, entre le chemin de la Renauderie au moulin Goufout (Goufour) et aboutissant au chemin de la Haute-Herlequinerie à la Basse-Herlequinerie. Plus une vergée de bois située à l'Espiney, entre le pré de l'Aunai et le bois de Richard le Petit et aboutissant aux communes (fiefs) de la Basse-Herlequinerie ». Donné en mars 1294.

Précédemment, en 1293, les religieux avaient été condamnés à payer des dommages causés par le feu de leur « *Fosse Charbonnière* » dans les bois de Jean de Saint-Céneri.

Ce terme de « *Fosse Charbonnière* » indique bien qu'on cuisait du charbon, qui ne pouvait être utilisé que pour la fusion du minerai. Et, un siècle après, en 1405, on ajoute : « qu'il a été fait une donation aux religieux par Colin Martin, d'un clos situé près leur forge..... »

Il ne s'agit donc pas de petits fourneaux à bras, rudimentaires, mais bien d'une forge organisée, dont le nom n'est pas indiqué. Ce qui porte à croire que l'écrivain du temps a voulu faire allusion à la forge du Pont-Œuvre, c'est que dans la même année : « il est fait une prise en fief des religieux de Saint-Evroult par Denis Gentil, de deux acres de terre et d'un clos situé devant la *forge grossière* (grosse) des religieux..... » De tous temps, ce qualificatif de « grosse forge » ne fut donné qu'à celle du Pont-Œuvre, pour la distinguer du fourneau et de la forge de Saint-Evroult.

Il est parlé de nouveau des « grosses Forges » dans une transaction intervenue en 1493, entre les religieux et les censiers, parce que les « dits religieux, avaient fait mettre plusieurs ouvriers pour abattre le bois dans la forêt, pour l'usage de leurs grosses forges..... » (H. 845. Arch. de l'Orne)

Ce pluriel ne laisse aucun doute sur l'existence de la Forge du Pont-Œuvre et sur celle de Saint-Evroult à cette époque et même antérieurement.

Il est permis de le préjuger en lisant le récit suivant, qui témoigne de leur prospérité : « En ce temps-là (1490-92) *les forges* étaient de bonne valeur, à cause de ce que la dite ville (de Saint-Evroult) était fort édiflée, y affluaient de grandes marchandises. Sont ville et bourgeoisie tornées en

grande ruine et décadence à l'occasion des guerres. La dite ville a été détruite et est encore de petite valeur... » etc. (Arch. de l'Orne.)

Toutefois, il ne faudrait pas croire que c'en est fini des forges de Saint-Evrout et du Pont-Eve et qu'elles vont disparaître. Sans nul doute, l'ère de troubles et de guerres qu'elles viennent de traverser, a ralenti et suspendu leur activité, mais elles vont reprendre un nouvel essor sous l'impulsion qui leur sera donnée par les nouveaux maîtres de Forges, qui successivement les prendront à bail. Jusqu'alors elles n'avaient été exploitées que par des religieux confinés dans leur monastère et plus aptes au service de Dieu, qu'à la direction d'une industrie, qui nécessitait de l'organisation, une surveillance incessante, ainsi que des connaissances spéciales.

Cette note de 1524, fait voir qu'il régnait alors un certain désarroi, lorsque l'évêque de Lisieux vint visiter l'Abbaye : « Il conseilla de ne pas démolir les forêts, ni faire des charbonnières pour les forges, mais seulement couper le bois taillis, comme en bon père de famille..... » etc. (Arch. de l'Orne.)

C'est alors que les religieux se désistèrent de leur administration, pour en confier la charge à des maîtres de forges fermiers, dont la nomenclature sera faite plus loin.

Auparavant, il est bon de donner quelques explications d'abord sur les Barons Fossiers et les Férons, et ensuite, sur fabrication des Forges et le matériel employé.

LES BARONS FOSSIERS ET LES FÉRONS

Jadis, au moyen âge, pour exercer une industrie, ou même une profession, on devait préalablement acheter du seigneur du lieu, des lettres de maîtrise, octroyant la permission de travailler, soit isolément, soit avec des compagnons ouvriers et apprentis.

Peu après, chaque métier se groupa en corporation et c'est ainsi que se forma celle « des Férons ».

La corporation des Férons de Normandie s'étendait sur

tout le territoire compris entre les rivières d'Orne et d'Aure. (lisez Avre) le V, pris pour un U (1).

Les chefs de cette corporation étaient six Barons Fossiers, dont trois ecclésiastiques : les abbés de Lyre, de Saint-Wandrille près Caudebec-en-Caux et les abbés de Saint-Evroult. Les trois autres étaient laïques : les barons de Ferrière, de la Ferté-Fresnel et de Chaumont dépendant des comtes de Gacé.

Le titre de « Fossiers » leur venait de la fosse charbonnière qu'ils possédaient dans la forêt pour la carbonisation du bois et des fosses d'où on tirait le minerai.

Un septième baron, Jean de Garancière, seigneur des Bottereaux près Glos-la-Ferrière, où était le siège des réunions, prétendait avoir droit au titre de « Fossier ». Le dimanche de 1480 qui suivit la fête de saint Jean-Baptiste, jour habituel des assemblées des Férons, il se présenta pour faire valoir ses droits et malgré l'opposition formelle du procureur de l'abbé commendataire de Saint-Evroult, Auger Brie, il fut reçu Fossier. Mais les six barons ne cessèrent de protester contre cette intrusion, et le 16 janvier 1659 une sentence du Juge des Férons, déclara que le seigneur des Bottereaux était rayé de la liste, et qu'il n'y avait bien que six Barons Fossiers en Normandie.

Les Férons, dont la corporation remonte au delà de 1250, s'assemblaient tous les ans à Glos-la-Ferrière (dans l'Orne) dans la chapelle de la Maladrerie pour élire un nouveau Maître, qui devait être *natif de Glos et y résider*. C'est pourquoi, en 1751, fut nommé Maître des Férons : Jacques Primois, marchand de fer à Glos, époux de Marie-Anne Taillefer, (arrière grand-oncle de l'écrivain) en remplacement de Le Grand de Bois-Landry, destitué de sa fonction, parce qu'il n'était originaire de Glos et n'y résidait.

Jacques Primois occupa jusqu'à sa mort en 1775, ce poste honorifique très envié, car en 1772, il signait un brevet de maîtrise à Jean-Baptiste Mouchel, maître des tréfileries de Boisthorel (Orne).

Le Juge des Férons exerçait une juridiction non seule-

(1) *Les barons Fossiers*, par de Formeville.

ment sur les Barons Fossiers qui le nommaient, mais aussi sur tous leurs ouvriers. Il réglementait les poids et les mesures et en conservait l'étalon, remettait les lettres de maîtrise après s'être assuré des connaissances techniques du postulant. Ses sentences étaient définitives, à l'exception du cri de haro (référé suspensif) qui était porté devant le juge royal.

Barons Fossiers et juges des Férons disparurent dans la tourmente révolutionnaire, (1) seuls restent les ouvriers férons.

Dans un résumé, leurs anciennes méthodes de fabrication vont être examinées.

Les lignes qui vont suivre n'ont pas la prétention de constituer un ouvrage technique sur l'art de fondre et de traiter le fer, mais d'en faire connaître brièvement les principales phases.

LA FABRICATION DES FORGES A FER

Le Minerais

Il se présente sous forme de gisements ; en couches, ou roches, en filons, en rognons, et en amas ou poches. C'est sous cette dernière forme qu'on le rencontrait autour des forges de Saint-Evrout, il contenait 30 à 40 % de fer.

Pendant quatre siècles au moins, il en fut extrait des quantités dans les paroisses environnantes : à Charentonne, à Saint-Germain et à Saint-André, près Echauffour, (2) à Heugon, à Champ-Haut et ailleurs. Deux petits fourneaux existèrent dans ces deux dernières localités.

Voici de quelle façon on procédait : Tout d'abord, des spécialistes, sorte de prospecteurs, faisaient des sondages souvent en pleine forêt, dans les endroits où l'aspect superficiel du sol paraissait à certains indices, renfermer du minerai. Si le sondage en décelait, on commençait une fouille, en

(1) Bessin des Chauffetières, qui succéda à Jacques Primois, était Juge des Férons de Normandie en 1789. Ce fut probablement le dernier.

(2) Le nom des hameaux des « Petites Forges et Basses Forges », situés à mi-chemin de Saint-André-d'Echauffour et de Cisay-Saint-Aubin, près la ligne du chemin de fer de Mesnil-Mauger, dénote bien le genre de travail qu'on y faisait.

enlevant plus ou moins d'épaisseur du sol, selon la profondeur à laquelle se trouvait le minerai sous forme de grains et quelquefois aussi, en blocs de diverses grosseurs. Puis au moyen d'un treuil très primitif mu par homme, on montait le minerai dans des paniers, appelés « rasières », que les ouvriers emplissaient dans le fond de la mine, ensuite on le criblait, afin de casser les trop gros morceaux et le tout, était lavé à grande eau pour enlever les parties terreuses qui enrobaient les grains et les pierres ferrugineuses.

Pour les minerais chargés de soufre et de phosphore, on procédait au grillage. Mais il n'apparaît pas qu'il ait été fréquemment pratiqué. Il n'a été relevé aucuns frais de grillage dans les comptes de la forge et du fourneau de 1750 à 1800. On peut en conclure que le minerai de la région ne renfermait que très peu de ces deux matières si nuisibles à la bonne qualité du fer.

Dans la vallée de Noireau, comme dans celle de Charentonne, les sources et rivières charrient une notable quantité d'ocre (oxyde jaune de fer) ce qui révèle que de nombreuses poches de minerai sont restées inexplorées.

Plusieurs auteurs prétendent, d'après Jules César, que ces gisements de minerai étaient exploités par les Gaulois et que ce seraient les Druides de la Beauce qui, les premiers, les auraient découverts.

Le Grillage

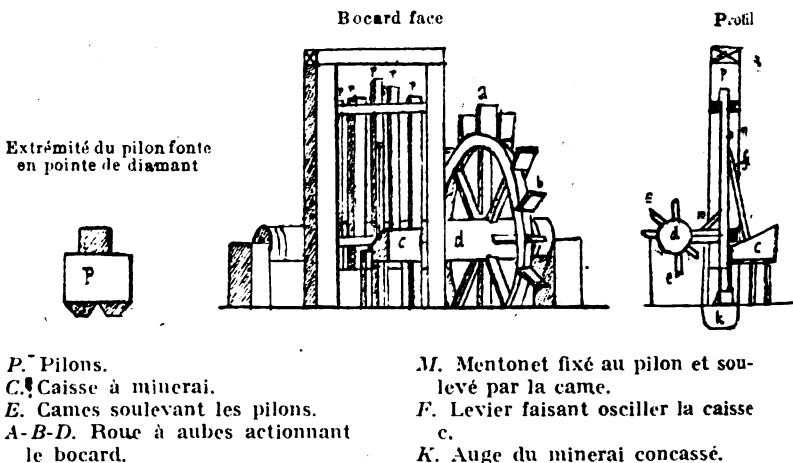
Pour l'opération du grillage, on dressait d'abord le sol sur une certaine superficie, de préférence sur un terrain sec et proportionnellement à la quantité de minerai à griller. Après avoir recouvert cette surface d'une légère couche de gravier ou de scories fines, on étendait un lit de bois, puis un lit de minerai par-dessus et ainsi de suite, en intercalant du minerai entre chaque couche de combustible, dont l'épaisseur n'était que de 4 à 6 pouces, lorsqu'on employait du charbon, et quand le tas atteignait une hauteur totale de 6 pieds environ, on le recouvrait complètement de fraisil (1). On allumait par le

(1) Le fraisil est composé de débris et poussières provenant de la cuisson du charbon. On l'appelait aussi « foisil » par corruption. Les forgerons entre eux, se traitaient de « cousins du foisil ».

bas et le feu gagnait petit à petit toute la masse. Cette opération exigeait une surveillance continuelle à cause des coups de vent, qui produisaient des inégalités dans le grillage. C'est pourquoi ce moyen fut modifié par le grillage dans des fourneaux en maçonnerie, en opérant toujours par couche. De nos jours, on fait de même, mais on remplace le charbon de bois par du coke ou du grain d'anthracite.

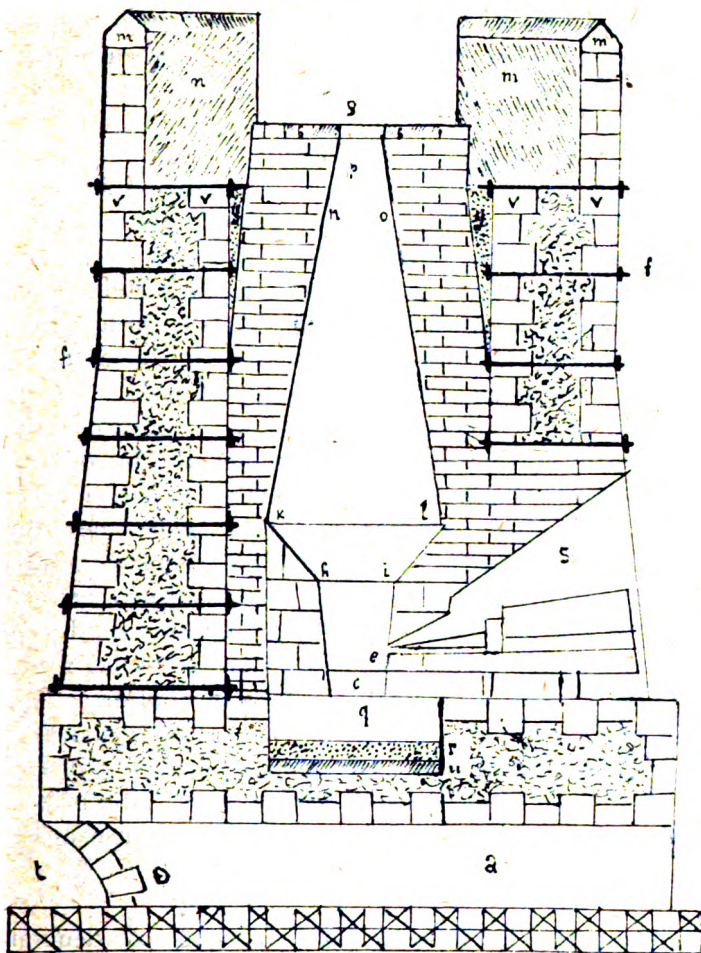
Après la combustion des lits de bois et de charbon, il ne restait plus que le minerai, qui alors était transporté au fourneau.

Le Bocard



Afin d'éliminer du minerai grillé, les pierres et parties terreuses qui pouvaient encore s'y trouver et faciliter la fusion, on les concassait en menus morceaux, au moyen de gros marteaux à main, plus tard, on employa le *bocard*, vulgairement nommé « bocambre ». Le bocard, sorte de cadre rectangulaire dans lequel glissaient 3 à 5 pilons, terminés par de gros morceaux de fonte taillés en pointe de diamant, était actionné par des cames qui garnissaient le prolongement de l'arbre de la roue hydraulique, soulevant tour à tour ces pilons de 35 à 40 kilos, lesquels retombaient lourdement dans une auge en bois bardée de bandes de fer, le minerai à broyer était jeté sous les pilons et les secousses

Haut-Fourneau. — Coupe verticale.



Echelle. — 1 centim. par mètre environ.

- A. Canal pour l'écoulement de la vapeur et des eaux.
- C. Creuset.
- S. Embrasure des machines soufflantes.
- B. Costières ou bures.
- V. Massif entourant le fourneau.
- G. Gueulard.
- Y. Matière isolante.
- P. Vide de la bure.
- M. Murs de protection.

- N-O. Cheminée.
- I-H-K-L. Etalages, parois intérieures.
- E-H-I. Ouvrage.
- Q. Pierre de sole.
- R. Couche de sable ou scories.
- U. Plaque de fonte.
- T. Ouverture du canal d'écoulement.
- F. Chaînage de la maçonnerie.

produites par leurs chocs répétés le faisaient avancer progressivement devant un grillage en fer, dont les barreaux étaient réglés à l'écartement voulu, en raison de la grosseur maxima des grains à obtenir.

Le Fourneau

Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, on fit usage de bas fourneaux appelés « fourneaux de fusion », qui n'avaient que 6 à 9 pieds de haut, certains même étaient plus petits. C'étaient de gros massifs de maçonnerie dans l'intérieur desquels était ménagé un vide circulaire ou carré, ou à pans et en forme de cône renversé dans le bas, c'est là que venait s'amonceler la fonte liquide, mélangée de nombreuses impuretés dont les plus lourdes tombaient au fond. Une échancrure pratiquée dans l'épaisseur du massif du fourneau, permettait l'introduction de la tuyère du soufflet et celle de barres de fer, nommées « ringards », servant à mélanger le métal liquéfié. Une embrasure pénétrant jusqu'à l'intérieur, était bouchée avec de l'argile pendant la fusion, on crevait cette argile à coups de ringard pour l'écoulement du métal liquide. Au-dessous, était une chambre, dans laquelle s'amassaient les scories, qui étaient ensuite évacuées par un trou de coulée.

Tout en donnant une fonte assez pure, ces petits fourneaux avaient le grave inconvénient de dépenser beaucoup de charbon et de laisser jusqu'à 30 % de fonte dans les scories, ils furent remplacés avec avantage par les hauts fourneaux.

Chargement du fourneau

On chargeait le fourneau par le sommet, dénommé « gueulard », auquel on accédait par un plan incliné. On procédait par couches, d'abord on introduisait un lit de charbon de bois, puis un lit de minerai, en alternant ainsi jusqu'en haut. Pour faciliter et hâter la fusion, on adjoignait un peu de marne ou de chaux comme fondant.

La Ventilation

Pour activer la flamme et accélérer la fusion du métal, on se servait d'immenses soufflets, semblables comme forme, à ceux qu'utilisent les maréchaux. Ils étaient mus à la main,

ensuite on utilisa la force motrice et on employa des soufflets à trois diaphragmes. Le vent était conduit dans le fourneau par la tuyère, gros tuyau en métal, emmanché librement dans le bout du soufflet. Pour les fourneaux à grande capacité, on réunissait dans une chambre le vent de plusieurs soufflets et on le dirigeait dans le fourneau par le canal de la tuyère. Cet ensemble formait « la soufflerie ».

De temps en temps, par le trou de la tuyère, le fondeur jetait un coup d'œil sur ce qui se passait dans l'intérieur du fourneau en feu, il introduisait un ringard pour remuer la masse liquide et détacher les scories qui obstruaient l'arrivée du vent.

La Coulée (ou fondée)

Lorsque le maître fondeur jugeait à certains indices, que le minerai était en complète fusion, muni d'un ringard, il dégagait l'argile, qui obturait le trou de coulée, et aussitôt, tel un ruisseau de feu, le métal bouillonnant, lançant mille étincelles au contact de l'air, jaillissait du fourneau pour se répandre sur le sol asséché, dans lequel était ménagé des rigoles où il pouvait s'épandre.

Ces amas de fonte, du poids de 1.000 à 1.200 kilos étaient appelés « gueuses ». Après refroidissement, s'il y avait lieu, elles étaient envoyées à l'affinerie, dont il va être parlé.

La coulée, (ou fondée) étant terminée, le maître fondeur évacuait les scories qui étaient amassées dans la chambre inférieure, ménagée à cet effet. Il ne faut pas confondre les scories avec le laitier, les premières, sont composées de matières impures alliées à la fonte, dont la densité est telle, qu'elles tombent au fond du bain incandescent, tandis que le laitier surnage au-dessus du bain, c'est un silicate de chaux et d'alumine provenant de la fusion des fondants chaux ou marne, formant une vitrification terreuse de nuance grise, verte ou bleue, d'un bel aspect d'émail, à laquelle on donne communément le nom de « cline », broyé et mélangé à la chaux, ce laitier forme un excellent ciment.

L'Affinage

C'est une opération qui a pour but de débarrasser le métal des impuretés qu'il contient et d'y introduire de l'air, afin d'obtenir la décarburation au contact d'oxydes et de charbon de bois.

L'affinage était pratiqué dans les temps anciens, Agricola en parle dans son remarquable traité « *de re metallica* » en 1546.

La gueuse, qui vient d'être fondue, n'est qu'un lopin de fonte inutilisable, le métal doit être épuré et pour cela, fondu à nouveau dans des fourneaux de dimensions plus hautes, atteignant jusqu'à 20 mètres, ayant la forme de tours élevées sur un cône tronqué et renversé, à parois très épaisses. Ce fut l'origine du haut fourneau.

Décrire tous les procédés employés au ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, serait long et oiseux, tous transformaient la fonte en fer après qu'il avait été martelé, afin d'en compresser et souder toutes les parties, pour détruire toute soufflure ou cavité interne. C'était le cinglage du fer.

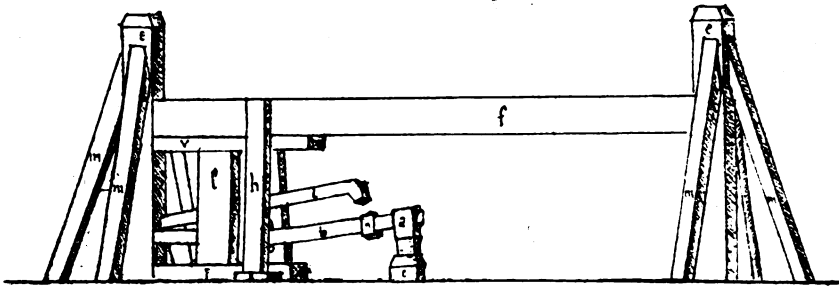
Lorsqu'on voulait transformer la fonte en acier, après l'avoir affinée, on en jetait une partie en fusion dans un petit fourneau, dont les parois internes étaient enduites de fraïsil, dans ce fourneau brûlait du charbon de bois, afin d'obtenir dans le fer un mélange de carbone et d'oxygène ou moyen de la soufflerie, la tuyère étant dirigée vers le métal liquide.

Divers autres procédés étaient employés pour obtenir le même résultat, ils sont décrits tout au long dans la « *Sidérotechnie* » par Hassenfratz, volumineux ouvrage, d'où ces renseignements techniques ont été extraits en grande partie.

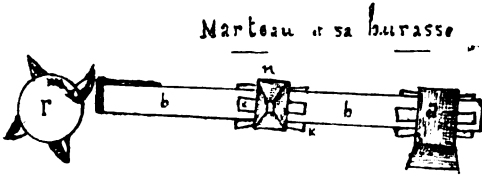
La cémentation était pratiquée à cette époque à peu près de la même façon que maintenant. On sait qu'elle consiste à acieriser la surface du fer, en le faisant chauffer pendant quelques heures dans un enrobage de charbon de bois pulvérisé.

Le Martelage

Ordon à drôme. — Élévation.



Marteau et sa hurasse



A. Marteau en fer aciéré.

C. Enclume en fer aciéré.

B. Manche en bois dur.

E. Poteaux supportant la drôme.

F. Drôme, forte pièce de bois.

H. Pièce de bois dans laquelle est encastrée la boîte en fonte qui retient les pivots de l'hurasse.

N. Hurasse, tourillon en fonte à pivot.

M. Jambes de force des poteaux.

V. Semelle renforçant la drôme.

I. Ressort en bois renvoyant le marteau.

O. Traverse supportant la pièce.

L. Poteau soutenant le ressort, dit « Court carreau ».

P. Traverse reliant le « Court carreau ».

K. Coins en bois clavetant le marteau et l'hurasse.

T. Axe de roue hydraulique garni de cames soulevant le manche du marteau.

Le martelage à bras était pénible, long et défectueux, aussi dès que la force motrice hydraulique fut connue, on le remplaça par le gros marteau, que faisait mouvoir la roue.

C'était en effet, un énorme marteau en fonte durcie ou en fer aciéré, du poids de 500 à 800 kilos, emmanché et claveté. Il était soulevé par des cames fixées sur le prolongement de l'arbre de la roue. Tout ce mécanisme, qui exigeait de solides fondations, était soutenu par une forte charpente, dont l'ensemble se nommait « Ordon », (1) celui de la grosse

(1) Du vieux mot français « hordel », claies (Hassenfratz).

forge du Pont-Œuvre devait être un Ordon à bascule, système qui permettait l'installation d'un marteau plus lourd.

Dans son ouvrage très documenté sur « les Férons aiglons » M. J.-O. Mouchel fait une description précise du gros marteau de la forge d'Aube et donne la reproduction d'un beau cliché photographique qui, mieux que toute explication, permet de comprendre le fonctionnement de cette masse, qui, retombant de toute la hauteur de sa levée sur le lingot de fer chauffé à blanc, en comprimait toutes les parties, tout en lui donnant la forme plate ou carrée que la barre devait avoir. Placée sur une enclume énorme, masse de fer aciérée, la barre s'ébauchait sous les coups redoublés du lourd marteau. Aussi fallait-il que l'enclume fut ancrée solidement dans le sol ! On l'encastrait dans un gros billot de bois d'environ 6 pieds de hauteur et de 3 pieds de diamètre, reposant sur un bloc de maçonnerie. En laissant venir plus ou moins d'eau sur la roue, on augmentait ou diminuait la cadence des coups de marteau.

Les laminoirs de nos Forges modernes, ont remplacé le martelage par le gros marteau.

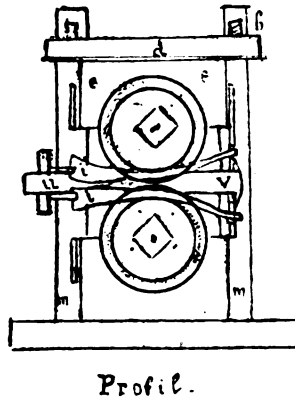
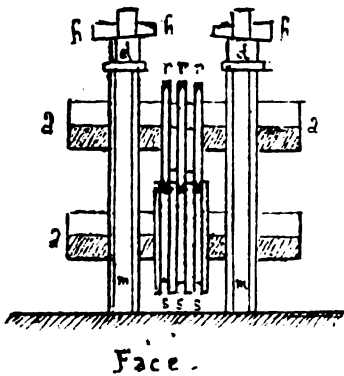
On appelait « Martinet », un marteau de petites dimensions actionné mécaniquement et battant à coups répétés et vivement pour forger et finir des fer de section moyenne, préalablement dégrossis par le gros marteau. Le Martinet était particulièrement utilisé pour la préparation des fers destinés à la Fenderie.

La Fenderie

Dans des ateliers nommés « Fenderies », le fer qui avait été aplati sous les marteaux, était découpé longitudinalement, au moyen de rondelles en fer aciéré et à bord tranchant, emmanchées et clavetées sur un arbre carré. Sur un autre arbre carré placé au-dessous, étaient calées d'autres rondelles de même diamètre, munies d'une gorge, dans laquelle venait s'encastrier, de quelques millimètres, le tranchant de la rondelle supérieure. Tout cet ensemble était maintenu entre des montants de bois formant cage, les rondelles étaient écartées les unes des autres proportionnelle-

ment à la largeur de la barre à obtenir après découpage. Cette opération se faisait à chaud et remplaçait l'ancien système à cisailles à main. On lui substitua plus tard des

Fenderie



- A. Axe carré sur lequel sont calées les rondelles découpoirs.
- D. Brides d'écartement.
- H. Clavettes fixant les brides d.
- P. Taillant des découpoirs.
- S. Faux taillant à gorge.

- M. Montants en fer.
- U-V. Guides.
- I. Fourchette dirigeant les verges
- E. Empoises, porte-coussinets en fonte supportant les tourillons des axes carrés.

cylindres cannelés, qui donnèrent naissance aux gros lami-noirs modernes.

LES MAITRES DE FORGES

On en compte 26 jusqu'en 1800, époque du déclin des Forges.

Bail général.

En 1582, un bail général concernant tous les revenus de l'Abbaye de Saint-Evroult, avait été passé par Félix de Brye, abbé commendataire, avec Simon Moreau, prêtre religieux de l'Abbaye, et René Fichet, curé de Notre-Dame-du-Bois, (paroisse limitrophe de Saint-Evroult). Réserve était faite de la vacance des Prieurés et bénéfices, de quatre arpents de vigne à Maule (Seine-et-Oise) et des bois nécessaires pour le chauffage de la maison, (du monastère) et pour faire

l'esseule (1) et cuire la tuile nécessaire aux réparations, à la charge par les preneurs... etc. Le bail ajoute : «..... aussi pourront prendre du fagotage près les charbonniers qui besogneront pour les forges. Egalement, réserve le dit abbé, les fontes et forges de Saint-Père (à Saint-Evrout) et du Ponthève et les eaux des dits étangs, même de l'étang de Charentonne, lesquelles eaux, le dit seigneur abbé, prendra pour l'entretienement des dites Forges, lesquels étangs il fera pêcher à la seyne et au filet tramailles, toutes les fois qu'il lui plaira, etc... (2). »

Ce bail est très instructif, il démontre clairement que les religieux de l'Abbaye, malgré le conseil donné par l'évêque de Lisieux en 1524, exploitaient encore eux-mêmes les forges de Saint-Evrout et du Pont-Œuvre en 1532, puisque l'abbé retient les fontes et les forges de Saint-Père et de Ponthève et l'eau pour les faire marcher. On voit aussi que les bois nécessaires aux forges n'étaient pas compris dans cette location, les preneurs n'étant autorisés à prendre des fagots qu'après que les charbonniers auraient cuit le charbon indispensable aux forges. De tout ceci, il est permis de conclure que l'origine de ces forges peut remonter sans exagération, au XIII^e siècle.

On remarquera par ce bail, que les religieux cherchent à restreindre l'administration de leur temporel. Ils vont suivre cette voie, car bientôt, ils agiront de même pour leurs forges, en les affermant.

Jean *Bunel*, paraît avoir été le premier fermier de ces Forges en 1550. Les archives de l'Orne ne contiennent aucun détail sur les premiers maîtres de forges. On sait, toutefois, que malgré l'opposition de Bunel, un arrêt de deniers fut maintenu contre lui par Pierre Caillot, lieutenant en la vicomté de Verneuil, en raison de ses dettes envers l'abbé de Saint-Evrout. Il faut croire que ses affaires n'étaient guère prospères, car un an après son entrée en jouissance, un contrat est passé entre l'abbé de Saint-Evrout et Guil-

(1) On appelait « esseule ou bardeau » de petites lamelles de bois de chêne, de châtaignier ou de hêtre fendu, servant à la couverture des bâtiments et des façades, avant l'usage de l'ardoise.

(2) Arch. de l'Orne, H. liasse 567.

laume *Lenoire*, devenu locataire des grosses Forges en 1551.

Dix-huit ans après, le bail passe en 1569, entre les mains de François *Allard*. De nombreux Allard sont cités « Maîtres de forges », au cours du XVII^e siècle. Nicolas était maître de la forge de Conches en 1643 et Gilles Allard, s^r du Bois, en 1654. De 1600 à 1650 : Jacques et René, s^r des Vaugoins. (Tabellionage de Rugles).

En 1586, un bail de huit années est consenti à Pierre *Sanson*, de la Ferté-Fresnel (1), par Simon Le Pigny, receveur général des revenus de l'abbaye, moyennant 1.000 livres par an. Ce bail comprenait : la forge, le fourneau à faire du fer, ainsi que les 3 étangs de Charentonne, de Saint-Père et de Pontève, (donc la forge) plus un pré et la moitié des amendes des bois, à la charge de payer les gages d'un verdier (chef forestier) et de bien user des coupes de bois en laissant 16 baliveaux par acre (2). Au bout d'une période de 3 ans, ce bail fut renouvelé par une durée de 5 ans, par Jacques Pellerin, receveur des dîmes de l'abbaye. Le prix en fut porté à 333 écus 1/3, ce qui ne le modifie en rien, l'écu étant compté pour 3 livres.

Une lacune de huit années laisse supposer que le bail de François Sanson fut prorogé jusqu'en 1602 ?

En cette année (1602) François de Louvencour, seigneur de Vauchelles, neveu et fondé de pouvoirs de l'abbé commendataire, François de Sacquespée, donna à ferme à Maurice *Allard*, sieur des Hauts-Genets (3), la forge, le fourneau et toutes leurs dépendances, appartenant à l'abbaye, pour la même somme de 333 écus 1/3.

D'importantes réparations furent faites en 1603 à la forge et au fourneau, de nombreux arbres furent abattus dans la forêt à cet effet.

En 1605, furent loués à René *Brisseau*, sieur de la Gaschetière, la Forge, le fourneau, le moulin à blé, avec les

(1) Nicolas Sanson, bourgeois de la Ferté-Fresnel, contrôleur en l'élection de Bernay, fils du feu Jean Sanson, avait trois frères : Pierre, Jacques et Nicolas, en 1569 (Tabellionage de Rugles).

(2) Arch. de l'Orne., liasse H. 567.

(3) Sans doute par imitation des maîtres verriers qui jouissaient des prérogatives de gentilhommerie, les maîtres de forges prirent l'habitude d'ajouter un titre de sieurie à la suite de leur nom, sans y avoir aucun droit.

étangs, toujours pour le prix de 1.000 livres. Mais réserve était faite de la pêche de l'étang de Charentonne.

Etant donné la similitude de prix de tous ces baux, on est fondé à en déduire qu'ils continuaient à comprendre la location de la grosse forge du Pont-Œuvre, quoiqu'il n'en soit pas fait mention spéciale.

Le revenu des étangs ne faisait pas toujours partie de la location des forges et fourneau, ils étaient affermés en 1611 à Nicolas Dubust, sieur des Hauts-Fossés ; l'abbé François de Sacquespée fut condamné par le bailli d'Evreux à faire la réparation des chaussées, dégradées par les eaux.

Germain *Ricœur* ou *Ricœur*, sieur du Coudray, tenait à bail en 1617, les forges et le fourneau de Saint-Evrout, (la forge du Pont-Œuvre sous entendue par ce « pluriel » de forges) mais il n'est parlé ni du prix, ni de la durée, pas plus que de l'entrée en jouissance. Le bail avait été passé par l'abbé commandataire Charles Chaliveau de la Bretonnière, conseiller et aumônier du roi et un accord était intervenu entre l'abbé et Ricœur au sujet des réparations à exécuter (1).

Pierre *Galepin* lui succéda vers 1625 et une sentence fut rendue contre lui en 1628 par le sénéchal de Saint-Evrout, à cause de la mauvaise exploitation des bois dans la forêt de Louchette.

L'an 1631, Jean Girard procureur de l'abbé commandataire encore enfant, Nicolas d'Aligre, qui mourut 7 ans après dans les prisons d'Espagne, loua à Jacques *Renard* (ou *Regnard*) bourgeois de Saint-Evrout la grosse forge de Pont-Œuvre et le fourneau de Saint-Evrout (2), pour la somme de 2.600 livres. Six ans après, cette location fut portée à 2.800 livres.

(1) Germain Ricœur, sieur de Basmont, était maître de forges à Carrouges en 1689 (Notes manuscrites du Tabellionage de Rugles). Tenneguy Ricœur, sieur de Vendelle, dirigeait la forge de Putanges en 1637. Les armes des Ricœur étaient : d'azur, au chevron d'argent, accompagné en chef, de deux molettes d'épéron de même et en pointe, d'un cœur d'or. *Les forges de Putanges*, par Darpentigny et armorial de la généralité d'Alençon.

(2) Il ne sera plus fait mention que du fourneau de Saint-Evrout et non de sa forge, remplacée par celle du Pont-Œuvre.

Renard, (1) dit « sieur de la Baudrière, (sans doute parce qu'il y demeurait) (2), épousa Charlotte de la Rouveraye, dont le mariage fut célébré en 1632, en l'église de Touquette. Elle était fille de François de la Rouveraye et de Marguerite de Childo. Cette alliance avec une vieille famille noble, fort considérée dans le pays, mettait en relief le nouveau maître de forges, aussi son bail fut-il de longue durée et renouvelé pendant une période de 19 ans, de 1631 à 1650. Jacques Davois, sieur de l'Aigle, se porta fort pour le montant de son bail en 1642. Il eut 8 enfants :

François, baptisé le 15 octobre 1632. Parrain : François de la Rouveraye. Marraine : Gabrielle de la Rouveraye.

Henry, baptisé le 26 mars 1634. Parrain : Henry de la Rouveraye. Marraine : dame de Valgental.

Marguerite, baptisée le 6 mars 1636. Parrain : Henry de la Rouveraye. Marraine : Marguerite de Childo.

Pour tous les trois, le baptême eut lieu en l'église de Touquette.

Aucun d'eux ne succéda à son père.

Les notes manuscrites du Tabellionage de Rugles les désignent sous des prénoms différents : Jean et Louise, celle-ci en 1668, demeurait à Herponcey (Eure). Son père étant mort et ayant à faire rentrer diverses créances, elle les vend à son frère Jean, prêtre. On voit en 1687, un Jean Regnard, curé de Gauville (Orne).

Le sieur de la Baudrière avait loué aux religieux de l'abbaye le moulin à blé de Noireau en 1640, pour le transformer en fenderie et étirerie, dont il sera parlé plus loin (pag. 239).

Ursin Hurel, sieur de Grivellot, de la paroisse de Beaufai, (Orne) continua le bail de Renard en 1650 et aux mêmes conditions. Mais il ne put remplir ses engagements, car en cette même année, les religieux obtinrent une sentence contre lui,

(1) Ce nom est écrit indistinctement, tantôt *Renard*, tantôt *Regnard*. Sur les registres de Touquette, les signatures portent « Renard ». On sait qu'autrefois les noms étaient fréquemment déformés, on ne peut guère présumer qu'un « Regnard » ait succédé à « Renard » comme maître de forges.

(2) Sur le versant du coteau, presque au sommet, cette demeure était fort bien placée pour surveiller la forge à 6 ou 700 mètres dans la vallée.

les autorisant à faire convertir en fer les gueuses qui étaient au fourneau de Saint-Evrout et à les vendre à leur profit.

Ce n'est que 8 ans après, en 1653, que la grosse forge et le fourneau de Saint-Evrout furent affermés à Samson *Leléal*, sieur de la *Bessignère*, qui déjà faisait marcher la forge d'Aube. Le bail, dont la durée est inconnue, fut passé par François de Saleisel, sieur du Clopier, procureur de l'abbé commendataire Antonio Barberini. La pêche de l'étang de Charentonne était concédée au preneur, à la charge par celui-ci de le repeupler de 8.000 carpes la dernière année du bail (1).

Mathieu de *Rées* ou *Le Reu*, sieur de l'Aulnay, devint locataire de la forge du Pontheuve en 1657. Louait-il également le fourneau de Saint-Evrout ? Fort probablement, car il lui fallait les fontes du fourneau pour alimenter la forge de Pontheuve. Mais les archives sont muettes à ce sujet.

Vers 1660, Jacques *Devreux*, sieur de Sentis, pour lequel Henri de Rouves se porta fort, prit à ferme la grosse Forge et le fourneau de Saint-Evrout. Le montant de cette location n'est pas indiqué dans les notes manuscrites du Tabellionage de Rugles, où ces renseignements sont puisés ; il est dit seulement que Devreux céda à François Le Roy, sieur de Loysonnière, maître de forges à Rugles, 200 banneaux de mine à prendre aux minières de l'Aigle, conséquence d'un marché qui avait été passé par son prédécesseur Le Reu, pour le prix de 60 sols le banneau.

Il est probable que sa gestion ne fut pas rémunératrice, car après trois ans de bail, en 1664, il n'est plus à la forge et on apprend qu'il est en instance devant le sénéchal de l'abbaye et baronnie de Saint-Evrout contre le receveur des revenus et le fermier de la forge qui lui succède, nommé Morant.

Quelques années plus tard, en 1671, on retrouve Jacques Devreux achetant une coupe de 100 arpents de bois dans la forêt de Breteuil, au lieu dit : vente de Frenouse.

A l'exception de 2 ou 3 maîtres de la forge de Pontheuve et du fourneau, on remarquera que les autres n'y amassèrent

(1) Arch. de l'Orne, liasse H. 889.

pas fortune. La cause peut en être attribuée aux nombreux frais occasionnés par cette industrie et aux qualités d'ordre et aux connaissances multiples qu'elle exigeait de la part de ceux qui la dirigeaient.

La grosse forge et le fourneau sont pris à bail en 1664 par Antoine *Morant*, sieur du Boscage, ainsi que la terre de la Ratelière, qui avait été léguée aux religieux en 1382, par Robert Chauvin. Située presque à mi-chemin du fourneau et de la grosse forge, sur le bord d'un petit étang, maintenant desséché, cette terre convenait fort bien au séjour d'un maître de forges, d'autant plus qu'un petit fourneau devait y être installé, comme l'attestent les nombreux morceaux de laitier enfouis dans le sol. Au dire même des anciens, un bocard y aurait fonctionné, auquel on fit plusieurs réparations en 1774.

Dans un partage de lots entre l'abbé et les religieux, (arch. du Calvados) figure le nom de Gabriel *Harou*, sieur de la Blinière, qui en 1666, avait loué la grosse forge et le fourneau de Saint-Evroult, et renouvelé ce bail en 1695 pour le prix de 4.000 livres plus 2.000 livres de pot de vin et un cent de carpes pour chaque pêche de l'étang de Charentonne (1). L'état civil de la paroisse de Touquette, relate le baptême de Thomas Harou, fils de Barbe Morel et de Gabriel Harou, qualifié : « Maître de forges » habitant la dite paroisse. Le parrain était Thomas Harou son oncle, maître de forges à Lyre, et la marraine Catherine Cheuvel. Une fille nommée Barbe, par René Morel maître de forges à Breteuil et Louise Dambry, sa grand'mère, femme de Jacques Morel, maître de forges à Bourth, fut baptisée à Touquette le 10 mars 1667. Vingt-quatre ans plus tard, elle épousait

(1) Ce bail comprenait : la forge, le fourneau, les étangs du Pont-Cœuvre, de Charentonne et de la Ratelière, les logis, les bâtiments et dépendances, plus : les prés de la Vergée-Grandjean, de la Fontaine, de la Fonte, de l'Aulnay, du Ganoz ? le pré Agonz ? le pré aux Anglais, le pré Cornu, de l'Asnerie ou de l'Emrie, des Bouillonnières, du bout de l'étang noyé et autres petits prés de peu de valeur dans la forêt. Les bailleurs, abbé et religieux, étaient tenus de laisser assez d'eau dans les étangs pour la marche des fourneaux et de la forge, jusqu'aux nocs des dits étangs ; de laisser couper dans la forêt le bois de 222 arpents (113 hectares) par coupes réglées de 18 ans en 18 ans et délivrées chaque année au maître de forges par les officiers de la gruerie et de fournir un complément en cas d'insuffisance de chaque coupe. (Arch. du Calvados, fonds Boudard).

Jacques Colluée, sieur de la Vantelle, maître de forges à Conches, dont elle eut 2 enfants, inhumés en bas âge dans l'église de Touquette.

Barbe, la femme de Gabriel Harou, mourut le 16 avril 1684 et fut inhumée dans l'église de l'abbaye. Son mari avait alors 49 ans et 28 ans après, le 25 décembre 1712, on l'inhuma dans l'église de Touquette à l'âge de 77 ans. Sa carrière de maître de forges avait duré 34 ans, de 1666 à 1700 !... C'est le plus long bail qui ait jamais existé avec les abbés de Saint-Evrault. Pourtant Harou eut plusieurs difficultés avec eux dans le cours des années 1681, 1692, 1699 et 1700. Plusieurs amendes lui furent infligées au sujet de l'exploitation des bois dans la forêt, une transaction fut passée entre lui et l'abbé commendataire Félix Egon, prince de Furstenberg (1).

Un procès commencé en 1695, ne prit fin qu'en 1700 et fut peut-être, plus que le besoin de repos, le motif qui le détermina à rompre avec l'abbé François Gobert, comte d'Aspremont et de Reickheim, neveu du prédécesseur ; car ce fut un étranger qui succéda à Gabriel Harou et non son fils, le sieur de la Baudrière.

Pourtant les affaires du sieur de la Blinière étaient prospères. Ce furent les beaux jours de la forge, une cinquantaine d'ouvriers y étaient occupés et le lourd marteau battait sans relâche.

Aussi vit-on de nombreux Harou s'installer dans la contrée, acheter des terres qui les anoblissaient en : de Rubremont, de Henneville, de la Baudrière, etc. (2). Le roturier Gabriel

(1) Arch. de l'Orne.

(2) Rubremont et la Blinière, sont situés dans l'Eure, entre Beaumesnil et la Ferrière-sur-Rille. En 1696, le sieur de la Blinière avait acheté 3 acres de terre à la Lissoudière, près Saint-Nicolas-des-Lettiers.

Dans le *Tabellionage de Rugles*, par A. Le Maréchal, il est dit qu'il avait loué la fenderie de Rugles en 1681, pour une durée de 5 ans, moyennant le prix de 150 livres à cause du délabrement dans lequel elle se trouvait, mais avec obligation de la rendre en bon état.

Le 26 mai 1683, il cédait à son fils Gabriel, sieur de la Baudrière, le bail de la forge et de la fenderie de Rugles, qu'il tenait de Messire de Chatillon, comte de Rugles, pour le prix de 900 livres plus une pièce de vin blanc, comme vin du marché. Il s'engageait à fournir à son fils 300.000 livres de fonte pure à 60 sols les 100 livres et 4.000 pipes de charbon (400 litres la pipe) rendues à la forge et dont il se payait en barres et verges de fer.

Harou était devenu escuyer sieur de la Blinière (1), un de ses fils, Thomas, signait de Henneville, Cyprien, son second fils était sieur de la Verderie, capitaine de cavalerie au régiment de la Tour et faisait un brillant mariage en janvier 1708, en épousant Thérèse de Salonne, fille du chevalier Beaudoin de Salonne, sieur de Franville. Charlotte, fille du sieur de la Blinière, s'était mariée en 1696 avec Jean Le Vacher, marchand de fer, qui donna lignée aux maîtres de forges : les Le Vacher de Grandmaison. Gabriel Harou, son fils aîné, était sieur de la Baudrière et dirigeait la forge de Rugles en 1681. Précédemment, un François Harou était maître de forges à Lyre en 1664. L'état-civil de Touquette mentionne en 1688 un Toussaint Harou qui assiste à un mariage, ainsi que Pierre et Louise Harou, qui font baptiser leur fille Anne-Adam en 1730, le père de Louise habitait Bocquency avec sa femme Louise Groult qui épousa en secondes noces Gilles Le Sage en 1783. Les insinuations du diocèse de Lisieux citent une famille de Harou de la Blinière à Pont-Audemer, de 1658 à 1778 (2).

Les registres de la paroisse de Touquette racontent qu'André Rassent, commis-facteur du sieur de la Blinière fut tué d'un coup d'arme à feu le 5 décembre 1695, pendant qu'il passait dans le chemin de l'Oiselière. Le meurtrier resta inconnu. La vendetta était facile dans ce pays boisé dépourvu de routes.

A cette époque, le salaire des ouvriers qui travaillaient en forêt était ainsi réparti : Un scieur de travers était payé 6 sols par jour, un bûcheron 7 sols par corde de bois, l'ouvrier qui faisait de l'esseule ou bardeau était payé 1 livre du mille ; tous ces prix seront doublés un siècle plus tard.

A cause de l'état impraticable des chemins, particulièrement dans les bois, les transports de charbon, de bois, de minerais, étaient faits à dos de cheval. A cet effet,

(1) Il blasonnait : d'argent à une fasce de gueules accompagnée de trois feuilles de houx de sinople (Armorial de la généralité d'Alençon.)

(2) A Caen, la rue Jean-Romain est ainsi appelée en mémoire de Jean-Baptiste-Philippe Harou, surnommé « le romain » parce qu'il avait fait le voyage de Rome. Il était né aux Champeaux en 1761, est mort à Caen, en 1822. Son fils Romain, né à Bernay en 1796, était peintre et architecte du Calvados, décédé en 1866.

on utilisait une race de petits chevaux robustes et sobres, vivant en liberté dans la forêt, appelés : « chevaux de sac » et communément « hurtus ». A un certain appel de leur maître, ils accouraient se ranger près de lui pour recevoir leur fardeau, puis clochette au cou tintinnabulant, sous la conduite de l'homme des bois, ils partaient les uns derrière les autres, d'un pied sûr et agile, insouciant des obstacles (1).

En 1701, Jacques *Durand*, sieur de Vallins, qui avait succédé au sieur de la Blinière, entama une procédure contre l'abbé de Saint-Evrout, afin de l'obliger à faire les réparations nécessaires. Son régisseur à la forge du Pontheuve était un sieur *Gazan*, originaire d'Antibes, décédé le 16 juin 1705.

Ensuite, en 1707, ce fut à Thomas Harou, écuyer, sieur de Henneville, et fils du sieur de la Blinière, que fut affermée la grosse forge. Il en fit constater le mauvais état et une transaction fut passée entre lui et l'abbé commendataire Philippe d'Aspremont et de Reickem, frère du précédent, au sujet des fournitures d'outils et ustensiles nécessaires à la marche de la forge (2).

Il avait pour régisseur, (commis - facteur) Jean-Denis Rhénal.

Le frère du sieur de Henneville, Cyprien Harou, retiré en sa terre de la Baudrière près la forge, avait pris le titre d'écuyer, seigneur de Rubremont ! Un arrangement, sous forme d'échange, fut passé en 1717, entre lui et l'abbé commendataire Charles Gobert, comte d'Aspremont et de Reickem, représenté par Louis de la Motte-Ango, conseiller au Parlement de Normandie, chanoine de la cathédrale de Rouen, etc... au sujet d'une portion de prairie, située à la queue de l'étang de la grosse forge du Pontheuve, laquelle se trouvait inondée par les retenues d'eau, ce pourquoi fut cédé au dit seigneur de Rubremont le pré de la Bouillonnière, borné par la rivière le Noireau (Arch. de l'Orne).

(1) L'écrivain a utilisé à la tuyauterie de Touquette, en 1896, les derniers services de ces braves petits chevaux, que conduisait un nommé Moulins, légendaire dans le pays.

(2) Thomas Harou est cité à Touquette en 1707, parrain de la fille du sieur de Tac, bourgeois de Paris, et Véronique Harou du Ménéil, marraine.

Ce fut chez lui, que fut signé en 1716, un compromis qui mit fin à un procès entre la paroisse de Touquette et les sieurs Grauël. C'est lui, qui en août 1721, fit assigner au baillage d'Orbec, par M^e Lampérière, huissier au Sap-André, les fabriciens Morel et Lesage, pour témoigner en faveur de ses prétentions à la propriété d'un banc dans l'Eglise de Touquette, dont se serait emparé, d'après lui, le sieur de la Rouveraye du Buisson. Mais les fabriciens se récusèrent.

Vers 1714, la grosse forge fut louée à François Grauël, sieur des Pars, venant de la paroisse des Champeaux, près Vimoutiers. Un an après, il intenta un procès en l'élection de Lisieux contre la paroisse de Touquette, au sujet des impôts trop élevés qui grevaient la grosse forge. Ce procès mit en émoi toute la paroisse, le curé en tête, non seulement à cause de ses conséquences, mais aussi par suite de l'entrée en scène, en cette circonstance, d'un personnage qui n'était autre que le frère et commanditaire du maître de forges.

Par les différentes phases de ce procès, on peut se rendre compte du rôle prépondérant que tenait dans les affaires de la forge, le personnage qui se nommait Pierre Grauël, dit sieur du Chauvin, conseiller du Roi, lieutenant criminel en l'élection d'Argentan et receveur général des revenus de l'abbaye de Saint-Evroult. Aussi, ne voulait-il pas être désigné comme simple fermier de la forge et du fourneau ! Pourtant en 1713, il s'était engagé à donner aux religieux 500 carpes, à chaque pêche de l'étang de Charentonne. Sa générosité dut probablement se borner à la fourniture de petites carpes pour le repeuplement.

Afin de surveiller ses intérêts de plus près, il alla demeurer à la forge du Pont-Œuvre, avec son épouse Jacqueline Aymée du Boulay et sa fille Elisabeth âgée de 6 ans.

En se représentant le Pontevre à cette époque, on se demande comment et où, a pu s'y loger la famille de ce bourgeois-gentilhomme ?

On n'y voyait alors que de misérables maisons d'ouvriers et, s'il y avait l'activité et le bruit de la forge, par contre, il n'existait aucune route ; seuls de mauvais chemins défoncés par les transports, ne permettaient les voyages qu'à dos de cheval et la ville la plus proche était à 4 lieues !

Certes, le paysage ne manquait pas de pittoresque. Sur chaque coteau s'étagaient de magnifiques sapins, formant un rideau sombre d'où s'exhalaient de saines odeurs résineuses, çà et là, quelques vertes prairies et au fond de l'étroite vallée, serpentait le « Noireau », dont les eaux ombrées par la feuillée des aulnes et des longs peupliers, allaient, après maints détours, se jeter dans l'étang, vaste nappe d'eau de huit hectares, que rougeoyaient, la nuit, les flammes s'échappant du gueulard.

La sauvagerie du lieu exerça-t-elle une influence sur la mentalité du sieur du Chauvin ? On est tenté de le croire, car au baptême de son premier fils Jacques, en l'église de Touquette le 14 juillet 1715, le curé de la paroisse, de Saint-Clair, fut obligé de noter cette protestation sur le registre des baptêmes :

« Sans que ce dit acte de baptême puisse aucunement préjudicier le dit sieur du Chauvin dans ses prétentions et les dits « Hans » (1) du dit Touquette dans les leurs, que le dit lieu du Pontœuvre n'est pas situé sur notre paroisse... (2) »

Il en faisait si bien partie, que, malgré la protestation du sieur du Chauvin, ses autres enfants y furent baptisés, toujours avec des parrains de marque :

2^o Julien, Pierre, en 1718. Parrain : Georges Leneuf, sieur de Boisneuf, ancien électeur, contrôleur de l'élection de Falaise. Marraine : Demoiselle Anne du Chapelet.

3^o Alexandre, en 1719. Parrain : François Grauel, sieur des Pars. Marraine : Marie-Anne du Saucey de Saint-Germain-de-Clairfeuille, « ont déclaré n'avoir pu signer, la clef du buffet renfermant les registres, étant alors adirée..... »

4^o Claude, Aymée, Jacqueline, en 1722. Parrain : Alexandre du Chapelet, seigneur du Sap-André. Marraine : Claude, David du Houllay, au château du Vert-Bois.

(1) « Hanse », Corporation composée des notables de la paroisse.

(2) La forge du Pont-Œuvre était comprise dans la paroisse de Touquette qui s'étendait alors jusqu'à l'enclos de l'abbaye de Saint-Evroult inclus, ce bourg était limité : d'un côté, par la rivière de Charentonne, l'étang de ce nom et celui de Saint-Père y compris. Du côté droit aval, était la paroisse de Notre-Dame-du-Bois.

Le fourneau et la fenderie dépendaient de Saint-Evroult (plan de Jubé 1734). Pendant la révolution, la forge du Pont-Œuvre faisait partie de la section dite : « La Gâtine », commune de Touquette.

Le parrain de Jacques, avait été Paul Chausson, escuyer, sieur du Saussay, lieutenant général au bailliage d'Alençon pour les vicomtés d'Exmes, Argentan et Trun. La Marraine : Catherine du Boulay d'Argentan.

Elisabeth avait épousé Nicolas de la Fosse, de Touquette, décédée en 1743.

Après neuf ans de séjour à la forge du Pont-Œuvre, le sieur du Chauvin s'en alla, le bail de son frère François étant expiré en 1723.

Paul Bourdon, ancien régisseur de forges, succéda.

Peu de temps après son entrée à la grosse forge, Bourdon, surnommé « le petit Bourdon » eut à soutenir un long procès qu'il avait entamé en l'élection de Lisieux, afin d'obtenir une réduction d'impôts, mais contrairement à ce qui s'était passé avec son prédécesseur, les paroissiens de Touquette firent cette fois, cause commune avec lui et dans leur réunion du 17 septembre 1726, tous, dans un bel élan de solidarité, prirent la résolution de s'unir aux revendications du maître de forges. Il fut convenu que chacun paierait sa part proportionnelle des frais du procès et qu'au besoin, on vendrait les meubles de ceux qui s'y refuseraient ! Admirable résolution, qu'on n'eut pas à mettre à exécution. La forge était taxée à 400 livres et Bourdon avait déclaré qu'il la fermerait, si on ne lui accordait par une diminution. « Ce serait la ruine de la paroisse !..... » s'était écrié le curé. Et chacun avait compris qu'il serait obligé de payer sa part de taille que n'acquitterait pas la forge !..... On réclama une troisième expertise, afin qu'il fut fait une évaluation consciencieuse des bois de la forêt de Louchette, d'une contenance de 300 acres (240 hectares) y compris la pâture ; ces bois étant indispensables à la marche de la grosse forge.

Le procès dut être gagné ou arrêté par une transaction, car les archives de l'Orne nous disent : « Qu'en 1728, Pierre Filleul, escuyer, seigneur et patron de Vendœuvres, grand-maître de- eaux et forêts à Alençon, charge Nicolas Posson, arpenteur et architecte à Falaise d'expertiser le fourneau de la grosse forge qu'il fait reconstruire en pierres de taille, briques, tuiles, fonte, mastic, chaux et sable, ayant une hauteur de 30 pieds (10 mètres) sur une largeur de 24 pieds

(8 mètres) pour le prix de 10.000 livres. Les chambres du moulage et du soufflage sont reconstruites pour la somme de 2.400 livres ».

Ces dimensions sont bien celles d'un haut fourneau, et par cette description, il est aisé de se figurer l'importance de la grosse forge du Pont-Œuvre. Elle est d'ailleurs confirmée par le résumé qu'en donne Pierre Jubé (1) en marge de son plan de la forêt de Saint-Evroult, dressé en 1734 : « Cette abbaye, dit-il, a des droits magnifiques et de très belles prérogatives, elle jouit entre autres de plusieurs baronnies, elle a beaucoup de terres seigneuriales et elle peut compter près de 50.000 livres de rente, dont l'abbé qui est commendataire (2) en a environ les deux tiers, le reste sert à l'entretien des religieux. Le plus beau de ses revenus, est une *grosse forge*, limitrophe de la forêt. Cette forge est la *première fosse charbonnière* de Normandie, qui donne à l'abbaye le droit de nommer les officiers de la justice des Férons, avec cinq autres barons Fossiers..... le ressort de cette juridiction s'étend depuis la source de la rivière de l'Orne, y comprend le terrain entre cette rivière et celle d'Aule, (lire Avre) jusqu'à la mer..... »

Il est regrettable que les baux de la forge ne soient pas connus depuis un siècle et que de plus amples documents n'aient pas été conservés. Ils vont devenir presque nuls pendant le reste de cette première moitié du XVIII^e siècle.

Depuis la prise de la forge du Pont-Œuvre par Bourdon, (3) auquel la fortune n'avait pas souri, un seul maître de forge est cité jusqu'en 1755 et c'est une veuve ! Il paraît peu probable qu'elle ait assumé une tâche si lourde de son plein gré, à moins d'y avoir été contrainte par la mort de son mari ?

(1) Pierre Jubé était curé de La Genevraie en 1732, chanoine de Linas et prieur de Saint-Martin-des-Champs, près Le Merlerault. Son frère, Robert, était receveur du temporel de l'abbaye de Saint-Evroult.

(2) C'était alors un abbé de cour, Charles de Saint-Albin, bâtard du duc d'Orléans et fils d'une danseuse de l'Opéra, nommée Florence (Saint-Evroult, Société Historique de l'Orne).

(3) On retrouve Paul Bourdon, marchand de bois en 1755, puis régisseur des forges de Lyre en 1760. Il bataille avec ses successeurs Celles et Godard pour la coupe d'une misérable halle et finalement transige. En 1777 et 1778, on le revoit à la grosse forge en qualité de régisseur.

Une autre question vient s'ajouter à celle-ci : les trois derniers maîtres de forges exploitaient-ils le fourneau de Saint-Evroult ? C'est à présumer, attendu que la grosse forge et le fourneau se complétaient l'une par l'autre et on constatera plus loin que le fourneau de Saint-Evroult faisait marteler ses fontes par la grosse forge. En tout cas, il n'y a aucun doute pour François Grauel qui est déclaré « faire valoir le fourneau ». Toutefois, exposer des raisons n'est pas les affirmer.

Ce serait à partir de 1742, que la *veuve Cordier* aurait pris la direction de la forge et du fourneau. Elle était secondée par son régisseur Pierre Levasseur, qui fut inhumé dans l'église de Touquette en août 1746.

On vendait alors le fer : 13 livres 10 sols les 100 livres, soit environ 27 francs les 100 kilos. Quelques années plus tard, ce prix fut augmenté de 40 % sans laisser de bénéfices. Avec les puissants moyens de nos jours, ce même fer est vendu 67 à 80 francs les 100 kilos !!!

Le 27 mai 1755 Jean *Cellès* et Gilles *Godard*, louèrent la grosse forge du Pont-Œuvre, le fourneau et la fenderie de Saint-Evroult et dépendances, pour la somme de 8.000 liv. se décomposant ainsi : 7.000 livres pour le fourneau et la fenderie, avec ses dépendances, et 1.000 livres pour la forge du Pont-Œuvre.

Le contrat fut passé pour une durée de 9 ans, devant le notaire royal de Saint-Evroult, Joseph Le Cousturier de Beauval (1), entre les preneurs d'une part, les religieux de l'abbaye et l'abbé commendataire, Charles de Saint-Albin, archevêque de Cambrai, d'autre part.

Quelques mois après, les maîtres de forges firent signifier au Syndic et aux notables de Touquette, par le ministère de Jean-Michel Lampérière, huissier au baillage d'Orbec, résidant à Notre-Dame du-Bois, qu'ils se refusaient à payer plus de 2 sols par livre de taille, pour la partie de leur location située sur la dite paroisse, suivant l'estimation donnée au bail ; ce qui portait le montant de la taille à 100 livres.

(1) Le Cousturier de Beauval est l'ancêtre de M. Le Couturier, qui fut notaire à Glos et conseiller général du canton [de la Ferté-Fresnel, en 1841.

Ces continuelles réclamations sur le taux des impôts se succéderont jusqu'à la disparition de la Forge.

On constate dans la comptabilité, que pour la taille sur Touquette la Forge a acquitté : 169 liv. 17 s. 6 d. en 1757 (1)

—	—	182	1	9	en 1758
—	—	189	3	6	en 1759

soit 12 % d'augmentation en 3 ans. Néanmoins, ces impôts restent bien inférieurs aux 300 livres que payait la forge du Pont-Œuvre en 1715.

Le fourneau, la fenderie de Saint-Evroutt et dépendances, payaient, pendant les mêmes années 1.030 et 1.339 livres 9 sols 7 deniers (2).

Ce fait de la diminution des impôts de la forge, est le critérium de son amoindrissement.

Suivant le plan de Jubé, le fourneau de Saint-Evroutt était situé derrière la digue de l'étang de Saint-Père et à gauche en aval. La fenderie, à droite en aval, face à la verrerie actuelle. On voit encore de ce côté, deux guérites en pierres, que l'eau des nocs traversait, ce sont les seuls vestiges de cette fenderie. Il ne reste rien du fourneau.

Les roues hydrauliques étaient alimentées par les eaux de la Charentonne se déversant dans l'étang de ce nom et ensuite dans celui de Saint-Père.

Dans les débuts de sa gestion, Celles signait « Selles », voulut-il éviter une confusion de nom, en changeant la première lettre (3) ? C'est possible, mais par la suite, il l'écrivit toujours avec un « C. » Il demeurait à Notre-Dame-du-Bois et Godard habitait à Gauville. Anciens commis de forges

(1) 12 deniers valaient un sol. Un sol égalait le sou actuel, il fallait 20 sols pour former une livre, dont la valeur était à peu près celle du franc. Le liard équivalait à 3 deniers, ou quart d'un sol.

(2) En outre de la taille, les forges acquittaient un impôt sur la production. En 1643, il était de 10 sols par quintal de fer, de 6 à 8 sols par quintal de fonte et de 20 sols par quintal d'acier.

C'est pourquoi les maîtres de forges de Lyre, d'Orville, d'Aube, de Breteuil, de Conches, de La Ferrière, de Gallon et du Pontœuvre, désignent un procureur, pour défendre leurs droits contre les prétentions d'un certain Pierre Legros, soi-disant « fermier général », et demandèrent la suppression de cet impôt. (Tabellionage de Rugles).

(3) Michel Selles, était curé de Notre-Dame-du-Bois en 1707, une parenté pouvait exister avec Celles ?...

ils manquaient de capitaux, ils se firent commanditer par le fils du notaire de Saint-Evroult, Le Cousturier de Beauval. Par une convention passée en 1760 entre lui et les deux associés, de Beauval s'engageait à fournir les fonds nécessaires. Ce n'était pas un inconnu, précédemment, en 1757, les maîtres de forges avaient invité le fils du notaire à venir chasser des loups dans la forêt, avec son équipage, ce qui leur avait occasionné une dépense de 10 livres 2 sols pour la nourriture des chiens et des valets ! Godard se retira ou mourut vers 1761, laissant Celles et Le Cousturier, qualifiés : maîtres de forges, mais ce dernier ne figurait pas en nom dans l'exploitation.

Au commencement de l'association Celles et Godard, un ancien marchand de fer et ensuite maître de forges à Longny, Desfrancois de Pontchalons, leur accorda un certain crédit pour fourniture de fontes et d'outils. Ces achats de fontes, dénotent une insuffisance de production du fourneau de Saint-Evroult, par suite de manque de minerai, ou du mauvais état du fourneau. On verra cet inconvénient se reproduire sous l'administration des successeurs, qui plusieurs fois, furent obligés de se procurer des fontes chez leurs confrères de la région.

Coutumes et Frais

En entrant dans une forge, le nouveau fermier s'assurait le concours des ouvriers de métier, tels que marteleurs, chauffeurs, affineurs, etc., et il passait avec eux un contrat de louage, qui les engageait quelquefois pour toute la durée du bail, ou pour une moins longue période, un an au minimum. Presque toujours, les frais de déménagement étaient à la charge de l'employeur et parfois, assez élevés, par suite de la distance. En arrivant, l'ouvrier touchait une prime, sous forme de pot de vin, renouvelable chaque année. Sauf pour motif grave d'un côté ou de l'autre, exposé devant la juridiction du maître des Férons, aucune des parties ne pouvait rompre l'engagement et, sous peine de poursuites et amendes, aucun maître de forges ne pouvait employer sciemment un ouvrier en rupture de contrat.

C'est pourquoi Celles et Godard furent autorisés à faire vendre par M^e Lampérière, huissier à Saint-Evrout, les quelques misérables meubles de Jacques Chemin, valet d'affineur, originaire de la Guéroulde, qui avait déménagé nuitamment, violant l'engagement de neuf ans, qu'il avait signé en l'étude de M^e Le Cousturier. La saisie avait été maigre et la vente n'avait produit que 16 livres 2 sols, tandis que les frais s'élevaient à 23 livres 2 sols 9 deniers que Chemin était condamné à payer, ainsi qu'à reprendre son travail, toutes poursuites ordonnées contre lui et ceux qui l'emploieraient.

Il était d'usage de distribuer des étrennes aux ouvriers, une dépense de 42 livres est inscrite sous cette rubrique en 1757, sur les registres de la forge. Les étrennes du marteleur et du chauffeur montaient à 12 livres et celles des ouvriers de la forge à 6 livres. On voit aussi le prix fabuleux de 3 bons déjeuners offerts à Gacé aux sieurs Limbourg, Lanoë et Larivière, pour la somme totale de 57 sols ! Pour excuser cette folle dépense, on avait ajouté sur le registre, qu'elle avait été motivée par l'achat de cordes de bois et par la vente de 20.000 livres de fer faites à ces trois cloutiers associés, à Chaumont. (Utile dulci).

Pour fêter la Saint-Eloi, il était alloué 24 livres aux forgerons, c'était le tarif imposé aux maîtres de forges, paraît-il.

Une prime de 12 livres était accordée au marteleur, pour la première barre de fer qu'il forgeait et une de 6 livres au fondeur, pour la coulée de la première gueuse.

Une journée d'arpenteur, se payait 3 livres, mais celle d'un manœuvre 1 livre au plus. Une journée de transport, homme et cheval, était comptée 4 livres.

Une livre de chandelle et un paquet d'allumettes, étaient vendus 9 sols à Barat, chauffeur au fourneau de Saint-Evrout, et sa femme, dénommée « la Baratte », touchait 4 sols 6 liards pour la location de paillasses aux ouvriers du fourneau.

Un lot de bourrées fut transporté à la forge du Pont-Œuvre

(1) Part accordée aux officiers de gruerie (forestiers) sur la vente et l'achat des bois.

en 1757, mais leur emploi n'est pas indiqué. La façon en avait été payée 18 sols le cent.

La comptabilité mentionne un droit de gruerie, (1) porté à 33 livres 4 sols, et des journées faites en 1759 pour le curage de la rivière motrice, appelée : le canal du jardin de la forge.

Il est parlé aussi de la rivière de la maîtresse bonde, maintenant comblée, il n'en reste qu'un petit fossé, limite séparative de la commune de Touquette de celle de Saint-Evroult. Plusieurs journées sont passées à rigoler le petit pré du four (présentement la cour plantée du Pont-Œuvre) et le fossé séparatif de la ferme de la grande Selle d'avec le pré de la forge.

La marne qui servait de fondant ainsi que la chaux, était extraite à Bocquency, dans une pièce de terre appartenant à l'abbaye de Saint-Evroult (2). Dans l'espace de 9 mois, il en fut livré 1781 rasières au fourneau de Saint-Evroult et 1155 rasières au fourneau de Logeard, ce qui laisse supposer qu'il était affermé à Celles et Godard. En outre, il en était amené du Nuisement à la forge du Pont-Œuvre, dont le transport coûtait 1 sol 6 deniers par rasière, il en fut même acheté à M. de Pontchalons et au sieur de Vitray de la Pousetière, ou Poultière.

La grosse dépense de la Forge consistait surtout en charbon de bois. Un fourneau de 30 cordes de bois produisait en moyenne 60 sac. de charbon. Or, la grosse forge du Pont-Œuvre en consommait à elle seule plus de 5.000 sacs, à 2 livres 7 sols le sac, soit environ 12.000 livres par an.

Pour transporter ce charbon de la forêt au fourneau de Saint-Evroult ou à la grosse forge, il était alloué aux voituriers 3 sols par sac. Ces voituriers étaient Langoire, Pierre et Guillaume Lecointe, Nicolas et Michel Fayel, etc. Les monteuses de cordes de bois se nommaient : Groult, Chapelain, Thiboust, Gautier, Marais, Valdestin, Froger, Duval, Fleury,

(1) Part accordée aux officiers de gruerie (forestiers) sur la vente et l'achat des bois.

(2) Une somme de 16 livres fut payée en 1760 à François Fafin, fermier de la ferme de la Noë à Bocquency, laquelle ferme appartenait à l'abbaye, pour l'indemniser des dégâts qui lui avaient été causés dans son champ, par l'extraction de la marne, pour la forge.

Godet, Laignillon, Galais, Malherbe, etc... qui ont encore des descendants dans la contrée

Dans la forêt du Pérche, les cordes de bois avaient 8 pieds de long (2 m. 64), 4 pieds et 4 pouces de hauteur (1 m. 43), et 24 pouces de profondeur (0, 65). Les religieux de la Trappe vendaient ces cordes montées et prises en forêt ; 4 livres 12 sols. Les prix en étaient moins élevés en forêt de Saint-Evrout : 50 sols la corde d'environ 2 stères $1/4$, en l'an 1755. Mais que de fréquentes contestations pour la mesure !

Celles et Godard firent extraire une assez grande quantité de minerai à Charentonne, de 1760 à 1763, leur comptabilité en accuse un total de 4.704 rasières transportées tant au fourneau de Saint-Evrout qu'à la forge du Pont-Œuvre. La rasière devait être d'une contenance de 70 litres environ, pesant 70 kilos ? L'ensemble du poids transporté ressort à 329.000 kilos. Le minerai extrait, cassé et lavé, était payé 5 sols la rasière en 1761 et peu après, 6 sols. Son transport de la mine de Charentonne au fourneau de Saint-Evrout revenait à 1 sol 3 deniers par rasière. Ce minerai devait être à une assez grande profondeur, car il était fourni aux mineurs des échelles et des boisages. Il en était apporté de Saint-Germain et de Saint-André d'Echauffour (1), mais ce dernier était de qualité médiocre. Champ-Haut en fournissait aussi et aux Champeaux, près Vimoutiers, malgré l'exploitation d'un petit fourneau par la veuve Duval, on envoyait à la grosse forge, fonte et minerai.

Voici quelques prix de fabrication en 1756, ils ont été convertis en kilogrammes, afin de les rendre plus compréhensibles : Presque tous les ouvriers étaient payés à la tâche.

Le fondeur touchait 31 livres lui et ses aides, pour une coulée de fonte qui pouvait produire 8 à 9 gueuses. Le poids de la gueuse, très variable, oscillait entre 1.100 et 1.200 kilos. Ainsi, une pesée de 37 gueuses de poids global

(1) Moyennant 90 livres, Jacques Goulet de la paroisse des Authieux, avait autorisé Celles et Godard à fouiller dans son pré, dit « des Minières » actuellement ainsi dénommé, contenant une vergée (40 ares) situé sur la paroisse de Saint-André-d'Echauffour, afin d'en extraire tout le minerai qu'ils pourraient y trouver, sans être tenus à combler les trous, ni à payer aucun dommage. Il en fut extrait 327 rasières, mais sa teneur en fer était pauvre.

de 40.874 kilos, donne un poids moyen par gueuse, de 1.105 kilos, tandis qu'une autre pesée de 226 gueuses de 278.404 kilos. porte la moyenne par gueuse à 1.282 kilos ces 226 gueuses ayant exigé un salaire de 812 livres 2 sols, à peine 80 centimes par 100 kilos, et représentant la production de 5 mois.

On accordait 2 livres pour transporter une gueuse du fourneau à la grosse forge.

L'affineur était payé 3 fr. 50 par 100 kilos et son salaire de la quinzaine, comprenant 12 jours ouvrables, pouvait atteindre 10 francs.

Le valet d'affineur, payé 2 francs les 100 kilos, se faisait 8 francs par quinzaine.

Le marteleur, payé 2 fr. 50 les 100 kilos, se faisait 14 francs par quinzaine.

Le chauffeur, payé 2 francs les 100 kilos, se faisait 18 francs par quinzaine.

Les valets de chauffeur ne gagnaient que 2 francs dans leur quinzaine, c'étaient de tous jeunes gens.

En outre de sa quinzaine, le maître chauffeur avait 6 francs pour mettre un fourneau en feu.

Un journalier était payé 10 sols par jour.

Prix de revient :

Pendant l'année 1757, on fabriqua à la forge du Pont-Œuvre 183.300 livres de fer, pour lequel il fut payé un salaire global de 1.793 livres 4 sols, ce qui établit le prix de façon à 1 fr. 957 millimes les 100 kilos.

L'année suivante (1758) la fabrication s'éleva à 186.727 liv. pour un total de salaires de 1.904 livres 5 sols, portant le prix de façon aux 100 kilos à 2 fr. 04.

Cette moyenne est encore augmentée en 1759, pour une fabrication de 188.500 livres, ayant demandé un salaire de 1.733 livres 4 sols qui fait ressortir la moyenne à 2 fr. 50 par 100 kilos. Elle descend à 1 fr. 84 % en 1767.

A ces prix de revient, il y a lieu d'ajouter les frais d'extraction du minerai, la dépense de combustible et tous les autres frais généraux.

Parmi les dépenses d'entretien, on relève une somme de

1.185 livres 14 sols pour diverses réparations et fournitures faites à la forge en 1759. L'entretien de la maçonnerie d'un fourneau coûtait annuellement plus de 200 livres. Les réparations au gros marteau étaient fréquentes. On s'explique aisément que les vibrations de cette masse la décalaient, brisaient les frettes, occasionnant à bref délai la rupture du bois. En 1757, on passa 66 jours à le raccommoder, l'année suivante, on dépensa 109 livres 10 sols. Pour amener l'arbre du marteau à la forge, 32 jours d'hommes et de chevaux, furent nécessaires. Un nommé Pierre Noë, charpentier, exécutait tous ces travaux à la grosse forge et au fourneau de Saint-Evrout, il était payé 18 sols par jours. Il prenait 100 livres pour la façon d'une roue hydraulique !

Malgré l'huile d'olive dont on avait soin d'oindre le cuir des soufflets de la grosse forge, il fallait les remplacer de temps en temps. On s'adressait à Antoine Pottin, souffletier (*sic*) à Bernay, qui les vendait 350 livres l'unité et en garantissait la bonne marche pendant un an. Le transport au Pontœuvre était facturé 16 livres, prix nécessité par la distance (1).

La grosse forge alimentait en fer la fenderie de Saint-Evrout, qui le découpait en verges. Elle en reçut de la forge 56.000 kilos en 1759 et 46.500 kilos dans les 6 premiers mois de 1760, dont le charriage avait coûté 46 livres 10 sols (1 fr. les 100 kilos). Ces verges étaient vendues aux cloutiers, qui les convertissaient en clous forgés à la main. Un nommé Lacroix, marchand de fer et de clous à Saint-Evrout, vendait ceux-ci 10 sols la livre.

La grosse forge fabriquait aussi des limes, la façon était payée 1 livre la lime et la trempe 10 sols.

Fourrages

Il avait été récolté 2.400 bottes de foin dans les prés de la forge en 1758. Le fauchage en avait été payé 1 livre par jour, le fanage 7 sols par jour et le bottelage 6 sols les cent bottes.

(1) Bernay étant à 40 kilomètres du Pont-Œuvre, soit 80 kilomètres aller et retour, le prix du kilomètre n'excède pas 0 fr. 20.

L'année précédente, la récolte avait été de 6.000 bottes, qui s'étaient vendues 10 à 12 livres au plus, le cent.

**RAPPORT DES EXPERTS SUR L'ÉTAT DES IMMEUBLES |
APPARTENANT A L'ABBAYE EN 1770.**

Les architectes Pierre Fontaine de Pontoise et Jean Picard expert à Paris, avaient dressé en 1765, un devis de toutes les réparations à exécuter aux bâtiments et immeubles appartenant par moitié aux religieux et à l'abbé commendataire.

Précédemment, il avait été fait pour 3.000 livres de frais à la grosse forge et aux bâtiments, mais on estimait que les experts avaient majoré d'un tiers les dépenses, et qu'on pourrait opérer avec plus d'économies, car l'évêque abbé François Barreau de Girac avait grand besoin d'argent pour achever la reconstruction de son palais épiscopal de Rennes.

A sa demande, une visite de tous les bâtiments et immeubles fut commencée en 1770, par Pierre Fontaine, architecte expert, auquel l'évêque avait donné pleins pouvoirs. Il était assisté de Guillaume-Jacques-François Boudard, désigné sous la qualité de : « directeur des économats du diocèse de Lisieux », en réalité, simple receveur des revenus du diocèse, pour l'évêque de Lisieux et de ceux de l'abbaye de Saint-Evroult, pour l'abbé évêque de Rennes. Pendant ce temps, Gaillard, son commis et associé, remplaçait Boudard dans ses fonctions à Lisieux.

Le rapport de cette visite, rédigé par Fontaine, dont ci-dessous l'analyse, sauf en ce qui concerne la forge et le fourneau, constatait :

Qu'à la grosse forge du Pontœuvre, le bâtiment de la forge, situé au bas de la chaussée de l'étang, consiste en un édifice couvert en tuiles, en comble formant croupe par un bout (côté sud) et pignon par l'autre, avec égoût du côté de la cour et du côté de la chaussée. Le dit édifice composé de 4 fermes et de 2 étages de pannes, la 1^{re} partie vers le pignon appliqué à l'affinerie, la 2^e, à la huche (1) du marteau, où sont les deux roues hydrauliques avec leurs

(1) La huche, est un coffre en bois, ou maçonnerie, qui distribue l'eau au-dessus de la roue hydraulique.

ustensiles pour faire travailler le marteau et le soufflet, la 3^{me} travée occupée par la chaufferie et ses soufflets, d'un côté, le marteau et l'enclume, de l'autre ; le surplus du dit édifice en halle, vers la croupe.

Nous avons ensuite visité les réparations à faire au dit édifice et constaté par ce procès-verbal que nous avons fait, que tout est conforme et qu'il n'y a point d'augmentation survenue depuis la dite visite (en 1765).

Nous avons ensuite visité le noc, lequel est bâti en pierres de taille et briques, sur 21 pieds $\frac{1}{2}$ de longueur (7 m. 10), la voûte en arcade de 4 pieds $\frac{1}{2}$ de large, (1 m. 50) sur 6 pieds $\frac{1}{2}$ de hauteur sous clef (2 m. 15) le fond est pavé en briques de champ, etc...

Ensuite nous avons visité le Gril (grillage) au bout de la chaussée de l'étang, vers les 4 vannes de décharge retenues dans 5 piles en pierre et maçonnerie, formant avant-bec dans le dit étang, au droit desquelles vannes est un pont, pour le grand chemin, de 12 pieds de large (3 m. 96) sur 21 pieds de longueur (6 m. 95) en charpente, porté sur un mur de refend dans le milieu et muré du côté des terres, lequel pont est construit de 5 poutres de 12 pouces carrés (324^m). Nous avons reconnu que les réparations à faire au grill, sont justes.

Ensuite, nous nous sommes transportés à la halle au charbon, consistant en un édifice de 7 travées de longueur, à égout de part et d'autre, avec *croupe* sur la partie gauche et *pignon*, pour la partie droite. Le tout, construit en maçonnerie de mortier chaux et sable, ainsi que le mur de refend qui sépare cette halle en deux, telle qu'elle est plus au long détaillée dans un procès-verbal (1). Ensuite nous avons vérifié les réparations à faire à la halle et nous avons reconnu que les couvertures avaient été entretenues.

Après quoi, nous avons visité le logement des garçons de la forge, appelé « la ladure », consistant en un petit édifice de rez-de-chaussée, couvert en tuiles et combles à égout de part et d'autre. où nous avons reconnu que les réparations constatées, à faire à la charpente sont nécessaires, celle-ci étant à refaire à neuf en totalité.

Puis nous avons visité le bâtiment servant de logement au maître de forges, aux commis, au marteleur et à l'affineur. Il consiste en un édifice de 4 salles, dont 2 à cheminées, le tout au rez-de-chaussée et grenier en dessus, couvert en tuiles, comble à égout de part et d'autre et par derrière le dit édifice, est ajouté un petit corps de logis au rez-de-chaussée, surmonté d'une pièce à cheminée au 1^{er} étage, le tout couvert en tuiles. Nous avons vérifié les réparations à faire, qui sont celles portées au devis.

Nous avons aussi visité un édifice appelé « la charpenterie »,

(1) Malheureusement, ce procès-verbal de devis détaillé, n'a pu être retrouvé.

construit en pan de bois sur maçonnerie, (colombage) le tout couvert en tuiles avec comble à égout, il est nécessaire de remettre au pignon gauche une planche à couteau, « au taluage » qui manque, la planche ayant 9 pieds de long sur 8 pouces de large, comme il est expliqué au devis.

Après, nous avons visité le bâtiment servant de logement aux ouvriers de la forge, lequel consiste en 4 travées et 4 salles à cheminées, construit en charpente sur maçonnerie (colombage) couvert en tuiles et comble à égout sur chaque côté, à droite de ce petit édifice, en est un autre couvert en tuiles avec comble à égout, appliqué à un cellier et à gauche à un autre petit édifice, construit de même que celui ci-dessus et appliqué à 2 petits celliers. Par l'examen que nous avons fait au dit bâtiment et celliers, nous avons reconnu que les réparations à faire sont bien celles portées au devis et sans augmentation ni diminution.

De suite, nous avons visité les bâtiments servant d'écurie et de magasin aux manches du marteau, consistant en un bâtiment de 5 travées, couvert en tuiles et à combles à égout de part et d'autre, appliqué à une écurie double de 3 travées et au dit magasin, avec un grand grenier au-dessus auquel on communique par une échelle ambulante, le tout conforme.

Nous nous sommes transportés au fournil à l'usage des ouvriers, construit en maçonnerie et couvert en bardeau, comble à égout de chaque côté, avec grenier au-dessus. Le dit fournil éclairé par deux petites croisées fermées de leurs contrevents, la porte avec une serrure en bois. Les experts avaient constaté que la couverture était à refaire à neuf, étant de nulle valeur et qu'au lieu de la refaire en bardeau, il serait plus à propos de la faire en tuiles, pour éviter les inconvénients du feu, ce qui est exact à l'égard de la charpente, ainsi que du four...

Les portes charretières de la grande cour, sont à refaire à neuf, la dépense prévue est de 526 livres.

Nous avons procédé sur bordereau particulier à la vérification des sommes portées sur le procès-verbal sur les réparations constatées à faire aux bâtiments dépendants de la dite forge, nous avons reconnu que la somme totale de 5.390 livres est exacte, dont les 2/3 à la charge de l'Abbé et l'autre tiers à celle des religieux.

Ayant (vacqué) ce que dessus jusqu'à 6 heures du soir, nous avons remis à demain mardi pour visiter le fourneau et la fenderie, *dépendants de la dite Forge* du Pontœuvre, et avons signé.

Le dit mardi 9 octobre 1770, à 7 heures du matin, nous architecte-expert, nous nous sommes transportés, en présence du sieur Boudard, aux bâtiments contenant le fourneau et la fenderie, *dépendants de la dite forge* du Pontœuvre.

Nous avons commencé par la visite au fourneau situé et joignant la chaussée de l'étang de Saint-Père, lequel consiste en

un édifice et charpente de 2 travées, et le devant du fourneau où coule la gueuse, est couvert en tuiles avec comble à égout de part et d'autre, plus, un appentis à droite, couvert en tuiles, appelé : la chambre aux soufflets. L'entrée du dit « hallage » (pour halle), est dans un pignon en charpente, couvert de planches à couteau au droit de la ferme, le dessous en charpente et maçonnerie, des palis recouvrent les poteaux ainsi que le côté en retour d'équerre, le tout porté sur maçonnerie par le bas, en moellon du pays maçonné au mortier de chaux et de sable, l'entrée du « hallage » est par une porte à deux vantaux en bois blanc, garnie de sa serrure. A la suite du dit hallage, est la masse du fourneau formant un *carré* de maçonnerie dont les encoignures sont en pierre de taille en grès (1), avec une arcade de briques du côté du « hallage », où est l'ouverture pour lâcher la matière fondue. De l'autre côté, à droite, est une pareille arcade de briques servant au passage du bout des soufflets lesquels sont en face de la dite arcade. •

Nous avons constaté que toutes les réparations à faire au dit fourneau sont très urgentes et nécessaires, notamment le fourneau à refaire à neuf, ne pouvant plus subsister et étant hors d'état de soutenir toute la maçonnerie, qui est dégradée et fendue de toutes parts et le grès consumé par le feu. Pour parvenir à la reconstruction du dit Fourneau, nous estimons que la somme de 4.000 livres est juste et nécessaire.

Nous avons aussi constaté des réparations à faire au « hallage » qui est devant le fourneau, ainsi qu'à la chambre des soufflets, aux couvertures à la rayère (2) entre le pan de bois de la chambre des soufflets et la chaussée, à la huche au-dessus du dit fourneau, et au noc qui conduit l'eau dans cette huche, nous estimons toutes réparations à la somme de 1.088 livres 10 sols.

Nous sommes allés visiter les bâtiments de la *fenderie*, laquelle est en 3 travées, couverte en tuiles et comble à égout de chaque côté, où passent les rayères et les roues à fendre ; ce bâtiment est construit en charpente portée sur maçonnerie par le bas, avec planches de chêne fixées sur les poteaux par dehors, ainsi que pour le pignon où est l'entrée, qui est également un pan de bois porté sur murs en maçonnerie. Le fond de la dite fenderie est terminé par un mur en briques de toute la hauteur de l'édifice, dans lequel mur est la bouche des fours à l'usage de la dite fenderie, dont le corps et la chapelle (voûte du four) sont hors du dit mur de pignon. Laquelle chapelle est un four et est couverte en tuiles avec comble porté sur charpente établie sur des poteaux. A droite, à l'entrée de la dite fenderie est une petite forge aux outils ayant

(1) Sur le plan Jubé, on aperçoit le haut de la cheminée du fourneau, de forme carrée et assez élevée.

(2) Une rayère est un conduit étroit qui amène l'eau sur la roue hydraulique.

son tuyau hors la couverture et en briques. Le derrière du dit four est terminé par un mur, lequel est un cul de four et, dans l'extrémité sont deux espèces de *tours rondes* (1). Le tout construit en briques ainsi que les murs en retour joignant le dit bâtiment de la fenderie. C'est dans ces deux parties circulaires (tours rondes) que passent les nocs qui traversent la chaussée et qui conduisent l'eau dans les deux huches qui la déversent sur les roues. De chaque côté de l'édifice de la fenderie, sont deux rayères qui reçoivent les eaux des roues en la longueur de 17 toises (33 m. 13) ou environ, lesquelles rayères sont revêtues de madriers de chaque côté soutenus par des poteaux avec soles et chapeaux. Par les deux rayères, sont deux ponts en bois avec poutres et madriers suivant la description portée au devis.

Les réparations à faire au bâtiment de la fenderie, aux nocs, rayères et pont s'élèvent à la somme de 2.824 livres.

Nous avons examiné la halle au charbon qui est de l'autre côté vis-à-vis le fourneau et consiste en un édifice faisant deux parties couvertes en tuiles, et de chacune 3 travées.

Ensuite nous avons vu la petite halle à charbon, située sur le bord de la chaussée de l'étang, ainsi que le bâtiment servant de logement au fondeur, de 4 travées, et nous avons remarqué que le montant des réparations porté au devis, est exact.

Nous avons examiné le bâtiment servant de logement aux fondeurs, composé de 4 travées, nous avons procédé à l'estimation des frais à faire au dit bâtiment et aux halles, dont le montant est de 595 livres.

Nous avons évalué le montant des réparations à faire au fourneau à la fonderie, nocs, halles au charbon, logement du fondeur et dépendances, nous avons trouvé qu'il était juste de compter 8.508 livres plus les 4.000 livres pour le fourneau.

En outre il a été constaté les réparations suivantes à exécuter à l'*abbaye*, la porte d'entrée sous le pavillon servant d'entrée dans la cour commune et la séparant de la cour abbatiale, la dite porte à 2 vantaux et la petite porte cavalière, à côté, sont très anciennes et usées, elles doivent être remplacées, c'est une dépense de 526 livres dont la moitié à la charge de l'abbé et l'autre à celle des religieux.

Le Palais abbatial. La porte du vestibule est pourrie dans le bas et est à refaire, en conservant toutefois les anciens panneaux, dépense à la charge de l'abbé. Le plancher de la grande salle gauche est à refaire en planches de sapin et lambourdes en chêne, dépense prévue au devis pour un total de 4.447 livres (2).

(1) Ce sont les seuls vestiges de la fenderie, qui sont encore visibles.

(2) Le juge gruyer Froger, logeait en 1765 dans le palais abbatial moyennant la délivrance de 24 livres de sucre, par an. Ses fonctions consistaient à juger les délits commis dans les bois et à appliquer des amendes à ceux

Pour le moulin de l'enclos, les frais de réparation sont portés à 1.948 livres, le dit moulin adossé au mur du grand bâtiment des écuries de l'abbaye et édifié dans la basse-cour.

Halle au Bourg : elle est à refaire complètement, la dépense en est évaluée à 1.948 livres (1).

Eglise de Touquette : La couverture est à refaire, dépense imprévue, au devis. Les ornements à fournir coûteront 378 livres.

La *Grange de Dîme*, à côté du presbytère, à refaire à neuf.

Le *Pressoir*, également à côté du presbytère, à refaire complètement. Dépense prévue pour les deux bâtiments à la charge de l'abbé par 3.769 livres.

La *ferme de la Gastine-Sarro*, occupée par la veuve Joseph Lafinbert, dont la maison est étayée de toute part, est à refaire, plusieurs réparations sont indispensables aux bâtiments d'exploitation, pour un total de 4.290 livres à la charge de l'abbé.

La *ferme de Villeneuve* (à 2 kilomètres de Saint-Evrault) est en bon état, ainsi que l'*étang de Charentonne*. Les réparations à la ferme sont portées à la somme de 3.258 livres.

Quant à l'*étang de la Ratelière*, il a été reconnu qu'il était rempli de vase et de terre et qu'il ne contenait que peu d'eau, faute d'avoir été nettoyé. Les frais de curage sont estimés à 1.890 livres.

Suit le détail des frais à faire :

Au *moulin du Noyer-Ménard*, à l'étang, au noc, le tout loué 700 livres à Charles Houlette, meunier.

Aux Fermes du Vieux-Mesnil, paroisse de Saint-André d'Echauffour, aux fermes de Latilly, paroisse d'Heugon, à son église, aux ornements.

Aux églises de la Trinité-des-Lettiers, d'Orgères, de Champhaut, du Merleraut, de Croisilles, de Ternant, de Verneusse, de Saint-Aquilin d'Augeron, de Monnai, de Meules, de Saint-Germain-d'Aulnay, de *Saint-Martin-des-Essarts* (à une lieue de Saint-Evrault), de la Gonfrière, de Saint-Laurent-des-Grès à une lieue 1/2 de la Goulafrrière.

A la grange de dîme de Monnay, et à celle du Merleraut.

Au moulin de Verneusse, etc...

Dans un état de la manse abbatiale (revenus) de Saint-Evrault, à

qui les commettaient ; c'est ainsi qu'en 1765, il infligea une amende au sieur Gibory pour dégâts causés aux bois et une peine de 200 livres plus frais et dépens à Mourdu et à Fayel, pour avoir tué un cerf dans la forêt !...

(1) Le prieur Morène écrivait à Boudard en 1772, que le projet de déplacement de la halle à l'extrémité de la place publique et adossée au mur de l'abbatiale, avait suréxcité toute la population qui pétitionnait, parce que, de temps immémorial, ces halles avaient été établies au milieu du bourg, par lettres patentes des ducs de Normandie et des rois de France. Outre les boutiques des marchands, elles abritaient la salle de juridiction du lieu, laquelle menaçait ruine.

l'article Touquette, on lit : « Grosse forge et dépendances des abbés et religieux de Saint-Evroult, en qualité de barons fossiers, etc... droit qui fait partie du contrat d'acquêt de la forêt d'Echauffour fait par la dite abbaye en 1364, et relaté dans l'aveu rendu au roi par Philippe, abbé du dit lieu, en 1389. La dite abbaye a droit de séance et voix délibérative, au premier suffrage, à la nomination des juges des Férons, qui connaissent de tous différends touchant la fabrication du fer entre les rivières d'Orne et d'Avre.

La forêt de Saint-Evroult, dans toutes ses dépendances, excepté le quart mis en réserve, est divisée en coupes réglées, dont une est délivrée tous les ans au maître de forges, par les officiers de la gruerie, pour l'usage d'ycelle. Il y a, en outre, 10 acres de prairie attachés à la dite forge. Le tout avec les étangs qui en dépendent, font partie de la dotation, acquêts et anciens domaines de l'abbaye.

Tous les objets sont indivis entre l'Abbé et les religieux, la totalité est perçue par l'Abbé, suivant le bail à vie qui lui a été fait par les religieux, qui n'ont droit qu'à un tiers des revenus, etc. » (Arch. du Calvados).

Suivant les comptes de Boudard, les revenus de l'abbaye de Saint-Evroult, s'élevaient pour l'exercice 1768-69 :

les dépenses à	102.870 liv. 12 s. 7 d.
les revenus à	102.708 liv. 8 s. 0 d.
Excédent des dépenses	162 liv. 4 s. 0 d.

Malgré plusieurs notes relevées aux archives du Calvados (fonds Boudard) certains faits restent obscurs.

D'abord on constate d'une façon indubitable que la Forge du Pont-Œuvre et le fourneau de Saint-Evroult étaient loués à Henri *Ledier* (1) pendant les années 1765-66 et jusqu'à fin juin 1767, pour le prix annuel de 6.000 livres, plusieurs quittances le prouvent. Or, pendant cette même période, tout au moins à partir de 1766, Pierre *Duboullay* faisait valoir la forge et le fourneau, il en payait les termes.

(1) Ledier devint plus tard maître des forges de Rugles et d'Anet (E.-et-L.). Le 13 septembre 1768, il loue pour 6 années $\frac{1}{2}$ la forge de Rugles, le fourneau, la fenderie, les maisons, jardins, cour et dépendances, moyennant 3.000 livres par an. François Anfrye, écuyer, demeurant à Conches, se porte garant pour ce bail, dans lequel Ledier porte le titre de « bourgeois de Conches », où il résidait. (Tabellionage de Rugles).

Cette anomalie ne peut s'expliquer qu'en admettant que Duboullay ait été sous-locataire de Ledier.

- Un second point reste à élucider : Après la mort de Pierre Duboullay survenue en 1768, sa veuve *Flisabeth Peigné*, continua la gestion des forges. On sait qu'en 1772, elle louait forge, fourneau, fenderie et dépendances : 9.000 liv. le tout. Mais en 1770-71 et 1772 on voit surgir un nommé *Caré*, ancien régisseur de Duboullay, qui, à la forge du Pontœuvre, accuse un chiffre d'affaires de 20.676 livres avec la veuve Duboullay. En 1773, il est donné à Caré 1.200 livres pour faire l'avance des matériaux destinés aux réparations de la forge et en 1774, il livre du fer à la fenderie de Saint-Evrout, dont il tire un récépissé du commis, nommé Bohain (1). Peu après, en 1777, réapparaît Paul Bourdon en qualité de régisseur à la forge. Puis, survient un sieur *Pottin*, maître de la forge de Lyre (Eure) qui, de 1774 à 1782 paie des termes pour la location du fourneau de Saint-Evrout, dont un de 7.500 livres sans doute pour l'année ? Et mécontent de ses maigres profits, sous-loue le fourneau en 1776 au sieur Thibouville, dont il se porte garant.

De tout cela, l'hypothèse la plus vraisemblable paraît être celle-ci : Après la mort de Duboullay, sa veuve ne pouvant continuer d'assumer une charge aussi lourde que celle de l'administration de toutes ces forges et fourneaux, conserva seulement la direction de la forge d'Aube, sous-loua la forge du Pont-Œuvre à Caré et le fourneau avec la fenderie de Saint-Evrout à Pottin.

Cependant, Mme Duboullay ne perdait pas de vue le futur bail de la forge, qui allait être à signer vers 1774. Elle songeait que dans peu d'années ses deux fils seraient à caser et, en cette prévision, dès la fin de 1771, elle pressent Boudard au sujet des nouvelles conditions qu'on devait imposer, alléguant : « qu'elle a besoin de savoir d'avance à quoi s'en tenir, qu'une forge ne se prend pas du jour au lendemain,

(1) Bohain, commis au fourneau, était payé 125 livres par trimestre.

qu'il y a des réparations à faire, l'étang de la forge à curer(1) et que tout doit être prêt avant de contracter un nouveau bail ».

De son côté, afin de forcer l'évêque abbé à prendre une décision, le madré Boudard lui écrit : «.....qu'une forge ne se loue pas facilement, à cause des avances considérables à faire, qu'il faut au moins une année à un maître de forges, pour faire les approvisionnements, avant de commencer à en jouir, que des réparations urgentes sont nécessaires..... » et comme dernier argument persuasif, il ajoute : «.....qu'il compte augmenter le prix de location, en le portant de 9.000 livres à 12.000 livres, peut-être même à 15.000 livres ».

Entre temps, il manœuvre auprès de Mme Duboullay, la prévenant qu'il se présente un amateur sérieux pour la forge, un nommé Stillières, gros marchand de bois, qui vient d'acheter 22.000 livres la part de l'abbé dans la sapinière « la Championnière », dont elle n'avait offert que 20.000 livres !...

L'astucieux Boudard parvint à ses fins, car on verra qu'en 1782, Mme Duboullay-Peigné louait 15.000 livres forge et fourneau.

Mais avant de poursuivre, il nous faut revenir en 1765.

Le bail de Celles, venait d'expirer au commencement de cette année, il avait été repris par Henri Ledier, qui l'avait cédé ou sous-loué à Pierre Duboullay, maître de la forge d'Aube (Orne) fils de Mathieu-Pierre Duboullay, ancien maître de forges à Longny (Orne) et d'Elisabeth-Antoinette des François, fille du sieur de Pontchalons, maître de forges. Pierre avait épousé Elisabeth Peigné, qui à sa mort, fit valoir les forges. Le prix de ce bail était de 6.000 livres.

Trois ans après son entrée en jouissance, Pierre Duboullay mourait à Aube, où il fut inhumé devant la porte de la sacristie de cette église. Sa sépulture est recouverte d'une plaque de fonte moulée à la Forge d'Aube et portant cette inscription : « Ici repose le corps de Maître Pierre du Boulay en son vivant Maître de forge d'Aube et de Saint-Evroult. Priez Dieu pour le repos de son âme. Le 30 7bre 1768 ».

(1) Rien n'indique que ce curage ait été fait, la comptabilité ne le mentionne pas, toutefois il est possible qu'on ait fait quelques travaux de nettoyage.

Les archives du Calvados ne possèdent qu'une faible partie de la comptabilité de la forge et du fourneau, pendant la seule année 1774. Cependant, par l'extrait qui en est donné, le lecteur pourra se faire une idée de l'activité de ces deux établissements pendant une période, où l'unité de direction semble avoir fait défaut. Il verra aussi quels étaient les principaux gisements qui fournissaient le minerai.

Sur les livres de la forge, est inscrit un total de 20.014 livres, 11 sols, 8 deniers, valeur du fer vendu pendant le cours de l'année 1774 aux principaux clients, les sieurs Gibory, Dutocq, Loret, Marin, Cosnard, Yvert, Leveillé, Lacroix, Forcinal, Daupley, Chéron, etc...

Pour le minerai, il en a été extrait à raison de 10 sols la rasière la quantité de :

5.025 rasières de la mine de Villepelée, près de Saint-Pierre-des-Loges appartenant à Thorel, par les mineurs Thiboust, Guibert, Bouvry, Séguin, Rambourg, Nicolas Boucher et Marezières.

4.563 rasières de la mine de Champhaut, appartenant à Douillard, par Fleury, Gallais, Lecouturier, Grillon, Delamarre, Jacques de Lafosse, Piquet, Couppey.

1.056 rasières de la sapaie « la Championnière », propriété de l'abbaye par Tiphaine, Chesnaye, Jourdan, Le Cesne.

436 rasières de la mine de La Selle, appartenant à Leconte.

701 rasières de Charentonne, chez Leguillon et Pessé.

755 rasières des mines des Genettes, du Douet-Arthus et diverses autres.

12.536 rasières, du poids minimum de 70 kilos, qui donnent un ensemble de 87.752 kilos environ.

Comme fondant, il a été consommé 2.206 rasières de marne, fournies par Forcinal, de Vitrai et d'autres.

En concordance avec les livres de commerce, les Archives de l'Orne disent que Jean-Baptiste Verger, ancien commis

de Boudard et son successeur, fondé de pouvoirs de François Barreau de Girac, évêque de Rennes et abbé commendataire de Saint-Evroult (1), loua en 1782, à dame *Elisabeth Peigné, veuve Duboullay* et à son fils Paul, demeurant à Aube, la grosse forge du Pontœuvre, le fourneau et la fenderie de Saint-Evroult et les bâtiments qui en dépendent, avec l'étang de la forge et neuf coupes de bois taillis, le tout pour la somme de 15.000 livres.

Malgré le concours actif de son jeune fils Paul, la veuve Duboullay ne pouvait faire face aux multiples occupations qui incombent à un maître de forges : faire exploiter et carboniser les bois, les faire transporter ainsi que le minerai, veiller à tous les approvisionnements et aux rentrées de fonds qui devenaient tardives, tout en ne négligeant ni la fabrication, ni la vente et la comptabilité.

D'autre part, il lui était bien difficile d'exercer une surveillance efficace sur des établissements éloignés les uns des autres, aussi après deux années de jouissance d'un bail peu rémunérateur et malgré toute l'énergie dont elle avait fait preuve, abandonna-t-elle la complète direction à ses deux fils, Paul-Charles et Pierre, qui s'associèrent sous la raison commerciale « *Duboullay Frères* ».

C'est en janvier 1784, qu'ils prirent possession de la grosse forge, du fourneau, de la fenderie et des dépendances, ils adjoignirent le fourneau de Logeard, sis presque à mi-chemin d'Aube et de Saint-Evroult.

Ils eurent alors des démêlés avec Pottin, qui paraît avoir manqué d'ordre et de compétence dans sa gestion (2). Le fourneau ne pouvait fondre le minerai qu'imparfaitement, depuis longtemps les halles étaient encombrées de marchandises et pour les faire vider, une expertise fut indispensable ; Pottin choisit Ledier, maître des forges de Rugles et d'Anet, comme expert, et celui des frères Duboullay fut Durier, maître de forges à Longny (Orne).

Pendant sa collaboration avec sa mère, Paul avait dirigé la forge d'Aube, appartenant à Jeanne-Suzanne-Marie de

(1) Ce fut le dernier abbé commendataire de l'abbaye de Saint-Evroult.

(2) Boudard lui écrivait le 15 mai 1778 : « vous avez mis trop de capitaux dans cette affaire, en raison du peu de vente et de vos produits, etc. »

Lampérière - Montigny, veuve de Nicolas-Louis-Hubert de Bouville, domiciliée à Paris, rue de Suresnes et résidant à Portmort, près des Andelys. La location était de 6.200 livres dont 3.000 pour la forge et 3.200 pour la ferme qui en dépendait. Les impôts étaient acquittés par 341 livres.

La forge du Pontœuvre, le fourneau et la fenderie de Saint-Evrout et leurs dépendances, étaient loués aux frères Duboullay 21.500 livres payables en deux termes égaux, dont un, d'avance. La durée du bail n'est pas indiquée. C'était un prix excessif pour l'époque, avec des conditions très dures, d'autant plus que les immeubles et le matériel, étaient en mauvais état. On faisait des devis de réparations, mais on oubliait de les faire exécuter. C'est pourquoi, en août 1786, les maîtres de forges adressèrent une réclamation à Verger, le fondé de pouvoirs de l'abbé, pour que soient exécutées au plus tôt des réparations au fourneau et à la fenderie : « dont les nocs, écrivent-ils, sont en mauvais état, laissant fuir l'eau de toutes parts au fur et à mesure qu'elle arrive de l'étang, à tel point qu'il est impossible de faire mouvoir les roues hydrauliques, ce qui nous a occasionné un préjudice de 15.000 livres..... »

Mais en haut lieu, l'usage était de faire la sourde oreille. C'est ainsi qu'un mois après, une correspondance de Paul avec l'évêque abbé, resta plusieurs mois sans réponse... ce ne fut qu'à la cinquième lettre, que Verger répondit pour l'abbé ! Il faut dire aussi que les maîtres de forges exposaient à sa Grandeur, qu'étant donné la rareté de l'argent et les difficultés des rentrées, ils la suppliaient de les dispenser de payer un terme d'avance, comme ils y étaient obligés par une clause de leur bail ; prétextant que le gage de 70.000 livres de marchandises en magasin, était une garantie largement suffisante, pour servir de caution. Cette thèse ne fut pas admise, et ils furent contraints de s'exécuter en envoyant une lettre de change sur leur banquier de Paris, Flichy et Co.

L'administration de ces forges et fourneaux ne suffisait pas à l'activité de Paul Duboullay ; depuis 1785, il remplissait la charge de Maître de poste à l'Aigle et ensuite à Sainte-Gauburge. Dans une lettre adressée le 3 mai 1788 au comte

d'Ogny (1), intendant des Postes à Paris, il réclamait un relai de postes à Sainte-Gauburge, alléguant que la distance de l'Aigle à Nonant était trop longue pour qu'il fut possible d'assurer un service convenable. A l'appui de sa réclamation, il citait un incident qui venait de se produire (2). Il en profita pour proposer ses services comme maître de postes à Sainte-Gauburge, en échange de la résiliation de cette fonction à l'Aigle, sous la condition qu'il lui serait accordé remise des impôts qu'il payait pour les forges d'Aube et de Saint-Evrault. Sa demande ayant été acceptée, il organisa un relai de postes à Sainte-Gauburge, dont il fut le titulaire.

Pour de semblables entreprises, il fallait des capitaux et des aides. Afin de pourvoir aux premiers, Paul emprunta d'abord de petites sommes aux membres de sa famille et ensuite, 150.000 livres à des étrangers. Quant aux seconds, il y avait à la forge un vieux régisseur, en la personne de Le Cesne (3), homme d'ordre et de savoir faire (4), qui ne

(1) Rigolay d'Ogny, portait d'azur au chevron d'or, en chef, 2 étoiles d'argent, en pointe un héron de même, l'écu entouré du cordon de l'ordre militaire de Saint-Louis, avec cette devise : « *Bellicæ virtutis præmium* ». (récompense des vertus guerrières).

(2) Un voyageur, le comte du Poiré, arrivant de Paris, demande au postillon, à l'Aigle, de le conduire immédiatement et bon train à Nonant. Celui-ci répond qu'il fera de son mieux, mais qu'en raison de la distance, il sera forcé de laisser reposer ses chevaux quelques instants en cours de route. Pétillant, comme le jus du pressoir, du Poiré entre en fureur, et d'un ton menaçant, il déclare au postillon que s'il s'arrête en chemin, il lui brûlera la cervelle !...

L'incident se termina devant l'agent de police, qui verbalisa.

(3) A Saint-Evrault est une cour, encore dénommée « la cour au Cesne ».

(4) Suivant un maître de forges, voici qu'elles étaient les qualités requises d'un bon régisseur de forges :

« Il doit faire sa demeure à la forge du Pontœuvre. C'est lui qui tient les registres et la recette générale, la dépense tant ordinaire qu'extraordinaire par lui faite, ou suivant des feuilles datées de chaque jour et signées par des préposés au régisseur. Il est caissier général et devient comptable de toute la régie.

Un maître de forges doit faire une vérification des registres s'il est possible, tous les trois, ou tout au moins tous les six mois, et faire rendre compte au régisseur tous les ans. Il voit par là si la recette excède la dépense, ainsi que du chapitre des reprises pour les sommes arriérées, dues par les marchands dont ils ont fait leurs obligations, il en presse le recouvrement et avise au moyen de ne pas éprouver d'insolvabilités.

« Le régisseur doit être un homme à talents, exact, possédant la science du détail dans un degré supérieur. Il doit porter l'attention jusqu'au scrupule, avoir beaucoup d'ordre, de netteté dans les livres et dans les marchés qu'il arrête par écrit et en double.

« Son service est composé d'opérations journalières, dans lesquelles, par

fut remplacé ni par Pierre Vie, ni par François Hurel, ses successeurs. Au fourneau de Saint-Evrout, était Guérin, simple commis, et Duboullay-Duclos, un parent, surveillait le fourneau de Logeard, tout en s'occupant de la coupe des bois.

Après avoir demeuré quelque temps à l'Aigle, Paul Duboullay était venu s'installer à Aube, ce qui lui permettait de diriger la forge, dont les produits étaient réputés par leur beau poli. Au nombre des clients, figurait Jean-Baptiste Mouchel, maître de Tréfilerie, qui s'approvisionnait à la forge d'Aube en fer rond et plat (1).

La qualité des fers de la grosse forge du Pontœuvre était également fort appréciée, comme en témoigne la correspondance de la clientèle.

A ces deux forges, on fabriquait du fer rond, plat et carré. Le fer à maréchal était vendu 23 à 25 livres les 100 livres, soit : 46 à 50 fr. les 100 kilos. Le fer rond en verges valait 37 fr. les 100 kilos et le fer brut 39 fr., plus tard il atteignit le prix de 46 fr. les 100 kilos.

Le relevé des inventaires qui est donné plus loin, permettra de se rendre compte des prix de vente, des frais de fabrication et des bénéfices.

Dans une supplique adressée aux membres du district de l'Aigle le 31 décembre 1791, les frères Duboullay déclarent qu'ils occupent 4 à 500 *ouvriers* pour l'exploitation de

suite du grand détail sur différentes matières, il peut se glisser grand nombre d'abus, qui, chaque année, formeraient une somme considérable et en pure perte au fermier. On fera connaître la plus grande partie de ces abus et les moyens d'y remédier, dans un chapitre à la fin du présent.

« Suivent les prescriptions concernant le commis de bois, qui doit résider dans sa loge au milieu de la forêt et veiller à la bonne exploitation des bois, etc., etc... »

(Arch. du Calvados, fonds Boudard).

(1) *L'Annuaire de l'Orne*, dans le volume de 1811, donne sur la forge d'Aube les renseignements suivants, qu'il est bon d'accepter sous toutes réserves, car bien des chiffres ne concordent pas avec ceux de la comptabilité :

« La commune d'Aube donne son nom à la forge, qui tire son minerai, environ 1.400 quintaux extraits en 1789, d'Heugon et de Champ-Haut. Deux cents ouvriers y trouvaient de l'occupation, on y dépensait 600 cordes de charbon, (*sic*) 80 cordes de bois à brûler. Ses produits se classaient ainsi : 600 quintaux de fonte en gueuses, 1.500 de fer en barres, 2.000 de fer de fonderie et 500 d'autres espèces. (C'est de la brillante statistique !...).

« La situation et les résultats sont les mêmes en l'an 9 (1801).

« Le salaire des ouvriers variait de 0.90 à 1 fr. 10. Il était de 1 fr. à 1fr. 20 en 1803 ».

leurs forges et fourneaux d'Aube et de Saint-Evrout, y compris les ouvriers employés dans les bois et à l'extraction du minerai. En 1798, ce nombre est réduit à 200 ouvriers.

Pour alimenter en combustible la forge du Pontœuvre, le fourneau de Saint-Evrout et la fenderie, pendant les années 1798 à 1796 inclus, il avait été fait 11.466 cordes de bois, (3.822 par an) qui avaient donné 255.000 bourrées, (22 à 23 par corde. Pourtant, ce furent de mauvaises années, pendant lesquelles la fabrication fut très ralentie.

La dépense de charbon au fourneau	avait été de	8.281 sacs
— — à la fenderie	— de	223 sacs
— — à la grosse forge	— de	4.540 sacs

Les 8.281 sacs du fourneau, avaient fondu 10.250 rasières de minerai, qui à 70 kilos la rasière, donnent un minimum de 717.500 kilos de fonte.

Une note de comptabilité écrite par Duboullay, dit : « que de 1784 à 1786, le fourneau de Saint-Evrout a fondu en 54 coulées : 529.986 kilos de fonte brute, chaque coulée produisant 9.815 kilos de fonte en moyenne; ces coulées ont nécessité la consommation de 27.956 sacs de charbon de bois, 23.473 rasières de minerai, 800 mètres cubes de marne, et un salaire moyen de 44 livres par coulée (1).

Le fourneau de Saint-Evrout et celui de Logeard envoyaient leurs fontes à la forge d'Aube et à celle du Pontœuvre. Lorsque la production de ces fourneaux était insuffisante, les frères Duboullay achetaient des gueuses chez leurs confrères de la région, qui étaient alors : Bertin, maître de la forge de Lyre, successeur de Pottin;

Le Vacher de Perla, Jean-Louis et ensuite,

Le Vacher de Grandmaison (2) maîtres des forges de

(1) *L'Annuaire de l'Orne*, formule ainsi son appréciation sur la forge de Saint-Evrout : « La situation et production est sans changement de 1789 à 1803. (inexact). Cette forge occupait 100 ouvriers du pays. Elle tirait 5 040 quintaux de minerai, qui exigeaient 6.750 cordes de charbon (sic) produisant 5.500 quintaux de gueuses, 600 quintaux de fer en barres et 1.200 quintaux de fer de fenderie, plus 1.700 quintaux d'autres espèces de fer... »

(2) Le Vacher de Grandmaison demeurait à Breteuil, il était seigneur du Boesle, près Glos. Vers 1781, il vendit la baronnie d'Echanfrey et les fiefs de Bois-Hibou et de Monpertuis, au comte de la Porte, à La Ferté-Fresnel. (*Histoire des barons de La Ferté*, docteur Bouteiller.)

Bourth, de Bérou, de Breteuil et plus tard de Gaillon, près Randonnai,

Ledier Henri, maître des forges de Rugles et d'Anet, résidait à Conches.

Durier, aux forges de Longny.

Mattard à celles de Broglie et ensuite à Conches.

Caroillon des Tillières aux forges de Senonches (E.-et-L.)
etc...

Le tableau ci-dessous donne : le Relevé par année,

1^o des fontes transportées à la grosse forge du Pontœuvre.

2^o Le produit de leur transformation en fer.

3^o Le déchet qui en est résulté et son pourcentage.

Années	Fonte transportée	Fer fabriqué	Déchet	Pourcentage
1784	150.159 kgs	85.217 kgs	64.942 kgs	43,2 %
1785	151.604 —	76.966 —	74.638 —	49,3 %
1786	155.161 —	99.064 —	56.097 —	36,2 %
1787	194.715 —	116.696 • —	78.019 —	40,1 %
1788	173.858 —	88.558 —	85.300 —	49,0 %
1789	193.671 —			
1790	189.747 —			
1791	154.075 —			
1792	162.942 —			

A la lecture de ce tableau, on est frappé de l'énorme pourcentage du déchet produit par la conversion de la fonte en fer. Il était dû aux méthodes défectueuses de première fusion, qui laissaient de nombreuses impuretés dans les gueuses, malgré la forte quantité de métal abandonné dans les scories, 20 à 30 %.

Les fontes transportées provenaient surtout des fourneaux de Saint-Fvrout et de Logeard, en majeure partie, quelquefois aussi des fourneaux des environs, lorsque la production des deux premiers était insuffisante.

Sur le tableau, la production en fer et le déchet, ne sont pas indiqués pour les quatre dernières années, sans doute parce que la fabrication fut considérablement ralentie pendant le régime de la « Terreur », par suite des difficultés

d'approvisionnement et d'écoulement de la marchandise, et par la dépréciation des assignats qui rendait les transactions fort difficiles.

Ces transports de fonte exigeaient aussi des frais de cheval et de conducteur, lesquels pour la Forge du Pontœuvre, avaient entraîné en 1785, une dépense totale de 531 livres 7 sols 0 denier nourriture du cheval et du charretier comprise.

Malgré l'inexactitude des Inventaires suivants, copiés sur les registres des frères Duboullay, on trouvera néanmoins des renseignements utiles sur le mouvement des forges et fourneau.

FORGE DU PONTŒUVRE, FOURNEAU ET FENDERIE
DE SAINT-EVROULT.

Inventaire pour l'année 1785 (deuxième du bail)

21.500 L.	0	0	Loyer prix global, comprenant une partie des bâtiments de l'abbatial.
52.661 L.	17	0	Dépense totale, comprenant salaires, charbon, minerai, etc.
15.454 l.	0	0	Sommes diverses dues.
89.615 liv.	17	s. 0 d.	Ensemble.

Produit :

39.100 liv.	0	s. 0 d.	Valeur de 170.000 livres de fer en magasin, au prix moyen de 23 livres les 100 livres.
14.181 l.	0	0	Valeur des cordes dans les bois.
6.000 l.	0	0	Minerai extrait.
10.000 l.	0	0	Charbon sous les halles.
1.800 l.	0	0	Fonte sur le carreau de la forge.
1.000 l.	0	0	Acier sur le carreau de la forge.
13.260 l.	0	0	Fontes cédées à la forge d'Aube.
85.341 l.	0	0	Ensemble.
4.274 l.	17	0	Différence pour perte.
89.615 l.	17	0	Somme égale pour balance.

Il résulte que les bénéfices de cet Inventaire se seraient traduits par une perte de 4.274 livres 17 sols. Mais il a des omissions.

On remarquera que le maître de forges a omis de porter dans ce qu'il appelle le produit, les créances à faire rentrer et son arrêté de caisse à fin décembre. D'autre part, l'intérêt sur le montant des capitaux engagés devrait être ajouté au débit. Cet inventaire est incomplet et inexact. Essayons de le refaire approximativement :

En supposant une somme de 15.000 livres pour les créances à faire rentrer, il y en avait certainement, l'Avoir serait de 100.341 liv. Puis ajoutant au débit l'intérêt 5 % sur 150.000 livres de capitaux engagés, soit 7.500 il monte à 97.115. La différence s'établit alors en faveur de l'Avoir, par un bénéfice de 3.226 livres. Ce qui paraît plus probable.

FORGE DU PONTŒUVRE, FOURNEAU ET FENDERIE
DE SAINT-ÉVROULT.

Inventaire pour l'année 1787.

11.575 liv.17 s. 0 d.		Salaires payés à Saint-Evroult et au Pontœuvre.
22.155 l.	0 0	Consommation de 9.302 sacs de charbon à 48 sols le sac.
9.810 l.	0 0	10.910 rasières de minerai, à 18 s. la ras.
300 l.	0 0	1.000 rasières de marne à 6 sols la ras.
3.750 l.	0 0	Loyer du fourneau et de la forge.
14.352 l.	0 0	5.277 sacs de charbon 2 l. 7 pour la forge.
250 l.	0 0	Graisses et huiles.
3.187 l.	0 0	Dus à la forge d'Aube par celle du Pontœuvre, 14.824 livres de fer.
3.270 l.	0 0	Intérêts à 5 % sur 65.379 l. fonds roulement.
180 L.	0 0	Salaires pour la fenderie, 90.000 livres à 2 l. %.
150 L.	0 0	Transports de terre, sable, pierres, pour réparations et entretien.
68.979 Liv.17 s. 0 d.		Ensemble.

Produits et recettes :

37.715 Liv.18 s. 0 d.		La forge du Pontœuvre a produit dans cette année 233.420 l. de fer, dont 162.258 l. vendues 23 l. le %.
11.666 L.	0 0	Fer cédé à la forge d'Aube à 20 l. % = 58.330 livres.
2.566 L.	0 0	En magasin : 12.832 l. à 20 l. le 100.
3.187 L.	0 0	Cédé par la forge d'Aube : 14.824 l. à 21 livres 10 sols 0 d.
15.000 L.	0 0	3.000 l. fonte vendues à la forge d'Aube à 5 livres les 100 livres.
800 L.	0 0	Boni sur les pesées de fer : 4.000 livres à 20 livres.
70.934 Liv.18 s. 0 d.		Ensemble
68.979 L.	17 0	à déduire : dépense ci-dessus.
1.955 L.	1 s. 0 d.	différence pour bénéfice.

Au bas de cet inventaire, le maître de forges a écrit : « que c'était la meilleure année du bail de la grosse forge et du fourneau dont le prix est de 21.500 livres. Mais que de telles conditions, ne peuvent que laisser en perte ».

L'inventaire de l'année 1788 a laissé un bénéfice de 2.249 livres loyer déduit par 21.500 livres.

Observation : Cet inventaire comporte moins d'omissions que le précédent, mais on ne s'explique pas pourquoi le loyer est porté à 3.750 livres, au lieu de son prix réel ? Peut-être ne restait-il que cette somme due à l'arrêté de l'inventaire ?... Aucun mouvement de capitaux engagés, n'est signalé dans tous ces inventaires incomplets.

INVENTAIRE GÉNÉRAL DES FORGES D'AUBE ET DU PONTŒUVRE DES FOURNEAUX DE SAINT-EVROULT ET DE LOGEARD, RÉUNIS.

L'année n'est pas indiquée, mais tout porte à croire qu'il s'agit de l'an 1787

6.200 Liv.	0 s.	0 d.	Fermage de la forge et de la ferme d'Aube.
21.500 L.	0	0	Fermage de la forge du Pontœuvre et de Saint-Evroult.
3.500 L.	0	0	Tailles et impôts pour le tout.
6.000 L.	0	0	Main-d'œuvre salaires.
1.000 L.	0	0	C ^{on} pour les forges (salaires des commis).
260 L.	0	0	C ^{on} pour le fourneau de Logeard.
1.200 L.	0	0	C ^{on} pour les bois.
12.600 L.	0	0	Minerais, extraction et transport.
75.000 L.	0	0	Charbon de bois, valeur.
1.800 L.	0	0	Main-d'œuvre pour les fourneaux.
1.800 L.	0	0	Marne, sable, argile.
200 L.	0	0	Soufflerie, entretien et graissage.
400 L.	0	0	Graisses et éclairage par chandelles.
3.000 L.	0	0	Charriages, voitures et harnais, chevaux,
2.000 l.	0	0	Réparations.
1.000 l.	0	0	Fenderies.
1.000 l.	0	0	Transports et voyages.
138.460 liv.	0 s.	0 d.	Ensemble des dépenses.
			La forge d'Aube a produit 350.000 l. fer
			Celle du Pontœuvre 220.000 l. fer
			Ensemble : 570.000 l. fer
			à 19 l. les 100 l. 108.300 livr.
			La ferme d'Aube rap. 3.000 livr.
			Les prés de Saint-Evroult et du Pontœuvre 400 livr.
111.700 liv.	0 s.	0 d.	Recette à déduire 111.700 livr.
26.760 liv.	0 s.	0 d.	Différence pour perte.

Nota : Ce perte n'est en réalité que fictive, par suite de l'omission du chiffre inconnu des créances et des dépenses de maison par les exploitants. N'empêche que les bénéfices n'étaient pas en rapport avec l'importance des affaires, qui exigeaient une grande activité et des connaissances spéciales.

FORGE D'AUBE (ORNE)

Inventaire pour l'année 1785 clos fin novembre.

La copie de cet inventaire est donnée à titre documentaire, pour comparaison avec ceux de la forge du Pontœuvre.

Pendant le cours de 1785 : la production de fonte a
 été de..... 471.615 l.
 celle en fer 283.600 l.

Soit 66 % de déchet 188.015 l.
 (Ce déchet n'était que de 43 à 49 % à la forge du Pontœuvre).

Dépenses :

31.834 liv. 0 s. 0 d.	Fabrication de 471.615 livres de fonte à 6 l. 15 sols les 100 livres.
14.474 l. 0 0	Dépense de 6.900 sacs de charbon à 2 l. 6 s. 3 d. le sac.
3.000 l. 0 0	Loyer de la forge (celui de la ferme exclus.)
3.000 l. 0 0	Salaires payés pendant 12 mois.
800 l. 0 0	Frais généraux.
3.000 l. 0 0	Frais et dépenses pour la fenderie d'Aube.
2.500 l. 0 0	Intérêts 5 % sur 50.000 l. fonds roulement.
2.100 l. 0 0	Frais divers, impôts, pertes, etc...

60.708 liv. 0 s. 0 d.

5.992 l. 0 0 Différence pour Bénéfices.

66.700 liv. 0 s. 0 d. Balance.

Recettes :

66.700 liv. 0 s. 0 d. Vente de 283.000 livres de fer, pouvant être portée avec le fort poids des pesées à 290.000 l. à 23 livres 0. 0. les 100 liv.

Par exception, c'est le seul inventaire qui mentionne les intérêts des capitaux engagés, il semble fait avec plus de soin, quoique comportant encore des omissions, telles que créances, dépense de maison, etc...

Pendant l'ère de trouble de la révolution, les maîtres de forges eurent à subir les tracasseries des sans-culottes, aggravant encore les difficultés sans nombre qui entravaient la fabrication et la vente. Le district de l'Aigle fit inventorier en 1793, les matières premières et marchandises qui se

trouvaient à la forge du Pont-Œuvre. On inventoria 15.415 livres de vieux fers, 15.900 livres de fonte, 418 sacs de charbon, 4 rasières d'avoine et 4 manches en hêtre pour le gros marteau. Ce piteux inventaire fut signé par le régisseur François Hurel.

Ensuite les réquisitions affluèrent chez les frères Duboullay ; le 5 Pluviose, an 2 (25 janvier 1794) Paul répondait au citoyen Blondel, agent du comité révolutionnaire de l'Aigle : « Je viens de recevoir à l'instant ta lettre et le mandat des citoyens composant l'administration du district. Je me ferai toujours un devoir strict de satisfaire à pareil mandat. Ainsi, tu peux envoyer lundi matin et je te ferai livrer 6 à 700 livres de méplat pour faire des piques, et ensuite, on travaillera à remplir le reste du mandat. Salut et fraternité ».

Quelque mois après, le 16 fructidor, an 2 (3 septembre 1794) excédé des exigences du comité, il adressa une requête aux membres du district de l'Aigle, pour qu'ils répartissent leurs réquisitions entre les forges de Randonnai et de Rugles. En même temps, il pria le district de veiller à l'approvisionnement de ses ouvriers, travaillant pour le salut public.

Il fut autorisé à échanger du fer contre du blé, qui devenait de plus en plus rare (1). Il en envoya chercher à Châteauneuf (Eure-et-Loir) avec une escorte de gendarmes, ce qui n'empêcha pas la populace du lieu de piller le blé dans la cour de l'auberge, où étaient les voitures sur lesquelles il était chargé. Le district lui accorda une indemnité de 1.257 livres pour le dédommager du préjudice qu'il avait subi, en le gratifiant d'une lettre au style fat et ampoulé, caractéristique de cette époque (2).

(1) En l'an II, le blé se vendait 10 sols la livre, 1 fr. le kilog.

(2) Extrait d'une fin de lettre adressée à Paul Duboullay en 1792 : «..... sensibles à votre bon souvenir, ma femme et mes enfants vous font un million de compliments, une centaine de révérences et chantent des litanies de bons souhaits, etc...

(58) En ce qui concerne la part du tiers des revenus accordée aux religieux de l'abbaye de Saint-Evroult, cette part était en 1790 : de 31.042 liv. 4 sols 9 den. pour les revenus $\times 3 = 93.126$ livres.

31.012 liv. 13 sols 9 den. montant de la dépense.

29 liv. 11 sols 2 den. reste des revenus.

Après avoir confisqué tous les biens de l'abbaye de Saint-Evroult (58) en 1790, la nation avait porté le bail des frères Duboullay à 21.750 livres. Cette location comprenait la grosse forge, le fourneau et la fenderie de Saint-Evroult avec leurs dépendances, plus une partie des bâtiments de l'abbatial, estimée à 1.110 livres formant un ensemble de 22.860 liv. le tout, pour une durée de 4 ans, qui fut prorogée de 9 autres années. Le paiement devait être effectué en deux termes égaux, entre les mains des sieurs Bernard et Bocquet, fermiers généraux des biens de la nation et demeurant à Paris.

Lorsque ces zélés fonctionnaires, les premiers renseignés par leur situation, entrevoyaient une bonne occasion, ils ne la laissaient pas échapper. C'est ainsi qu'ils achetèrent à vil prix, plusieurs immeubles confisqués ; entre autres, Bocquet s'était rendu acquéreur de la Tuilerie de Saint-Evroult, dont il sera parlé ; elle faisait partie des biens de l'abbaye.

Lorsqu'ils furent obligés de rendre des comptes en 1802, les fermiers généraux se firent tirer l'oreille, prétextant que leurs opérations avaient été désastreuses, ils adressèrent des demandes de subsides à Paul Duboullay, qui lui-même, en avait plutôt besoin. Les biens fonciers se vendaient difficilement le dixième de leur valeur réelle, les biens du clergé et des émigrés à peine le vingtième. Tels étaient les renseignements que Bocquet adressait à son ami le maître de forges.

Une grande crue d'eau survenue en 1792, avait causé de graves dégâts à la forge du Pontœuvre. En vue de réclamations ultérieures, les frères Duboullay firent demander à la municipalité de Touquette de procéder à une expertise cons-

L'entretien et la nourriture des religieux entraient dans la dépense pour la somme de 6.432 livres 4 sols 9 deniers (arch. de Touquette).

Ces chiffres se rapprochent sensiblement de ceux relevés aux arch. de l'Orne en 1787, accusant 93.000 livres de revenus, plus 12.000 de pot de vin. Ces revenus étaient formés par : la maison abbatiale, les cours, jardins, la grosse forge, le fourneau et la fenderie, les prés et étangs, bois, fermes, labours, moulins, dîmes, redevances, etc.

En diminution des baux, les preneurs acquittaient les charges, ils étaient tenus de faire toutes les réparations tant à la forge du Pontœuvre, étang et dépendances, qu'aux bâtiments, chemins et autres dépendances de l'abbaye. On a la preuve d'exceptions faites à cette dernière condition, pages précédentes et autres. (Voir les comptes de Boudard.)

tat, en présence de leur régisseur, François Hurel. Dans le procès-verbal signé par Larouveraye, maire, il est constaté que : trois essiaux (canal, rigole ou tuyau pour l'écoulement de l'eau) sont à refaire à neuf, que la chaussée est coupée à trois places, l'eau y ayant pratiqué des excavations profondes de 3 pieds à certains endroits, de 5 à 6 pieds en d'autres. Le rabat d'eau (huche) est à remplacer ainsi que le noc. Un barrage en planches est à élever pour amener l'eau sur le noc. L'escalier au bout de la maison est détruit, etc. (arch. de Touquette).

Ce ne furent malheureusement pas les derniers dégâts causés par les inondations, ils se renouvelèrent plusieurs fois au cours du XIX^e siècle, tant que la digue ne fut pas surélevée.

Après avoir lu les justes doléances écrites par Paul Duboullay au bas des inventaires, lorsqu'il se plaint de l'exagération du prix de la location, cause principale de ses bénéfices dérisoires, on est surpris de la voir s'engager dans un nouveau bail, dont les conditions ne sont pas moins lourdes. On en comprendra la raison lorsqu'on saura que le maître de forges, ayant engagé de gros capitaux dans diverses opérations étrangères aux affaires industrielles, se trouvait alors dans l'impossibilité de rendre les sommes empruntées. Il était pris dans l'engrenage, il lui fallait aller jusqu'au bout, ou procéder à la liquidation désastreuse d'une situation embarrassée. Il était lié d'amitié avec Bocquet, tous les deux avaient des intérêts communs dans certaines acquisitions d'immeubles, c'est pourquoi, se sentant soutenu par les fermiers généraux, il avait intérêt à continuer les affaires, se ménageant ainsi du crédit et du temps. Du temps, surtout, fragile planche de salut, à laquelle s'agrippent trop souvent ceux dont la situation est en péril !

N.-B. — La majeure partie des documents précédents est due à l'obligeance aimable de Madame du Moulin de la Bretèche, qui a bien voulu confier à l'écrivain les anciens papiers et registres de comptabilité de la forge et du fourneau. Il la prie d'accepter l'hommage de son profond respect et de sa vive gratitude. En contribuant à la divulgation de l'histoire locale, c'est faire preuve de sentiments larges et élevés. Madame de la Bretèche, née Souquet de la Tour, a pour trisaïeul Pierre Duboullay, le frère et associé de Paul, son arrière grand-oncle.

PAUL DUBOULLAY

Avant d'assister à l'agonie de la grosse forge du Pontœuvre, du fourneau et de la fenderie de Saint-Evroulti il doit être consacré quelques lignes à la mémoire de celui, qui fut réellement le dernier chef, digne du titre de maître de forges et dont la vie de labeur ne fut pas récompensée.

Charles-Paul Duboullay, fils de Pierre et d'Elisabeth Peigné, tous les deux maîtres de forges, petit-fils de Mathieu, maître de forges à Longny et d'Antoinette des François, fille du sieur de Pontchalons, également maître de forges, était d'une lignée de maîtres du métier. C'était un homme actif, méthodique, intelligent et avisé, qui savait tirer parti des événements et des hommes, très entreprenant et audacieux, il dirigea de front, les forges d'Aube et du Pontœuvre le fourneau de Saint-Evroult et celui de Logeard, ce qui ne l'empêcha pas d'y joindre la charge de maître de poste à l'Aigle et ensuite, à Sainte-Gauburge.

Pendant la révolution, il remplit des fonctions publiques importantes : après avoir été président d'une section des assemblées primaires du district de l'Aigle, élection laborieuse qui demanda quatre jours consécutifs de scrutin (1) !... il fut nommé le 26 juillet 1790, membre du Conseil général de l'Orne pour la formation du Directoire (2). Il était maire d'Aube et faisait partie du Conseil d'Arrondissement de Mortagne.

D'un caractère assez autoritaire, ce qui n'est pas un défaut chez celui qui endosse la responsabilité de sa direction, tant qu'il n'y a pas excès ; on lui reprochait d'être peu ouvert, ce qui se manifestait surtout dans sa correspondance ; ne lui écrivait-on pas l'an 9 : « vous avez le secret de rendre vos lettres inintelligibles !..... » Sous le régime de la Terreur, il était bon d'être circonspect et de savoir louver.

Ses débuts comme maître de forges, avaient été pénibles, de jeune âge associé avec sa mère, il eut à lutter contre de

(1) Paul de Courdemanche [était] secrétaire [de cette assemblée,] Thomas Chemin, curé de Buat, François Emangeard, François Duval, curé d'Ecublei, et autres membres.

(2) Jouanne : *Origines du Conseil général de l'Orne*.

nombreuses difficultés : procès à soutenir, ennuis financiers, beaucoup de clients demandant de continuelles prolongations de paiement, plusieurs pertes furent subies.

Pierre, son frère et associé, époux de Françoise-Scolastique Le Cousturier de Beauval, fille du notaire de Saint-Evroult, avait un rôle un peu effacé, tout au moins dans la direction des affaires ; Paul était le chef omnipotent, c'est lui qui surveillait la coupe des bois, faisait la correspondance et traitait ventes et achats, tout en ne négligeant pas la fabrication. Il était assez bien secondé par Le Cesne, régisseur à la forge du Pontœuvre. Malgré son caractère renfermé, Paul Duboulay jouissait de la considération de ses confrères de la région et il avait des rapports cordiaux avec plusieurs d'entre eux. En 1789, il fut chargé d'expertiser les dégâts causés et les réparations à exécuter aux forges de Senonches et de Dampierre (Eure-et-Loir), appartenant à Monsieur, frère du Roi, exploitées par Caroillon des Tillières. Un rapport de 200 pages se terminait par une dépense totale de 21.000 livres à la charge du maître de forges pour la majeure partie.

Il eut à se débattre contre les difficultés de l'époque, l'argent se faisait rare, ses banquiers de Paris Boislandry et Co prenaient une commission de 7,72 % pour en envoyer en province, elle fut même portée à 10,60 % en 1791, ce qui, avec les frais de port par messageries, devenait très onéreux. Chaque année, il lui fallait remettre à l'abbé commendataire de Saint-Evroult, le prix d'une lourde location de 21.000 liv. laquelle monta sous la révolution à 22.800 livres, et comme on l'a vu, les inventaires accusaient des bénéfices peu encourageants.

A toutes ces charges, vinrent s'ajouter des spéculations malheureuses en achats d'immeubles (1), qui non seulement, immobilisèrent une partie des capitaux nécessaires à l'industrie, mais embrouillèrent sa situation à tel point, qu'un ami lui conseilla une liquidation générale, comme étant le seul moyen d'en sortir !

(1) Entre autres, il avait acquis des biens à Saint-Aubin, (Cisay-Saint-Aubin) provenant des propriétés d'un nommé Yver, porté sur la liste des émigrés. Yver, sieur de Clairefeuille blasonnait : d'azur à une fasces d'or accostée de trois étoiles d'or, deux et un.

Ces faits sont révélés par la correspondance de sa mère, qui l'engageait à tenir tête à l'adversité. Il le fit vaillamment.

C'est alors qu'il céda ses baux et son matériel aux frères Villette de Paris, par transaction passée le 11 messidor, an 9 (1^{er} juillet 1801). Il resta encore quelques mois à Aube, où il résidait, puis il vint habiter Saint-Evroult vers 1803 (1).

La carrière d'un homme de cette trempe, méritait d'être citée !

Il vient d'être dit que les frères Villette avaient pris la suite des baux des Duboullay frères en 1801. L'absence de documents, laisse ignorer la durée de cette gestion. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que ce fut la complète décadence de la forge du Pont-Cœuvre et du fourneau de Saint-Evroult. En 1807, il n'y avait plus à la forge que 5 ou 6 ouvriers... matériel et bâtiments tombaient en ruine.

Les 5 et 14 mars 1791, tous les biens nationaux provenant de l'ancienne abbaye de Saint-Evroult avaient été mis en vente au district de l'Aigle, mais ils ne furent adjugés que plus tard.

La forge du Pont-Cœuvre passa successivement entre les mains de divers propriétaires. Le premier, Louis-Denis Nau, demeurant à Paris, rue des Blancs-Manteaux, n° 414, s'était rendu adjudicataire des biens nationaux de l'abbaye, le 13 frimaire, an 8, (14 décembre 1799) moyennant la somme totale et dérisoire de 218.000 francs (2) !

Le second, Michel Brezin, fondeur mécanicien à Paris, rue de l'Eperon, n° 10, avait racheté au sieur Nau, le 25 ther-

(1) Dans la liste des juges de paix du canton de La Ferté-Fresnel, le docteur Bouteiller y fait figurer un Duboullay en 1815. Malgré l'absence du prénom, il est à présumer qu'il s'agit du fils de Pierre.

Ce nom est écrit : « Du Boulay, ou Duboulay, sous la révolution, Paul signait : « Duboullay ».

Par des titres de propriété, on sait qu'en 1819, un Pierre-Jean-Baptiste Duboullay, était avocat et juge de paix du canton de La Ferté-Fresnel. Il demeurait à Saint-Evroult. C'était le fils de Pierre et le neveu de Paul Duboullay. Il avait épousé Immortelle de la Touche, en 1881.

(2) Les acquéreurs des biens confisqués, étaient mal considérés généralement. A Bocquençé, l'adjoint au maire, Denis Le Comte, qui avait acheté des biens nationaux ; fut tué chez lui par les chouans, pour ce motif, en septembre 1800 et sa maison fut pillée. (*Ephémérides de l'an 8*, par L. Duval.)

midor, an 8 (14 août 1800) la grosse forge du Pontœuvre, le fourneau et la fenderie de Saint-Evrault, plus : l'étang du Pontœuvre et les deux étangs de Saint-Père et de Charentonne, avec leurs dépendances, le tout pour le prix de 21.728 fr. 40.

Enfin, le 27 juin 1818, Michel Brézin revendit aux frères Primois-Pescher, de l'Aigle, l'étang du Pont-Œuvre *désséché* d'une contenance de huit hectares sept ares, plus le terrain tous les bâtiments *en ruine* de l'ancienne forge du Pont-œuvre, *arrêtée depuis plusieurs années* et, afin qu'elle ne puisse revivre de ses cendres, interdiction formelle était faite aux frères Primois, d'établir sur ce terrain aucune forge grosse ou petite, fourneau, gros ou petit martinet, ni aucune industrie se rattachant à la fabrication du fer, à l'exception d'une *tréfilerie*.

La grosse forge du Pont-Œuvre avait vécu !...

Entre-temps, elle avait eu quelques faibles soubressauts de vie, comme le dénote en 1805 (8 germinal, an 13) une demande de réduction d'impôts, adressée aux répartiteurs de Touquette par Villette de Raveton, l'un des frères Villette (1). Il fut accordé une diminution de 100 fr., qui jointe à celle de 400 fr. précédemment accordée en l'an 12, formait un total de 500 fr. réduisant à 700 fr. le revenu présumé de la forge. Les autres propriétés en dépendant, restant portées à 185 fr. de revenu, soit au total : 885 fr.

Après 1807, il n'est plus fait mention de la forge, il ne semble pas que Brézin l'ai fait marcher, elle a dû rester arrêtée complètement pendant quelques années avant 1818, puisqu'il est dit dans l'acte de vente aux frères Primois : «..... que l'étang du Pontœuvre était désséché et que les bâtiments tombaient en ruine ».

Qui sait si, dans un jour proche ou lointain, les entrailles du sol de cette contrée d'Ouche ne seront pas fouillées à nouveau, pour en arracher le minerai qu'elles renferment !

(1) Le docteur Bouteiller, dans *le Canton de La Ferté-Fresnel*, cite un Villette-Baveton, président de l'assemblée primaire du canton de La Ferté-Fresnel, de 1807 à 1811 et conseiller d'arrondissement en cette dernière année ; un de Raveton était percepteur de 1817 à 1825, résidant à Saint-Evrault et juge de paix du canton de La Ferté-Fresnel en 1831.

Cette résurrection ne pourrait surprendre, en présence de ce qui se passe actuellement en basse-Normandie. Elle est à souhaiter pour la prospérité de ce charmant pays (1).

Vestiges de la forge.

Le bâtiment délabré de la Forge du Pontœuvre, ayant été rasé sur ses fondations en 1818, pour y édifier la tréfilerie, il n'en reste plus rien. A quelques mètres en face, est encore l'ancienne charbonnière, solide et vaste bâtiment à usage de halle actuellement (2).

Construite entièrement avec des scories de fonte, les angles en pierres de taille, on peut en faire remonter l'origine au ^{xiv}^e siècle au moins, époque à laquelle on avait délaissé l'emploi de la brique, celle qui encadre des ouvertures récentes provenant du début du ^{xix}^e siècle. De l'origine de cette charbonnière, on pourrait en conclure que la grosse forge existait au ^{xiii}^e siècle, attendu qu'il a fallu un assez grand nombre de coulées de fonte, pour produire la quantité de scories nécessitées par la construction de cet édifice, mais faute de preuves sérieuses, il est plus raisonnable d'admettre l'hypothèse de son édification par les moines vers la fin de la période de leur exploitation de la forge, de 1500 à 1550. Il n'en reste pas moins acquis que ce serait la première charbonnière du Pontœuvre.

On y accédait par une butte de terre formant un plan incliné partant du sol pour aboutir à une large ouverture pratiquée à 3 mètres de hauteur dans le pignon sud, les chevaux de sac montaient aisément cette rampe, au sommet de laquelle ils déversaient leur charge de charbon.

Une autre charbonnière, convertie maintenant en maison d'habitation, avait à peu près les mêmes dimensions que la première, sa construction faite en scories avec les angles

(1) En 1848, la municipalité de Touquette réclamait une indemnité de 200 fr. à M. Paillar, maître de forges à la Poulrière (près la Guéroulde), pour les frais de réfection d'un chemin de la Commune, dégradé par les transports de minerai, qu'il faisait extraire à Heugon, Villers et au Sap-André. Si le minerai de surface a été exploré, celui de fond ne l'a pas été...

(2) Elle a 20 mètres de long sur 10 de large et l'épaisseur des murs est de 80 centimètres.

en briques minces, ne peut être antérieure au ^{xvii}^e siècle ; l'inventaire de 1770 n'en faisant pas mention, elle n'aurait donc été construite qu'après cette époque.

Il y a quelques années, un souvenir de la forge a été gracieusement offert à l'écrivain, par M. Auguste Laforge, parent d'anciens forgerons du Pontœuvre. C'est une boîte en chêne de forme rectangulaire, ayant 0,21 cent. de haut sur 0,19 de large et 0,17 de profondeur, munie d'une porte avec serrure ; sur le dessus, une petite fente a été pratiquée pour le passage des pièces de monnaie. C'est l'ancien tronc de la grosse forge, dans lequel on déposait les amendes et cotisations qui aidaient à fêter la Saint-Eloi (1). Le seul objet qui ait résisté à la destruction du temps et des hommes !

**NOM DES MAITRES DE LA GROSSE FORGE DU PONTŒUVRE
ET DU FOURNEAU DE SAINT-EVROULT**

ANNÉES	NOMS DES FERMISERS EXPLOITANTS	DURÉE DU BAIL	PRIX CONNU
1550	Jean <i>Bunel</i>	1 an	inconnu
1551	Guillaume Lenoire	8 ans	inconnu
1569	François Allard	16 ans	inconnu
1586	Pirre Sanson	8 ou 16 ans	1.000 liv.
1602	Maurice Allard, sieur des Hauts-Genêts	3 ans	1.000 liv.
1605	René Brisseau, sieur de la Gaschetière	12 ans	1.000 liv.
1617	Germain Ricqueur, sieur du Coudray.	8 ans présumés	1.000 liv.
1625	Pierre Galepin	6 ans	inconnu
1631	Jacques Renard de la Rouveraye	6 ans	2 600 liv.
1637	Le même	13 ans	2.800 liv.
1650	Ursin Hurel, s ^r de Grivellot	1 an	2.800 liv.
1653	Samson Léléal, sieur de la Bessignère	4 ans présumés	4.000 liv.
1657	Mathieu de Rées ou Le Reu, sieur de l'Aulnay	4 ans	inconnu
1660	Jacques Devreux, s ^r du Sentis	3 ans	inconnu
1664	Antoine Morant sieur du Bos- cage	7 ans	inconnu

(1) La patte d'attache faisant corps avec le tronc porte cette inscription en creux : « Priez Dieu pour celui qui m'a faite, (sic) F.-P.-M.-F.-G.-1772 » (fait par moi, François G...).

ANNÉES	NOMS DES PREMIERS EXPLOITANTS	DURÉE DU BAIL	PRIX CONNU
1666	Gabriel Harou, sieur de la Blinière	34 ans	6.800 liv.
1701	Jacques Durand, sieur de Vallins	6 ans	6.800 liv.
1707	Thomas Harou, sieur de Henneville	7 ans	6.800 liv.
1717	François Grauel, sieur des Pars	9 ans	6.800 liv.
1723	Paul Bourdon	19 ans	6.800 liv.
1742	Veuve Cordier	présumés 13 ans présumés	6.800 liv.
1755	J Celles et G. Godard	9 ans	8.000 liv.
1765 - 1767	Henri Ledier et Pierre Duboullay	2 ans ½	6.000 liv.
1767 - 1768	Pierre Duboullay	1 an	6.000 liv.
1768 - 1772	Vve Duboullay-Peigné } <i>Caré à la forge</i>	4 ans	6.000 liv.
1772 - 1782	La même } <i>au Fourneau</i>	9 ans	9.000 liv.
1782	La même } <i>Pottin</i>	2 ans	15.000 liv.
1784	Duboullay frères (<i>Paul et Pierre</i>)	6 ans	21.500 liv.
1790	Les mêmes	12 ans à	21.750 liv.
1801	Villette frères	6 ans présumés	inconnu.
	Total : 26 <i>maîtres</i> de forges connus.		

NOMS DES OUVRIERS QUI ONT TRAVAILLÉ A LA GROSSE FORGE
DE PONTÉUVRE ET QUI RÉSIDAIENT SUR LA PAROISSE
DE TOUQUETTE (les autres exceptés).

ANNÉES	Noms	EMPLOIS
1689	Germain Padeloup	Chaufleur
1697	Samson Lemuet	—
1674	Claude Langlois	Affineur
1682	Jean Lemonnier	—
1693	Jean des Rues, sieur de la Tour	—
1696	Lefort	—
1696	Léonard Laisney	—
1629	Piral	Valet d'Affineur
1689	Guillaume Locret	—
1692	Charles Langlois, décès 1697	—
1692	Nicolas Langlois	—
1699	Honorey	—
1619	Toussaint Le Guichard	Marteleur
1627	Gausselin	—
1630	Jacques de la Troche	—
1674	Nicolas Liguier	—

234 NOTES SUR LA GROSSE FORGE DU PONT-ŒUVRE

ANNÉES	Noms	EMPLOIS
1689	Pierre Lemonnier	Marteleur
1689	Pierre Chesnay	—
1695	Pierre Moulin	—
1697	Riqueur	—
1689	Gaspard Gibory, décès 1706	Maréchal
1695	François Petit	—

AU XVIII^e SIÈCLE

1700	Gazan, né à Antibes	Régisseur
1709	Jean-Denis Rhenal	—
1740	Guillaume Buret	—
1745	Pierre Levasseur	—
1765	Caré ou Carée	—
1767	François Duval	—
1768	Jean Bohain, au fourneau	—
1777	Paul Bourdon fut maître de forge	—
1780	Le Cesne	—
1784	Pierre Vie, décès à 40 ans	—
1790	François Hurel	—
1703	Guillaume Veillard	Chaudfeur
1711	Jean Gadois	—
1711	Jean Aumont	—
1716	François Hedouin	—
1717	Jacques Goulard	—
1725	François Bouley	—
1725	Henri Leveillé.	—
1725	Pierre Goulard	—
1780	Jean Mérot	—
1781	Thomas Malet, décès 1782	—
1784	Pierre-Noël Jullion	—

XVIII^e SIÈCLE

1703	Fauret	Fondeur
1703	Jean l'Honorey	Affineur
1703	Levasseur	—
1705	Jean Caillé, décès 1722	—
1706	Jean Godon, décès 1710	—
1726	Le Charpentier	—
1739	François Locret	—
1743	Nicolas Chemin, décès 1743	—
1758	Letlon	—
1768	Pierre Mariette	—
1769	Louis Léveillé	—
1780	Julien Galet	—
1790	François Lemonnier	—
1702	Jean Letellier	Valet d'Affineur
1711	Claude Locret, décès 1725	—
1711	Jean Chemin	—
1725	Duclos	—
1769	Claude Morin	—
1775	René Mérot	—
1778	Pierre Besnier	—

ANNÉES	NOMS	EMPLOIS
1778	Joseph Tremblay	—
1778	Louis Godon	—
1702	Le Cabeu	Marteleur
1702	Champion	—
1702	Claude Gadois, décès 1713	—
1709	François Hurel	—
1711	Gerard	—
1717	André Chemin	—
1723	Guillaume Leroux	—
1745	Antoine Drouin	—
1767	François Prodhomme, décès 1788	—
1787	Claude Jouvin	—
1703	Sulpice Gérard	Maréchal Forgeron
1703	Jacques Vallée	—
1778	Jean-Thomas Gille	—

xix^e Siècle

1804	Jean Chauvin	Affineur
1804	François Jourdan	Charpentier
1806	Pierre Jouvain	Maréchal Forgeron
1807	Pierre Guillout	—
1814	Jean Margot (1)	Cloutier
1814	Jean Bernouis (1)	—

NOTA. — Quoique ne donnant qu'une partie des noms des ouvriers qui demeuraient sur le territoire de la paroisse de Touquette, ceux qui habitaient les paroisses voisines étant inconnus. Cette liste de 84 noms peut donner un approximatif de l'importance de la grosse forge, particulièrement pendant le xviii^e siècle.

LES PETITS FOURNEAUX, FORGES ET TRÉFILIERIES

En outre du fourneau de Saint-Evrout et de la forge du Pontœuvre, il y avait aux environs, plusieurs petits fourneaux et forges, qui en étaient les satellites, notamment au Tabazot près Saint-Evrout, où se voient encore des monceaux de scories provenant de la fusion du minerai à la Ratelière, où était le bocard, à l'Aubinière près la forge du Pontœuvre, l'eau d'un petit étang desséché, mais qui existait encore en 1794 (2), actionnait la soufflerie du petit

(1) Ces deux cloutiers ne devaient être que des façonniers, qui louaient la force motrice de la forge.

(2) L'étang de l'Aubinière appartenait à M. de la Pallu, le châtelain du Vertbois, pendant qu'il était affermé à Valdestin, il fut vidé et pêché nuitamment l'an 2 (Registres de Touquette).

fourneau loué à Jacques Gibory en 1714, par le maître de la grosse forge, qui était alors François Grauël.

LA TRÉFILERIE OU « TIRERIE » DE NOIREAU

La petite forge et tréfilerie de Noireau, paraît avoir précédé la fenderie de Saint-Evrout. Elle appartenait à l'abbaye, laquelle depuis longtemps y possédait un moulin.

Dans une vente confirmée par Gislebert Pipart et effectuée par Richard Chauvel en 1200, du moulin et dépendances, sis paroisse de Touquette, où les religieux ont construit l'assise d'un moulin, au-dessous du vivier de Noireau, etc... (1).

Plus loin, on lit :

Donation par Guillaume Champion aux religieux de Saint-Evrout de la terre située entre le fief de Henri Noëlant et le fief de Noireau. Donation par Thomas Noireau aux religieux de tout l'héritage qu'il possède dans leur fief (terre) de Noireau.

« Fieffé en 1601 par les religieux de Saint-Evrout à Jean Voisin, du moulin à blé de Notre-Dame, sis sur la chaussée du Noireau, pour cent sols de rente.... »

Le Moulin se transforme en Tréfilerie en 1640.

✶ Bail à ferme par les religieux à Jacques Renard, maître de forges et fourneau de Saint-Evrout, du bâtiment où était anciennement le moulin de Noireau, propre à servir de forge et à tirer le fer ».

On parle de réparations en 1653 :

Marché et quittance des réparations à faire aux bâtiments de la ferme et forge du Noireau ».

« En 1743, affermage à Jean Gorges de la forge et tréfilerie de Noireau pour 350 livres. La location de la forge comprenait : la forge de Noireau, le coulant de l'eau et l'étang ». (Arch. de l'Orne.)

Plus tard, un bail de la ferme de Noireau est passé avec Michel-Pierre-Baptiste Vattier pour le prix de 209 livres. Est exceptée de ce bail, la maison servant autrefois de tréfilerie, dont les religieux se réservent la jouissance.

(1) Arch. de l'Orne, liasse H. 781 et H. 786.

Enfin un dernier bail est daté de 1771, il est à présumer qu'il ne comportait que la ferme, puisque les religieux s'étaient réservé précédemment le bâtiment à usage de tréfilerie, laquelle aurait été supprimée vers 1750. Elle n'aurait vécu qu'un siècle.

Il n'en reste aucune trace, l'étang a été desséché et converti en prairie, seule une petite ferme existe sur le coteau de la rive droite du Noireau. Les archives de l'Orne-mentionnent que l'étang fut pêché en 1786. Il est probable que cette pêche fut suivie de l'assèchement.

LA TRÉFILERIE DE L'ÉTANG-NEUF

Environ à un quart de lieue en amont de l'ancien étang de Noireau, qui lui-même était à une petite lieue au-dessus de celui de Pontœuvre, est un autre étang, appelé « l'étang-neuf », non qu'il ait été créé récemment; puisqu'il en était déjà question au XIII^e siècle (1), mais parce qu'il était le dernier, que les religieux aient fait creuser.

Dans les registres de la paroisse de Touquette, il est dit que quatre ou cinq religieux dépendant de l'abbaye, vivaient en ce temps-là, dans un petit ermitage, près de l'étang-neuf. Or, à environ 500 mètres au-dessus, il y avait un petit étang désigné, sur le plan de Jubé, par cette dénomination : « étang de l'Ermitage ». Situé à l'orée de la forêt, cet endroit sauvage était propice aux méditations, il n'était troublé que par le bruit lointain des marteaux de la petite forge et les bons ermites étaient à l'abri des importuns.

On voit aux archives de l'Orne, qu'en 1648, le fondé de pouvoirs de l'abbé commendataire ratifie la cession de l'Étang-Neuf, faite aux religieux à cause du mauvais état de la chaussée.

Ce n'est qu'en 1667, qu'il est fait mention de la tréfilerie ou tirerie de l'Étang-Neuf, louée 150 livres à Françoise Duval-

(1) *Histoire de Touquette*, abbé Dupont.

Dans une note des arch. de l'Orne datée de 1703 à 1710, il est dit : « Il paraît que le terrain dépendant de la ferme de l'Étang-Neuf, sur lequel est bâti un petit corps de logis, faisant partie de la forêt anciennement, ainsi que l'étang, et que l'on a défriché cet endroit, pour y faire l'étang et une tréfilerie qui ont subsisté ensemble plusieurs années... baillée 60 livres ».

destin, sous la condition qu'elle fournisse tous les outils nécessaires, qu'elle pourra remporter à la fin du bail. Il est très possible que ce ne soit pas le premier.

La petite forge et tréfilerie fut ensuite affermée en 1690, à Jean Froudière, époux de Marie Chauvin. Puis en 1720, à Antoine Froudière de Touquette. Elle ne devait plus marcher en 1788 et même avant, la comptabilité de Celles et des Duboullay ne la mentionne pas et, en cette année, l'étang est loué à Jean Broussois de Touquette, à charge de garder la pêche et de fournir 400 pièces de gibier estimées 5 sols pièce (arch. de l'Orne) !

En aval de la digue, quelques grosses pierres à demi-enfouies dans les grandes herbes laissent supposer l'emplacement de l'ancienne tirerie. Plusieurs maisons constituaient le village de l'Etang-Neuf, elles ont complètement disparu et ce lieu sinistre et désert est rentré dans sa solitude d'antan !

Grâce au fisc, les noms d'une partie des anciens ouvriers de cette petite usine ont été retrouvés, avec l'indication du montant de la taille qu'ils devaient acquitter (1) :

Jean Froudière étant locataire.

1713	Ursin Morel,	tréfilier	17	liv.	0	so's.
1713	Toussaint Petit,	—	0	—	0	—
1713	Jacques Leclanché,	—	13	—	4	—
1716	Jacques Morel,	—	8	—	10	—
1716	Lepigacé,	forgeron	14	—	3	—
1716	Denis Vallée,	—	14	—	0	—
1716	Antoine Petit,	—	4	—	15	—
1717	Gilles Basset,	tréfilier	11	—	0	—
1717	Jacques et Nicolas Broussois		17	—	0	—
1717	Toussaint Morel,	tréfilier	5	—	0	—
1719	Jean Mardou,	—	11	—	5	—
1720	Antoine Froudière, locataire		40	—	0	—
1720	Pierre Morel,	tréfilier	10	—	0	—
1721	Tenneguy et François Forget		5	—	0	—
1723	Martin Bouchemer, tréfilier		9	—	12	—
1723	Jacques Vallée,	—	14	—	3	—
1724	Antoine Leclanché,	—	12	—	0	—
1724	Robert Laurens,	—	0	—	0	—

(1) Archives de Touquette.

Le travail de ces ouvriers consistait d'abord : pour les forgerons, à chauffer à blanc les barres taillées et découpées à la fenderie, à en arrondir les angles au moyen de « chasses » (matrices concaves) sur lesquelles frappaient les forgerons, afin que le fil en épousât la forme. Après une série d'opérations semblables, les barres arrondies et dégrossies passaient entre les mains des tréfiliers qui, enfilant ces barres dans les trous d'une filière (plaque d'acier percée de trous coniques de différents diamètres) les allongeaient sur un chevalet muni d'une forte tenaille, servant à saisir les fils et à les étirer par longueurs.

Lorsqu'ils étaient parvenus à un certain diamètre, on les tréfilait sur un treuil tourné à bras d'homme, plus tard au au moyen d'un cheval et ensuite avec la force hydraulique.

Les laminoirs de nos forges modernes font toutes ces opérations en une seule fois...

Une grande partie de ces fils en verges servait à la fabrication du clou forgé à la main, qui fut remplacée par celle des machines à faire le clou.

En 1820, Baptiste Vannier, locataire du moulin de Touquette, appartenant au sieur Fontaines, faisait marcher des machines à clou. Elles ne faisaient que la tête du clou, après que le fil avait été coupé en tronçons et empointé à la main sur une meule. Ce n'est que vers 1824, qu'il fut inventé des machines faisant le clou automatiquement.

La Tuilerie

Quoique ne faisant pas partie de la forge, on ne peut laisser sous silence une vieille et modeste tuilerie, aujourd'hui disparue, dont les produits servirent à la construction et à l'entretien des bâtiments des forges et fourneaux et à ceux de l'abbaye, à laquelle elle appartenait.

Le bail général de 1532, consenti à Simon Moreau (p. 181) parlait déjà de cette tuilerie ; elle était située près des étangs et du pré dits « de la tuilerie », marqués sous ce nom sur le plan de Jubé ; elle se trouvait à la lisière de la forêt, près du chemin de Saint-Evroutl à Gacé, éloignée d'un quart de lieue du bourg de Saint-Evroutl.

L'herbage et le pré furent affermés en 1520 par Guillaume Lemoyne, *curé* de la *paroisse* de Charentonne et procurataire de l'abbé commendataire Félix de Brye (1).

La tuilerie avec la maison, la cour et l'herbage qui en dépendaient, était louée 10 livres par an en 1710... à la charge par le preneur de fabriquer de la tuile, des corniers et toutes sortes de pavés. Par contre, les religieux s'engageaient à payer 60 sols le mille de tuiles et à fournir le bois.

En 1715, la tuilerie avait pu cuire 5 fournées, qui avaient produit 41.700 tuiles et 6.800 briques. Il en fut transporté en 1760, à la forge du Pontœuvre : 5.800 pour la réparation des couvertures ; elle était vendue 10 livres le mille, y compris 1 livre pour le transport de la tuilerie à la forge. Cette tuile était de bonne qualité, étant donné qu'elle était façonnée avec l'argile blanche qui se trouvait à proximité ; suivant l'usage du temps, elle était percée de deux trous qui servaient à l'attacher et lorsqu'il est fait des réparations aux couvertures, on trouve encore une certaine quantité de cette vieille tuile qui a résisté aux intempéries depuis près de deux siècles. La tuilerie était affermée en 1760 à François Hurel et au briquetier Legreux en 1767, qui vendait la brique 12 livres le mille.

Confisqué par la nation en 1790, l'immeuble et ses bâtiments furent achetés par les fermiers généraux Bernard et Bocquet, conjointement avec Paul Duboullay. A cette époque, un sieur Le Bas en était fermier et il avait bien de la peine à payer ses fermages ; ce fut la cause qui détermina les nouveaux propriétaires à supprimer la tuilerie, ils la louèrent comme pâture en 1802 (an 10) à François Hurel, ancien régisseur des Duboullay, pour le prix de 400 livres à la condition qu'il rachetât la halle à tuiles pour le prix de l'estimation. Ce fut la fin de la tuilerie.

Le sol est maintenant la propriété de la famille Pichot-Thierry. Des deux étangs qui se suivaient, un seul subsiste.

(1) (Arch. de l'Orne.) Un village important, dont il ne reste plus trace, existait bien à Charentonne. Il ne pouvait former qu'une paroisse pauvre, composée de bûcherons et de mineurs.

LES ÉTANGS

En consultant le plan de Pierre Jubé, on remarque qu'aux alentours de Saint-Evroult, il y avait encore 16 étangs en 1774, multiples réserves d'eau utilisées par les forges et fourneaux, dont ils faisaient mouvoir les roues hydrauliques.

Ces étangs étaient :

Sur la rivière « la Charentonne », en amont de Saint-Evroult :

1. l'étang de Charentonne, 2. l'étang de Saint-Père,
3. l'étang de l'Essart, 6. les 3 étangs du Tabazot ou (Buzot),
8. les 2 petits de la Tuilerie, 10. les 2 étangs de la Ratelière.

Sur la rivière du « Noireau », en amont de Touquette :

11. l'étang de Mentauban, 12. l'étang de l'Ermitage,
13. l'Etang-Neuf, 14. l'étang du Noireau, 15. l'étang du Pontœuvre, au-dessous de Touquette, 16. l'étang de l'Aubinière.

L'étang de Charentonne se déversait dans celui de Saint-Père, à quelques mètres au-dessous, lequel séparait Saint-Evroult de Notre-Dame-du-Bois. L'eau de ces deux étangs alimentait les roues motrices du fourneau et de la fenderie.

L'étang de l'Essart, sur le petit ruisseau de Bréquigny, qui prend sa source vers les Loges, pour se jeter dans la Charentonne, près du hameau du Pommier Fal, après avoir traversé les 3 étangs du « Buzot » qui faisaient mouvoir la soufflerie du petit fourneau.

Les 2 petits étangs de la tuilerie, à gauche de la Charentonne, côté amont, servaient aux besoins de cette fabrique et à 500 mètres de là, allaient former l'étang de la Ratelière, qui faisait marcher le petit fourneau et aussi le bocard dont il a été parlé ; puis continuant sa course, le petit cours d'eau va grossir le Noireau, non loin de l'ancien moulin de Goufour.

Plus à gauche de la source de la Charentonne et affluents du Noireau, étaient l'étang de Mentauban d'un côté, sur le ruisseau de ce nom, et l'étang de l'Ermitage, de l'autre côté, sur le ruisseau de Chaude-Fontaine, réunissant leurs eaux dans l'Etang-Neuf, où ils perdent leurs noms. C'est à l'Etang-Neuf qu'étaient la petite forge et tréfilerie.

En sortant de cet étang, la rivière prend le nom de Noireau ; à un kilomètre en aval, elle formait l'étang de ce nom, utilisé pour la petite forge et tirerie ; poursuivant son cours, le Noireau, après avoir arrosé la bourgade de Touquette, va remplir l'étang du Pont-Œuvre et tombant d'une chute de 5 mètres sur les roues de la grosse forge, il court se joindre à la rive gauche de la Charentonne sous le bourg de la Gonfrière, non sans avoir reçu à son passage, le ruisseau des Vaux, sur lequel était le petit étang de l'Aubinière actionnant un fourneau de peu de capacité (1).

De ces quinze étangs restent seulement : l'étang de l'Essart, les trois du Tabazot, la Tuilerie, l'Étang-Neuf et l'étang du Pont-Œuvre, soit 7 en tout, dont la superficie est bien diminuée (2). D'ailleurs leur eau n'est utilisée, comme force motrice, que par l'usine du Pont-Œuvre, sur le Noireau.

LA SAINT-ELOI

Ce serait un crime de « lèse féronnie », que de ne pas consacrer quelques lignes à la fête des Férons, dont saint Eloi était le patron.

On a vu dans la comptabilité, que le maître de forges subventionnait cette fête pour une part, la plus importante étant complétée par le produit des amendes renfermées dans un tronc et par la cotisation des ouvriers férons.

Le matin du jour choisi pour célébrer la fête, les ouvriers précédés d'une bannière représentant saint Eloi, ou d'un bâton orné de l'effigie du saint et accompagnés du maître de la forge, se rendaient en cortège à la paroisse voisine pour assister à la messe. Généralement, leurs femmes et leurs enfants étaient de la fête.

(1) Un ou deux petits étangs, devaient agrémenter la propriété du Bois-Massot, appartenant aux du Rouil au xvii^e et xviii^e siècles. (*Histoire de Touquette*, par l'abbé Dupont). De même, à la Cordonnerie, en Touquette.

(2) Une délibération du conseil municipal de Touquette, de frimaire an 13, (octobre 1804) portait que tous les chemins devaient être réparés et les *marais fétides asséchés*, conformément à l'arrêté préfectoral. Qu'à cet effet, tous les habitants seraient tenus de faire les travaux nécessaires au moyen de journées de prestations, proportionnées au montant de leurs impôts, etc. Si les marais furent desséchés petit à petit, par contre, les chemins restèrent en fort mauvais état.

Après avoir entendu la messe, on revenait à la forge, où un copieux déjeuner était servi. Chemin faisant, on égayait la route par des chansons dans le genre de celle qui est donnée ci-après (1).

La journée se passait à chanter, danser, boire et manger.

Quelquefois, les ouvriers offraient au maître un souvenir ; mais cet usage n'était pas généralisé.

De nos jours, ces réunions toutes familiales, se sont perpétuées dans quelques usines ; elles ont le bon côté de mettre de temps en temps le patron en contact intime avec ses ouvriers, ce qui ne peut qu'accroître leur mutuelle estime.

Aussi, est-il à souhaiter qu'on ne laisse pas périliter ces vieilles coutumes (2) !

CHANSON DES FORGERONS

C'est aujourd'hui la Saint-Eloi,
Suivons tous la vieille loi,
La Forge, il faut la balayer, (*bis*)
Les outils il faut ramasser.

Allons au bourg promptement
Monsieur le Curé nous attend,
La messe il faut écouter (*bis*)
Et celui qui va la chanter

Nous voilà tous revenus,
Que cinquante coups soient bus !
Et de notre pain béni (*bis*)
Nous en porterons au logis.

Nous allons fleurir le marteau
Et lui donner du vin sans eau.
Que nul ne fasse de bruit (*bis*)
Car nous allons dîner ici.

A la santé du marteleur
Sans oublier son chauffeur,

(1) Cette chanson ci-contre, a été copiée dans *Les Forges de Normandie*, par M. Amand Desloges.

(2) L'ancien chef de la tréfilerie du Pont-Cœuvre, est heureux de déclarer que c'est avec un véritable culte, qu'il conserve les cadeaux qui lui ont été offerts jadis par ses ouvriers, à l'occasion de la Saint-Eloi, ou d'autres fêtes intimes.

Ainsi que le brave affineur, (*bis*)
Qui travaillent tous avec cœur.

Les filles de notre canton
Aiment bien les forgerons,
Elles n'ont pas peur du marteau (*bis*)
Quand dessus.....

AUTRE CHANSON (1)

Pan, Pan, Pan, Pan ! La forge bat !
Pan, Pan, Pan, Pan ! C'est pour Monsieur,
Pan, Pan, Pan, Pan ! C'est pour Madame,
Pan, Pan, Pan, Pan ! C'est pour chacun,
Pan, Pan, Pan, Pan ! C'est pour tertous !...
Pan, Pan, Pan, Pan !

LA SUPPRESSION DES VIEILLES FORGES

En voyant la disparition des forges et fourneaux de Normandie, on n'a pas été sans se demander comment il se faisait que, sur un aussi grand nombre, il n'en restât plus un seul en activité ?

En effet, sur une trentaine de Forges et Fourneaux qui étaient allumés, particulièrement dans les départements actuels de l'Eure et de l'Orne, tous se sont éteints les uns après les autres, dans la première moitié du XIX^e siècle ; non pas, comme on l'a dit, parce que les transports de bois et de minerai de surface, qui se faisait rare, seraient devenus trop onéreux, ni parce que la concurrence, facilitée par les voies ferrées, aurait tué cette industrie... Ces causes ne sont que des à-côté, les principales doivent plutôt être attribuées aux modifications et perfectionnements apportés à la fabrication pendant le cours du XIX^e siècle, celle-ci ayant subi une transformation complète par l'installation de puissants laminoirs, remplaçant les gros marteaux ; à la construction de hauts-fourneaux plus vastes et mieux compris, retirant du minerai, tout le fer qu'il contient, au lieu d'en laisser 25 à 30 % dans les scories ; aux procédés nouveaux, tels que les convertisseurs des fours Bessemer, Martin et autres,

(1) Copié dans *Les Férons Aiglons*, par M. J.-O. Mouchel.

transformant directement le fer en acier ; et enfin, à une production plus que centuplée, diminuant considérablement les frais généraux.

Mais ces grandioses organisations exigent un matériel coûteux, des forces motrices puissantes et de très gros capitaux apportés par des commanditaires, ou par la collectivité de grandes sociétés.

Comment les petits maîtres de forges de jadis, presque tous fermiers, auraient-ils pu trouver les fonds nécessaires pour de telles entreprises ?... Ce ne sont certes, ni les abbayes pressurées par les commendataires, ni les particuliers craintifs et avides de gras revenus, qui leur auraient fourni ce matériel moderne de grande valeur, en remplacement de leurs vieux engins surannés et à demi usés !

Ce ne sont pas non plus les petits cours d'eau des vieilles forges qui auraient pu faire tourner les lourds laminoirs, il faut d'autres forces à cette grosse industrie, qui ne peut les trouver que dans la vapeur ou l'énergie électrique.

Fatalement, par l'inéluctable loi du progrès, ces forges et ces fourneaux étaient appelés à disparaître ; mais, étant donné le rôle important et utilitaire qu'elles ont joué dans les siècles passés, il convient de conserver un impérissable souvenir à ces ancêtres de la grande industrie du fer !...

GEORGES PRIMCIS.

Notes sur la Tréfilerie

Avant-propos

Après la *grosse forge*, parler de la *petite tréfilerie* du Pont-Œuvre, est peut-être un peu osé ? Pourtant cette dernière née, a déjà plus d'un siècle d'existence, n'est-ce pas un léger droit à l'indulgence du lecteur ?

Ballottée par la lutte acharnée des concurrences et par le bouleversement des révolutions, elle connut les longues journées des chômages sans pain. Elle fut aux prises avec les difficultés sans nombre d'une fabrication minutieuse et délicate. Isolée dans la campagne, éloignée des centres, le recrutement de son personnel ouvrier fut parfois un problème difficile à résoudre.

Ses chefs ont peiné, bataillé... Insouciant d'assurer leurs vieux jours, pour l'honneur et la vie de l'usine, ils ont jeté dans le gouffre, le patrimoine familial !... N'était-ce pas pour l'enfant qu'ils avaient élevé et choyé, pour l'existence duquel ils avaient tout donné, même la leur !...

Menacés de la ruine, ils sont sortis de la lutte meurtris et accablés. Mais dans un sursaut d'énergie, ne reculant devant aucun sacrifice, ils ont tenu tête à l'ouragan, pendant que disparaissaient autour d'eux, leurs vieux confrères de Normandie et qu'émigrerait dans l'Est de la France, cette industrie de la famille !

Car il est bon qu'on le sache, pour qui comprend son devoir de chef, l'industrie est un sacerdoce et non un but de théau-

risation. Le patron (pater) n'est-il pas un père pour la grande famille des ouvriers ? Ne doit-il pas pourvoir à ses besoins, en lui assurant un travail quotidien ? N'est-il pas chargé de lui procurer un peu de bien-être ? N'a-t-il pas mission de lui venir en aide dans la souffrance physique ou morale ?

Celui qui ne possède cette conception du devoir, ne peut faire un bon patron.

D'autres qualités sont également requises pour compléter un vrai chef d'usine, elles ont été fort bien résumées par M. Camille Cavalier, l'éminent directeur des hauts-fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson, dans sa définition du « Rôle patronal » (1).

Il ne faut pas se le dissimuler, certes la tâche est ardue et compliquée, mais elle n'en devient que plus méritoire, surtout lorsqu'elle est remplie avec un tact et une bonté qui n'excluent pas l'énergie.

Par les théories subversives répandues de nos jours à profusion, dans la classe ouvrière, celle-ci n'est que trop portée à considérer le patron comme un profiteur du travail qu'elle fournit, ce qui est complètement inexact, hormis quelques regrettables exceptions.

Dans tout atelier, il faut une tête qui pense, qui prévoie et qui dirige. Les ouvriers qui exécutent le travail sous une intelligente direction, en sont les collaborateurs qui concourent à la vie et à l'extension de l'usine, dont tous vivent.

Mais il n'entre pas dans le cadre de ces notes, de développer ces pensées plus au long. Elles n'ont été qu'effleurées, pour faire ressortir le rôle délicat du véritable chef d'usine, ainsi que les nombreuses qualités qu'il doit posséder.

(1) Le rôle du patron est multiple et compliqué, [mais combien magnifique, lorsqu'il est bien compris, bien exercé ! Le patron crée et gouverne, il doit avoir des clartés sur tout, pour guider et contrôler son personnel. Il doit savoir s'exprimer par la parole et par l'écriture. Il doit aimer le travail pour lui-même, être passionné de son métier. Mais s'il doit travailler, il doit aussi et surtout, savoir faire travailler. Il doit savoir écouter et avoir conscience de son grand rôle et des devoirs qu'il implique. La peur des responsabilités doit lui être inconnue. Le patron ne doit pas aimer l'argent, il doit avoir comme stimulant l'orgueil de la création.

Doit-il sortir d'une grande école ? Peu importe. L'essentiel est qu'il ait de l'initiative, de la logique et de la décision, une moralité absolue, le sens commercial et le sens de la productivité...

Le tréfilage des métaux

Sans vouloir évoquer les temps éloignés des Pharaons, dont les momies recouvertes de magnifiques vêtements royaux, lamés d'or et incrustés de pierreries, laisseraient supposer, bien à tort, que l'art de la tréfilerie était connu ; recherchons simplement les origines plus récentes, quoi qu'incertaines, de la tréfilerie du fer.

L'or et le cuivre, étant les métaux les plus ductiles, furent travaillés les premiers. L'or battu en feuilles minces, découpées ensuite en fines lamelles, servit à l'ornementation des vêtements et des meubles ; car malgré la grande ingéniosité des ouvriers de l'ancien temps, rien n'indique qu'ils aient connu le moyen de tréfiler les métaux. Pendant des siècles, on ne sut les amaincir et les étirer en fils, qu'en les battant ou les forgeant.

Il est bien difficile de préciser l'époque à laquelle on commença à les tréfiler. L'étirage à la filière, ne paraît pas remonter au-delà du x^e siècle, le fil ainsi allongé, s'appelait alors « fil d'archal », (de *filum aurichalcum*, fil de cuivre).

On cite un édit de 1130, relatif au tréfilage du fil de fer pour cardes en Angleterre.

Un auteur du x^e siècle, Théophile, dit « le moine », dans ses notes sur les divers métiers « *diversarum artium schedula* », décrit ainsi la filière, au chapitre 8, du livre III, (traduction de Charles de l'Escalopier) : « deux fers, larges de trois doigts, étroits à la partie supérieure et à la partie inférieure, minces partout et sur trois ou quatre rangs, percés de trous par où se tirent les fils ».

Mais, cette description se rattachant à la fabrication des métaux précieux et à celle du cuivre, de l'étain et du plomb, ne démontre nullement qu'on ait tréfilé du fer, mais seulement que la filière était connue et utilisée pour l'étirage des métaux ductiles.

Toutefois, on lit plus loin, au sujet de la fabrication des orgues, que pour former un tuyau de cuivre sur un mandrin et en souder les deux bords à l'étain, il faut préalablement ligaturer cette feuille de cuivre fortement avec « *un fil de fer* », médiocrement gros, etc. «..... et circumligetur filo

ferreo médiocriter grosso fortiter »..... Mais ce fil de fer était-il forgé ou tiré à la filière (1) ?

Etienne Boileau ou Boislève, dans son livre des métiers, en 1268, ne donne que les règlements qui régissaient les tréfiliers de cette époque.

Ce n'est que vers le ^{xiv}^e siècle, que le tréfilage du fer par la filière se fit d'une façon courante (2). C'est alors que les ouvriers forgeurs en fils, « furent appelés étireurs, puis : tréfileurs ». Ces dénominations figurent dans l'histoire de Nuremberg en 1860.

Duhamel Dumonceau, ingénieur en 1728, croit que le nom de « tréfilerie », provient de ce qu'on tirait parfois trois fils à la fois, c'est-à-dire que l'arbre mu par l'eau, communiquait son mouvement à trois tenailles qui étiraient, chacune séparément, des longueurs de fil différentes.

Jusqu'en 1565 environ, le fil de fer fut étiré à la main et les premiers moulins utilisés pour le tréfilage mécanique du fer, ne fonctionnèrent que vers cette époque ; on y tréfilait du fil de fer fin destiné à la fabrication des cardes à laine. Dans les prérogatives accordées à la corporation des Férons en 1582, le roi permettait à tous les artisans d'employer le fer et de le vendre dans tout le royaume de France..... « pourvu qu'il fut bon, commode et employable en fil de carde et pour tous autres usages... » (3).

En Normandie, dans la contrée de l'Aigle et de Rugles, on étirait à la main le fil de fer pour cardes et autres emplois. C'était un métier pénible et ingrat.

En 1646, dit M. J.-O. Mouchel dans « les Férons aiglons » : « René d'Erard, prieur de l'abbaye de Ray, fonda une tréfilerie sur l'emplacement d'un moulin qu'il possédait en face le manoir de Boisthorel..... » Cette tréfilerie étant devenue la propriété de Jean-Baptiste Mouchel vers 1740, celui-ci, très ingénieux, aurait inventé la première bobine actionnée mécaniquement, supprimant avantageusement l'étirage au banc et à la tenaille. C'est encore ce système

(1) C'est le même auteur qui raconte cette façon originale de tremper le fer acéré à couper le verre, en l'immergeant à chaud dans de l'urine de bouc, ou dans celle d'un enfant roux ?...

(2) Encyclopédie Roret.

(3) *Les barons Fossiers et les Férons*, par de Formeville.

quelque peu modifié, qui est en usage dans les tréfileries actuelles.

Primitivement, lorsque l'ouvrier nommé « agréyeur », tirait le fil avec des tenailles, il employait des « forgis », verges de fer découpées à la fenderie, fréquemment elles se rompaient dans la filière à l'étirage, occasionnant un gros déchet. Cette filière était une plaque de 60 à 50 centimètres de long, sur 6 à 10 de large et dont l'épaisseur de 15 à 20 millimètres, était mi-partie de fer, mi-partie en acier, percée de 12 à 20 trous coniques de différents diamètres et disposés en échiquier. Les verges étaient enfilées successivement dans ces trous de plus en plus petits par le plus large orifice du cône, côté fer et sortaient tréfilés par le côté acier.

Vers le milieu du XVIII^e siècle, un ancien directeur de la monnaie de Besançon, nommé Fleur, fit passer ces verges à chaud entre deux cylindres à gorges concaves demi-rondes, qui, tout en les allongeant, effaçaient les angles et réduisaient la grosseur du fil au diamètre de 6 à 7 millimètres. (Hassenfratz, la Sidérotechnie.) Ce procédé qui donnait un bon résultat, fut perfectionné définitivement dans la première partie du XIX^e siècle, par le cylindrage à chaud des laminoirs modernes, qui fournissent maintenant à toutes les tréfileries de gros rouleaux de fil de fer au diamètre de 5 millimètres, pesant 50 kilos et plus, d'un seul bout.

On employait alors le fer des forges du département de l'Orne, particulièrement pour la ferronnerie, parce qu'il était plus dur, d'un grain plus fin, susceptible d'un beau poli. Pour le tréfilage des fils fins, on se servait d'un fer plus doux provenant de la Haute-Saône et de la Franche-Comté.

Autrefois, la fabrication des filières était tenue secrète et les formules de trempe les plus empiriques, étaient réputées les meilleures ; on jetait dans le bain les poisons les plus violents et il n'était pas rare de le voir additionné de venin de crapaud et de vipère, ce qui, d'ailleurs, ne lui donnait aucune vertu.

Ces procédés antiques n'offrant plus qu'un intérêt rétrospectif, un exposé sommaire des différentes phases de la fabri-

cation moderne du fil de fer fin, permettra de se rendre compte des multiples opérations que comporte ce genre de tréfilage.

La fabrication du fil de fer fin.

Après avoir été cylindré sous les laminoirs de la forge, le fil arrive à l'usine à la grosseur de 5 millimètres environ, sous la dénomination de « fil machine ». On commence par le tremper dans un bain d'eau chaude, contenant une solution d'acide sulfurique, afin de nettoyer la superficie du métal recouverte d'oxyde noir. Ensuite, il passe à la grosse tréfilerie qui le dégrossit dans la filière, car par l'effet du coincement qui s'opère dans le trou conique, le fer s'allonge et ne s'use pas, le déchet occasionné par le frottement étant insignifiant ; pour faciliter le glissement, le rouleau de fil baigne dans un liquide lubrifiant, dont il est entouré au moment de son passage dans le trou de la filière, ce qui en diminue l'échauffement, l'effort produit par le déplacement des molécules du métal est tel, qu'à la sortie de la filière, le doigt ne pourrait être posé sur le fil, sans ressentir une sensation de brûlure.

Une forte tenaille, appelée « chien ou crapaud », fixée à la bobine, vient saisir le bout du fil passé dans la filière, le tire et l'entraîne en l'enroulant autour de la bobine que l'ouvrier vient d'embrayer. Cette bobine est légèrement conique, ce qui permet à chaque spire, qui vient s'enrouler à sa base de chasser les unes au-dessus des autres, les spires précédentes, quelque soient leur nombre et leur poids.

Lorsque le rouleau de fil arrive à sa fin, la bobine s'arrête automatiquement, l'ouvrier tréfileur enlève le paquet de fil qui vient de passer dans la filière, mais avant d'y enfiler un autre rouleau, avec la panne d'un marteau spécial il frappe autour du trou qui vient de servir et s'est agrandi ou ovalisé, de façon à resserrer les bords, puis enfonçant un poinçon d'acier conique sur lequel il donne de petits coups de marteau, tout en le tournant dans ses doigts, il calibre le trou au diamètre voulu, pour obtenir un allongement proportionné à la grosseur du fil, il s'en assure et à cet effet, enfonçant un

bout de fil dans le trou qu'il vient de travailler, il en vérifie le diamètre au moyen d'un instrument appelé « jauge » et il recommence à marteler et à poinçonner la filière autant de fois que besoin est, jusqu'à ce qu'il ait obtenu le diamètre convenable. En terme de métier, c'est l'assortissage.

La jauge, est une mince plaque d'acier ronde ou rectangulaire, sur les bords de laquelle sont pratiquées des entailles de moins en moins larges, commençant au diamètre du plus gros fil et correspondant à des numéros conventionnels qui indiquent la grosseur du fil lorsqu'on l'enfonce bien à plein dans l'une de ces entailles. La jauge au centième de millimètre, dite « Palmers », est préférable pour calibrer les fils de précision ; elle est composée d'une vis micrométrique au pas de un millimètre, sur laquelle est fixé un tambour gradué en divisions au centième de millimètres, cette vis tourne dans une monture en forme de C, qui porte à sa base un point de rencontre réglable. Le fil est placé entre ce point et l'extrémité de la vis, dont la tête mobile est à friction, celle-ci étant serrée à refus, un index fixé à la monture indique sur le tambour la grosseur du fil en centièmes de millimètre.

Après plusieurs passages dans la filière, le métal devient dur et tend à s'écrouir, il est indispensable de le recuire, c'est-à-dire de le mettre au feu pour le rendre malléable et en distendre les molécules qui ont été comprimées à l'excès par des allongements successifs. Le système de cuisson généralement adopté, consiste à chauffer au rouge blanc le fil de fer entassé dans une cuve en fonte ou en fer parfaitement close, afin d'empêcher le plus possible l'entrée de l'air, qui oxyde le métal. Au bout de quelques heures, lorsque le degré de cuisson est atteint, on laisse le fil refroidir complètement dans la chaudière, avant de le tremper dans le bain de décampage dont il a été parlé précédemment, on peut ensuite le passer de nouveau à la filière, jusqu'à ce que le durcissement du métal nécessite une nouvelle cuisson.

Si le fil est destiné à la fabrication des cartes ou à d'autres emplois qui exigent une précision telle qu'il n'y ait aucune différence de grosseur du commencement à la fin du rouleau, on cesse alors de le recuire lorsqu'il a atteint à peu près le

diamètre de 80 centièmes de millimètre et, quand il est parvenu en fil fin de 80 à 20 centièmes, on remplace la filière d'acier par des diamants percés d'avance aux dimensions déterminées par l'échelle d'allongement. Le trou du diamant a l'avantage de ne pas s'agrandir au frottement comme celui de la filière d'acier, même le plus dur, ce qui permet d'utiliser des machines multiples, donnant au fil, simultanément, 12 à 15 passes successives dans ces diamants, en une seule opération de la bobine motrice, qui tourne 4 fois plus vite que la bobine ordinaire, laquelle ne peut faire ces 12 à 15 passes qu'isolément, l'une après l'autre. Par ces machines multiples, la production est donc augmentée de 15 fois, multipliés par le coefficient vitesse : 4 ou plus. Le seul grave inconvénient de l'emploi des diamants, réside dans leur prix fort élevé, que vient encore accroître leur éclatement, qui se produit parfois lorsque l'usure prématurée de l'un d'eux, occasionne au suivant pendant la marche, un effort anormal qu'il ne peut supporter.

Avec le diamant, on tréfile du fil de fer ainsi fin qu'un cheveu d'une épaisseur de 3 centièmes de millimètres.

Le dressage

Les fils pour cardes ou pour fleurs artificielles, ont à subir en dernier lieu, l'opération du dressage. Elle consiste à faire passer le fil entre des pointes d'acier enfoncées verticalement dans une mince plaque d'acier percée de trous espacés et écartés les uns des autres proportionnellement au diamètre du fil, afin de le rendre droit à la sortie de cet outil, appelé « engin ». Le fil étant posé sur un dévidoir, traverse les premières tiges d'acier de l'engin, qui le brisent et les dernières qui le dressent, ensuite il va s'enrouler sur une bobine à grande circonférence offrant moins de courbure qu'une petite, on vérifie les deux extrémités de l'écheveau et si elles ne sont pas droites, on recommence cette opération du dressage autant de fois qu'elle est nécessaire. Puis, les écheveaux sont réunis par paquets de 5 ou 6 kilos et enveloppés de papier ils sont prêts à être expédiés dans des tonneaux en bois.

Le dressage est un travail minutieux qui exige du soin et

une certaine pratique de la part de l'ouvrier. Ne demandant aucun effort, il peut très bien être exécuté par une femme.

Quoiqu'employant des procédés modernes, on voit combien est longue et délicate cette fabrication du fil de fer pour cardes, remplacée maintenant, en grande partie, par l'emploi du fil d'acier trempé, qui exige autant de soins et de précautions, sinon plus... mais dont la description n'a pas à être faite ici.

GEORGES PRIMOIS.

La Petite Ecole de M. le Vicaire

La charité chrétienne, s'étendant à tous les besoins des corps, des âmes et des intelligences, avait multiplié sur le sol de France, non seulement les œuvres d'assistance : asiles, hôpitaux, refuges, mais aussi les œuvres d'enseignement aux divers degrés.

Les guerres de religion, et les abus de la commende, ayant causé la ruine de nombreux prieurés ou abbayes, chargés de donner l'instruction gratuite, il avait été peu à peu pourvu à l'enseignement du peuple par des initiatives privées, par des donations et fondations de personnes pieuses ou de membres du clergé.

Une déclaration royale de 1698 facilite l'établissement des écoles par les communautés paroissiales elles-mêmes. Le 14 mai 1724, une nouvelle déclaration permet de lever des impôts sur les habitants des paroisses pour les gages des maîtres d'école, là où il n'y avait pas été pourvu par les fondations des fabriques des églises, ou des particuliers.

La tourmente révolutionnaire détruit hospices, couvents, collèges et petites écoles...

En essayant de reconstituer, d'après les récits de sa nièce, conservés dans des archives familiales, complétés par des recherches aux sources ordinaires d'information historique, les gestes de M. Michel-Siméon Foucher, prêtre, chargé des petites écoles à Mantilly, en Basse-Normandie, nous suivrons les diverses étapes du fonctionnement de ces petites écoles, de leur destruction, puis du chaos des âmes et des intelligences, enfin des efforts tentés pour

reconstruire — administrativement — ce que l'Eglise avait jadis établi pour le peuple et la jeunesse (1).

I

L'ABBÉ MAÎTRE D'ÉCOLE

Nombreux étaient, au Bocage Normand, ces paysans propriétaires du sol qui constituaient une élite rurale de « sieurs » ou « honnestes gens ».

Les Foucher habitaient à Fortes-Noës une maison sans étage mais composée de plusieurs pièces. Elle dominait le val dans lequel se réunissent le ruisseau qui vient des viviers du manoir de M. de Gallery de la Tremblaye, et les eaux plus fortes qui découlent de l'étang des Patouilles. Les Foucher possédaient et cultivaient plus de trente acres de labours ou de prairies, et, sans se donner du titre de sieur, ils comptaient parmi les notables de la paroisse de Mantilly, au bailliage de Domfront.

Ils s'alliaient aux Gahéry, sieurs de la Verderie, leurs voisins, dont la maison à étage s'ornait d'un épi de terre cuite, et aux Boëda, sieurs de la Boissellerie, qui s'étaient fait construire une coquette demeure à étage, de trois fenêtres de façade, sur les nouveaux modèles en vogue au début du XVIII^e siècle.

C'étaient de bons chrétiens, qui s'honoraient de l'amitié des nombreux prêtres habitant la paroisse : M. Jean Ferrare, ancien curé et prieur de Mantilly, qui mourut supérieur du séminaire de la Bruyère, à Domfront ; M. Le Royer Arcis, leur voisin ; les messieurs Boëda, le jeune et l'aîné, dont l'un fut le parrain d'un premier né des Foucher, sans

(1) Sources : Registres municipaux de Mantilly ; Archives des évêchés de Sées et du Mans ; Dom Piolin, *Histoire du diocèse du Mans* ; Bernier, *Le tiers état rural* ; Hamon, *La vie municipale dans les communes du canton de Passais pendant la Révolution* ; Blin, *Notes pour servir à l'histoire du clergé de Sées pendant la Révolution* (communiquées par M. Geslin) ; Bulletins de la Société Historique de l'Orne, de la Société Percheronne d'histoire et d'archéologie ; Archives de l'Orne, série H. L., 5, 255 ; Archives nationales, G. 643 et sq.

compter Messire Le Métayer, docteur en théologie, curé de la paroisse, et son vicaire.

« Le septième jour de may mil sept cent quarante trois, fut baptisé par M. F. Le Royer, vicaire de Mantilly, un enfant mâle, nommé Michel-Siméon, né de ce jour à Fortenoe, du légitime mariage de Michel Foucher et de Françoise Gahéry, le parrain a été Michel Joubin et la marraine Siméon^e Rivière, soussignés. »

Cet enfant était le troisième de cette union, un frère Jacques, et une sœur aînée Louise, l'avaient précédé.

Il grandit comme tous les enfants d'alors, courant dans le vallon aux pentes boisées de châtaigniers aux larges feuilles et de hêtres argentés, jouant à cache-cache dans les champs de genêts aux fleurs d'or, puis accompagnant ses parents à l'église les dimanches et jours fériés, enfin suivant les petites écolés et le catéchisme. Sans nul doute, les abbés Boëda, de la Hamelinère et de la Boissellerie, amis de la famille, s'intéressèrent-ils particulièrement au petit Michel-Siméon, cultivant les germes d'une vocation naissante.

Mantilly était alors une paroisse d'environ deux mille habitants. Le célèbre prieuré de Dampierre n'abritait plus de moines ; le prieuré de Saint-Guillaume, à la sortie du bourg, n'existait que de nom et pour l'attribution d'un bénéfice, mais si les moines défricheurs ou éducateurs n'étaient plus là, il y avait à quatre lieues seulement le collège de Domfront.

Le cadet des Foucher fut dirigé vers cet établissement. C'était une maison célèbre par sa science et pour sa piété. A sa fondation en 1689 par le P. Bidois, missionnaire, elle ne comptait que trois régents. En 1719 Mgr l'évêque du Mans l'avait autorisée à s'adjoindre des professeurs de philosophie et de théologie. Peu après, les prêtres qui la dirigeaient, s'étaient, de l'agrément de leur évêque, donnés, eux et leur séminaire, à la congrégation des Eudistes, qui, brûlante du zèle de son saint fondateur, se dévouait avec un succès croissant à la formation du clergé.

Michel-Siméon Foucher n'était pas seul de sa paroisse au séminaire de Domfront, il y comptait plusieurs con-

disciples, Etienne Guesdon, son voisin, de son âge ; puis, un peu plus tard Charles-Henri Eudes, fils du sieur du Pont, chirurgien au Haut-Érable, et Julien Joubin.

En 1764, l'étudiant perdit son grand-père, vénérable patriarche, âgé de 90 ans. Trois ans plus tard, au séminaire même, ses humanités terminées, il recevait la tonsure, le 18 septembre 1767 et, au cours d'une vacance, il acceptait d'être le parrain d'un enfant Landais, dont les parents habitant les Granges étaient amis des Gahéry et des Foucher.

En 1770 le jeune clerc se rend au Mans, et dans la chapelle de l'évêché, Mgr André de Grimaldi lui confère les ordres mineurs, le 31 mars. Sous-diacre le 4 avril 1772, diacre quinze jours plus tard, il est ordonné prêtre le 19 septembre de cette même année, en la chapelle de Mgr de Grimaldi.

Son ami, Etienne Guesdon, ordonné en même temps, est nommé presque aussitôt vicaire de Mantilly. L'abbé Foucher ne reçoit ni nomination ni bénéfice.

Sa sœur est là pour le recevoir. Cette sœur aînée, Louise Foucher, tiendra un grand rôle près de l'enfant, du lévite, du prêtre, du proscrit. Mais, comme toutes les dévouées, toujours elle s'effacera ; les documents seront rares sur cette paysanne cultivée, dont la signature si nette et si franche révèle un esprit droit, pondéré, joint à la fermeté, à la décision. Mariée à un brave cultivateur, Joseph Le Bossé, elle le dominera de sa personnalité, demeurant pour tous Louise Foucher. Veuve, peu après son mariage, elle se consacrera désormais à son frère l'abbé. Pour lui, elle fait aménager un appartement dans sa maison des Vallées, un cabinet dont la fenêtre ouverte au midi domine le vallon bordé de taillis. Abri paisible, écarté des grandes voies, coin de silence, à peine troublé par le murmure des eaux qui coulent vers le gué de Fortenoë, corridor de verdure, aboutissant à quelque trois cents toises au prieuré Saint-Guillaume et à l'église Notre-Dame de Mantilly.

Lorsque l'abbé Foucher revient en sa paroisse natale, ses protecteurs les abbés Boëda n'y sont plus. Mais leur logis de la Boissellerie n'est point habité par un étranger.

Un prêtre y réside encore, l'abbé Lafontaine, vicaire

de la paroisse qui jouit du revenu du domaine, à charge de donner l'instruction aux petits garçons.

Trouvant trop absorbante la tâche de maître d'école, et lui préférant le ministère actif, M. Lafontaine se démet de sa charge et de son bénéfice au profit de M. Foucher.

La distance est courte des Vallées à la Boissellerie. Lorsque l'hiver les arbres des haies et les poiriers des champs sont dépouillés de leurs feuilles, on aperçoit, de l'autre côté du vallon, les corniches de granit des cheminées de la prestimonie.

Celle-ci est située un peu en dehors du bourg, à gauche du chemin de Haut-Etang, qui va rejoindre à une lieue de Mantilly, la route de Domfront au Teilleul, tronçon de la grande voie transversale d'Orléans à Saint-Malo, construite en 1750 par les ingénieurs royaux.

Une courte avenue traversant un verger conduit à une cour carrée. A droite, ouvrant leurs baies au soleil de l'après-midi, les communs : pressoir, étables, fournil. A gauche, le jardin, que clôt une haie d'aubépines. Au fond, la maison, une habitation de « sieur » aux encoignures et linteaux de pierre de taille. La porte d'entrée, au milieu, donne sur une grande salle commune, la vaste cuisine de nos ancêtres, de laquelle part l'escalier ; une salle d'honneur occupe, à l'ouest, le reste du rez-de-chaussée. En haut de l'escalier de chêne, deux chambres et un cabinet. La vaste pièce au-dessus de la cuisine sert de salle de classe.

Des bancs sont rangés tout autour, le long des murs, pour recevoir les écoliers : une longue et large table occupe le milieu de la pièce, c'est devant elle que se placent ceux des élèves qui tracent des lignes d'écriture et copient des devoirs.

La classe commence vers huit heures et demie, elle débute par la prière du matin, suivie de la lecture et de l'explication du Nouveau Testament. Grands et petits participent à cette leçon commune que donne l'abbé, debout au milieu de son petit monde. Puis c'est alors la division du travail. Sous la direction de leurs aînés, élevés au rang de moniteurs, les petits apprennent les lettres de l'alphabet, les arrangements par syllabes ; ils épellent des mots. Un autre groupe

s'exerce à la lecture à haute voix, simultanément d'abord, puis chaque élève recommence individuellement (1).

L'abbé dirige ces travaux, stimule et complimente, va d'un groupe à l'autre, et revient se pencher au-dessus de ceux qui, autour de la table, font grincer les plumes d'oie.

Puis, toute la jeunesse ira s'ébattre dans la cour pour remonter ensuite. Plus de livres, c'est le cours de catéchisme et d'histoire sainte, le prêtre est alors l'apôtre...

Midi : voici l'heure du dîner. L'abbé Foucher prend-il son repas tout seul ? Oui, sans doute, bien souvent, mais souvent aussi sa sœur franchit le ruisseau, remonte la pente et vient lui tenir compagnie, ou bien c'est lui qui descend aux Vallées. Il sort, pour une courte tournée d'inspection : simple formalité, car il peut compter sur le travail et la probité de ses serviteurs : les champs sont labourés en saison, le jardin ne contient pas de mauvaises herbes, et, dans l'étable, deux vaches ont provende abondante, litière fraîche et poil brillant.

Il n'y a pas tous les jours classe l'après-midi. Les séances de la soirée sont consacrées pour les petits à la lecture, aux premiers exercices de main posée, pour les moyens et les grands, c'est le calcul ; calcul oral toujours, et dont nous avons quelque peine à nous imaginer la complication, avec le système des mesures et des monnaies alors en usage.

Enfin un dernier cours oral : quelques récits de la Vie des Saints, de la vie des grands hommes : c'est par la vie des hommes que s'enseigne l'histoire, une histoire qui forme les caractères au lieu d'encombrer les mémoires.

La prière, parfois un des cantiques spirituels du P. Sandret ou du P. de Montfort, termine la journée.

Les samedis et veilles de fête, une séance spéciale est consacrée à la lecture du psautier en français et en latin, à l'explication de l'office du lendemain, dont, pour les grands, les pages sont à l'avance marquées dans les euclologes.

Ainsi coulent les jours, ainsi les pauvres, ceux qui veulent

(1) Cf. Règlement des petites écoles, 1763. Cité par M. Richer, *L'enseignement primaire avant la Révolution*, Bulletin Soc. hist. Orne.

venir, reçoivent à la prestimonie l'enseignement gratuit. Ce prêtre éducateur, cette chambre, c'est bien peu pour une population de plus de deux mille âmes répartie en près de deux cents hameaux. Mais si l'abbé Foucher fait gratuitement la classe, il n'est pas le seul régent de la paroisse. M. de Pennard, écuyer, sieur de Rubesnard, n'est-il pas le protecteur du sieur Le Monnier, son fermier, qui, pendant huit mois de l'année tient école, reçoit des élèves payants, prépare les fils des châtelains et des « sieurs » aux collèges de Mortain, d'Avranches ou de Caen, dispense aux enfants des « honnêtes gens propriétaires » un enseignement complet et varié qui se traduit par l'élégance de l'écriture et la netteté de l'expression dans les lettres et écrits que l'on a pu retrouver.

Pour les filles, trois écoles existent en divers quartiers ; ce sont entreprises privées, ne reposant sur aucune fondation, et dont l'existence ne tient qu'à la valeur personnelle de la maîtresse.

Aux dimanches de l'avent et du carême, le prêtre instituteur catéchisera la population tout entière, entre la grand'messe et les vêpres. C'est là sa seule obligation paroissiale. De temps à autre il supplée les vicaires pour un baptême, il assiste à une sépulture, il se joint au nombre des amis d'une famille pour signer un acte de mariage. Sa classe et son catéchisme suffisent à l'absorber. Il conserve avec ses anciens maîtres et avec les professeurs du séminaire de Domfront d'étroites et actives relations... puis, l'été, pendant les vacances, ne doit-il pas présider à l'engrangement et au battage de ses récoltes. La terre de la Boissellerie, et deux parcelles détachées de la Haminière constituent le revenu de la prestimonie, revenu inférieur à deux cents livres de rente, sur lesquelles il faut payer les gages des gens de service.

Maigre position, vie d'ascète... Oui, sans doute, mais la sœur est là qui vient partager avec son frère l'abbé le revenu de la terre patrimoniale des Vallées. L'abbé Foucher fait exploiter, avec les terres de son bénéfice, un pré et un champ qui lui sont échus en partage au décès de son père. Son frère aîné, Jacques Foucher, après quelques années

de séjour comme gendre chez Jamont, à la Sanguinière, est revenu à Fortenoë prendre la direction du domaine ancestral, il met à la disposition de l'abbé son bidet d'attelage et ses bœufs de labour...

Les années coulent, paisibles, douces, dans le travail, la piété, l'affection fraternelle.

II

PREMIERS ASSAULTS

Des fermentations étranges agitent le pays. Des courants d'esprit divergents se dessinent parmi les populations jusqu'alors unies.

Les circonscriptions des anciens bailliages et des élections se modifient, une nouvelle organisation provinciale s'élabore. Le curé de Mantilly, M. Léveillé, est député du clergé de la région à l'assemblée du département de Falaise-Domfront, qui doit désigner les députés aux États généraux.

Les premières municipalités sont constituées en 1787. Et bientôt les populations sont invitées à rédiger leurs cahiers de doléances. La politique, source d'ambitions, de divisions, de rancunes, va pénétrer dans les campagnes.

Le 5 octobre 1788, Jacques Foucher, frère de l'abbé, est nommé membre de la municipalité, en remplacement du sieur Fouilleul des Landes dont la nomination n'a pas été régulière, et qui, disent les archives, « doit être destitué ».

Doit-on voir dans cette destitution et dans ce remplacement l'origine des haines dont, par la suite, seront victimes les Foucher ?...

Tandis que les propriétaires fonciers comme Foucher et Le Cornilleau de la Baillée ; les marchands comme J.-B. Renard et Le Royer Montrobert avaient pour souci principal l'assiette des impôts, la confection des routes et des travaux d'édilité, les bourgeois, pour la plupart gens de basoche, les Fouilleul, notaire ; Cousin, huissier ; les Ferrare-Fourmont ; Roussel, greffier, sieur de Montrichard,

lecteurs de l'Encyclopédie et de Rousseau (1) ne cherchent, au contraire, qu'à faire triompher les idées nouvelles, et pressentent l'occasion prochaine de se hausser d'un nouveau degré dans l'échelle sociale et de saisir l'autorité.

Les événements devaient se succéder avec rapidité. Dès le mois d'août 1789 les pillages de châteaux se multiplient dans les provinces. Il ne devait pas s'en produire dans la région qui nous occupe, les nobles qui l'habitaient n'étant que des propriétaires terriens, menant une existence modeste et souvent laborieuse. Leurs privilèges étaient plus honorifiques que réels et n'excitaient point l'envie.

L'existence était donc restée la même en apparence. Cependant un coup funeste avait été porté à l'enseignement populaire dans la nuit du 4 août 1789. Les membres de l'Assemblée qui, dans un enthousiasme généreux, avaient voté la suppression des privilèges et bénéfices, ne s'aperçurent pas que, pour l'Eglise notamment, les revenus des privilèges comportaient les lourdes charges de l'assistance publique et de l'enseignement.

L'hiver ne s'achèvera pas que les conséquences commenceront à se faire sentir :

Le 24 janvier 1790, M. Abraham-Bonaventure Courteille, curé de Mantilly, charge M. Le Bassac, supérieur du séminaire de Domfront de déposer au greffe du bailliage : 1^o le revenu de la cure ; 2^o le revenu du prieuré de Saint-Guil-laume, dont le titulaire, M. Pichon n'est pas résident.

Un mois plus tard, M. Foucher, le prêtre instituteur, se présente au greffe de la municipalité pour faire enregistrer la déclaration du revenu de sa prestimonie.

« Les revenus de la prestimonie de la Boissellerie et de la Haminière se montent à la somme de 172 livres chaque année, non compris les charges qui sont :

« Pour celle de la Haminière :

« 1^o Faire le catéchisme les quatre dimanches de l'Avent,

(1) Ce Roussel, greffier en chef à Domfront, laisse donner à sa fille le nom significatif d'Emilie par un avocat de Domfront et l'épouse d'un avocat de Mortain.

les dimanches et fêtes en Carême, et trois jours la semaine aux jours d'absolution ;

« 2^o Dire un *De profundis* ou un *Pater* et *Ave*, ou communément ou en latin, pour les fondateurs.

« Les charges de la prestimonie de la Boissellerie sont :

« 1^o Faire les petites écoles aux garçons de la paroisse ;

« 2^o Dire deux messes par mois pour les fondateurs ;

« 3^o Payer trois livres dix sols de rente seigneuriale, non compris les dixièmes et réparations. »

Afin que nul en ignore, cette déclaration de revenu est lue et publiée au prône de la grand'messe.

La municipalité vient d'être changée. Les laboureurs sont évincés, la bourgeoisie riche, instruite, mais notoirement imbue des idées nouvelles, arrive au pouvoir (1). Les cinq officiers municipaux seront les vrais maîtres, les douze notables auront à peine voix consultative. Toutefois, M. Abraham Courteille, curé, est nommé maire. Dès novembre il donne sa démission.

Par son décret du 12 juillet 1790, que Louis XVI eut la faiblesse de sanctionner le 25 août, l'Assemblée Constituante a remanié les circonscriptions ecclésiastiques à sa fantaisie, décidé que les évêques seront élus par le peuple, etc. Les décrets du 30 novembre et du 26 décembre de la même année ordonnent :

« Qu'on punirait comme perturbateurs de la paix publique les ecclésiastiques qui n'auraient pas prêté dans les huit jours le serment de maintenir la constitution civile du clergé et qui continueraient à exercer les fonctions attachées à leur titre. »

Les biens ecclésiastiques, proclamés nationaux, sont soumis à l'inventaire.

Le clergé de Mantilly cherche vainement à temporiser. Il a beau prendre prétexte d'une irrégularité pour suspendre sa décision, quant au serment, les légistes et robins que

(1) J. Hamon, *La vie municipale au canton de Passais*, Oberthur, Rennes, p. 55 et sq.

sont les officiers municipaux et le procureur syndic ont tôt fait de se mettre en règle.

Le curé Courteille et son vicaire, l'abbé Eudes Dupont, n'attendent pas la sommation, ils se rendent à Domfront, et devant le Directoire du district, ils prononcent le serment le 21 avril.

Au contraire, le vicaire maître d'école, l'abbé Foucher, et son prédécesseur, l'abbé Lafontaine, ayant eu connaissance du refus de serment opposé par leur supérieur l'évêque du Mans, Mgr de Jouffroy-Gonssans et de la lettre pastorale leur interdisant d'obéir à l'évêque constitutionnel de l'Orne, sont décidés à suivre son exemple et ses ordres (1).

Le dimanche 1^{er} mai, devant M. Jorré la Morinière, maire, le conseil municipal et le peuple assemblé dans l'église à l'issue de la grand'messe, les deux prêtres doivent successivement monter en chaire et lire leur déclaration qu'ils iront ensuite écrire de leur main et signer sur le registre municipal.

M. Michel-Siméon Foucher remplace le serment par une fière déclaration de foi, et par une distinction subtile, — ou très normande, — des lois civiles et religieuses :

« Vu la déclaration de l'Assemblée nationale qu'elle ne peut ny ne veut toucher au spirituel, ny toucher essentiellement à la religion, n'ayant voulu faire que des lois civiles et non religieuses, conformément aux intentions de l'Assemblée nationale, je jure :

« De veiller avec soin à l'éducation de la jeunesse qui m'est confiée, et de l'instruire de tout mon mieux dans les vrais sentiments de la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle je veux vivre et mourir.

« J'ay juré d'être fidelle à la nation, à la loy et au roy, parce que l'infidellité civile est un crime comme l'infidellité religieuse en est un aussi.

« Enfin je jure de maintenir de tout mon pouvoir la constitution civile decrettée par l'Assemblée nationale et sanctionnée par le roy, sans cependant prétendre manquer à ce que je dois à Dieu et à sa sainte religion. »

(1) La partie sud du district de Domfront dépendait du diocèse du Mans, une autre partie de Bayeux, etc.

Les sectaires durent enrager, mais comme la pieuse sœur de l'abbé dut complimenter son petit frère quand il revint, tout ému encore, pour dîner chez elle aux Vallées.

De nouvelles élections viennent de faire glisser plus à gauche encore les détenteurs du pouvoir. C'est le sieur Roussel, le greffier domfrontais, le lecteur de Rousseau, qui exerce les fonctions de procureur. Il somme le Conseil de se pourvoir d'un maître d'école.

« Au remplacement du sieur abbé Foucher, vu que ledit abbé Foucher n'a prêté serment conditionnel, qui, suivant toutes les apparences, n'a point été reçu. »

Il n'ose encore réclamer la confiscation et la vente de la prestimonie, ne sachant si les biens de fondations sont dans le cas d'être vendus. Mais il se fait renseigner en haut lieu. Il écrit au Directoire du département qui en réfère au comité ecclésiastique de l'Assemblée nationale :

« S'ils doivent faire vendre les biens d'une prestimonie ou fondation dont le desservant pourvu en titre perpétuel est chargé d'acquitter quelques messes et en même temps de faire les petites écoles pour les enfants de la paroisse (1). »

Le comité ecclésiastique répond le 30 août 1791 :

« Si les biens ont été affectés collectivement et indistinctement à ces deux objets, le Directoire peut ordonner on suspendre la vente selon qu'il le jugera le plus utile à la chose publique. Mais s'ils ont été affectés partiellement et distinctement pour chacun d'eux, il ne faudrait point procéder à l'aliénation de la partie de biens qui est affectée à l'éducation publique. »

Roussel, sachant à quoi s'en tenir, ne fera point vendre encore la Boissellerie, mais il provoquera ce que nous appellerions aujourd'hui la « laïcisation » de l'école :

On cherchera un bon sans-culotte, pour lui procurer le revenu de la propriété :

Au moment où le conseil municipal assemblé le 17 octobre 1791 va « instituer un concours pour la nomination d'un

(1) Archives nationales, D. XIX, p. 79 et 101.

maître d'école, au lieu et place du sieur abbé Foucher qui doit être destitué, conformément aux décrets qui défendent à tous ecclésiastiques non assermentés de faire aucunes fonctions publiques », cinq honnêtes et courageux citoyens se présentent pour faire opposition à la nomination du titulaire de la prestimonie, prétendant, en leur qualité d'héritiers des donateurs, soit rentrer en possession des biens, soit avoir le droit de désigner celui qui en aura la jouissance conformément aux intentions des donateurs.

Ces braves se nommaient : J.-B. Renard, Jacques, Jean et Julien Boëda, et Julien Signeux.

III

L'EXPULSION

Cette opposition met en rage le procureur qui réclame l'expulsion dudit Foucher, ajoutant : « qu'il est urgent que dans l'intérêt de nos concitoyens la place soit donnée à un capable d'instruire non seulement les enfants, mais encore pour « renouveler à tous les habitants les vrais principes de leur créance ! »

Docile ou terrifiée, l'assemblée municipale décide le 20 novembre 1791 :

« Que le sieur abbé Foucher sera tenu de déguerpir sous huitaine et d'abandonner ses bénéfices, faute de quoi le procureur est autorisé de faire jeter ses meubles dehors. »

Ce même jour il est décidé que des commissaires inspecteront les bâtiments, jardin et terres pour constater les abus et malversations si aucuns y avaient été commis.

Les premiers experts désignés se refusent à cette besogne de haine. Pendant que l'on convoque à nouveau la municipalité pour aviser le prêtre a congédié ses élèves, fait enlever ses meubles, bestiaux et récoltes qui sont dirigés vers les Vallées, chez sa sœur Louise.

Les officiers municipaux décident que le sieur Foucher sera tenu de payer les frais de signification d'avoir à dé-

guerpir, faite par l'huissier Cousin, et de procéder dès le lendemain, 5 décembre, à la visite des locaux vacants.

Les commissaires désignés sont de vrais « purs » : les sieurs Fouilleul des Landes et Ramard-Bodinière. Leurs investigations portent sur les moindres détails, carreaux fêlés, rayures et accrocs faits aux enduits par les écoliers, état des toitures, quantité de foin et de paille restant dans les greniers, laquelle est trouvée insuffisante. Ils constatent que le pressoir est en fort mauvais état, que la palissade de la cour est pourrie, qu'au jardin les 1.445 choux d'un grand carré ont été mengés (sic) par des bestiaux, ce pillage a été fait depuis le départ de l'abbé...

Quelle indemnité ces juges partiiaux réclamèrent-ils au prêtre ? Les archives locales ont certaines lacunes, très opportunément créées pour sauver la mémoire de certains officiers municipaux ou d'acquéreurs de biens nationaux.

L'école était fermée, l'heure de la proscription allait bientôt sonner pour le digne prêtre.

La commune est divisée en sections. La garde nationale a pris le titre de milice citoyenne et patriotique. Le jour Saint-Julien (janvier 1792) assemblée sous les ordres de Fouilleul des Landes, son colonel, la milice se réunit vers les une heure de l'après-midi sur la place de la Liberté (c'était l'ancien cimetière). Les compagnies, formées par sections sur deux rangs, état-major en tête, drapeau levé, tambours battants, précédées du sieur Guillaume Lévêque, tambour-major, pénètrent dans l'église et font la haie autour du chœur. La municipalité occupe les stalles de droite, l'état-major celles de gauche, et les vêpres solennelles sont chantées, suivies du *Domine salvum* et de la bénédiction. L'office liturgique achevé, une autre cérémonie commence, dont la relation a été conservée au registre des rapports :

« Le sieur Courteille, curé, fidèle et vertueux patriote, a fait un discours analogue à la cérémonie du serment qui a mérité les applaudissements, et ensuite, avec les sieurs Lafontaine et Dupont, ses deux vicaires, ont prêté entre les mains de nous, maire le serment civique. »

Alors le colonel Fouilleul prend la parole pour demander à ses hommes de prêter individuellement ce serment : « Jurez d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de maintenir la constitution de tout votre pouvoir et de verser jusqu'à la dernière goutte de votre sang pour la patrie. » Les mains se lèvent, et chacun des miliciens prononce à son tour : « Je le jure. »

Seul, le tambour-major Lévêque a une hésitation, il veut bien « être fidèle à la nation et au roi, mais il ne jure pas pour la constitution ».

Sur-le-champ on décide de le casser de son grade. Mais il y a un autre citoyen qui n'a pas prêté serment, cet abbé Foucher qui n'assiste même pas aux offices patriotiques et se contente de dire sa messe basse. Voici venue l'occasion de le soumettre à une épreuve décisive.

Pendant que s'achève l'appel nominal, le colonel Fouilleul des Landes, le commandant Loisel, l'officier Fouilleul-Pérouinière sortent avec un détachement de miliciens, drapeau déployé. Ils vont chercher le réfractaire aux Vallées, chez sa sœur.

Laissons de côté les archives, et transcrivons les notes dictées à son petit-fils en 1851 par une autre Louise Foucher, qui était la nièce du proscrit :

« Le prêtre est là. On le contraint de suivre la troupe à l'église. Là, les gardes nationaux, l'arme au bras, se forment en cercle autour de la chaire où il doit monter et faire le serment solennel d'obéir aux ordres de l'Assemblée nationale. Il monte. Va-t-il faillir ? Il a promené ses regards sur la foule, mais l'appareil d'épouvante n'a point glacé en lui la ferme conscience du devoir.

« Messieurs, dit-il d'une voix assurée, j'acquiescerai « de tout mon cœur aux ordonnances des états généraux, « puisque leur volonté est celle de la nation, mais si la « loi qu'ils imposent aujourd'hui au clergé n'est pas ap- « prouvée par le Souverain Pontife, je ne puis m'y sou- « mettre, car lui seul peut réformer la discipline et je veux « vivre et mourir dans l'Eglise catholique, apostolique « et romaine. Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. »

« Et il descend. Le curé s'est retiré, confus et piqué par le remords, le peuple reste immobile d'admiration, les satellistes vocifèrent, mais ils n'osent pas encore porter la main sur lui. »

Quelques jours plus tard, le 8 février, le procureur Roussel requiert « que les réfractaires soient conduits devant le juge pour subir la sanction que devra supporter leur crime ».

C'est l'arrestation décidée. Cédant aux raisons de sa sœur qui lui remontrait l'inutilité de s'exposer bénévolement à la prison et au massacre, le prêtre se mit en quête d'un refuge.

M. de Gallery, du Manoir, avait pratiqué pour lui-même une cachette dans le pignon-est de son logis, il consentit généreusement à y abriter le proscrit. Afin de ne pas éveiller les soupçons, Louise Foucher, des Vallées, affecta de ne point s'occuper du disparu. Ce fut le chef de la famille, le maître de Fortenoë, qui se chargea d'assurer sa subsistance.

La dernière née de ses enfants, la petite Louise, quittait la maison de Fortenoë, le soir, bien tard. Elle tremblait fort en posant ses pieds sur les grosses pierres qui constituaient le passage des piétons au milieu des eaux tumultueuses du gué de Fortenoë, et, prenant garde d'être aperçue, elle abordait par une ruelle sombre, qui était le chemin de l'ancien cimetière, un hameau de deux feux, nommé le Placitre de la Boissellerie. Dans une maison écartée, habitait un brave homme, aide-jardinier au Manoir. Elle pénétrait chez lui, et sortait alors de dessous son tablier les provisions de pain, de beurre, de lard froid, que le journalier emportait le lendemain en allant à son travail. Ainsi les soupçons étaient déjoués.

Le prêtre éducateur expulsé, en fuite, la municipalité va-t-elle se préoccuper de trouver un maître d'école pour les enfants des pauvres ?... Elle a bien d'autres soucis, et se contente de mettre à la Boissellerie un fermier...

Le printemps et le début de l'été 1792 se passent dans un calme relatif. Le prêtre, se croyant oublié, reparait chez sa sœur. Toutefois, celle-ci prévoyante, et redoutant un retour des persécuteurs, avait aménagé une cachette sous

le foin, dans le grenier de l'étable attenant à sa maison.

Mais la journée révolutionnaire du 10 août devait déclancher par toute la France le signal des violences. Deux jours et demi plus tard, le 13, un émissaire du district arrivait à Mantilly vers minuit, il apportait l'ordre de sonner le tocsin, de battre le tambour par les chemins, de rassembler la garde nationale qui devra rester en armes de jour et de nuit.

Et la chasse aux suspects commence.

Citons de nouveau les souvenirs de la nièce du prêtre :

« Un jour, des soldats envahissent sa demeure. Il avait été trahi — le misérable ! que Dieu lui pardonne ! — Ils fouillent par toute la maison. Il était dans sa retraite. Ils montent dans le fenil, sondent, enfoncent leurs baïonnettes dans le foin. Le pauvre prêtre, blotti sous le fourrage, entendait leurs menaces, il sentit même la pointe d'une baïonnette lui piquer le côté, et déjà il recommandait son âme à Dieu, mais les soldats ne voulurent point se donner la peine de détasser le foin et ils s'en allèrent. Mais ce ne fut pas fini...

« Huit jours après ils revinrent plus nombreux, guidés comme toujours par M. Fouilleul ; ils étaient sûrs, dirent-ils, que l'abbé Foucher était là.

« Mon oncle, cette fois, n'avait point eu le temps de se cacher, il était dans son cabinet où il travaillait, il n'eut rien de plus pressé que de passer le manche de son couteau sur le loquet de la porte.

« On frappe à coups redoublés... La porte va être enfoncée. Il regarde par sa fenêtre, la cour est pleine d'hommes en armes ; dans son désespoir, il saute et tombe au milieu d'eux... O ! miracle de la Providence ! pas un seul ne pose la main sur lui, ils restent tout stupéfaits et le regardent défilér à toutes jambes vers le gué de Fortenoë, n'emportant que son bréviaire.

« Les chefs, qui étaient dans la maison, arrivent et crient sur leurs gens, mais il est déjà hors de vue.

« Il courut ainsi sans regarder derrière lui jusque dans le champ de la Petitière qui touche à Haut-Etang, et caché

dans les genêts y attendit la nuit. Nous étions bien inquiets sur son sort, lorsqu'un homme de la Petitière qui l'avait recueilli, vint de sa part nous annoncer ce que je viens de conter, et nous dire que malgré le dessein qu'il avait formé de rester toujours à Mantilly afin de pourvoir aux besoins les plus pressants des fidèles, il était résolu de quitter le pays la nuit même, car persister serait s'exposer de plein gré à une mort certaine.

« Nous reçûmes quelque temps après une lettre de lui, elle était de Mayenne. Il était, nous disait-il, chez le maire de cette ville.

« Ce magistrat qui était tout entier au bien de ses administrés et aux intérêts de la religion, employait l'expédient seul alors capable de remplir ses vues ; il poursuivait en apparence les prêtres et les aristocrates, mais avait-il découvert un prêtre, il le recélait sous main chez lui et ils étaient à l'abri de toutes perquisitions. »

L'abbé Foucher, dès le lendemain de sa fuite, fut dénoncé comme émigré. Dès le 31 août, les meubles du village Vallée étaient saisis. La vaillante sœur ne se laissera point dépouiller. Par le ministère de François Barin, ex-huissier au tribunal du district, elle fit opposition à la vente des meubles saisis à son domicile. Cette opposition fut reconnue valable, pourvu que la personne en possession des meubles de l'émigré signât un engagement de les représenter à toute réquisition et de fournir caution. La sœur signa l'engagement, et le frère aîné, Jacques, se présenta comme caution.

Le neuf octobre, Michel-Siméon Foucher, prêtre insermenté, était inscrit sur la liste des émigrés. Son signalement était transcrit sur l'état des réfractaires :

« Foucher, Michel-Siméon, prêtre, 47 ans, 5 pieds, 2 pouces et demi, Mantilly.

« Cheveux et sourcils noirs mêlés, front étroit, visage maigre et long, nez aquilin, yeux gris bleu, bouche grande, menton long et fourchu... »

Les troubles et la terreur vont se répandre dans les campagnes normandes.

IV

LES ENFANTS A LA NATION

La République est proclamée le 22 septembre (1^{er} vendémiaire an I) ; de nouveaux serments sont réclamés. Cette fois ils ne se prononcent plus à l'église, c'est dans la salle de la mairie, au premier étage de la maison du sieur Noël, cabaretier. Les fenêtres sont ouvertes sur la place, où les curieux sont rares pour ouïr maire, officiers, clergé. Bientôt le rôle de ce clergé constitutionnel sera réduit à néant. On lui enlève la tenue des registres de l'état-civil, en attendant l'inventaire et la réquisition des vases et ornements sacrés, des cloches, etc.

Mais l'école ? Que devient-elle ?

Des décrets sont édictés, qui ne pourront de longtemps recevoir d'application. Celui du 12 décembre 1792, sur le rapport de Joseph Chenier, marque un premier essai d'organisation de l'instruction primaire. Un autre, du 12 mai déclare que « l'enfant appartient à la nation ». Sur cette monstruosité, on décide que les enfants des citoyens seront nourris et instruits en commun !... Cette chimère est détruite le 30 du même mois sur un rapport de Barrère, par le vote instituant création d'une école primaire dans tous les lieux qui ont de 400 jusqu'à 150 individus. Mais de budget, point ; de ressources pour ces écoles, il n'est pas question. Aussi, tous ces décrets ne reçoivent pas même un commencement d'exécution.

Les municipalités ont bien d'autres soucis. Il leur faut opérer des réquisitions ou levées de « volontaires » lesquels sont désignés à l'élection (1) ou tirés au sort. De rudes accrocs sont faits à l'égalité pour éviter à certains citoyens amis ou fonctionnaires d'être compris sur les listes. Des haines commencent à se manifester. Les sans-culottes vont redoubler de violence. Les perquisitions, la chasse aux suspects vont commencer.

(1) Les archives municipales contiennent de longs procès-verbaux de ces « élections de volontaires » qui n'avaient pas lieu sans protestations, longueurs et troubles de tout genre.

Louise Foucher, la sœur du prêtre instituteur, reçoit les enquêteurs, dont le procès-verbal mentionne :

« Chez Louise Foucher, dernier domicile du sieur abbé Foucher, son frère, absent, nous n'avons trouvé aucune arme. »

Ces braves gens — c'était le maire et non le colonel de garde nationale qui présidait la perquisition — ne qualifient pas « d'émigré » le prêtre fugitif. Ils seront bientôt suspectés et dénoncés pour leur modérantisme.

Les habitants sont harcelés de réquisitions de grains et de récoltes de toute nature ; ce sont des visites domiciliaires perpétuelles : pour rechercher des suspects, des prestres insermentés, des jeunes gens qui se dérobent à la conscription ; pour mesurer les tas de grains, etc.

Au printemps de 1794 les réquisitions portent sur le bois de chauffage, la literie, le linge, les fourrages (l'église est transformée en magasin à fourrages) ; sur les hommes mêmes auxquels on impose des corvées.

Les pères des réfractaires seront emprisonnés, leurs biens seront saisis, leurs récoltes vendues sur pied. A quel paroxysme de colère certains jeunes gens ne sont-ils point alors parvenus !

Car il n'est pas téméraire de penser qu'emprisonnements, saisies, étaient parfois dirigés contre telle famille, soit par des haines anciennes, soit par des cupidités nouvelles, et que les noms des délateurs ou des instigateurs de poursuites devaient se chuchoter ? Que de vendettas de personne à personne, de famille à famille durent s'accomplir à la faveur des troubles et de la désorganisation des pouvoirs publics ? L'incident que nous allons rapporter pourrait n'être qu'un cas banal d'attaque sur la grande route de marchands se rendant à une foire. Il semble cependant impossible de le détacher des événements historiques qui font l'objet de cette étude.

V

DÉSORDRES ET VENDETTAS

Le 2 messidor an II (20 juin 1794), Etienne Guesdon, marchand drapier et mercier au bourg de Mantilly, Jean Le Royer-Montrobert (1), marchand de vins et eaux-de-vie, se rendaient à la foire de Fougères. Trois autres habitants de la commune les accompagnaient : Nicolas Joubin, Fouilleul, officier municipal, et Ferrare-Fourmont, agent national. Ils cheminaient à pied, recherchant les grandes routes, sans souci d'allonger leur parcours qui devait être de douze lieues. Le long du chemin, à Saint-Denis-de-Gastines et à Ernée, d'autres voyageurs s'étaient joints à eux.

La petite troupe, composée de huit hommes et d'un enfant, suivit alors cette route d'Ernée à Fougères par la Pellerine, qui devait être le théâtre de chocs fameux entre chouans et « bleus ».

Vers quatre heures du soir les voyageurs approchaient de Fougères dont ils n'étaient plus qu'à une lieue et demie, lorsqu'en descendant un des vallons étroits et boisés, au fond desquels coulent les affluents du Coesnon, entre Fleurigné et Beaucé, ils aperçurent, à mi-côte, venant à leur rencontre, une bande d'une vingtaine d'hommes armés de fusils, de pistolets et de sabres. Un certain émoi se manifesta parmi les marchands. Le citoyen Fouilleul, en sa qualité de commandant de garde nationale, pensa qu'il s'agissait d'une troupe analogue, il se détacha de ses compagnons, avançant à la rencontre de la troupe, mettant en pleine lumière la cocarde tricolore qu'il portait à son chapeau.

— Qui vive ? cria-t-il.

— Républicains ! répondirent les hommes en agitant leurs chapeaux au bout de leurs fusils.

— Il n'y a rien à craindre, ce sont des frères, des répu-

(1) V. sur ce Le Royer-Montrobert l'étude *L'Elixir de Vendémiaire* parue dans le *Pays Bas-Normand* sur le commerce et la fabrication des eaux-de-vie de 1789 à 1815.

blicains, dit alors Fouilleul, en se retournant vers ses compagnons.

Il continua sa route, pendant que ses compagnons allongeaient le pas pour le rejoindre. C'était pour mieux tomber dans le guet-apens.

« Six de ces brigands, rapporta Etienne Guesdon, se jetèrent d'abord sur Fouilleul, le volèrent de tout ce qu'il avait d'assignats et lui prirent sa montre, sa tasse d'argent, ses boucles de jarretières d'argent, de petites guêtres de cuir, son couteau, son mouchoir et son manteau. Deux autres interpellèrent Ferrare en s'écriant : « Comment s... « b... tu as des pistolets et de la poudre, tu es républicain ! » Ils le renversèrent, lui prirent un portefeuille qui leur parut maigrement gonflé. Ferrare fut dépouillé de sa montre, de ses pistolets et d'un petit habit de cotonnade. Ces vols accomplis, les brigands tuèrent à coups de sabres et de fusils Fouilleul et Ferrare. Leurs compagnons Joubin, Guesdon, Le Royer furent rançonnés. Le premier leur remit une poignée d'assignats et de numéraire, le second leur versa 500 livres, le troisième dut leur abandonner 2.400 livres. Quant aux autres marchands, ils s'étaient enfuis dans la campagne.

Ne paraît-il pas étrange que dans cette attaque sur la grande route, seuls aient été massacrés les membres du comité de salut public ? Etaient-ils attendus par quelques-unes de leurs victimes enfuies de Mantilly, ou désignés à la vindicte des bandes de chouans qui commençaient à parcourir le nord de la Mayenne et le Passais normand ? L'opinion publique n'en douta point. Les municipalités tremblèrent, pendant que, dans les communes, des bandes commencèrent à menacer la nuit les demeures des terroristes trop zélés. Ceux-ci coururent se réfugier à Domfront.

Pendant l'an III ce ne sont que pillages. Les chouans vont perquisitionner chez un fermier de Fouilleul, à la recherche de fusils et de poudre ; ailleurs ce sont des « bleus » en quête de prêtres ou de réfractaires qui vont de ferme en ferme, vident tonneaux et saloirs. Il n'est guère de maison qui n'ait reçu la visite des uns ou des autres.

VI

ELECTIONS D'INSTITUTEURS

Plus de culte. Le curé Courteille, en mai 1794, se voit contraint de déguerpir du presbytère pour céder la place, partie aux militaires du bataillon de Saint-Pol que doit loger la commune, partie à un maître d'école.

Car la Boissellerie a été vendue comme bien national, et acquise par Fouilleul, le persécuteur de l'abbé Foucher.

Tandis que la loi du 29 frimaire an II a décrété d'une part la liberté d'enseignement pour tous les citoyens sous le contrôle des comités de surveillance, elle instituait d'autre part l'enseignement primaire obligatoire et gratuit... à la charge des communes.

Le 10 prairial an II (31 mai 1794) le corps municipal et le comité de surveillance se réunissent pour élire un instituteur.

Les voix se réunissent sur le nom du sieur Harcher de la Rablais, demeurant alors commune de Buéc. « L'agent national demeure chargé de lui écrire pour l'inviter à accepter la place et à s'y rendre incessamment, il aura pour logement partie de la maison du cy-devant presbitère, qui lui sera désignée, avec partie du jardin. »

Mais il a été plus facile de détruire qu'il ne sera de réorganiser. Le citoyen Harcher, instituteur nommé, ne se présente point pour en faire fonctions, les conditions de logement et de cohabitation au presbytère avec les troupes n'avaient, il faut le reconnaître, rien d'engageant.

Aucun candidat de la commune ou des communes voisines ne se présente... on agira donc d'autorité :

« Le citoyen Etienne Le Monnier, cy-devant maître d'école des jeunes enfants est requis de se transporter à la maison commune » (17 vendémiaire an III). On lui annonce sa nomination, lui enjoignant de venir s'installer au bourg.

Ce jeune homme de 28 ans s'est montré loyal citoyen, il a même tenu les registres d'état-civil pendant dix-huit mois, mais il n'a rien d'un sectaire, il refusera de s'installer au presbytère.

Il allègue une raison pour refuser : « Sa mère, veuve, a l'embarras d'une ferme, il ne peut l'abandonner. » La municipalité insiste. On finit par une transaction. L'instituteur réquisitionné accepte sa nomination, mais il ne quittera pas son logement de Rubesnard. Son ancienne école privée devient ainsi l'école publique. Il commencera sous huitaine.

Un nouvel ordre de choses commence à remplacer l'ancien. Ce sera une organisation bien précaire et défectueuse jusque vers l'an VII.

VII

UNE ACCALMIE

Qu'est devenu, pendant ce temps, l'abbé Michel-Siméon Foucher ? Caché à Mayenne, ou aux environs, il y a couru de graves dangers.

« Un jour, il était caché derrière des fagots, en compagnie d'un autre prêtre. On vient, ils avaient été dénoncés. L'abbé Foucher crut de son devoir de pourvoir à sa vie en changeant de retraite, et, cette fois encore, il échappa. Son compagnon, anéanti, ne sut ou ne put fuir, on lui arracha les ongles, on hacha les doigts, et enfin on le décapita après ces horribles tortures (1). »

Malgré le décret de la Convention sur la liberté des cultes, la persécution continuait, les meurtres sans jugement restaient fréquents, les arrestations nombreuses, et les prêtres assermentés eux-mêmes n'étaient pas épargnés.

Or, pendant ce temps, la chouannerie normande s'organisait sous l'impulsion méthodique de Frotté, de ses recruteurs et lieutenants, Moulin dans la région de Flers, Michel Guesdon dans les districts de Domfront et de Passais.

Après dix-huit mois de luttes en guerre de partisans, un traité de paix se signa près d'Alençon entre les chefs royalistes et les généraux Dumesnil et Victor, le 6 juillet 1796, les principales conditions étaient les suivantes :

(1) Souvenirs de Louise Foucher, sa nièce.

« Libre exercice du culte catholique, liberté et admissibilité à tous les emplois pour les chouans qui rendront leurs armes et se soumettront aux lois de la République. »

A Mantilly les soumissions se multiplient, ainsi que les demandes de passeports. Le curé Courteille reparaît et célèbre ostensiblement la messe. pendant qu'il fait de secrètes démarches pour rentrer dans le sein de l'Eglise romaine.

Louise Foucher va s'employer pour faciliter le retour de son frère l'abbé. Elle se rend d'abord près de la municipalité, pour en obtenir un certificat de non émigration. Les sectaires se sont éclipsés. Leurs chefs, Fouilleul et Ferrare sont morts dans les circonstances tragiques relatées plus haut. Cousin qui avait commis l'imprudence de quitter Domfront pour revenir chez lui avait été assassiné dans sa maison avec Joubin l'Epine ; Roussel se garde de reparaître ; les honnêtes gens sont revenus au pouvoir. Ils délivrent le certificat suivant :

« Nous, adjoint municipal et citoyens de la commune de Mantilly, canton de Passais, certifions et attestons que Michel Foucher de la commune de Mantilly s'est toujours comporté en bon et loyal citoyen, certifions de plus qu'il n'a jamais émigré, ni porté les armes contre la République, qu'il a toujours témoigné le désir de la paix et du bon ordre. Délivré à la maison commune le 26 thermidor an IV de la République, pour servir et valoir audit Foucher ce qu'il appartiendra. »

Les signatures sont : Le Cornilleau, adjoint ; Olivier, Rainfray, Plessis, Bagot, cultivateurs, et le secrétaire est le citoyen Le Monnier, maître d'école.

Munie de ce certificat, la sœur fidèle peut obtenir du général commandant les troupes de Mortain, le sauf-conduit ci-après :

« Il est permis au citoyen Michel Foucher de rester (*rentrer*) dans ses foyers, et les commandants et la force armée veilleront à ce qu'il ne soit inquiété en quoi que ce soit, et feront respecter sa propriété et sa personne. — Au quartier général, à Mortain, le 19 fructidor 4^e année. Le général commandant la 3^e subdivision : Dugonnet. »

Dès le lendemain, le passeport est rapporté à Mantilly et enregistré.

Le certificat de civisme et la carte de sûreté délivrés à l'ex-curé, sont loin d'être aussi clairs : on sent qu'une influence amie et éclairée a multiplié les démarches directes en faveur du prêtre proscrit.

Celui-ci peut reparaître dans sa famille. Il profite de son passage pour bénir et régulariser plusieurs unions qui n'avaient pu être que civiles (1).

Mais l'apaisement sera de courte durée. Les lois contre les prêtres sont remises en vigueur en 1797 et la persécution recommence pour durer jusqu'en 1799.

L'abbé Foucher reprend sa vie de proscrit, errant de paroisse en paroisse, se cachant dans les taillis et les bois nombreux entre Mantilly et Mayenne, recueilli par de braves gens chez lesquels il officie la nuit. Le fugitif a célébré ainsi à Mantilly, à Saint-Aubin et dans d'autres paroisses de l'archidiaconé d'Ernée.

VIII

RETOUR DU PROSCRIT

Dom Piolin, l'érudit auteur de l'histoire de l'Eglise du Mans, raconte (t. X, p. 94) en quelles circonstances le culte public fut rétabli à Mayenne, à la fin de l'hiver qui suivit le 18 brumaire, c'est-à-dire vers avril 1800.

Le maire de la ville, Cheminant, après un entretien avec le procureur général d'Angers, « fit savoir par l'intermédiaire de personnes pieuses aux prêtres cachés, qu'ils pourraient le dimanche suivant dire la messe et les vêpres dans l'église de l'hôpital... » Le soir même, à la nuit tombante, deux prêtres se présentèrent chez le maire, il leur promit aide et protection... Les prêtres qui se montrèrent ce jour-là étaient... Michel-Siméon Foucher, de Mantilly, etc...

(1) Les actes religieux de 1803 à 1810 portent, aux baptêmes, mention de la légitimité de l'union des parents contractée devant M. un tel, prêtre catholique. L'exploration de ces registres permet de découvrir les traces du passage de prêtres fugitifs ou cachés.

Le maître d'école peut, dès lors, circuler sans danger. Il revient dans sa famille, et le 6 juillet, il rédige un acte de baptême.

Dépouillé de son école, errant, n'ayant pas de titre de cure ni de vicariat, que va-t-il faire ? Au cours de ses pérégrinations dans les campagnes, il a su que la paroisse de Vieuvy, à quatre lieues de Mantilly, est dépourvue de prêtres : il se dévoue pour la desservir.

Sans titre (1), sans traitement, vivant de ce que sa sœur peut lui faire parvenir de portion de revenu et des aumônes des fidèles, il remplit avec un dévouement inlassable sa tâche d'apôtre.

De temps en temps il se rend à Mantilly, par exemple pour l'inhumation de Michel Guesdon, le frère de son ancien condisciple, décédé à l'Erable, en avril 1801.

Mais ce n'est pas lui qui vient consacrer le mariage de Louise Foucher, la jeune nièce, qui le ravitaillait en sa cachette du Manoir, et d'Etienne Le Monnier, l'instituteur public.

Son ministère l'absorbe désormais, et va bientôt l'épuiser.

Au début de l'an XI, il meurt presque subitement. Son acte de décès est ainsi rédigé le 15 pluviôse an XI :

« Foucher Michel-Siméon, décédé le 14 pluviôse, à deux heures du matin. Exerçant la profession de prêtre, âgé de 58 ans, né à Mantilly, département de l'Orne, ledit Foucher Michel-Siméon était prêtre desservant la cure de la commune de Vieuvy... la déclaration à moi faite par Foucher Jacques, frère, laboureur, âgé de 69 ans et le citoyen Michel le Templier, domicilié à Mantilly, neveu. Signé Jamoteau Michel, maire de Vieuvy. »

L'inhumation fut présidée par M. Chorin, curé de Désertines, qui avait été aussi un prêtre proscrit. Assisté de MM. Binet, desservant de Lévaré, Le Tourneur, de Colombiers, Lottin desservant de Saint-Aubin. Le corps de ce digne prêtre fut déposé dans le petit cimetière qui entoure

(1) Il semble avoir eu, par la suite, le titre de vicaire de Saint-Aubin-Fosse-Louvain, doyenné de Gorron.

l'église de Vieuvy. Nulle trace de sa tombe ne subsiste. Jusque dans la mort, ce savant, ce dévoué, ce généreux, restera un modeste.

Son cœur demeurait attaché à sa paroisse natale. Il gémissait du délabrement de l'église dont la toiture était à demi effondrée, dont la sacristie était vide d'ornements et de vases sacrés.

Aussi, ses dernières volontés intimèrent à ses héritiers l'ordre de remettre à l'église de Mantilly tout ce qu'il possédait en fait de linge d'autel et d'ornements. La liste en est assez longue :

Trois chasubles de couleur, une garnie de galon de soie jaune, les autres en or, cinq étoles de couleur, trois manipules, trois voiles, une chasuble noire garnie en argent avec un voile, une étole et deux manipules, une housse ou tour de dais décorée d'un galon et frange en or, quatre nappes pour couvrir l'autel, deux aubes, six serviettes, six corporaux, douze purificateurs, une bannière avec sa frange en argent...

Combien, parmi ces objets avaient été brodés par la sœur si dévouée, Louise Foucher des Vallées ? Par quel miracle d'ingéniosité a-t-elle pu, pendant la tourmente, les dérober aux recherches, perquisitions et saisies ?...

Le prêtre, « son prêtre », mort, la pieuse et courageuse veuve ne sentait plus rien la retenir à la terre. Elle l'alla rejoindre au ciel l'année suivante, le 10 fructidor an XII (24 août 1804), elle était âgée de 72 ans.

IX

LA NOUVELLE ÉCOLE

Et l'école ? Que devenait-elle ?

Le sieur Le Monnier, instituteur, et son épouse Louise Foucher, nièce de l'abbé, vécurent d'abord à Rubesnard. Vers 1806, M. de Pennard, retour d'émigration, installa son locataire, maître d'école à Beauregard, une autre de ses propriétés. Un peu plus tard on le vit proposer aux

héritiers de Fouilleul de leur céder cette terre de Beauregard en échange de la Boissellerie.

Les descendants de l'acquéreur de l'ancienne prestimonie acquiescèrent à ce projet dans lequel tous les avantages étaient pour eux.

Quelle était la pensée secrète du châtelain en faisant ce sacrifice ? Ne songeait-il point à rendre quelque jour le domaine à sa pieuse destination ? On peut le supposer. Cet échange eut pour résultat d'obliger l'instituteur à quitter Beauregard et à chercher un domicile.

Par quel hasard, ou par quelles voies de la Providence le successeur laïque du prêtre instituteur fut-il amené à s'installer à Bel-Air, maison située à mi-chemin entre la Boissellerie et les Vallées ?... En ce lieu, de quelque côté qu'ils portassent leurs regards, le maître d'école et sa jeune femme ne pouvaient voir que toits, arbres, sentiers, leur rappelant le souvenir de leur saint oncle, la mémoire de leur courageuse tante, Louise Foucher, des Vallées. A cent cinquante pas à l'ouest, la Boissellerie, devenue simple ferme ; au nord, le gué de Fortenoë et la maison des ancêtres ; traversant leur jardin, le sentier qui conduit aux Vallées ; devant eux, le clocher... N'est-il pas permis de penser qu'ils y avaient été conduits, sans le savoir, par le prêtre instituteur, qui, du ciel, continuait de veiller sur l'enfance, inspirant le maître et bénissant les écoliers.

J.-Romain LE MONNIER.

LA CHASSE DU LOUP

LÈS GENTILSHOMMES LOUVETIERS de Normandie et du Maine

(Conférence donnée à la Société Historique et Archéologique de l'Orne, le 20 Avril 1926)

MESDAMES, MESSIEURS,

Pourquoi la Société Historique de l'Orne, parmi de doctes littéraires ou éloquents travaux, n'aurait-elle point placé une de ses conférences sous le patronage du grand saint Hubert ? — La Chasse, n'est-il pas vrai ?, a son histoire, comme toutes les passions humaines ; elle a même son histoire normande.

Et au surplus, ne quitterons-nous pas volontiers les aspects ingrats de notre époque troublée, pour découvrir, en des temps plus sereins, ce que fut le noble labeur de vénerie, dispensateur d'émotion et de belle humeur ?

La Chasse — je m'excuse de remonter au déluge, j'en vais rapidement descendre — fut, ne l'oublions pas, un instinct nécessaire aux premiers humains. Sur le seuil de la caverne, où le vieillard entretenait la précieuse conquête du feu, où les femmes tressaient les lianes et allaitaient l'enfant, il fallait bien qu'une troupe virile rapportât, lié aux quatre membres et pendu sur l'épieu, l'ours ou l'antilope.

Que dans l'homme civilisé, l'instinct, le sens intime et mystérieux, parfois survive, quoi d'étonnant ? N'a-t-il pas

gardé sa puissance chez ces riverains de la forêt qui, calmes et méditatifs, suivent, l'œil à terre, la ligne droite des sommières, et s'arrêtant brusquement pour soulever quelques feuilles mortes, notent la récente passée d'un animal ?

Parlons donc de la Chasse. Et si d'aventure, Mesdames, j'avais à m'excuser auprès de vous de heurter quelques scrupules de votre sensibilité, j'invoquerais, avec les vrais chasseurs, les droits du sang-froid, de l'adresse, de l'intelligence contre la force, la ruse ou la vitesse par où se défend le gibier libre et sauvage. Je ne sache point d'ailleurs que le sort prosaïque de l'honnête bœuf normand, laissé courre vingt-quatre heures en de mornes wagons sur des circuits ferrés, pour être porté bas en une obscure Villette, soit plus enviable que celui du courageux dix-cors forcé et portant la hotte.

Mais, pour être sûr d'obtenir des suffrages auxquels je tiens, je choisirai comme bête de chasse la moins sympathique qui fût, celle dont on effraya de tout temps les marmots, parce qu'elle ne cessa pas d'effrayer les grandes personnes : le loup.

Le Loup ! Pour vous présenter cet animal, on pourrait croire que le meilleur introducteur fût le classique Monsieur de Buffon. Mais — est-ce parce qu'il écrit d'une main majestueusement ornée de manchettes ? — Buffon, en ses pages d'un haut style, a souvent le tort de juger les bêtes du point de vue des sentiments humains.

Le voici par exemple qui prône l'humeur farouche du loup, refusant de vivre en société. Eh ! ne faut-il pas à ce carnassier, pour trouver pâture, un large carré de forêt, dont il ait l'exclusivité... (au moins temporaire, car le loup est le bohème du monde des bêtes) ? Raison tout alimentaire de sa solitude.

En revanche, le naturaliste taxera le loup de lâcheté. Mais sa lâcheté n'est que logique : si la lutte est inégale, il choisit ses armes les plus sûres, et il se bat à la course.

Demandons plutôt à messire Jean Clarmorgan, contemporain des derniers Valois, « combien mauvaise et cruelle beste est le loup ». — « Le loup est donc, dit-il, une bête

ayant poil gris mêlé de noir, blanchâtre sous le ventre, la tête grosse, armée de dents grosses et longues, d'aureilles courtes et droites, dont est sorti le proverbe : Je tiens le loup par les aureilles, quand celui qui parle est en doute de ce qu'il doit faire. » Nous croyons sans peine en effet au peu de sécurité d'une pareille position. — Vous tiendrez-vous pour fixé, quand vous saurez en outre que « les yeux du loup rendent lumière de nuit, comme éclairé chandelle » ?...

Mauvaise rencontre, à tout prendre, peu de gens pouvant compter, comme l'aimable filleule de Louis XI, sur un Miracle des Loups... Ils en surent pour leur malheur quelque chose, au siècle de Jeanne d'Arc, les quatorze habitants de Paris qui, en une semaine d'hiver, entre Montmartre et la porte Saint-Antoine, furent dévorés par les loups, au témoignage d'un bourgeois de la capitale en son Journal, pendant que guerroyaient Bourguignons et Armagnacs.

De bonne heure, dans notre histoire, on songea à se défendre contre les déprédations des loups.

Charlemagne créa la *Louveterie*, en instituant en l'an 813 les « luparii » au nombre de deux dans chaque vicairie ou subdivision de comté. Mais, dit gravement le maître des forêts auquel j'emprunte ces détails, les « luparii » eurent le sort de la savante administration que ce grand homme avait eu la témérité de rêver pour la rude société qu'il gouvernait.

Et pourtant la France, couverte encore de forêts (au x^e siècle, la forêt des Ardennes était huit cents fois plus étendue qu'aujourd'hui Ecouves), foisonnait de loups.

Des louvetiers réapparaissent au xiv^e siècle, mais ils abusent, se font loger, héberger par les populations, revendiquent le monopole de la destruction des animaux nuisibles, sans en laisser le droit aux propriétaires ou usagers. *Le peuple se plaint des louvetiers...* Charles VI les révoque en masse en 1395, voulant à l'occasion du mariage de sa fille avec le roi d'Angleterre, « faire vivre le peuple en paix ». Mais aux Etats-Généraux de 1413, *le peuple se plaint des loups...* On rétablit les louvetiers, autorisés à lever deux deniers

parisis par loup sur chaque ménage et à deux lieues à la ronde.

L'office de grand Louvetier paraît remonter au règne de Charles VII, et les louvetiers des provinces sont seigneurs et maîtres dans la destruction de la bête sauvage jusqu'à ce qu'Henri IV accordât aux maîtrises des forêts le droit de battue... ce qui, pendant deux siècles, valut des conflits homériques entre forestiers et louvetiers.

Cependant, le simple droit de chasser le loup, fût-ce sur domaine privé, le peuple ne l'avait pas. Voici le passage du cahier des doléances de la paroisse d'Hesloup près Alençon, daté du 1^{er} mars 1789 : « Dans tous les bois, il y a beaucoup de loups, qui abiment, mangent et dévorent tout. Messieurs, nous vous demandons de nous accorder la permission d'y faire la chasse toutes les fois qu'il en sera besoin. »

La nuit du 4 août fit disparaître, en son enthousiasme aux tragiques lendemains, le privilège séculaire de la chasse. Mais les lieutenants de louveterie, réorganisés en 1805, conservés en 1830 sous la juridiction, devenue plus paternelle des Forêts, existent encore, réduits, il est vrai, à menacer seulement le sanglier ou le blaireau.

De tout temps, des lois spéciales ont fait au loup l'honneur de mettre sa tête à prix. La loi de messidor an V accorde à tout citoyen 50 livres par louve pleine, 40 par loup, 20 par louveteau, et 150 par loup enragé, lorsqu'il sera constaté qu'il s'est jeté sur des hommes ou des enfants.

Comment chassait-on autrefois le loup ? Sans recourir à Xénophon, premier écrivain cynégétique, Gaston Phœbus, comte de Foix, avait déjà vers 1350, devant que l'arquebuse et le fusil n'aient fait leur apparition, ses idées sur le sujet ; il écrivait, entre deux chevauchées, des *Déduiz de la Chasse des Bêtes sauvaiges*. Clarmorgan, déjà nommé, premier capitaine de la Marine du Ponant, dédiait au roi Charles IX sa *Chasse du Loup, en laquelle est contenu la nature d'iceux, et la manière de les prendre, tant par chiens, filets, pièges, qu'autres instruments*. Charles IX, pour que nul ne l'ignore, était en effet animé du feu sacré de la vénerie et mourut à vingt-quatre ans, dit son chirurgien Ambroise Paré,

« pour s'être trop fatigué à sonner de la trompe à la chasse du cerf, qui lui avait gâté son pauvre corps ». Nous verrons qu'heureusement la chasse ne terrasse pas si tôt ses fidèles, et que plusieurs d'entre eux sonnèrent le bien-aller jusqu'au delà de quatre-vingts ans.

Consultons encore la *Vénerie Royale* du sieur de Salnove, la *Noble et furieuse Chasse du Loup* de Robert Monthois, et du Fouilloux, et Le Verrier de la Conterie, notre compatriote de Saint-Brice-sous-Rânes, et le marquis de Cherville, et Le Couteulx... J'en passe.

On a longtemps chassé le loup en l'attirant au carnage par traînées, c'est-à-dire en traînant sur un assez long parcours le corps d'un animal domestique ; on a pris le loup par pièges et trappes ; on l'a traqué et poussé ainsi, à renfort d'hommes et de bruit dans un triangle de filets, où l'étranguaient des mâtins bien choisis. Depuis, on l'a chassé à cor et à cris, soit à cheval, le fusil à la botte, en prenant les devants pour le tirer, soit à pied en gardant l'enceinte, où on l'avait détourné à trait de limier.

Pour détourner la bête, il faut de bon matin, en faisant les dehors d'enceintes de bois successives, s'assurer qu'elle n'est pas sortie d'un canton déterminé. Le valet de limier, dont l'art est difficile et passionnant, tient le chien au trait, c'est-à-dire par une lanière de cuir fixé à un collier spécial, appelé botte, qui l'empêche de donner de la voix. On le fait passer devant ; et lorsque le limier décèle au nez le passage récent de l'animal, et se tient fixe, au bout du trait tendu, on regarde le sol pour essayer de voir, d'après l'empreinte du pied, quel est le sens où va la voie, quel est le sexe et l'âge. Le valet de limier jette à terre un rameau, le bout cassé tourné du côté où s'est dirigée la bête. C'est la « brisée ». Grâce à la reconnaissance intelligente et silencieuse ainsi faite, se découvre finalement l'enceinte où l'animal est entré, mais n'est pas sorti, et se prépare le lancer ou l'attaque, que l'on fera ensuite, en amenant la meute à la brisée.

En théorie, c'est assez simple. En pratique, le loup trotant au hasard toute la nuit pour trouver pâture, il n'est pas rare que plusieurs hommes, allant au bois en différents lieux, aient connaissance d'un même loup sans pour

voir le détourner. « Soit, dit Salnove, qu'après avoir percé cinq ou six buissons où il n'aura pas été repu, il ira demeurer dans un coin de forêt ; ou s'il fait brouillard ou qu'il tombe de la neige, il demeurera dans la campagne derrière une grosse haie, pour y épier quelques bestiaux. »

« J'ai connaissance d'un loup, que *je crois* rembûché dans tel fort », est la formule modeste que doit employer en son rapport le valet de limier. Les chasseurs les plus chevronnés sont en effet ceux qui se gardent le plus d'affirmer, en un sujet où l'intuition joue rôle plus grand que l'observation, tant serrée soit-elle.

Henri IV est le premier qui ait eu une meute pour le loup. Il fallait des chiens courants d'une nature extraordinairement hardie, « puisqu'à tous les autres, bien loin de le chasser, aussitôt qu'ils en ont le vent, le poil leur dresse, se mettant la queue entre les jambes ». On connaît en effet l'horreur instinctive qu'éprouvent les animaux, surtout ceux qui se sentent comestibles, aux émanations de Messire Ysengrin. Un cheval sur lequel on essaie de charger la dépouille d'un loup se cabre.

Les chiens bleus, chiens truités du Haut-Poitou, aux oreilles *bien torchées* (excusez l'expression, cela veut dire : présentant leur face en avant) à ras poil, grands, de très haut nez, un peu lents, hurleurs formidables, aimaient par-dessus tout la voie du loup. Ce sont eux qu'au cours de cent années on préféra.

Il faut savoir qu'avec les meilleurs chiens du monde, *on ne force pas un loup adulte* ; à moins, et encore, qu'un carnage trop glouton ne l'ait mis en mal d'indigestion, comme il se voit dans le bon La Fontaine. Sans doute aussi, en ayant la chance de trouver là où il faut des relais de meute, est réalisable l'exploit de l'équipage du Grand Dauphin, qui, ayant attaqué un loup dans Fontainebleau, le prit au bout de quatre jours aux portes de Rennes. Encore fut-il forcé par la famine plus que par la fatigue, vu que tous les soirs on le cernait. Mais la nature de cette exception ne donne que plus de valeur à la règle et fait comprendre l'adage de vénerie : « Dis-moi quelle bête tu chasses, je te dirai qui tu es. »

GENTILSHOMMES LOUVETIERS DU XVIII^e SIÈCLE

Quittons ces propos didactiques, et mettons plutôt en scène quelques-uns de ces gentilshommes louvetiers des deux derniers siècles, auxquels nos paysans de Normandie sont redevables de n'avoir plus à crier : « Au loup ».

Si nous consultons les annales de la vénerie normande au temps de Louis XV, nous trouvons au premier rang les noms du comte d'Oilliamson, du marquis de Courcy et du marquis de Faudoas, de Cromot du Bourg ; et — pour l'honneur du sexe féminin et du culte de Diane — la marquise de la Brizolière, qui fut aussi célèbre en Andaine que l'est aujourd'hui la duchesse d'Uzès en Rambouillet. Cependant nous évoquerons, comme le plus grand louvetier de cette époque, celui dont Le Verrier de la Conterie, dans sa *Vénerie normande*, se déclare le disciple et l'ami, et dont le nom est, actuellement encore, sympathiquement représenté aux environs d'Alençon, et comme il convient, en bordure d'Ecouves : Monsieur d'Enneval (1).

Ses innombrables et fructueuses chasses en Normandie (trois mille loups abattus, dit-on) sont cependant restées moins célèbres qu'une chasse lointaine où il ne réussit pas, à son excuse, comme nous allons le voir : celle de la fameuse *Bête du Gévaudan*, loup demeuré dans l'histoire, comme le loup de Gubbio de la légende franciscaine. Au reste, un Normand, ayant le sens du réel, sait que l'on ne peut toujours réussir. Jamais Tartarin de Tarascon ne serait venu à terme sous nos climats, où le soleil ne chauffe pas assez longtemps pour faire flamber les cervelles.

Donc, à l'automne de 1764, une bête redoutable venait de mettre en émoi le *Gévaudan* soit, dans les Cévennes, le diocèse de Mende, partie de ceux de Saint-Flour et de Viviers. L'animal avait dévoré une trentaine de personnes, blessé une cinquantaine. Les Etats du Languedoc avaient voté une somme de deux mille livres, et le Roi promis une grati-

(1) *Les grands Louvetiers normands*, Louis Duval, chez Herpin, à Alençon, 1913.

fication de deux mille écus, pour récompenser celui qui tuerait la bête mystérieuse.

En janvier 1765, le Roi fit proposer par l'Intendant de la généralité d'Alençon à Jean-Charles-Marc-Antoine de Vaumesle d'Enneval, écuyer, seigneur de Lisores — déjà âgé à cette époque — de se rendre avec son fils, capitaine au régiment de recrue d'Alençon, dans le Gévaudan, pour tâcher d'y détruire la bête féroce.

D'Enneval partit d'Alençon en poste, dans son cabriolet, le 12 février, et derrière lui l'on transporta, en un des petits chariots utilisés pour mener les chevaux du Roi aux rendez-vous de chasse, six chiens limiers, accoutumés à la chasse du loup, avec deux domestiques, deux *braves*, pour en prendre soin.

De fortes neiges gênèrent les battues qu'avec des paysans aguerris, et des chasseurs du pays, renforcés de cinquante dragons et de quelques paires de bottes de la maréchaussée, tentèrent d'Enneval et son fils. La nature du terrain (petits bosquets, fréquentes hauteurs, fonds marécageux) tint en échec notre Nemrod ornais ; moins peut-être que le manque de discipline et de sang-froid des rabatteurs et tireurs improvisés.

En juin, M. Antoine, porte-arquebuse du Roi et lieutenant des chasses de Sa Majesté, vint seconder M. d'Enneval, qui n'avait fait qu'approcher la bête. Ce dernier ne tarda pas d'ailleurs, après bien des fatigues dont il devait mourir peu après, à rentrer dans ses foyers. Il y reçut comme récompense une pension de trois cents livres.

Enfin au mois d'août, M. Antoine parvenait, dans une rencontre pleine de danger, à tuer l'animal que pendant trois mois de recherches il n'avait pu apercevoir.

Pour n'être qu'un gigantesque loup comme il fut établi, la Bête du Gévaudan avait donné sujet de défrayer la chronique. Les d'Enneval, s'ils n'eurent pas la gloire dans cette chasse mémorable, sauvagardèrent l'honneur.

Il ne faut pas quitter la période qui précéda la Révolution sans puiser, dans l'excellente littérature de chasse du marquis de Foudras, un des plus savoureux chapitres, celui qui

est intitulé : *Pauvre défunt Monsieur le Curé de Chapaize*.

A vrai dire, Louis-Auguste-Théodore, marquis de Foudras, passionné d'aventures de chasse, qui écrivit les *Gentils-hommes Chasseurs* et d'autres ouvrages bien connus, vécut de 1810 à 1872. Cependant, il met quelques-unes de ces histoires dans la bouche de son père, non moins ardent veneur, et dont le piqueur Denis fut longtemps célèbre.

Il faut ouvrir le volume pour goûter le ton — nullement vieilli — de ces récits.

Donc le comte de Foudras, se rendant au château de Châles chez le marquis de Montrevel, à l'occasion de la Saint-Hubert, rencontre à peu de distance de la petite ville de Tournus — car ceci se passe entre Saône et Loire — un bizarre voyageur suivant la même direction que lui, et comme lui faisant route à cheval. Un homme de quarante-cinq à cinquante ans, grand, sec, vigoureux, haut en couleur et jovial, donnant l'idée d'un bon compagnon... Curieusement vêtu : bottes à chaudron, bas de filotelle noire, culotte en velours gris de fer, habit sans galon ni bouton brillant, mais d'une ampleur magistrale, chapeau de forme basse et à larges bords. Avec cela, la trompe sur l'épaule et le couteau de chasse au côté. L'homme montait un petit morvandau bai-brun, aux naseaux marqués de feu.

La conversation s'engage et se déroule avec quelques surprises :

« Vous êtes donc ?... »

— Curé de la paroisse de Chapaize. Quand Monsieur voudra chasser quinze jours de suite sans faire buisson creux une seule fois, il n'aura qu'à me faire l'honneur de venir s'établir dans mon presbytère. »

Et le curé de la paroisse de Chapaize, dont les discours paraissent raisonnables et les mœurs simples, s'en va lui aussi au château de Châles, fêter la Saint-Hubert.

« Il y a là avec le noble châtelain et bon nombre de gentilshommes, des femmes remarquablement jolies et passablement coquettes, des chanoinesses du chapitre noble de Neuville-les-Dames qui attachent leur croix très bas, pro-

blement parce que leurs robes ne montent pas très haut, et même une première chanteuse de l'Opéra. »

Le bon curé, qui a remplacé son costume de chasse et de voyage par une soutane parfaitement propre, quoiqu'elle ne soit pas neuve, et qui a poudré ses cheveux avec soin, se présente sans timidité et sans assurance et va se perdre dans le groupe le plus grave de l'assemblée. Amené à un voisinage avec la cantatrice, lequel provoque quelques chuchotements, il obtient tranquillement d'elle une représentation à Mâcon, au bénéfice de ses pauvres. Et tandis qu'on répète la comédie, il lit son bréviaire sous une charmille.

Au reste, de la direction du chenil, viennent des hurlements de favorable augure, qui l'intéressent beaucoup plus que les ébats mondains. Et le lendemain, à sept heures précises, M. l'abbé Duverger fait tinter la cloche, au timbre harmonieux et gai, de la chapelle du château, et y dit sa messe, prompt mais non distrait. En selle, et au rendez-vous !...

Le récit de chasse qui suit, du grand loup remis dans le Bois Brûlé, et que l'on manque plusieurs fois, ne saurait se résumer. L'épilogue en est savoureux :

« Lorsque l'animal fut à notre hauteur, raconte Foudras, je lui envoyai mes deux coups de fusil. Au premier, il bondit de côté, au second il se retourna et nous ne vîmes plus que son dos, c'est-à-dire sa queue.

« L'abbé Duverger mit en joue et lâcha son coup.

« Le loup fit la culbute comme un jeune chien qui folâtre, mais ne se releva pas. Le bon curé, dégageant sa trompe, sonna l'hallali.

« Denis arriva à la suite des chiens, examina le loup, dans le dos duquel ne se trouvait pas une seule blessure.

« — Par où diable la balle est-elle entrée ? demandais-je.

« — Il faut si peu de place à une balle, répliqua le curé en baissant les yeux... (1) »

Le sympathique abbé Duverger, chassé par la Révolution, mourut en 1795, en Pologne, victime de son dévoue-

(1) Marquis DE FOUDRAS : *Les Gentilhommes chasseurs*, E. Noury, librairie cynégétique, 62, rue des Ecoles, Paris.

ment dans un incendie de pauvres gens. Là-bas, il avait tout de même trouvé le moyen de coupler deux chiens errants, lançait volontiers le cerf, et ne manquait pas d'appétit devant le jambon de sanglier fumé au genièvre.

Quant au piqueur Denis, la Révolution et l'émigration du comte de Foudras lui valurent, après ses premières années de gloire, un temps d'éclipse. Toutefois son maître, qui croyait rentrer sous peu, lui avait laissé des chevaux et ses chiens, avec l'ordre ou la permission de les tenir en haleine. Ses recommandations furent si bien suivies qu'en 1796, il n'y avait plus que deux équipages de chasse sur le territoire de la République : celui de Denis et celui du Directeur Barras. « Il est inutile, j'espère, d'ajouter — je cite Foudras — que la supériorité du premier, qui chassait par passion, sur le second, qui chassait par luxe, était incontestable. »

Au retour de l'ordre, le comte de Foudras, que la Révolution avait aux trois quarts ruiné, fut obligé d'avouer à Denis que ses revenus lui rendaient plus facile de l'avoir pour compagnon que pour piqueur, et le pria de lui chercher quelques bassets. « Denis se résigna avec la fermeté des grands caractères ; mais quand les bassets furent achetés et organisés, il fit entendre à son maître qu'un homme, qui avait eu quatre-vingt-dix chiens sous son fouet, ne pouvait décemment en diriger une demi-douzaine, et qu'en écoutant de loin crier les bassets, il attendrait des temps plus heureux. »

Denis devint pourtant par la suite un grand conseiller en sciences et arts de chasse. Et « ce petit homme sec, noir, alerte, parfaitement poli, infatigable causeur, qui avait vécu en rapports presque familiers avec les derniers grands seigneurs de France », mourut en 1833, chargé d'ans et de gloire ; et malgré ses quatre-vingt-un ans, chassant toujours sur un petit cheval nommé Bijou, et dans les grandes occasions faisant encore le bois... ou ayant l'air de le faire.

CHASSES EN FORÊTS NORMANDES ET MANCELLES
(1880-1870)

Le Maine et la Normandie ont eu, au dernier siècle, de brillants louvetiers. L'un d'eux, le vicomte de Beauvais de Saint-Paul, du Mans, a rassemblé leurs *Souvenirs*, et décrit ces « découplés sans pose, où la passion dominait en maîtresse », d'une plume simple, quelquefois malhabile, mais toujours admirable de conviction, j'allais dire de componction.

Il cite DE SARCÉ, qui fut de la race de ces hommes vigoureux, patients, tenaces, expérimentés, qui avaient choisi la plus rude de toutes les chasses ; son meilleur élève, D'HARAUCOURT DE LONGUEVAL qui ressemblait à un chef de Kabyles et mourut vers 1850 en son pittoresque manoir de Segrais, près de Saint-Mars-d'Outillé ; M. DE MONTFRANC, qui sonnait des bien-aller à faire éclater sa trompe, le marquis DE COURCIVAL, bon et joyeux compagnon, M. Adolphe DE MONTLIBERT et son piqueur La Rosée, M. DE LA BLANCHÈRE.

Ce dernier habitait le château de Grazay, près de Mayenne. C'était un vrai chasseur, un croyant. Il avait le visage doux, la barbe blonde, des jarrets d'acier. « Toujours vêtu d'un costume léger, hiver comme été, il suivait à pied ses chiens du matin au soir sans rien prendre. Quand la nuit tombait, il brisait sur la dernière voie et rentrait au logis, parfois éloigné de trois lieues. Le lendemain, il revenait attaquer à la pointe du jour. » Il avait des chiens mêlés de Poitou et Gascogne. Parmi eux se trouvaient des rapprocheurs d'une qualité étonnante, par exemple le fameux *Tapageau*, qui vit mourir plus de cent loups, et dont les frères, vendus à M. de Franclieu, périrent en menant la panthère en Afrique.

M. de la Blanchère, par son genre de chasse que nous pourrions appeler la vénerie à pied, nous achemine naturellement vers son contemporain et ami, le dernier tueur de loups, dont le nom ne peut être prononcé sans éveiller un écho vénéré dans notre Société Historique de l'Orne :

M. JULES DE LA SICOTIÈRE

Ce vrai destructeur de loups, qui connaissait à fond son métier, et ses nobles déduits, était en effet le frère de M. Léon de la Sicotière, notre fondateur respecté.

« La Normandie, mon pays d'adoption — disait le comte Gérard de Contades — est personnifiée pour moi par deux hommes, frères de sang, mais de goûts absolument divers, réunissant en eux toutes les qualités de cette race normande à laquelle je suis profondément attaché. L'un de ces frères — ai-je besoin de nommer MM. de la Sicotière ? — m'a mené, enfant, à la chasse aux loups ; l'autre m'a conduit, homme, à la chasse aux livres, que je préfère à toute autre aujourd'hui. Ils m'ont guidé par les plus sûrs chemins. »

Nous ne suivrons pas ici, contre notre gré, le travailleur infatigable « qui sacrifia pour l'histoire ornaise des études qui eussent pu lui procurer davantage d'honneur et de profit ». Partis sur la voie du loup, attachons-nous à l'hôte des Terres-Noires, cette petite propriété bien connue des Alençonnais où vit, dans le culte du souvenir, une aïeule à l'esprit jeune et au bon accueil, sa fille M^{me} Durand de la Sicotière.

Doué d'une vigueur extraordinaire, marcheur qu'il fallait galoper pour suivre, effectuant des déplacements avec huit ou dix lieues de retraite, Jules de la Sicotière évoquait, disait un ami, le souvenir de cette puissante race de pionniers canadiens d'origine normande, dont Fenimore Cooper a décrit les silhouettes. Avec cela, sobre et frugal ; le croirait-on ? ce chasseur ne fumait même pas la pipe que promena voici peu de temps M. Edouard Herriot « à travers la forêt normande ».

Il la connaissait, sa forêt, comme son jardin, la parcourant avec ses chiens, qui étaient hors ligne (car il chassait pour les faire chasser), et son fidèle Auguste, de cuir sec, de poil rude, mais de cœur chaud et dévoué.

Souvent, après son dîner, Monsieur Jules appelait Auguste. Celui-ci passait aussitôt dans la salle à manger, sans mot dire, tenant encore d'une main son couteau et de l'autre la bouchée de fromage interrompue ; il prenait les ordres :

partir à neuf heures avec Ravageau, Généreux, Vainqueur, pour la Lande de Goult ou la forêt de Sillé.

Monsieur Jules suivait à trois heures de distance, montant et descendant, dans une obscure clarté, les pentes pierreuses et ravinées qu'il connaissait bien, ayant fait provision, dans une *moque*, de sardines et de pain bis.

Auguste avait commencé de faire le bois au souffle frais de l'aube, quand les vapeurs s'éclaircissent, aspirées par le soleil. Et son maître, dans l'air vivifiant, que pénétrait l'odeur âcre de la feuillée et du tanin, que traversaient les chants lointains des coqs, des cloches ou des cognées, appuyait ses chiens : « *Harlou ! mes bellots ! harlou ! Hou, l'ami, hou, après !* »

La chasse, que rejoignaient des tireurs et amis tels que M. Edouard de la Cussonnière, durait tout le jour, plusieurs jours. Le louvetier rentrait à toute heure, après que le loup avait été abattu d'un bon poste, à la fin d'une marche ardente.

La porte d'ailleurs restait aux Terres-Noires ouverte jour et nuit. Et il arrivait aux enfants, que ce soit là ou au Petit-Maure, d'entendre une nuit de lugubres abois au chenil, les hennissements d'inquiétude d'une jument, d'autres cris de terreur : au matin, l'on trouvait le cadavre d'une génisse, que les loups avaient mangée sur place.

C'est surtout pendant les années du Second Empire que les loups — M. de la Sicotière en détruisit vingt-trois en 1861 — se signalèrent par leurs méfaits. Quelques vieux numéros du *Journal d'Alençon* en font foi : le 18 septembre 1853, apparition d'une bande de loups dans le canton de Courtomer, plusieurs veaux dévorés dans les herbages. Une autre fois, deux loups tués à un kilomètre d'Alençon. Dans l'hiver 1862, une mauvaise louve signalée au Ménil-Brout, une pouliche dévorée près de Radon... nous prenons au hasard.

M. Jules de la Sicotière n'a pas écrit. Pourtant quelques-unes de ses lettres sont conservées, entre autres celle où il raconte en termes piquants comment il fit manger, à des camarades de chasse, « pour les mettre en curée »

un pâté de loup (1). Plaisanterie dont il était fier !

Si M. de la Sicotière ne considéra jamais le loup comme bonne pièce de venaison, il chercha quelquefois à l'adopter comme élève. Par une indulgence inavouée pour la race dont il consommait la perte, il lui arrivait d'épargner de jeunes louveteaux.

On vit ainsi à la fin de l'Empire, à la ménagerie du Muséum, trois beaux louvarts noirs qu'il envoya à Geoffroy-Saint-Hilaire, directeur du Jardin d'Acclimatation, alors dans toute sa splendeur.

Un jeune loup, pris au liteau, fut entre d'autres élevé et domestiqué aux Terres-Noires. Quelques vieux Alençonnais ont encore le souvenir du jeu auquel se livrait le maître de céans. Il ouvrait le chenil du loup, qui prenait son galop, les oreilles couchées, à travers la plaine. Il lâchait ensuite ses chiens, qui empaumaient la voie, chassant bientôt à vue et à gorge déployée. Arrivé aux portes d'Alençon, le loup faisait un brusque retour et rentrait au gîte sans désespérer... où M. Jules, s'amusant beaucoup, fermait le loquet de la porte au nez des chiens.

C'était le seul tour qu'il leur joua, car il les aimait d'amour tendre. La meute de M. de la Sicotière se composait de dix chiens, et il a possédé des chiens de rapproché hors pair, de la bonne race de *Cossé*, améliorée par des croisements successifs, et qui portent encore son nom : *chiens La Sicotière*. Jacko, Balthasar, Tancrede, et l'incomparable Ravageau, mordus par le loup, décousus par le sanglier, méritent d'être cités à notre ordre du jour, trop pâle évocation de ces valeureux guerriers, comme dirait M. de Saint-Paul.

Ne sourions point de l'attachement que leur portait leur maître : c'était celui d'un chef pour ses soldats. Il fallait le voir faire le bois avec eux et l'entendre :

« Ah ! Généreux ! Tu y es, mon fils ! C'est lui, le vieux loup ! Rallie à lui, mon bien-aimé ! »

M. de la Sicotière mourut en 1896, à l'âge de quatre-vingt-

(1) DE BEAUVAIS DE SAINT-PAUL : *Souvenirs d'un vieux Louvetier*, Vanens, Lafolye, éditeur, 1892.

quatre ans, resté vert encore. Il ne chassait plus depuis une quinzaine d'années, mais donnait le bel exemple de hautes qualités morales. Sa simplicité, sa cordialité, que masquait une forme un peu bourrue, n'enlevaient rien à son autorité patriarcale, qui nous paraîtrait aujourd'hui rigide, et dont il avait le plus grand sens.

Esprit conciliant, nature serviable, il jouait auprès des paysans ses voisins, ou venus parfois de fort loin, le rôle du juge de paix. Toute une clientèle venait chercher à son foyer des avis et des conseils. Le chasseur n'avait pas du reste fait disparaître en lui l'agriculteur, et il s'intéressait vivement aux améliorations de sa terre du Tertre.

C'est là, au pied des coteaux d'Ecouvès, que nous nous plaçons à situer la forte silhouette du dernier de nos tueurs de loups. La forêt, magnifique et profonde, où il connut les jouissances de tant de marches hardies, de sensations vives et de poursuites ardentes couronnées de succès, retentit encore souvent d'un tumulte de chasse. Le cerf au port noble, la bête noire en sont l'objet, au lieu de l'animal maléfique dont nous venons de traquer... le souvenir.

En ces quelques pages, avons-nous donné plaisir aux amateurs de chasse ?

Pour ceux qui ne le sont point (fût-ce en pensée, et c'est une manière de chasser), je voudrais au moins que cette causerie leur laissât, en notre pays de forêts, l'amour de la forêt.

Et sans doute, par les beaux jours, les hêtres au fût élancé, au feuillage clair, les bruyères des sommets ensoleillés, le val capricieux de Briante ou le ruisseau de Pierre-Glissante grossi par quelques orages, les horizons du carrefour Madame et les étangs de Fontenai ont leur charme propre.

Sans doute, l'hiver, les arbres alourdis par la neige dans le calme qui suit les giboulées, ou glacés par les cristaux de givre sous un ciel lumineux, les voix de la brise à travers les aiguilles des pins ont leur poésie plus âpre.

Mais les végétaux, livrés au jeu des éléments, ne sont pas toute la vie de la forêt. Cette vie, surtout nocturne, elle est au matin traduite sur le sol des boursiers et des

layons par les empreintes et les passages. Un peuple d'animaux s'y agite, respectant cette loi, voisine de celle de la Jungle dont Rudyard Kipling a traduit la sombre beauté, la loi de l'instinct, la loi de la lutte, la loi de l'existence et de la continuation de l'espèce.

Cette vie, elle se livre parfois au promeneur solitaire, témoin surpris des bonds d'un chevreuil ou de la fuite rapide d'un renard, auditeur troublé dans les nuits d'octobre par la voix saisissante des cerfs qui braiment.

Combien plus est-elle pénétrée, cette vie de la forêt, de celui qui sous les futaies, évoque en passant, par delà les chasses d'aujourd'hui, les chasses d'autrefois, leur cadre brillant ou simple, leurs plaisirs, leurs peines, leurs périls ; et, sans en exagérer l'importance, accorde à chacun des efforts humains la part d'intérêt, ardent ou... indulgent, qu'il mérite.

R. GUILLEMAIN D'ECHON.

UNE PLAQUE DE CHEMINÉE

AU NOM DE

GILLES FROMONT DE LA DRUSTIÈRE

La plaque qui fait l'objet de cette étude, a la forme d'une porte de four ; elle mesure quatre-vingt-trois centimètres de largeur, soixante-douze centimètres de hauteur, trois à cinq centimètres d'épaisseur et pèse cent trente kilogs environ.

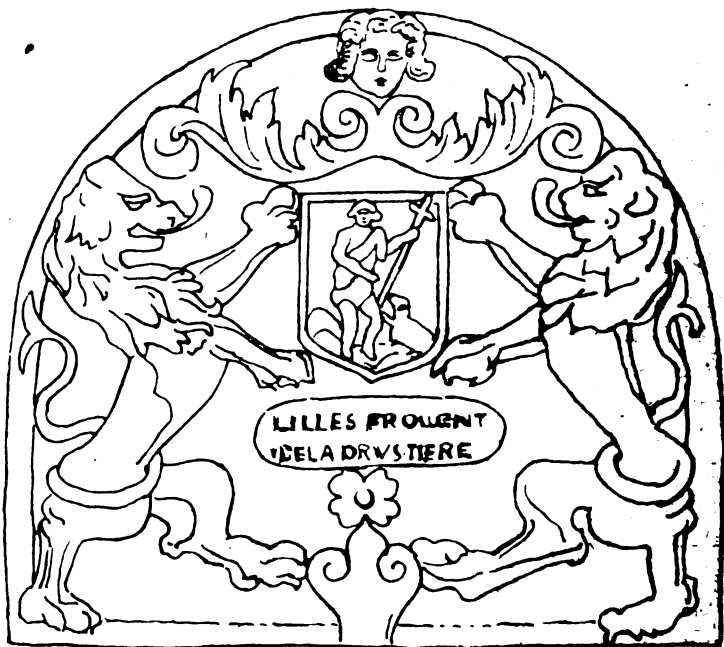
Le relief très accentué représente au centre un écusson de la forme moderne et de petite taille : vingt-deux centimètres sur seize centimètres ; cet écusson porte un saint Jean-Baptiste, debout de face sur une terrasse, tenant une croix de la main gauche et accompagné du même côté d'un agneau qu'il montre de la main droite. Une bordure du seizième de l'écu encadre le tout. Les armes sont soutenues par deux lions rampants, d'une grandeur disproportionnée avec celle de l'écu. Les musculatures sont puissantes, les formes très bien venues sont stylisées dans le goût héraldique du xvi^e siècle. Au-dessus des armoiries, deux feuilles d'acanthé enroulées sont surmontées d'une tête de face, et au-dessous, un cartouche sans encadrement porte l'inscription que nous examinerons ensuite. Poursuivant notre examen vers le bas, on trouve une rose héraldique à quatre feuilles, et un petit ornement : une feuille flanquée de deux enroulements.

La plaque achetée à Ecouché, en octobre 1925, viendrait de Séez. Elle a été placée en 1926, dans la cheminée de la salle à manger du château de Champobert, près d'Exmes, cheminée qui date elle-même de 1772.

L'inscription donne une indication plus précise, on peut la lire :

GILLES FROMONT DE LA DRVSTIÈRE

La première ligne est d'une lecture difficile : le **G** et l'**I** sont imparfaitement venus à la fonte. De l'**F** présumé tout



le haut manque, on pourrait donc aussi bien y voir un **P**. **M** est plus mal indiqué encore, nous ne présumons guère cette lettre qu'à cause de l'espacement des **O**. D'après le relief on pourrait aussi bien y voir un **L**. Le deuxième **O** est très empâté, enfin le premier jambage de l'**N** manque complètement. Dans la deuxième ligne, quoique plusieurs lettres soient imparfaitement venues, aucune n'est douteuse à notre avis. On peut seulement se demander si le point

qui précède la ligne n'est pas une partie d'un S. Il faudrait lire : Gilles Fromont, Sr de la Drustière.

Le nom de la seigneurie nous est connu. La carte des Cassini indique le hameau et la gentilhommière appelée la Drutière, à douze kilomètres environ au Sud d'Ecouché, à vingt-cinq kilomètres à l'Ouest de Sées, sur la route d'Argentan à Carrouges et dans la paroisse de Méné-Scelleur. Le logis encore existant est du ^{xvii}^e siècle, sans doute de la première moitié.

Quant au personnage, nous connaissons un Gilles Fromont ou de Fromont, maître de hautes forges, qui ne put obtenir un jugement de maintenu en 1660 à cause de son commerce et ne fut reconnu qu'un peu plus tard. (Magny, *Nobiliaire de Normandie*, C, 105.) La plaque sortirait donc des ateliers de Gilles de Fromont. Elle serait du milieu, plutôt de la première moitié, du ^{xvii}^e siècle.

Magny attribue à Gilles de Fromont les armes suivantes : d'or, à huit molettes de sable mises en orle, et une merlette de même placée en abîme. La famille de Fromont, établie à Alençon, porte actuellement ces armes avec fond d'argent. Le comte G. de Fromont de Bouaille a bien voulu me communiquer plusieurs pièces de ses archives, qui nous éclairent sur la famille et les origines de Gilles de Fromont :

1 pièce parchemin — 31 mars 1502

Contrat de mariage entre noble Robert de Fromont, Sr de la Drustière, fils de feu Nicolas de Fromont, écuyer, Sr de Fontenay et de damoiselle Françoise Salet, d'une part, et Magdeleine de Chennevières, fille de Jehan de Chennevières, écuyer, et de damoiselle Magdeleine de Brossart, d'autre part, par lequel Jehan de Chennevières promet de payer au dit Robert et à sa fille, pour tout droit de succession, et « troussellet », la somme de 800 livres tournois, un mois après les épousailles.

1 pièce de parchemin — 8 juillet 1508

Déclaration des héritages que Robert de Fromont, écuyer, Sr de la Drutière, héritier de Nicolas de Fromont, écuyer, son père, avoue tenir de noble homme Guyon Thibergeau, à cause de sa terre de « Forbenoist », à savoir une maison et plusieurs pièces de terre en « pastis » (pâturages), et jardin au lieu de la « Hollerie », joignant les terres de la Drustière lui appartenant, — pour les-

quelles il lui doit annuellement une rente de 6 deniers, au jour des Trépassés.

1 pièce parchemin — 5 août 1514

Robert de Fromont, écuyer, S^r de Fontenay, rend par autorité de fief et de seigneurie à noble homme Robert Guyon, S^r des Buats et de Corday, 12 s. t. de rente, moyennant le remboursement du prix d'achat.

1 pièce papier — 5 décembre 1547

(Extrait d'un registre du tabellionage de Verneuil). Jean Lefebvre, demeurant à Verneuil, rend et laisse aller « par voie de retraict lignager » à noble Robert de Fromont, écuyer, S^r de la Drustière, étant alors à Verneuil, une pièce de terre dans la paroisse du Ménil-Scelleur, nommée le Clos-Large, bornée suivant les termes des lettres de l'acquêt que le dit Lefebvre en a fait de Guillaume de Fromont, écuyer, S^r de Fontenay, frère du dit acquéreur, et de la succession de Nicolas de Fromont, écuyer, S^r de Fontenay, leur père, — passé devant les tabellions de Moulins, le 15 mars 1539 — moyennant le remboursement par le S^r de la Drustière de 20 l. t., et 2 s. pour le vin. « Collation faicte sur la minute du registre estant dans une chambre de la maison appartenante à damoiselle Marguerite Duval, veuve de deffunct François Hardy, en laquelle Monseigneur de Marle, cy-devant intendant en cette Généralité, faisoit sa demeure, par moi soussigné, l'un de ceux que mondit seigneur de Marle emploioit à travailler en son bureau, et lequel registre j'ay délaissé dans ladite chambre, sans en demeurer chargé. Faict audict Alençon, le cinquiesme jour de juillet mil six cens soixante et quinze ». Signé : Després.

Quant aux armes du centre de la plaque, nous ne connaissons dans la généralité d'Alençon, que deux prieurés qui portent un blason semblable, celui de Saint-Jean-de-Courteraye (de gueules, au Saint-Jean-Baptiste d'argent) et celui de Saint-Jean-d'Asnière (d'azur, au Saint-Jean-Baptiste d'or. D'Hosier, *Armoiral général*) ; mais il est bien certain que toute communauté ou groupement quelconque placé sous le patronage de saint Jean-Baptiste, a pu se faire établir une semblable plaque.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion que, malgré l'apparence, le nom placé dans le cartouche est celui de l'auteur — peut-être aussi donateur — de l'œuvre et non pas celui du titulaire des armoiries.

C^{te} DU MESNIL DU BUISSON.

Le gérant : F. GRISARD.

Imprimerie Alençonnaise, 11-13, rue des Marcheries. .

PROCÈS-VERBAUX.

Séance du 30 Septembre 1926

PRÉSIDENCE DE M. TOURNOÛER, PRÉSIDENT

Le jeudi 30 septembre 1926, à 14 heures et demie, la Société historique et archéologique de l'Orne tint une séance ordinaire, en la Maison d'Ozé, à Alençon, sous la présidence de M. Tournoüer, président.

Présents : M^{mes} la comtesse D'ANGÉLY, DE COUËSPEL, DE COURTILLOLES, la comtesse LE MAROIS, LOYSEL DE LA BILLARDIÈRE, la baronne DES ROTOURS, la baronne DE SAINTE-PREUVE et la marquise DE TORCY ; M^{lles} Angèle et Marguerite BENARD et DES ROTOURS ; MM. Gérard DE BANVILLE, Henri et Félix BESNARD, COLLIÈRE, DE COURTILLOLES, l'abbé GERMAIN-BEAUPRÉ, le chanoine GUESDON, le comte LE MAROIS, LOYSEL DE LA BILLARDIÈRE, le vicomte DU MOTEY, Maurice PASQUIER, le baron DES ROTOURS, ROUSSEAU et TOURNOÛER.

Excusés : M^{mes} DE BANVILLE, BESNARD, DAVID, Albert DESCHAMPS, DESCOUTURES, DE LAVERERIE, LEBOURDAIS, LEVEILLÉ, RUFFRAY, TOURNOÛER et M^{lle} BELLESSORT ; MM. BOULARD, CRESTE, DELAFON, Albert DESCHAMPS, DESHAYES, l'abbé GUERCHAIS, LEBOURDAIS, le docteur MIQUET.

Après lecture et approbation du procès-verbal de la dernière séance, M. LE PRÉSIDENT communique une belle série de présentations nouvelles dont celle de M. le maréchal Lyautey qui lui adresse une lettre flatteuse pour notre Société ;

M. Albert Bureau, avocat, château de la Couvière, à Montmerrei, par Mortrée, et 24, boulevard des Capucines, Paris, par MM. le marquis de Marescot et Tournoüer ;

M. Quentin, ingénieur, rue des Marcheries, à Alençon, par MM. Grisard et H. Besnard ;

M^{lle} Berthe Piouffe, rue Saint-Blaise, à Alençon, par MM. Tournouër et Grisard ;

M. l'abbé Morrière, professeur à Saint-François de Sales, à Alençon, par MM. le chanoine Darel et l'abbé Guerschais ;

M. André Paillette, négociant à Domfront, par MM. Tournouër et G. Hubert ;

M. Pierre Hugon, 5, rue Henri-Amiard, à Saint-Lô, par MM. Tournouër et Jouanne ;

M^{lle} Marie de Cours, château du Percher, par Saint-Martin-des-Bois (Maine-et-Loire), par MM. l'abbé Morel et Tournouër ;

M^{lle} Brigitte de Cours, château du Percher, par Saint-Martin-des-Bois (Maine-et-Loire), par MM. l'abbé Morel et Tournouër ;

M. de Parfouru, ancien capitaine de frégate, château de la Groninière, par Courgeoust, par MM. Tournouër et le vicomte Olivier de Romanet ;

M. Maurice Heuzey, 11 bis, rue Thiers, à Rouen, par MM. le chanoine Darel et Bernard Deshayes ;

M. de Courtilloles, château de Courtilloles, par Champfleur (Sarthe), par M^{me} de Courtilloles et M. Tournouër ;

M. le général Desticker, à Rai, par MM. Tournouër et le baron Le Guay ;

M. le maréchal Lyautey, de l'Académie française, château de Thorey (Meurthe-et-Moselle), et 5, rue Bonaparte, à Paris, par M^{me} de Couëspel et M. Tournouër ;

M. l'abbé de la Marandais, vicaire à Notre-Dame d'Alençon, par MM. le chanoine Bocage et l'abbé Germain-Beaupré ;

M. l'abbé Hervieux, curé-doyen de Tourouvre, par MM. Tournouër et l'abbé Germain-Beaupré ;

M. Christian de Lamothe, château de la Seynie, par Saint-Yrieix (Haute-Vienne), par M^{mes} la comtesse d'Angély et la baronne de Sainte-Preuve ;

M. le vicomte Pierre de La Choüe de la Mettrie, à Poitiers, par M^{me} la baronne de Sainte-Preuve et M. Tournouër.

Malheureusement, nous devons enregistrer quelques deuils :

M. Gabriel Fleury, ancien conseiller d'arrondissement, membre correspondant du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, lauréat de l'Institut, est mort à Mamers le 20 juillet 1926, à 78 ans. Il faisait partie de la Société depuis 1891.

M. Laigre-Lessart vient aussi de mourir. Il était maire de Saint-Siméon depuis cinquante-huit ans. Cette commune n'existe que depuis cent vingt ans et la mairie a été occupée durant cent quatre ans par le grand-père, le père et le fils.

M. Taunay est mort le 12 août à 74 ans. Il était président honoraire de la Presse judiciaire de Paris, président honoraire des publicistes chrétiens, vice-président du Syndicat de la Presse coloniale et secrétaire général de l'Union internationale des Associations de presse. Il fut un membre très attaché, très dévoué et très assidu de notre Société.

Nos vives condoléances à leurs familles ainsi qu'à notre confrère, M. Guillochim, conseiller général d'Argentan, très éprouvé par la perte de sa femme ; à M. et à M^{me} Deschamps, qu'un deuil cruel vient aussi de frapper, et à M. Porchet, dont la jeune femme fut, le 29 juin, victime d'un accident de chemin de fer.

Une mort que nous devons aussi déplorer parce qu'elle creuse un vide dans les illustrations normandes : c'est celle du cardinal Touchet, évêque d'Orléans, chevalier de la Légion d'honneur. Né à Soliers (Calvados), le 3 novembre 1848, Arthur-Stanislas-Xavier Touchet était le neveu de Mgr Ducellier, ancien archevêque de Besançon, dont il devint le vicaire général. Nommé évêque d'Orléans, le 29 janvier 1894, il fut promu au cardinalat le 11 décembre 1922. C'était un orateur réputé et original dont les œuvres forment une douzaine de volumes.

M. LE PRÉSIDENT exprime à M. et à M^{me} Le Jemtel nos regrets de les voir s'éloigner d'Alençon ; il remercie spécialement M^{me} Le Jemtel de la gracieuse activité qu'elle mit toujours au service de la Société pour l'organisation de la partie musicale à nos conférences.

M. LE PRÉSIDENT, en regrettant l'absence, aujourd'hui, de M. Paul Romet, un de nos dévoués vice-présidents, lui adresse de cordiales félicitations pour le vingt-cinquième anniversaire de son élection au Conseil général. Félicitations également à M. Gallot, maire de Domfront, qui a été nommé chevalier de la Légion d'honneur et à M. Barbey qui revient à Argentan comme receveur des Postes.

Rendant compte de la fête organisée par la Société du Maine en l'honneur de M. Robert Triger, M. LE PRÉSIDENT nous dit qu'elle fut très réussie et que le programme en fut même augmenté par une touchante manifestation et un délicat hommage des Belges du Mans, pour qui notre distingué confrère se dévoua pendant la guerre.

M. LE PRÉSIDENT parle maintenant du Congrès de Saint-Lô dont le *clou* fut la journée canadienne, avec la belle conférence de M. Louis Gillet sur le Canada.

Le prochain Congrès des Sociétés savantes de Normandie se tiendra à Evreux vers le milieu de juin. Cette fois, il y aura une journée norvégienne.

Au Congrès de Saint-Lô, M. Charles Brun et M. de Saint-Pierre ont déposé un vœu pour faire mettre en évidence, dans les gares de chemin de fer de la région, tous les ouvrages qui se rapportent à l'histoire locale. Un autre vœu a été celui de voir ressusciter notre vieux drapeau normand.

M. LE PRÉSIDENT signale, dans la *Presse médicale* du 5 juin, une étude très curieuse du docteur René Onfray sur les maux de tête dont souffrait Pascal. Le *Journal des Débats*, qui analyse l'article de notre distingué confrère, conclut que, d'après lui, ce que d'aucuns ont appelé la « folie de Pascal » était tout simplement de la migraine ophtalmique.

Toujours, d'après le même *Journal des Débats*, M. LE PRÉSIDENT résume une importante communication à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de notre confrère, M. du Mesnil du Buisson, sur une installation syro-hittite au village de Mishripé, à dix-huit kilomètres de Homs, entre Damas et Alep.

Un autre article du *Journal des Débats* sur le palais épiscopal de Limoges donne à M. Tournouër l'occasion de parler de celui de Sées, bâti par le même architecte :

L'évêché de Sées fut construit pour Mgr du Plessis d'Argentré, en 1778, par l'architecte Brousseau, le même qui éleva, de 1766 à 1786, celui de Limoges, où siégeait le frère de l'évêque de Sées, tous deux neveux du précédent évêque de Limoges, Mgr de Coëtlosquet.

(V. Maurey d'Orville, Bull. janvier 1914.)

Mgr d'Argentré réserva à son frère dans son palais un appartement que l'on désignait sous le nom d'appartement de M. de Limoges.

M. LE PRÉSIDENT a eu la curiosité de faire quelques recherches sur l'hôtel Libert où siègera bientôt notre Société. En voici le résultat :

Hôtel Libert

14 juin 1711. — Vente par Eulalie-Charlotte Maheult fille de Georges Maheult, avocat, et de demoiselle Charlotte Martel, demeurant à Sées,

A Alexandre Maheult, conseiller du Roi.

18 mars 1730. — Vente par M^e Charles-Jean-François Le Bouyer, sieur de Saint-Gervais et Monhoudou et Marie Maheult, son épouse, demeurant en leur maison seigneuriale de Courbeaumert, en Monhoudou,

Et damie Maheult, héritière d'Alexandre Maheult, conseiller du Roi, lieutenant général en l'élection d'Alençon,

A M. J.-Baptiste de Boullemer de Brestau, sieur de Montigny, lieutenant de Nosseigneurs les maréchaux de France, juge du point d'honneur et président au Siège présidial d'Alençon.

M. LE PRÉSIDENT nous dit que par arrêté du 19 juillet 1926, ont été inscrits sur l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques :

A Argentan : ancienne chapelle du château.

A Aubry-en-Exmes : le vieux château.

A Bréel : chapelle du xvi^e siècle de l'église.

A Champsecrét : vieux manoir.

A Lonlay-l'Abbaye : église Notre-Dame.

A Mortrée : le château d'O.

A Tinchebray : église de Moutiers et l'ancienne chapelle Saint-Rémy.

A Saint-Cyr-la-Rosière : manoir de Laugenardière.

Et, à ce sujet, M. LE PRÉSIDENT exprime le vœu de voir enfin fonctionner la Commission archéologique diocésaine pour la sauvegarde de nos monuments religieux.

M. LE PRÉSIDENT donne maintenant la parole à M. le baron des Rotours qui nous tient sous le charme de sa causerie et des vers de Gustave Le Vavas seur jusqu'à la clôture de la séance à 16 heures et demie.

Le Secrétaire :

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Séance du 26 Novembre 1926

PRÉSIDENCE DE M. TOURNOÛER, PRÉSIDENT

Le vendredi 26 novembre, à 14 heures et demie, la Société historique et archéologique de l'Orne a tenu une séance ordinaire, en la Maison d'Ozé, à Alençon.

Présents : M^{mes} la comtesse d'ANGÉLY, CHAUVEAU, DE COUËSPEL, DE CROYER, la marquise DE FROTTÉ, DESCOUTURES, la comtesse Laurent DE SERCEY, la comtesse LE MAROIS, LEVEILLÉ, POUPET, RUFFRAY, la baronne DE SAINTE-PREUVE, TOURNOÛER et M^{lle} BELLESSORT ; MM. le docteur BEAUDOUIN, H. BESNARD, COLLIÈRE, l'abbé FONTAINE, Aug. FONTAINE, DE FRILEUZE, le marquis DE FROTTÉ, l'abbé GERMAIN-BEAUPRÉ, le chanoine GUÉRIN, JOUANNE, DE PARFOURU, Paul ROMET, l'abbé TABOURIER et TOURNOÛER.

Excusés : M^{mes} DAVID, DE LAVERERIE, LEBOURDAIS, LETURC, Paul ROMET, et la marquise DE TORCY ; MM. Félix BESNARD, le comte DE LA FONT, Henri DESCHAMPS, GOBILLOT, le chanoine GOUGEON, l'abbé GUERCHAIS, HUBERT, LEBOURDAIS, l'abbé LEGROS, le comte LE MAROIS, le capitaine POUPET et le baron DES ROTOURS.

Le secrétaire lit le procès-verbal de la dernière séance qui est approuvé et M. LE PRÉSIDENT annonce les présentations suivantes :

M. le marquis de Falandre, à Saint-Maurice-les-Charrency, par le marquis de Marescot et le comte de Nazelle ;

M. le vicomte de Brimont, au château de Courtomer, par le marquis de Marescot et M. Tournouër ;

M^{me} de Talancé de Sirvinges, 35, rue du Cours, à Alençon, par M^{mes} la marquise de Marescot et la comtesse Le Marois ;

M. Albert Louvel, inspecteur général des Services administratifs au ministère de l'Intérieur, Rémalard (Orne), par MM. Creste et Tournouër.

M. Albert Louvel, dit M. LE PRÉSIDENT, veut bien prendre, au milieu de nous, la place de son regretté père, Marcel Louvel, maire de Rémalard, décédé le 6 novembre 1926, à 70 ans. Avec nos souhaits de bienvenue, nous lui adressons nos vives condoléances ; ainsi, d'ailleurs, qu'à M. Hubert qui, le 18 octobre 1926, a perdu son beau-père, M. Renard, et à M^{me} de la Bretèche pour la mort de son beau-frère, M. Pocquet du Haut-Jussé, ancien président de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine.

M. LE PRÉSIDENT nous fait part également de la mort de M. Malençon, ancien inspecteur-architecte en chef des monuments historiques : 21 novembre 1926 ; puis il rend un hommage ému à M^{me} Le Vavasseur qui vient de s'éteindre à 93 ans, le 16 novembre 1926, dans son logis de La Lande-de-Lougé. M^{me} Le Vavasseur y a vieilli avec le souvenir toujours vivant du cher poète disparu et elle remplit une de ses intentions en léguant sa Maison à la Congrégation des Pères du Saint-Esprit. A notre Société, qu'avec son mari, elle contribua à fonder et à laquelle elle n'a cessé de porter intérêt, elle donne la partie normande de la bibliothèque de M. Gustave Le Vavasseur. Le 22 novembre, jour des obsèques de M^{me} Le Vavasseur, M. le Président a salué, une dernière fois, sa dépouille mortelle au nom de la Société et M. le baron des Rotours a déposé sur le cercueil une gerbe de beaux vers.

Après nous les avoir lus, M. LE PRÉSIDENT dit que M. des Rotours lui suggère l'idée d'une conférence à la gloire des ornaïs martyrs de la Révolution, qui pourrait se donner, par exemple, durant le Carême. C'est à retenir et à examiner.

Et à ce propos, M. LE PRÉSIDENT donne un aperçu des conférences promises pour cette année : le 14 décembre, M. Guy Ramard ; le 11 janvier, le comte Le Marois ; le 12 février, M. Valéry-Radot ; le 19 mars, le comte du Plessis de Grenédan ; le 26 avril, M. Albert Emile-Sorel ; le 14 mai, M. Gobillot et le 7 juin, M. Vézard.

M. LE PRÉSIDENT nous dit que M. le comte Le Marois vient de faire paraître, chez Picart, un volume de soixante sonnets intitulé : *Les Célestes*, auquel M. Henri Besnard a consacré, dans *La Tribune de l'Orne*, un article bibliographique très justement louangeur.

M. LE PRÉSIDENT annonce qu'à la liste donnée à notre dernière séance des monuments classés, il faut ajouter : le manoir de Pomereu, l'église de Courgeon tout entière et l'église Saint-Martin de Laigle.

Il nous parle ensuite de quatre tilleuls classés que la municipalité de Gacé voudrait faire abattre, devant le château, pour la construction d'un marché couvert et, à ce propos, il montre une fois de plus l'utilité de la Commission de protection des sites et monuments dont il fait partie.

Il fait aussi partie de la Commission diocésaine d'ar-

chéologie et il exprime le vœu de la voir enfin fonctionner régulièrement.

M. LE PRÉSIDENT dit que M. Gérard de Banville et M. de Parfouru ont envoyé des projets de fanion pour la Société, lors de ses excursions. La question est à étudier.

Après un mot sur les réparations à l'hôtel Libert, qui sont en bonne voie, M. LE PRÉSIDENT cède la parole à M. le docteur Beaudouin pour sa causerie sur les Helvétius.

Le Secrétaire :

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Séance du 14 Décembre 1926

PRÉSIDENCE DE M. TOURNOÛER, PRÉSIDENT

Séance ordinaire de la Société historique et archéologique de l'Orne, en la Maison d'Ozé, à Alençon, le 14 décembre à 14 heures et demie, sous la présidence de M. TOURNOÛER, président.

S'y trouvaient : M^{mes} BEAUGÉ, BESNARD, BOURDON, CHAUVEAU, DE COUËSPEL, DE COURTILLOLES, POUPET, la baronne DE SAINTE-PREUVE et TOURNOÛER ; MM. BEAUGÉ, H. BESNARD, DE COURTILLOLES, l'abbé GERMAIN-BEAUPRÉ, HUBERT, JOUANNE, JOUBERT, LENOIR, DE PARFOURU, PRÉAUBERT, représentant de l'« Illustration économique et financière », Guy RAMARD, de la Société du Maine, Paul ROMET, l'abbé TABOURIER et TOURNOÛER.

Excusés : M^{mes} la comtesse D'ANGÉLY, DAVID, Albert DESCHAMPS, DESCOUTURES, GUILLEMAIN D'ECHON ; MM. Félix BESNARD, COLLIÈRE, COQUERET, CRESTE, Albert DESCHAMPS, DOIN, GOBILLOT, GUILLEMAIN D'ECHON, DU MESNIL DU BUISSON, le vicomte DU MOTÉY, le capitaine POUPET et le baron DES ROTOURS.

M. LE PRÉSIDENT commence par exprimer nos condoléances émues à M^{me} de Banville qui vient de perdre sa mère, M^{me} du Plessis, et à M. Collière pour la mort si soudaine et si prématurée de sa sœur.

Puis il nous annonce les présentations de M^{me} la marquise de Frotté, au château de Couterne, par M^{me} la comtesse de Sercey et M. Tournouër ;

M. le comte de Sercey, au château de Vaugeois (Mayenne), par M. le marquis de Frotté et M. Tournouër ;

M^{me} Eltrich, à Alençon, par M^{me} la baronne de Sainte-Preuve et M^{me} Félix Besnard.

M. LE PRÉSIDENT salue de quelques mots délicats M. Guy Ramard, notre conférencier de ce soir, et le remercie à nouveau pour toutes ses aimables complaisances, lors de notre excursion récente en Mayenne. Et M. Guy Ramard de répliquer qu'il est heureux de se sentir comme chez lui parmi nous, puisqu'aussi bien, toute son ascendance est ornaise.

M. LE PRÉSIDENT nous dit que M. Valery-Radot ayant été nommé, au concours, archiviste de la Société des Nations, M. Jouanne veut bien le remplacer pour la conférence du 12 février.

M. Albert Sorel donnera comme titre à la sienne : « La Magie de la côte de Grâce » et comme sujet, qui ne manquera pas d'être fort intéressant : « Les hommes illustres d'Honfleur ».

M. LE PRÉSIDENT est allé, en compagnie de M. le baron des Rotours, choisir les ouvrages qui conviennent à notre Société, dans la bibliothèque de Gustave Le Vavasseur. Le lot en est considérable. Seulement, nous ne pourrions le faire transporter à Alençon qu'au moment de notre installation à l'hôtel Libert. Ce sera au cours de l'année prochaine ; les réparations sont activement poussées, grâce aux bons soins de M. Félix Besnard et notre locataire du premier, M. Bouëssel du Bourg, substitut du procureur de la République, est même déjà entré en jouissance.

M. LE PRÉSIDENT annonce une étude de M. Gobillot sur « la cathédrale de Chartres » et un ouvrage de M. Thiollier, conservateur des Eaux et Forêts, à Alençon : *Pour comprendre l'arbre et la forêt*.

M. Léon Le Clerc, dit M. LE PRÉSIDENT, souhaiterait que fût entreprise une étude historique sur le « pain brié » en Normandie dont les variations de prix ont fait, récemment, couler beaucoup d'encre et dont la consommation est presque exclusivement courante dans nos régions.

M. LE PRÉSIDENT rappelle pour mémoire que le 30 octobre a été inaugurée par le prince de Galles la « Maison des étudiants canadiens ». C'est la première du genre dans la grande cité universitaire dont la fondation est due à l'initiative de M. Deustch de la Meurthe.

M. LE PRÉSIDENT signale, à la séance de l'Académie d'agriculture, le 24 novembre 1926, la communication d'une notice de M. Bigot sur *La géologie et les régions naturelles de l'Orne*, qui divise notre département en deux régions bien distinctes du nord au sud, à peu près.

Vient de paraître aussi une belle plaquette in-4° de 72 p. illustrée, à 50 fr. l'exemplaire, de dom Planchon-Lasserre, que nous avons vu à Solesme : *Ecriture et enluminure des manuscrits IX-XII^e siècles. — Histoire et technique.*

M. LE PRÉSIDENT, après avoir remercié M. René Musset de l'offre pour notre bibliothèque de son ouvrage sur *L'élevage du cheval en France*, demande à M. de Parfouru de nous lire le projet qu'il a élaboré pour un petit concours, entre membres de la Société, afin d'établir un drapeau et un fanion que l'on pourra arborer en certaines circonstances. Ce programme sera communiqué aux intéressés.

Maintenant la parole est à M. l'abbé Tabourier pour sa causerie sur « l'abbé de Foy et les derniers jours de l'abbaye de Saint-Martin de Séez ».

La séance est levée à 16 heures un quart.

Le Secrétaire :

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

Situation Financière au 31 Décembre 1926

RECETTES

Solde au 31 décembre 1925.....	25 50
Intérêts de Banque	127 05
Cotisations	10.301 »
Vente bulletins	835 10
Subvention conseil général	150 »

11.438 65

DÉPENSES

Impression de bulletins, clichés.....	7.803 85
Frais envoi bulletins et lettres convo- cations	1.103 05
Frais de recouvrements et timbres...	116 85
Excursions, frais divers.....	605 40
Contributions, assurances	82 10
1/10 des cotisations, fonds de réserve	1.030 10
Location des salles et indemnité concierge	350 50
Divers	343 95

11.435 80

Solde créditeur..... 2 85

11.438 65

FOND DE RÉSERVES

Solde créditeur au 31 décembre 1925.	6.714 80
1/10 des cotisations 1926	1.030 10
Intérêts et arrérage	387 73

8.132 63

1 titre rente 5 %	884 20
2 Crédit national.....	965 85
Banque régionale	6.282 58

8.132 63

Le Trésorier,
E. BROUARD.

Projet de Budget pour 1927

RECETTES

Solde créditeur.....	50.00	
Cotisations	10500.00	
Subvention Conseil Général	150.00	
Vente de bulletins.....	500.00	
Divers	100.00	
Remboursement de frais de recouvrement.....	400.00	11700.00

DÉPENSES

Impression de bulletins	7800.00	
Clichés et Gravures	800.00	
Emballage et envoi bulletins	300.00	
Lettres pour convocations envoi.....	800.00	
Timbres quittances et frais recouvrements.....	600.00	
Location des salles	250.00	
Indemnité au concierge	100.00	
Versement au fond de réserve	1000.00	
Divers	50.00	11700.00

Compte rendu moral pour 1926

Au cours de l'année 1926 la Société historique et archéologique de l'Orne a tenu huit séances à son siège social, dans la Maison d'Ozé, à Alençon, et une séance à Paris, chez son président, pour les membres habitant la capitale. A l'assemblée générale de janvier a eu lieu le renouvellement triennal des membres du bureau. Ceux-ci furent réélus à l'unanimité.

La Société a manifesté son activité sous les formes suivantes :

COMMUNICATIONS. — Des communications furent faites en séance par MM. René Gobillot, du Mesnil du Buisson, des Rotours, le docteur Beaudouin et l'abbé Tabourier sur : *La Comtesse de Ségur* ; *L'histoire de l'école de droit de Beyrouth* ; *Les trois derniers poèmes de G. Le Vavasseur* ; *La dynastie des Helvétius* ; *L'abbé de Foy et les derniers jours de l'abbaye de Saint-Martin de Sées*.

PUBLICATIONS. — Ont été publiés dans le Bulletin les articles suivants : *L'excursion dans le Bas-Cotentin*, par M. G. de Banville ; *Les évêques sagiens du siège épiscopal de Coutances*, par M. l'abbé Tabourier ; *Notes sur la grosse forge du Pont-Euvre*, par M. G. Primois ; *La petite école de M. le Vicaire*, par M. J.-R. Le Monnier ; *Les gentilshommes loubetiers de Normandie et du Maine*, par M. R. Guillemain d'Echon ; *Une plaque de cheminée au nom de Gilles Fromont de la Drustière*, par le comte du Mesnil du Buisson ; *L'excursion du Mont Saint-Michel*, par M. René Jouanne ; *Les trois derniers poèmes de Gustave Le Vavasseur*, par le baron des Rotours ; *Claude de Morenne*, par M. l'abbé Tabourier ; *La presse alençonnaise de la Révolution au second Empire*, par M. René Jouanne ; *Charles du Mesnil du Buisson*, par le comte du Mesnil du Buisson ; ainsi que les procès-verbaux des séances, par le secrétaire, M. l'abbé Germain-Beaupré.

CONFÉRENCES. — Comme les années précédentes, la Société a organisé avec succès des conférences publiques sur l'histoire locale et régionale.

EXCURSIONS. — L'excursion annuelle a eu lieu dans la Mayenne, à Laval, Sainte-Suzanne, Evron, etc.

A la suite du Congrès de Saint-Lô une excursion complémentaire a été faite au Mont Saint-Michel.

CONGRÈS. — La Société a pris part au Congrès tenu à Saint-Lô par la « Fédération des Sociétés normandes » dont les destinées sont confiées à notre président, M. Henri Tournouer. Elle participa également à la fête du cinquantenaire de la Société historique et archéologique du Maine, qui fut aussi celle de son érudit président, M. Robert Triger, et à la commémoration du centenaire de Léopold Delisle.

La vitalité de la Société s'accroît chaque jour davantage. Le nombre de ses adhérents atteignait presque, à la fin de l'année, le chiffre de 600.

Il faut signaler enfin que la Société immobilière pour l'achat de l'Hôtel Libert, où la Société historique et archéologique de l'Orne s'installera ultérieurement, a été régulièrement constituée en 1926.

Le Secrétaire :

P. GERMAIN-BEAUPRÉ.

EXCURSION AU MONT SAINT-MICHEL

(28-29 Juin 1926)

A l'issue du Congrès des Sociétés normandes tenu à Saint-Lô du 23 au 27 juin 1926, les congressistes avaient décidé d'excursionner les lundi 28 et mardi 29 au Mont Saint-Michel (1). Le président de la Société historique de l'Orne pensa que l'occasion était excellente pour ses confrères, désireux depuis longtemps de voir le Mont, de participer à cette visite. Il leur adressa donc une circulaire dans ce sens. Le programme comportait en outre une étape à Avranches, puis à Ducey et aux forces de la Sélune.

AVRANCHES

Un certain nombre de nos confrères rejoignirent en effet les congressistes à Avranches où l'accueil le plus aimable leur fut réservé par la Société d'archéologie, littérature, sciences et arts des arrondissements d'Avranches et de Mortain.

Le déjeuner, à l'hôtel d'Angleterre, fut présidé par M. Dausse, président de cette Société, qui nous souhaita la bienvenue d'une façon originale :

A nos chers Confrères de toutes les Normandies

Sonnet de bienvenue

Après votre excitant et matinal voyage,
Entre les foins coupés et les brises de mer,
Un discours ne serait, importun verbiage,
Qu'un apéritif trop amer !

Avranches, cependant, accueillant l'héritage
Incertain, jusqu'ici, d'un aïeul hors de pair,
Doit dire aux pèlerins, hérauts d'un tel message,
Combien il est joyeux et fier !

(1) On trouvera un résumé substantiel du Congrès de Saint-Lô dans l'intéressant compte rendu qu'en a donné M^{me} Descoutures à *La Tribune de l'Orne* du 22 juillet 1926.

Mais joignons, chers voisins Ornais, aux vieilles gloires
Celle des vers nouveaux qui charment nos mémoires,
A Turol, l'ardent précurseur,

Vos chantres, bien Normands, des pommiers, des prairies,
Des demeures, aux creux des sentiers, recueillies,
Paul Harel et Le Vavasseur !

En nous parlant, chez lui, de Paul Harel et de Le Vavasseur, M. Dausse avait trouvé le meilleur chemin qui mène à notre sympathie.

Avranches, à elle seule, eût mérité un plus long séjour. N'avait-elle pas toutes les séductions qui pouvaient nous retenir : la ville, parcourue sous l'aimable direction de M. Séguin, secrétaire de la Société, et de M. Descoqs, son vice-président ; la bibliothèque, aux manuscrits précieux, dont M. Martin est le vigilant gardien ; le trésor de Saint-Gervais, dont les honneurs sont faits avec une intelligente compétence par M. le chanoine Cornille, curé de la paroisse ; les anciennes terrasses du château ; le splendide Jardin des Plantes où l'on évoque le souvenir de Guy de Maupassant, cependant que le regard charmé voudrait s'attarder aux contours harmonieux de la baie où s'érige, prochaine, la masse titanique du Mont Saint-Michel.

Mais le temps passe, et, s'arrachant à la beauté de ce spectacle, les congressistes poursuivent leur route. Après la vieille église de Saint-Quentin, si intéressante pour les archéologues, Ducey, où s'élève aujourd'hui la distillerie de M. Tesnières, nous présente les restes encore charmants de la demeure des Montgommery. Aux forces de la Sélune, l'archéologie cède le pas à la science des ingénieurs. Grâce à la hardiesse de leurs constructions, la vallée a été transformée en lac, comme le sera demain la vallée de l'Orne en aval de Putanges. Mais, quel que soit l'intérêt qui s'attache à cet ouvrage d'art remarquable, c'est le passé qui nous attend au terme de l'étape et nous attire invinciblement.

LE MONT

Favorisé par un temps splendide, le séjour au Mont Saint-Michel a laissé, dans l'esprit des excursionnistes, un inoubliable souvenir.

Le soir, la grande marée propice permit une promenade en bateau autour du Mont et, par une vision d'ensemble, aussi pittoresque que romantique, chacun préluda à la visite archéologique détaillée qui eut lieu le lendemain matin.

Le plus qualifié des guides, M. Voisin, secrétaire des Amis du Mont Saint-Michel, voulut bien nous dispenser les trésors d'une riche et sûre érudition. Il est impossible de redire ici, — sauf tout le bien qu'il en faut penser, — les détails que nous devons à son inépuisable complaisance. Au surplus, qu'il s'agisse des remparts flanqués de tours et d'échauguettes, des escaliers grimpant à l'assaut de l'abbaye, des portes moyenâgeuses qui font songer au temps de Duguesclin, de la petite église paroissiale et de son cimetière dont les touristes osent à peine troubler la quiétude : en marge des précisions de l'histoire, les mots sont impuissants à traduire les impressions que ressent le visiteur.

Il apparaît même que la poésie soit plus habile à les rendre, surtout quand on aborde l'abbaye. Tel est certainement l'avis de M. Dausse, qui nous dédia ce joli sonnet dû à une plume alerte :

Le Châtelet

Au faite des degrés, puissantes sentinelles
Appuyant au rempart leurs rondeurs parallèles,
Deux tours dressent d'un jet, du roc jusqu'au zénith
Le couple colossal de leurs corps de granit.

Comme en nos vieux missels deux orantes jumelles,
Comme deux séraphins debout, pliant leurs ailes,
Leur force surhumaine à leur charme s'unit...
Prodige d'art divin, essor vers l'infini !

Mais si la nuit répand son lumineux silence,
Si la mer, en chantant, sous les murs se balance,
Tout resplendit soudain de nouvelles beautés.

C'est un scintillement d'argentines clartés ;
Et quand sourit aux tours la caresse lunaire,
Elle y jette l'éclat d'un vaste reliquaire.

Franchi le seuil, après une dure montée, c'est bientôt l'enchantement des yeux, l'étonnement devant cette nef hardie qui, telle une caravelle géante, semble vouloir cingler vers l'infini, et dont on comprend encore mieux l'admirable réalisation quand, utilisant l'escalier ménagé dans l'épaisseur d'un contrefort, on atteint la balustrade qui surmonte la corniche du chœur, après avoir franchi miraculeusement l'arc-boutant si justement surnommé l'escalier de dentelle.

Ne fait-il pas songer aussi à une dentelle, ou plutôt à

une œuvre de point coupé, le cloître aux colonnettes de granit rose, disposées deux par deux, dont on dirait que les sculptures innombrables ont été fouillées par un magique ciseau. Plus austères, mais combien majestueuses, sont les salles ornées de cheminées monumentales, éclairées de fenêtres ou de meurtrières, qu'on rencontre aux trois étages de la Merveille : le dortoir, la salle des Chevaliers, le réfectoire, la crypte de l'Aquilon, la crypte aux piliers cyclopéens qui forme le soubassement de l'édifice, etc.

Et, comme par une antithèse brutale, — à côté de ces salles dont les colonnes, massives ou légères, méprisent les lois de la pesanteur en se prolongeant par les croisées d'ogives qu'elles supportent si aisément, — dans des niches obscures, cachots et *in pace* rappellent qu'aux siècles lointains et hier encore des hommes ensevelis vivants ont senti peser sur leurs épaules le faix écrasant et inéluctable des destins contraires...

Au déjeuner qui suivit, des toasts furent échangés. M. Tournouër remercia M. Levatois, président des Amis du Mont Saint-Michel et des Normands de Paris, qui nous honora en se joignant à nous ; M. Voisin, qui avait été à la peine et qui fut justement à l'honneur ; tous ceux qui avaient contribué à la réussite de ces belles journées (sans oublier M. Fleury, ancien inspecteur des enfants assistés de l'Orne, en retraite à Pontorson, secrétaire du bureau du Tourisme) ; enfin tous les Ornais qui, sans participer au Congrès de Saint-Lô, avaient répondu à l'appel de leur président et se pressaient nombreux à la grande table familiale.

Mais, comme les grandes joies s'accompagnent souvent de regrets, il nous communiqua un télégramme de M. Etienne Dupont, l'historiographe et l'animateur du Mont Saint-Michel, empêché au dernier moment, par la maladie, de venir nous donner, l'après-midi, la conférence si littéraire qui nous était promise.

Et quand sonna l'heure du retour, plus d'un voyageur détourna maintes fois son regard vers le Mont unique et merveilleux, *Mons Sancti Michaelis in periculo maris*, dont la silhouette, bientôt estompée et trop vite disparue, revit aujourd'hui dans notre souvenir, tel un rêve magnifique dépassant de toute sa splendeur l'humaine et prosaïque réalité...

R. JOUANNE.

Ont pris part à l'excursion du Mont Saint-Michel (1) :

Mmes

ALIBERT.
Maurice BOURDON (M.).
DESCOUTURES (M.).
DE FONTAINES.
GALLOT.
Jacques HÉRISSAY.
JEANSON.
JOUANNE.
Ernest LAVALLEY.
Georges LAVALLEY.
LEBOURDAIS (M.).
LE CLERC.
MACAIRE.
DES MAZIS.
POUPET (M.).
TOURNOUER (M.).

Mlles

Solange BOURDON.
Odile BOURDON.
Marie-Louise CHATELAS.
Léontine DAUGER.
DE FALANDRE.
Marguerite DE FONTAINES.
Geneviève DE FONTENAY.
Marie-Louise GALLOT.
GUILLEMAIN D'ECHON.
HÉRISSAY.
Jeanne LAVALLEY.
MACAIRE.

Mlles

Thérèse MEUNIER DU HOUS-
SOY (M.).
Yvonne MEUNIER DU HOUS-
SOY (M.).

MM.

Pierre ARROU.
BOBOT-DESCOUTURES.
Maurice BOURDON (M.).
le Vicomte Guy DAUGER (M.).
FLEURY.
DE FONTAINES (M.).
KAARE FOSS.
GALLOT (M.).
GUILLEMAIN D'ECHON (M.).
Jacques HÉRISSAY.
Pierre HUGON (M.).
JEANSON.
René JOUANNE (M.).
LEBOURDAIS (M.).
LE CLERC (M.).
le Marquis DE LESTOURBEILLON.
LEVATOIS.
MACAIRE (M.).
l'abbé RATTIER (M.).
THOMAS-LACROIX.
TOURNOÛER (M.).
DE VILLEMEREUIL.
Henri VOISIN.

(1) Les membres de la Société sont désignés par : (M).

Les trois derniers poèmes de Gustave Le Vavas seur ⁽¹⁾

(Causerie à la réunion du 30 Septembre 1926)

Trente ans après la mort de Gustave Le Vavas seur — ce qui est, pour beaucoup de renommées, un âge assez ingrat — son œuvre n'est pas délaissée (2). J'espère donc ne pas intéresser seulement ceux-là qui ont eu la joie de le connaître en recueillant et tâchant de mettre en valeur trois poèmes peu connus, les derniers qu'il ait composés avant de s'éteindre dans sa soixante-dix-septième année, le 9 septembre 1896. Ils datent de juin, juillet et août. Ce ne sont pas des pièces inédites. Mais, dispersées de-ci de-là, elles risquent de demeurer comme égarées. Je crois pourtant qu'elles méritent de ne pas tomber en complet oubli. Et il me plaît beaucoup que ces poèmes *in extremis* soient encore savoureux, comme il arrive parfois à des fruits d'extrême automne. Nous avons souvent le tort de trop raccourcir, par les deux bouts, la brève vie humaine, d'en retrancher, pour l'activité qui compte, trop de l'enfance et trop de la vieillesse.

Charles Baudelaire qui, comme critique, est parfois merveilleux de lucidité, en a rarement témoigné davantage qu'au jour lointain où il prédit au jeune normand avec lequel il avait projeté de collaborer *une éclatante arrièresaïson* (3). Il a été bon prophète. Rappelez-vous que Gustave

(1) J'aime à me rappeler que, deux jours avant notre réunion alençonnaise du 30 septembre 1926, la lecture de ces pages fit plaisir à M^{me} Le Vavas seur, à laquelle j'en offrais la primeur dans le salon de la Lande.

(2) Je me permets de signaler, rien que de ma plume : *Une gloire normande*, au *Correspondant* du 25 octobre 1898, étude reproduite en tête du volume : *Inauguration du buste ; — Gustave Le Vavas seur prosateur*, à notre *Bulletin* de janvier 1920 — et, au *Correspondant* du 10 avril 1921, *Sur la tombe de Baudelaire*.

(3) Dans la notice donnée par Charles Baudelaire à l'anthologie Crépet sur son camarade de jeunesse, vous chercheriez en vain ce propos-là. On ne saurait trop remercier Paul Harel, qui le tenait de Gustave Le Vavas seur lui-même, de nous l'avoir transmis dans son amusante nouvelle : *Un baptême en 1886*.

Le Vavasseur fut sexagénaire dès 1879, et prenez la peine de dater quelques unes de ses pièces que nous goûtons le plus : *La Dame des Tourailles*, 1882. — *Les oies*, 1885. — *Les maisons de bois*, 1886. — *Dans cent ans que serons-nous ?* 1890. — *Tiphaine*, 1893. — *Etat de grâce*, 1894. Le dernier volume, le cinquième, des *poésies complètes*, paru au printemps 1896, contient nombre de pages très bien venues, dont quelques-unes sont teintées d'une résignation douce, qui leur donne grand charme. « Vers de vieillesse, disait leur auteur (1), qui ont le parfum des fleurs d'arrière-saison. » Il déclarait crânement qu'il chanterait jusqu'au dernier soupir, terminant ainsi le livre :

Et quand on vous dira, sans grand regret peut-être,
« Le poète se tait » — répondez — il est mort.

Vous allez voir comme il a tenu parole.

Le dernier sonnet (2) que Gustave Le Vavasseur ait composé et non certes l'un des moins achevés, parut pour la première fois, dans une revue du Nivernais. Il est dédié au bon poète, qui est un peu pour cette province ce qu'est, pour la nôtre, l'auteur de *La Dame des Tourailles*. La pièce est datée du 15 juin 1896.

A mon confrère Achille Millien (3).

Compère, le soir vient, la vieillesse nous dompte :
Nous avons vu finir l'automne après l'été.
Vers l'inconnu terrible et vers l'obscurité
Nous marchons à grands pas, sans gloire, mais sans honte.

L'heure où le corps descend pendant que l'âme monte
Est-ce l'oubli qui vient ou l'immortalité ?
Pour régler le salaire à ses yeux mérité,
Dieu du labeur du jour va nous demander compte.

— Voici, lui dirons-nous, la flûte et les roseaux
Que vous-même, Seigneur, mîtes sur nos berceaux
Pour célébrer votre œuvre en modestes cantiques ;

Si vous récompensez la bonne volonté,
Faites qu'aux derniers rangs des poètes rustiques,
Nous la chantions encor devant l'éternité.

(1) Eug. DE BEAUREPAIRE : *Annuaire normand*, 1897.

(2) M. Jules Gentil l'a donné, avec *fac simile* du texte autographe, au numéro de décembre 1896 de *La Normandie artistique et littéraire* (Lisieux).

(3) Il est mort en janvier 1927, à Beaumont-la-Ferrière (Nièvre) où il était né le 4 septembre 1838.

Au printemps de 1896, Gustave Le Vavas seur avait été avisé qu'en l'honneur de Remy Belleau on se disposait à élever un monument dans sa ville natale de Nogent-le-Rotrou et à former une gerbe d'hommages en vers. Ce dut lui sembler un appel de la jeunesse. Si poésie et jeunesse sont comme deux sœurs qui aiment à cheminer ensemble et se soutiennent l'une l'autre, on peut bien dire qu'entre les poètes Remy Belleau est l'un de ceux qui donnent le plus l'impression de la jeunesse. Peu importe que sa grâce soit, par moments, un peu précieuse et mignarde. Il reste le gentil chanteur, dont, pour tous les lettrés, le souvenir est lié à la joliesse des journées douces d'avril. C'est à sa manière que notre vieux maître se mit à rimer des sixains, qu'il se plut à dater d'avril. Mais le bouquet ne fut prêt, et il ne fut envoyé à Charles Pitou, que le 29 juillet. De ces dix-huit strophes, encore bien allantes, la lettre d'envoi, dans laquelle ceux qui ont connu Gustave Le Vavas seur le retrouveront bien, est la meilleure des présentations et le meilleur des commentaires (1).

MON CHER CONFRÈRE,

Très souffrant pendant tout le printemps, j'ai senti, comme jadis Huet, évêque d'Avranches, ma veine barrée, et les *epicedia* (2) ne m'inspiraient pas plus que les épithalames. Je pensais plutôt, mais distraitemment, à mon épitaphe.

On m'a déclaré que j'étais mieux. Je n'ai pas voulu le croire tout d'abord, puis les rimes s'étant mises à papillonner de nouveau dans mon « ambiance », je me suis cru sauvé. Je me suis souvenu de votre Remi Belleau, et ma Muse a songé à lui donner l'étréne de sa barbe.

Je vous l'envoie, tout échauffé encore du feu du rasoir.

En relisant ma pièce au chantre printanier d'avril, je m'aperçois que je ne suis pas encore tout à fait ressuscité. Mais je me résigne,

(1) De sa gracieuse communication je ne saurais trop remercier M. Charles Pitou, le bon poète percheron, pour lequel Gustave Le Vavas seur rima l'une de ses « ballades » (tome V, p. 233) et qui a publié, entre autres œuvres, *Histoires de chez nous*, récits, *Au Versant du Coleau*, poésies, et *Au pays percheron*, souvenirs et récits (les deux volumes chez G. Fauquet, Nogent-le-Rotrou). — Cette lettre, d'ailleurs, n'est pas entièrement inédite. M. Charles Thierry en avait donné une bonne partie, dès octobre 1896, dans *La Normandie artistique et littéraire*, qui paraissait alors à Lisieux. — Le poème de Gustave Le Vavas seur a paru dans *Le livre d'or de Remy Belleau* (Nogent-le-Rotrou, 1900), où Louis Duval donna sur le Parnasse percheron une étude que l'on avait demandée d'abord au maître de la Lande. Celui-ci avait refusé dans une nouvelle épitre à Charles Pitou, pleine de verve et datée du 30 juillet.

(2) Poèmes funèbres.

et je pense que je devrai désormais me contenter d'un *modus vivendi* intellectuel approprié à mon septuagénat cérébral.

Peut-être faudrait-il des notes pour l'intelligence des allusions, mais je n'ai point voulu faire une chanson pour le peuple des ignorants. *Qui potest capere, capiat.*

Tout à vous,

Gustave LE VAYASSEUR.

* * *

Remy l'honneur de Nogent,
Doux et gent,
Berger de notre Arcadie,
Dont les feuilles et les fleurs
Sont les sœurs
De celles de Normandie,

Tu prenais plaisir à voir
Au pressoir
Les pommes fruits de nos plaines,
Et, sur les coteaux voisins,
Les raisins
Récoltés à bottes pleines ;

Mais, ô trop sec biberon
Percheron
Tu ne t'enivrais qu'en rêve,
Près des bourgeons en péril
En avril
Dont tu vendangeais la sève.

Par avance tu voyais
Et cueillais
Le thym, les lis et les roses,
— Toutes les fleurs de juillet —
Et l'œillet
Dans leurs robes demi-closes.

*
Chantant au premier soleil
Le réveil
De la nature sereine,
Tu puisais à plein tonneau
Ta *belle eau*
A la source d'Hippocrène.

C'est son cristal surhumain
Que ta main
Mêlait de façon discrète
Au gros vin d'Anacréon :
Apollon
T'avait seul sacré poète.

Généreux et renaissant,
Tout puissant,
Prodiguant à ses poètes
L'air, la lumière et le feu,
L'Astre-Dieu
Fit largesse de planètes.

— « Ronsard pompeux et subtil,
Lui dit-il,
Sois Mars aux jours de colère,
Et par les soirs ingénus
Sois Vénus :
Chante l'amour et la guerre.

« Perles du ciel étoilé,
Du Bellay
Jamyn, Baïf et Jodelle,
Près du Maître flamboyez,
Et soyez
Son escorte humble et fidèle.

« Pour allumer ton flambeau,
Mon Belleau,
Puisse à la source première ;
Et va jeter dans la nuit
Qui s'enfuit
Un rayon de ma lumière. »

Remy l'honneur de Nogent
Doux et gent,
Berger de notre Arcadie,
Nous vivons ainsi que toi
Sous la loi
De la rude Prosodie.

Tu fus son enfant gâté
Et fêté :
Son joug qui parfois nous pèse
N'était pour toi qu'un collier

Familier :
Tu le portais à ton aise.

Souvent le carcan d'airain
Nous étreint ;
Paré par des mains divines,
Tu semblais avoir au cou
Un bijou
Constellé de pierres fines,

Si nombreuses qu'à ta mort,
Sans effort,
Ronsard de ses mains pieuses
Te construisit un tombeau
Large et beau
De ces *Pierres précieuses*.

Remy l'honneur de Nogent,
Doux et gent,
Berger de notre Arcadie,
Nous voudrions aujourd'hui
Comme lui,
Sur ta cendre refroidie,

Déposer un diamant :
Mais comment
Faire jaillir l'étincelle,
Et transformer en bijoux
Les cailloux
Qui sont dans notre escarcelle ?

Avril couvre, en nos climats,
De frimas
Les vergers et les bocages ;
Souffleté par l'Aquilon
Apollon
S'enténébre de nuages ;

Et le rimeur, fils pieux,
Soucieux,
Belleau, de te rendre hommage
Doit, hélas ! se contenter
D'emprunter
Ton vieux rythme et ton langage.

Après l'ode *En l'honneur de Remy Belleau* (juillet) vint,

en août, ce que l'on a appelé le *toast de Vire*, un poème qui par le ton et le sentiment me semble mériter un nom plus relevé, un poème que Gustave Le Vavas seur écrivit, non plus à la manière du rimeur nogentais, mais à la manière de sa propre jeunesse, à sa manière de 1846, à un demi-siècle de distance.

Rappelons-nous, le premier couplet au moins, de cette jolie pièce des *Poésies fugitives*, intitulée *Vire et les Virois*, l'une de celles que Bandelaire goûtait le plus et qu'il qualifiait de *petit chef-d'œuvre*. Après une épigraphe, tiré d'un sonnet de Vauquelin de la Fresnaye :

Je croy que quelquefois cherchant ses aventures
Ayant en Thessalie été pâtre Apollon
Qu'il vint se pourmener jusqu'aux monts de Bellon (1).
Et jusqu'aux Vaux de Vire et jusqu'aux Vaux de Bures.

le maître de la Lande débutait ainsi :

Qu'il fait bon aller en rimant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures !
Pour un poète bas-normand
Qu'il fait bon aller en rimant !
Il y trouve le sentiment
D'Apollon, chercheur d'aventures.
Qu'il fait bon aller en rimant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures !

De ces alertes triolets le souvenir et le rythme revinrent à Gustave Le Vavas seur, alors qu'allait s'assembler, à Vire, en août 1896, le congrès de l'Association normande. Dans l'état où l'avait mis le mal cruel qui le rongait depuis des mois, c'en était fini, pour lui, des congrès et des banquets. Il lui fallut un réel courage pour se rendre, le 18 août, au Conseil Général, dont il avait manqué la séance d'ouverture la veille. Mais ce jour-là même — 17 août — il avait adressé à son ami Eugène de Beaurepaire, huit couplets que, par une suprême coquetterie de virtuose, il avait rimés sur deux rimes seulement : l'envoi était accompagné des lignes suivantes : « Il est chimérique de penser que je puisse

(1) Dans une épigraphe de Robert et Antoine le Chevalier d'Aigneaux Vauquelin fait encore rimer avec Apollon les « hauts monts de Belon ». Ces monts-là ne sont pas connus sur place. *Beslon* ne donne pas une impression de montagne, mais peut, à vue de poète, être envisagé comme le commencement d'une petite chaîne qui, à Saint-Vigor, atteint 272 mètres d'altitude.

m'échapper fut-ce un jour, pour aller à Vire... A tout hasard, je vous envoie mon toast. Vous le garderez en portefeuille ou vous le lirez à votre choix. Il est un peu nébuleux. Mais je suis déjà bien fier d'avoir retrouvé assez de verve pour le mener à terme sans dégoût ni fatigue (1). »

La pièce (2) fut lue à Vire, par M. de Longuemare, au banquet du 29 août, l'on ne dut pas l'applaudir sans émotion. Pour l'absent, il lui en coûtait beaucoup de ne pouvoir dire lui-même ce qu'il sentait son ultime adieu de poète, adieu bien pénétrant de douceur grave et de mélancolie souriante :

Il est doux d'aller en rimant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures !
Tel fut mon premier sentiment
Il est doux d'aller en rimant.
Et jusqu'à mon dernier moment
Je veux dire aux races futures :
« Il est doux d'aller en rimant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures. »

Le souffle du zéphyr normand
Passe en caressant les ramures ;
On y sent exclusivement
Le souffle du zéphyr normand ;
Et le poète doucement
Rêve ou s'endort à ses murmures ;
Le souffle du zéphyr normand
Passe en caressant les ramures.

Quand vient l'avril, ce mois charmant,
Le chasse-coquin des froidures,
Le poirier fleurit bravement
Quand vient l'avril, ce mois charmant ;
Les pommiers plus timidement
Entr'ouvrent leurs roses parures,
Quand vient l'avril ce mois charmant,
Le chasse-coquin des froidures.

Aux étoiles du firmament
L'homme y conte ses aventures ;

(1) Lettre citée par Eug. de Beaurepaire dans l'*Annuaire normand* de 1897 et aussi par l'abbé Gourdel (*Les deux frères Le Vavas seur*, 1899).

(2) Publiée dans l'*Annuaire normand* de 1897, l'*Almanach de l'Orne* de 1898, et republiée par M. A. Lemaitre, en 1920, dans la revue *Au pays Virois*.

Jeune, il fait part de son tourment
Aux étoiles du firmament.
Lorsque vient juillet parsemant
D'or et d'argent les nuits obscures
Aux étoiles du firmament
L'homme y conte ses aventures.

Octobre prodigue au gourmand (1)
Les fruits avant les confitures ;
Quel merveilleux contentement
Octobre prodigue au gourmand !
La gerbe a donné son froment,
La poire et la pomme sont mûres :
Octobre prodigue au gourmand
Les fruits avant les confitures.

L'hiver est triste assurément,
De l'âge hélas ! les dents sont dures
Elles nous rongent sourdement
L'hiver est triste assurément.
Quel que soit son tempérament,
L'homme est atteint par ses morsures.
L'hiver est triste assurément,
De l'âge, hélas les dents sont dures.

Le temps aux cœurs est plus clément
Et moins cruel qu'aux chevelures.
En ce séjour frais et charmant
Le temps aux cœurs est plus clément.
Lorsque l'on vieillit en aimant,
On ne ressent point ses injures.
Le temps aux cœurs est plus clément
Et moins cruel qu'aux chevelures.

On descend la vie en rimant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures
Sous l'œil de Dieu tranquillement,
On descend la vie en rimant,
Ef jusqu'au seuil du monument
On boit aux vendanges futures.
Qu'il fait bon aller en rimant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures.

(1) Sachant que Le Vavasseur tenait à la rime classique, je n'aurais pas hésité, rectifiant le texte donné par l'*Annuaire normand*, à mettre gourmand au singulier. C'est bien ce que porte le brouillon écrit sur un petit calepin, que j'ai pu feuilleter non sans émotion.

Désormais, il n'est plus guère de Normand, pour peu qu'il ait de littérature, qui puisse passer par les Vaux de Vire sans se fredonner à lui-même quelques-uns des vers de Gustave Le Vavasseur. Et même parfois le pèlerin se laisse aller, imprudent, à en rimer de sa façon. Ainsi ai-je fait l'an passé. Je dédie mes modestes triolets aux bonnes gens, dénués de snobisme, qui ne dédaignent pas de pédaler encore.

DES VAUX DE VIRE AUX VAUX DE BURES

En souvenir des triolets de Gustave Le Vavasseur
(1846 et 1896)

Qu'il fait bon aller pédalant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures
Et d'y flâner en dévalant !
Qu'il fait bon aller pédalant !
A travers les roches coulant,
La Vire serpente et murmure
Qu'il fait bon aller pédalant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures !

Jean Vauquelin y fit entrer
De vieux temps la littérature ;
Les muses y vont folâtrer :
Jean Vauquelin les fit entrer,
Disant que l'on y voit errer
Apollon chercheur d'aventures.
Jean Vauquelin y fit entrer
De vieux temps la littérature.

Là quel Normand ne se souvient
De Le Vavasseur, de sa lyre ?
Le val garde son charme ancien.
Là quel Normand ne se souvient
De ceux qui l'ont chanté si bien
Depuis Basselin, fils de Vire ?
Là quel Normand ne se souvient
De Le Vavasseur, de sa lyre ?

Après Basselin et le Houx
Il a célébré le Bocage :
Alerte rimeur jusqu'au bout,
Après Basselin et le Houx.
Vanter ces ravins sembla doux

A son vieux comme à son jeune âge :
Après Basselin et Le Houx,
Il a célébré le Bocage.

Comme un tintement argentin,
Sa bonne chanson vibre encore,
Il jetait haut, mais pas hautain,
Comme un tintement argentin.
Parfois aux dépens des crétins,
Son verbe amusant et sonore :
Comme un tintement argentin,
Sa bonne chanson vibre encore.

En ce pays, Chênedollé
Vécut ses heures les meilleures ;
Il y songeait, loin exilé ;
En ce pays Chênedollé
Retrouverait inviolé
Le Coisel (1) qui fut sa demeure ;
En ce pays, Chênedollé
Vécut ses heures les meilleures.

A travers ces vaux et ces monts
Quand vous roulerez sans tapage,
Vous trouverez des compagnons
A travers ces vaux et ces monts :
Nos chers poètes reviendront
Refaire avec vous le voyage
A travers ces vaux et ces monts
Quand vous roulerez sans tapage.

Qu'il fait bon aller pédalant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures
Et d'y flâner en dévalant !
Qu'il fait bon aller pédalant !
A travers les roches coulant
La Vire serpente et murmure.
Qu'il fait bon aller pédalant
Des Vaux de Vire aux Vaux de Bures

BARON J. A. DES ROTOURS.

(1) A Burcy, au nord de Vire.

Claude de Morenne

Poète - Prédicateur - Évêque de Séez

MESDAMES,

MESSIEURS,

Maurice Maeterlinck, dans une méditation imprégnée du calme reflet de Normandie, *Pays de sapience*, où il passait les étés, nous déclare : « La force du passé est une des plus lourdes qui pèsent sur les humains. N'ayons pas pour lui le respect profond que l'instinct nous inspire, si ce respect nous fait craindre d'en troubler l'ordonnance... Mieux vaut un passé ordinaire qui tient à sa place dans sa brume qu'un passé somptueux qui prétend régenter ce qui ne lui appartient pas. Il n'y a point de passé vide ou pauvre, point d'événements misérables, il n'y a que des événements misérablement accueillis. Aussi tout ce que l'on peut dire en faisant le portrait d'un être ne ressemble que bien imparfaitement à l'image plus précise que nos pensées tracent en notre esprit dans l'instant que nous en parlons. Le personnage authentique et total ne surgit de l'ombre qu'au contact immédiat de deux vies (1). »

Mesdames, Messieurs, du contact de la vie chatoyante du xve et xvi^e siècle, et du rayon perçant du réflecteur moderne, *la critique historique*, nous constaterons la justesse des adages de Maeterlinck. Ils nous feront juger en pleine liberté, comme en pleine lumière, *Claude Privas de Morenne*, très attrayante figure de l'Eglise sagesse.

Pour lui donner son relief, il nous faudrait l'érudition littéraire, la plume svelte et colorée de Mgr Grente. Sous les feux tempérés de sa fine critique, Jean Bertaut nous apparaît, comme les personnages du clair obscur électrique de nos scènes modernes, singulièrement agrandi et lumineux.

L'analogie d'ailleurs est extrêmement frappante entre les deux évêques. Tous deux de bonne lignée, admirablement

(1) Morceaux choisis, collection Nelson : *Le Passé*, p. 72.

doués, profitent d'une éducation et instruction de choix pour gagner d'assaut des lauriers et titres, tous deux se contaminèrent aux heures d'adolescence dans les courtisannies du « *marivaudage* » de l'époque, tous deux judicieusement discernés par les rois de France devinrent conseillers favoris fort écoutés. Ceci les fera passer l'un comme l'autre des frivolités de cour aux honneurs de l'épiscopat où ils seront à la hauteur des responsabilités de la charge.

I

Si la famille de Bertaut était d'origine normande, celle de Claude de Morenne était de race poitevine. Les hautes fonctions de conseiller et doyen de la chambre du trésor, attirèrent à la cour le père de notre évêque et son frère Gervais. C'est donc à Paris que naîtra vers 1550, Claude Privas de Morenne.

A peine sorti de l'enfance, il se sentit porté vers les études théologiques. D'une imagination ardente, impulsif et gai, en vrai parisien, il se laissa séduire par les discussions qui agitaient la Sorbonne. Dès 1574, avant d'être docteur, il fit paraître sur la mort de Montgomery (1) un poème, où se trahissent les impétuosités de jeunesse, l'esprit de croisade contre les protestants.

C'est à cette même époque qu'il composa ses fameuses *Juvenilia* ou poésies légères, qu'il enferma plus tard au fond d'une cassette secrète de sa bibliothèque, après les avoir solennellement répudiées et condamnées. Son sacrifice n'alla point jusqu'à l'autodafé. C'est tant mieux, c'eût été vraiment grand dommage que les flammes, si purificatrices qu'elles aient été, eussent dévoré ces vers. Vous le jugerez à l'instant.

Une âme telle que la sienne devait bientôt se lasser de ces sucreries futiles, elle s'éprit d'études plus sérieuses. Claude devint docteur en théologie avant 1577, et se distingua d'ores et déjà par une éloquence pleine de fougue qui le conduira aux honneurs. C'est pendant ces années d'étude et de travail, qu'il connut le fameux René Benoist, docteur régent de la Faculté de Paris, confesseur de Marie Stuart, curé de Saint-Eustache, prédicateur d'Henri IV, soutien dévoué et ardent de ce prince.

Il est hors de doute que ce protecteur lui obtint la cure

(1) *Les Regrets et tristes Lamentations du comte de Montgomery*. A Paris, chez Deshayes, imprimeur près la porte Saint-Marcel, 1574.

de Saint-Médéric ou Merry. Certains de ses biographes ont affirmé faussement qu'il avait été curé de Saint-Gervais à Paris. L'erreur est compréhensible. Par la protection de son oncle Louis du Moulinet, son prédécesseur sur le siège de Séez, il eut le titre en cette ville de chanoine et prévost de la cathédrale, alors dédiée aux saints Gervais et Protas.

Lorsqu'en 1593, Henri IV, fatigué de combattre une puissance qu'il ne pouvait vaincre, se décida à embrasser le catholicisme, il écrivit de Mantes le 9 février, à Benoist, pour le prier de se rendre près de lui, et il ajouta : « *Mesmes que vous prépariez à c'est effet aucuns de vostre collège que vous cognoistries avoir la crainte de Dieu, et estre accompagniez d'esprit doux et aimant le bien et le repos de mes sujets* (1) ». Ces hommes jugés d'esprit doux remplis de crainte de Dieu, aimant le bien et la paix, furent Claude de Morenne, curé de Saint-Merry et Aimar de Chavagnac, curé de Saint-Sulpice.

Malgré les tracasseries de la Ligue, Benoist et ses deux assesseurs arrivèrent à Saint-Denis. Le roi les y rejoignit le 22 juillet 1593. Dès le lendemain, les trois curés discutèrent en plusieurs conférences, dont la première dura huit heures d'argumentation, les objections royales. Ils balayèrent les derniers doutes de l'esprit du monarque. De Morenne se distingua par son éloquence persuasive, le serré de ses controverses. Le roi converti, abjura le 25 juillet en présence de Claude de Morenne, ses collègues, un grand nombre d'abbés, de seigneurs et de prélats. Parmi ces derniers, Louis du Moulinet occupa une place prépondérante, et ses conseils, pleins de science et de piété, furent d'un grand secours au jeune et fringant orateur.

Les protestants, bien on le pense, furieux du succès de la joute théologique, essayèrent de ravir aux évêques leur royale conquête, et de les discréditer près d'Henri IV. Celui-ci fut inébranlable, conserva aux curés son affectueuse confiance. Ils devinrent ses prédicateurs ordinaires. Bien plus, pour marquer sa reconnaissance à ceux qui, selon son expression pittoresque, l'avaient aidé à faire « *le saut périlleux* », il leur ménagea les honneurs et les bénéfices de l'épiscopat. Benoist eut l'évêché de Troyes en 1594, mais il ne put obtenir ses bulles et dut renoncer à ce siège en 1604.

Claude de Morenne, plus heureux, vit son oncle résigner en sa faveur l'évêché de Séez. Rome fit son enquête et

(1) BERGER DE XIVREY : *Recueil des lettres missives d'Henri IV*, t. III, p. 768.

comme on ne put mettre en doute son édifiante conversion, après quelques attermoiemens, les bulles arrivèrent. L'élu se fit sacrer le 29 juillet 1601 à l'abbaye Saint-Victor de Paris, des mains de François d'Escoubleau, cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, assisté des évêques de Beauvais, de Noyon et d'Evreux. Avant d'admirer le fécond labeur de son très digne épiscopat, écoutons le « *barde* » folâtre s'attarder aux mignardises et tracas des amours profanes, puis soudain honteux, désabusé, les répudier avec véhémence pour donner tout son talent, son savoir et son cœur, aux saintes envolées. On croirait entendre un Baudelaire s'écrier en des accents sublimes (1) :

Soyez béni, mon Dieu, qui donnez la souffrance
Comme un divin remède à nos impuretés,
Et comme la meilleure et la plus pure essence
Qui prépare les forts aux saintes voluptés.

II

LA BARDE PROFANE ET LE POÈTE MYSTIQUE

Les paysages se reflètent dans les eaux du décor et jusque dans les glaces vaporeuses des nuages, et réciproquement tout monument, tout site prend son caractère spécial dans les horizons qui l'imbibent. De même, c'est une loi d'endossement et réflexion morale, les pensées et mœurs d'une époque se mirent aux pages de ses écrivains, et toute œuvre de littérature aspire en retour dans la vie contemporaine le cachet et le coloris de son attrait. Pour donc bien saisir le charme et la valeur de l'œuvre poétique — et certes nullement indigente en mérite, de Claude de Morenne — il nous la faut placer dans le cadre de ses événements historiques.

Chaque lumière s'annonce d'un rayon précurseur et longtemps s'accrochent ses lueurs aux êtres et aux choses. « On a donné le nom de *Renaissance* à l'époque qui a suivi immédiatement le Moyen-Age, dit Hanotaux (2), non pas qu'il y ait eu une coupure absolue entre le passé qui s'évanouissait et les temps nouveaux qui apparaissaient. Les semences depuis longtemps en terre, se levèrent soudain, la civilisation éclata comme une floraison d'avril. Cette éclosion fut due à une vie plus libre, plus luxueuse, amenant un magnifique élan de la pensée et des arts plastiques. »

(1) *Les Fleurs du Mal* (Spleen et Idéal).

(2) *La Fleur des Histoires Françaises*, p. 159.

Plus libre, plus luxueuse que l'entourage de l'austère, du renfrogné et scrupuleux Louis XI, fut la cour d'Henri II, où trônait en favorite la célèbre Diane de Poitiers. François I^{er} créa la noblesse de cour. Elle déserta châteaux et terres pour y laisser le gentilhomme campagnard et venir près du roi prodigue mener une vie de fastes. N'est-ce pas lui qui disait : « Une cour sans femmes est une année sans printemps et un printemps sans roses. » La « Marguerite des Princesses », mariée en 1509 au duc d'Alençon, Charles IV, puis à Henri d'Albret, y apporta aussi son parfum poétique. Le plus raide et taciturne François II, et Charles IX, furent trop absorbés par le conflit aigu de la Réforme, pour s'adonner aux gais ébats, aux raffinements de la courtoisie. Pourtant hélas ! Henri III avilira les courtoisies jusqu'aux désordres dissolus, aux prodigalités monstrueuses pour ses « *Mignons* » fameux. Tels le seigneur d'O, si efféminé de mise. Quant à Henri IV, malgré les sermons à la fois flatteurs et virulents de Claude de Morenne, les douces admonestations de Jacques Suarès lui-même évêque de Séz, on sait comment le « *Vert galant* » accommoda ses qualités d'administrateur, ses vertus de simple et bon monarque avec d'étranges faiblesses. Elles ont fait de lui un type unique, plein de grâces captivantes, de bonhomie souriante, de séduction irrésistible, léger de goût et cependant de commandement imposant, de profond sens, de grandeur d'âme, admirable patriote, instaurateur d'une politique nationale. On explique ce curieux amalgame par les impétuosités d'un tempérament débordant de sève et l'influence corruptive des derniers Valois. Les mêmes excuses plaident en faveur de notre poète en perpétuel contact avec ces mœurs rabelaisiennes. Ne nous étonnons pas d'y trouver le reflet de ce « *libertinage* » qui n'a pourtant ni le sens ni la bassesse des vilainies exaltées par certains poètes modernes.

L'élite qui m'écoute comprendra qu'une prudente réserve et une délicatesse extrême doivent écarter les citations capiteuses ou de saveur épicee. Le Livre I^{er} des poésies légères de Claude de Morenne, renferme des *Elégies*, *Chansons*, *Dialogues*, *Epithalames* et surtout des *Sonnets*.

Nous laisserons de côté les élégies et chansons amoureuses d'une mignardise et d'une prétention maniérées. Malgré la trivialité de l'appréciation, j'ose dire : « Plus cela change, plus c'est la même chose. » Il est avéré que toutes « les belles madames », « les brunes nymphettes (1) » ont des

(1) Citations prises çà et là en marge de toutes les compositions.

« *cheveux le crespé, refrisé* », des « *lèvres d'or* », des « *yeux cristallin* », une « *bouche en fin corail rougie* », « *teint des roses pourprées* », etc. Tant et si bien que le « *croissant de la lune argentée* », le « *feu luisant des mille étoiles d'or* », le « *soleil des cieux* », le « *doux coulant ruisseau* », l'« *émail odorant de quelque pré nouveau* », tous ces charmes ne sont rien auprès de ceux qui captivent le jeune barde. Il les chante dans le fatras mythologique d'alors, et dévoile les cruautés de Cupidon, d'Erycine, etc. S'y arrêter serait peine perdue.

Il en va autrement des *Sonnets* fort nombreux. N'était-ce pas l'engouement de l'heure ? Ils faisaient l'enjeu d'un pari, le triste engagement d'un duel ! Ils ont de l'élan, de l'élégance de forme, de la délicatesse du verbe, parce que sentis, ils furent plus naturels.

J'écarte les scabreux. En voici deux qui nous prouvent de quel vigoureux coup d'aile le poète se désagrippa du limon poussiéreux des amourettes et de quelle ampleur fut son envol quand il atteignit des hauteurs plus sereines, mieux éclairées de la lumière d'En-Haut !

SONNET VI (1)

Laquais, ferme bien l'huis, que l'on ouvre à personne,
Car je veus à part moy penser à la douleur
Qui depuis douze mois mine et gaine mon cœur
Sous l'ombre du bel œil qui sur mon chef raisonne.

Donque, ferme bien l'huis et pas un mot ne sonne
Que si tu entendais à l'huis quelque frappeur,
Regarde par la fente, et fusse un grand seigneur,
Laisse-le-moy frapper, de tel bruit ne t'étonne.

Mais si par ce fortuit Cariclée venait,
Je t'averty, laquais, ouvrir il lui faudrait,
Contre elle je ne puis être constant ny ferme.

Aussi ce me serait folle de vouloir
Luy fermer ma maison, las ! après luy avoir
Ouvert mon pauvre cœur qu'à tous autres je ferme.

D'une si tenace fidélité, le sonnet suivant nous fait grandement douter ! Ecoutons :

(1) Sonnet VI, p. 13.

SONNET XXI (1)

Ton œil fut le premier qui causa mon malheur,
 Le premier qui surprit le fort de ma pauvre âme,
 Le premier qui luy fit sentir de quelle flamme
 La beauté peut gêner d'un amoureux le cœur.

Je me donnay à toi pensant que la douceur
 Logeait dedans l'esprit d'une si belle dame.
 Mais ore je connoy le dédain qui t'enflamme
 Ne pronostiquer rien qu'une fière rigueur.

Fuyez loin de cet œil, vous autres qui encore
 Ne sentez le vautour qui mes boïaux dévore.
 Fuyez loin et jamais ne vous fiez en luy.

Je le pensay loyal, j'ai connu le contraire.
 Soyez mieux avisez que moy en telle affaire,
 Heureux cil qui se fait sage au dépens d'autrui.

Le voilà donc lassé, mécontent de ces incertaines jouissances. Aussi le second livre délaisse sonnets, élégies et épithalames pour chanter avec lyrisme *Le Printams*, avec une fraîcheur exquise de sentiments très gracieusement habillés de mots jolis et vicillots :

Quand le Printams d'un bel émail peinture (2)
 Le champ fleury que l'ingrate froidure
 Privait de ses couleurs...
 Quel est celui qui trop paresseux n'ose
 De son logis, ouvrir la porte close
 Pour venir s'égaïer.
 Mieux eut valu vivant vivre à notre aise...
 Avant de tams mourir...

L'épicurien qui sur le même sujet entonne une chanson où il parle encore des nymphes aux « *tresses blondissantes* », la termine subitement par ce couplet de repentir :

Las ! notre salle péché (3),
 Las notre faute commune,
 Est cause que Dieu fâché,
 De tels maux nous importune.

(1) Sonnet XXI, p. 40.

(2) Livre IX. *Le Printams*, p. 75.

(3) XVIII. *Le Printams*, chanson, p. 142-145.

Outre ces poésies descriptives, le second livre contient des « envois » de circonstances, tels : *Les Plaintes de la France*, sur le départ d'Henri de Valois, roi de Pologne ; *Les Tombeaux de Charles IX ; du Cardinal de Lorraine* ; une églogue au duc de Joyeuse, et enfin des *Imitations d'Horace*. Elles n'ont plus l'intérêt de l'actualité, laissons-les donc pour nous édifier maintenant avec ses « solennels adieux *aux folles amours* » (1), « ses poèmes lyriques remaniés » et expurgés ; et enfin ses « *cantiques spirituels* » :

Que te sert Cupidon d'éguiser tant de flèches,
 Importun que tu es. Comme si tu pouvais
 Maintenant esclaver mon esprit sous tes lois
 Arrière !...
 Je veux dorénavant de bouche et de pensée
 Adorer... Le Dieu qui source de tout bien
 Délivrera mon cœur de ton faible lien.
 O Père et Créateur qui es la Haut ez cieux,
 Reçoy entre tes bras un pauvre serf honteux,
 Qui outré de douleur entre espérance et crainte,
 N'ose lever les yeux vers ta majesté sainte...
 Assiste-moi toujours, ô Dêité sacrée,
 Et remetz en chemin ta brebis égarée.

Et cette « *ode* » n'est-elle pas prenante. Écoutons encore :

Donque sans plus à rien m'attendre (2),
 A ce monde je dis adieu.
 Je veus pour mieus servir à Dieu
 Dedans quelque rocher descendre...

Quand des voluptueux rivages les amarres furent rompues, avec célérité le nouvel Augustin va s'orienter vers la beauté suprême, lui clamer à son tour : « *Sero te cognovi, sero te amavi* : Trop tard je t'ai connu, trop tard je t'ai aimé, Seigneur (2). »

Les Cantiques spirituels sont dédiés à Messire Regnaud de Beaune, archevêque de Sens.

Le premier a pour titre : *Confession générale en laquelle le chrétien recognoît toutes ses fautes passées et en demande pardon à Dieu, espérant en sa sainte miséricorde* (2). Il débute ainsi :

O Créateur du ciel, de la terre et de l'onde,
 Roy des roys, et seigneur des seigneurs de ce monde,

(1) Livre I, XXXI^e poésie, p. 70 : *Adieu à toutes les folles amours*.

(2) Livre II, Poésie XXIV^e : *Adieu au monde*.

Qui fais reluire en moy les rays de ton imaye,
 Qui as pour me sauver de l'infenale rage
 A la croix espandu ton cher sang goutte à goutte,
 Ayez pitié de moy !

Le pénitent compte alors chacune de ses incartades au décalogue. Ne retenons que cet aveu de prodigue :

Ha ! que l'homme est bien fol qui adore et caresse
 L'idole mensonger d'une vaine déesse.
 O croix, ô sainte croix, humblement je t'adore.

Ne sont-ce pas les accents de *Sagesse* ou des *Liturgies intimes* de Verlaine. Le rapprochement s'impose :

Pitié, Dieu pitoyable, et m'aidez à parfaire
 L'œuvre de votre cœur adorable, en sauvant
 L'âme que rachetaient les affres du Calvaire (1) !

Et ne croirait-on pas entendre un Paul Claudel nous dire :

Soyez béni mon Dieu, qui m'avez délivré des idoles, qui
 [faites que je n'adore que vous seul.
 Seigneur je vous ai retrouvé.
 O Credo des choses visibles et invisibles, je vous accepte avec
 [un cœur catholique (2).

Glissons en toute hâte sur les autres cantiques. Le second paraphrase le *Miserere* ; le troisième le *Veni sancte spiritus*, le huitième le *Stabat Mater* :

Je veux toute ma vie uni près de la croix
 Contempler combien fut sa douleur infinie.
 Je veux pour un jamais te faire compagne (3).

Et Verlaine, lui, nous dit :

Je ne veux plus aimer que ma mère Marie,
 Siège de la sagesse et source de pardon (4).

(1) *Poésies Religieuses*, VERLAINE : Amour, p. 89.

(2) Paul Claudel, Stanislas FUMET (article de *La Vie Catholique*, avril 1905).

(3) Cantique VIII^e.

(4) *Sagesse*, II, p. 45.

Le cantique XI commente le psaume *Super Flumina Babylonis*, dont Bertaut, du Renon, Raçan, Fénelon, Malfilâtre et tant d'autres, ont analysé la touchante mélodie. Beaucoup de poèmes religieux de Claude de Morenne ont trait aux événements et font allusion aux ligueurs et aux dignitaires du temps. Nous avons le regret de ne pouvoir nous y attarder.

Impossible toutefois de passer sous silence les quatrains de pieux conseils dédiés en 1605 à son neveu Robert de Morenne :

Soigneusement mon fils écoute ma parole (1)
 Et la grave en tout âge au profond de ton cœur.
 Déteste jeune et vieux la volupté charnelle
 Et l'esbat de Vénus !...
 Prêchez la paix au peuple et rejetez la guerre,
 Par la guerre on ne voit que malheur sur la terre...
 Quand la paix entretient l'époux avec sa femme,
 Le mariage est plaisir de joie et de bonheur.
 Mais où l'on n'y voit que discorde et rancœur,
 Le mariage est pis que l'inférieure flamme.

M. Duhamel, à qui nous devons l'heureuse divulgation du secret manuscrit des *Juvenilia* de Claude de Morenne, s'exprime ainsi dans la préface de son volume : « Laissons à ceux qui liront Morenne, le soin de l'apprécier et de le juger. Puissent-ils sentir combien il est doux de retrouver au milieu de tant de réputations usurpées, de louanges imméritées, nos vieux *poètes nationaux*... Il n'est pas de ceux qui couvraient sous un déluge de mots la disette d'idées... Il a des expressions naïves et charmantes, une verve, une vigueur que ne connurent point tant de rimailleurs fatigants. Il est digne de figurer près de Jean Bertaut, il peut même lui disputer la première place. Pourtant il n'est guère pardonnable d'avoir privé si longtemps la postérité de ces gentils péchés mignons, où se livrent son esprit, sa grâce, sa poésie. »

Et maintenant qu'est venue l'heure de « citer » notre poète dans l'école que ses œuvres reflètent, nous ne serons nullement hésitants pour affirmer avec preuves à l'appui que ses deux grands inspireurs et modèles furent *Charles d'Orléans* et *François Villon*. Le premier, nous disent les

(1) *Quatrains de Messire Claude de Morenne, évêque de Séz.* — A Robert de Morenne, mon neveu. — Date de Plenné, 16 janvier 1605. A Paris, chez Bertaut, à l'Etoile d'or.

critiques, est un poète délicat, fleuri, dont l'imagination brode sur un fond d'aimable mélancolie. Il rime avec aisance le rondeau et la ballade dans une langue d'une limpidité parfaite qui rachète la banalité trop fréquente des idées. C'est le « *poète d'album* » représentant accompli de la littérature de société. Villemain admire son cachet original, ses impressions toujours vraies qui demeurent la langue d'un peuple.

Ne croirait-on pas entendre le procès de Claude de Morenne, dont l'inspiration, le genre préféré, les termes, sont d'une identité parfaite. On dirait la même vibration de deux harpes touchées l'une après l'autre par le même doigté. Quand de Morenne gémit sur les malheurs de la France après la mort de tel ou tel grand personnage :

O France ! tu peux fondre en pleurs (1).

C'est le thème de Charles d'Orléans, qui s'écrie :

France jadis on te voulait nommer (2)
 Entré tous pays trésor de noblesse...

Quant à Villon, il joint en sa poésie de « bazochien » l'esprit de saillie à la précision du trait, à l'observation pénétrante. Il faut y ajouter la sincérité du sentiment que rehausse la vigueur d'expressions tirées de la langue plus imagée, plus savoureuse du peuple. Parfois même il va jusqu'à l'argot, mais c'est tellement senti et si personnel qu'on l'a appelé à juste raison « *le poète le plus vrai de son époque* ». Son existence tourmentée rendra sa lyre mélancolique et nous touchera parce qu'elle a d'humain. Verlaine est bien de la même lignée. Malgré ses mœurs suspectes, Villon s'émeut au souvenir de sa mère « *pauvrette et ancienne* » et sait prier Marie :

Dame des cieux régente terrienne.

• *La Brièveté du temps, La Fragilité des biens d'ici-bas*, sont chantées dans des termes identiques par Villon et de Morenne. Le premier eut le mérite d'innover, le second celui d'imiter sans plagiat avec grâce et finesse.

Les autres poètes de la Renaissance, Marot avec son

(1) Livre II, Poésie XXII^o : *Le Tombeau de Charles de Lorraine*.

(2) M. C. 12.

pétrarquisme d'afféterie pédante mêlée d'élégant badinage, Ronsard et sa brigade qui jetèrent à profusion du grec sur le beau parler de France, et l'inondèrent d'allusions mythologiques, Remi Belleau ; « le peintre de la nature », Vauquelin de la Fresnaye, Desportes et enfin Malherbe, le réformateur sagace qui épure, le propagateur du rythme, tous eurent leur influence sur notre poète. Si nous en avons le loisir, nous pourrions classer, étiqueter telle expression, telle tournure, telle inspiration qui trahit l'origine de l'emprunt fait à chacun de ses devanciers ou contemporains. Tous ont fait, spécialement les deux plus reculés, de Claude de Morenne un barde national fort gracieux, un interprète heureux des galanteries de cour, et plus encore des amours du peuple, on les appellerait aujourd'hui « démocratiques ». Chose curieuse, en effet, ce poète qui vécut près des rois en son adolescence, emprunte aux mœurs de la foule des courtisans et favoris, ses sujets d'inspiration, mais les adapte, développe presque toujours dans le frais et plus vrai théâtre du monde champêtre. Ce qui contribue à faire de lui par surcroît un excellent chantre des charmes de la nature. Aussi nous apparaît-il sans forcer aucunement le rapprochement, comme un Coppée, ami des *Humbles*, dégoûté des grands comme aussi, et nous le constatons avec légitime fierté, un « *barde bien normand* ».

C'est le devancier de nos observateurs pénétrants et attentifs, de ces causeurs au verbe chaud, remplis à la fois de sagesse et de verve, d'indulgence et de causticité malicieuses, les amis et confidents, les interprètes du vigoureux langage à la bonne senteur du terroir. Oui, Claude de Morenne a un air de famille avec nos gloires ornaïses les *Le Vavas seur*, *Paul Harel*, *Francis Eon*, et tous nos chers nôtres, qui comme lui nous séduisent, nous font grand honneur.

III

LE PRÉDICATEUR ET L'EVÊQUE

Aussitôt converti et entré dans les ordres, Claude de Morenne va dépenser avec zèle les ressources de sa belle intelligence, de son imagination vive, la souplesse de son style, pour les devoirs de sa charge. « La parole est de l'air mis en mouvement, a dit Lacordaire, mais quand l'âme y entre, elle devient éloquence, justice, vérité. Autant vaut

la pensée d'un être, autant vaut sa parole (1). » Pour mieux connaître jusqu'au tréfonds, cette belle physionomie de pasteur, curé ou évêque, il nous faut donc analyser rapidement son éloquence. « Il prêchait à ravir », dit Marin Prouvère, et pourquoi ? C'est que, intimement convaincu de la puissance de ce levier d'âmes qu'est la prédication, Claude de Morenne apporta tous ses soins à ce devoir impérieux du sacerdoce.

Etant curé de Saint-Merry, il prononce l'*Oraison funèbre* d'Henri III (2), le vingt-et-unième jour d'août 1595. Pour être impartial plus que le bon curé, qui avait envers Sa Majesté de grandes obligations, disons que son discours est dans toute la rigueur du terme : « Une pieuse exagération. » Faire de ce roi à la vie molle et sensuelle, un monarque de vie « égale à celle de saint Loys », c'est aller un peu fort. Très excusable toutefois est le prédicateur, aujourd'hui comme naguère, tout éloge funèbre n'est-il pas un maniement d'encensoir aux volutes et bouffées plus ou moins habiles et parfumées.

Sont tout pareillement entachés de flatterie et d'indulgence excessives ses sermons de cour, comme « prédicateur ordinaire du roy Henri IV ». « Honorez et craignez votre roy, priez Dieu pour sa santé et prospérité, pensez au bien qui vient à tout le peuple de la conservation d'un prince (3). » Mais toutes ces révérences de chaire n'empêchaient point le théologien et le prêtre d'être ardent apologétique, de dialectique bien tramée, de doctrine évangélique, servi par un débit charmeur où l'on retrouve le poète, et un accent véhément de conviction entraînant. Au début du règne d'Henri IV, il envoie un *Epître aux catholiques de Paris* (4), qui n'est autre que l'un de ces discours enflammés où il montre « qu'il n'est pas loisible ou subject de médire de son roy et encore moins d'attenter à sa personne ». Il y joint des remontrances pour que la grande cité et les villes rebelles se rangent au service de Sa Majesté.

C'est surtout à Séez, que le pontife vigilant se montre prédicateur inlassable et très écouté. Il dédie à Messire Nicolas Brulart, chevalier, seigneur de Silly, conseiller d'Etat, garde des sceaux de France, un premier recueil d'œuvres oratoires. Il débute par huit sermons qui paraphrasent le psaume 136, *Super Flumina Babylonis ! La*

(1) *Pensées choisies*, p. 159.

(2) *Oraisons funèbres et Tombeaux*, 1605.

(3) René LE LONG : *Bibliothèque de la France*, t. II, p. 351.

(4) *Epître de M. Cl. de Morenne, curé de Saint-Médéric, aux catholiques de la ville de Paris* (10 août). Lhuillier, 1525. B. N. L. B., 35, 481.

poésie de touchante mélancolie, le sentiment profond de cette nostalgie de Jérusalem, si regrettée des Juifs captifs à Babylone, a passé dans l'âme des masses. Elle répond d'ailleurs à toutes les amertumes du cœur humain, aux espérances des vies, des individus et des nations. Le patriotisme et la religion ne peuvent atteindre plus haut degré. Les adaptations mystiques en sont extrêmement faciles. C'est pourquoi tant de prosateurs, poètes, orateurs, chrétiens ont mille fois commenté ce psaume. Bertaut s'écrie :

Nos luths qui pendaient aux saules de la rive,
Pleuraient en retrouvant la liberté captive... (1).

Claude de Morenne l'analyse et l'adapte aux événements sanglants dont il est le témoin attristé. Dans une prolixité exubérante d'applications parfois heureuses, on y trouve de vigoureuses apostrophes, d'ardentes invocations, de judicieux conseils. Pourquoi faut-il que ces envolées se noient dans des flocons de citations grecques d'un mauvais goût achevé ? Il s'y montre, comme en poésie, très patriote :

O ma chère Patrie, ma bien aymée, remettant devant les yeux le temps que je te voyoy si florissante !... Que puis-je maintenant faire sinon plerér, te voyant palle, déchirée, nue, my-morte, défigurée !...

O Souverain Père du monde. Las ! nous sommes venus à l'extrémité de nos maux... Vos merveilles seront-elles connues au milieu des ténèbres !... Non, Seigneur, ce sera l'homme vivant qui publiera vos louanges... A cœurs et bouches ouvertes, nous chanterons les admirables effets de votre grande miséricorde (2).

Ces huit sermons sont suivis d'une *Exhortation sur l'entrée d'une jeune damoiselle en religion*. Les parents d'aujourd'hui qui hésitent à donner leur fille au cloître, leur fils au sanctuaire, pourtant si dénudé de ministres, feront bien d'écouter cette pressante invitation de Claude de Morenne :

Pourquoy donc vous attristez-vous, père et mère, en la voyant se revêtir de l'habit d'innocence. Réjouissez-vous-en-plutôt, d'un œil mirez et admirez la dévoute résolution de cette petite vierge, les futures délices de Jésus-Christ, son époux.

(1) Mgr GRETE : *Un précurseur de Lamartine au début du XVIII^e siècle : Le Poète Evêque Bertaut.*

(2) Sermon VIII^e, p. 185, p. 7.

Très apostolique est le sermon sur la *Pénitence*, « cette mer rouge où se noient les armées de Sathan ». Une originale *Exhortation aux Cordeliers de Séez faite le jour de saint François après le repas*, se termine ainsi :

Continuants à être bons et dévots religieux comme vous avez toujours été, vous me trouverez pour jamais disposé à vous servir de père et protecteur (1).

D'un tout autre ton est la sévère *Remontrance à une religieuse tombée en faute* (2). Les reproches sont si violents pour la victime et son séducteur, les épithètes si cinglantes et brutales, que je n'ose les reproduire. Adoucissons quelques termes d'antithèses :

Tu étais paradis de Dieu, l'épousée de Jésus-Christ, tu es la conception de Sathan, une exécration... mettons « créature », la chapelle d'immondice. — Et toi, fils de serpent, violateur du temple de Dieu, va-t-en en prison de pénitence, et ceins tes entrailles de fortes chesnes, afflige ton âme de jeûnes et gémissements.

Le second recueil intitulé *Oraisons funèbres et Tombeaux*, est dédié à M. de Villeroy, secrétaire d'Etat. Des personnages louangés, un seul nous intéresse, c'est Louis du Moulinet. Avec un accent que double l'affection et la gratitude, il nous fait l'éloge de ce prélat exemplaire, qui dans un temps où la résidence souffrait mille accrocs, « durant trente-sept ans, ne s'absenta que cinq fois, pas la valeur d'un demy an ». Après avoir rendu justice à sa prudente, autorité, la fermeté de sa doctrine, il vante son zèle pour la prédication : « Fort longtemps, il a prêché tous les dimanches en cette sienne église cathédrale et une infinité de fois en autres villes de son diocèse (3). » Il rend enfin témoignage à la bonté de cet apôtre d'apaisement.

Comme Bertaut, Claude de Morenne ne cessa d'être poète. Dans ses discours on retrouve sa fougue, son coloris d'expression, l'enthousiasme a changé de point de mire, mais il a les mêmes qualités de personnalité qui en font un orateur d'une valeur égale, sinon supérieure à celle du poète.

C'est le 15 septembre 1605 que Claude de Morenne entra solennellement à Séez. Maurey d'Orville (4) nous a laissé

(1) Page 64.

(2) Page 72.

(3) *Oraisons funèbres et Tombeaux*, p. 66.

(4) MAUREY D'ORVILLE : *Recherches historiques sur la ville de Séez*, p. 175 et suivantes.

un récit détaillé de cette grandiose cérémonie. Abrégeons son récit. Le prélat vint coucher la veille à l'abbaye de Saint-Martin. Le lendemain à neuf heures, il monte à cheval en manteau court, l'épée au côté. A sa sortie par la porte des Garennes, il fut accueilli par le chevalier de Chailloué et autres nobles. Au long de la place, le seigneur de Château-Thierry donne la harangue de bienvenue au nom des bourgeois. A Saint-Pierre, c'est Jérosme Sellier, sieur de la Bretonnière, qui parle pour les notables. L'évêque descend dans une maison tendue de blanc. Là, le maître du logis — c'est son privilège — débotte le prélat, lui lave et baise les pieds. Il tend une toile de sa demeure jusqu'à l'autel de la cathédrale, pour que l'intronisé marche pieds nus. Comme dédommagement, il garde la dépouille civile et le cheval de l'évêque.

Quand Claude de Morenne a revêtu la soutane, le rochet, le camail et le bonnet carré, les chanoines font la révérence et donnent le baiser de paix. Derrière la porte de la cathédrale, l'abbé de Saint-Jean de Falaise, grand chantre, demande : « Qui va l ! — Claude de Morenne jadis prévost de cette église. — Que demandez-vous ? — A être reçu suivant la volonté du Saint-Père. — Avez-vous le brevet ? — Oui. — Faites-le lire, le chapitre le requiert. » Et les bulles furent lues devant l'assistance. Les chantres entonnèrent le *Te Deum* en musique.

Après avoir fait son adoration sur un prie-Dieu tapissé, l'évêque se rendit au trône où on le chaussa, puis il officia pontificalement, ayant pour diacre le promoteur Charles du Moulinet, pour sous-diacre Georges Desportes de Montmenoy. Quand la messe du Saint-Esprit fut terminée, on se rendit à l'évêché déguster un festin des plus exquis.

Le brillant cavalier qui entraît si pompeusement en la cité épiscopale, avait noble physionomie, s'il faut en juger par le portrait peint de la galerie des évêques sagiens. Sous la calotte noire, le front est large et dénudé, le visage ovale, d'un teint pâle. Une fine moustache châtain très foncé, une barbe longue et soyeuse à la Sully l'encadre, lui donne un air grave, majestueux. Le camail à capuce, un large col blanc et une croix pectorale, décorent le buste. Mgr Grente déplore avec raison, que le portrait de Bertaut, le voisin de celui de Morenne, défigure son personnage. Il eut la bonne fortune de trouver une vieille gravure qui donne des traits plus fidèles. Nous n'avons point eu la même joie. Il faut s'en consoler, car si fictive et imparfaite que soit

(1) Abbé HOMMEY : *Histoire de l'Eglise de Séz*, p. 156.

la toile qui nous reproduit l'aimable figure de Claude de Morenne, il nous semble qu'elle traduit assez bien la dualité d'âme accentuée de notre poète évêque, sa fine et gracieuse silhouette d'esthète, son grave maintien sacerdotal.

Marin Prouvère l'atteste : « Il gouverna avec douceur et modération. Il avait en tout le caractère qui sied à un évêque. Grave et sérieux dans les mœurs, facile et aisé avec ses familiers, il aimait son clergé et en était fort respecté. »

Aussitôt après sa promotion, le prélat visita les villes de son diocèse et y porta sa parole ardente. A Alençon, il officie le jour de la Toussaint l'an 1601 et donne le sermon. Le lendemain, il confirme chez les Clarisses.

Le lundi de Pâques 1602, il est à Argentan, y préside une abjuration, consent à être le parrain d'un enfant et règle un conflit entre Saint-Martin et Saint-Germain au sujet de la confrérie du rosaire.

Après avoir fait une ordination importante la même année, il compose ses *Catéchèses* et remanie ses oraisons funèbres et poèmes spirituels. Des élèves du séminaire du Mans étant venus avec la permission de leur évêque recevoir de sa main les saints ordres, la validité de leur ordination est contestée sous prétexte que la porrection des vases sacrés n'a pas été faite selon les règles. Un doute s'éleva, le pontife atterré, consulta la Sorbonne, qui répondit évasivement. Le collège de Navarre fut plus explicite, dans le sens de l'affirmative. Mais des évêques réunis à Paris et le cardinal Babolis conseillèrent de réitérer l'ordination.

Claude de Morenne se mit à l'œuvre ; la désolation et la fatigue qu'il en ressentit affaiblirent sa santé. Un capucin maladroit qu'il fallut « tancer » d'importance pour ses insolents sermons, augmenta ses soucis. Voyant la mort venir prématurément, il s'en remit à la volonté divine. Après avoir reçu les sacrements avec faveur, il expira saintement à sept heures du matin, le 2 mars 1610.

On lui fit des obsèques solennelles. Le premier des quatre archidiacres présents, M. Le Vandangeur, célébra la messe. Le Père Bonaventure Fouquet, dominicain, qui prêchait le carême à la cathédrale, fit l'oraison funèbre. Le corps du pontife fut inhumé près de celui de Louis du Moulinet. L'abbé Bazire se fit l'écho des regrets unanimes du clergé et du peuple dans une épitaphe un peu emphatique mais vraie (1) :

(1) Abbé HOMMEY : *Histoire générale du diocèse de Séez*, t. IV, p. 157.

... Ton nom n'est point entré sous l'éternelle nuit,
Il doit vivre à jamais au temple de Mémoire.
Ta gloire s'éternise en la bouche des hommes,
Tel est de la vertu le prix en ces bas lieux,
Et là Haut a toujours la couronne des cieux.

Plus concis fut le témoignage latin de Marin Prouvère :

Qui claruit ingenio, moribus, ore, stylo,
Optima pace fruatur
Faxit Deus.

Il fut distingué par son génie, ses mœurs, son éloquence,
ses écrits, qu'il goûte la meilleure paix et que Dieu lui-même la lui donne.

Baudelaire eut, pour ce frère poète *qui disait dévotement la messe et faisait une heure aux Muses la caresse*, cette strophe d'espérance hardie :

Mon Dieu
Je sais que vous gardez une place au poète
Dans les rangs bienheureux des saintes légions,
Et que vous l'invitez à l'éternelle fête
Des Trônes, des Vertus, des Dominations (1).

L. TABOURIER,
Curé de Saint-Léger-sur-Sarthe.

BIBLIOGRAPHIE DE CLAUDE DE MORENNE

Les *Regrets et Tristes Lamentations du comte de Montgomery*, sur les troubles qu'il a esmeuz au royaume de France, depuis la mort du roi Henri II^e de ce nom, jusqu'au vingt-sixième de juin qu'il a été exécuté. Avec une prédiction sur la prinse du dict Montgomery en la ville de Charenton, p. C. Dem à Paris, par Pierre Deshayes, imprimeur près la porte Saint-Marcel 1574, avec privilège B I Y, 4661 A.

Une autre édition a été faite à Rouen chez Martin le Mégissier, tenant boutique au haut des degrés du palais 1574 avec privilège B I Y, 4661-A.

(1) *Les Fleurs du Mal* : Bénédictions, p. 6.

2. *Les Cantiques et Quatrains spirituels de M. Claude de Morenne* curé de Saint-Médéric, prédicateur ordinaire du roy. Avec un panégyrique fait pour le sacre et couronnement d'Henri IV, roy de France et de Navarre.

A Paris, chez Jamet Métayer et Pierre Lheullier 1595, in-8°.

3. *Catecheses pro instructione ad bonè altèque se preparandum sacre communioni.*

Paris, année 1604, rursum impressur 1614. (D'après Dumoutier, *Neustria Christiana*.)

4. *Oraisons funèbres et Tombeaux*, composez par Claude de Morenne, évêque de Séez. Dédié à M. de Villeroy, secrétaire d'Etat. Aux cantiques, quatrains et autres poèmes, tant français que latins.

A Paris, chez Pierre Bertaut. Aux Mont-d'Hilaire, à l'Estoile couronnée 1605, B I Y 3804. Autre édition de 1601 chez François Huby, rue Saint-Jacques, au Soufflet-Vert devant le collège de Marmoutier. Et en sa boutique au Palais en la galerie des prisonniers, B I Y, 3805.

5. *Oraison funèbre sur le Trépas de Henri III^e, roi de France et de Pologne*, prononcée en l'église Saint-Médéric le 21^e jour d'août 1595, par Ch. de M., curé. A Paris, chez Jamet-Métayer et P. Lhuillier, in-8°. Bibliothèque nationale 4 B 24 816.

6. *Epître aux catholiques de la ville de Paris* (10 août). Saint-Denis en France, P. Lhuillier, 1595, in-8°, presse. Bibliothèque nationale 4B 35, 181.

ÉPITAPHE

DE CLAUDE DE MORENNE

par l'abbé Bazire

Bien que la loi commune à la mort t'ait conduit
 Prélat, qui fus un jour de ton siècle la gloire,
 Ton nom n'est point entré sous l'éternelle nuit,
 Il doit vivre à jamais au temple de Mémoire.
 Ta doctrine et ta vie, ayant comme un flambeau
 Les vices dissipé de ce monde où nous sommes,
 Dieu fait qu'alors qu'on met tes os dans le tombeau
 Ta gloire s'éternise en la bouche des hommes,
 Tel est de la vertu le prix en ces bas lieux,
 Et là-Haut, à toujours, la couronne des cieux.

(D'après l'abbé HOMMEY : *Histoire générale du diocèse de Séez*, tome IV, p. 157.)

La Presse Alençonnaise

de

la Révolution au Second Empire

Au Congrès provincial de la Société Bibliographique et des publications populaires, tenu au Mans en 1893, M. de La Sicotière présenta une *Bibliographie des Journaux du département de l'Orne* (1). Pour l'établir, il eut surtout recours à ses riches collections, dont le catalogue a été rédigé par M. Polain, ainsi qu'à celles des Archives départementales. Nous ne remercions pas ce travail excellent.

Nous ne reproduirons pas non plus les détails curieux que nous a laissés M. Louis Duval dans ses articles documentés sur *L'Imprimerie et la Librairie à Alençon et dans le diocèse de Sées*, que publia la *Revue Normande et Percheronne* (2). Nous bornerons notre curiosité à l'étude de la Presse alençonnaise de la Révolution au Second Empire (3).

AVANT ET PENDANT LA RÉVOLUTION

Le premier journal imprimé dans notre ville n'est pas un journal alençonnais. Malassis le Jeune fit paraître le 6 janvier 1788 le premier numéro des *Affiches, annonces et avis divers de la province du Perche*, dont le rédacteur était un Mortagnais, habitant Paris, l'abbé Burat (4). Ce pério-

(1) Congrès provincial de la Société bibliographique et des publications populaires tenu au Mans les 14 et 15 novembre 1893. Compte rendu, publié en 1894, chez Ed. Monnoyer au Mans, pp. 295-322. L'article de M. de La Sicotière ne contient que de courtes notices dont nous donnerons les références au cours de cette étude.

(2) *Revue Normande et Percheronne*, 1897, pp. 117, 155 et 249.

(3) Pour cette étude nous avons mis à contribution les séries K et T des Archives départementales de l'Orne, et surtout les journaux locaux que nous avons consultés soit aux Archives, soit à la Bibliothèque municipale, héritière des riches collections de M. de La Sicotière.

(4) Louis DUVAL : *Le premier journal imprimé à Alençon*, dans la *Revue Norm. et Perch.*, 1894, p. 381. — L. DE LA SICOTIÈRE : *Bibliographie des journaux du département de l'Orne*, p. 297.

dique hebdomadaire, de format in-8°, disparut au début de 1789. Il est mentionné dans le catalogue de la Bibliothèque de M. de La Sicotière, mais nous regrettons aujourd'hui son absence dans la collection léguée par lui à Alençon.

Cette lacune est d'autant plus fâcheuse que, par ailleurs, aucun exemplaire du premier journal révolutionnaire publié à Mortagne n'est, semble-t-il, parvenu jusqu'à nous. Au risque de commettre une digression, qu'on nous permette à cet égard quelques réflexions.

M. de La Sicotière, dans sa Bibliographie, signale que ce journal ne nous est connu que par la mention de Delestang dans ses manuscrits et qu'il eut au moins 57 numéros (1). M. Duval suppose qu'à l'instar des *Affiches... du Perche*, il fut imprimé par Malassis le Jeune (2). D'autre part, dans le catalogue de la bibliothèque de M. de La Sicotière, figure, sous le n° 9.949, un portefeuille légué à la bibliothèque d'Alençon (3). Ce portefeuille, qui contenait un n° de *La Renommée* ou *Journal de Mortagne*, a malencontreusement disparu, probablement au cours de la dernière guerre. Par contre, nous avons eu la bonne fortune de retrouver une lettre adressée le 11 floréal an VI par le Ministre de la Police Générale de la République au Commissaire du Pouvoir exécutif près l'Administration centrale du département de l'Orne, qui donne sur *La Renommée* des précisions intéressantes (4) :

Lorsque je vous fis passer, citoyen, le 16 pluviôse dernier, l'arrêté du Directoire du 6 du même mois, qui rendait à la liberté le citoyen Marre, imprimeur à Mortagne, propriétaire d'un journal intitulé : *La Renommée*, je vous recommandai de faire examiner dans la levée des scellés apposés sur les presses et papiers de cet imprimeur, s'il n'y aurait pas des indices qui pussent faire connaître les véritables rédacteurs de ce journal proscrit.

Je n'ai reçu de vous aucune réponse à cet égard.

Le citoyen Fourbet qui est sous un mandat d'arrêt, comme accusé par le citoyen Marre lui-même, d'avoir été le principal rédacteur de *La Renommée*, réclame également sa mise en liberté et donne pour motifs :

1° Qu'il n'a jamais été chez Marre qu'en qualité d'ouvrier imprimeur ;

2° Que ce fait peut être attesté par les citoyens *Delestang*,

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 297.

(2) *L'Imprimerie et la librairie à Alençon et dans le diocèse de Sées*, dans la *Revue Norm. et Perch.*, 1897, p. 117.

(3) Catalogué sous le n° 2.490.

(4) Archives départementales de l'Orne, liasse T 184 (cote provisoire).

commissaire près l'administration municipale de Mauves ; *Lechevalier*, secrétaire de la même administration du canton de la Mesnière ; *Périgault-Lamolte*, citoyen de Mortagne, et *Lafresnaye*, juge de paix de Soligny, qui tous ayant fait insérer plusieurs articles dans le journal de Marre, en avaient de lui seul ou l'aveu ou le refus, et ne connaissaient que lui seul pour rédacteur ;

3^o Que toutes les pièces de la correspondance de ce journal, qui se sont trouvées lors de la levée des scellés, ont dû prouver clairement que Marre seul était le rédacteur et que le citoyen Fourbet n'y était aucunement désigné comme tel ;

4^o Qu'ayant sa femme à trois lieues de Mortagne, il allait souvent passer plusieurs jours auprès d'elle, ce qui n'empêchait pas le journal de Marre d'aller à l'ordinaire ;

5^o Qu'ayant quitté son état d'ouvrier imprimeur dès le commencement de thermidor, le journal de Marre n'en avait pas moins continué sans interruption jusqu'après le 18 fructidor ; ce qui prouve évidemment qu'il n'en était en aucune manière le rédacteur ;

6^o Enfin, que ce journal n'était que l'écho littéral des querelles personnelles du canton et des différents partis dont Marre s'attachait toujours à servir le plus fort ; que tous ses articles lui étaient fournis par différents citoyens du pays, qui abusaient tour à tour de sa faiblesse et de son ignorance, et que si Marre lui-même avait déclaré que lui, Fourbet, était le rédacteur de son journal, c'était uniquement pour se soustraire, en le faisant frapper de déportation, au paiement de ce qu'il lui devait pour ses travaux et ses services.

Tels sont les faits sur lesquels Fourbet appuie sa défense. Je vous charge de faire tout ce que pourra vous suggérer votre zèle pour me mettre à même de prononcer sur la réclamation du citoyen Fourbet.

Un nommé Legros, instituteur à Mortagne, demeurant maison ci-devant couvent Saint-Eloi, m'est signalé comme le rédacteur secret de la feuille proscrite. Vous aurez eu sans doute des renseignements certains sur les faits, en examinant les papiers après la levée des scellés.

Salut et Fraternité.

Signé : *illisible*.

Au début de la Révolution, en 1789, Dufriche-Valazé, qui devint député à la Convention, fit marché, à Alençon, avec Malassis, pour la publication d'un *Journal des Assemblées provinciales du Royaume*, mais la feuille ne vit pas le jour (1).

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op cit.*, p. 297.

En 1790, le 4 mars, paraissait chez Jean-Zacharie Malassis, dit le Jeune, le premier numéro du *Journal pour le Département d'Alençon* (1). On comprendra ce titre en lisant, en tête du n° IV (25 mars) : « Le département d'Alençon portera le nom de département de l'Orne. » Le n° VII est d'ailleurs intitulé : *Journal pour le Département de l'Orne dont le chef-lieu est Alençon*.

Un prospectus nous révèle les intentions du rédacteur : le journal donnera un exposé exact et succinct des opérations de l'Assemblée Nationale. Il tiendra les lecteurs au courant des nouvelles étrangères, car l'Europe est dans un état de « fermentation » qui « fait présager de grands événements » ; mais ces renseignements seront subordonnés à la chronique départementale. On pourra ainsi « se passer des journaux que leur multiplicité rend très chers ». Outre les avis, annonces et demandes d'emploi, on publiera les comptes rendus des livres nouveaux, les découvertes des artistes, les secrets utiles à la Société, les anecdotes intéressantes et propres à encourager la vertu.

Le format sera l'in-8° de 8 pages ; le caractère, le petit romain. Le journal paraîtra le jeudi. L'abonnement, fixé d'abord à 6 l. pour Alençon et 7 l. 10 s. pour tout le royaume, passera, en 1791, à 7 l. 10 s. et 9 l.

Cette feuille, qui n'eut que deux années d'existence, est très précieuse pour l'histoire de l'Orne au début de la Révolution. Nous nous bornerons ici à une courte citation poétique qui donnera une idée de l'ironie caustique d'un des collaborateurs (2) :

Barbouilleurs de papier, mes illustres confrères,
Eternels écrivains de pamphlets éphémères,
Contre le sens commun hardiment déchaînés,
Et de la liberté, surtout, ennemis nés,
Vous avez bien raison : Ne souffrez pas qu'en France
On prétende être heureux ; qu'on s'instruise et qu'on pense.
Montrez que par les lois un empire périt ;
Surtout, si vous pouvez, montrez un peu d'esprit...

Puis, parlant des précurseurs de la Révolution :

... Je sais qu'on se plaignait que certains personnages
Fronçaient ouvertement nos lois et nos usages ;
Qu'ils croyaient voir partout des abus, des horreurs,

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 297.

(2) Numéro VII.

Et du peuple opprimé se disaient les vengeurs.
De bons ordres du roi parfois les faisaient taire.
D'ailleurs c'étaient des sots : C'étaient Rousseau, Voltaire.
Dont on siffle aujourd'hui la médiocrité,
Et qui n'ont, Dieu merci, nulle célébrité !...

Il ne semble pas qu'Alençon ait connu d'autre journal local pendant la Révolution. Si, en l'an II, un prospectus, imprimé chez Malassis, annonça la parution d'une *Gazette politique, littéraire et de jurisprudence du département de l'Orne*, le projet ne fut pas réalisé (1).

Mais, pendant qu'Alençon, aux heures les plus tumultueuses de la Révolution, imitait de Conrart le silence prudent, un de ses fils acquérait dans la capitale une célébrité de mauvais aloi : Hébert créait le fameux *Père Duchesne* qu'il envoyait régulièrement à ses sœurs demeurées à Alençon.

CONSULAT ET EMPIRE

Histoire du Journal d'Alençon

A la fin du Consulat, le bibliothécaire de l'Ecole centrale, Louis Dubois, estima que le moment était venu de faire revivre le *Journal pour le département de l'Orne*, qui n'avait eu qu'une existence éphémère. Il s'adressa à l'imprimeur Malassis le Jeune qui fit sortir de ses presses, le 5 pluviôse an XI, le premier numéro du *Journal du Département de l'Orne*, portant en épigraphe : « Ma règle est d'être vrai, mon état d'être utile. » Cette feuille paraissait tous les cinq jours, sous le format in-8°. Elle était consacrée aux nouvelles d'Alençon et du département, aux informations politiques, militaires, scientifiques, artistiques et littéraires, à la statistique, à la biographie des personnages illustres de l'Orne. Elle insérait des pièces de vers, des charades, des énigmes et enfin des affiches et annonces. Le journal cessa de paraître le 30 messidor an XI, lors de la fermeture de l'Ecole centrale. Le 2 novembre 1806, Louis Dubois, qui était devenu le secrétaire intime du Préfet, en reprit la publication. Les nouveaux abonnés reçurent gratuitement les 5 premiers Bulletins de la Grande Armée. Le journal parut d'abord deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche, puis, à partir du 12 avril 1807, le dimanche seulement. L'abonnement primitivement fixé à 24 francs par an fut

(1) Ne figure pas dans la *Bibliographie* de M. de La Sicotière.

ramené ensuite à 12 francs. Le numéro pris isolément était vendu 50 centimes.

L'histoire du *Journal du Département de l'Orne* mériterait une étude spéciale, car c'est l'ancêtre vénérable des journaux alençonnais. On nous pardonnera donc de rappeler au moins les débuts de sa carrière (1).

Il eut tout d'abord, sous l'Empire, le privilège de ne pas connaître de concurrent. Un décret impérial, du 3 août 1810, décida qu'il n'y aurait qu'un seul journal, dans les départements autres que celui de la Seine ; mais que les préfets pourraient autoriser la publication de feuilles d'affiches ou d'annonces pour le mouvement des marchandises, ventes d'immeubles, ainsi que celle des journaux traitant exclusivement de littérature, sciences, arts et agriculture (2).

Dans une lettre écrite au Ministre de l'Intérieur le 29 août 1810, le Préfet Lamagdelaine l'informe que le *Journal du Département de l'Orne* compte 65 abonnés, sans parler des distributions gratuites, que, sans les insertions et affiches judiciaires, il ne pourrait se soutenir, et qu'à son avis ce journal « peut être utile » et « mérite d'être maintenu (3) ».

En avril 1811, nouvelle enquête du baron de Pommereul, Directeur général de l'Imprimerie et de la Librairie (4). Des renseignements fournis par le Préfet, il résulte que le Journal suffit au département pour les affiches et les annonces et que le rédacteur et l'imprimeur partagent par moitié le produit net des abonnements et des insertions.

Le 28 novembre 1811, Louis Dubois reçoit un arrêté du Préfet le maintenant comme rédacteur de son journal, avec la nomenclature des principaux articles dont l'insertion appartient à la feuille d'annonces qui formera, à l'avenir, le supplément du journal proprement dit (5). Suivant les termes de la circulaire du Directeur général de l'Imprimerie (4 novembre) il doit tirer ses feuilles in-8° sur papier dit carré d'impression ; la justification, ou longueur des lignes consacrées aux affiches et annonces, doit être d'un décimètre ; chaque page aura 50 lignes de petit romain. Le prix des insertions ne pourra être supérieur à 25 centimes la ligne. A partir du n° 290 (8 décembre), Louis Dubois se conforme à la justification prescrite.

(1) L. Duval en a donné un bref historique dans la *Revue Norm. et Perch.*, 1897, p. 119. Voir également : L. DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 298.

(2) Arch. départ. de l'Orne, liasse T. 184 (cote provisoire).

(3) Arch. dép. de l'Orne, 43. K. 1.

(4) Arch. dép. de l'Orne, 43. K. 1.

(5) Arch. dép. de l'Orne, 43. K. 1.

En 1812 le Préfet dut faire une nouvelle enquête sur les ressources du journal et de son supplément (1). Louis Dubois lui adressa à cette occasion, le 11 mars, une lettre très curieuse, car elle nous initie aux débuts difficiles du journal et nous renseigne sur la louable persévérance de son rédacteur (2).

MONSIEUR LE BARON,

J'ai reçu à sa date la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 26 février dernier relativement au journal dont je suis le propriétaire-rédacteur. Si j'ai tardé quelques jours à vous répondre, c'est qu'il m'a fallu recourir à diverses personnes et examiner attentivement plusieurs registres pour rassembler les renseignements dont vous me faites la demande.

Le *Journal de l'Orne* est hebdomadaire ; il n'est tiré qu'à 140 exemplaires in-8°, de 8 à 16 pages suivant l'abondance des matières :

Tirage pour les abonnés	70	} 140 exemplaires
Envois officiels et distribution gratuite...	48	
Dépôt pour compléter les collections des abonnés	22	

Le prix de l'abonnement est de 12 francs : ce qui produit par an une somme de 840 francs.

Le timbre de 140 exemplaires de chaque numéro, à 9 fr. 30 c., coûte par an, en y comprenant quelques suppléments, cinq cent vingt francs, ci..... 520 fr.

Port par la poste et frais de distribution en ville, par an 312 »

Impression ; colle, bandes, adresses, correspondance pour les 52 n^{os} avec les suppléments, soit pour la partie du Journal, soit pour les Affiches ; imprimés sur Petit-Romain et Petit-texte, très grande justification..... 1.560 »

Tenue du Registre d'Affiches et d'abonnements, frais de copies, menues dépenses, demi-abonnements à divers journaux ; achats de quelques nouveautés ; trois cents francs, ci 300 »

Total de la dépense..... 2.692 »

(1) Arch. dép. de l'Orne, 43. K. 1.

(2) Arch. dép. de l'Orne, T. 184.

La Recette du Journal et des affiches se compose :

1^o Des abonnements ; 2^o Du prix des insertions.

Les 70 abonnements produisent une somme de 840 fr.

Les affiches ou insertions pour chaque n^o peuvent s'élever au plus, en prenant un terme moyen, à 4 pages qui, à cause des blancs, des titres et des signatures des requérants ne sont jamais pleines. Il faut d'ailleurs déduire les remises, les insertions répétées et même des insertions gratuites. Les 4 pages d'Affiches jointes à chaque n^o du Journal, évaluées à 40 fr., produisent par an 2.080 »

La recette totale du Journal et des Affiches est donc de deux mille neuf cent vingt francs, ci 2.920 »

Balance :

Recette 2.920 fr.

Dépense 2.692 »

Produit net 228 »

Ce produit très faible et qui pourra diminuer dans plusieurs circonstances, est une légère indemnité des frais que j'ai été obligé de faire il y a cinq ans pour l'établissement de cette entreprise. Ce n'est même que depuis quelques mois que le produit s'en est amélioré. Lorsque vous ordonnâtes, Monsieur le Baron, de constater quels étaient les charges et les bénéfices du Journal de l'Orne, le Commissaire, que vous aviez nommé pour cet objet, vérifia exactement mes registres et les Etats de la poste et du timbre : du procès-verbal qu'il dressa le 21 février 1809 et dont vous transmîtes copie à S. Em. Monseigneur le Ministre de la Police générale qui en avait fait la demande, il résulta que la recette du Journal et des Affiches produisait, comme aujourd'hui, en bénéfice, fort peu au delà des frais. S. E. voulut bien se contenter d'une somme annuelle de cinquante francs, payable en deux termes égaux, somme que j'ai toujours versée par avance à chaque semestre, et que j'offre de continuer de payer, mais à dater du 1^{er} juillet prochain, puisque ce mois de janvier j'ai versé pour tout le semestre courant. Au surplus, indépendamment de la rétribution annuelle de cinquante francs que j'offre, mon journal, comme tous les autres, rapporte au Gouvernement une somme assez forte, tant pour les frais de port par la poste, que pour le timbre des feuilles.

Je crois, Monsieur le Baron, qu'en payant une rétribution de cinquante francs par an, j'aurai bien acquitté ma dette, puisque

cette somme représente le quart du produit net de mon journal et qu'il est peu de mes confrères qui, même en prenant cette base évidemment trop rigoureuse, ne soient beaucoup plus favorablement traités que moi. Le Département de l'Orne fournit très peu d'abonnés. Les courriers des postes séjournent trop peu de temps à Alençon et les Gazettes de Paris y parviennent à des jours et à des heures trop peu commodes, pour que je puisse faire paraître plus fréquemment mon journal et offrir des nouvelles fraîches : il en résulte que cette feuille a beaucoup moins d'abonnés qu'elle n'en aurait partout ailleurs.

Ce n'a certainement pas été l'espoir du gain qui m'a déterminé à entreprendre le Journal de l'Orne. J'avais engagé inutilement plusieurs personnes à s'en charger : elles étaient dégoûtées par le peu de succès qu'avaient eu à diverses époques quatre entreprises de ce genre. Je connaissais d'avance le peu de ressources qu'offrait à cet égard le Département ; mais je crus pouvoir, à l'aide des Affiches, fonder un établissement qui n'est pas sans utilité ; j'y trouvais d'ailleurs une occasion et un moyen de faire mieux connaître aux habitants du Département de l'Orne leur propre pays par une foule de notices sur leur histoire civile, littéraire et ecclésiastique, leurs antiquités, leurs monuments, leur agriculture, etc., articles qui, se complétant annuellement, doivent nécessairement offrir, par la suite, une sorte d'Archives qui pourront toujours être consultées avec fruit. J'en suis d'autant plus convaincu que ces articles, faits avec beaucoup de soin, sont le résultat de recherches longues et pénibles faites la plupart dans des matériaux qui, disparaissant de jour en jour, finiront par manquer absolument aux personnes qui par la suite voudraient en faire usage.

J'ose espérer, Monsieur le Baron, que, d'après les sentiments d'équité qui vous animent, et la bienveillance que vous ne cessez de témoigner aux établissements utiles, vous voudrez bien prendre en considération les motifs que je viens de vous exposer. Je me permettrai donc de vous proposer de fixer à cinquante francs par an, comme par le passé, la rétribution que je devrai payer pour mon entreprise.

J'ai l'honneur d'être, etc.

LOUIS DUBOIS.

Après les Cent Jours, la seconde Restauration demanda l'avis du nouveau Préfet sur les Journaux politiques et les Feuilles d'annonces établies dans son département, leur nombre, leur ancienneté, leur utilité, le crédit dont ils jouissaient, sur les opinions politiques de leurs propriétaires et de leurs rédacteurs.

Le Journal du Département de l'Orne se maintint sous son titre primitif jusqu'à la fin de l'année 1817, époque où Poulet-Malassis obtint du Ministre de la Police Générale l'autorisation de réunir en une seule feuille celle des Annonces et avis divers et le Journal politique du département sous le titre de *Feuille hebdomadaire du Département de l'Orne, affiches, annonces et avis divers* (format in-8°) (1). En 1824 le format et le titre se modifient. Le journal devient in-4° et s'intitule : *Département de l'Orne. Feuille hebdomadaire*. A partir de 1828, il prend le titre définitif qu'il a conservé jusqu'à sa récente disparition : *Journal d'Alençon et du Département de l'Orne*. Il paraît le lundi et voit son format passer de l'in-4° à l'in-folio, avec un retour momentané à l'in-4° en 1836. Conformément à l'article 3 de la loi du 18 juillet 1828, le Journal d'Alençon se consacre aux lettres, au commerce, à l'industrie, aux nouvelles non politiques, à l'analyse des actes publics de la Préfecture et des autres administrations, aux annonces judiciaires, affiches, avis et mercuriales. L'abonnement est de 12 francs pour Alençon et 14 francs pour la poste.

La Presse fut l'objet d'une surveillance rigoureuse sous l'Empire et la Restauration. L'histoire du *Journal d'Alençon* nous en fournit plusieurs exemples.

Avant sa parution, en l'an VIII (29 pluviôse), il était interdit aux propriétaires et rédacteurs de journaux d'insérer les nouvelles relatives au mouvement des armées de terre et de mer. Le 9 thermidor an IX, le Ministre de la Police générale de la République menace de supprimer les journaux qui inséreront des « nouvelles dont l'objet peut alarmer le commerce et troubler l'esprit public ». Le 19 thermidor l'interdiction s'étend à « ce qui peut concerner la religion, les Ministres et les cultes divers ».

En l'an XI (11 prairial) défense est faite aux journalistes de parler des mouvements des ports et des armées, de la sortie et de la rentrée des corsaires, et de publier des extraits des papiers anglais, avant le Journal Officiel. Dans une lettre écrite au préfet le 15 prairial, Louis Dubois, — qui s'intitule un peu longuement « bibliothécaire de l'Ecole centrale de l'Orne ; membre de la Société d'Emulation d'Alençon ; correspondant de la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale à Paris ; membre associé de la Société littéraire de Bourges, de l'Académie des Sciences, Lettres et

(1) Arch. dép. de l'Orne, T. 184. Les renseignements qui suivent sont empruntés à la même liasse. Nous y renvoyons une fois pour toutes le lecteur.

Arts de Caen, et de la Société d'Agriculture et de Commerce de la même ville », — fait cette déclaration : « Je désire trop vivement l'abaissement de l'orgueil et surtout de la puissance des Anglais pour ne pas m'empresser de me conformer à une démarche aussi politique que raisonnable. »

Le 9 pluviôse an XIII, le Ministre de la Police générale de l'Empire recommande aux rédacteurs d'éviter avec soin ce qui tendrait à inquiéter ou à agiter les esprits en quelque sens que ce soit, surtout en matière de religion et de ne rien insérer contre les établissements autorisés par le gouvernement.

En septembre 1806, aucune mention ne sera donnée des faits publics qui auraient eu lieu ou qui auront lieu dans le département du Morbihan ; on s'abstiendra de rendre compte des mesures qui pourraient être prises dans ce département ou dans ceux qui l'environnent. Le rédacteur se bornera à copier le *Moniteur*.

Le 14 novembre de la même année, la Police générale signale que le numéro 3 du *Journal du Département de l'Orne*, — dont rien n'annonce qu'il soit rédigé dans un mauvais esprit, — contient un article répréhensible sur un suicide. Une enquête est prescrite. Les résultats en sont favorables. Le *Journal* reçoit officiellement l'autorisation de paraître, mais à l'avenir il devra garder le silence sur des événements dont la publicité répand « dans le public une terreur gratuite » et peut produire les plus funestes effets. Nous avons eu la curiosité de rechercher l'article incriminé :

Nouvelles d'Alençon

Un nouveau suicide vient d'avoir lieu dans le département de l'Orne. Le 29 octobre, à 11 heures du matin, à Noyer-Menard, canton de Gacé, le nommé François Vallée s'est tué dans son jardin d'un coup de fusil qui a porté entre l'estomac et la poitrine. On ignore la cause de cet acte de désespoir, puisque cet homme était dans l'aisance, et n'avait point de motifs connus pour en venir à cette extrémité. Vallée avait une épouse avec laquelle il vivait en bonne intelligence ; il n'avait point d'enfants, et ses voisins étaient ses amis. Si le sang-froid accompagnait ces actions, qui sont trop souvent des actes de démence, et que sans doute il est moral de considérer sous ce rapport, il faudrait rappeler à l'homme qui est tenté d'avancer une heure qui sonne trop tôt pour tous les hommes, ces sublimes paroles du philosophe de Genève, dans lesquelles il réfute de sang rassis les objections de son enthousiasme : « Ignorez-vous que tu ne saurais faire un pas

sur la terre sans y trouver quelque devoir à remplir... S'il te reste au fond du cœur le moindre sentiment de vertu, viens, que je t'apprenne à aimer la vie. Chaque fois que tu seras tenté d'en sortir, dis en toi-même : Que je fasse encore une bonne action avant que de mourir. Puis, va chercher quelque indigent à secourir, quelque infortuné à consoler, quelque opprimé à défendre... Si cette considération te retient aujourd'hui, elle te retiendra encore demain, après-demain, toute ta vie. Si elle ne te retient pas, meurs : tu n'es qu'un méchant. » (*Nouvelle Héloïse*, 3^e partie, Lettre 22.)

En raison d'abus commis, des indiscretions et de la maladresse de certains rédacteurs, les journalistes reçoivent, le 6 novembre, la défense de publier des articles concernant la politique, sauf ceux qu'ils pourront copier dans *Le Moniteur*. Le champ de leur activité se restreint de plus en plus.

Dans son numéro du 11 décembre 1808, le *Journal du Département de l'Orne* donnait cette information :

MM. Guillou et Brouin font en ce moment une mission dans l'église Notre-Dame d'Alençon. Le premier y a fait vendredi soir 11 de ce mois, en présence d'un grand concours de spectateurs, la cérémonie de l'amende honorable : il a parcouru l'église à la tête de la procession, ayant les pieds nus, la corde au cou et la torche à la main. La cérémonie a été terminée par la bénédiction des crucifix, des médailles, des chapelets, des rosaires, etc.

Le Ministre de la Police générale s'émue :

Ces cérémonies et les missions en général, écrit-il le 19 novembre au Préfet, sont aussi peu conformes à l'esprit du Concordat qu'à celui de l'Evangile. Les exhortations simples et paternelles d'un curé qui parle au cœur de ses paroissiens sont bien plus salutaires et plus véritablement utiles que ne peuvent jamais l'être les sermons apprêtés d'un missionnaire qui ne cherche qu'à frapper les imaginations par des choses extraordinaires pour produire de l'effet. Je vous invite en conséquence à surveiller avec le plus grand soin les missions qui pourraient avoir lieu dans votre Département. Concertez-vous avec M. l'Evêque, pour protéger et encourager les prêtres attachés aux paroisses et pour empêcher que des étrangers ne viennent leur enlever l'estime des peuples confiés à leurs soins. Défendez aux journalistes de parler de ce qui concerne la religion, sans une autorisation formelle, et punissez sévèrement ceux qui manqueraient aux ordres que je leur ai fait donner.

Jusqu'alors Louis Dubois avait pu rendre compte librement des livres nouveaux. A partir du 1^{er} décembre 1810, date de la parution du *Journal général de l'Imprimerie et de la Librairie*, il ne pourra le faire avant que l'annonce en ait paru dans ce nouveau journal, et à cet effet, le rédacteur est invité à souscrire un abonnement.

Le 1^{er} juillet 1811 le Ministre de la Police générale s'avise que l'insertion, dans les feuilles périodiques, de jugements en matière criminelle, correctionnelle et civile, présente des inconvénients et qu'au surplus les rédacteurs y trouvent trop souvent matière à des réflexions inconvenantes. Dorénavant aucun jugement ne sera inséré sans l'agrément de l'autorité judiciaire, et il est défendu d'ajouter quoi que ce soit au texte.

Le décret du 26 septembre 1811 sépare nettement le journal, ou feuille politique du département, de la feuille d'affiches, annonces et avis divers. A la seconde il réserve les avis et annonces même judiciaires ; il n'autorise pour le premier que les annonces de spectacles, de livres nouveaux, de gravures et de musique ainsi que l'état civil. Il spécifie même qu'en principe l'impression du journal du département et de la feuille d'affiches ne peut être confiée au même imprimeur. Mais on tolérera provisoirement que le journal s'annexe une feuille d'annonces, imprimée séparément. Comme on le verra plus loin, cette distinction s'inspirait de motifs d'ordre financier.

Le 3 novembre 1813, nouvelle alerte. A l'instigation du Gouvernement, des adresses ont été votées par les municipalités à l'Impératrice. Alençon, docile aux suggestions administratives, s'empresse de faire imprimer son adresse dans le *Journal du Département* avant que Marie-Louise en ait pris connaissance. Ce zèle intempestif est blâmé par le Ministre de l'Intérieur et le maire d'Alençon est rappelé aux convenances (1).

En 1813 en effet, la Presse est de plus en plus caporalisée. Le 21 novembre, le Préfet de l'Orne annonce au Ministre de la Police générale qu'au reçu de sa lettre du 15, il a mandé l'imprimeur du Journal du département afin de lui donner des instructions pour la rédaction et l'insertion périodique d'articles dont le sens et les principes lui ont été inspirés (2).

A la fin de l'Empire, l'arrêté du 15 février 1814 par lequel

(1) Arch. départ. de l'Orne, 43. K. 2, f^o 80, n^o 236, et 43. K. 4. f^o 155, n^o 144.

(2) Arch. départ. de l'Orne, 43. K. 2, f^o 82, n^o 243.

le Préfet nommait rédacteur du *Journal du Département de l'Orne* le sieur Levallois, « auteur de quelques ouvrages littéraires », spécifie que le rédacteur, seul, à l'exclusion de l'imprimeur, a le droit d'y insérer des articles politiques, littéraires et autres (1).

La Première Restauration ne diminue pas la surveillance de la Presse. Le 24 janvier 1815, le Directeur général de la Police du Royaume félicite le préfet d'avoir interdit la reproduction, dans le journal d'Alençon, d'un article paru dans le *Journal des Arts* (2).

En 1821, sous la Seconde Restauration, le *Journal de l'Orne* était invité à ne plus insérer des avis de mise en vente, par voie de loterie, d'immeubles situés dans les Etats autrichiens, comme il l'avait fait dans ses nos 200, 201, 202 et 208.

La Monarchie de juillet se montra plus libérale. C'est ainsi que nous pouvons lire, dans le n° du 18 novembre 1839, la reproduction d'un article nécrologique très élogieux, paru le 11 novembre dans le *Journal des Débats*, sur le baron Lamagdelaine, ancien préfet de l'Empire, qui avait favorisé la naissance et le développement du *Journal du Département*. L'article était conçu en ces termes :

Nécrologie

Le 8 novembre 1839, ont eu lieu à Paris, au cimetière de l'Est, les obsèques de M. le Baron LAMAGDELAINE, ancien Préfet du Département de l'Orne, officier de la Légion d'honneur. Ses amis l'ont accompagné à sa dernière demeure et les honneurs dus à son rang lui ont été rendus.

Joseph-Victor-Alexandre Lamagdelaine était né, le 9 décembre 1764, d'une famille honorable, à Verdun-sur-Garonne.

Entré dans la magistrature à l'âge de vingt ans, il exerça les fonctions de procureur du Roi dans sa ville natale jusqu'en 1790, époque de la suppression des anciens tribunaux.

La capacité et la fermeté dont il avait donné des preuves, attirèrent sur lui le choix de ses concitoyens qui l'élurent successivement maire, juge de paix et membre du Directoire du Département de la Haute-Garonne.

Il venait d'atteindre sa trentième année lorsque le collège électoral de son département lui donna, en 1796, le titre, alors électif, de juge au tribunal de Cassation. Il y siégea jusqu'en 1799.

(1) Id., f° 129.

(2) Id., T. 184.

A cette époque, le Directoire exécutif l'ayant nommé son commissaire près l'administration centrale du Département de la Haute-Garonne, il contribua par son activité et son énergie à comprimer l'insurrection qui éclata à la fin de 1799 dans les départements du Midi.

M. Lamagdelaine se montra d'abord peu favorable à la révolution du 18 brumaire. Mais le premier Consul, informé de la fermeté de son caractère, ne laissa pas de le nommer, le 14 mars 1800, préfet du département de l'Orne. Quatorze années d'une administration sage, ferme et éclairée, lui concilièrent l'estime de ses administrés et la bienveillance de l'Empereur, qui, dès 1809, lui conféra le titre de Baron et le nomma, en 1811, officier de la Légion d'honneur.

M. le Baron Lamagdelaine, remplacé lors de la 1^{re} Restauration, en 1814, fut rétabli dans ses fonctions pendant les Cent Jours. Mais il dut les quitter de nouveau le 17 juillet 1815, et il renonça dès lors aux fonctions publiques, quoiqu'il n'eût pas encore atteint sa cinquante-unième année.

Une probité sévère, une justice impartiale, un consciencieux accomplissement de tous ses devoirs et une grande fermeté, telles sont les qualités qui ont distingué M. Lamagdelaine dans toutes les fonctions publiques qu'il a successivement remplies.

Rentré dans la vie privée, il s'était renfermé dans le cercle de quelques amis qui avaient, comme lui, honorablement servi leur pays, mais dont la mort diminuait chaque jour le nombre.

Enfin, lui-même épuisé par l'âge et par une maladie nerveuse, il s'est éteint, sans souffrance, le 5 novembre, au moment d'accomplir sa soixante-quinzième année.

M. le baron Lamagdelaine ne laisse pas d'héritier de son nom. Sa fortune passe à son neveu, M. de Brueys, dont le nom rappelle la mort glorieuse, à Aboukir, de l'amiral Brueys, son parent.

H. D.

Non content d'asservir la Presse, le gouvernement de l'Empire et de la Restauration la considérait comme une source de revenus. C'est ainsi qu'à dater du 1^{er} janvier 1808, il fut décidé que les journalistes des départements abandonneraient, comme ceux de Paris, deux douzièmes du produit de leurs périodiques. Ce produit devait être affecté à l'encouragement des savants, artistes et gens de lettres (1). La rétribution du *Journal du Département de l'Orne* est fixée primitivement à 50 francs. Mais quand on veut la porter à 250 francs en 1814, Malassis déclare qu'il lui faudra

(1) Archives départ. de l'Orne, T. 184.

renoncer à son entreprise, « d'autant que l'émission inattendue d'une feuille d'annonces dans la ville d'Argentan, a diminué des trois quarts le revenu de celle qu'il a été autorisé à joindre à son journal. »

Ces remarques paraissent fondées au Préfet. Le journal n'a que 50 abonnés à 12 francs dans le département. 60 exemplaires sont adressés gratuitement aux ministres ainsi qu'aux fonctionnaires publics.

« Il serait fâcheux, — ajoute-t-il, — que le Journal de l'Orne cessât de paraître ; indépendamment de l'utilité dont il peut être pour les habitants du Département, je me verrais dans l'impossibilité de répondre aux intentions de S. E. le Ministre de la Police générale, qui m'a spécialement recommandé d'y faire insérer des articles politiques qui, à raison des circonstances, deviennent indispensables et du plus grand intérêt (1). »

Il s'associe à l'imprimeur pour réclamer la suppression de la feuille d'annonces d'Argentan, jouissant d'une publicité insuffisante, qui a été imprimée, à son insu, chez Marre, imprimeur à Argentan et frère de l'imprimeur de Mortagne. Dans l'affirmative, d'ailleurs, Malassis consentirait à payer l'augmentation demandée.

Le 14 février 1815, les journaux politiques étaient exemptés de la taxe, mais la feuille d'annonces d'Alençon était taxée à 300 francs par Royer-Collard. Malassis est alors sur le point de renoncer à ses journaux ; « mais, — écrit-il au Préfet, — réfléchissant qu'étant obligé d'avoir un nombre d'ouvriers à cause de vos travaux et de ceux des autres administrations et autorités qu'il faut servir promptement, il se trouve des instants qui ne sont pas employés, instants suffisants pour l'impression du journal, j'en continue la publication dans la vue d'être utile (2). »

A ces deux entraves qui gênaient le libre développement de la Presse, il en est une troisième, toute morale, celle-là, dont les imprimeurs reconnaissent eux-mêmes la nécessité, encore qu'ils la maudissent pour le temps qu'elle leur fait perdre : nous voulons parler des dépôts légal et administratif. La correspondance ministérielle et préfectorale s'en fait maintes fois l'écho ; mais il est juste d'observer que ce sont surtout les livres qui font l'objet de réclamations. (L'imprimeur Marre-Roguin, de Mortagne, semble s'être distingué sur ce point par une invincible indolence !)

Pour ne parler que des journaux, dès le 11 nivôse an VIII,

(1) Arch. de l'Orne, 43. K. 2. f° 89, n° 268.

(2) Arch. dép. de l'Orne, T. 184.



CHARLES DU MESNIL DU BUISSON,
FONDATEUR ET PREMIER PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE CAEN
(Peinture à l'huile, au château de Champaubert, près d'Exmes.)

le Ministre de la Police générale de la République notifie au commissaire du Gouvernement près l'administration centrale du département de l'Orne, qu'à l'avenir un exemplaire de tous les journaux et périodiques devra être envoyé à son ministère. La même prescription est rappelée sous l'Empire, en l'an XIII. En 1811, le Ministre de l'Intérieur, pour empêcher le compte rendu des livres nouveaux, avant l'annonce faite dans le *Journal général de l'Imprimerie et de la Librairie*, décide que les Inspecteurs de l'Imprimerie recevront désormais gratuitement les journaux qui paraissent dans l'étendue de leur inspection. A partir du 4 novembre de la même année, les imprimeurs enverront régulièrement un exemplaire de chaque numéro :

- 1^o Au Grand Juge, Ministre de la Justice ;
- 2^o Au Ministre de l'Intérieur ;
- 3^o Au Ministre de la Police générale ;
- 4^o Au Ministre Secrétaire d'Etat ;
- 5^o Au Préfet ;
- 6^o A l'Inspecteur de la Librairie de l'arrondissement ;
- 7^o Au Ministre des relations extérieures (quand il s'agit d'un journal politique).

Le directeur général de la Librairie recevra également deux exemplaires (1).

Bien plus, le Préfet décide le 28 novembre qu'un numéro sera envoyé au Rédacteur en chef du *Moniteur*, et non content de renseigner ce grand quotidien sur ce qui se passe dans son département, en 1814 il collabore lui-même à ce journal. Le rédacteur en chef lui avait offert, le 28 janvier, d'accueillir, pour être insérées dans *Le Moniteur*, toutes communications relatives à la conscription, etc. Le 13 février, le baron Lamagdelaine le prévient que, le jour même, 545 hommes de la conscription de 1815 ont été mis en route pour leurs dépôts respectifs et qu'ils ont signalé leur départ par les cris réitérés de « Vive l'Empereur (2) » !

L'Empire devait tomber quelques semaines plus tard...

RESTAURATION

La Restauration ne fut pas favorable au développement de la presse alençonnaise, qui demeura pour ainsi dire réduite au *Journal du Département de l'Orne*, dont le titre

(1) Arch. dép. de l'Orne, T. 184.

(2) Arch. départ., 43. K. 5, f^o 19.

et le format furent seuls modifiés à plusieurs reprises. En faisant l'historique de ce journal nous avons déjà empiété sur l'époque de la Restauration et nous avons signalé les entraves apportées à sa rédaction. La presse locale était alors étroitement surveillée, et cette surveillance s'étendait, dans les départements, aux journaux parisiens. Nous citerons à cet égard un incident curieux qui se produisit au mois de février 1816. Le maire de Sées avait informé le Préfet que des particuliers connus pour leur attachement à l'empereur (dont Renoult, directeur de la manufacture de Richard) avaient reçu des numéros du *Journal de Paris* des 19 et 20 mars 1815 ; que les deux mêmes numéros du *Journal des Débats* avaient été envoyés à l'abbé Pichon, secrétaire de l'évêché ; qu'enfin le Directeur de la Poste aux Lettres en avait, dans ses bureaux, à l'adresse de M. Rœderer.

Domfront avait reçu des envois analogues. D'un procès-verbal du commissaire de police d'Alençon il résultait d'autre part que 9 exemplaires de la *Gazette de France*, du 20 mars 1815, étaient parvenus dans cette ville par la voie du courrier de Rouen. La Police générale prescrit une enquête. Il faut empêcher les partisans du régime déchu de troubler l'opinion publique.

Une lettre envoyée le 24 février par le Ministre de l'Intérieur calme aussitôt les inquiétudes de l'administration, en signalant une note du Directeur général des Postes accordant « aux propriétaires des journaux l'autorisation d'envoyer à leurs abonnés des départements les feuilles du 20 mars 1815 qui ne leur étaient pas parvenues dans leur temps, à cause de l'arrivée de l'usurpateur, et cela pour compléter leur collection (1) ! »

La loi du 30 décembre 1817 autorisait l'établissement d'un journal pourvu qu'il ne renfermât ni matières politiques, ni annonces judiciaires. Profitant sans doute de cette permission, Pesche Jeune, demeurant au Mans, 7, carrefour de la Sirène, projette de faire imprimer à Alençon, chez Poulet-Malassis, une feuille non périodique, *L'Argus de l'Ouest* (2). Mais l'imprimeur se dérobe et Pesche s' imagine, à tort, qu'il a été intimidé par la préfecture de l'Orne ; aussi se croit-il autorisé d'écrire au Préfet, le 1^{er} janvier 1819 : « Vous avez cru, peut-être, Monsieur, que ce n'était que parce que cet ouvrage était inconvenant que l'impression en avait été empêchée ici. *L'Argus* était constitutionnel :

(1) Arch. dép. T. 184.

(2) L. DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 300.

il pouvait faire beaucoup de bien dans l'Ouest. Certainement il n'y pouvait faire de mal. »

Il prétend avoir subi un préjudice incalculable car il a fait l'annonce de son journal dans les vingt départements de l'Ouest. S'il le faut, il va faire imprimer à Paris, « où il existe au moins quelques presses indépendantes de l'autorité, de l'inquisition administrative », l'exposé de tous les obstacles qu'il a rencontrés et en faire part au Ministre de l'Intérieur (1).

Dans sa réponse le Préfet se borna à souligner l'inconvenance de sa lettre et l'inexactitude de ses affirmations.

Poulet-Malassis préférait sans doute être l'imprimeur-libraire de la *Feuille économique des campagnes de l'Orne*, dont Bonvoust était le libraire éditeur (2). Les souscriptions étaient reçues à Alençon, Argentan, Domfront, Falaise, Laigle, Laval, Lisieux, Mamers, Mayenne, Mortagne, Sées, Sillé-le-Guillaume et Vire, ainsi que dans les chefs-lieux des départements. Seize numéros in-8° parurent de 1819 à 1821. Le principal rédacteur était Renault, ancien professeur de Sciences naturelles à l'Ecole centrale. La devise du journal était : Simplicité, utilité, point de politique. »

Les Archives départementales possèdent l'exemplaire de M. Durand, demeurant place des Poulies à Alençon.

GOUVERNEMENT DE JUILLET

Quand survint la Révolution de Juillet, le *Journal d'Alençon* resta prudemment d'abord dans l'expectative. Son numéro du 2 août 1830 est muet sur les événements de la semaine précédente. Mais le 9 août un article liminaire renseigne les lecteurs sur les dispositions du journal (3) :

Les deux articles : *Coup d'œil sur la position du moment et De la royauté constitutionnelle*, ont été écrits avant l'heureux avènement au trône du duc d'Orléans Louis-Philippe I^{er}, roi constitutionnel des Français !... La force des circonstances ayant changé depuis le 1^{er} août la direction de nos travaux, nous n'avons pu publier ces articles à temps... Le *Journal d'Alençon*, jusqu'à ce jour comprimé, comme presque tous ceux des départements, et réduit à une presque nullité par les lois fiscales qui, selon toute probabilité, seront abolies, et par le chapitre de mille et mille considérations qui n'existent plus, recevra, dès qu'une nouvelle

(1) Arch. dép., T. 184.

(2) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 301.

(3) Numéro 32.

loi sur la presse périodique aura été rendue, tout le développement que lui permettront les localités et le nombre de ses souscripteurs.

Suivent les articles : *Coup d'œil sur la position du moment ; De la royauté constitutionnelle ; Analogie historique* (entre la Suède et la France) ; *Rapprochement* (entre la Révolution anglaise et la Révolution française) ; et enfin une *Biographie de Louis-Philippe d'Orléans*.

En 1832, le *Journal d'Alençon* eut un supplément lithographié : *Le Petit Glaneur Normand*, de format petit in-folio, sur deux pages, et dont nous ne connaissons que 5 numéros du 5 janvier au 2 février (1). La nécessité ne s'en faisait guère sentir, mais Poulet-Malassis voulait faire concurrence à *L'Abeille de l'Orne*, journal hebdomadaire in-4^o lithographié par J.-P. Trachsel. Originaire de la Suisse et tout d'abord caissier du baron Mercier, Trachsel avait reçu, après la Révolution de juillet, l'autorisation d'établir une presse lithographique à Alençon. Le premier numéro de *L'Abeille* parut le 15 janvier 1832.

Les deux rédacteurs étaient Ch.-Th. Wains-Desfontaines et Ch. Marchand, deux poètes du terroir. Le premier dirigeait en 1834 une maison d'éducation au n^o 33 de la rue aux Cieux. Nous le trouvons en 1836 régisseur des « Amateurs de la Société théâtrale » de notre ville. Il devait partir ensuite, comme professeur au collège de Villeneuve-d'Agen dans le Lot-et-Garonne. Quant à Marchand, notre vice-président M. Paul Romet nous a fait connaître, dans un article d'une érudition très littéraire, l'amitié qui le liait au chansonnier Béranger (2). Le n^o 16 de *L'Abeille* contient d'ailleurs un poème dédié par Marchand à Béranger, à l'occasion de sa chanson sur la Comète de 1832 et le Choléra-Morbus.

Que se proposaient les rédacteurs de ce nouveau journal ? Leur prospectus nous renseigne sur ce point. Ils n'ont ni l'intention de faire une spéculation, ni celle de faire tomber l'estimable *Journal d'Alençon* dont ils reconnaissent le mérite. Ils ont le désir de se rendre utiles au département « en partageant entre les divers membres de ce corps social les différentes substances qui peuvent contribuer à son développement et lui faire hâter le pas dans certains sentiers où l'on peut sans crainte l'accuser de s'être laissé devancer. »

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 302.

(2) *Bulletin de la Société hist. et arch. de l'Orne*, t. XXXIII, 1914, pp. 167-177.

Il faut avouer que ce langage est un peu sibyllin ! Mais voici qui est plus clair :

Les rédacteurs recevront les annonces judiciaires, affiches et avis divers. Ils s'interdiront toute discussion politique. Ils donneront les extraits des meilleurs journaux. S'intéressant à l'agriculture et l'industrie, ils feront connaître, dans ces domaines, les dernières découvertes scientifiques. Ils accueilleront les morceaux d'éloquence et de poésie pourvu qu'ils soient signés. Ils publieront des dessins lithographiques, des plans topographiques et mécaniques, des vues d'antiquités départementales, des paysages, des caricatures locales ou autres, des fantaisies au crayon des meilleurs artistes de ce département (1).

Fidèles à leur titre, les éditeurs, à l'exemple de l'abeille, s'en iront butinant sur le chemin de l'Information... Le voyage ne dura qu'un peu plus de trois mois. Le dernier numéro (n° 16), daté du 28 avril 1832, contient cet avis à la dernière page :

M. Ph. Trachsel, éditeur responsable de *L'Abeille de l'Orne*, forcé par des circonstances majeures de se mettre de suite à la tête d'un établissement qu'il n'espérait prendre que dans un an, nous oblige par sa retraite à suspendre momentanément ce journal.

Comptant le continuer dans quelque temps, nous indiquerons par un nouveau prospectus et cette époque et les changements que nous prétendons opérer dans son cadre et dans sa rédaction.

Vains projets ! *L'Abeille* ne ressuscita pas. Et il faut le regretter, car les piqûres de son aiguillon n'étaient pas venimeuses, encore que cette abeille eût parfois beaucoup d'esprit. C'est ainsi que nous voyons figurer au programme des réjouissances du Carnaval, au lieu du bœuf gras, le budget qu'on promènera sous la forme de l'éléphant de la Bastille. Les principaux éléments du cortège seront :

Deux goules, représentant la contribution indirecte et la contribution foncière.

Deux vampires : le timbre et l'enregistrement.

Un loup-cervier : l'agiotage.

Vingt bêtes de somme : les contribuables.

Un homme portant un ballon crevé : le déficit.

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 302. Voir également : L. DUVAL, *Revue Normande et Percheronne*, 1897, p. 156.

Notre président, M. H. Tournouer, possède la collection complète de *L'Abeille*. Le dernier numéro de cette publication n'est pas du 15 avril, comme le supposait M. de La Sicotière. Les numéros 15 et 16 ont paru les 22 et 28 avril 1832.

Un charlatan : l'emprunt.
 Une femme en pleurs : l'économie.
 Une femme en calèche : la banqueroute...

En 1833, Jean-Jacques-Brice Ralu, compositeur typographe de Poulet-Malassis, originaire de Saint-Front dans l'Orne, ayant acheté l'imprimerie de Malassis-Cussonnière, fonda un *Journal d'affiches, annonces judiciaires, légales et avis divers d'Alençon*, dont le premier numéro parut dès le 13 octobre, et le dernier, sans doute à la fin de 1834 (1). De format in-8°, cette feuille de 4 pages paraissait le dimanche au prix de 4 francs pour 3 mois, 7 pour 6 mois et 10 pour l'année entière. Elle justifiait d'abord son titre et contenait en outre quelques articles généraux, des variétés et des vers de Wains-Desfontaines.

En 1834 Ralu-Matrot encourut un procès politique dont le prétexte fut une contravention aux règlements sur la presse. Il avait publié une brochure sans nom d'auteur, sans déclaration et sans dépôt préalable, et fut condamné à 1.000 francs d'amende. En réalité Ralu avait provoqué la colère d'un personnage influent, le baron Mercier.

Sans se rebuter, il crée en 1838 *Vert-Vert*, petit journal consacré au théâtre d'Alençon, en lutte ouverte avec *L'Entr'acte alençonnais*, rédigé par de Vilette et imprimé sur les presses de Poulet-Malassis (2). *Vert-Vert* était agressif et manquait souvent d'aménité. Dans son dernier numéro, dont la vignette (probablement de Godard) représentait une tête de mort sur fond de drap noir, l'auteur des « Dernières paroles d'un mourant » distribue la louange et surtout la critique aux acteurs de la troupe et, sans galanterie, va jusqu'à souhaiter vingt ans de moins à M^{me} Sircourt qui jouait sans doute les rôles d'ingénue...

Des lettres anonymes parvinrent à la rédaction des deux feuilles rivales, mais le résultat ne fut pas celui qu'on escomptait : *Vert-Vert* et *L'Entr'acte alençonnais* fusionnèrent sous le nom de *La Revue, Entr'acte et Vert-Vert réunis*. Ralu-Matrot cessa d'imprimer ce journal en octobre 1840. Les derniers numéros, fort curieux, contiennent des bois et des lithographies (particulièrement d'Oudinot).

Poursuivant le cours de ses initiatives heureuses, Ralu-Matrot lance le 2 juin 1839 un nouveau journal dominical : *La Gazette d'Alençon et du Département de l'Orne* (3). L'abon-

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 303. Cf. également : L. DUVAL, *Rec. Norm. et Perch.*, 1897, pp. 157 et suiv., 250 et suiv.

(2) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 303.

(3) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 304.

nement est de 6 francs par an ; l'insertion de 3 sous la ligne. Elle publie les annonces judiciaires, affiches et avis, des variétés, l'état civil, le programme des courses. Au début de 1840 la Gazette ajoute à son titre : *Impartialité, Publicité. Journal de Littérature, d'Industrie, de Commerce, etc.* A la vignette représentant un atelier de composition succède l'aigle bicéphale des armes d'Alençon. Nous lisons, dans le n° 10, sous la plume de M. de La Sicotière, l'analyse d'un article de la *Revue des Deux-Mondes* sur le séjour de Santa-Rosa à Alençon et ses relations d'amitié avec Victor Cousin. Le journal, dont le sous-titre fut légèrement modifié en 1841, cessa de paraître en janvier 1843. En effet Ralu-Matrot, qui avait engagé de 1835 à 1840 une polémique avec Poulet-Malassis et qui n'avait pas craint de s'attaquer encore au baron Mercier, fut vaincu dans cette lutte inégale et dut céder en 1843 son imprimerie à Bonnet qui, ainsi que nous le verrons plus loin, hérita également de l'activité infatigable de son prédécesseur.

Pendant que continuaient à paraître simultanément le *Journal* et la *Gazette d'Alençon*, plusieurs de nos compatriotes, dont le comte de Chambray, reprenaient en 1841 le projet de fonder un journal légitimiste, que la publication à Caen de *L'Ami de la Vérité, Journal de la Normandie*, avait suspendu. Mais ces velléités n'allèrent pas plus loin que la circulaire de convocation (1).

Poulet-Malassis, de son côté, faisait paraître, en 1841, la *Revue de l'Orne, Journal littéraire et artistique*, portant, avec une vignette de Monanteuil cette épigraphe : « De tout un peu, excepté de politique (2). » Les cendres de Napoléon venaient d'être rapportées de Sainte-Hélène. Aussi la Revue, consacrée à la Littérature, aux Sciences, aux Beaux-Arts, à la chronique locale, au théâtre et aux tribunaux, se fait-elle l'écho de la ferveur populaire, dont nous retrouverons plus tard une plus sensible expression : C'est d'abord, dans le n° 2, le compte rendu, par M. de La Sicotière, de deux livres de poésies sur Napoléon (dont « l'Apothéose » par Thévenost, d'Argentan). C'est ensuite, dans le n° 20, « Napoléon à Sainte-Hélène », vers d'Eugène Riquier, au château d'... (Orne), avec une vignette représentant le tombeau de l'Empereur exilé.

La Revue, dirigée par de Vilette, fut éphémère. Il n'en fut pas de même du *Nouvelliste alençonnais*, journal in-folio, fondé par Bonnet, successeur de Ralu-Matrot, en 1843,

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 302.

(2) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 304.

et qui vécut jusqu'en 1868 (1). Dans son premier numéro, *Le Nouvelliste* se défend de toute idée de concurrence ambitieuse. Il ne donnera jamais place dans ses colonnes, à la moindre allusion politique, de quelque couleur qu'elle soit. Il sera exclusivement consacré à la littérature et aux Arts. Il publiera les productions des écrivains du pays, des feuillets, des articles d'intérêt local. Sa devise sera : « *Utile dulci.* »

Les articles de tête des premiers numéros soulignent l'intérêt qu'on prenait alors dans l'Orne et dans notre ville à la construction des premiers chemins de fer, et nous croyons qu'après une étude impartiale, il faudra réviser cette idée que nos compatriotes furent hostiles dès l'abord à cette manifestation du progrès.

Le Nouvelliste alençonnais accueille tous les poètes qui chantent avec sincérité leur ville natale. Le 13 septembre 1846, Ch. Angot, typographe, y célèbre « les Promenades d'Alençon » et leur plus gracieuse parure :

Près d'un tilleul, je contemple à mon aise,
 Au sein des fleurs qui naissent sous ses pas,
 Sur le gazon la belle Alençonnaise
 Les effleurant de ses pieds délicats...

N'ayant pas de critique d'art attitré, le journal emprunte, le 4 mai 1845, au *Journal des Débats*, la description du tableau de la Smala d'Abd-el-Kader, peint par Horace Vernet.

De sorte qu'en arrivant à la Révolution de février, on a l'impression qu'à Alençon, au cours des dix-huit années qui viennent de s'écouler, il y eut une véritable renaissance littéraire et romantique. Balzac et Hugo, qui ont été les hôtes passagers de notre ville, semblent avoir réveillé la curiosité intellectuelle de ses habitants. C'est d'ailleurs l'époque où la presse parisienne pénètre sensiblement dans notre région. Par exemple, dans la statistique des feuilles publiques distribuées dans le département de l'Orne pendant le premier trimestre de 1833, nous relevons pour 12 journaux, sur 56 mentionnés, les précisions suivantes (2) :

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 305.

(2) Arch. départ. de l'Orne, liasse T. 184.

<i>L'Ami de la Vérité</i>	80	dont	5	à Alençon.
<i>Le Moniteur des Campagnes</i>	80	—	»	—
<i>Le Constitutionnel</i>	137	—	21	—
<i>Le Journal des Débats</i>	52	—	11	—
<i>Le Courrier Français</i>	79	—	25	—
<i>La Gazette de France</i>	97	—	20	—
<i>Le Moniteur</i>	30	—	3	—
<i>La Quotidienne</i>	129	—	23	—
<i>Le Journal de Rouen</i>	1	—	1	—
<i>Le Temps</i>	49	—	3	—
<i>Le Journal des Villes et des Campagnes</i>	162	—	6	—
<i>Le Voleur</i>	8	—	»	—

RÉVOLUTION DE 1848

Quand éclata la Révolution de février, quelle fut l'attitude de la presse alençonnaise ?

Le *Journal d'Alençon* qui, jusqu'à son numéro du 26 février 1848, affirmait dans son titre qu'il était « entièrement étranger aux discussions politiques », supprime cette mention à partir du numéro suivant (4 mars). « Il s'est accompli la semaine dernière à Paris, une révolution, — écrit le rédacteur dans ce même numéro. Nous nous bornerons à analyser sommairement les événements si graves et si nombreux qui se sont passés depuis le mardi 22 février. » Il donne ensuite la composition du Gouvernement Provisoire, qui comprenait notre grand oncle Dupont, de l'Eure ; le texte de la proclamation du Comte Curial, président du Conseil général et maire provisoire d'Alençon, engageant les habitants à s'abstenir de toute manifestation ; celui de la proclamation de Berriér-Fontaine, commissaire du Gouvernement provisoire pour l'Orne ; le compte rendu de la cérémonie au cours de laquelle les Polonais réfugiés, résidant à Alençon, se présentèrent à lui avec leur drapeau national ceint d'un crêpe, et chargèrent l'un d'entre eux de le haranguer, etc.

Le 20 mai 1848, il insère un article curieux, signé par le colonel Charpentier, sur l'impôt progressif. Suivant l'auteur, qui s'appuie sur Montesquieu et l'histoire d'Athènes, « le nécessaire ne doit être taxé pour personne ; l'utile doit être taxé pour tout le monde, mais moins que le superflu ».

Dans le n° du 11 novembre, nous lisons le « chant d'amnistie » adressé au général Cavaignac, chef du Pouvoir exécutif et aux membres de l'Assemblée nationale par

Ch. Marchand, et la réponse que lui adressa Béranger à qui il l'avait communiqué.

A la veille de l'élection présidentielle, le journal prend nettement position. Le 2 décembre il publie les Iambes célèbres de Barbier. Une note rappelle qu'en 1834 Louis-Philippe a fait refondre et replacer sur la colonne de la place Vendôme la statue de Napoléon et que le 15 décembre 1840, il a fait déposer ses cendres à l'Hôtel des Invalides. Et elle se termine ainsi : « Tous les citoyens se sont dit : *Quand un roi, d'autant plus perfide qu'il est constitutionnel, essaie de défier un tyran, c'est qu'il espère le devenir à son tour* ; et la Révolution de février 1848 a puni Louis-Philippe comme il le méritait. » On ne pouvait combattre plus ouvertement la candidature de Louis-Napoléon Bonaparte, dont le même journal devait annoncer l'élection dans son numéro du 16 décembre. Dans l'Orne, Louis-Napoléon avait obtenu 86.615 voix et le général Cavaignac 10.351. Mais, comme préparation à une retraite honorable, nous trouvons dans le numéro suivant ces lignes significatives : « Louis-Napoléon-Bonaparte sera-t-il l'organisateur de la République, le Washington de la France, ou le parodiste de l'Empire ? »

Quant au *Nouvelliste alençonnais* qui, jusqu'en février 1848 portait cette mention : « Feuille non politique », il la transforme à partir de mars en : « Feuille hebdomadaire. »

On lit dans le numéro du 5 mars :

Au milieu des grands événements qui viennent de s'accomplir, c'est un devoir pour les bons citoyens, à quelque parti politique qu'ils appartiennent, pour tous ceux qui aiment la patrie et la liberté, de donner leur coopération franche et loyale au gouvernement provisoire de la République, de le seconder dans la tâche difficile et glorieuse qu'il a entreprise si courageusement.

Le journal se bornera à enregistrer les principaux actes du nouveau gouvernement et à contribuer à son maintien et à sa stabilité. Le 19 mars il publie le décret du Gouvernement provisoire abolissant le privilège des annonces judiciaires, dirigé contre la presse indépendante, parce qu'il créait un monopole au profit exclusif des journaux dévoués au pouvoir.

Il ouvre, le 9 avril, en faveur des Polonais qui vont bientôt rentrer dans leurs foyers une souscription qui produit 341 francs.

Lors de l'élection présidentielle, s'il ne prend pas ouvertement position, il publie, le 10 décembre, un article de

Jules Simon, paru dans *La Liberté de penser*, et qui est un réquisitoire contre Louis-Napoléon Bonaparte. « Vous avez voulu par deux fois être empereur, — y lit-on ; — c'est un passé peu rassurant pour nous... »

Un supplément du journal, portant la même date, nous donne un écho savoureux des polémiques qui agitaient alors le forum alençonnais. C'est une lettre adressée au rédacteur par M. Eugène Hubert, notaire :

Je me rendais au Palais de Justice, quand un citoyen, jouissant de l'une de ces figures que l'on aime toujours à voir... de loin, m'aborda subitement et me dit avec l'accent de la conviction : « A bas Cavaignac ! C'est un misérable ! » Je n'eus pas l'air d'entendre et continuai mon chemin. Un autre citoyen d'aspect non moins aimable que le premier me suivit, avec lui et me traduisit librement leur commune pensée : « Cavaignac est un brigand ; ceux qui votent pour lui sont des canailles ; on devrait les guillotiner tous. » — « Bravo ! » s'écrièrent tout à coup une trentaine de voix. « Dites donc *bravi*, Messieurs, répondez-je, ce sera mieux... »

Décidément M. Hubert était bien un Normand !

Indépendamment des deux journaux alençonnais qui avaient fait cependant bon accueil à la Révolution de 1848, Alençon vit naître, à cette époque, chez Bonnet, — l'imprimeur du *Nouvelliste alençonnais*, — *Le Républicain de l'Orne*, dont Lefrou, avoué, était le directeur (1). Organe des comités électoraux le nouveau journal se propose comme but de préparer les citoyens aux élections prochaines dont dépend le sort de la République. Son langage sera modéré, car « son rôle est d'éclairer les esprits et non d'exciter les passions ».

Dans un article du second numéro, sur « la Nécessité du travail », on lit cette phrase marquée au coin du bon sens : « Aujourd'hui tous les hommes sages doivent prendre pour devise : « Faire valoir ses droits sans cesser de remplir ses « devoirs. »

L'article sur les billets de la Banque de France, paru dans le numéro suivant, est un appel à la confiance : « Nous l'avons déjà dit, nous le répétons aujourd'hui : les billets de la Banque de France valent de l'argent : il faut les recevoir sans défiance... Il n'y en a que pour 350 millions et il y avait 40 milliards d'assignats... »

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 306. Les Archives de l'Orne possèdent les huit numéros de ce journal éphémère.

Le numéro 7 nous renseigne sur la réunion électorale de l'assemblée des délégués du département. Les candidats à la députation sont mis en demeure de se prononcer sur le communisme et le journal constate qu'aucun ne l'a défendu. Beaucoup reconnaissent aux citoyens le droit de s'associer et de mettre en commun leur travail et leurs ressources, mais il faut que l'association soit volontaire.

M. Chouippe, médecin à Sées, admet le principe de l'impôt progressif qui devra être appliqué avec modération ; il veut des impôts sur le capital et sur le luxe, et l'abolition du remplacement militaire, mais il admet de nombreuses dispenses de service.

Pour M. Guérin, de Mortagne, le communisme n'est pas possible, car ce serait la négation de la famille et de la propriété.

M. Stanislas Leroy, avocat à Mortagne, croit que, « dans le communisme, chacun tirant du fonds commun le plus possible et apportant le moins possible, la communauté serait bientôt ruinée. »

Quelques candidats ont une attitude plaisante : M. Préban-Berthelot « offre de représenter le département à moitié prix et prévient qu'il mettra encore 10 francs par jour dans sa poche ; il promet de ramener le budget à 900 millions et remonte sur l'estrade en criant : « Non, Messieurs, ce sera 600 millions. » Nous avons espéré un instant, — ajoute le journaliste narquois, — que le budget allait être réduit à zéro : du train dont M. Préban y allait, il lui suffisait de se rasseoir et de se lever deux fois de plus ! » Le numéro 8 publie une lettre de M. Daulne, également candidat, qui estime que la propriété est le meilleur stimulant du travail.

Commentant, d'autre part, la déclaration de Guérin, de Mortagne, qui se défend d'être communiste, le rédacteur conclut : « Le communisme est une utopie irréalisable... et heureusement à jamais irréalisable. Le communisme n'est qu'un mot et rien de plus. » Il n'y voit qu'une arme électorale dont on se sert pour discréditer ses adversaires.

Le 21 avril il est encore plus catégorique. A propos des événements qui s'étaient déroulés le 16 avril, il écrit : « Pour nous qui repoussons toutes les violences et regardons *les communistes comme des ennemis*, le 16 avril est une belle journée ; elle a montré avec évidence que Paris, après avoir donné la république et la liberté, saura réprimer les factions qui, sous le nom de république, voudraient établir la tyrannie... »

Dans le même numéro, le 8^e et dernier d'un journal qui ne survécut pas aux élections pour lesquelles il avait été créé,

nous lisons encore cette déclaration d'un entrepreneur-serrurier, membre du comité électoral d'Argentan qui, dans un autre ordre d'idées, nous montre que les républicains de 1848 ne perdaient pas de vue les réalisations pratiques : « Ce qui doit préoccuper le plus le gouvernement, c'est le sort des apprentis : de l'emploi du temps de l'apprentissage dépend l'avenir de l'ouvrier. Les devoirs de l'apprenti envers le maître et surtout ceux du maître envers l'apprenti, doivent être déterminés par une loi ou un règlement. »

M. de La Sicotière signale encore dans sa *Bibliographie, L'Hippocrate politique*, dont 6 numéros, au moins, auraient paru en 1848 (1). Si nous n'avons pu retrouver aucun exemplaire de cette publication en vers de Jules de Bagnoles, il semble qu'elle ait été un tirage à part des articles parus avec le même titre et sous le même pseudonyme dans *Le Journal d'Alençon* (nos 13, 15, etc.).

Nous voici maintenant au seuil du Second Empire. Nous ne le franchirons pas. Les événements sont trop récents ; la mémoire des acteurs est encore trop vivante pour que l'histoire impartiale puisse les évoquer sans passion ou sans froissements.

Qu'il nous suffise d'avoir montré l'éclosion, puis le développement, dans notre ville, de la Presse, cette puissance qui agit sur l'opinion, la dirige, et, par son droit de regard et de libre expression, tient en haleine les responsabilités souvent sommeillantes.

Avant de nous mettre à l'œuvre, nous nous sommes rappelé que la presse avait trouvé dans notre compatriote, M. Hatin, un historien digne d'elle et que son *Histoire politique et littéraire de la Presse en France* avait été imprimée chez Poulet-Malassis et de Broise (2). Aussi tous ces noms ne pouvaient manquer d'éveiller en nous une curiosité que nous avons voulu satisfaire.

Cette excursion dans le domaine trop inexploré du journalisme alençonnais, nous la recommandons à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire littéraire et politique de notre département. Elle les persuadera un peu plus que, sous le soleil de France, la vie des idées est un perpétuel recommencement. Elle leur enseignera la philosophie et les divertira. Ils ne regretteront pas leur voyage !

R. JOUANNE.

(1) DE LA SICOTIÈRE, *op. cit.*, p. 307. Jules de Bagnoles serait le pseudonyme de la marquise d'Épinay.

(2) Paris, 1857-1861, 8 in-8°. Louis-Eugène Hatin est également l'auteur d'une *Bibliographie historique et critique de la Presse périodique française*. Paris, Firmin Didot, 1866, gr. in-8°.

A propos du “ Journal des Débats ”

Un délit d'opinion en 1816

Nous avons vu, dans l'article précédent, que, sous l'Empire et la Restauration, la presse locale fut l'objet d'une étroite surveillance et que cette surveillance s'étendait aux journaux parisiens lus en province.

Parmi les dossiers provenant du greffe d'Alençon, qui ont été versés à la suite des récentes réformes administratives, nous avons trouvé un numéro du *Journal des Débats*, du 27 février 1816, joint à deux lettres adressées à M. Collas, procureur du roi à Alençon.

La première de ces lettres, envoyée par Le Gras-Desjardins, lieutenant de gendarmerie à Mamers, est ainsi conçue :

MONSIEUR;

J'ai l'honneur de vous prévenir qu'un Sr Clairambault de votre ville (le plus grand des deux frères) s'est permis de dire devant moi et autres personnes à Mamers, le 4 de ce mois, qu'il avait vu, dans un papier public dont il n'a pu dire le nom, que le premier d'Angleterre avait annoncé au Parlement que la contribution de la France se montait à *dix-huit cent millions*. J'ai réfuté ce propos par tous les moyens possibles, mais voyant que le citateur s'obstinait à l'assurer, je pris de mon côté la résolution de m'instruire du fait et de vous en signaler l'importance, dans le cas où son existence serait prouvée : personne n'ayant lu cette étrange déclaration, il s'ensuit qu'elle a été publiée dans un dessein coupable dont vous devez sentir l'importance. Le Sr Clairambault, m'a-t-on dit, ne fait pas partie de la Garde Nationale. Je l'ignore ; mais si ce fait est vrai, M., vous devez le savoir, et cette raison jointe à celle qui me fait vous écrire, doit vous indiquer le parti que vous devez prendre. Je m'en rapporte à ce que vos lumières et votre sagesse vous dicteront pour le maintien de l'ordre public et le service de Sa Majesté.

Je suis, etc.

LE GRAS-DESJARDINS.

Mamers, le 11 mars 1816.

La seconde lettre émane du vicomte de Riccé, préfet de l'Orne, à qui le lieutenant de gendarmerie avait fait la même communication.

Ces deux lettres, qui ne sont accompagnées d'aucun autre commentaire, seraient demeurées fort obscures pour nous, car l'affaire ne semble pas avoir eu de suites judiciaires, si le *Journal des Débats* n'apportait à cet égard quelques éclaircissements. C'est en effet le « papier public » dont Clérambault (1) n'avait pu ou voulu dire le nom, et qu'il communiqua sans doute au procureur pour se disculper.

La première page est presque entièrement consacrée à la Grande-Bretagne. Le rédacteur s'excuse de ne pouvoir donner des détails plus complets sur les séances du Parlement anglais. Il se borne à citer les fragments les plus caractéristiques du discours prononcé le 20 février 1816 par lord Castlereagh.

Nous relèverons les passages qui ont trait au délit d'opinion reproché à Clérambault :

On avait à choisir entre soumettre la France à une contribution pécuniaire ou en exiger un démembrement de territoire. Ce ne peut être que dans de fausses notions que l'on a pu parler de la disposition de la France à préférer ce dernier parti : rien n'est moins vrai. Payer des contributions était, sauf la répugnance naturelle de tous les hommes à sacrifier leur argent, infiniment moins révoltant pour l'esprit public en France, d'après les observations que j'ai faites...

Il n'eût point été prudent de vouloir prendre possession définitive des forteresses de France et les remettre à d'autres puissances. La France, dit-on, se remettra en état d'hostilités aussitôt qu'elle le pourra... Mais, outre qu'il n'est pas une forteresse importante qui ne soit entre les mains des alliés, il faut se rappeler que l'illustre général à qui le Monde doit son repos actuel et son bonheur, a préféré une position centrale à ces rangées de forteresses y compris Strasbourg et Lille. Telle est encore son opinion militaire, et si la Chambre considère ce qui a été fait, elle verra que l'objet a été rempli.

Que le système continue pendant cinq ans, et le monde peut être considéré comme sauvé pendant ce temps ; la stabilité reprendra son empire en France, et de son état intérieur dépend la paix de l'Europe...

Quelques mots suffiront sur la nature des sacrifices militaires exigés de la France. On a déjà dit que c'était un des plus sûrs

(1) Clérambault, dont les propos furent incriminés, doit être un des négociants qui avaient établi à Montsort une fabrique de mousselines, sous la direction de Beaumé.

moyens d'y neutraliser le système militaire. Elle a payé dans des circonstances difficiles, et il faudra qu'elle paie pour recouvrer ses forteresses. Il n'est point à désirer qu'elle ne puisse pas le faire, et personne n'est plus intéressé que nous-mêmes à ce qu'elle s'acquitte. *La totalité de ses engagements, y compris l'entretien des troupes, est de 80 millions sterling.* Il est inutile d'entrer dans des détails pour obtenir que la Chambre voie ces arrangements avec satisfaction...

Je conjure la Chambre de ne point abandonner les principes salutaires qui en ont dirigé les déterminations, savoir l'abaissement du pouvoir militaire en Europe incompatible avec la sûreté réelle du Monde, car jamais la paix ne sera établie tant que l'esprit militaire ne sera pas soumis aux intérêts civils et politiques. Mais c'est se tromper, et beaucoup de personnes sont dans cette erreur, que de croire que nous pouvons rester en fracs bleus tandis que le reste de l'Europe est en attirail militaire; mais à cet égard nous avons tous les moyens de sécurité dans nos mains; gardons-nous de les laisser échapper.

Les 80 millions sterling, représentant la totalité des engagements de la France vis-à-vis de la Coalition, étaient à peu près l'équivalent de deux milliards de francs. L'erreur du lieutenant de gendarmerie de Mamers provenait d'une interprétation inexacte des clauses du second traité de Paris. Si l'indemnité de guerre s'élevait seulement à 700 millions, il convenait d'y ajouter diverses contributions, dont les frais d'occupation de nos villes fortes par 150.000 hommes pendant cinq années et l'entretien des armées coalisées pendant leur séjour sur notre territoire.

Dans ces conditions, Clérambault, couvert par le *Journal des Débats* bien informé, ne pouvait guère être inquiété.

R. J.

Charles du Mesnil du Buisson

Fondateur et premier Président
de la Chambre de Commerce de Caen

Charles du Mesnil du Buisson appartenait à une très ancienne famille de Normandie dont l'histoire dépasserait le cadre de cette étude. Qu'il soit permis cependant de rappeler que les premiers auteurs connus de cette maison sont Cordier et Taupin du Mesnil, chevaliers normands, qui accompagnèrent Robert Courteuse à la première croisade (1).

Un siècle après, la famille fournissait encore deux croisés à la sixième et à la septième croisade : Milon et Raoul (2). Vers le xiv^e siècle, la famille se divisa en plusieurs branches qui continuèrent à habiter dans la généralité d'Alençon. Celle qui vint dans la ville même d'Alençon, a fourni Jehan du Mesnil, échevin, qui participa à la libération du joug anglais, en 1449 (3). Elle a donné une glorieuse lignée aujourd'hui éteinte ; on peut en dire autant de la branche d'Argentelles et de Saint-Germain de Clairefeuille, près d'Exmes.

La branche de Charles du Mesnil du Buisson, qui paraît s'être maintenue au berceau même de la famille, ne tarda pas elle-même à se subdiviser en plusieurs rameaux. A l'un des plus distingués appartenait Marc-Antoine du Mesnil, qui reçut le titre de comte du Duc de Mantone, en 1705 (4).

A cette branche aussi appartenaient les du Mesnil, seigneurs des Landes, dont le manoir a disparu récemment (5). Quant à la lignée des seigneurs du Buisson, elle remonte au moins à l'époque de Robert du Mesnil du Buisson, curé de Trouville, qui construisit ou reconstruisit le manoir du Buisson en 1635. Leurs armes se lisent : *de sable, au lion coupé d'or et*

(1) P. ROGER : *La noblesse de France aux croisades*, 1845, p. 183.

(2) *Ibid.*, p. 242 et 259. Cf. chartes d'Acre, 1240 ; charte de Césarée, 1250.

(3) Vicomte DU MOTÉY : *Le Secret de la Maison d'Océ*.

(4) *Inventaire des titres et enseignements qui ont pu être recouverts justificatif de la souveraineté de la Terre et Principauté d'Arches et de Charleville*, s. d. [vers 1720], p. 23.

(5) Comte DU MESNIL DU BUISSON : *Le Manoir des Landes*, p. 3.

d'argent, armé et lampassé de gueules. Couronne de comte. Supports : deux lions.

Les deux villages du Mesnil et du Buisson, dans le pays de Flers, sont tout proches l'un de l'autre. On voit encore au Buisson le manoir familial de style Louis XIII. L'aménagement intérieur, avec ses jolies boiseries, fut refait à l'époque de Louis XV par les parents de Charles du Mesnil, qui firent graver ces mots au-dessus de la porte : *Pax huic domui* (1), 1749. C'est bien là le vœu des seigneurs de ce lieu dont la sagesse paraît s'être contentée pendant des siècles, du cadre modeste de quelques hameaux du riche pays bas-normand. Dès le xvii^e siècle, leurs tombeaux étaient groupés dans l'ancienne église de La Lande Patry, aujourd'hui rebâtie, non loin des terres, où ils avaient vécu d'une vie patriarcale et chrétienne.

Julien-François-Daniel du Mesnil, seigneur du Buisson, l'un des fils de noble homme Julien du Mesnil, seigneur des Landes, du Buisson et autres lieux, épousa, le 27 octobre 1733, Anne-Marguerite Sébire, orpheline de père et de mère. De ce mariage naquit, le 20 septembre 1746, au manoir du Buisson, *Charles-Julien* qui fait l'objet de cette étude.

Il fut baptisé dès le lendemain de sa naissance, par Messire Bremenson, curé de La Lande Patry lui-même, d'une famille alliée aux du Mesnil (2) ; le parrain était Julien du Mesnil, seigneur des Palières (3), cousin du jeune Charles ; la marraine, damoiselle Anne du Mesnil, par son mariage dame des Longchamps (4).

Charles du Mesnil vécut sa première enfance au Buisson et, sans doute, y passa ses vacances, lorsqu'il fréquenta le collège. Nous pensons qu'il fit ses études à Caen et y prit ses grades de la Faculté de Droit.

A 14 ans, il avait perdu son père, pieusement décédé le 26 avril 1761, et sa mère, demeurée presque seule (5), dut terminer son éducation.

A 18 ans à peine, il épousait sa cousine (6), également mineure, Anne-Charlotte Le Maître de la Planche ; les fiançailles furent célébrées le 21 octobre 1764, le mariage

(1) Luc, X, 5.

(2) Comte DU MESNIL DU BUISSON : *Le Manoir des Landes*, pp. 6-7.

(3) *Ibid.*

(4) Elle avait épousé, le 16 octobre 1730, Nicolas Gauquelin, seigneur des Longchamps, de la paroisse d'Echalou.

(5) Elle était orpheline dès l'année de son mariage (1733), et ses beaux-parents étaient morts en 1746 et 1752.

(6) L'un et l'autre étaient arrière-petits-enfants de François du Mesnil, seigneur des Domaines, et de Jeanne des Bouillons. Cette consanguinité leur valut une dispense de l'évêque de Bayeux du 12 août 1764.

le 23, dans l'église de La Lande Patry, par maître Pierre Hue, curé de La Chapelle-aux-Moines, cousin de l'époux (1).

Anne-Charlotte appartenait à une des plus anciennes familles de La Lande Patry, dont les armes, *d'argent à trois merlettes de sable*, sont peintes dans les vitraux de l'église. Les terres principales de cette famille se trouvaient entre Flers et La Fontaine, autour du village de La Planche ; la maison seigneuriale était, sans doute, située au nord de la route actuelle.

Nous connaissons par les registres de catholicité la généalogie d'Anne-Charlotte de La Planche depuis le ^{xvii}^e siècle. Jean Le Maître, seigneur de La Planche en 1643, semble avoir laissé deux fils : le premier, Jean, qui apparaît en 1673 comme parrain, épousa en 1678 Marie de Saint-Germain, veuve de Guillaume de Bardel, seigneur du Parc ; Jean Le Maître était encore vivant en 1685. Le second, Gabriel Le Maître de La Planche était sergent pour le Roi en 1666 ; il devint propriétaire des domaines de La Planche et de La Boucherie et mourut avant 1693. Il avait épousé damoiselle Marguerite-Marie de Princey et en avait eu trois fils : Jean, qui continue la filiation ; Charles qu'on retrouve sous-diacre en 1693 et curé de Larchamp en 1704 ; François, né le 2 mars 1674 et baptisé le 9 avril ; son parrain était M^e François de Princey ; de la paroisse de Chenue, sa marraine Jeanne des Bouillons.

Jean Le Maître de La Planche, né en 1670, épousa le 26 novembre 1693, « honeste fille » Marie Bremenson, fille de Jean, seigneur de Boismaillard, et de Madeleine Bertrand de l'Hodiesnière ; il mourut le 15 octobre 1728, laissant deux fils : Etienne, né au Manoir de La Planche, le 23 décembre 1704, et Charles, seigneur des Mares, prêtre en 1750.

Etienne devint chirurgien et épousa sa cousine Marie Bertrand de l'Hodiesnière, née le 9 septembre 1714, fille de Gervais, seigneur du lieu, et de Marie du Mesnil des Domaines. M^e Etienne Le Maître décéda le 20 février 1750, pieusement, comme ses ancêtres (2) et comme eux fut inhumé dans l'église de La Lande Patry. Il avait eu trois filles : Anne-Charlotte, qui devait épouser Charles du Mesnil du Buisson, Marie-Anne, mariée à Edmond-François d'Ecosse, seigneur de la Chapelle, et Marie-Magdeleine, morte enfant.

Il existe encore au Buisson un balcon de fer forgé, de style et d'époque Louis XV, qui date du mariage de Charles

(1) Par sa grand'mère maternelle demoiselle Marie Hue de la Guererie.

(2) Les actes d'inhumation ne manquent jamais de mentionner que les défunts ont reçu les derniers sacrements.

du Mesnil ; on y retrouve dans les entrelacs, les lettres C. B. C. P. qui se lisent : Charles du Buisson, Charlotte de La Planche.

Charles du Mesnil paraît, après son mariage, avoir mené la vie de seigneur terrien comme ses ancêtres ; le plus ancien acte qui nous soit parvenu signé de lui, est une lettre d'aveu présentée le 10 mars 1768 ; il avait alors 22 ans : Charles, Seigneur du Buisson, par acquêt du sieur Boré (1), professe tenir par foi et hommage de Messires les Abbé, Prieur, et Religieux de l'abbaye de Notre-Dame de Belle-Etoile, seigneurs et barons de Cerisy, comme aîné, tant pour lui que pour ses puisainés, vue, mesure ou aînesse nommées La Grande Raierie, paroisse de Cerisy, fief du Mont-Botorel.

Pour quel motif ce gentilhomme terrien devint-il un industriel ou, comme on disait alors, un négociant ou marchand de fer ? La question serait intéressante, mais il est impossible, actuellement, d'y répondre avec précision. Le développement de l'industrie métallurgique en Normandie à cette époque, avait modifié l'orientation de bien des activités ; en même temps, les idées avaient évolué. En Normandie, du reste, l'industrie du fer avait toujours été tenue en haute estime (2) et la noblesse pouvait, sans déroger, exercer le métier de maître de forge (3).

Nous savons seulement que, vers 1780, Charles du Mesnil du Buisson louait au marquis de Flers, les grosses forges de Varennes et d'Halouze, près de Domfront, pour 36 mille livres par an, somme considérable pour l'époque. Les forges de Varennes seules fournissaient alors jusqu'à 450 tonnes de fer en barres (4) ; c'étaient de beaucoup, les plus importantes de la région. Au moment de la Révolution, le siège

(1) Louis-Roger Boré, prêtre, avait fait aveu pour cette terre en 1752.

(2) Statuts et Privilèges des ferrons du dernier jour de juin 1282, insérés dans un arrêt de l'Echiquier de Normandie tenu à Pâques 1398 (cf. Archives dép. de l'Orne, C. 51). Les six barons fossiers de Normandie (fossiers, c'est-à-dire ayant le droit d'exploiter des mines et des forges) jouissaient d'une grosse situation (cf. lettres patentes et lettres de confirmation de privilège, Arch. dép., C. 51). L'Assemblée générale des ferrons présidée par les barons fossiers, avait lieu chaque année, le dimanche d'après la Saint-Jean-Baptiste, à la chapelle de la Madeleine de Glos-la-Ferrière (Orne) ; on élisait un Maître ou juge des ferrons.

(3) Cf. en particulier un jugement du Parlement de Rouen, en faveur de Gilles Fromont de la Drustière (*Bull. de la Soc. hist. et archéol. de l'Orne*, 1926, p. 303 et de Magny, *Nobiliaire de Normandie*, C, 105).

(4) Les feux s'éteignirent en 1866 ; on voit encore les anciennes forges, qui appartiennent à M. Cabrol. Les forges d'Halouze étaient déjà prospères en 1421 : on y remarque l'emplacement du haut fourneau du xvii^e siècle, et les cheminées de la forge (cf. H. Tournouer, *Bull. de la Soc. hist. de l'Orne*, 1921, p. 105).

social des entreprises de Charles du Mesnil était à Caen, 49, rue du Port ; cette circonstance fait supposer qu'il possédait d'autres exploitations dans les environs de cette ville, sans doute des mines et des hauts fourneaux. Les seuls renseignements qui nous soient parvenus sur l'activité des ateliers de Charles du Mesnil pendant cette période, concernent une fourniture de clous et autres marchandises faites à l'abbaye de Belle-Etoile, pour une somme de 899 livres 12 sols, entre 1785 et 1789.

Charles du Mesnil avait donc su ajouter à la situation qu'il tenait de sa naissance, un apport personnel dû à son activité et à son intelligence. Les regards devaient tout naturellement se tourner vers lui, lorsque le gouvernement royal, sous les premières menaces d'une fermentation populaire, ordonna l'élection de représentants locaux. M. du Mesnil du Buisson fut le premier maire de La Lande Patry sous Louis XVI. Il fit aussi partie du premier Conseil Général de l'Orne.

Les élections pour cette Assemblée eurent lieu à deux degrés : les citoyens actifs élirent dans chaque canton, en mai et juin 1790, les électeurs proprement dits ; ceux-ci se réunirent le 30 juin, en l'église de Notre-Dame à Alençon.

Après la messe solennelle du Saint-Esprit et les observations des commissaires du Roi, on procéda à la formation d'un bureau et à la division de l'assemblée en six sections qui, chacune, devait élire six membres du Conseil Général. Les sections se réunirent alors dans des locaux séparés ; celle de Domfront, à laquelle appartenait Charles du Mesnil du Buisson, resta à Notre-Dame. Les tours de scrutin, les échanges de visites et de civilités se prolongèrent jusqu'au 6 juillet. Les membres des sections font porter aux commissaires du Roi « l'hommage des sentiments de vénération et d'amour dont ils font profession envers Sa Majesté ». Le 6 juillet au matin, le scrutin fut dépouillé, et les noms des conseillers élus furent proclamés en présence de l'Assemblée électorale. On chanta le *Te Deum*, on envoya des adresses au Roi et à l'Assemblée nationale.

La première session du nouveau Conseil, dont faisait partie Charles du Mesnil du Buisson, eut lieu du 23 au 26 juillet 1790 et fut surtout consacrée à recevoir des délégations dont l'une apporta solennellement de Paris le bannière fédérative du département. Le conseil qui s'était réuni au bureau des finances, décida de siéger à l'hôtel de l'Intendance, actuellement la Préfecture.

Le Conseil général commença ses travaux dans la session qui s'ouvrit le 3 novembre 1790. M. de Marescot, président,

exposa le programme. Le Conseil se forma en bureaux correspondant à nos commissions d'aujourd'hui. Nous trouvons M. du Buisson dans le cinquième bureau, chargé des secours de l'indigence et du bien public. Son premier soin fut la réforme du dépôt de mendicité dont la situation était affreuse.

Il fut décidé que les *Filles de la Charité*, « institution sublime » qui n'a rien perdu de sa pureté « et qui cherche le bien de la société dans l'abnégation de l'individu », auraient la charge du dépôt. Grâce à elles, l'enfant serait instruit des vérités de la religion et connaîtrait ses devoirs envers la société.

Nous trouvons encore parmi les travaux du bureau, un remarquable rapport sur la mendicité ; le principal remède consiste dans l'organisation du travail du lin, de la laine et du chanvre soit à domicile, soit en ateliers. La question des hospices et des enfants trouvés n'est pas non plus négligée.

M. du Buisson fut député à Caen avec M. Le Sueur pour recevoir les dossiers des communautés dépendant autrefois de l'Assemblée provinciale de Basse-Normandie.

Elu le 6 juillet 1790, Charles du Mesnil du Buisson sortit par tirage au sort le 3 septembre 1791. Il fut réélu par l'Assemblée électorale de novembre 1792, mais n'eut pas à siéger de nouveau, car les Conseils Généraux furent aussitôt supprimés par le décret du 14 frimaire an II (4 décembre 1792) (1).

Au lendemain de la Révolution, nous retrouvons Charles du Mesnil du Buisson (2) se livrant à deux transactions immobilières qui nous prouvent que, malgré l'intérêt qu'il porte aux affaires publiques et à l'industrie, il ne cesse de gérer attentivement ses terres. Le 5 octobre 1796, il vend « une carrée de maisons » et quelques terres, situées au « hameau et terroir de La Planche » et dépendant de l'héritage de sa femme (3). Il agrandit par l'achat de plusieurs pièces de terre, le 23 messidor an IX (1800) et le 10 floréal an X (1801) sa ferme de Saint-Aubin-d'Arquenay, près de Caen.

(1) R. JOUANNE : *Les origines du Conseil général de l'Orne*, p. 72. Les détails relatifs au Conseil général sont tirés de la première partie de cet ouvrage.

(2) L'orthographe Dumesnil du Buisson ou même Dumesnil-Dubuisson, généralement adoptée à cette époque, est fautive, car Le Mesnil et Le Buisson sont le nom des terres auxquelles la famille doit son nom et qui sont toutes deux situées à La Lande-Patry, près de Flers.

(3) La vente est faite moyennant 7.548 livres à Marguerite Frilloux, veuve Gilles Duval, dont il existe encore ses descendants à La Lande-Patry.

Sous l'Empire, Charles du Mesnil nous apparaît aussi comme armateur ; il est probable qu'il arma des navires en course à ses frais, car le 25 janvier 1810 un de ses fils est propriétaire d'un vaisseau venant de prise, *le Carolus*, à trois mâts et deux ponts. Le navire avait été rattaché au port de Dieppe. Le 6 mai 1812, Charles du Mesnil du Buisson, copropriétaire du bâtiment avec son fils Edmond-François-Charles, vend *le Carolus* avec ses agrès et apparaux à sa belle-sœur Marie-Anne Le Maître de La Planche, alors veuve en seconde noces de Robert-François Mamhon (1).

A l'époque de la Restauration, la ville de Caen était en pleine activité commerciale ; non seulement le trafic des « draps et belles toiles fines » (2), déjà considérable au début du XVIII^e siècle, n'avait pas diminué, mais d'autres branches de l'industrie textile s'étaient développées à côté, comme la confection des dentelles, surtout des blondes. L'industrie du fer, très ancienne aussi, luttait avec succès contre la concurrence étrangère, qui ne devint prépondérante qu'entre 1861 et 1870 et obligea, jusqu'à la fin du siècle dernier, à exporter le minerai (3). La plus grande activité régnait autour des mines et des hauts fourneaux. La pêche était prospère et occupait toute une population de marins qui fournissait aussi d'importants contingents à la navigation. Le blocus continental avait permis aux armateurs de développer leur flotte et d'étendre leur commerce.

Certains indices, cependant, devaient exciter les craintes pour un avenir plus ou moins lointain : des concurrences locales, des concurrences étrangères surtout, se dessinaient de plus en plus tenaces ; la liberté du commerce écartait les anciens systèmes de protection artificiels ; en même temps, l'industrie poussée par la nécessité ne cessait de perfectionner son matériel. Il devenait donc chaque jour plus nécessaire de grouper les forces, d'unir les efforts pour conserver l'avance acquise, se tenir à la tête des progrès nouveaux et ainsi vaincre une concurrence toujours renaissante. Pour parvenir à ce résultat, on avait l'exemple des dix Chambres de Commerce fonctionnant à merveille à cette époque. Aucune il est vrai n'avait été créée depuis près d'un siècle (4), mais enfin le modèle existait.

(1) Cf. Acte de francisation du navire *Le Carolus*, 25 février 1810, Archives de Champobert.

(2) *Dictionnaire universel de la France*, Paris, 1726, t. I p. 587.

(3) Jean DE MAULDE : *Les mines de fer et l'industrie métallurgique dans le Calvados*.

(4) Celle de Marseille a été créée en 1599, les neuf autres le furent entre 1700 et 1726 Cf. *Centenaire de la Chambre de Commerce de Caen*, 1921, p. 11

Nul n'était dans la vieille cité de Caen plus à même que Charles du Mesnil du Buisson d'entreprendre la tâche délicate de créer une institution propre à représenter les intérêts commerciaux auprès des pouvoirs publics et à imprimer une impulsion utile à l'activité de chacun. Nous avons parlé de la situation qu'il s'était faite comme industriel. Le prestige qu'il devait à sa naissance ; l'usage des affaires publiques qu'il avait acquis dans les conseils locaux, ajoutaient à son influence. Il était très connu dans tous les milieux de la société de Caen ; son hôtel, situé 28, rue des Carmes, en pleine paroisse Saint-Jean, où se groupe encore l'aristocratie locale, était le rendez-vous de toutes les personnalités de la ville (1) :

Charles du Mesnil du Buisson parvient donc à intéresser les pouvoirs publics à son idée de créer une Chambre de Commerce à Caen, et il finit par obtenir, le 23 mai 1821, une ordonnance royale l'instituant. Bien des démarches cependant étaient encore nécessaires pour rendre viable la nouvelle institution ; il les fit malgré ses 75 ans et la première séance de la Chambre de Commerce eut lieu 5 ans après, le 18 décembre 1826. Le comte de Montlivault, conseiller d'Etat, préfet du Calvados, procéda à l'installation. Charles du Mesnil fut le premier président de la nouvelle Chambre de Commerce dont il avait été le fondateur. Il avait 80 ans. On montre encore au château de Champobert une magnifique coupe de porcelaine qu'on dit avoir été donnée par le roi à M. du Buisson, peut-être à cette occasion.

Depuis bien des années, Charles du Mesnil présidait le Tribunal de Commerce siégeant à l'Hôtel d'Escoville ; aussi était-il naturel que la Chambre se réunît dans la salle même des séances. Le local était exigü, humide et obscur ; encore fallait-il partager avec le Conseil de Prud'hommes. Le Président nous apprend lui-même qu'aucun papier ne pouvait se conserver à cause de l'humidité. Il aimait cependant la vieille maison, non seulement parce qu'elle est au centre de la cité, à l'ombre de Saint-Pierre, mais surtout pour « son élégante architecture » ; il paraît se sentir à l'aise dans la demeure que se fit bâtir, entre 1535 et 1540, Nicolas Le Valois, sieur d'Escoville, riche négociant. Charles du Mesnil devait regarder avec plaisir,

(1) L'hôtel fut vendu le 5 février 1869, par M. Félix Emile, comte du Mesnil du Buisson, à M. Léon Henry (cf. l'acte de vente dressé par M^e Perrotte, notaire, 8, rue Guillaume-le-Conquérant, à Caen). On y voit encore le grand salon avec ses belles boiseries Louis XVI et un boudoir orné de trumeaux Louis XV.

les figures de guerriers forgeant des armes qui ornent les hautes lucarnes, et sont probablement une allusion à l'origine de la fortune du seigneur d'Escoville.

Les comptes rendus des séances nous renseignent sur l'activité de la nouvelle Chambre de Commerce. Son budget annuel fut d'abord de 1.700 francs. M. Foy résume ainsi l'action des membres pendant cette première période.

« Nous les trouvons, en dehors des questions commerciales ou économiques qu'ils abordent, s'attachant presque exclusivement, avec une ténacité méritoire, à l'amélioration de leurs routes et de la rivière de l'Orne. » On consacre des séances à la police du roulage et l'organisation du service postal ; en attendant que puissent aboutir les travaux de redressement du cours de l'Orne, dont le Président s'est fait l'ardent défenseur, la Compagnie organise un pilotage, fixe les droits à établir sur les bateaux, envisage l'établissement d'un barrage au cœur de la ville, et l'installation de feux à l'embouchure de la rivière. L'aménagement du port de Courcelles est soigneusement étudié.

« Notre Chambre ne perdit pas une occasion d'intervenir dans les questions d'intérêt général : l'industrie de la dentelle, qui était en faveur dans cette première moitié du XIX^e siècle, fut l'objet de toutes ses sollicitudes ; l'industrie du colza, également florissante à cette époque, trouva dans notre Chambre de chauds défenseurs, lorsqu'il s'agit de l'importation des pétroles ; enfin, un véritable conflit s'étant allumé en 1832, entre le port de Caen et celui de Dieppe, qui voulait monopoliser « le hareng », notre Chambre versa des flots d'encre pour protester contre cette prétention (1). »

Charles du Mesnil fut réélu à la présidence le 10 mars 1831, et peu de jours après, le 7 avril, il faisait approuver par la Chambre de Commerce, une remarquable lettre adressée au Président de la Commission du Commerce et des Colonies. Dans l'analyse des causes du malaise qui régnait alors et des remèdes propres à les détruire, on trouve une science de l'économie politique bien rare à cette époque.

Le 12 novembre 1832, Charles du Mesnil du Buisson, à cause de son grand âge, passa la présidence à Lecavelier, homme sage, qui lui avait prêté l'aide la plus dévouée aux heures difficiles. Il resta cependant jusqu'à sa mort, l'âme de la Chambre de Commerce ; lorsqu'en 1833, le roi Louis-Philippe visita Caen, il eut un entretien avec l'ancien Président, et l'adresse qui lui fut remise au nom de la

(1) *Centenaire de la Chambre de Commerce de Caen*, 1921, pp. 13-14.

Chambre de Commerce paraît encore avoir été rédigée par Charles du Mesnil.

Quelques documents et quelques souvenirs nous permettent de nous représenter la vie de famille de Charles du Mesnil du Buisson, pendant la dernière période de sa vie. Il passait l'hiver à Caen, l'été au Buisson. On se rappelle encore à La Lande Patry, la vaste remise où l'on garait la berline de poste qui servait au voyage. A cette époque, les plus proches parents de Charles ont émigré à Caen : sa sœur Anne-Michelle, un peu plus jeune que lui, avait épousé à 16 ans à peine, Charles de la Bourdonnière, dont elle était veuve (1). Elle habitait rue des Carmes. Sa belle-sœur Marie-Anne Le Maître de La Planche, veuve d'un second mariage dès 1812, habitait aussi Caen, où elle mourut vers 1820.

Charles du Mesnil avait perdu sa femme jeune encore. Il vit mourir tous ses fils (2) ; un seul, Victor-Félix, qui avait épousé, vers 1815, Victorine-Emilie Chausson de La Salle, lui laissa en mourant, le 10 janvier 1826, deux petits enfants de 6 et 8 ans. Charles les prit à sa charge et s'occupa de leur éducation. Le souvenir des vacances au Buisson est parvenu jusqu'à nous. On y faisait des promenades à âne, et les enfants se mettaient des deux côtés du bât aux chânes. Charles du Mesnil avait eu au moins une fille, Anne-Charlotte, qui mourut âgée et veuve de François Galloin. Elle n'avait pas eu d'enfant.

Charles du Mesnil du Buisson mourut en son hôtel, 28, rue des Carmes, le 26 décembre 1835 à minuit ; il avait 89 ans et trois mois.

Il existe au château de Champobert, près d'Exmes (Orne), un portrait du Président du Mesnil du Buisson. Très droit, l'air sévère, il écrit sur une modeste table d'acajou ; son regard un peu triste est plein d'intelligence. Les traits du visage sont forts mais expressifs, les yeux ont une teinte d'automne, et sous les cheveux blancs peignés à la mode du XVIII^e siècle, le front est ridé. Le personnage est entouré d'objets qui lui sont familiers : sa toque et sa robe de juge, des livres, des papiers, une mappemonde. Intelligence,

(1) Anne-Michelle du Mesnil du Buisson, née à La Lande-Patry le 17 juillet 1749, morte à Caen en 1837, mariée le 8 août 1765 à Charles Profichet de La Bourdonnière, mort vers 1787, fils de Louis, seigneur de l'Orsonnière et de noble dame Anne de Bardel.

(2) Nous en connaissons six : Charles-Thomas (1766), François-Charles (1767), Edmond-François-Charles (1769), Pierre (1771), Charles-Julien (1772) et Victor-Félix ; le troisième, mort après 1812, et le dernier au moins arrivé à l'âge d'homme.

labeur, énergie, telles sont les idées qu'évoque cette figure.

On remarque dans ce portrait, le ruban de la Légion d'Honneur porté très large, à la mode du temps. La croix, à effigie de Henri IV, qui appartenait à Charles du Mesnil, est aujourd'hui exposée avec d'autres décorations de famille, dans la chapelle du château de Champobert.

Telle est la figure du passé, que ces quelques traits nous aideront à évoquer au centième anniversaire de l'installation de la Chambre de Commerce de Caen. Dans la pensée qui dirigea toujours Charles du Mesnil du Buisson, nous retrouvons un respect de la tradition qui est la véritable compréhension de l'histoire, mais aussi un sens très fin des besoins de l'avenir et de la véritable direction du progrès. Poussé par un immense amour pour l'humanité et par une confiance invincible en l'avenir, il ne se laissa arrêter par aucune hardiesse, aucune difficulté, si les raisons d'ordre intellectuel ou moral lui apparaissaient impérieuses. Vivant dans un milieu et dans un temps où les institutions étaient en pleine transformation, où la vie matérielle se modifiait complètement, il garda la pondération et la sagesse, qu'il devait à ses origines et à son éducation ; sa grande intelligence ne lui en montra que mieux les nécessités d'un progrès dont il s'était fait le champion.

Puisse son exemple être pour nous une leçon et un encouragement.

COMTE DU MESNIL DU BUISSON.

Note pour les Collaborateurs du Bulletin

PRÉSENTATION DES MANUSCRITS. — Les manuscrits remis au président pour l'impression doivent être très lisibles, et même, si possible, dactylographiés. L'auteur est tenu de souligner typographiquement les mots en capitales ou en italiques.

Il mentionnera également les passages qui doivent être imprimés en plus petits caractères que le reste du texte (citations, etc.).

Les alinéas seront nettement spécifiés. La ponctuation sera établie d'une façon définitive.

Les auteurs auront tout avantage à se conformer à ces dispositions, car toutes les modifications apportées par eux après la remise des premières épreuves demeureront à leur charge.

CORRECTIONS. — Les *corrections typographiques* relèvent de l'imprimeur. Il faut entendre par là les fautes imputables au personnel chargé de la composition ou de la correction (bourdons ; mots ajoutés ; transpositions de lettres ou de lignes ; lettres retournées ; coquilles ; espacements défectueux ; lettres gâtées, etc.)

Les *corrections d'auteurs* (suppression ou addition de mots ou de paragraphes ; modification dans les caractères employés ; changements dans les alinéas, etc.) seront facturées aux auteurs, au prix de 7 francs l'heure. Trop d'auteurs ignorent en effet l'importance des remaniements auxquels donnent lieu les modifications tardives qu'ils apportent à leurs manuscrits.

CLICHÉS. — Les clichés destinés à l'illustration des articles sont à la charge des auteurs. La place des clichés doit être déterminée avec précision avant la mise en page.

TIRAGES A PART. — Tout auteur d'article qui désire des tirages à part doit, dans son intérêt, en informer l'imprimeur en recevant les épreuves de son travail. En effet, pour diminuer les frais de tirage, son article sera disposé dans le Bulletin de façon à tomber, autant que possible, en bonne page. L'auteur réalisera ainsi une notable économie sur le prix de son tirage à part.

Ceux qui ne se conformeraient pas à ces dispositions auraient à payer les frais d'une nouvelle imposition que ni la Société historique, ni l'imprimeur, ne sauraient, en aucun cas, prendre à leur compte.

TABLE DES MATIÈRES

1^{er} BULLETIN

	PAGES
Membres du Bureau et des Commissions.....	III
Membres titulaires.....	IV
Sociétés savantes et établissements publics, correspondants.	XX
Sociétés étrangères.....	XXII

Excursion dans le Bas-Cotentin (24-27 août 1925), par M. G. DE BANVILLE.....	1
Communication de M. Victor TAUNAY sur les Iles Chausey.	116
Les évêques sagiens du siège épiscopal de Coutances, par M. l'abbé TABOURIER	119
Compte rendu moral et financier pour l'année 1925.....	136

2^e ET 3^e BULLETINS

Procès-verbaux des séances (26 janvier-8 juin 1926).....	139
Communication sur l' <i>Histoire de l'Ecole de Droit de Beyrouth</i> , par le comte DU MESNIL DU BUISSON.....	162
Notes sur la grosse forge du Pont-Cœuvre et sur le fourneau de Saint-Evrout, par M. Georges PRIMOIS.....	165
Notes sur la tréfilerie, par M. Georges PRIMOIS.....	246
La petite école de M. le Vicaire, par M. J.-Romain LE MON- NIER	255
La chasse du loup : Les gentilshommes louvetiers de Normandie et du Maine, par M. R. GUILLEMAIN D'ECHON.	284
Une plaque de cheminée au nom de Gilles Fromont de la Drustière, par le comte DU MESNIL DU BUISSON.....	301

4^e BULLETIN

Procès-verbaux des séances (30 septembre-14 décembre 1926).....	305
Compte rendu financier pour 1926.....	315
Projet de budget pour 1927.....	316
Compte rendu moral.....	317
Excursion au Mont Saint-Michel (28-29 juin 1926), par M. René JOUANNE.....	318
Les trois derniers poèmes de Gustave Le Vavas seur, par le baron J. A. DES ROTOURS.....	323

	PAGES
Claude de Morenne : poète, prédicateur, évêque de Séez, par M. l'abbé TABOURIER.....	334
La presse alençonnaise, de la Révolution au Second Empire, par M. René JOUANNE.....	353
A propos du <i>Journal des Débats</i> : Un délit d'opinion en 1816, par M. René JOUANNE.....	382
Charles du Mesnil du Buisson, fondateur et premier pré- sident de la Chambre de Commerce de Caen, par le comte DU MESNIL DU BUISSON	385
Note pour les collaborateurs du Bulletin.....	396

TABLE DES GRAVURES

Suscription de la lettre de Henri III à Jacques II de Matignon, 5 octobre 1576.....	4
Lettre originale de François de Matignon au cardinal Mazarin, Thorigny, 22 août 1648.....	7
Certificat délivré le 15 octobre 1691 par Jacques III de Matignon	8
Torigny-sur-Vire : Rampe de l'escalier du château.....	17
— Vue du château (dans la galerie du château)	20
Villedieu-les-Poêles : Eglise	21
La Lucerne : Tour de l'église abbatiale.....	27
— L'église abbatiale	29
— Restes romans de l'abbaye.....	32
— Eglise abbatiale	33
— Les excursionnistes groupés sur le grand escalier	34
Hambye : L'église abbatiale.....	38
Eglise Saint-Gilles	40
Aqueducs à Coutances et abside de la cathédrale.....	41
Cathédrale de Coutances.....	44
Place de la cathédrale de Coutances.....	46
Coutances : Intérieur de la cathédrale, pris du chœur.	48
— Tour centrale de la cathédrale.....	49
— Maître-autel de la cathédrale.....	50
— Tour lanterne de l'église Saint-Pierre.....	53
Certificat délivré le 5 mai 1703 par M ^{re} Georges d'Argouges, marquis de Gratot.....	58
Gratot : Entrée du manoir.....	59
— Le manoir.....	61
Lessay : Eglise abbatiale.....	69
Pirou : Le château.....	72
Château de Canisy.....	75
Plan ancien de Saint-Lô.....	80

	PAGES
Saint-Lô : La tour de Beauregard au Jardin public.....	88
— La Maison-Dieu	89
— Portail de l'église Sainte-Croix.....	91
— L'église Notre-Dame	94
— La chaire extérieure de l'église Notre-Dame	95
— Vitrail royal de l'église Notre-Dame (xv ^e s.).....	99
— Portail de l'église Notre-Dame.....	100
Chanteloup : Le Manoir.....	103
— Porte de la chapelle et détails de la façade.....	104
— Cheminée de la salle des gardes.....	105
Iles Chausey	108
Les excursionnistes à Chausey.....	109
Iles Chausey : le château Renault.....	110
Iles Chausey	111
Le bocard.....	174
Haut-fourneau : Coupe verticale.....	175
Le Martelage	179
Fenderie : Face et profil.....	181
Plaque de cheminée de Gilles Fromont de la Drustière...	302

HORS TEXTE

Lettre originale, avec signature authentique du roi de France Henri III à Jacques II de Matignon (1576)...	1
Charles du Mesnil du Buisson.....	388

Le Gérant : F. GRISARD

Alençon. — Imprimerie Alençonnaise, 9-13, rue des Marchés.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06822 8769

JUL 17 1934

UNIV. OF MICH.
LIBRARY

